

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`




Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

HISTOIRE DE FRANCE

Digitized by Google

Paris. — Imprimerie de E. Donnaud, rue Cassette, 9.

Digitized by Google

HISTOIRE

DE FRANCE

DEPUIS

LES PREMIERS AGES JUSQU'EN 1848.

Ouvrage dédié à Mgr l'Évêque de Verdun

PAR L'ABBÉ PIERROT

CURÉ-DOYEN DE DUN, CHANOINE HONORAIRE DE BAYEUX

PUBLIÉ AVEC LE CONCOURS D'UN DE NOS ÉCRIVAINS LES PLUS CONNUS DANS LA PRESSE POLITIQUE ET RELIGIEUSE

DEUXIÈME ÉDITION

TOME DOUZIÈME





PARIS
LOUIS VIVÈS, LIBRAIRE-ÉDITEUR
9, RUE DELAMBRE, 9

1862

Digitized by Google

Digitized by Google

HISTOIRE DE FRANCE.

Vᵉ ÉPOQUE, 3ᵉ PÉRIODE, LIVRE II, CHAPITRE Iᵉʳ (Suite).

§ V. *Mouvement intérieur dans toute la France. — Première période de la guerre de Vendée. — Guerre avec l'étranger. — Siége de Mayence, de Valenciennes, de Condé. — Triste situation de nos armées en Piémont et dans les Pyrénées (2 juin - août 1793).*

Le mouvement politique de 1789 avait été accepté avec enthousiasme par toutes les parties de la France, à l'exception peut-être de la Bretagne, pays religieux et monarchique où les anciennes traditions s'étaient fidèlement conservées et où le besoin de réformes existait peu. Dans toutes les contrées il se manifesta une vive inquiétude lorsque le mouvement perdit son caractère de réforme sage et modérée pour se lancer dans les crises révolutionnaires, en renversant la religion et la royauté. Il n'y a pas une seule commune où la suppression violente du culte catholique n'ait excité du tumulte; si les gens sages, paisibles, attachés à leurs saintes croyances, ne s'étaient laissé dominer par un petit nombre de factieux, jamais

Digitized by Google

l'Eglise schismatique ne se serait établie en France. Une autre cause de troubles fut la destruction d'une monarchie de quatorze cents ans, et de la noblesse, le nerf de la nation. Paris, en sa qualité de capitale, croyait avoir le droit d'imposer la loi à toutes les provinces et voulait faire accepter ses capricieuses révolutions. Mais si les provinces de l'Est et du Nord se laissèrent facilement conduire, il n'en fut pas de même dans le Midi. Lyon, Marseille, Toulon, Bordeaux, la Vendée, la Bretagne, sont surtout la personnification des grandes agitations, les seules qui doivent nous occuper ici; car si nous étions obligés de faire l'histoire de tous les mouvements populaires de cette époque, il faudrait faire l'histoire de toutes les communes sans exception.

Lyon, la seconde ville du royaume, est située dans un lieu que le sol, la culture, le combustible, les courants d'une rivière célèbre et d'un fleuve plus fameux encore, rendent propre à l'industrie et à l'agglomération du commerce. Quoique la population de Lyon, riante, légère, martiale, présente une grande analogie avec celle de nos premières cités, on y remarque cependant une grande foi religieuse, un sentiment profond du droit. Si quelques âmes hardies ont essayé d'y introduire des théories subversives, si la classe ouvrière, en partie étrangère au sang primitif de la cité, y a jeté un ferment de désordre, les saines traditions s'y sont toujours perpétuées. Il ne faut pas en être surpris, car le commerce de Lyon ne peut prospérer que dans le calme de l'ordre et de la paix. Ce fut seulement au moment des grandes agitations républicaines que Lyon manifesta sa vive opposition au gouvernement républicain. Le commerce taris-

Digitized by Google

sait, le luxe était tombé, on ne connaissait plus que la fabrication des armes. Lyon, qui souffrait plus qu'aucune autre ville, voyait encore ses temples déserts, ses prêtres persécutés.

Il y avait à Lyon une de ces âmes sinistres telles que la République en produisit tant, en les faisant dévier de leur état. Châlier, Piémontais d'origine, destiné au sacerdoce, faisait des études dans un monastère lorsque la révolution éclata. Toutes les idées nouvelles fermentèrent dans sa tête et y produisirent un mélange bizarre de bien et de mal.

Châlier s'était créé un parti faible en nombre, mais audacieux, qui émettait les plus étranges doctrines. « Le » temps est venu, disaient-ils, où doit s'accomplir cette » prophétie : Les riches seront dépouillés et les pauvres » enrichis. »

Le lendemain des journées de septembre ces hommes de sang avaient, à l'exemple des patriotes parisiens, enfoncé les prisons, massacré les prisonniers, et, par un raffinement de barbarie, arrangé en guirlande les membres des prêtres, des nobles indignement mis à mort, et les avaient suspendus en festons le long des arbres de la promenade de Bellecour. Afin d'inspirer une plus grande terreur encore, Châlier fit venir une guillotine de Paris, et en dressa les hideuses poutres sur la place Bellecour. Après la mort de Louis XVI, Châlier s'était écrié : « Le » grand jour des vengeances est arrivé ; cinq cents têtes » sont parmi nous qui méritent le même sort que celles » des tyrans. Je vous en donnerai la liste, vous n'aurez » qu'à frapper. » Prenant ensuite un Christ, il le brisa et en foula les débris sous ses pieds.

Digitized by Google

Le maire de Lyon sut imposer aux sicaires qui, tremblants eux-mêmes sous la menace de la réaction conventionnelle, furent heureux de trouver leur salut par la protection de celui qu'ils avaient attaqué. « La réaction » triomphe à Lyon, » écrivirent-ils à la Convention, qui se hâta de décréter que deux bataillons de Marseillais se rendraient dans cette ville pour y rétablir l'ordre. Bazire, Rovère et Legendre, conventionnels farouches, étant accourus pour y maintenir le régime jacobin, furent bientôt obligés de fuir devant des bataillons d'Aix et de Marseille dévoués à la Gironde.

Réduits à l'impuissance, les Jacobins résolurent un 10 août contre la municipalité. Après un repas sous les arbres de Bellecour, les patriotes se portèrent sur la municipalité, qui fut assez puissante pour les repousser. C'est alors que Albitte, Dubois-Crancé, Gauthier et Nioche, commissaires de la Convention, plus audacieux que les premiers, arrivèrent à Lyon, y établirent un comité révolutionnaire à l'instar de celui de Paris, et décrétèrent une armée révolutionnaire avant de repartir pour l'armée des Alpes. Châlier, dont la puissance se trouvait ainsi relevée, se mit à pressurer les citoyens, à armer ses partisans. Il publia des tables de mort sous le nom de *boussole des patriotes*.

La Gironde, qui était encore en majorité dans la Convention, informée de ces mesures farouches, rendit un décret pour permettre au parti modéré de Lyon de repousser la force par la force. Se vantant de voir assez d'hommes se lever pour poignarder vingt mille modérés, Châlier appelle à lui tous les Jacobins, leur distribue de la poudre et des armes, et prépare l'assaut de l'Hôtel-de-

Digitized by Google

Ville. Les sections, plus lentes à se mouvoir, laissent le temps à la municipalité jacobine de s'emparer de l'arsenal, de s'y fortifier, de remplir l'Hôtel-de-Ville de canons, de munitions et de troupes. Les sectionnaires, sous les ordres de Madinier, apprêteur de drap, brave ouvrier qui avait su acquérir la confiance de toutes les classes, s'avancent sur deux colonnes contre les barbares, qui, s'étant emparés de quelques sectionnaires, les avaient égorgés et en avaient jeté les cadavres sur les marches de l'Hôtel-de-Ville. Ils ne se laissent point effrayer par les décharges de mitraille et contraignent les Jacobins à se soumettre. Châlier fût alors arrêté et condamné à mort. Voyant la ville illuminée, ce grand coupable dit : « Ce sont les torches de mes funérailles; les Lyonnais » font une grande faute en demandant ma mort. » Cette malheureuse ville paya cher un peu plus tard cet acte de justice. C'était pour la première fois qu'on essaya la guillotine venue de Paris. Cinq fois le couteau, mal aiguisé, tomba en faisant de larges et profondes blessures sans trancher la tête du criminel.

Les Girondins de Lyon avaient triomphé des Jacobins, leurs compatriotes, le 29 mai, et le 31 du même mois, leurs amis de Paris étaient vaincus. La Gironde, vaincue à Paris, essaya de chercher un appui dans les provinces, et rencontra de l'écho sur les rives du Rhône. Parmi les hommes qui venaient de triompher à Lyon, on voyait des républicains modérés, quelques monarchistes constitutionnels, à peine un petit nombre de royalistes dévoués. Il se fit alors entre ces différents partis une union sinon de principes et de convictions, du moins de fraternité d'armes pour repousser l'ennemi commun.

Digitized by Google

Depuis longtemps Lyon était devenu le point de mire des royalistes; ils avaient, dès le commencement de la révolution, jeté leurs regards sur cette ville pour en faire un centre, une capitale nouvelle à opposer à Paris. Les émigrés, informés de l'opposition de Lyon à la République, se hâtèrent d'envoyer des agents à Turin et en Suisse pour engager ces Etats à se porter sur la seconde ville de France, et s'en servir comme d'un point de départ pour marcher en avant et arriver enfin jusqu'au foyer révolutionnaire. La cour de Turin regrettait sans doute une partie de la Savoie, mais elle était obligée de se défendre contre Kellermann qui occupait des positions redoutables dans les Alpes, et elle préférait porter ses efforts sur le comté de Nice qu'on lui avait ravi. Quant à la Suisse, elle se trouvait elle-même déchirée par des dissensions intestines. Les cantons aristocratiques se voyaient sans cesse menacés par la démocratie, et ils n'osaient quitter leurs foyers de peur de se voir eux-mêmes dévorés par l'anarchie qu'on les appelait à combattre. Vainement le consul d'Angleterre les engagea à s'armer, ils durent s'y refuser.

Lyon, qui avait compté sur l'appui des nations étrangères, se trouvant alors réduit à ses seules forces, ne désespéra pas de vaincre, et se détermina à courir les chances de la guerre. Il lui fallait un général. A quelques lieues de Lyon vivait le comte de Précy, ancien colonel du régiment des Vosges. Il avait donné des preuves de capacité, soit dans les troupes régulières, soit dans la garde constitutionnelle de Louis XVI; il n'avait point quitté le sol français pour se joindre à l'émigration, et faisait son bonheur de cultiver son jardin et des fleurs,

Digitized by Google

et c'est à cette occupation que le trouva l'ambassade lyonnaise envoyée pour le conjurer de prendre le commandement des troupes de Lyon. Assuré qu'il y avait dans cette ville des hommes de cœur capables de faire les plus grands sacrifices, d'immoler leur repos, leur fortune et leur vie pour la défense de la cause de l'ordre, il accepta.

Arrivé à Lyon, de Précy organisa une armée régulière de dix mille hommes, qui se trouvait appuyée par trente mille gardes nationaux. Il confia le commandement de l'artillerie à de Chenelette, commandant de cette arme, et celui de la cavalerie au comte de Virieu, l'un des orateurs de la Constituante. Virieu avait partagé un moment les rêves de réformes de Mounier, de Lally-Tollendal et de Clermont-Tonnerre, mais il était ensuite revenu au royalisme modéré, qu'il regardait comme le seul moyen de salut pour la patrie. Bientôt, sous ces trois hommes, se trouva réunie une armée bien exercée, capable de tenter des efforts héroïques pour résister à des forces considérables.

Il eût été infiniment dangereux pour la Convention de laisser la seconde ville de France méconnaître son autorité et repousser sa domination; il fallait la réduire à l'obéissance, quel que fût le sacrifice qu'il pût en coûter. La Convention ordonna à Kellermann de prendre une partie de l'armée de Savoie et de venir faire le siége de Lyon; elle prescrivit en même temps à ses commissaires d'appeler aux armes tous les patriotes de l'Auvergne, du Jura, de la Bresse, de l'Ardèche, de la Bourgogne. C'est ainsi que quarante mille chauds partisans de la démocratie furent en un instant sous les armes et s'avancèrent contre Lyon.

Digitized by Google

Lyon n'avait d'enceinte fortifiée que sur les hauteurs de la Croix-Rousse et sur la chaîne des collines qui s'étendent parallèlement à la Saône, depuis le rocher de Pierre-d'Encise jusqu'au confluent de la Saône et du Rhône. Le pont jeté sur la Saône, près du confluent, était défendu par des travaux particuliers. Du côté de l'est, du midi et en face des plaines basses du Dauphiné, le Rhône servait de défense; on y avait seulement ajouté deux redoutes pour arrêter l'ennemi, s'il avait l'audacieuse témérité de vouloir tenter le passage.

Lyon avait, dans quelques villes du voisinage, telles que Saint-Etienne, Saint-Chamond, Montbrison, des appuis qui lui conservaient la communication libre avec les montagnes du Vivarais et la route de Paris; par le Bourbonnais, la ville recevait aussi des armes, des vivres et des munitions de guerre.

L'armée assiégeante, composée de troupes régulières sous les ordres de Kellermann, et de troupes patriotiques mêlées à des soldats réguliers amenés de l'intérieur par les commissaires de la Convention, s'établit sur les deux rives du Rhône, et jeta un pont de bateaux afin d'assurer les communications entre les différents corps des assiégeants. Les avant-postes de la ville furent enfin occupés, et de Précy se vit obligé de se tenir renfermé derrière les murs de la place.

Le bombardement, commencé le 10 août, fut dirigé par de coupables intelligences mises au service de la férocité et de la barbarie. Les amis des assiégeants indiquaient par quelques signes les lieux où il fallait faire pleuvoir les bombes embrasées et les boulets rouges. Plus de trois cents incendies furent ainsi allumés, et presque toujours dans les maisons des nobles ou des riches commerçants.

Digitized by Google

Aussi des pertes prodigieuses furent subies par la riche cité. Ce qui semblait devoir apporter le découragement dans les esprits surexcita, au contraire, la fureur des assiégés; hommes, femmes, enfants, tous voulurent concourir au salut d'une ville chérie; on assure que les femmes elles-mêmes, habituées au feu, couraient, lorsqu'elles voyaient tomber une bombe, en arracher la mèche enflammée, et se couchaient pour la laisser éclater lorsqu'elles ne pouvaient arriver assez tôt. Ces bombes, portées aux défenseurs de la place, étaient renvoyées à l'ennemi. Les commandants, toujours à cheval, ne cessaient de courir à tous les points menacés et de repousser les assiégeants.

Le parti révolutionnaire était nombreux encore dans la ville; il fallait non-seulement combattre l'ennemi extérieur, mais surveiller encore l'ennemi à l'intérieur. Une femme, poussée par la rage du patriotisme républicain, mit, pendant une nuit, le feu à l'Arsenal, dont l'explosion ébranla et ravagea la ville, et fit perdre la plus grande partie des munitions. Kellermann, voyant les restes de son armée obligés de céder en Savoie et de laisser retomber toute cette province au pouvoir du roi de Sardaigne, était affligé de servir dans une guerre civile : il demanda sa retraite et laissa momentanément le commandement à Dubois-Crancé, qui résolut vainement de faire les plus grands sacrifices pour se rendre maître de la place. La Convention, irritée de la lenteur des opérations du siége, rappela Dubois-Crancé, et mit à la tête de l'armée lyonnaise Doppet, médecin de Chambéry, qui, par enthousiasme pour la révolution française, avait quitté son pays et s'était affilié à la so-

Digitized by Google

ciété des Jacobins et des Cordeliers. Napoléon, qui avait servi sous ses ordres, en rendait le témoignage suivant : « Il était Savoyard, médecin et méchant; son esprit ne » se fondait que sur des considérations; il était ennemi » déclaré de tout ce qui avait du talent; il n'avait aucune » idée de la guerre et n'était rien moins que brave. » Des forces considérables, des troupes de ligne bien organisées, des volontaires fanatisés rendaient moins nécessaire le talent. Doppet fit avancer le bataillon de l'Ardèche, malgré un feu terrible, jusqu'aux ponts d'Oullins et de la Mulotière; il les emporta à la baïonnette avant que les trois cents Lyonnais qui en avaient la garde eussent pu faire sauter le pont. Les hauteurs de Sainte-Foy furent livrées par trahison. Précy, voyant ainsi Lyon découvert à l'ouest, résolut de chasser ses ennemis du poste qu'ils venaient de conquérir. Il marche à la tête de ses bataillons, leur communique son audace lorsqu'il les voit fléchir, et repousse enfin ses adversaires de Sainte-Foy et de Saint-Irénée.

Maître du pont de la Mulotière, Doppet, tandis que Précy combat ailleurs, emporte les deux redoutes qui défendaient la jetée et s'avance jusque sur les quais, qu'il balaie avec son artillerie. Précy arrive alors : sans se laisser intimider par le feu de trois batteries, dont l'une suivait directement la chaussée, et les deux autres la frappaient de côté, il se lance au milieu de la mitraille, atteint les canonniers, les massacre tous jusqu'au dernier, et refoule les ennemis au-delà du pont de la Mulotière, que les républicains coupèrent pour échapper à la fureur des assiégés. La victoire avait été brillante, mais elle avait coûté cher; l'élite de la jeunesse lyon-

Digitized by Google

naise avait péri dans ce combat. Il restait à peine trois mille soldats capables de tenir sous les armes. En présence de la nécessité de composer ou d'ensevelir sous des ruines une multitude de personnes, il n'y avait pas à balancer; les sections nommèrent des députés pour aller traiter de la paix avec les commissaires de la Convention. Quinze heures furent accordées à la ville pour donner le temps aux défenseurs les plus compromis d'essayer de pourvoir à leur sûreté.

Précy, n'attendant aucun pardon des Jacobins, proposa à ceux qui, comme lui, ne pouvaient espérer miséricorde, de quitter la place et de suivre la rive gauche de la Saône pour se retirer en Suisse, ou périr les armes à la main. Au lieu de prendre sur-le-champ un parti qui ne souffrait point de délai, on perdit presque toute la nuit à délibérer. Enfin trois mille hommes, appartenant la plupart aux meilleures familles de Lyon, trois ou quatre cents femmes et enfants, se rangèrent sous les ordres de Précy, qui divisa cette troupe en deux colonnes de quinze cents hommes chacune, se mit à la tête de la première et confia la seconde à de Virieu. La colonne commandée par de Virieu fut coupée en tronçons par huit mille républicains sous les ordres de Reverchon; ni soldats, ni officiers, ni hommes, ni femmes, ni enfants, rien n'échappa au fer des ennemis; on ne retrouva même pas le corps du vaillant Virieu. Longtemps sa veuve conserva l'espoir de revoir son époux, il ne reparut jamais. Précy avait eu d'abord quelque succès : au sortir du faubourg de Vaise, il s'était précipité sur cinq batteries ennemies, avait repoussé les républicains, était parvenu à franchir le défilé et s'avançait

Digitized by Google

résolument sur la rive gauche de la Saône, quand il fut enveloppé, dans le bois d'Alix, par des forces supérieures; il déclara alors qu'il ne voyait de salut qu'au-delà des Alpes. Mais une partie de ses soldats, aimant mieux mourir sur le sol de la patrie que de vivre en pays étranger, franchirent la Saône et trouvèrent la mort sur la rive droite, tandis que le général en chef, suivi seulement de trois cents combattants, s'éloigna de la Saône, obligé de livrer chaque jour de nouveaux combats, semant la route de traîneurs, de blessés et de morts; cent-dix hommes seulement, sans espoir de salut, parvinrent au sommet du mont Saint-Romain, où ils furent enveloppés de toute part et consentirent à se rendre. Ils avaient reçu la promesse de la vie; mais la vivacité de Reyssie, qui cassa la tête à un parlementaire et se brûla en même temps la cervelle, excita la fureur des républicains, qui tuèrent tout ce qui tomba sous leurs mains, sans distinction du coupable ou de l'innocent. Quelques soldats à peine parvinrent à y échapper. Précy, voyant tout perdu, abandonna son cheval, se couvrit de haillons, se cacha sous les broussailles, et entra en Suisse suivi seulement de deux soldats. C'était presque tout ce qui restait des dix mille braves qui, pendant plus de deux mois, avaient soutenu le choc de deux fortes armées républicaines.

Cependant les républicains entraient dans Lyon, ayant à leur tête Couthon, d'horrible mémoire. Il paraît cependant que ce fameux conventionnel ne doit pas supporter la principale responsabilité des maux que subit cette ville. Avant d'y pénétrer, il eut soin de renvoyer les volontaires et de recommander aux troupes de la modération.

Digitized by Google

Il ordonna ensuite de fermer les clubs ouverts par Dubois-Crancé, parce que, dans l'exaltation des passions, les clubs ne pouvaient être qu'un moyen d'animer les passions et de soulever une partie des citoyens contre l'autre. La Montagne de Paris, trouvant trop lentes les mesures de répression adoptées par Couthon, lui en prescrivit qui font horreur à la nature. Avant de les mettre sous les yeux du lecteur, il faut faire connaître les mouvements des autres provinces et des autres cités.

La chute des Girondins avait produit, dans tous les départements, un grand effet. A Marseille, les sections avaient dépouillé la municipalité de ses pouvoirs, pour les transporter à un *comité central;* elles avaient en même temps, de leur propre autorité, établi un tribunal populaire, pour juger les patriotes accusés d'excès révolutionnaires. Bordeaux manifesta une plus vive opposition encore. Toutes les autorités constituées se réunirent en une assemblée dite *Commission populaire de salut public*, déclarèrent qu'une armée serait formée sur-le-champ, et envoyèrent des députés aux principales villes pour leur faire connaître leur dessein et les inviter à une coalition générale. Toulouse, ancienne ville parlementaire, où l'on comptait beaucoup de partisans de l'ancien régime, qui se cachaient derrière la Gironde pour faire de l'opposition à la Convention et inquiéter la République, déclara qu'elle ne reconnaissait plus la Convention, rendit la liberté aux incarcérés pour cause de royalisme, et mit en prison plusieurs Montagnards exaltés. Les départements du Tarn, de Lot-et-Garonne, de l'Aveyron, du Puy-de-Dôme, de l'Hérault, suivirent l'exemple de Toulouse et de Bordeaux. Nîmes se déclara en état de

Digitized by Google

résistance. Grenoble s'empara de tous les pouvoirs souverains dans la ville, et envoya à Lyon pour faire arrêter Dubois-Crancé et Gauthier, commissaires de la Convention à l'armée des Alpes. Le département de l'Ain adopta les mêmes vues; celui du Jura protesta contre l'autorité de la Convention, leva un corps de cavalerie et une force départementale de huit cents hommes.

Les plus grands mouvements se manifestèrent en Vendée, en Bretagne et en Normandie. C'est ici le lieu d'exposer l'histoire de la guerre de Vendée, si fameuse dans la révolution et qui mit plus d'une fois la République en échec.

Sur la rive gauche de la Loire on trouve, à partir de Saumur, une contrée singulière, qui dépendait autrefois du Poitou, de l'Anjou, du comté de Nantes, et qui, depuis la nouvelle division territoriale de la France, est comprise dans les départements de la Loire-Inférieure, de Maine-et-Loire, de la Vendée et des Deux-Sèvres. Cette contrée se divise en deux parties, l'une nommée le Bocage, et l'autre le Marais, toutes deux célèbres par la guerre de la Vendée.

En partant de Saumur et de Nantes, on trouve un sol inégal, ondulant, coupé de ravins et traversé d'une multitude de haies qui servent de clôture à chaque champ, ce qui a fait donner le nom de *Bocage* à cette contrée. En se rapprochant de la mer, le terrain va en s'abaissant et est coupé par de nombreux petits canaux et marais salants, ce qui en rend l'accès presque impossible. Cette contrée a pour limites la Loire, depuis Saumur jusqu'à la mer, l'Océan, jusqu'aux Sables-d'Olonne, et un arc de cercle qui rejoint le Thouet, en passant par

Digitized by Google

Luçon, Fontenay et Niort. Ce pays n'était traversé que par une seule route, celle de Nantes à La Rochelle ; les autres communications n'étaient que d'affreux chemins de traverse, environnés de haies élevées qui en formaient de véritables défilés.

Dans cette vaste contrée, il n'y avait pas de grandes villes, mais de gros villages, quelquefois de trois ou quatre mille âmes, dont les heureux habitants avaient conservé une admirable pureté de mœurs et une simplicité religieuse qui leur faisaient trouver le bonheur véritable sous la direction d'un clergé vertueux et de seigneurs pères de leurs vassaux. Ils ne connaissaient point les vaines superfluités du luxe, ni les joies insensées qui traînent toujours après elles le malheur. Le peuple était donc heureux de la félicité que donne une piété sincère. Cette félicité eût sans doute continué longtemps au milieu de ces contrées, si la révolution ne fût venue apporter, avec un prétendu progrès, de nouvelles idées, de nouveaux sentiments, et ravager par le fer et le feu un pays qui ne demandait qu'à être tranquille. Déjà depuis quatre ans la révolution agitait la France, et c'est à peine si, dans ces contrées, on se ressentait du mouvement qui tourmentait les autres provinces. Les droits féodaux avaient été légalement détruits ; mais le peuple, persuadé que c'étaient des droits légitimes, avait continué à les acquitter avec la fidélité qu'il avait montrée auparavant. Le clergé, l'un des plus vertueux de la France, tout en déplorant l'injuste confiscation des biens ecclésiastiques, avait continué à remplir ses devoirs avec exactitude, sans s'inquiéter des intérêts temporels, lorsque les prêtres constitutionnels s'étaient emparés des églises et de leurs

Digitized by Google

richesses. Les habitants, quand ils reçurent le pouvoir de nommer les maires de leurs bourgades, allèrent trouver leur seigneur et le prièrent de se charger lui-même du soin de les administrer. Le premier coup qu'ils ressentirent, fut la persécution exercée contre les prêtres fidèles, les conseillers de leur jeunesse et la consolation de leur vieillesse. Aussi les commissaires de la Législative, pleins d'estime et de bienveillance pour cette population honnête, douce et obéissante aux lois en tout ce qui ne touchait pas à la conscience, demandaient qu'on leur laissât la liberté de suivre leur culte à leur gré. Ce ne fut point l'opinion des députés, qui, pleins de mépris pour la religion, prétendaient régenter les consciences comme on remue la matière. Le second coup porté à cette vertueuse population, fut la mort du roi, de celui qu'ils étaient habitués à vénérer comme le dépositaire de l'autorité divine sur la France. Le troisième et le plus terrible, fut la conscription. Jusqu'alors on ne leur avait pas demandé d'hommes; on ne voyait guère, parmi eux, prendre le parti des armes que les jeunes gens poussés vers cet état par un entraînement particulier; les autres faisaient leur bonheur de la culture des champs, quand intervint l'ordre de tirer au sort. C'était remettre au hasard un état pour lequel beaucoup n'avaient que de la répugnance; c'était priver le fermier du fils dont il avait besoin, le vieillard de son bâton de vieillesse.

Parmi les jeunes gens appelés le 10 mars 1793, à Saint-Florent, près d'Ancenis, pour le tirage, beaucoup refusèrent de se soumettre à la loi; et comme le commandant militaire voulait les y contraindre par la force,

Digitized by Google

en employant même le canon, ils se précipitèrent, armés de bâtons, sur les soldats, les culbutèrent, s'emparèrent de leurs armes et se rendirent maîtres du canon. Les vainqueurs, d'abord fort embarrassés de leur victoire, apprirent de Cathelineau, simple fermier du voisinage, estimé de tous les habitants du pays pour son bon cœur, à profiter des armes dont ils venaient de se saisir pour attaquer les républicains, objet de la haine universelle. Cathelineau les conduisit lui-même à l'attaque d'un poste de quatre-vingts soldats, et, après l'avoir désarmé en un instant, il se porta sur Chemillé, ville défendue par deux cents républicains et trois pièces de canon; il obtint encore un entier succès. Le bruit de ces petites victoires détermina d'autres jeunes gens à s'armer pour une cause qu'ils regardaient comme sainte, et engagea Stofflet, garde de chasse du château de Maulévrier, à amener un certain nombre de jeunes gens à Cathelineau, qui se vit ainsi à la tête d'une armée assez considérable.

Cathelineau se portait sur Cholet, chef-lieu d'un district du pays, quand, voyant une armée républicaine s'avancer à sa rencontre, il fit placer sa troupe le long des haies, et ordonna de tirer sur les hommes comme sur le gibier, afin que chaque coup portât. Lorsque l'armée républicaine, déconcertée de se voir décimer par des hommes presque invisibles, montra de l'incertitude, les Vendéens se précipitèrent sur elle, la mirent en fuite et se saisirent de ses armes. La troupe victorieuse entra sans difficulté dans Cholet, s'empara des munitions et des pièces de canon, et brûla les registres des administrations républicaines. Après cet exploit, les Vendéens

Digitized by Google

se dispersèrent et retournèrent aux travaux des champs, en attendant qu'on les appelât à reprendre les armes pour remporter de nouvelles victoires.

Le Marais s'était aussi soulevé à l'occasion de la levée en masse; mais il n'avait pas montré la générosité des soldats de Cathelineau, qui, satisfaits d'avoir battu les républicains en combattant, les désarmaient, puis leur laissaient la liberté de se retirer. Conduits par un perruquier nommé Gaston, revêtu de l'uniforme d'un officier qu'il avait tué, les jeunes gens du Marais s'emparèrent de Challans et de Machecoul, et tuèrent les républicains qu'ils avaient faits prisonniers. On dit qu'après les avoir fait confesser, ils les conduisaient au bord d'une fosse, et que là ils leur abattaient la tête et les jetaient dans l'abîme.

L'insurrection la plus formidable fut celle de la Vendée proprement dite, et c'est de là que vint le nom de cette guerre dont les soldats appartenaient à beaucoup d'autres départements. Afin de réprimer le mouvement devenu beaucoup plus redoutable dans cette partie des provinces insurgées, les gardes nationales de Fontenay marchèrent sur Chantenay, furent repoussées et battues, et laissèrent cette dernière ville au pouvoir des Vendéens, qui la pillèrent pour punir les habitants de leur résistance. A la nouvelle de cette défaite, le général Marié prit douze cents hommes, moitié soldats et moitié gardes nationaux, s'avança à la rencontre des Vendéens, surprit une petite colonne à Saint-Vincent, et la dispersa sans lui faire beaucoup de mal. Toutefois, malgré son succès, Marié jugeant nécessaire de renforcer sa petite armée, l'augmenta de douze cents hommes et de neuf

Digitized by Google

pièces de canon, forces qui lui paraissaient suffisantes pour se mesurer avec les plus fortes bandes vendéennes. En s'avançant sur Saint-Fulgent, il aperçut dans un fond, à couvert derrière les haies, les Vendéens qui, jugeant le terrain favorable pour une bataille, n'attendirent pas leurs adversaires, mais commencèrent le combat selon leur habitude, par des coups de feu lâchés du fond des ravins et de derrière les haies. Bientôt l'armée républicaine, enveloppée et décimée par un feu roulant, sans qu'elle pût, par ses coups tirés au hasard, affaiblir un ennemi presque invisible, fut saisie d'une terreur panique et commença à fuir : alors les enfants de la Vendée se précipitèrent sur l'artillerie, s'en emparèrent et la dirigèrent contre les fuyards, qui jetaient leurs armes pour fuir avec plus de célérité, demeurant sourds à la voix du général Marié, qui faisait les plus grands efforts pour les rallier. En récompense de son courage, le général Marié, qui avait eu son cheval tué sous lui et ses habits criblés de balles, fut destitué par les commissaires de la Convention présents à cette affaire et témoins de sa valeur et de son audace.

L'armée vendéenne aurait pu poursuivre ses succès et balayer ces contrées des restes des soldats qui la couvraient encore ; mais la solennité de Pâques approchait, chacun voulait se trouver dans sa paroisse pour remplir en ce grand jour le devoir imposé à chaque chrétien. Et d'ailleurs l'organisation des troupes vendéennes ne leur permettait pas d'être éloignées pour longtemps de leurs foyers. Rien de plus simple que leur équipement ; ils ne traînaient point d'équipages de guerre à leur suite, n'avaient pas de provisions considérables, ne formaient

Digitized by Google

point de magasins; ils emportaient du pain pour quelques jours, avaient une paire de sabots de rechange, et s'en allaient gaîment le fusil sur l'épaule, le rosaire suspendu à leur côté. Quand le pain était mangé, les petites provisions épuisées, ils rentraient au foyer domestique, racontaient à leurs voisins leurs exploits, leur montraient les armes qu'ils avaient prises sur les *bleus* (c'est ainsi qu'ils nommaient les républicains), et les enflammaient tous du désir de prendre part à la gloire de leurs amis et de leurs frères.

En se séparant après la victoire de Saint-Fulgent, les Vendéens s'étaient donné rendez-vous pour le commencement du mois d'avril. Cette fois l'insurrection fut beaucoup plus générale; elle s'étendit sur toute la surface du pays, s'organisa sur des bases nouvelles et reçut des chefs plus habiles. Après n'avoir eu d'abord d'autres chefs que leurs égaux en condition et en fortune, qui se montraient supérieurs par leur audace et leur courage, les paysans vendéens virent à leur tête des hommes de grand nom. Le perruquier Gaston, le premier chef de l'insurrection, céda la place à Charette, ex-lieutenant de vaisseau dans la marine royale. Charette devint bientôt, par la fermeté indomptable de son caractère, son habileté rare, le plus terrible des chefs vendéens. Il sut si bien fasciner les habitants du Marais, qu'ils demeurèrent invariablement attachés à sa personne. Il est vrai qu'il se montrait indulgent à leur égard, et que même il tolérait parfois, de leur part, certains excès. En excitant leur haine contre les bleus, en les montrant comme le fléau de l'humanité, en les désignant à la justice des hommes qu'il avait rendus durs

Digitized by Google

comme lui, il fit des soldats capables de supporter tout. Il s'empara d'abord de l'île de Noirmoutiers, position extrêmement importante, dont il pouvait se servir et comme d'une place de guerre et comme d'un point pour communiquer avec les Anglais, qui se présentaient les soutiens de la légitimité.

Dans le Bocage, quatre officiers supérieurs prirent le commandement de l'insurrection; ce furent Bonchamps, officier distingué qui avait montré autant de bravoure que de capacité militaire; d'Elbée, qui avait aussi servi et joignait à la dévotion d'un anachorète une grande connaissance de la guerre à soutenir dans ce pays; La Rochejaquelein, l'un des plus beaux caractères que la France ait connus; enfin Lescure, qui avait su se concilier le respect de tout le pays. Bonchamps commandait les insurgés de l'Anjou et des bords de la Loire; d'Elbée ceux des paroisses qui avoisinent Cholet et Beaupréau : Cathelineau et Stofflet gardèrent leur commandement, dû à la confiance qu'ils avaient inspirée.

La Convention, épouvantée des succès des Vendéens, et ne pouvant tirer des troupes régulières des frontières, se trouvait dans un grand embarras, et conçut des craintes très sérieuses. Selon son habitude, elle commença par mettre les insurgés hors la loi, les frappa de proscription, et nomma une commission militaire chargée de les condamner à mort sur la déclaration de deux témoins. Cependant, par une disposition spéciale, elle amnistiait ceux qui mettraient bas les armes dans les vingt-quatre heures. Les administrateurs républicains placés sur les lieux, pensant que les mesures de rigueur proposées par la Convention n'auraient d'autre résultat que de donner

Digitized by Google

une nouvelle force à l'insurrection, lui conseillaient la modération.

Les Montagnards résolurent de pousser la guerre avec vigueur, et, pour cela, jetèrent les yeux sur des hommes expérimentés : Canclaux reçut l'ordre de défendre Nantes, Berruyer fut chargé des opérations combinées sur la rive gauche de la Loire, et le général Beaufranchet d'Ayat fut établi commandant à Niort et à Fontenay. Cette disposition des troupes et des généraux arrêta un moment les progrès des Vendéens. La ville des Sables ayant reçu quelques renforts et des munitions par mer, la colonne républicaine qui l'appuyait mit pour un moment la côte à l'abri des attaques de l'insurrection.

Le général Berruyer, chargé de nettoyer les bords de la Loire, apprit à Saint-Pierre de Chemillé ce qu'étaient ces Vendéens, guerriers improvisés qu'il ne put chasser du bourg que par un combat opiniâtre et avec une perte de beaucoup d'hommes et d'officiers de mérite. Un général y fut même blessé.

Si Berruyer était découragé, les Vendéens l'étaient bien plus par les pertes énormes qu'ils avaient faites. Ayant perdu six pièces de canon, et se voyant pressés de différents côtés par plusieurs colonnes envoyées contre eux pour les envelopper, ils rentrèrent dans leurs paroisses, à l'exception d'une petite troupe qui se retira du côté de la Sèvre. Un combat heureux vint ranimer le courage et les espérances.

A Bressuire se trouvaient renfermés deux nobles cœurs, dont toute la Vendée désirait la libération, La Rochejaquelein et Lescure, retenus prisonniers par Quetineau. Le premier étant parvenu à s'échapper, courut

Digitized by Google

aux Aubiers, souleva le peuple, qu'on tourmentait pour prendre rang dans l'armée révolutionnaire, se trouva ainsi à la tête d'une colonne considérable, la dirigea du côté de Bressuire, et, rencontrant bientôt les bleus, il fit sonner le tocsin dans toutes les paroisses, pour les engager à prendre part au combat. Masqué derrière les haies, il fit commencer cette guerre si heureuse dans les premières attaques, jeta ainsi l'incertitude au milieu des républicains, puis ordonna à sa troupe de s'élancer au-dessus des haies et de tomber au milieu des ennemis. Les soldats effrayés prirent alors la fuite et abandonnèrent le champ de bataille aux Vendéens. Quetineau quitta Bressuire pour se retirer à Thouars.

Encouragés par ce succès et par quelques centaines d'hommes qui leur étaient arrivés de la rive droite de la Loire, les Vendéens prirent les armes avec plus d'audace, remportèrent bientôt un nouvel avantage sur le général Leygonnier et s'emparèrent d'un dépôt de poudre. Le général Berruyer nous fait connaître l'abattement de l'armée républicaine, dans une lettre qu'il adressa au ministre de la guerre : « Les troupes que j'ai » sont des rassemblements informes de pères de famille » qui, à peine arrivés, veulent retourner chez eux; il » n'est point d'armée si mal organisée et mal pourvue » que la mienne; point d'officiers généraux ni d'état-» major; pas un fusil dans les arsenaux, et cependant » j'ai à combattre l'ennemi le plus dangereux de la Ré-» publique. »

Rendus maîtres de tout le pays par leurs succès, libres de communiquer entre eux, les chefs vendéens comprirent que, pour faire de plus grandes tentatives, il fallait

Digitized by Google

donner à leurs troupes une organisation régulière. Toutefois cela était assez difficile, car l'armée était composée de volontaires sur lesquels il n'était pas possible d'avoir une autorité aussi grande que sur un soldat obligé de demeurer sous les drapeaux. Dans l'élection d'un généralissime, les voix se portèrent sur Cathelineau, simple paysan, il est vrai, mais brave, pieux, plein d'intelligence, doué d'un coup-d'œil exercé et de beaucoup de résolution. Il y avait même dans ce choix une preuve sensible que, parmi les plus ardents défenseurs du trône, de l'autel et de la noblesse, le mérite personnel l'emportait sur le titre nobiliaire.

Toutes les opérations furent ramenées à l'unité par un conseil supérieur, composé principalement d'ecclésiastiques, qui n'avaient guère d'autre autorité que de rédiger des proclamations, de fixer les réquisitions, plus par la persuasion et le conseil que par la voie du commandement. Ce comité avait toujours auprès de lui, même lorsque l'armée catholique était dispersée, un corps permanent formé principalement des soldats qui abandonnaient les drapeaux de la République pour venir rejoindre les Vendéens. Ce corps, véritable noyau de l'armée catholique, la soutenait, la dirigeait, lui donnait l'impulsion, et eut la principale part à ses succès.

Les principes d'humanité régnèrent d'abord dans les rangs des Vendéens. Nous en avons une preuve convaincante dans la manière dont ils traitèrent une soixantaine de gardes nationaux de Saumur, qu'ils tenaient prisonniers et sur le sort desquels le général Leygonnier était d'autant plus inquiet qu'aucune nouvelle d'eux ne lui était parvenue. Deux de ces prisonniers obtinrent

Digitized by Google

des généraux vendéens la permission d'aller rassurer les familles de leurs compagnons de captivité, et leur apportèrent une lettre où on lisait : « C'est avec un vrai » plaisir que nous publions les procédés humains et hon- » nêtes que nous recevons chaque jour des généraux de » l'armée catholique. Nos malades sont aussi bien trai- » tés qu'ils pourraient l'être dans un hôpital militaire. » Nous sommes persuadés que vous traitez de même les » prisonniers que vous avez. Vous pourriez nous tirer » de prison en prenant des arrangements convenables. »

L'armée vendéenne, qui joignait au sentiment du droit tant d'humanité, avait alors d'autant plus de confiance en elle-même, que les troupes qui lui étaient opposées étaient, pour la plupart, de nouvelles recrues, ce dont se plaignait beaucoup Tallien, alors en mission à Tours, qui confirmait ce rapport de Quetineau : « Vous » ne songez qu'à prendre mes soldats lorsqu'ils sont à » peine instruits et aguerris, et vous m'en envoyez de » nouveaux qui seront défaits avant d'avoir rien appris. » Je veille nuit et jour pour ne pas être surpris par un » ennemi qui se présente sur ma ligne avec trois divi- » sions, chacune de dix à douze mille hommes, aussi » ardents et braves que les miens sont tièdes et indiffé- » rents... Je veux bien mourir pour ma patrie; mais » qu'on ne désorganise pas mon armée. Je souhaite la » victoire ou la mort. »

Forcé de défendre une étendue de quinze lieues de pays avec trois mille hommes de pareilles troupes, Quetineau n'avait qu'à attendre des revers. Ses craintes furent réalisées à Thouars, place presque démantelée, que les Vendéens attaquèrent avec une extrême furie et

Digitized by Google

qu'ils emportèrent avec la plus grande audace. Non contents de se montrer généreux à l'égard des habitants à la prise de leur ville, non contents de laisser aux soldats républicains la facilité de retourner dans leurs familles, ils rendirent même ce témoignage à Quetineau, qu'il avait fait tout ce qu'il était humainement possible de faire, témoignage qui ne put sauver ce général, car la Convention ordonna de l'arrêter, et trois mois après il fut condamné à mort.

Une fois maîtres de Thouars, les chefs vendéens, afin de dégager le pays du côté de Fontenay et de Niort, dirigèrent Lescure et La Rochejaquelein sur ce point. Arrivés le 16 mai devant Fontenay, où ils trouvèrent les deux brigades des généraux Chalbos et d'Ayat rangées en bataille, ces deux chefs les attaquèrent sans hésitation. Pour la première fois on combattit en plaine, champ de bataille peu convenable aux Vendéens, qui, se voyant chargés à dos et en flanc, prirent la fuite malgré leur immense supériorité. Les chefs vendéens étaient peu affaiblis par une fuite qui leur avait coûté un petit nombre de soldats, et ils avaient reconnu que la seule cause de leur désastre étaient les savantes évolutions auxquelles leurs soldats n'étaient point accoutumés; ayant trouvé le 25 mai une occasion favorable, ils menèrent leurs bandes contre les légions républicaines, devenues plus confiantes à cause de leur succès précédent. La plupart des Vendéens manquant de munitions, en demandaient à leurs officiers, qui leur répondirent en montrant l'ennemi: « En voilà! » A ces mots, les Vendéens se précipitent comme la foudre sur leurs adversaires, culbutent les colonnes républicaines et les forcent à se retirer sur

Digitized by Google

Niort dans le plus grand désordre. Quarante-deux pièces de canon demeurèrent en leur pouvoir; ils trouvèrent dans Fontenay d'immenses ressources en tous genres, ce qui leur permettait de pousser la guerre avec activité. Fidèles encore à leur tactique, ou plutôt à un besoin, ils se séparèrent après la victoire, retournèrent dans leurs foyers pour se livrer aux travaux des champs, et fixèrent leur réunion vers le milieu de juin, près de Doué.

Dans le Marais, où Charette dominait seul, sans lier encore ses mouvements à ceux des autres chefs, les succès avaient été presque balancés. Si le général Canclaux, commandant de Nantes, était parvenu, par de grands efforts, à se maintenir à Machecoul, le général Boulard, commandant aux Sables-d'Olonne, après avoir, pendant deux mois, tenu tête à ses adversaires, et avoir conservé ses postes jusqu'aux environs de Palluau, avait été contraint de rétrograder vers la Mothe-Achar, ce qui le mit dans un grand embarras, car ses deux meilleurs bataillons, composés de citoyens de Bordeaux, voulaient retourner à leurs affaires, qu'ils avaient quittées au premier bruit des succès remportés par les bandes vendéennes. Celles-ci ne purent profiter de cette heureuse circonstance, parce que les travaux de la campagne vinrent ralentir et presque suspendre les hostilités.

La Convention, injuste à l'égard du général Berruyer, à qui elle attribuait les malheurs de la guerre, le destitua et divisa son commandement en deux départements militaires, dont l'un comprit Saumur, les Sables et Niort, et fut remis à Biron; l'autre, composé d'Angers, Nantes et la Loire-Inférieure, forma celui qu'on nomma des côtes de Brest, et fut confié à Canclaux.

Digitized by Google

Biron, arrivé à Niort le 27 mai, le lendemain de la victoire remportée par les Vendéens à Fontenay, trouva l'armée dans l'état le plus déplorable : « Je n'ai rien vu, » disait-il, de plus effrayant et de plus effrayé que la » foule immense réfugiée à Niort. On a vainement battu » la générale, sans pouvoir rassembler la dixième partie » des troupes retirées plutôt que logées chez les habi- » tants, et établies pêle-mêle.... »

Depuis près de quatre mois la guerre de Vendée n'avait produit aucun résultat favorable à la République, quoique l'effectif des troupes se fût élevé à quarante mille hommes; il est vrai que la plupart étaient de jeunes soldats peu habitués au maniement des armes. La Convention, étonnée d'une semblable guerre, avait envoyé, pour diriger les expéditions, de nombreux commissaires qui n'avaient pas amélioré la situation; Biron résolut, avant d'agir, d'observer les évolutions de ses adversaires, et choisit pour cela les positions des Ponts-de-Cé, de Saumur, Chinon et Niort.

Ce plan était habilement combiné pour arrêter les Vendéens, qui s'avançaient du côté de Doué et de Saumur, afin d'occuper la ligne de la Loire et de pouvoir ensuite se porter, selon leur volonté, sur la rive droite et sur la rive gauche du fleuve, entreprise hardie, il est vrai, sans être cependant trop difficile. Le 7 juin, ils rencontrèrent l'armée de Menou, successeur de Leygonnier, à qui on avait donné pour renfort quelques bataillons recrutés à Paris à prix d'argent par les sections, et conduits par le général Santerre. A la nouvelle que Menou avait été repoussé de Vihiers et de Doué, le successeur de Quetineau, le général Salomon, qui était à

Digitized by Google

Thouars avec trois mille hommes, accourut vers Montreuil pour essayer de défendre le passage du Thouet; mais les Vendéens, qui avaient traversé cette rivière avant son arrivée, l'attaquèrent et l'écrasèrent par le nombre, car sa petite troupe se trouvait en face de trente mille hommes.

Les corps de Menou et de Salomon défaits, Saumur se trouva réduit à ses seules forces, qui se composaient de sept ou huit mille républicains; quelques bataillons étaient si lâches, qu'ils refusèrent d'obéir à leurs officiers quand ceux-ci leur commandèrent de tomber sur le flanc découvert de leurs ennemis. Contraint de laisser les Vendéens entrer à Saumur, Menou quitta la place et se retira à Brissac d'abord, ensuite à Angers; enfin il se replia sur Tours à l'approche des colonnes vendéennes.

Maîtres du cours de la Loire, les Vendéens pouvaient dès lors marcher ou sur Nantes, ou sur La Flèche, le Mans et Paris. Bonchamps proposa ce dernier parti, en montra toute l'importance et en fit ressortir la facilité d'exécution, disant que rien ne pouvait arrêter les Vendéens dans leur marche jusqu'à la capitale. Toutefois, avant cette tentative, il voulait qu'on fît une pointe sur la Bretagne pour se donner un port sur l'Océan. Mais les autres chefs n'avaient pas des vues aussi étendues; Nantes était la véritable capitale pour eux; elle communiquait avec la mer, fournissait un chemin facile pour la Bretagne, qu'on savait très peu affectionnée à la République, laissait dans le pays des soldats qui, après une absence d'une semaine, sentaient un besoin impérieux de retourner à leurs fermes et de s'occuper de la culture des champs; Nantes paraissait ainsi un moyen de réunir tout

Digitized by Google

les partis vendéens. Charette, qui était alors maître de la Basse-Vendée, et qui, après avoir fait une fausse démonstration devant les Sables-d'Olonne, s'était emparé de Machecoul et avait toujours opéré isolément, demandait alors à se concerter avec les autres chefs, à condition que tout d'abord on se rendrait maître de Nantes, d'où étaient parties les nombreuses colonnes qui l'avaient tant de fois combattu. Toutes ces considérations l'emportèrent, et le siége de Nantes fut résolu. L'armée vendéenne, qui s'était emparée du passage de la Loire et de Saumur, s'engagea à descendre la rive droite du fleuve pour attaquer la place de ce côté, tandis que Charette tenterait un coup de main sur la rive gauche.

L'armée des Vendéens, très nombreuse alors, fut diminuée par deux causes : d'abord il fallut laisser une garnison assez forte à Saumur, poste très important sur la Loire; ensuite plusieurs Vendéens déjà ennuyés quittèrent les rangs pour retourner dans leurs foyers, auprès de leurs pères et de leurs épouses.

Les républicains, de leur côté, tâchaient de réorganiser leur armée et de remédier aux désordres épouvantables qui jetaient partout la plus extrême confusion. « Un abus, disait Biron, que je dois dénoncer, c'est la » quantité innombrable d'agents et de sous-agents des » agents du pouvoir exécutif; ils vont partout enlevant » chevaux et voitures, et insultant les propriétaires. Ce » scandaleux et révoltant pillage produit peu de res- » sources pour l'armée. La désertion des gardes natio- » nales est si nombreuse, que des bataillons entiers sont » partis de nuit sans laisser un seul homme. »

Le conseil exécutif, pressé par la nécessité de mettre

Digitized by Google

fin à cette guerre, avait formé plusieurs bataillons nouveaux, qu'il dirigea vers Saumur en les plaçant sous les ordres de Santerre et de Labarolière; il prescrivit aussi à Westermann de conduire vers Parthenay sa *légion germanique*, qu'il avait lui-même formée et dont il avait le commandement absolu. C'est de cette époque que date le nouveau caractère donné à la guerre de la Vendée. Jusqu'alors il y avait encore eu quelques principes d'humanité; on résolut de ce moment de ne plus en avoir.

A la nouvelle que l'armée catholique marchait sur Nantes, les chefs républicains réunis à Tours dirigèrent des troupes sur la ville menacée afin de la sauver. Les Vendéens, ayant l'avantage du temps, arrivèrent avant leurs ennemis devant la place, où Canclaux était renfermé avec cinq mille hommes de bonnes troupes, auxquels se joignirent les gardes nationaux, qui tous combattirent comme les troupes de ligne. Pendant dix-huit heures les Vendéens tentèrent l'assaut avec une ardeur de lion, et plusieurs fois ils furent sur le point de triompher; la ville fût probablement tombée entre leurs mains, si Cathelineau n'eût été blessé à mort. Quand ses soldats le virent emporter du champ de bataille, ils se retirèrent tout consternés d'un semblable malheur. Charette, qui avait tenté l'attaque sur la rive gauche du fleuve, ne montra ni la même vivacité, ni le même courage que les combattants de la rive droite. Dès ce moment des secours affluèrent de toute part vers Nantes, et les assaillants durent songer à la retraite. Cependant Biron était entré à Angers avec trois mille hommes. Les nouveaux bataillons arrivés de Paris pénétraient à Saumur, que La Rochejaquelein avait été obligé de quitter, parce que les

Digitized by Google

soldats l'avaient abandonné pour retourner à leurs métairies et à leurs bœufs. Westermann et sa légion atteignirent Parthenay; enfin dix-sept mille gardes nationaux se réunissaient à Niort.

Westermann, l'un des tristes héros du 10 août, formé au métier de la guerre par Dumouriez, s'avança imprudemment à la tête de sa légion germanique, forte de quatre à cinq mille hommes; il atteignait Châtillon, voyant tout fuir devant lui, quand il fut rencontré par l'expédition de Nantes qui regagnait ses foyers. Elle le battit à plate couture, et sa troupe fut dispersée. Cette défaite fit traduire à la barre de la Convention ce général malheureux, qui du moins faisait régner la plus sévère discipline parmi ses soldats; il fit même arrêter, pour avoir permis la licence et les plus grands excès dans le corps qu'il commandait, un jacobin fameux, orfèvre de son métier, dont on avait fait un commandant de la légion de gendarmerie à Niort, et que nous verrons bientôt généralissime de l'armée républicaine dans les provinces de l'Ouest; mais les Jacobins, ses amis, surent le faire rendre à la liberté.

Rossignol ainsi devenu tout puissant, Biron comprit qu'il était impossible de suivre, sous la direction d'un pareil homme, le plan que lui et le général Canclaux avaient arrêté, et dont le succès paraissait assuré. Ce plan consistait à descendre tous deux jusqu'à Nantes, à balayer la rive gauche de la Loire, à tourner ensuite vers Machecoul, à donner la main à Boulard qui partirait des Sables, et, après avoir ainsi séparé les Vendéens de la mer, à marcher vers la Haute-Vendée pour soumettre tout le pays. Les Jacobins chargés de la haute

Digitized by Google

direction repoussèrent ce plan et prétendirent que, pour pénétrer dans le pays, il fallait partir d'Angers et marcher avec les troupes réunies sur les Ponts-de-Cé. Biron donna alors sa démission; elle ne fut pas d'abord acceptée. Le Comité de salut public lui écrivit même. « Notre » confiance repose sur vos talents et votre civisme..... » vous avez servi la patrie parce que vous l'aimez; vous » continuerez de servir la République dans des circons- » tances où vos succès doivent avoir la plus haute in- » fluence pour la liberté. »

Trois semaines après il était arrêté et conduit à la mort.

Labarolière, provisoirement investi du commandement de Biron, partit d'Angers, tandis que Santerre, de son côté, s'avançait pour le rejoindre. Ils marchèrent sur le Bocage, où ils remportèrent deux faibles avantages, ce qui leur donna plus de confiance. Comme ils étaient engagés dans le défilé de Coron, les Vendéens s'élancèrent d'un bois voisin, culbutèrent l'armée, la mirent en une déroute complète et la poursuivirent jusque sous les murs de Saumur. Les Ponts-de-Cé furent un instant au pouvoir des Vendéens, qui furent obligés de se retirer devant les forces supérieures de Travot. Ils étaient d'ailleurs rappelés par le besoin de faire la moisson.

Dans le courant du mois d'août les Vendéens reprirent vaillamment les armes et se crurent capables de combattre en plaine, ce qui les perdit. Ils furent battus près de Luçon, perdirent tous leurs canons et rentrèrent dans leur pays, frappés de terreur. Comme Tuncq avait combattu contre l'ordre de son supérieur, il fut destitué. Telle fut la récompense de sa victoire.

La haine de l'aristocratie grandissait chaque jour, et

Digitized by Google

tout ce qui avait porté un titre de noblesse, quel que fût son mérite, quel que fût son attachement au régime républicain, était repoussé et traité en ennemi de la République; au contraire, tout ce qui était chaud jacobin, déclamateur de club, était un homme capable de tout. C'est par ce principe que Rossignol avait été revêtu, le 12 juillet, du titre de général de brigade, et le 27 du même mois, du titre de général de division commandant en chef des armées de l'Ouest. Il serait difficile de dire ce que devint l'armée sous un chef aussi inepte. « J'ai le » cœur navré, écrivait le général Labarolière, de l'indis- » cipline de l'armée, de l'insouciance des officiers, du » pillage et de l'ivrognerie des soldats; il est dur, quand » on a servi trente-six ans avec honneur, de voir le mal » sans pouvoir y remédier. »

Vainement le général Berthier, appelé à Paris, avait rendu un compte exact de la situation de l'armée, son témoignage avait peu de poids, parce qu'on ne le regardait pas comme un chaud patriote. Voici les mesures proposées par le Comité de salut public; on jugera de son esprit et de son amour de l'ordre : « Epurer l'état-major » et les commissaires de guerre pour leur substituer des » généraux et des commissaires d'un patriotisme con- » sommé. — Tenir rigoureusement la main à l'exécution » des lois contre les déserteurs, les fuyards et les traîtres. » — Choisir dans les communes les plus patriotes des » compagnies de pionniers et d'ouvriers. — Approvi- » sionner des matières combustibles pour incendier les » bois, les taillis et les genêts. — Abattre les forêts, dé- » truire les repaires des rebelles, faire couper les ré- » coltes par les compagnies d'ouvriers et les transporter

Digitized by Google

» sur les derrières de l'armée; emmener les bestiaux.
» — Conduire dans l'intérieur les femmes, les enfants
» et les vieillards; il sera pourvu à leur sûreté et à leur
» subsistance. — A une époque prochaine, il sera fait un
» mouvement général sur les rebelles. — Aussitôt que
» l'armée sera réorganisée, les représentants du peuple
» se concerteront avec les administrations des départe-
» ments circonvoisins pour faire sonner le tocsin dans
» les communes environnantes, et faire marcher sur les
» rebelles les citoyens depuis l'âge de seize ans jusqu'à
» celui de soixante. — Les généraux n'emploieront dé-
» sormais pour mot d'ordre que des expressions patrio-
» tiques et que les noms des anciens républicains, des
» martyrs de la liberté, et dans aucun cas le nom d'une
» personne vivante. »

Tout le succès de la guerre de la Vendée reposait alors sur deux hommes, sur Rossignol et sur Ronsin, l'un des plus farouches septembriseurs. Celui-ci écrivait ainsi à Vincent, l'un des principaux chefs du ministère de la guerre, digne d'ailleurs de lui servir de patron et de guide : « Je ne puis aller à Paris. Rossignol n'a accepté
» le commandement qu'à la condition que je resterai
» près de lui pour diriger toutes les opérations de l'état-
» major. Je n'en veux pourtant pas être le chef. J'aime
» mieux agir comme adjoint du ministre de la guerre,
» j'aurai plus d'occasions de combattre et de déjouer les
» traîtres. Tous les patriotes sont au comble de la joie.
» Je te félicite d'avoir fait tomber Custine. J'ai un peu
» contribué à la chute de Biron; achève sur Beauharnais
» et sur tous nos nobles, dont la proscription est si né-
» cessaire au maintien de la République. »

Digitized by Google

Quand Rossignol et Ronsin furent les maîtres de l'armée de Vendée, tout ce qui portait un titre de noblesse, à moins qu'il ne fût assez habile pour le faire oublier, tout ce qui était ami de la discipline et de l'humanité disparut; quand même il eût été le plébéien le plus obscur, il était sûr d'être destitué.

L'armée destinée à agir en Vendée avait reçu un renfort de dix-sept mille hommes aguerris qui avaient capitulé à Mayence; les généraux, dans l'espérance d'anéantir les Vendéens, dirigèrent ces vieux soldats sur Nantes, où commandait Canclaux, qui reçut l'ordre de s'avancer le long de la mer pour se porter ensuite dans l'intérieur du pays; les officiers supérieurs prescrivirent aux corps placés depuis Luçon jusqu'aux Ponts-de-Cé de maintenir les Vendéens et de les rejeter sur Canclaux. Les braves enfants de la Vendée profitèrent de cet éparpillement pour battre d'abord une colonne à Chantonay, échec qui fit donner l'ordre aux colonnes du rayon de n'accepter aucune bataille et de se replier devant l'ennemi quand il serait trop supérieur. Mais, informé que la marche de Canclaux était ferme et décisive, Rossignol ordonna à ses colonnes d'attaquer. Les Vendéens écrasèrent les républicains à Coron, près de Vihiers, les repoussèrent jusqu'à Saumur, battirent Duhoux, commandant de la colonne d'Angers, et s'emparèrent des Ponts-de-Cé. Kléber fut attaqué avec non moins de vivacité et plia. Reysser fut battu à Montaigu et perdit tous ses canons et ses bagages. Canclaux, ne pouvant demeurer en flèche, opéra sa retraite sur Nantes. C'était un grave échec, car le plan de campagne paraissait si bien concerté, que la victoire semblait certaine.

Digitized by Google

L'une des principales causes du peu de succès de cette tentative avait été l'ineptie de Rossignol. Les organes raisonnables parmi les commissaires de la Convention parlaient ainsi de lui : « Un brave grenadier qui n'aurait » d'ailleurs aucun talent, mériterait autant que Rossi- » gnol ce poste. Sa division s'est partout livrée au pil- » lage. Les officiers désespèrent de pouvoir contenir le » soldat, qui saura que le général en chef souffre et au- » torise le pillage. Des propriétés n'ont été que trop sou- » vent violées dans cette malheureuse guerre. L'esprit » public s'est considérablement refroidi parmi les plus » zélés patriotes; déjà pillés par les rebelles, ils craignent » que le peu qui leur reste leur soit enlevé par ceux » mêmes qui doivent les défendre. Nous cherchons à les » rassurer; la nomination de Rossignol n'est pas faite » pour les convaincre. »

Bourdon et Goupilleau avaient eu le courage de le suspendre, et s'étaient exprimés ainsi en rendant compte des motifs de leur détermination : « Tant que la Con- » vention nous conservera au poste que nous occupons, » nous ferons usage de la latitude de nos pouvoirs pour » fermer la porte aux intrigants qui, par leur immora- » lité et leur ineptie, porteraient la désorganisation dans » l'armée. »

L'incapacité de Rossignol, maintenu par la Convention, devint enfin si évidente aux yeux mêmes de ses plus chauds amis, qu'il fallut songer à le remplacer. On lui donna pour successeur le général Léchelle, qui réunit en sa personne les commandements de Brest et de La Rochelle. Voici comment en parlait Kléber, l'un des plus habiles officiers des Mayençais, et qui ne voulait

Digitized by Google

pas alors d'avancement, sachant combien il était dangereux d'occuper les premiers postes dans un pareil moment : « Le Comité de salut public annonce Léchelle » comme réunissant l'audace et les talents nécessaires » pour terminer cette trop longue et trop cruelle guerre. » Selon le témoignage donné sans exagération par ceux » qui l'ont connu, il était le plus lâche des soldats, le » plus mauvais des officiers, le plus ignorant des chefs » qu'on eût jamais vus; il ne connaissait point la carte, » savait à peine écrire son nom, et ne s'était pas une » seule fois approché de l'ennemi à la portée du canon. » Rien ne pouvait être comparé à sa poltronnerie et à » son ineptie, que son arrogance, sa brutalité et son en- » têtement. »

Les représentants Hentz et Prieur de la Marne l'annonçaient par une proclamation : « Les Dumouriez et » les Custine, pour voiler leur trahison, avaient signalé » leurs commencements par des victoires. Leur exemple » donne à la nation de justes inquiétudes sur les hommes » d'une caste qui a soulevé l'Europe contre nous et qui » grossit les rangs de nos ennemis; il n'y en a plus à la » tête de nos armées. Canclaux, Dubayet, ci-devant no- » bles, sont rappelés; Léchelle, homme du peuple, an- » cien soldat, est notre général en chef. — La guerre a » formé des républicains; nous pouvons nous passer des » nobles, dont la plupart sont des conspirateurs. Tout a » les yeux sur vous; les représentants du peuple sont là; » les traîtres sont livrés à la justice. »

Quand ce singulier général en chef parut à l'armée et que Kléber lui développa tous les plans de Canclaux, il répondit, sans même daigner jeter un coup-d'œil sur

Digitized by Google

la carte : « Oui, oui, ce projet est fort de mon goût, » mais c'est sur le terrain qu'il faut se montrer. Il faut » marcher en ordre, majestueusement et en masse. » Mais, avant de suivre cette guerre, nous devons porter nos regards sur d'autres scènes.

Les succès de la Vendée avaient été favorisés par d'autres soulèvements qui s'étaient manifestés sur différents points. La Bretagne et la Normandie commençaient à s'agiter. Lorsque le 31 mai était venu frapper d'ostracisme la Gironde, plusieurs députés de ce parti avaient abandonné la capitale et s'étaient retirés en Normandie, où ils savaient trouver beaucoup de sympathie. Buzot, Barbaroux, Guadet, Louvet, Salles, Péthion, Bergoeing, Lesage, Cussy, Kervélégan, Lanjuinais, avaient établi à Caen le foyer et le centre de l'insurrection contre la tyrannie de la capitale, tandis que Biroteau et Chasset couraient à Lyon, Brissot à Moulins, Rabaut-Saint-Etienne à Nîmes, Grangeneuve à Bordeaux, pour y opérer le même mouvement. Plusieurs députés girondins étaient restés à Paris et y avaient même joui d'une sorte de liberté; car, au lieu de les jeter dans les prisons, la Convention s'était contentée de les consigner dans leurs maisons et de mettre à leur porte un gendarme pour leur servir de garde. Ces gardiens avaient reçu des ordres si peu sévères, que plusieurs de ceux qu'ils devaient surveiller s'échappèrent pendant la nuit sans qu'on fît une recherche sérieuse.

Ces évasions inquiétaient l'opinion publique. La Convention, tourmentée par le peuple, n'était point libre. « Ce faux peuple, le plus cruel ennemi qu'ait jamais eu » le peuple français, écrivait Sièyes, obstruait sans cesse

Digitized by Google

» les avenues de la Convention. A l'entrée et à la sortie » de la Convention, le spectateur, interdit, était tenté de » croire à l'irruption soudaine d'une armée de harpies » voraces et sanguinaires, accourues pour se saisir de » la révolution française comme d'une proie naturelle à » leur espèce. » Le bruit courait que la Convention, embarrassée des Girondins, n'osant ni les juger ni les absoudre, se proposait d'amnistier les vingt-deux et les membres de la commission des Douze. Les Girondins eux-mêmes semblaient jeter un défi à la Convention. « Je demande à être jugé, disait Vergniaud. Si je suis » coupable, je me suis mis volontairement en état d'ar- » restation, pour offrir ma tête en expiation des trahi- » sons dont je serais convaincu; si mes calomniateurs ne » produisent pas leurs preuves contre moi, je demande » à mon tour qu'ils aillent à l'échafaud. Citoyens, mes » collègues, je m'en rapporte à votre conscience; votre » justice sera jugée à son tour par la postérité. » Il énumérait dans cette lettre cinq crimes capitaux dont s'étaient rendus coupables les oppresseurs de la Convention.

Cette pétition, portée solennellement à la Convention, y trouva des approbateurs.

Saint-Just se hâta de faire un rapport définitif sur les événements du 31 mai. Ce rapport rassemblait en un faisceau toutes les calomnies répandues contre les Girondins : « Voyez! disait Saint-Just en finissant, ils vou- » laient vous asservir vous-mêmes au nom de votre sû- » reté; ils vous traitaient comme ce roi de Chypre chargé » de chaînes d'or. Marseille et Lyon, prêts à se joindre à » la Vendée, sont en proie à leurs émissaires. Tyrans

Digitized by Google

» plus odieux que Pisistrate, ils font égorger le fils qui » leur demande son père, et la mère qui pleure un fils. » Buzot soulève l'Eure et le Calvados; Péthion, Lou- » vet et Barbaroux le secondent. On ferme les sociétés » populaires, on sévit contre les patriotes. A Nîmes, on » installe une commission de gouvernement; partout le » sang coule. Bordeaux entend le cri *vive le roi!* mêlé » aux outrages contre la Convention. Entendez-vous les » cris de ceux qu'on assassine? La liberté du monde et » les droits de l'homme sont avec vous dans Paris; ils » ne périront pas; votre destinée est plus forte que vos » ennemis; vous ne leur devez rien, puisqu'ils désolent » la patrie; c'est le feu de la liberté qui nous a de lui- » même épurés, comme le bouillonnement des métaux » chasse du creuset l'écume impure. Qu'ils restent seuls » avec leurs crimes. Proscrivez ceux-là, jugez les autres, » et pardonnez ensuite; vous n'aimez point à être im- » placables! »

En conséquence de ce rapport, une amnistie fut accordée aux départements insurgés, avec menace de mettre hors la loi tous ceux qui ne se soumettraient point. Buzot, Barbaroux, Gorsas, Lanjuinais, Salles, Louvet, Bergoeing, Biroteau et Péthion furent déclarés traîtres à la patrie; Gensonné, Guadet, Vergniaud, Mollevaut et Gardien, détenus à Paris, furent mis en accusation. La Convention prenait en même temps des mesures pour comprimer l'insurrection sur le point d'éclater de toutes parts; elle envoyait des commissaires, excitait de tous les côtés les ardents patriotes, et les appelait aux armes pour la défense de la République.

Cependant, que faisaient les Girondins sortis de la

Digitized by Google

capitale, que devenaient les dix-huit réfugiés à Caen? Ils étaient ce qu'ils s'étaient montrés à Paris, beaux discoureurs; ils développaient leurs théories républicaines et croyaient, après cela, la patrie sauvée et leur parti triomphant.

Depuis plusieurs mois les républicains de la Normandie avaient blâmé le coup d'Etat des Jacobins; après le 31 mai, le conseil du département du Calvados avait voté la formation d'une armée départementale destinée à assurer la liberté de la Convention. « Nous ne déposerons les armes qu'après avoir fait rentrer les proscripteurs et les factieux dans le néant. » Le gouvernement de l'insurrection fut confié à une assemblée qui décerna le commandement de ses troupes au général Wimpfen, ancien député constitutionnel. Le mouvement s'étendit dans les départements voisins. L'élite des jeunes gens de Rennes, de Lorient et de Brest avait formé quelques bataillons et s'était avancée vers Caen, conduite par Puisaye, émigré, dévoué royaliste, qui était rentré pour travailler à la cause de la monarchie, et qui pensait, par une politique assez habile, qu'il fallait entrer dans tous les mouvements pour arrêter la marche de la République. Orateur, diplomate, soldat, caractère trempé pour les guerres civiles, il avait eu la constance de passer près d'une année au milieu des forêts de la Bretagne, dans une caverne profonde, d'où il répandait l'agitation et secondait de ses conseils les jeunes soldats qui ne voulaient pas marcher sous les étendards de la République. Lorsque les Girondins se rendirent à Caen, il se fit un ardent défenseur de la Gironde, arbora la cocarde tricolore et s'avança pour seconder le soulèvement.

Digitized by Google

Le général Wimpfen mit Puisaye à la tête de son avant-garde et lui commanda de s'avancer jusqu'à Vernon avec un corps de deux mille hommes. Il eut d'abord un faible avantage sur les milices parisiennes, et donna ainsi quelque courage à ses soldats improvisés. L'armée de la Convention, repoussée un moment, revint plus forte et fut soutenue par des pièces de canon, dont quelques décharges suffirent pour jeter le trouble parmi les soldats de Puisaye, qui prirent presque tous la fuite et contraignirent à la retraite les Bretons plus aguerris.

Robert Lindet, commissaire de la Convention, rentra à Caen sans résistance. Une simple démonstration, des assignats répandus pour corrompre les chauds partisans de la Gironde, avaient suffi pour assoupir le mouvement insurrectionnel de la Normandie. Dans la Bretagne il y avait déjà des agitations de la chouannerie naissante; mais on y faisait à peine attention. Si le peuple penchait pour la royauté, les villes étaient républicaines; Rennes envoya même des forces pour dégager Nantes, lorsque cette ville fut assiégée par les Vendéens. Les insurrections du centre et du midi n'avaient guère eu plus de succès, en sorte qu'en automne la Convention paraissait triomphante de tous ses ennemis intérieurs.

La guerre du dehors avait, de son côté, fait chanceler un moment la Convention, dont l'audace demeura triomphante partout. Depuis les Pyrénées jusqu'aux Alpes, depuis le Rhin jusqu'à Dunkerque, de tous côtés de grands désastres accablaient nos armées, et il est probable que si les ennemis avaient mis plus d'activité dans leurs attaques, qu'ils se fussent avancés avec courage comme les soutiens de l'ordre et du droit, ils auraient triomphé fa-

Digitized by Google

cilement. Mais, habitués à la guerre de précaution, ils mettaient une extrême lenteur dans leurs préparatifs, et une plus grande lenteur encore dans la marche de leurs armées; et, d'ailleurs, la lenteur que les coalisés mettaient dans leurs opérations avait pour cause la guerre qu'ils entreprenaient; elle n'était pas une guerre de principe, ils ne cherchaient pas à détruire le gouvernement révolutionnaire pour y substituer le gouvernement légitime : ce qu'ils voulaient, c'était de démembrer une partie de la France à leur profit. La Prusse voulait s'agrandir sur le Rhin; l'Autriche du côté de la Flandre, et l'Angleterre sur les côtes du détroit. Cherchant moins à détruire le gouvernement qu'à faire des conquêtes, ils examinaient les places les plus convenables et s'amusaient à en faire le siége puis à les mettre en état de défense.

La frontière du Nord nous avait exposés à un extrême danger. Lorsque Dumouriez eut quitté l'armée pour se rendre à l'étranger, l'armée vaincue à Nerwinde, démoralisée par l'abandon de son général en chef et par les bruits de trahison qui circulaient de toutes parts, aurait dû être attaquée avec vigueur; mais les généraux autrichiens lui donnèrent le temps de se remettre, par l'étrange résolution de ne s'avancer en France qu'après la prise de Mayence, afin de ne pas laisser d'ennemis sur leurs derrières.

La première attaque devait être dirigée sur le Rhin, où commandait Custine, qui, accusant sans cesse ses collègues et le ministre de la guerre, fut enfin écouté. Beurnonville fut remplacé par Bouchotte au ministère de la guerre, et Monge, quoique très agréable aux Jacobins,

Digitized by Google

reçut aussi un successeur, parce que son caractère spéculatif ne lui permettait pas d'entrer dans tous les détails de l'immense ministère de la marine.

Custine, que nous avons vu s'emparer avec complaisance de Francfort et s'amuser à des poursuites sur la rive droite du Rhin, avait été contraint de se replier sur Mayence, où il avait réuni une artillerie considérable, tirée de nos places fortes, et spécialement de Strasbourg. Extrêmement irrésolu alors, sans aucun plan arrêté, tantôt il voulait prendre l'offensive, puis opérer sa retraite; tantôt il manifestait le désir de défendre Mayence, puis de l'abandonner. Il se détermina enfin à conserver cette place et à la couvrir, s'il était possible. Le roi de Prusse tenant, avant de marcher sur la France, à se rendre maître de Mayence, fit avancer trois corps d'armée pour l'investir, l'un au nord, commandé par le roi lui-même; le second au midi, sous les ordres de Wurmser, avec quinze mille Autrichiens et quelques mille hommes de Condé; le corps hessois de Schœnfeld demeura sur la rive droite, devant le faubourg de Cassel.

L'armée prête à envahir la France vers l'est, et qui se trouvait momentanément arrêtée devant Mayence, n'atteignait pas le chiffre de cent cinquante mille hommes qu'on lui attribuait; elle en comptait à peine la moitié. Custine, ayant laissé vingt mille hommes de garnison dans Mayence, n'avait plus que quarante à quarante-cinq mille hommes disponibles. Mais, en réunissant trente-huit mille hommes des garnisons de nos places fortes et les trente mille hommes de l'armée de la Moselle, il pouvait former un corps beaucoup plus nombreux que celui des coalisés. En prenant Mayence pour base des opéra-

Digitized by Google

tions et en tenant en échec l'armée prussienne, et même en faisant une puissante diversion en Allemagne, il pouvait facilement obliger les ennemis à détacher une partie considérable de leurs troupes pour défendre leur pays. Mais, au lieu de cette pensée hardie, Custine, redoutant même d'être coupé sur ses derrières, se replia jusqu'à Landau et abandonna Mayence à ses propres forces.

Mayence, place extrêmement forte, ayant une nombreuse garnison bien approvisionnée, pouvait tenir longtemps et, conséquemment, arrêter les armées fidèles à la vieille méthode de ne laisser aucune forteresse derrière elles. Il y avait dans la place vingt mille hommes parfaitement aguerris, animés par deux conventionnels revêtus de pouvoirs souverains et déterminés à se défendre jusqu'à l'extrémité, pour prolonger le siége et donner ainsi à la mère patrie le temps de se préparer à une résistance désespérée. L'incertitude que Custine avait manifestée sur la conservation de Mayence, avait nui infiniment aux approvisionnements. Il y avait dans la place des grains en assez grande quantité, mais il était à craindre que si l'ennemi venait à détruire les moulins, on ne pût en tirer le parti désirable; on manquait de bestiaux, et les fourrages étaient évidemment insuffisants pour trois mille chevaux. L'artillerie de la place se composait de cent trente vieilles pièces en bronze, de soixante en fer, et de quatre-vingts nouvelles pièces amenées de France. Meunier, qui avait exécuté les travaux de Cherbourg, fut chargé de défendre Cassel et les postes de la rive droite; Doyré dirigeait les travaux dans le corps de la place; Aubert-Dubayet et Kléber commandaient les troupes. La garnison, pleine de confiance dans ses chefs

Digitized by Google

et dans ses forces, manifestait le désir de tenir jusqu'à la dernière extrémité.

Le roi de Prusse et Wurmser, qui étaient en observation au pied des Vosges pour maintenir Custine, et avaient établi leur quartier général à Marienbourg, confièrent la direction des travaux du siége au vieux Kalkreuth, qui se contenta de bloquer la place sur la rive droite, en faisant cerner Cassel par Schœnfeld, avec dix mille Hessois, et fixa les travaux du siége, proprement dit, sur la rive gauche.

En attendant les pièces de siége que la Hollande se chargeait de fournir, l'armée assiégeante dut se contenter du blocus. Le 11 avril, la garnison s'étant aperçue que les Hessois s'étaient trop étendus, tenta une sortie vigoureuse qu'un coup de feu, lâché par hasard, fit manquer. Nos jeunes soldats, encore fort peu aguerris, se replièrent sans autre succès que la capture de quarante bœufs ou vaches. Jusqu'à la fin de mai, il y eut des deux côtés plusieurs tentatives qui restèrent sans effet.

Le 30 mai, six mille Français, favorisés par les ténèbres, dans le dessein de percer le centre de l'armée d'enceinte et de s'avancer sur Marienbourg, pénétrèrent dans les lignes ennemies et touchaient déjà au quartier général du roi de Prusse, lorsque l'armée prussienne tomba sur eux et leur fit éprouver des pertes considérables. Un feu terrible s'ouvrit dès le lendemain sur la place et la couvrit de décombres. Le brave Meunier, officier plus distingué encore par ses talents que par sa valeur, fut blessé au genou et expira bientôt, moins de sa blessure que de la douleur d'être obligé de quitter les travaux du siége. Le roi de Prusse, afin de rendre hommage à un

Digitized by Google

héros, fit suspendre toute espèce d'attaque, pendant que la garnison française assistait à ses funérailles.

La misère fut bientôt à son comble à Mayence. Après avoir consommé le peu de viande qui se trouvait dans la place, le soldat, réduit à un peu de mauvais pain, mangeait les rats, allait sur les bords du Rhin pêcher les chevaux morts, dont la viande se vendait le prix exorbitant de quarante-cinq sous la livre. Un chat fut vendu six francs. Si les souffrances physiques étaient atroces, les souffrances morales l'étaient bien davantage. Depuis trois mois la garnison était renfermée dans les murailles de Mayence, et pas un mot ne lui était parvenu de la patrie. Rien n'avait pu traverser les lignes, tant l'ennemi faisait bonne garde. On avait employé toutes les ruses imaginables pour instruire le gouvernement français de sa détresse : tantôt c'était une dame suisse qui voulait se rendre dans sa patrie ; une autre fois, c'était un prêtre des Pays-Bas qui demandait à revoir son pays; mais tout était arrêté. Il vint dans l'esprit que les Français établis sur le haut Rhin pourraient bien jeter dans le fleuve des bouteilles où seraient écrits quelques mots pour annoncer la marche d'une armée libératrice ; on tendit des filets dans toute la largeur du Rhin, chaque jour on les tirait, et toujours ils étaient vides. Les Prussiens avaient fait fabriquer un faux *Moniteur*, où on lisait la destruction de la Convention, le triomphe de Dumouriez, la restauration de Louis XVII, afin de déterminer les assiégés à se rendre; mais rien ne pouvait triompher de leur constance; ils se disaient chaque jour : *Demain l'armée du Rhin arrivera, et nous serons sauvés.* Chaque jour leur démontrait la vanité de leur espérance. Pous-

Digitized by Google

sées par la misère, deux mille personnes ayant obtenu la permission de quitter la ville pour se réfugier dans le camp des Prussiens, purent sortir des portes, mais les assiégeants leur défendirent de franchir leurs lignes, et elles périrent presque toutes par le feu de la place et des batteries ennemies.

Custine, commandant général de l'armée du Haut-Rhin, après une tentative mal combinée et mal secondée qui dégénéra en une déroute complète, convaincu qu'il n'était pas assez fort pour percer seul les lignes ennemies et s'engager dans les plaines du Palatinat, joignit à l'armée du Rhin celle de la Moselle. Avec des forces supérieures, lui qui s'était montré si audacieux en pénétrant en Allemagne, n'osa se mesurer contre les Prussiens, et mérita que la Convention, irritée, lui ôtât son commandement; on le donna à Beauharnais, qui ne montra pas plus de courage, quoiqu'il lui fût facile de tomber sur les Prussiens et les Autrichiens à Mayence.

Cependant les vivres touchaient à leur terme dans la ville; encore huit jours et c'en était fait de la garnison, qui se voyait obligée de se rendre à discrétion. Le conseil de guerre se demanda alors s'il ne serait pas plus utile à la France de lui conserver des bras aguerris, que de prolonger de quelques jours une défense qui pouvait influer fort peu sur les destinées futures de la patrie. Les assiégés consentirent alors à capituler. Le roi de Prusse, juste appréciateur du mérite, se montra facile, consentit à laisser sortir nos troupes avec armes et bagages, à la seule condition qu'elles s'engageraient par serment à ne pas servir pendant une année contre les armées coalisées, conditions qui furent acceptées.

Digitized by Google

Le 25 juillet, lorsqu'on sonna la trompette pour le départ, le soldat n'obéit qu'à regret; il lui semblait que c'était une honte d'abandonner une ville qu'il ne pouvait plus défendre. Le roi de Prusse, animé de sentiments chevaleresques, voulut lui-même voir défiler nos héros, et il adressa des paroles flatteuses aux officiers et aux soldats.

L'armée du Nord n'était pas plus heureuse que celle de l'Est. Après la trahison de Dumouriez, les coalisés avaient tenu un congrès à Anvers, pour arrêter la marche des opérations militaires. Le duc d'York, le prince de Cobourg et le prince d'Orange décidèrent qu'avant toute opération, on s'emparerait de Condé et de Valenciennes, pour fortifier la ligne des provinces des Pays-Bas; qu'on se rendrait maître de Dunkerque au profit de l'Angleterre, qui posséderait ainsi un port sur nos côtes, en compensation de Calais, dont elle regrette toujours la perte.

Quatre-vingt mille ennemis étaient alors sur nos frontières. Un corps fut détaché pour commencer le siége de Condé. Le général Dampierre, chargé du commandement de l'armée du Nord, essaya de dégager la place; mais, au lieu de masser ses troupes, de se porter sur un point et d'écraser un détachement avant qu'il pût être secouru, il divisa lui-même son armée, à l'exemple des ennemis, attaqua sur plusieurs points, fut battu et se retira au camp de Famars, pour couvrir Valenciennes.

Les alliés se présentèrent le 24 mai, attaquèrent avec vivacité le camp, et, après une journée marquée par la plus brillante défense, contraignirent le général Lamarche à décamper la nuit et à se retirer au camp de

Digitized by Google

César, qui se liait à la place de Bouchain, comme celui de Famars à Valenciennes. Les coalisés divisèrent alors toute leur armée en deux corps, dont l'un fut chargé de faire face au camp de César, et l'autre de suivre les travaux du siége. Tandis que deux cent quatre-vingts canons et quatre-vingt-treize mortiers ouvraient un feu terrible contre la place, des parallèles étaient tracées autour des remparts, et des batteries élevées pour la foudroyer. Si l'attaque fut d'une vigueur extrême, la défense se montra héroïque. Le 25 juin, les assiégeants avaient, pendant une nuit jusqu'à midi du jour suivant, frappé des coups si terribles, que la place ne paraissait plus qu'un monceau de ruines; mais, au moment où le feu des Autrichiens commençait à se ralentir, la place ouvrit le sien avec une telle vigueur et une telle précision que les parallèles furent comblées. Les Autrichiens en ouvrirent une troisième.

La population incapable de combattre, enfermée dans des casemates, souffrant horriblement dans une situation qui ne lui permettait pas de voir le jour, demanda à se soumettre; mais les généraux opposèrent la plus vive résistance et repoussèrent même par la violence les rassemblements qui commençaient à se former.

Le 26, deux brèches praticables rendant l'assaut possible, le général autrichien somma la place de se rendre et déclara que, si elle ne se soumettait, il ne serait fait aucun quartier, ni aux habitants, ni à la garnison. Le peuple se souleva, enveloppa le conseil de guerre, lui déclarant qu'aucun de ses membres ne se retirerait, à moins qu'il n'eût signé la capitulation. Il y avait encore sept mille braves à conserver à la patrie. La ville capi-

Digitized by Google

tula le lendemain de la reddition de Mayence et aux mêmes conditions. Condé s'était rendu quelques jours auparavant.

Sur la fin du mois de juillet, les coalisés, qui étaient triomphants sur tous les points de la ligne du nord et sur celle de l'est, l'étaient encore au midi et au sud-est. Les Piémontais voulaient reprendre sur nous le comté de Nice et la Savoie. Si les neiges avaient empêché d'attaquer de bonne heure du côté de la Savoie et avaient obligé les deux partis à garder leurs postes avancés jusqu'à ce que la saison permît de franchir les défilés, il n'en était pas de même du côté du comté de Nice. Si la cour de Turin avait eu la véritable science militaire, elle aurait pu reconquérir ce pays en faisant passer à la hâte une partie de ses troupes à l'armée qui occupait le poste important de Saorgio, dont dépendait la tranquille possession du comté; mais elle négligea ce moyen, malgré les espérances d'un heureux succès; car Brunet, général français, dans l'espoir de sauver Saorgio, s'étant avancé imprudemment, avait été repoussé dans différentes attaques, et tellement maltraité, qu'un peu de vigueur de la part de l'ennemi dispersait totalement son armée et le contraignait de repasser en France.

Les Piémontais pouvaient après cela facilement atteindre Grenoble, qui était dans la plus vive agitation, et même Lyon, qui méconnaissait l'autorité de la Convention. Ce qui aurait dû encore les déterminer davantage à cette tentative, c'est qu'une flotte anglaise, forte de trente-sept vaisseaux, sous les ordres de l'amiral Hood, et un pareil nombre de navires espagnols, commandés par l'amiral Langara, pouvaient jeter des trou-

Digitized by Google

pes sur nos derrières et exposer la République au plus grand danger, dans un moment où nos flottes, fort mal traitées, avaient été obligées de se renfermer dans Toulon pour se mettre à couvert et réparer leurs avaries. Marseille, qui gémissait de voir tout le commerce de l'Orient passer entre les mains des étrangers, se fût infailliblement rendu; mais les Piémontais victorieux n'osèrent ou ne surent pas faire un pas en avant.

L'Espagne ne montra pas plus d'intelligence que les autres nations coalisées. Deux routes se présentaient à elle pour entrer en France, l'une à l'orient, l'autre à l'occident des Pyrénées. Celle-ci était incontestablement la plus avantageuse, parce qu'il y avait moins de troupes et que les populations se montraient disposées à faire bon accueil aux Espagnols. Bordeaux, la première grande ville, était en état d'hostilité contre la Convention, et on ne peut guère douter que, si elle avait été assurée d'un grand appui, elle n'eût déployé toute son énergie pour éloigner un régime de sang. L'Espagne préféra la route orientale, parce qu'elle avait de ce côté des forteresses plus considérables, et parce qu'elle rêvait peut-être encore la conquête de ce Roussillon, l'une des clefs de la France, et l'une de ses anciennes possessions, objet de vifs regrets.

Deux vallées principales, celle de la Tech et celle du Tet, se détachent de la chaîne des Pyrénées et, débouchant vers Perpignan, forment nos deux premières lignes défensives; Bellegarde et les Bains sont nos postes avancés sur la Tech, et Perpignan sur le Tet. Ricardos, général espagnol, par une tentative assez hardie, après s'être contenté de masquer les deux premières places,

Digitized by Google

tomba sur nos postes épars dans les vallées et les dispersa même. Le général Willot, envoyé pour l'arrêter, fut complétement battu et put à peine se retirer vers Perpignan. Si, profitant de son succès, Ricardos se fût avancé jusque sous les murs de cette forteresse, on ne peut douter que la place, dont les défenseurs étaient terrifiés, ne se fût rendue; mais il laissa à nos troupes le temps de se reconnaître.

Servan, nommé général de l'armée des Pyrénées-Orientales, rallia ses troupes dans une position avantageuse nommée le Mas-d'Eu, où Ricardos les attaqua avec courage et les mit en fuite après une journée entière de combat. Nos soldats se replièrent encore sous Perpignan, dont la garnison, effrayée, leur ferma les portes, persuadée que c'étaient les Espagnols. Au lieu de marcher hardiment sur Perpignan, Ricardos recula pour faire le siége de Bellegarde et de Bains, qu'il emporta sur la fin de juin. Il s'avança de nouveau vers la vallée du Tet.

Voilà la situation intérieure et extérieure au mois d'août 1793 : nos armées battues sur tous les points, plus de la moitié des départements soulevés contre la Convention; tout le reste de la France agité, Paris tourmenté : et cependant la Convention triompha de tous les obstacles au dedans et au dehors. L'exposition des moyens qu'elle employa offrira un sujet d'étude aux hommes politiques.

Digitized by Google

§ VI. Charlotte Corday. — Finances. — Maximum. — La levée en masse. — La Terreur. — La guerre extérieure. — La Vendée (août-décembre 1793).

Après le coup d'Etat du 31 mai, le côté droit ayant disparu, il n'y eut plus de discussion à la Convention; tous les décrets passaient avec la plus grande rapidité, et, à l'exception de quelques circonstances où Danton et Robespierre prenaient la parole, il n'y avait plus de discours.

Dès le lendemain de son triomphe, la Convention renouvela tous ses bureaux dans le sens démocratique le plus avancé; elle destitua les ministres suspects de modérantisme, renvoya Garat, qui avait laissé tout faire au 31 mai, sans oser se mettre à la tête du mouvement; repoussa d'Albarade, accusé de conserver dans son ministère de la marine un grand nombre d'aristocrates. Le ministre de la guerre Bouchotte conserva seul la faveur populaire, parce qu'il avait laissé envahir ses bureaux par les Cordeliers et les Jacobins. La commission de salut public, composée de Barrère, Delmas, Bréard, Cambon, Robert Lindet, Danton, Guyton-Morveau, Mathieu et Ramel, resta et fut nommée pour quelques mois encore. Cette commission, ainsi que nous l'avons observé, résumait en elle tout pouvoir, correspondait seule avec les agents de la Convention en mission aux armées et dans les départements. Elle examinait tous les actes des ministres, les corrigeait, les réformait, en donnait de son propre chef.

A la Commune de Paris, qui jouait un si grand rôle

Digitized by Google

dans les affaires publiques, le maire Pache laissait toute autorité à Chaumette, qui, en législateur des halles et des carrefours, faisait des réglements de police pour le gouvernement de la populace. Il foulait aux pieds la liberté individuelle, mettait la fortune au nombre des choses suspectes, et méritait ainsi les applaudissements de la multitude. Comme on la laissait agir sans contrôle, la Commune de Paris permettait aussi à la Convention de se conduire à son gré, et ne se mêlait plus des affaires de législation générale.

Les clubs des Jacobins et des Cordeliers étaient les seuls qui eussent conservé les discussions de spéculation politique; tandis qu'on agissait à la Convention et à la Commune sans beaucoup discourir, ces deux clubs se posaient en éclaireurs et exposaient leurs vues sur les lois constitutives.

Libre enfin de faire passer en lois ses théories sur la conduite des peuples, la Montagne, dès le lendemain du 2 juin, avait rejeté tout ce qu'on avait déjà voté de la nouvelle Constitution, et avait nommé une nouvelle commission, lui prescrivant de rédiger dans l'espace de huit jours un nouveau projet dans un sens purement démocratique. L'Assemblée sentait elle-même la nécessité d'avoir une base de gouvernement établie sur une grande loi, afin de montrer au peuple que l'arbitraire disparaissait et que la marche des affaires ne serait plus abandonnée aux caprices des hommes. Et huit jours suffirent pour achever cet ouvrage, qui était plutôt un moyen de déraillement qu'un véritable plan de législation. Le tout s'était fait sous la direction de Hérault de Séchelles.

Cette Constitution cessait d'être représentative; elle

Digitized by Google

appelait partout et toujours le peuple lui-même, sous toutes les formes, à l'exercice immédiat de la souveraineté. On consultait la nation sur toutes les lois. L'élection nommait tous les pouvoirs exécutifs et pouvait les briser à son gré. Le club des Cordeliers trouva cette Constitution trop peu démocratique, parce qu'elle ne contenait aucune disposition spéciale contre la fortune et les accapareurs. Jacques Leroux, Leclerc (des Vosges) et Varlet firent passer une pétition insolente et la présentèrent à la barre de la Convention.

Le soir même, Robespierre se rendit aux Jacobins pour discuter la valeur de cette pétition, et montra qu'en voulant procéder par voie d'exclusion, on servait plus la contre-révolution qu'on ne le pensait.

Collot-d'Herbois se mit aussitôt à la tête d'une députation de Jacobins, se rendit aux Cordeliers, qui rapportèrent leur pétition et exclurent de leur sein Jacques Leroux et Leclerc. Varlet obtint son pardon à cause de son jeune âge.

Des trois principaux chefs populaires, Robespierre seul conservait toute sa faveur auprès du peuple. C'est alors que commence son gouvernement. La Constitution était principalement son œuvre. Danton qui, dans une grande crise, ne considérait que le salut de la République et adoptait les moyens les plus barbares pour la sauver, était tout différent après la victoire; il ne conservait contre personne aucun sentiment de haine, s'entretenait avec les modérés, conversait avec les Montagnards les plus avancés, et soutenait les aristocrates, on le disait du moins. Cependant il ne concevait aucun remords du sang qu'il avait fait verser, parce qu'il le croyait néces-

Digitized by Google

saire au maintien de la chose publique. Cet état d'inertie lui attirait les sarcasmes des Cordeliers, dont il avait été l'idole ; il était très chancelant alors.

Marat lui-même devint l'objet de la défiance des sans-culottes; on le trouvait aristocrate.

Mais ce n'était point de la main des démagogues que devait périr Marat. A Caen vivait, avec une vieille tante, une jeune personne de noble famille, âgée de vingt-cinq ans, que les Girondins ont surnommée la Jeanne-d'Arc de la révolution, quoiqu'elle ne l'ait pas sauvée. Nourrie des pensées républicaines, attachée de passion aux Girondins, qu'elle regardait comme les plus nobles représentants de l'idée qu'elle rêvait, Charlotte Corday s'enflamma lorsque les Girondins se réunirent à Caen, et suivit avec enthousiasme les volontaires qui couraient en foule pour s'enregistrer, afin de faire partie des bataillons destinés à combattre l'anarchie et à raffermir la statue chancelante de la liberté. Enviant la gloire dont les volontaires allaient se couvrir, elle résolut de les prévenir et de délivrer la patrie des monstres qui la dévoraient; Danton, Robespierre ou Marat lui paraissaient des victimes dignes de son patriotisme. Avant de partir, elle avait lu l'histoire de Judith et avait souligné au crayon ce verset : « Judith sortit de la ville, parée d'une » merveilleuse beauté, dont le Seigneur lui avait fait don » pour délivrer Israël. »

Pendant son voyage, Charlotte était encore incertaine sur la victime qu'elle voulait frapper; les discours exagérés des Jacobins la déterminèrent à immoler Marat, dont les écrits soulevaient les masses et dont le nom devenait un objet d'adoration pour la populace. Charlotte

Digitized by Google

pensait sacrifier Marat à la solennité de la fédération, le 14 *juillet*, au milieu du Champ-de-Mars. Cette fête ayant été remise jusqu'après la pacification de la Vendée, elle se détermina à le poignarder au sommet de la Montagne, espérant qu'elle serait aussitôt mise en pièces par les Jacobins et échapperait à la lente agonie d'un jugement criminel. Mais Marat ne paraissait plus à la Convention depuis le 31 mai; il se tenait renfermé dans son repaire, d'où il lançait sa feuille incendiaire comme des bouches de l'enfer.

Marat habitait alors le premier étage d'une maison délabrée de la rue des Cordeliers, aujourd'hui la rue de l'Ecole-de-Médecine. Il avait pour le servir une gouvernante nommée Catherine Evrard, qui avait pris le nom d'Albertine Marat, depuis que l'Ami du peuple l'avait, à l'exemple de Jean-Jacques, prise pour épouse *un jour de beau temps, à la face du soleil.* Une servante aidait Albertine, et un homme de peine faisait les commissions du dehors et se livrait aux travaux manuels que nécessitait l'envoi de l'*Ami du peuple.*

Charlotte, vêtue avec la plus grande recherche afin d'être plus facilement reçue, se présenta, et, malgré la défense de la portière, traversa la cour et se dirigea vers l'appartement de Marat. La fille Evrard l'arrêta dans l'escalier, et il s'éleva une discussion très vive qui fut entendue de l'Ami du peuple. Marat ordonna de laisser entrer.

Le tribun était alors dans son bain. « Dans ce repos » forcé de son corps, il ne laissait pas reposer son âme. » Une planche mal rabotée, posée sur la baignoire, était » couverte de papiers, de lettres ouvertes et de feuilles

Digitized by Google

» commencées. Il tenait de la main droite la plume, que » l'arrivée de l'étrangère avait suspendue. Cette feuille » de papier était une lettre à la Convention, pour lui de- » mander le jugement et la proscription des derniers » Bourbons tolérés en France. A côté de la baignoire, » un énorme billot de chêne, semblable à une bûche po- » sée debout, portait un écritoire de plomb du plus gros- » sier travail, source impure d'où avaient coulé, de- » puis trois ans, tant de délires, tant de dénonciations, » tant de sang. Marat, recouvert dans sa baignoire d'un » drap sale et taché d'encre, n'avait hors de l'eau que » la tête, les épaules, le haut du buste et le bras droit. » Rien, dans les traits de cet homme, n'était de nature » à attendrir le regard d'une femme et à faire hésiter » le coup (1). »

Charlotte dit à Marat les trames des Girondins en Normandie et lui dicta les noms de ceux qui y avaient cherché un refuge. Lorsqu'il eut fini de les écrire : « C'est » bien, dit-il, avant huit jours ils iront à la guillotine. » Charlotte, enflammée par cette parole, tire alors son poignard et l'enfonce jusqu'au manche dans le cœur de Marat, qui s'écrie : « A moi, ma chère amie, à moi ! » et il expire.

Lorsqu'on retira Marat de son bain, l'eau paraissait convertie en sang, et il semblait que ce prétendu ami du peuple avait été asphyxié dans ce sang qu'il avait fait répandre en si grande abondance.

A la nouvelle de l'assassinat de Marat, tous les clubs, tous les corps accoururent pour contempler celui que les

(1) Lamartine.

Digitized by Google

uns naguère regardaient comme leur idole, et que tous redoutaient à cause de son cynisme accusateur. Chaque section vint à son tour visiter le cercueil de Marat. La section de la République vint la première : « Il est mort, » s'écrie son président, il est mort, l'Ami du peuple..... » il est mort assassiné!... Ne prononçons point son éloge » sur ses dépouilles inanimées. Son éloge, c'est sa con- » duite, ses écrits, sa plainte sanglante et sa mort!...

Charlotte Corday, arrêtée aussitôt après l'assassinat, faillit être déchirée par le peuple; elle subit, sur le lieu même du crime, un premier interrogatoire. « Recon- » naissez-vous ce couteau? lui demanda-t-on. — Oui. — » Qui vous a portée à ce crime? — J'ai vu, répondit- » elle, la guerre civile prête à déchirer la France. Per- » suadée que Marat était la cause principale des périls et » des calamités de la patrie, j'ai fait le sacrifice de ma » vie contre la sienne pour sauver mon pays. — Nom- » mez-nous les personnes qui vous ont conseillé cet exé- » crable forfait, que vous n'auriez pas conçu de vous- » même? — Personne n'a connu mon dessein. »

Devant le tribunal révolutionnaire elle tint le même langage, n'y manifesta d'autre sentiment religieux que ceux d'un vague déisme de l'école de Voltaire et de Rousseau, et périt sans repentir, satisfaite du jugement de la postérité, sans s'inquiéter de celui de Dieu (1). Elle

(1) « Un sentiment de profonde pitié, dit M. de Barante, s'est atta- » ché à la mémoire de Charlotte Corday. Il est impossible de ne pas » être désolé en voyant quel désordre avait jeté dans une âme si géné- » reuse et si pure l'influence de l'époque où elle vivait. L'oubli ou le » dédain des devoirs religieux et moraux, l'orgueil des sens individuels, » la foi accordée à un langage emphatique et théâtral, l'anarchie des

Digitized by Google

a rencontré dans tous les pays des poètes pour chanter sa vie et sa mort.

Vergniaud apprenant sous les verroux le crime, le jugement et la mort de Charlotte Corday, s'écria : « Elle » nous tue, mais elle nous apprend à mourir. »

Jamais homme ne reçut de plus solennelles funérailles que Marat. On proposa un moment de dispenser en sa faveur de la loi qui défendait de mettre quelqu'un au Panthéon, si ce n'est vingt ans après sa mort. On jugea plus digne de l'Ami du peuple de l'enterrer sous les arbres de la cour des Cordeliers, comme on enterre le combattant sur le champ de bataille.

Les pèlerinages du peuple à la tombe de Marat s'organisèrent tous les jours. Les scellés mis chez lui apprirent sa pauvreté réelle; on ne trouva dans son domicile qu'un assignat de cinq francs. L'enthousiasme fut alors porté à son comble. Son buste fut placé à côté de celui de Brutus à la Convention, et à la place d'honneur dans tous les théâtres. Les femmes lui élevèrent un obélisque. Le maire de Nîmes se nomma le *Marat du Midi;* celui de Strasbourg, le *Marat du Rhin.* Des fêtes funèbres furent instituées en son honneur dans un grand nombre de villages. Sa gouvernante fut appelée sa veuve et nourrie aux frais de l'Etat. Partout on chantait des complaintes en l'honneur de Marat; mais toutes avaient le

» opinions, avaient égaré et comme enivré ce caractère naturellement
» noble et sensible; l'acte insensé qu'elle conçut et qu'elle accomplit,
» fut le crime de son temps plus que le sien; elle marcha à l'assassi-
» nat comme elle eût marché au martyre, et répandit le sang de Marat
» moins volontiers qu'elle n'eût versé son propre sang pour la cause
» de l'humanité. »

Digitized by Google

sang pour refrains. C'est ainsi que le poignard de Charlotte Corday, au lieu d'étancher le sang, semblait avoir ouvert les veines de toute la France. Cette mort était nécessaire pour relever ainsi Marat; car, réduit à l'impuissance par la crapule et la débauche, s'il eût encore vécu quelques mois, il eût succombé sous le mépris, au lieu de recevoir ce témoignage enthousiaste de civisme.

Pendant que Marat tombait, une grande réputation républicaine chancelait à son tour. Danton, la plus forte tête de la République, désespérant du succès du nouveau gouvernement, convaincu qu'il fallait un très long temps pour habituer une nation entière aux formes démocratiques, regardait la ruine des Girondins comme un coup funeste.

Danton cessa alors de fréquenter les clubs et se retira à Arcis-sur-Aube, auprès de sa jeune épouse et de son vieux père, quoiqu'il sût qu'en abandonnant le terrain de l'intrigue et de l'ambition, il allait se perdre. Il parlait des journées de septembre, non point comme le lendemain de ces jours funestes : « J'ai regardé mon crime » en face, et je l'ai commis, » mais comme un excès coupable dont la postérité lui demanderait un compte rigoureux; il voyait les vainqueurs des Girondins aiguiser leurs poignards et demander à la noblesse et à la haute bourgeoisie de nouvelles têtes. C'était déjà trop pour lui de se sentir taché de celui de Louis XVI, il ne voulait pas être teint de celui de Marie-Antoinette et de Mme Elisabeth. Il ne croyait pas d'ailleurs à la puissance réelle de Robespierre.

Comme on n'osait encore attaquer directement Danton, on discréditait ses amis dans l'opinion. Le boucher

Digitized by Google

Legendre fut obligé de se disculper de modérantisme? Camille Desmoulins, autre âme de Danton, fut aussi accusé de modération pour avoir soutenu Dillon, militaire très capable, sans opinion politique. Alors Camille Desmoulins fit paraître sa célèbre lettre à Dillon, où il mettait à nu tous les vices de l'administration : « Vous avez, » disait-il, usurpé tous les pouvoirs, amené toutes les » affaires à vous, et vous n'en terminez aucune. Vous » étiez trois chargés de la guerre : l'un est absent, l'autre » malade, et le troisième n'y entend rien ; vous laissez à » la tête de nos armées les Custine, les Biron, les Menou, » les Berthier, tous aristocrates, ou fayétistes, ou incapables. »

Robespierre, voyant le seul homme qui pût balancer son influence retiré à la campagne, travailla à assurer sa prépondérance, se montra assidu aux Jacobins, y développa ses théories et puisa ainsi une force immense. Le grand pouvoir de l'époque était le Comité de salut public, à qui appartenaient tout gouvernement et la direction de toutes les affaires. Robespierre n'y était pas encore entré. Le 10 juillet, jour du renouvellement du Comité, les Jacobins résolurent d'en changer le personnel, afin qu'il fût capable de faire face aux circonstances périlleuses où se trouvait la République.

La nomination de nouveaux membres ayant été ainsi résolue, Danton déclara qu'il ne voulait pas être nommé : « Formez un autre comité, dit-il, formez-le sans moi, » plus fort et plus nombreux ; j'en serai l'éperon au lieu » d'en être le frein. » Ces mots, qui décelaient une grande hauteur, furent notés avec soin.

Robespierre, pour ne pas donner de jalousie à Dan-

Digitized by Google

ton, ne voulut pas d'abord en faire partie; mais Gasparin ayant donné sa démission, il y fut porté d'une voix unanime. Le Comité de salut public se trouva composé de Robespierre, Saint-Just, Couthon, Barrère, Thuriot, Hérault de Séchelles, Robert Lindet, Jean-Bon-Saint-André, Carnot, Prieur (de la Côte-d'Or), Billaud-Varennes et Collot-d'Herbois. C'est ainsi que fut formé, des éléments les plus énergiques de la Montagne, le Comité de salut public, où Danton ne comptait que deux partisans, et où Robespierre était maître de la majorité.

Les membres du nouveau Comité se partagèrent le soin de la chose publique. Billaud-Varennes et Collot-d'Herbois furent chargés de correspondre avec les agents de la République dans les départements, et de leur communiquer le feu qui les consumait; Saint-Just s'occupa spécialement des vagues théories constituantes. Couthon, esprit sombre et scrutateur, dirigea la police. Hérault de Séchelles, qui puisait ses inspirations dans le génie de Danton, reçut la direction des affaires étrangères. Le soin des subsistances, question capitale alors, fut dévolu à Robert Lindet. Jean-Bon-Saint-André fut chargé de la marine. On confia à Carnot la haute direction militaire, les plans de campagne, l'inspiration des généraux, la critique et le redressement de leurs fautes, la préparation des victoires et la réparation des revers. C'est à lui que la patrie fut redevable de ses plus grands succès. Quinze heures de travail par jour, l'œil fixé sur les cartes, sur nos campements, il traçait la marche de nos armées et les conduisait à la victoire. Il discernait les grands capitaines. C'est lui qui a appelé Pichegru, Hoche, Moreau, Jourdan, Desaix, Marceau, Brune, Bo-

Digitized by Google

naparte, Kléber. Il avait pour le seconder dans ce vaste travail Prieur (de la Côte-d'Or), qui avait le soin des petits détails.

Barrère rédigeait les délibérations du Comité; Robespierre planait au-dessus du conseil; à l'exception de la guerre, il dirigeait tout; c'était la tête qui enfantait, mais il laissait le bras exécuter : il marquait le but et la route. C'est à lui que revient tout entière la responsabilité des actes du régime de la Terreur, que nous allons être appelé à décrire.

Jamais gouvernement ne fut dans une pareille détresse que celui que nous venons de voir constituer. Le plus grand mal n'était pas seulement la situation militaire, si dangereuse à l'intérieur et sur nos frontières, c'était surtout l'état déplorable des provinces, qui subissaient la république. Il fallut, pour vaincre tant d'obstacles, une énergie prodigieuse, et, pour triompher, la Convention employa des mesures épouvantables, que la grandeur du péril ne fera jamais excuser aux yeux de la postérité. Les principales furent les moyens financiers, le maximum, la terreur et la levée en masse.

Le système financier adopté par la République avait produit ce qu'elle n'avait pas prévu, la misère la plus profonde, la famine, et, pour les classes pauvres, une impossibilité presque absolue de se procurer les choses nécessaires à la vie et au vêtement.

En émettant pour quatre milliards d'assignats, qui étaient fondés sur l'immense valeur territoriale des biens du clergé et de la noblesse, la République n'avait établi aucune proportion entre l'émission et la valeur réelle de ces biens. Dans les temps les plus prospères, il y aurait

Digitized by Google

eu à peine pour moitié dans les biens que la nation avait en son pouvoir, et plusieurs causes étaient venues encore en diminuer la valeur. D'abord l'état de crise où l'on se trouvait donnait tant d'incertitude à ces propriétés usurpées, que, quoique la nation en mît, dans toutes les circonstances, la stabilité à la hauteur d'un dogme, cependant personne ne leur accordait cette valeur qui ne peut résulter que de la confiance; ensuite personne, pas même les démagogues les plus avancés, ne croyait à la stabilité permanente de la République; tout le monde pensait que ce n'était qu'un état passager, et que l'ancien régime, plus ou moins modifié, renaîtrait; et l'on se demandait si alors les biens du clergé et de la noblesse ne seraient pas repris entre les mains des acquéreurs. Enfin beaucoup, regardant l'usurpation de ces biens par la nation comme une flagrante injustice, ne voulaient pas participer au crime des coupables. Il n'y avait donc qu'un petit nombre de spéculateurs, qu'on regardait comme téméraires, qui osassent acheter les biens des émigrés et du clergé, ce qui en diminuait infiniment la valeur. Puisqu'il n'y avait nulle proportion entre les assignats et les biens qui en étaient regardés comme la garantie, il devait résulter de là une grande dépréciation des assignats, la recherche de l'argent, la séquestration des capitaux et le transport de ces capitaux chez les nations étrangères.

La dépréciation des assignats marcha avec tant de rapidité, qu'au mois de mai la proportion entre la monnaie réelle et le papier-monnaie était déjà de 1 à 3. Avec un franc en argent on avait un assignat de trois francs. Au mois d'août la différence était du double, en sorte

Digitized by Google

qu'un assignat de six francs valait à peine un franc en argent.

Chacun, prévoyant la chute prochaine des assignats, voulait se défaire de ceux qu'il possédait et se procurer de l'argent, que tout le monde recherchait avec le plus grand soin et que l'on regardait comme la seule valeur réellement sûre. Ceux qui en avaient le conservaient et l'enfouissaient, en sorte qu'il avait presque totalement disparu de la circulation.

La situation faite à la finance par le système des assignats avait eu encore pour effet le transport de nos fonds chez les nations voisines. En effet, ceux qui avaient des capitaux considérables, ne pouvant les laisser longtemps sans produire, et ne voyant aucun moyen sûr de les employer en France, recouraient aux banques étrangères, envoyaient leur argent à Londres et à Amsterdam, où ils trouvaient un revenu assuré, avec la garantie de leurs capitaux. Il y eut encore des associations commerciales en France, des fonds considérables confiés à la Compagnie des Grandes-Indes, parce que les capitaux avaient alors pour garantie le matériel des compagnies, les vaisseaux, les marchandises, qui avaient une valeur indépendante de tel ou tel gouvernement.

Un agiotage effrayant fut encore la conséquence de l'incertitude des assignats. Comme les marchandises n'atteignaient pas subitement le prix en rapport avec la valeur des assignats, il y avait des spéculateurs qui accaparaient les grains, les étoffes, en un mot toutes les choses nécessaires à la vie, et les conservaient jusqu'à ce qu'elles eussent atteint le prix qu'ils voulaient en avoir; d'autres se faisaient vendre des domaines à terme, avec

Digitized by Google

l'espérance de payer en assignats lorsqu'ils seraient tombés dans une dépréciation complète.

Tel grand agioteur achetait un ou deux conventionnels influents, et, par leur intermédiaire, la Convention prenait tantôt des mesures pour faire baisser la valeur des assignats, tantôt des moyens pour la faire hausser. C'était surtout à leur aide que les fournisseurs des armées, les spéculateurs, se procuraient l'argent qu'ils confiaient aux mains des étrangers.

Une autre conséquence de la création des assignats fut la disproportion entre le travail, les marchandises et les deux valeurs reconnues. Comme les assignats avaient un cours forcé, qu'on payait à leur aide à peu près toutes les choses dont on avait besoin, il s'ensuivait que, pour être dans une égale proportion, la valeur des choses aurait dû monter à mesure que celle des assignats baissait. Mais une telle augmentation ou une telle baisse ne pouvait suivre celle de la monnaie de papier. De là le négociant devait cesser son négoce, puisqu'en peu de jours il devait être ruiné complétement. De là l'ouvrier, dont le salaire n'était guère augmenté, ne devait pas trouver les choses nécessaires à la vie.

La dernière conséquence des assignats, la plus effrayante de toutes, son dernier mot était famine et dénûment. Dans une situation regardée par tout le monde comme un état de crise passagère, quelle conduite la prudence commandait-elle aux possesseurs de grains, aux épiciers, aux marchands d'étoffes? l'abstention complète. Le fermier et le propriétaire de céréales ne devaient pas les transporter dans les marchés, où ils auraient été payés avec des assignats dont personne ne se souciait.

Digitized by Google

L'épicier devait cesser son commerce, ou du moins le restreindre à tel point, qu'il fût à peu près nul, parce qu'il était obligé de renouveler ses marchandises, et il se voyait dans la nécessité de le faire avec la monnaie de papier, dont on ne voulait pas dans les pays étrangers, ou à de si vils prix, qu'il était impossible de continuer un commerce ruineux.

Les céréales n'arrivant point sur les marchés, et se trouvant portées à un prix excessif, il s'ensuivait que les boulangers refusaient le pain et n'en fournissaient que des quantités bien insuffisantes. De là des plaintes journalières contre eux, des adresses à la Commune et à la Convention. Pour mettre de l'ordre dans le désordre, on mit à la porte des boulangers de longues cordes, qu'on tenait afin de ne pas perdre son tour; des agents gardaient les portes, afin que chacun arrivât à son rang. Lorsque de méchantes femmes coupaient la corde, c'était une confusion horrible, des cris, des combats, de véritables émeutes qu'il était souvent très difficile d'arrêter.

Pour remédier au mal qui menaçait de faire périr le peuple, quelques hommes audacieux proposèrent d'un premier bond de s'emparer de tout ce qui entrait dans le commerce, grains, fourrages, épiceries, étoffes, et d'établir de grands magasins où tout serait livré avec ordre et discrétion, selon les besoins de tous et à des prix modérés. Ce système, qui eût bientôt accumulé de nouvelles ruines, fut repoussé; on se contenta d'abord d'ordonner que tous les grains en gerbe seraient battus et portés sur les marchés, à l'exception de ceux qui étaient absolument nécessaires à la famille. Alors commença une recherche inquisitoriale; des agents se répandirent

Digitized by Google

dans toutes les fermes, chez tous les laboureurs, mesurèrent les grains, laissèrent à la famille tout ce qui lui était nécessaire pour vivre, et ordonnèrent que le reste serait porté au marché.

Cette mesure fut loin d'atteindre le résultat qu'on s'était proposé; les propriétaires de céréales, au lieu de les transporter, les ayant cachées, les uns dans la terre, les autres dans des réduits secrets, on augmenta ainsi le malaise au lieu de le guérir. Les marchés étaient toujours plus déserts, et lorsqu'il arrivait des marchandises, des grains, le peuple se précipitait sur les denrées pour les ravir.

On crut apporter un remède efficace au mal en déterminant un maximum au-dessus duquel il ne serait pas permis de vendre les viandes, les légumes, les fruits, les épices, les matières à éclairer et à brûler, les boissons, les étoffes pour vêtements, les cuirs pour la chaussure.

Ce maximum, établi dans l'intérêt des consommateurs, sans qu'on eût suffisamment égard au prix de l'acquisition, amena de nouvelles mesures plus exorbitantes que toutes celles qu'on avait adoptées jusqu'alors, ce furent celles de la Terreur.

Le peuple, habitué à entendre déclamer sans cesse contre les riches, à regarder les aristocrates comme la cause de tout le mal, sentait surexciter son indignation. Des masses d'ouvriers allant chaque jour vociférer sous les fenêtres de l'Hôtel-de-Ville : *La mort ou du pain!* Chaumette fit présenter le 5 septembre une adresse à la Convention, pour demander la formation d'une armée révolutionnaire qui aurait pour règle de conduite ces maximes : « Paix aux hommes de bonne volonté, guerre

Digitized by Google

» aux affameurs; protection aux faibles, guerre aux ty-
» rans; justice, et jamais d'oppression. »

Cette adresse fut couverte d'applaudissements: « Soyons » en révolution, puisque la contre-révolution est partout » tramée par nos ennemis. » — « Oui, oui! » s'écrient les tribunes. — « Oui, oui! répond en se levant la Mon-» tagne, que le fer plane sur toutes les têtes coupables; » instituez une armée révolutionnaire, instituez un tri-» bunal terrible à sa suite; que l'instrument de la ven-» geance des lois l'accompagne! Bannissez tous les no-» bles, emprisonnez-les jusqu'à la paix; cette race alté-» rée de sang ne verra désormais couler que le sien! » — « Soyons brigands pour le bonheur du peuple, » s'écria Drouet.

Barrère, chargé de proposer les mesures révolutionnaires, après avoir développé cette infâme maxime : « Plaçons la terreur à l'ordre du jour, » fit adopter une suite de décrets qui organisaient la Terreur. Par le premier décret, il fut statué qu'il y aurait à Paris une force armée de six mille hommes et de douze cents canonniers, destinée à comprimer les contre-révolutionnaires et à soutenir les mesures de salut public décrétées par la Convention nationale.

Par un second décret, tous ceux qui avaient appartenu à la maison militaire du roi ou de ses frères furent exilés à vingt lieues de Paris.

Un troisième prescrivit de traduire immédiatement devant le tribunal révolutionnaire, Brissot, Vergniaud, Gensonné, Clavière, Lebrun et Baudry.

Par un quatrième, il fut établi que des visites nocturnes seraient faites dans les maisons des citoyens.

Digitized by Google

Afin d'assurer la pureté des mœurs républicaines et de repousser la corruption, cause d'affaiblissement de la morale publique, il fut statué que les femmes de mauvaise vie seraient transportées au-delà des mers.

Pour encourager le peuple à se trouver aux assemblées hebdomadaires des sections, et engager les hommes du peuple à solliciter la faveur de faire partie des comités révolutionnaires, on accorda deux francs par jour aux ouvriers qui prenaient part aux travaux des sections, et trois francs à ceux qui faisaient partie des comités.

Le plus important de tous ces décrets concerna la réorganisation du tribunal révolutionnaire, composé de jurés et de juges, dont les premiers déclaraient s'il y avait crime, et les seconds appliquaient la peine sans appel. Pour être assurée que les jugements seraient prononcés à son gré, la Convention procéda elle-même à la constitution du jury, qui fut choisi parmi la classe la plus basse de la société; on prit des hommes sans lumières, animés de ce qu'on nommait un patriotisme sincère, c'est-à-dire des êtres ennemis de la fortune et qui donnaient le nom d'aristocrate à tout ce qui était au-dessus de la caste des travailleurs. Tout individu traduit devant ce jury, dès-lors qu'on le nommait aristocrate, suspect ou accapareur, était infailliblement condamné.

Les juges avaient été tirés de la plupart de nos provinces parmi les hommes de loi subalternes, exercés à la chicane; gens sans cœur, âmes sans caractère, incapables de se laisser adoucir par le moindre sentiment d'humanité, ils ne connaissaient qu'une seule peine : la mort.

Digitized by Google

Après la composition du tribunal, on forma une armée révolutionnaire pour en exécuter les ordres. Cette armée, dont on voulait faire un instrument de règne pour élever quelque chef sur les ruines de la patrie, était composée de tout ce que Paris renfermait d'hommes de désordre, de pillage et de sang. Comme on en faisait un reproche à Henriot, il répondait : « Que voulez-vous? je » sais comme vous que c'est un ramas de brigands; mais » trouvez-moi des honnêtes gens qui veuillent faire le » métier auquel je les destine! »

Le tribunal établi, l'armée révolutionnaire constituée, il fallait une loi qui pût couvrir tous les actes. Alors on proclama une de ces lois que la tyrannie la plus cruelle n'a pas promulguées, que le soupçon le plus jaloux n'a pas conçues.

Merlin de Douai, qui cependant était modéré par caractère, chargé de faire le rapport sur la loi des suspects, en sentait tout l'odieux, et voulait se récuser. Danton le tira à part, lui rappela que deux mois auparavant, étant en mission à Brest, il avait signé une pièce favorable aux Girondins, et lui dit que si on avait oublié cette première erreur, on pourrait bien ne pas se montrer aussi indulgent à l'égard du refus, qui serait regardé comme une preuve manifeste de mauvais principes. Epouvanté par cette menace, Merlin de Douai consentit à accepter le patronage d'une loi qui ne rencontra pas de contradicteur dans la Convention, quoiqu'elle fût le fait le plus énorme peut-être de cette assemblée si tristement célèbre. D'après cette loi de sang, tous les gens suspects durent être mis en état d'arrestation. Etaient considérés comme suspects : 1° ceux qui, soit par leur conduite,

Digitized by Google

soit par leurs relations, soit par leurs propos et écrits, s'étaient montrés partisans de la tyrannie et du fédéralisme, et ennemis de la liberté; 2° ceux qui ne pourraient justifier de leurs moyens d'existence et de l'acquit de leurs droits civiques; 3° ceux à qui il a été refusé un certificat de civisme; 4° les fonctionnaires publics suspendus; 5° les ci-devant nobles, leurs femmes, leurs enfants, leurs parents, leurs agents, qui n'ont pas constamment manifesté leur attachement à la République; 6° ceux qui, après avoir émigré, sont rentrés en France.

Pour être mis en état d'arrestation comme suspect, il suffisait de la déclaration de sept individus, sans aucune preuve; les frais de détention incombaient aux détenus. Bien plus, si les juges ne trouvaient aucun des cas si élastiques de la classification ci-dessus énoncée, les suspects sans motif pouvaient encore être détenus.

Voilà le régime de la Terreur constitué. Avant de le voir en action, nous devons indiquer d'autres grandes mesures adoptées par la Convention. La cause du malaise qui tourmentait la société, était l'état désastreux de nos finances, qu'il fallait relever en rendant de la valeur aux assignats, en défendant le transport de l'argent et en faisant affluer les espèces métalliques dans les coffres de l'Etat. Il était impossible de rendre de la valeur aux assignats, autrement qu'en en diminuant le nombre et en les ramenant à la valeur représentée par les biens qui leur servaient de garantie. Il y avait alors dans la circulation près de cinq milliards d'assignats. Une partie était déjà rentrée dans les coffres de l'Etat, par suite de la vente des biens du clergé et des émigrés. Cambon en fit brûler pour huit cent quarante millions; c'est ainsi qu'au

Digitized by Google

mois d'août 1793, il ne restait plus dans la circulation qu'environ quatre milliards.

Parmi les assignats qui étaient en circulation, il y en avait environ pour cinq cent cinquante-huit millions à l'effigie royale, qui étaient recherchés avec soin, parce qu'on ne doutait pas que si le gouvernement légitime pouvait se relever, il ne reconnût les obligations marquées du sceau du monarque, et qu'il ne foulât aux pieds celles de la République. Pour ôter tout caractère privilégié aux assignats royaux, il fut rendu un décret pour les faire disparaître de la circulation à dater du 1er janvier 1794. On accordait ainsi quatre mois à ceux qui en étaient propriétaires, pour s'en délivrer et les faire passer entre les mains de l'Etat par la solde de l'impôt.

Il avait été décrété au mois de mai, du moins en principe, un emprunt forcé d'un milliard sur les riches, pour subvenir aux frais d'une guerre ruineuse dont ils étaient réputés les auteurs aussi bien que les aristocrates. « Cet emprunt, réparti comme on va le voir, fut consacré, d'après le projet de Cambon, à faire rentrer un milliard d'assignats en circulation. Pour laisser le choix aux citoyens de meilleure volonté et leur assurer quelques avantages, il était ouvert un emprunt volontaire; ceux qui se présentaient pour le remplir, recevaient une inscription de rente au taux déjà décrété de cinq pour cent, et obtenaient ainsi un intérêt de leurs fonds. Ils pouvaient, avec cette inscription, s'exempter de contribuer à l'emprunt forcé, ou du moins jusqu'à concurrence de la valeur placée dans le prêt volontaire. Les riches de mauvaise volonté, qui attendaient l'exécution de l'emprunt forcé, recevaient un titre de cinq pour cent au

Digitized by Google

moins. Enfin les prêteurs volontaires recevaient une inscription de rente et avaient la faculté de se rembourser immédiatement en biens nationaux; au contraire, l'emprunt forcé ou volontaire devant faire rentrer un milliard d'assignats qui seraient brûlés, il devait en rentrer en outre, par les contributions arriérées, sept cent millions, dont cinq cent cinquante-huit millions en assignats royaux déjà démonétisés et reçus seulement pour le paiement des impôts.

» On était donc assuré, en deux ou trois mois, d'avoir enlevé à la circulation, d'abord le milliard de l'emprunt, puis sept cent millions de contributions. La somme flottante de trois milliards sept cent soixante-seize millions se trouverait donc réduite à deux milliards soixante-seize millions; en supposant, ce qui était probable, que la faculté de changer les inscriptions de la dette en billets nationaux, amènerait de nouvelles acquisitions, on pouvait, par cette voie, faire rentrer peut-être cinq à six cent millions. La masse totale se trouverait donc encore peut-être réduite par là à quinze ou seize cent millions. Ainsi, pour le moment, en réduisant la masse flottante de plus de moitié, on rendait aux assignats leur valeur; quatre cent quatre-vingt-quatre millions restant en caisse devenaient disponibles. Les sept cent millions rentrés par les impôts, et dont cinq cent cinquante-huit devaient recevoir l'effigie républicaine et être remis en circulation, recouvraient aussi leur valeur et pouvaient être employés l'année suivante. On avait donc relevé les assignats pour le moment, et c'était là l'essentiel. Si l'on parvenait à se sauver, la victoire les relèverait tout à fait, permettrait de faire de nouvelles

Digitized by Google

émissions et de réaliser le reste des biens nationaux, reste qui était considérable et qui s'augmentait chaque jour par l'émigration (1). »

La nature de cet emprunt le rendait nécessaire, mais arbitraire. Comment, en effet, déterminer rigoureusement le revenu de chaque individu? En grevant telle personne de telle somme, atteignait-on réellement celui qui pouvait la supporter? On crut se rendre juste en établissant dans chaque commune un conseil général, c'est-à-dire les hommes ennemis des riches, pour juger ce que tel autre particulier devait. La base de la contribution était d'un dixième, de mille à dix mille francs de revenus. Jamais, quels que fussent ses revenus, une famille ne pouvait conserver plus de quatorze mille francs, en sorte que celui qui avait cinquante mille francs de revenus, était obligé de payer trente-six mille francs. Il était fréquent qu'un homme très riche rencontrât des ennemis qui exagérassent ses revenus et le contraignissent ainsi à payer plus qu'il ne recueillait.

Afin d'empêcher l'agiotage, toutes les Compagnies d'assurance furent détruites; toutes celles qui existaient, sous quelque forme que ce pût être, furent obligées de se liquider, même la Compagnie des Indes. Pour arrêter la sortie du numéraire, il fut défendu, sous les peines les plus sévères, de prendre part à une entreprise financière dans les pays qui n'étaient point en parfaites relations d'amitié avec la République, c'est-à-dire avec tous les peuples, car il n'y en avait pas qui fussent en parfaite amitié avec un tel gouvernement. Afin de mettre

(1) Thiers, *Histoire de la Révolution.*

Digitized by Google

entre les mains du peuple la monnaie courante dont il avait le plus besoin, le billon, ce véritable argent du peuple, il fut décrété que les cloches seraient converties en pièces de cinq, de dix, de deux et d'un centimes.

Quelque moyen qu'on employât pour relever les finances, il n'était point possible d'y parvenir sans mettre une égalité complète entre les créances de l'Etat. Les titres anciens étaient préférés aux nouveaux. C'est alors que, pour faire disparaître cette distinction, on inventa le grand livre, où se trouvaient inscrites toutes les rentes de l'Etat, sans aucune distinction d'origine, et n'ayant d'autre marque que le numéro. Cette mesure a été très louée comme éminemment patriotique, et surtout comme un moyen certain d'éloigner ces distinctions qui existaient entre telle ou telle espèce de fonds.

Au milieu de toutes ces opérations politiques et financières, la République préparait une grande fête pour réveiller le patriotisme. La Constitution ayant été décrétée, on voulait en solenniser la publication. Les assemblées primaires envoyèrent à Paris des délégués, pour assister en leur nom à la fête du 10 août, jour qui avait été choisi pour tenir la place du 14 juillet. Le peintre David, chargé de faire le programme de cette fête, fixa la première station et le point de départ à la place de la Bastille, où l'on avait élevé une énorme statue de la Nature, qui jetait l'eau de la régénération par les mamelles. Après que Hérault de Séchelles, président de la Convention, eut porté une coupe d'or à ses lèvres, il passa l'eau qui effaçait les traces de l'ancienne servitude au plus âgé des citoyens : « Je touche aux bords du tombeau, s'écria » le vieillard; mais je crois renaître avec le genre

Digitized by Google

» humain régénéré. » Après cet indigne plagiat fait au christianisme, et lorsque chacun des assistants se fut abreuvé des eaux de la régénération, le cortége commença à défiler. Les membres de la Convention, portant à la main les uns des fleurs, les autres des épis ou des fruits, étaient environnés par les chefs des délégués des départements, qui tenaient un ruban tricolore pour envelopper la Convention et montrer que désormais la capitale et les départements ne formeraient plus qu'un corps. Un faisceau national, couronné de rameaux d'olivier, rappelait le symbole menteur de la paix. Puis venaient une charrue triomphale conduite par le laboureur, sa femme et ses fils ; enfin un tombereau, chargé des débris de tiares, de sceptres, de couronnes, d'armoiries brisées. Ce trophée fut brûlé sur la place de la Révolution, en face des Tuileries, sur le lieu même où la tête de Louis XVI était tombée. On continua ensuite le défilé jusqu'au Champ-de-Mars, où se fit la publication de la nouvelle Constitution en présence d'une foule immense. Dans chaque municipalité la proclamation de la Constitution se fit également avec la plus grande pompe; mais il est à observer que les seuls patriotes exaltés y prirent part, car aucun modéré n'osa exposer sa vie en apposant un *non* sur le registre; on en conclut faussement que la nouvelle Constitution avait réuni l'unanimité.

Les amis des lois respirèrent alors; ils crurent que, gouvernés jusqu'à ce moment par l'arbitraire d'un grand corps qui n'avait d'autre loi que sa volonté, ils pourraient enfin respirer sous une Constitution, mauvaise il est vrai, mais qui, du moins, leur reconnaissait des droits, et où ils pourraient apprendre le moyen d'échapper à

Digitized by Google

la tyrannie de leurs persécuteurs. Vain espoir! la Constitution qu'on proclamait avec tant de solennité ne devait pas même être mise à exécution.

Au sortir du Champ-de-Mars, après que l'on eut fait retentir l'air des cris de *vive la Constitution!* le rappel bat dans les rues de Paris au nom de Pache et de la Commune, afin de porter à la Convention une adresse, pour la conjurer de conserver entre ses mains le pouvoir souverain, et de suspendre jusqu'à la paix intérieure et extérieure l'exécution de la nouvelle loi : « Législateurs, » disaient-ils dans l'adresse, élevez-vous à la hauteur des » grandes destinées de la France. Le peuple français est » lui-même au-dessus de ses périls. Nous vous avons » indiqué les mesures sublimes d'un appel général au » peuple; vous avez seulement requis la première classe. » Les demi-mesures sont toujours mortelles dans les dan- » gers extrêmes. La nation entière est plus facile à ébran- » ler qu'une partie de la nation; si vous demandez cent » mille hommes, peut-être ne les trouverez-vous pas; si » vous demandez des millions de républicains, vous les » verrez se lever pour écraser les ennemis de la liberté.»

C'était demander la terreur, le tribunal révolutionnaire et la mort. La Convention, qui avait elle-même, par des agents secrets, sollicité cette adresse, continua son pouvoir despotique sous le nom menteur de liberté; Barrère, chargé de faire un rapport sur la situation présente et sur les mesures révolutionnaires, fit rendre un décret suivant lequel « toutes les lois révolu- » tionnaires devaient être exécutées rapidement. »

La Convention était ainsi armée des moyens de faire face à tous ses ennemis, tant du dedans que du dehors;

Digitized by Google

elle avait contre ceux-ci la loi de la levée en masse, et contre ceux-là le tribunal révolutionnaire et cet infâme décret des suspects, indignement nommé *loi*. C'est ainsi qu'on osait appeler un infernal décret qui ne reconnaissait aucun innocent entre ceux qu'on voudrait considérer comme coupables, qui convertissait le soupçon en preuve, et érigeait la délation en devoir.

Une des premières victimes du tribunal de sang, fut le général Custine, capitaine qui s'était acquis une grande réputation militaire, mais qui était évidemment au-dessous de sa tâche dans les circonstances difficiles où il se trouvait. Convaincu d'impuissance contre l'armée qui assiégeait Mayence, il avait été placé à la tête de nos troupes du Nord, et, après s'être défendu pendant quelque temps dans le camp de César, il avait heureusement opéré sa retraite. Ce fut un crime aux yeux de cette Convention, qui voulait la guerre au pas de charge et n'entendait pas que ses généraux reculassent devant les ennemis. Levasseur fut envoyé à l'armée pour arrêter Custine, général adoré de ses soldats, malgré son amour de la discipline; un sergent sort des rangs: « Nous vou» lons qu'on nous rende notre général, dit-il. — Avance» toi, toi qui demandes Custine, répond Levasseur; oses» tu répondre sur ta tête de son innocence?... Soldats! » poursuit le représentant, si Custine est innocent, il » vous sera rendu; s'il est coupable, son sang expiera » ses crimes. Point de grâce pour les traîtres, malheur » aux rebelles! »

Custine ne voulut pas, comme Dumouriez, passer à l'étranger, il aima mieux porter sa tête sur l'échafaud. Accusé d'avoir voulu trahir, d'avoir formé le dessein

Digitized by Google

de livrer son armée aux ennemis, et d'avoir été ainsi la cause de nos malheurs à la guerre, il se justifia et réduisit en poussière toutes ces vaines accusations; mais que pouvait la plus complète justification auprès d'un tribunal qui n'admettait aucun motif, aucune preuve d'innocence? Après le résumé du président, les avocats s'étant retirés, il dit : « Je n'ai plus de défenseurs, ils » ont disparu. Ma conscience ne me reproche rien, je » meurs calme et innocent. »

Lorsque la sentence de mort eut été prononcée, tous ses sentiments religieux se réveillèrent, et il voulut mourir en bon chrétien, comme il avait combattu en vaillant soldat.

Quatre-vingt-dix-huit exécutions avaient eu lieu en quelques jours, lorsque l'échafaud demanda une plus noble victime. Marie-Antoinette, toujours renfermée au Temple depuis la mort de Louis XVI, son époux, avec ses enfants et sa belle-sœur, M^me^ Elisabeth, avait été tenue dans un si grand secret, qu'elle avait à peine pu se procurer quelques faibles détails sur la mort du roi. Au 31 mai, on la sépara violemment de son fils, de cet infortuné Louis XVII, qui fut alors remis entre les mains de Simon, être dégradé et d'une dépravation rare dans sa condition. Afin de détruire dans le jeune prince jusqu'au germe des sentiments honnêtes, Simon s'efforçait de lui apprendre à injurier la mémoire de son père, à insulter aux larmes de sa mère, à la sainteté de sa tante et à l'innocence de sa sœur. Il se faisait servir par cet infortuné roi et le frappait fréquemment.

Au moment où les Vendéens faisaient trembler Paris, Simon lui dit : « Capet, si les Vendéens te délivraient,

Digitized by Google

» que ferais-tu? — Je vous pardonnerais. » Réponse digne d'un fils de Louis XVI.

Le 2 août, à deux heures du matin, Marie-Antoinette fut transportée à la Conciergerie, dans cette prison enfouie sous les vastes constructions du Palais-de-Justice, dont elle occupe les souterrains. On lui donna un lit de sangle et un paravent pour la séparer du gendarme chargé de la surveiller sans cesse. La reine y rencontra un geôlier qui sut avoir pour elle toute l'attention commandée par l'infortune; il prescrivit à sa fille d'être fréquemment avec la reine, pour adoucir les longues heures de sa captivité, que cette princesse employait souvent à couvrir les murailles, à l'aide d'une pointe d'aiguille, de maximes tirées de l'Ecriture sainte ou de l'Imitation de Jésus-Christ. Réduite au plus triste dénûment, elle était obligée de raccommoder elle-même une robe noire toute déchirée. Un jour, le concierge ayant demandé pour elle à l'accusateur public une couverture de coton, on lui répondit : « Tu veux donc être guillotiné? » Enfin, le 14 octobre, elle parut devant le tribunal révolutionnaire.

« Quel est votre nom? » demanda Herman à l'accusée. — « Je m'appelle Marie-Antoinette de Lorraine » d'Autriche, » répondit la reine. — « Votre état? — » Veuve de Louis, ci-devant roi des Français. — Votre » âge? — Trente-sept ans. »

Elle répondit avec la plus grande noblesse à toutes les questions qui lui furent faites. Lorsqu'on l'accusa d'avoir dépravé son fils, dans l'intention d'énerver le corps et l'âme de cet enfant, elle garda le silence : « Pourquoi » ne répondez-vous pas à cette accusation? » lui demanda

Digitized by Google

un juré. « Je n'ai pas répondu, parce qu'il y a des accu-
» sations auxquelles la nature se refuse de répondre. »
Lorsque sa sentence de mort fut prononcée, elle em-
ploya ses derniers moments à se préparer à mourir et à
écrire à Mme Elisabeth une lettre admirable, dont nous
empruntons ici les dernières lignes : « Je meurs dans
» la religion catholique, apostolique et romaine, dans
» celle de mes pères, dans celle où j'ai été élevée et que
» j'ai toujours professée. N'ayant aucune consolation
» spirituelle à attendre, ne sachant pas s'il existe encore
» ici des prêtres de cette religion, et comme le lieu où
» je suis les exposerait trop, s'ils y entraient une fois,
» je demande sincèrement pardon à Dieu de toutes les
» fautes que j'ai pu commettre depuis que j'existe. J'es-
» père que, dans sa bonté, il voudra bien recevoir mes
» derniers vœux, ainsi que ceux que je fais depuis long-
» temps pour qu'il veuille bien recevoir mon âme dans
» sa miséricorde et dans sa bonté. Je demande pardon à
» tous ceux que je connais, et à vous ma sœur en parti-
» culier, de toutes les peines que, sans le vouloir, j'au-
» rais pu leur causer. Je pardonne à tous mes enne-
» mis le mal qu'ils m'ont fait. Je dis ici adieu à mes
» tantes et à tous mes frères et sœurs. J'avais des amis :
» l'idée d'en être séparée pour jamais, et leurs peines,
» sont un des plus grands regrets que j'emporte en mou-
» rant; qu'ils sachent du moins que, jusqu'à mon der-
» nier moment, j'ai pensé à eux. Adieu ma bonne et
» tendre sœur! puisse cette lettre vous arriver! Pensez
» toujours à moi. Je vous embrasse de tout mon cœur,
» ainsi que ces pauvres et chers enfants... »

Elle repoussa en effet tous les prêtres constitutionnels

Digitized by Google

qui lui offrirent leur ministère. Après avoir écrit et dormi avec le calme de l'innocence, elle se laissa saisir par les exécuteurs des hautes œuvres, sans aucune défaillance de cœur, aucun frisson de corps, aucune pâleur des traits, cédant ainsi à la grâce divine qui associait la plus noble des reines au martyre de son époux.

Arrivée sur la place de la Révolution, elle jeta un regard sur ces Tuileries dont elle avait fait le plus bel ornement, puis se mit à genoux pour prier un instant, et monta d'un pas ferme les marches de l'échafaud : « Adieu » encore une fois, mes enfants, je vais rejoindre votre » père. » Elle se remit entre les mains du bourreau, et sa tête tomba.

Ainsi mourut Marie-Antoinette, reine à jamais illustre, qui répara si bien les frivolités de sa jeunesse par l'héroïsme chrétien qu'elle montra dans sa prison et sur l'échafaud. Touchés eux-mêmes de tant de grandeur, ses ennemis ne purent retenir leurs larmes.

Le parti girondin, qui avait si insolemment outragé cette grande reine, devait, presque immédiatement après elle, venir prendre place sur l'échafaud. Nous avons vu ce parti, qui croyait résumer en lui toutes les idées de gouvernement, se disperser après le 31 mai, et la plupart des Girondins se retirer à Caen; mais, après la victoire de la Convention à Tours, où ils avaient cherché une retraite, ne voyant plus de sûreté pour eux dans une ville où leurs implacables ennemis pouvaient les atteindre, ces malheureux, au nombre de dix-neuf, résolurent de demander asile à Bordeaux, mère de la Gironde; ils prirent l'uniforme des volontaires du Finistère, se confondirent avec eux et se dirigèrent vers Brest,

Digitized by Google

où ils devaient trouver un vaisseau. Pendant que Larivière et Mollevaut, membres de la commission des Douze, les précédaient à Brest pour leur préparer un asile, les dix-sept autres quittèrent les grandes routes et marchèrent par des chemins détournés, demandant de chaumière en chaumière une hospitalité qui pouvait à chaque instant les trahir.

Ayant entendu à Moncontour quelques fédérés dire : « Voilà Péthion et Buzot, » ils se détournèrent de la route et se jetèrent dans un bois. Après des souffrances inouïes, ces hommes purent enfin s'embarquer. En entrant dans la Gironde, ils croyaient toucher le sol de la liberté, mais cette terre était devenue le sol de la mort. Les Girondins furent presque tous saisis et transportés à la Conciergerie.

Le 3 octobre 1793, l'Assemblée présenta un aspect extraordinaire : la garde était renforcée, la force armée se trouvait prête à marcher; chacun se demandait quel serait l'événement du jour. Amar monta à la tribune et se chargea d'en informer le public par un rapport fameux, qui concluait par déclarer coupables de conspiration contre l'unité et l'indivisibilité de la république, les députés girondins.

Le rapport d'Amar renfermait trois parties ou trois listes distinctes, qui divisaient les prétendus coupables en trois classes : la première contenait les noms de trente-neuf députés dévoués à la mort; la seconde maintenait le décret qui avait déclaré vingt-et-un autres représentants traîtres à la patrie et hors de la loi; la troisième portait les noms de soixante-treize députés signataires d'une protestation contre le 2 septembre et le 31 mai.

Digitized by Google

Ils devaient être détenus dans une prison perpétuelle. Billaud-Varennes rejetait toute distinction et osa même dire : « Il faut que chacun se prononce et s'arme du » poignard qui doit percer les traîtres; » proposition que Robespierre lui-même repoussa en montrant une sorte de modération et demandant un simple rapport sur les signataires de la protestation : « La Convention ne doit » pas chercher à multiplier les coupables, disait-il, c'est » aux chefs de la faction qu'elle doit s'attacher. » Des amis influents des Girondins agirent auprès de Danton pour le déterminer à prendre leur défense. Il se contenta de répondre : « Moi-même je ne pourrais pas les » sauver; il y a des jours, en révolution, où le crime est » de vivre, et où il faut savoir donner sa tête quand on » vous la demande. Et la mienne aussi, on me la de- » mandera peut-être. »

Les membres des centres, complices de la politique des Girondins, s'étaient résignés lorsqu'ils avaient vu l'orateur prendre un moment de repos sans les avoir désignés. Leur illusion ne fut pas de longue durée. A peine les conclusions de la première partie du rapport avaient-elles été converties en loi, qu'Amar reprit les feuilles de son rapport, et lut ces mots : « Ceux des signataires » des protestations des 6 et 19 juin dernier (contre le 31 » mai, expulsion des Girondins), dit-il, qui ne sont pas » envoyés au tribunal révolutionnaire, seront mis en » état d'arrestation dans une maison d'arrêt, et les scel- » lés apposés sur leurs papiers. Il sera fait à leur égard » un rapport particulier par le Comité de sûreté géné- » rale. »

Il commença alors à lire les noms de soixante-treize

Digitized by Google

députés, dont la plupart étaient présents. Un morne silence régna pendant et après la lecture de ce martyrologe des Conventionnels modérés. Le décret passa aussitôt sans la moindre discussion.

Après avoir été renfermés à l'Abbaye, puis au Luxembourg, les Girondins furent enfin transférés aux Carmes, prison fameuse par le martyre des plus saintes victimes, et y marquèrent leur passage en écrivant sur les murs de froides maximes philosophiques qu'on lit encore maintenant en ce lieu, qui vient d'être rendu à sa destination primitive. Lorsqu'ils furent transportés à la Conciergerie pour subir leur jugement, ils y montrèrent l'esprit qui ne les abandonnait jamais, l'amour de la liberté et le mépris de la mort. Aux heures de réunion dans le préau, tous les autres détenus se réunissaient autour d'eux pour prendre part à leur conversation et les entendre disserter sur les difficultés de la liberté, sur les dangers de la patrie et sur les malheurs de la nation. L'acte d'accusation, qui leur fut communiqué le 22 octobre, n'était qu'une longue et amère analyse du pamphlet de Camille Desmoulins, intitulé : *Histoire de la faction girondine.* Cet acte avait été concerté entre Fouquier-Tinville, Robespierre et Saint-Just.

Les accusés acceptèrent les débats, espérant du moins avoir devant la justice un tribunal où ils pourraient prouver leur innocence. Ils ne savaient pas qu'ils avaient mérité, par leur faiblesse, lorsqu'ils étaient les maîtres, de perdre même ce faible avantage. Les juges firent appeler comme témoins leurs ennemis les plus acharnés : Hébert, Pache, Chabot, Chaumette, Montaut, Fabre-d'Eglantine, etc.

Digitized by Google

Les débats duraient depuis plusieurs jours, la parole de Vergniaud avait plus d'une fois ému l'auditoire, il fallait en finir au plus vite pour détruire ces premiers symptômes de l'opinion publique en faveur des Girondins. Le président du jury ferma les débats le 30 octobre, déclarant que les jurés étaient suffisamment éclairés. Les jurés se retirèrent aussitôt pour délibérer, et à minuit ils apportèrent un arrêt de mort contre les trente-deux accusés. Quelques-uns d'entre eux avaient abandonné leurs principes pour se montrer bons Montagnards; ils furent stupéfaits de l'arrêt prononcé contre eux. L'arrêt était à peine prononcé, qu'un des condamnés s'affaisse sur lui-même et roule couvert de sang. C'était Valazé, qui venait de se poignarder, pour ne laisser qu'un cadavre à ses ennemis : « Eh quoi! tu faiblis? » lui avait dit Brissot. — Non, je meurs, » avait-il répondu. Boileau lança son chapeau en l'air en disant : « Je suis innocent! je suis Jacobin! je suis Montagnard! »

Les condamnés quittèrent la salle d'abord en silence, puis entonnèrent la *Marseillaise*, dont le chant énergique fit trembler les voûtes de la Conciergerie. Alors commença cette nuit fameuse, qu'on a comparée à ce que le monde antique a de plus sublime. Les accusés se réunirent en un festin splendide, où ils mêlèrent les discours les plus frivoles à quelques graves réflexions. Voici ce qui fut dit de plus remarquable par Vergniaud : « Mes » amis, en greffant l'arbre, nous l'avons tué! Il était » trop vieux. Robespierre le coupe. Sera-t-il plus heu» reux que nous? Non. Ce sol est trop léger pour nourrir » les racines de la liberté civique. »

« Que ferons-nous demain à pareille heure? demanda

Digitized by Google

» Ducos. — Nous dormirons après la journée, » répondirent les plus jeunes. C'était en bravant la mort que ces prétendus génies voulaient l'attendre. On voyait que le matérialisme avait desséché tout sentiment élevé dans ces âmes. Socrate s'entretenait de l'immortalité avant de boire la ciguë; les premiers chrétiens priaient pour leurs bourreaux, demandant à Dieu qu'il daignât leur faire la grâce d'être un jour réunis avec eux dans le ciel. Les matérialistes jouent avec la mort comme des insensés. Cependant quelques Girondins avaient encore conservé certains restes de foi. « Veillons, dit Lasource, l'éternité » est si certaine et si redoutable, que mille vies ne suffi- » raient pas pour s'y préparer. » Quelques-uns se confessèrent. Fauchet, évêque constitutionnel du Calvados, revenu à de meilleurs sentiments, reçut l'absolution du vénérable abbé Emery, et entendit ensuite la confession de Sillery.

Le 31 octobre, on vit les Girondins sortir de la Conciergerie, portés dans des tombereaux, ayant au milieu d'eux le cadavre de Valazé, qui devait être conduit sur la même charrette que ses complices et inhumé avec eux. Ils entonnèrent la *Marseillaise*, et appuyèrent avec énergie sur ces paroles à double sens :

Contre nous de la tyrannie,
L'étendard sanglant est levé.

Cet hymne républicain retentit pendant qu'on exécutait les condamnés; il n'y eut enfin plus qu'une seule voix, c'était celle de Vergniaud, dont la tête tomba la dernière. En trente-une minutes, trente-deux têtes étaient tombées.

Digitized by Google

Telle fut la fin d'un grand parti, que l'on a voulu glorifier, malgré les crimes énormes qu'il avait commis. Il n'y avait pas, dans tous les Girondins, l'étoffe d'un seul homme d'Etat. Quelques idées sur la liberté, qu'ils ne surent même jamais comprendre dans sa véritable acception, puisqu'ils furent les oppresseurs de la conscience, voilà tout ce que l'on trouve chez eux; leur mort singulière a fait leur plus grande gloire aux yeux de certaines gens et jeté un voile d'oubli sur les fautes prodigieuses dont leur vie fut marquée. Ils étaient, par leur excessive faiblesse, les auteurs des massacres qui avaient déjà commencé et qui allaient continuer encore.

Le 2 novembre, la tête d'Olympe de Gouges et celle d'Adam Lieux tombaient pour de prétendus écrits contre-révolutionnaires. Le 6, le criminel duc d'Orléans dégustait, à la Conciergerie, un panier de vin d'Aï; quand le concierge ouvrit la porte pour l'appeler au tribunal révolutionnaire : « Attends, dit-il, que j'aie » achevé la bouteille; » il se leva, mit de côté deux bouteilles, et donna le reste. Quand il entendit le mot de mort, il sourit et leva les épaules. Avant de partir pour l'échafaud, il déjeûna bien et but les deux bouteilles de champagne réservées la veille. Il ne répondit que par des blasphèmes aux prières qu'on lui fit pour l'engager à se réconcilier avec le ciel (1), et lorsqu'on le conduisit à l'échafaud, il avait l'œil sec, le regard ar-

(1) Nous avons cependant un récit de l'abbé Lothinger, qui assure que Egalité céda enfin à ses sollicitations, et qu'il se confessa même avec une sorte de piété et de repentir au moment où il touchait l'échafaud. On dit qu'il espéra en la miséricorde divine, disant : « Louis XVI, qui avait tant de bonté pour moi, implorera mon pardon. »

Digitized by Google

rogant. La charrette s'arrêta dans la rue Saint-Honoré, devant le Palais-Royal. On s'est demandé pourquoi : les uns ont dit que c'était pour lui faire contempler son palais. Il est presque certain qu'il y avait des hommes apostés pour le délivrer et peut-être le proclamer chef de la République; personne ne bougea. Depuis ce moment, il s'affaissa sur lui-même jusqu'au pied de l'échafaud.

Lorsqu'il fut descendu de la fatale charrette et monté sur le plancher de la guillotine, les valets du bourreau voulurent lui tirer ses bottes : « Non, non, leur dit-il, » vous les tirerez plus facilement après; dépêchons-nous, » dépêchons-nous! » Et il regarda sans pâlir le fer de la guillotine. Cette fin fut digne de lui.

Deux jours après venait le tour de M^me^ Roland, l'âme du parti girondin. Environnée d'une foule innombrable qui criait : « A la guillotine! à la guillotine! — J'y vais, » lui dit-elle, j'y serai dans un moment; mais ceux qui » m'y envoient ne tarderont pas à m'y suivre. »

Elle avait aussi applaudi, le 10 août, à l'humiliation de Louis XVI. Elle émettait de belles maximes, dont elle ne savait pas même se faire l'application, car, en jetant ses regards sur le passé, elle se serait facilement aperçue qu'elle avait aussi, pour sa part, contribué à l'affreuse situation dans laquelle se trouvait la société; mais qui est-ce qui sait se rendre justice à soi-même? Avant de mourir, du haut de l'échafaud, là, toute vêtue de blanc, elle jeta un regard sur l'arbre de la liberté, s'inclina profondément et s'écria : « O liberté, ô liberté! » que de crimes on commet en ton nom! » Pas un mot de Dieu, tant était grande la perversion du cœur humain dans les philosophes de cette époque!

Digitized by Google

Roland, son époux, ne voulut pas lui survivre; afin de ne compromettre aucun de ses amis, il quitta la maison hospitalière où il avait reçu un asile, et alla se donner la mort sur la grande route. On le trouva percé au cœur par une épée qu'il avait appuyée contre un arbre, au pied duquel il gisait. Peu après Clavière, l'ami et le collègue de Roland au ministère, se poignarda à la Conciergerie avant de comparaître devant le tribunal révolutionnaire. Sa femme, qui était à Genève, instruite de cette mort, s'empoisonna. La femme de Rabaut-Saint-Etienne l'imita, quand elle connut le supplice de son mari.

Le savant Bailly, l'ami de La Fayette, qui avait tout sacrifié aux principes et aux idées révolutionnaires, fut aussi traîné au supplice pour avoir, dans une émeute, fait tirer sur le peuple. Il fut conduit au Champ-de-Mars, théâtre de son prétendu crime, et, en présence d'une foule immense qu'il avait nourrie lorsqu'il était maire de Paris, on le couvrit d'outrages, on l'obligea à faire plusieurs fois le tour du Champ-de-Mars, tête nue, quoique le froid fût glacial; il tomba bientôt, et on le contraignit de marcher. Comme ses membres engourdis pouvaient à peine se mouvoir : « Tu trembles, lui dit » un soldat. — Mon ami, répondit le vieillard, c'est » de froid. »

Nous avons laissé Buzot, Barbaroux, Péthion, Louvet, Valady, Guadet, Salles, débarquer dans le département de la Gironde; cette terre avait vu former leurs systèmes politiques, et ils croyaient y trouver l'appui et la force du salut; mais ils avaient été devancés à Bordeaux par deux commissaires de la Convention, qui, agitant avec

Digitized by Google

énergie le Jacobinisme et soulevant de tous côtés la terreur, étaient parvenus à comprimer les modérés. Forcés alors de chercher un asile à Saint-Emilion, ils se retirèrent dans un étroit souterrain que Mme Bouquey avait préparé pour eux. Ce souterrain avait deux issues, l'une dans la cave de la maison, l'autre par un puits de trente pieds de profondeur. Après avoir passé quelques jours dans cette sombre habitation, partageant leur temps entre la conversation et la composition de mémoires ou d'ouvrages philosophiques, les infortunés débris de la Gironde, instruits que des recherches étaient faites dans le lieu de leur retraite, se donnèrent un suprême adieu et s'en allèrent au hasard, car nul ne savait où il allait. Valady prit la route des Pyrénées, où la mort l'attendait. Barbaroux, Péthion et Buzot se dirigèrent vers les landes de Bordeaux, espérant faire perdre la trace de leur fuite; Guadet, Salles et Louvet passèrent la première journée dans une carrière; le dernier seul se dirigea sur Paris, où il sut échapper alors à la mort. Les cinq autres proscrits, réunis encore à Saint-Emilion, se séparèrent bientôt. Salles et Guadet, arrêtés, furent conduits au supplice peu après : « Et toi, qui es-tu? » demanda-t-on à Guadet. — « Je suis Guadet, faites votre office; allez, ma tête à la main, demander votre salaire aux tyrans de la patrie; ils ne l'avaient jamais vue sans pâlir, en la voyant, ils pâliront encore! »

Barbaroux, Péthion et Buzot, obligés de fuir de nouveau pour échapper aux coups des séides de la révolution, arrivèrent près de Castillon, où la fête avait réuni une multitude de personnes; se voyant observés, ils se blottirent derrière une haie, où Barbaroux, fatigué de

Digitized by Google

cette vie misérable, se tira un coup de pistolet. Il se blessa sans se tuer, et tomba ainsi entre les mains de ses ennemis, qui lui réservèrent la guillotine.

Quelques jours après la mort de Barbaroux, des bateleurs ambulants trouvèrent, çà et là, dans un champ de blé, au bord d'un bois, des chapeaux, des souliers et quelques vêtements qui recouvraient deux monceaux d'ossements humains: c'étaient les restes de Péthion et de Buzot. S'étaient-ils donné la mort? avaient-ils péri de froid ou de faim? l'un d'eux survécut-il à l'autre? furent-ils dévorés vivants? On l'ignore.

Triste destinée des choses humaines et de la politique des hommes! Les fondateurs de la République, qui l'avaient si fort acclamée lorsqu'ils avaient repoussé la royauté et condamné à mort Louis XVI, périssaient tous par cette même république qu'ils avaient enfantée. S'il est vrai que le crime ne reste jamais impuni, jamais la justice divine ne brilla d'une manière plus éclatante qu'en cette circonstance; la main de Dieu se servait, pour les châtier, des instruments qu'ils avaient eux-mêmes employés pour parvenir à leurs fins.

Suspendons un instant le récit des événements qui se passent à l'intérieur, pour porter nos regards à l'extérieur, où nous avons laissé nos armées dans la plus désastreuse situation, fuyant de toute part devant l'ennemi. Carnot avait pris d'une main très ferme les affaires de la guerre, et il voulait changer entièrement le système déplorable qui avait été suivi jusqu'alors. Rien n'était plus triste que la situation des troupes laissées fréquemment sans fournitures, bien qu'elles coûtassent des sommes énormes à la nation. Le soldat était sans souliers, sans

Digitized by Google

vêtement, souvent sans autre pain que celui qu'il prenait chez les bourgeois. L'indiscipline la plus grande, la licence la plus effroyable régnaient dans tous les rangs; les clubs formés dans tous les régiments, où les chefs étaient jugés, dénoncés et destitués, jetaient la plus étrange confusion dans la hiérarchie. Dans ces violentes discussions, les soldats acquéraient une grande audace; mais, s'il y avait des actes héroïques, il ne pouvait y avoir de profondes combinaisons. Aussi, avec quel dédain, avec quel découragement les officiers généraux, habitués à commander à des troupes bien disciplinées, parlaient de ces véritables cohues militaires! Les fournisseurs, les charretiers volaient les vivres, se faisaient payer ce qu'ils n'avaient point fourni, et recevaient sans scrupule des sommes énormes pour des fournitures qui n'étaient pas sorties de leurs magasins.

Carnot, en travaillant à remédier à ces désordres, s'occupait aussi de la conduite de la guerre; il pensait qu'il fallait porter les masses successivement sur divers points et attaquer ainsi les uns après les autres les différents corps des ennemis, afin de mieux connaître l'endroit le plus vulnérable de ses adversaires.

Les périls de la République n'étaient plus si grands; la coalition redoutable formée contre la France commençait, sinon à se dissoudre, du moins à s'affaiblir tellement, qu'il n'y avait plus ni concert ni vivacité dans l'attaque. Nous avons déjà eu lieu de nous étonner de la marche suivie par les alliés, qui, après avoir remporté une victoire, au lieu de pousser avec fermeté des ennemis déjà vaincus, retournaient sur leurs pas.

Si le défaut de génie nuisait aux opérations des alliés,

Digitized by Google

la rivalité des cabinets entre eux ne contribuait pas moins à arrêter les progrès que leurs armées auraient pu faire. L'Autriche et la Prusse, qui semblaient mettre l'intérêt des trônes au-dessus de tous les autres, avaient principalement en vue l'agrandissement de leurs provinces. La France et la Pologne étaient, à leurs yeux, deux Etats destinés à périr, et dont ils voulaient s'arracher les lambeaux. C'est ce qui les rendait faibles devant une nation qui se levait, combattait et mourait pour défendre son indépendance et sa liberté.

La France, encore trop forte pour être domptée, semblait alors destinée à s'affaiblir tellement par ses dissensions intestines, qu'en différant de porter la guerre jusqu'au centre du pays, on ne faisait que se préparer une conquête facile. Les étrangers disaient alors avec complaisance cette maxime triviale que nous avons entendu répéter de notre temps : *Laissons bouillir la France dans son jus, bientôt elle tombera en lambeaux.* La Pologne, d'ailleurs, conviait la Prusse et l'Autriche à porter leurs regards de ce côté. La Russie, prétextant la nécessité de maintenir la Turquie et la Pologne au sud, n'avait pas envoyé sur les bords du Rhin ses soldats, qu'elle voulait utiliser pour son avantage personnel. La Prusse et l'Autriche se demandaient quelles seraient les destinées de la Pologne, et voulaient être prêtes à profiter de sa chute.

En Belgique le prince de Cobourg, occupé principalement de raffermir la puissance autrichienne, croyait qu'il n'était pas prudent de marcher en avant tant que l'esprit démagogique n'aurait point disparu. Cependant tout semblait inviter Cobourg à s'avancer dans l'intérieur de la France ; rien ne paraissait capable de lui résister

Digitized by Google

après la bataille de Nerwinde. Dampierre qui, par l'ordre de la Convention, avait tenté de le vaincre entre Maubeuge et Saint-Amand, vint se briser cinq fois contre les bataillons de Clairfayt. A la sixième attaque, désespéré d'être vaincu, il s'élança à cheval sur une redoute : « Où courez-vous, mon père? lui crie son fils; » vous allez à une mort inutile et certaine. — Oui, mon » ami, lui répond son père, mais j'aime mieux mourir » au champ d'honneur que sous le couteau de la guil- » lotine. » Ces mots étaient à peine prononcés, qu'un boulet lui emporta la cuisse et le jeta expirant sur la poussière. Bientôt la chute de Condé et de Valenciennes était venue ajouter de nouveaux lauriers à la gloire de nos ennemis.

L'Autriche ayant déclaré qu'elle voulait garder ces places pour elle-même, afin de fortifier les frontières méridionales de ses provinces des Pays-Bas, le roi de Prusse en fut outré; c'est sans doute ce qui détermina le duc de Brunswick à demeurer plutôt en expectative qu'à se montrer en campagne, après la prise de Mayence, lorsque tout semblait lui ouvrir l'entrée de la France. Il y eut même des pourparlers de paix entre Custine et Biron, généraux français, et l'agent confidentiel du roi de Prusse, l'habile et insinuant Lucchesini. Le roi de Prusse quitta alors son armée du Rhin pour se rendre en Pologne.

L'Angleterre seule s'obstina à combattre contre la France. Deux motifs surtout l'engageaient à la lutte : elle voulait abattre sa rivale sur mer; elle espérait s'emparer des îles que nous possédions dans les Indes, dans les mers de l'Amérique; elle désirait avoir un port sur

Digitized by Google

nos côtes du nord-ouest, et portait ses vues jusque sur notre grand port militaire du midi, sur Toulon, dont l'occupation aurait pu la rendre maîtresse de la Méditerranée.

Pitt, qui est désormais le seul redoutable adversaire de la révolution française, s'était fait des alliés dans toutes les contrées de l'Europe. Il était facilement parvenu à s'attacher l'Espagne, dégagée des liens du pacte de famille depuis la mort de Louis XVI; la Russie et la Hollande lui répondaient de la Suède et du Danemarck; la Prusse, l'Autriche, les princes de l'Empire, Naples, Venise, la Turquie, étaient ses alliés déclarés, ou du moins séparaient leurs intérêts de ceux de la France. Les Cantons suisses, à son instigation, faisaient arrêter les envoyés français et les livraient à l'Autriche.

L'Angleterre avait aussi ses soldats sur le champ de bataille. Le duc d'York, fils du roi, prince brave, capitaine distingué, commandait à l'extrémité de la ligne droite de Cobourg, et avait sous ses ordres une armée anglo-hollandaise, renforcée de quelques corps autrichiens et hessois. Convaincu qu'il serait facile de franchir la Somme, le seul obstacle qui pût arrêter l'armée ennemie jusqu'à Paris, le duc d'York voulait qu'on marchât en avant. Mais ce n'étaient point là les desseins des coalisés. Pitt lui-même, malgré ses grandes idées, connaissant peut-être trop bien les vues de ses alliés, et désirant se rendre maître de l'un de nos ports importants, demanda le siége de Dunkerque.

L'armée anglo-hollandaise, sous les ordres du duc d'York, se divisa alors en deux corps, dont l'un s'avança, avec le prince, par Furnes, jusque sous les murs

Digitized by Google

de Dunkerque, et l'autre se plaça à Hondschoote, pour empêcher l'arrivée de tout secours dans la place. Ces deux corps, forts d'environ trente-six mille hommes chacun, étaient liés à l'armée du prince de Cobourg par celle du prince d'Orange, forte de seize mille hommes.

La Convention, pour sauver à tout prix la place de Dunkerque, qu'elle savait peu fortifiée, fit réunir les différents corps de troupes du voisinage, y joignit quinze mille hommes de l'armée du Rhin, et forma, sous les ordres du général Houchard, une armée de près de soixante mille hommes. Se trouvant ainsi infiniment supérieur à tous les corps des ennemis, qui étaient trop éloignés pour se secourir mutuellement, Houchard pouvait les attaquer les uns après les autres et remporter plusieurs victoires successives.

La marche la plus hardie, celle qui avait été conseillée, était de passer entre le prince d'Orange et le maréchal Freytag, qui commandait à Hondschoote, et de prendre l'armée assiégeante en queue. Elle eût été indubitablement écrasée, car elle eût été exposée au feu des Français de trois côtés : du côté de la ville, où la garnison montrait le plus grand courage; du côté de la mer, par notre flottille adossée contre la côte; et enfin du côté de Furnes, par l'armée de Houchard; le quatrième côté était fermé par des marais. Houchard, jugeant cette attaque trop hardie et trop périlleuse, peut-être parce qu'il pouvait alors être pris en queue par Freytag et le prince d'Orange, et par la flotte anglaise attendue depuis longtemps, préféra attaquer l'armée placée à Hondschoote.

L'armée française, forte de cinquante à soixante mille hommes, marcha sur les avant-postes ennemis, occupa

Digitized by Google

presque sans résistance le village de Rexpoëde, et fit prisonniers le maréchal Freytag, qui était blessé, et le prince Adolphe, fils du roi d'Angleterre. Walmoden, informé de cet échec, marcha pendant la nuit sur Rexpoëde, reprit les illustres prisonniers, et faillit, à son tour, se rendre maître du général Houchard, notre commandant en chef, et de deux commissaires de la Convention. Nos troupes, saisies d'une terreur panique, furent vainement ramenées contre Rexpoëde par Jourdan; elles furent encore repoussées avec quelques pertes. Walmoden replia alors sa division sur Hondschoote, qui était parfaitement fortifiée.

Le camp des Anglais, placé sur une hauteur, était couvert sur son front par des travaux considérables, et sur le derrière par des marais, praticables seulement par une chaussée que les ennemis pouvaient couper à leur gré.

Après avoir étudié la position des Anglais, Houchard résolut de l'attaquer et divisa ses troupes en trois corps, plaça la gauche sous les ordres de Jourdan, la droite sous ceux de Colaud, et se réserva le centre. Les Anglais s'étaient couverts par des batteries qui balayaient les routes que devaient suivre nos différents corps; Houchard, dans la crainte de s'engager témérairement, s'avançait lentement, répondant à l'ennemi par un feu bien nourri, défendant en même temps à un corps de précéder l'autre. On faisait sans doute des progrès, mais avec tant de lenteur, qu'on devait s'attendre que la journée serait finie avant d'avoir obtenu un résultat définitif. Levasseur, commissaire conventionnel, militaire ignorant, outré de dépit, voulut lui-même se mettre à la tête des

Digitized by Google

colonnes et se jeta à l'eau. Un boulet ayant tué son cheval : « Marchez toujours, dit-il à la colonne, je serai à la » redoute avant vous. » Il sauta sur un autre cheval, et en un moment se retrouva à la tête de la colonne. Rencontrant Jourdan, il l'interrogea pour savoir ce qu'il y aurait à faire : « Qu'allons-nous devenir avec un pareil » chef? s'écriait Jourdan; il y a deux fois plus de monde » pour défendre Hondschoote que nous n'en avons pour » l'attaquer. — Jourdan, lui dit Levasseur, vous êtes mi- » litaire, dites-moi ce qu'il y a à faire, et cela sera fait. » — Une seule chose, répondit Jourdan, et nous pouvons » vaincre encore : cesser le feu qui nous décime sans » affaiblir l'ennemi, battre la charge sur toute la ligne » et marcher à la baïonnette. »

A l'instant les commissaires de la Convention donnent l'ordre de cesser le feu sur tout le front des Français, et toutes nos colonnes s'avancent au pas de course, la baïonnette en avant. Quatre mille officiers ou soldats restent dans les chemins creux; mais peu importe aux commissaires, ce n'est pas de sang français qu'ils sont avares, mais, avides de triomphe, ils veulent vaincre à quelque prix que ce soit. Bientôt, en effet, l'ennemi est repoussé de toute part; le vieux château d'Hondschoote s'écroule sous le feu de nos canons et de nos obus; des centaines de cadavres et le corps du général Cochenhausen comblent les fossés de la place.

La victoire eût été complète si Houchard, au lieu de passer deux jours à Hondschoote, se fût, selon l'avis des commissaires et de Jourdan, porté sur la route de Furnes. Par cette manœuvre il renfermait le corps de siége du duc d'York entre Furnes et Dunkerque. Pas

Digitized by Google

un Anglais n'eût échappé, car la mer était aux Français, qui n'avaient pas à craindre cette fois d'être attaqués sur leurs derrières. Houchard laissa les Anglais lever paisiblement le siége de Dunkerque et se retirer par les dunes jusqu'à Furnes, sans brûler une amorce pour les arrêter.

Au milieu de l'enivrement de la joie que causaient à Paris la levée du siége de Dunkerque et la victoire d'Hondschoote, on apprit la chute du Quesnoy. A cette fâcheuse nouvelle en succéda rapidement une autre. Houchard, qui était encore commandant-général de l'armée, avait prescrit à la garnison de Lille de se porter du côté de Menin, point sur lequel il se dirigeait lui-même, espérant écraser les différents corps hollandais dispersés dans les cantonnements voisins. Au lieu de marcher avec rapidité, Houchard, toujours fidèle à sa vieille méthode, ne s'avança qu'en tâtonnant, et donna ainsi le temps au général ennemi Beaulieu de le joindre. Une attaque inattendue par le flanc jeta un tel désordre parmi nos troupes, qu'un *sauve-qui-peut* perfide mit notre armée en fuite, et nous laissâmes un grand nombre de morts sur le champ de bataille. Cette conduite fut déférée comme une trahison par la Convention au tribunal révolutionnaire : « Houchard est coupable de n'a» voir vaincu qu'à demi; l'armée est républicaine, elle » verra avec plaisir qu'un traître soit livré à la justice, » et que les représentants du peuple veillent sur les gé» néraux. »

L'infortuné Houchard monta à l'échafaud avec l'intrépidité d'un soldat et le calme d'un homme innocent. Tout son crime était son âge et son éducation militaire. Sa

Digitized by Google

mort apprit aux généraux que les commissaires de la Convention seraient désormais les commandants en chef, et qu'on ne leur désobéirait pas impunément.

Carnot, effrayé de ces revers, qui nous replaçaient dans la position dangereuse dont la victoire de Hondschoote nous avait fait un instant sortir, fit placer Jourdan à la tête de l'armée du Nord, et lui demanda ses plans de campagne. Jourdan, simple chef de bataillon quelques mois auparavant, avait mérité d'être élevé au grade de commandant-général par les grandes opinions qu'il avait développées et par le courage qu'il avait montré à Hondschoote. Il pensait qu'il fallait cesser de faire la guerre comme on l'avait conduite jusqu'alors; qu'au lieu de garder toutes les routes, de mettre un faible corps en présence de tous les détachements ennemis, il était nécessaire de masser nos soldats et de les porter sur les points les plus importants de nos adversaires, convaincu qu'en écrasant la tête de l'hydre, les faibles convulsions des membres seraient bientôt anéanties. Carnot, qui partageait entièrement ces idées, se rendit lui-même à l'armée du Nord, afin d'organiser le mouvement et de fixer les opérations.

Les coalisés, après la levée du siége de Dunkerque, s'étaient retirés en arrière entre la Meuse et la mer, sur les lignes de la Lys, de la Scarpe, de l'Escaut et de la Sambre. Maîtres de Valenciennes, de Condé et du Quesnoy, il ne leur fallait plus que Maubeuge pour avoir un passage absolument libre sur la capitale.

Maubeuge, que l'ennemi voulait prendre, était défendu par une forte garnison, sous les ordres du général Chancel, et par un camp retranché de vingt-cinq mille

Digitized by Google

hommes, commandés par le vieux général Ferrand; mais, malgré ses nombreux défenseurs, la place eût été facilement emportée, si elle n'eût été secourue.

Jourdan et Carnot massèrent cinquante mille hommes du côté de Lille, afin de faire face aux ennemis qui se trouvaient de ce côté, et s'avancèrent avec une armée à peu près d'égale force vers Maubeuge. Si le prince de Cobourg eût été un stratégiste plus hardi, il eût marché aussitôt avec toutes ses forces contre Jourdan, et l'eût infailliblement écrasé; mais, craignant de perdre les premiers travaux du siége, il laissa environ trente mille hommes autour de la place et marcha sur Wattignies avec trente mille hommes. La position qu'il avait choisie était extrêmement forte ; il pouvait espérer d'arrêter là les Français et de les contraindre à se briser contre une ligne formidable de canons et de redoutes. Jourdan comprit cette faute, vit qu'en sacrifiant du monde il pourrait triompher à Wattignies, et qu'avec son armée victorieuse il lui serait facile de vaincre les troupes laissées dans les retranchements de Maubeuge, qui se trouveraient prises entre deux feux, entre celui de la garnison et du camp de vingt mille hommes, et celui de l'armée principale.

Jourdan, au lieu de se porter directement sur Wattignies, au risque de laisser ouverte la route de Guise, aima mieux diviser son armée en cinq colonnes, afin d'attaquer sur différents points et de garder toutes nos routes. « A sa gauche, il détacha la division Fromentin sur Saint-Waast, avec ordre de marcher entre la Sambre et la droite de l'ennemi. Le général Balland, avec plusieurs batteries, dut se placer au centre, en face de

Digitized by Google

Dourlens, pour contenir Clairfayt par une forte canonnade. Le général Duquesnoy s'avança avec la droite sur Wattignies, qui formait la gauche de l'ennemi, un peu en arrière de la position centrale de Doulers : ce point n'était occupé que par un faible corps. Une quatrième division, celle du général Beauregard, placée encore au-delà de la droite, dut seconder Duquesnoy dans son attaque sur Wattignies. Ces divers mouvements étaient peu liés et ne portaient pas sur les points décisifs; ils s'effectuèrent le 15 octobre au matin. Le général Fromentin s'empara de Saint-Waast; mais n'ayant pas pris la précaution de longer les bois pour se tenir à l'abri de la cavalerie, il fut assailli et rejeté dans le ravin de Saint-Remy. Au centre, où l'on croyait Fromentin maître de Saint-Waast, et où l'on savait que la droite avait réussi à s'approcher de Wattignies, on voulut passer outre, et, au lieu de canonner Dourlens, on songea à s'en emparer (1). »

Cette attaque avait eu lieu contre l'avis de Jourdan, qui, se sentant piqué par le mot de lâche sorti de la bouche de Carnot, s'était élancé à une mort presque certaine contre un rocher inaccessible. Balayé par une redoutable artillerie, il était revenu presque seul.

Tout le centre et la gauche de l'armée française avaient été repoussés; la droite seule était parvenue à se rapprocher de Wattignies et avait fait connaître de la sorte quel était le point le plus vulnérable des ennemis. Une fois maître de Wattignies, la position de Doulers tombait nécessairement. Jourdan fit passer de nouvelles forces

(1) Thiers.

Digitized by Google

sur sa droite, et continua cependant à faire des démonstrations à son centre et à sa gauche.

Le lendemain, 16 novembre, le plateau de Wattignies fut enfin occupé par notre droite. Le prince de Cobourg, craignant alors que la garnison et le camp retranché qui se trouvait sous la forteresse de Maubeuge ne perçassent ses lignes et ne vinssent à lui couper la retraite, se retira et leva le siége. S'il avait eu plus de constance, s'il eût attendu l'arrivée du duc d'York, qui venait à son secours, Cobourg aurait pu se maintenir et même mettre notre armée en péril; mais il craignait Chancel et le général Ferrand, qui ne firent rien pendant cette journée. S'ils eussent opéré le mouvement que Cobourg redoutait, la victoire eût été complète. La faute de ces deux généraux retomba tout entière sur Chancel, qui porta sa tête sur l'échafaud.

L'armée du Rhin avait aussi ses revers, qui devaient bientôt être effacés par de brillants succès. Nous avons abandonné nos troupes de ce côté à la chute de Mayence; elles occupèrent ce qu'on nomme les fameuses lignes de Weissembourg. Il faut les connaître pour se former une juste idée de nos moyens de défense de ce côté. La crête des Vosges peut être considérée comme une fortification naturelle presque infranchissable, à l'exception de certains défilés semblables aux gués d'une grande rivière. Si l'on tourne les montagnes des Vosges vers le nord, on rencontre la Sarre, qui se jette dans la Moselle et présente une barrière facile à défendre; si, au contraire, on suit le Rhin pour remonter du côté de Strasbourg et du département du Haut-Rhin, on est tout à coup arrêté par la Lauter, qui s'échappe du flanc des montagnes des

Digitized by Google

Vosges et va se jeter dans le Rhin. Une armée postée sur la crête des Vosges peut aisément observer les mouvements de l'ennemi, et a plus de temps qu'il ne lui en faut pour le prévenir, qu'il se porte à droite ou à gauche des montagnes, pour se diriger soit sur la Lauter, soit sur la Sarre. Cinq forteresses commandent cette ligne, savoir : Saarbruck, Hornbach, Kettrick, Weissembourg et Lauterbourg. Nous étions maîtres de ces lignes, et nous avions une armée de soixante mille hommes.

Les Prussiens et les Autrichiens, occupant les deux versants des Vosges, désiraient pousser en avant et essayer d'emporter quelque passage des montagnes; mais le roi de Prusse, mécontent de ce que les Autrichiens, ses alliés, voulaient conserver Condé et Valenciennes, mettait une extrême lenteur dans toutes ses opérations; ce ne fut qu'après son départ pour la Pologne que le duc de Brunswick poussa la guerre avec plus de vigueur.

Wurmser, qui occupait le versant oriental des Vosges, voulant s'emparer du poste important de Bodenthal vers la Haute-Lauter, dirigea sur ce point, à travers des montagnes affreuses, un corps de quatre mille Autrichiens, et s'en rendit maître. Le 12 septembre, après un échec éprouvé par nos généraux Dubois, Desaix et Michaud, une attaque combinée fut résolue pour le 14 contre Bodenthal et contre Pirmasens, afin de nous remettre en possession de ces avantageuses positions. L'attaque du général Ferrette, sur le premier de ces défilés, réussit si complétement, que les Autrichiens furent obligés de reculer et de nous l'abandonner. L'attaque de Pirmasens fut désastreuse par l'ineptie des commissaires de la Convention qui, après une première tentative malheu-

Digitized by Google

reuse, ordonnèrent aux généraux de faire avancer trois colonnes; elles furent exposées à un feu de mitraille qui les contraignit de se replier après une perte de quatre mille hommes, tant tués que blessés ou prisonniers, en abandonnant vingt-deux pièces de canon. Si le général prussien eût profité de ce succès, il se fût très facilement emparé du camp de Hornbach et eût détruit nos forces sur ce point; mais il s'arrêta et prit de nouvelles mesures pour enlever les lignes de Weissembourg, délai dont nos officiers profitèrent pour se retirer en arrière d'Hornbach, à Bitche, dans le centre des montagnes, et se couvrir de la Sarre. L'armée de la Moselle ayant alors été séparée de celle du Rhin et rejetée jusqu'à Sarreguemines, il était facile aux Austro-Prussiens de s'avancer sur notre territoire et d'isoler Weissembourg, qui devait ensuite tomber. Mais ils divisèrent leurs forces, et tandis que les Prussiens (13 et 14 octobre) s'avançaient le long de la ligne des Vosges jusqu'à Bitche, bien en-deçà de Weissembourg, les Autrichiens attaquaient la ligne de la Lauter sur sept colonnes. Après des succès balancés, ils parvinrent à se rendre maîtres de Weissembourg, et forcèrent nos troupes à se retirer sur Geisberg, qui était bien plus fort et semblait une position inexpugnable. A la nouvelle que les Prussiens s'étaient approchés de Bitche, le général français se replia sous Haguenau, abandonnant ainsi une partie de notre territoire aux alliés.

Bientôt après Wurmser, alsacien de naissance, entra triomphalement à Haguenau, sa patrie, jeta la terreur dans tout le pays, et produisit une certaine agitation à Strasbourg, où l'esprit républicain avait fait peu de pro-

Digitized by Google

grès. Les principales familles, dévouées à la royauté, s'étaient mises en rapport avec l'étranger et avaient consenti à faire ouvrir les portes de ce boulevard de la France à l'est, à la seule condition que les alliés en prendraient possession au nom de Louis XVII; mais le complot fut découvert, ce qui conduisit à la guillotine soixante-dix habitants de Strasbourg, les uns convaincus, les autres soupçonnés seulement de royalisme.

Cependant les Autrichiens environnaient Landau, dont la chute prochaine était annoncée comme certaine et dans le plus bref délai. Dans l'espoir de débloquer Landau comme il avait débloqué Dunkerque et Maubeuge, le Comité de salut public envoya Lebas et Saint-Just en Alsace pour effrayer, par la mort, la trahison ou la faiblesse. On vit tous les excès de tyrannie qu'on puisse imaginer. Tout individu à qui le comité révolutionnaire de Strasbourg refusait une carte civique, fut déclaré suspect et emprisonné; non-seulement les nobles, mais encore les notaires, les banquiers, les agents de change furent arrêtés, leurs papiers saisis, leurs affaires interrompues. Un emprunt forcé de neuf millions fut imposé aux riches de la ville. Un négociant, imposé à 250,000 francs, n'ayant pu trouver dans les vingt-quatre heures cette somme exorbitante, fut exposé pendant six heures sur l'échafaud. Voici ce que nous apprend une lettre d'un représentant :

« La terreur est à l'ordre du jour, l'aristocratie est » terrassée, le tribunal révolutionnaire et le tribunal mi- » litaire exercent enfin la vengeance d'une nation dont » la patience n'a duré que trop longtemps. Saint-Just et » Lebas rivalisent avec nous dans les mesures sévères.

Digitized by Google

» Nous avons fait déporter presque tout l'état-major de » la garde nationale ; nous avons ordonné l'arrestation » de presque tous les banquiers, agents de change, no- » taires, etc. Les riches égoïstes et les accapareurs qui » refusent d'obéir à la loi salutaire du maximum sont » frappés par la justice vengeresse. La guillotine est en » permanence; le peuple des sans-culottes s'éveille, et » son réveil est terrible. Envoyez-nous une colonie de » Montagnards de Paris pour propager sur cette fron- » tière l'amour brûlant de la république.

» Quatre ou cinq cents émigrés ont été faits prison- » niers et vont être exécutés à Strasbourg. Il était temps » que Saint-Just vînt auprès de cette malheureuse ar- » mée et qu'il portât de vigoureux coups de hache au » fanatisme des Alsaciens, à leur indolence, à leur stu- » pidité allemande, à l'égoïsme, à la cupidité, à la per- » fidie des riches. Autrement c'en était fait de ces beaux » départements. Il a tout vivifié, ranimé, régénéré. Pour » achever cet ouvrage, il nous arrive une colonne d'apô- » tres révolutionnaires, de solides sans-culottes. Sainte » guillotine est dans la plus brillante activité, et la bien- » faisante terreur produit ici, d'une manière miracu- » leuse, ce qu'on ne devait pas espérer, d'un siècle au » moins, par la raison et la philosophie. Quel rude gail- » lard que ce garçon-là! La collection de ses arrêtés sera » sans contredit un des plus beaux monuments histori- » ques de la révolution (1). »

Pour seconder les conventionnels, deux nouveaux

(1) Lettre de Guyardin, membre de la Convention. — Dépêches des représentants en mission.

Digitized by Google

néraux furent envoyés à la tête des armées du Rhin et de la Moselle. Ces deux généraux étaient Pichegru et Hoche, qui firent renaître l'espérance parmi nos soldats. « Nous allons être commandés comme des Français doi- » vent l'être, » écrivait-on de l'armée après avoir été passé en revue par les deux généraux. « Pichegru a la » gravité du génie. Hoche est jeune comme la révolu- » tion, robuste comme le peuple; son regard est fier et » élevé comme celui de l'aigle. »

Après avoir servi, dans un couvent de moines de la petite ville d'Arbois, de répétiteur de mathématiques, et avoir pris part, comme simple soldat, à la guerre d'Amérique, Pichegru, rentré dans sa patrie, avait été nommé président du club de Besançon, où un bataillon sans chef, en passant en 1791 par cette ville, le prit pour son commandant. En deux ans il était parvenu, par sa valeur et son énergie, au grade de général de division. L'obscurité de son origine, ses principes de liberté, paraissant donner des garanties à la République, Robespierre et Collot-d'Herbois se firent ses protecteurs. En prenant le commandement de l'armée du Rhin, il écrivit ces mots : « Je jure de faire triompher la Montagne. » Paroles qu'il devait bientôt démentir en voulant s'élever à la dictature par la gloire dont il couvrait la République.

Hoche, beau, jeune, martial, d'une stature élevée, avait fait une étude profonde de l'art militaire; engagé dans les gardes-françaises à seize ans, il faisait à demi-solde le service de ses camarades, afin de se procurer des livres qu'il dévorait pendant une partie de ses nuits. Envoyé à Paris après la défection de Dumouriez, il avait étonné le Comité de salut public par ses réponses, ce qui

Digitized by Google

lui valut le grade d'adjudant-général. La brillante défense de Dunkerque et de savantes manœuvres sur Furnes et sur Ypres, pour réparer les fautes de Houchard, lui méritèrent le commandement général de l'armée de la Moselle.

Le Comité de salut public, déterminé à reprendre les lignes perdues et à repousser les Prussiens et les Autrichiens au-delà de nos frontières, comprit que, pour réussir, il fallait réunir les deux armées du Rhin et de la Moselle, et attaquer d'abord l'ennemi sur l'un des versants des Vosges pour le déloger ensuite de l'autre. Le jeune Hoche, qui avait montré tant de talent et de courage, reçut l'ordre de se saisir des passages des montagnes, préliminaires indispensables aux opérations qu'on voulait exécuter. A son approche le duc de Brunswick, qui s'était avancé jusqu'à Bitche et avait inutilement tenté de se rendre maître de cette place, opéra un mouvement de retraite sans en avertir Wurmser, jeté ainsi en flèche sur le versant oriental, à la hauteur de Strasbourg. Brunswick, après s'être retiré à Bisengen sur la ligne d'Erbach, jugeant, par les mouvements de Hoche, que ce capitaine avait l'intention d'occuper Kayserslautern, au centre des Vosges, l'y précéda et s'y établit de manière à ne pouvoir y être forcé. Et, en effet, les efforts du général républicain n'eurent aucun succès. Le général Ambert, qui devait soutenir Hoche dans son attaque, s'égara dans les montagnes, en sorte que celui-ci fut obligé de supporter seul le choc. Malgré une perte de trois mille hommes, Hoche ne rallia pas moins avec une grande dextérité toute son armée, et vint occuper les postes avantageux de Pirmasens, Hornbach et Deux-Ponts.

Digitized by Google

Convaincu de l'impossibilité d'emporter de front la position du duc de Brunswick, et d'ailleurs soutenu de toute la confiance des commissaires de la Convention, Hoche forma le dessein de franchir les Vosges et de s'unir à l'armée du Rhin pour repousser les Autrichiens qui s'étaient beaucoup avancés sur le penchant oriental des montagnes. Par une habile manœuvre, un corps de douze mille hommes franchit la crête des Vosges au Werdt et tomba sur le flanc de l'armée autrichienne, tandis que l'armée du Rhin l'attaquait de front. Cette double attaque, parfaitement combinée, réussit complétement, et contraignit d'abord les Autrichiens à abandonner les lignes de la Motter et à se replier sur Sultz, d'où l'armée ennemie, après avoir perdu beaucoup d'hommes et de canons, fut débusquée; obligée de rétrograder de nouveau, elle se mit à couvert derrière les lignes redoutables de Weissembourg.

Au milieu de ce danger commun, les deux armées alliées, au lieu de se prêter un mutuel appui, rongées par la jalousie, semblaient se réjouir des désastres l'une de l'autre. Les commissaires de la Convention concentraient, au contraire, le pouvoir et réunissaient le commandement sous les ordres de Hoche, qui ordonna de marcher en avant afin de reprendre les lignes de Weissembourg, devant lesquelles les Prussiens et les Autrichiens s'étaient retirés, dans le dessein arrêté d'accepter le combat. Hoche ordonna au général Desaix, qui commandait la droite, de s'emparer de Lauterbourg; Michaud fut dirigé à la tête de la gauche sur Schleithal; le centre se porta sur le Geisberg, pour refouler les Autrichiens jusqu'à Weissembourg. Tous ces mouvements

Digitized by Google

eurent un plein succès, et si le duc de Brunswick n'eût déployé la plus grande énergie pour arrêter un moment les Français, c'en était fait de l'armée autrichienne. Les alliés repassèrent la Lauter sans de trop grandes pertes, et se replièrent, les Prussiens sur Bergzabern, et les Autrichiens sur Gemersheim; les Français occupèrent ainsi Weissembourg et demeurèrent maîtres de ses lignes. Landau fut ainsi débloqué, et nos armées prirent leurs quartiers d'hiver, fières d'avoir chassé l'ennemi du sol de la France. Les conventionnels terroristes ont voulu attribuer ces succès à Saint-Just; mais les mémoires militaires qui racontent la campagne de 1793, ne lui attribuent aucun conseil, aucune détermination, aucun acte dont l'influence heureuse se laisse apercevoir dans l'armée. C'est même son titre de gloire, car la plupart des conventionnels envoyés en mission nuisaient aux opérations militaires. Dans le dessein de les flatter et d'obtenir par eux de l'avancement, les officiers subalternes négligeaient les ordres de leurs généraux pour prendre ceux des commissaires de la Convention. Ainsi le commandant d'une division ne prévenait pas le général en chef que le prince de Waldeck avait passé le Rhin, mais il en informait la société populaire de Strasbourg et lui demandait de quel côté il fallait attaquer. Il serait difficile de dire quel désordre une telle manière d'agir jetait dans les rangs de l'armée, qui ne présenta bientôt qu'indiscipline.

L'armée d'Italie aurait pu être alors exposée aux plus grands dangers, si les troupes du roi de Sardaigne, unies aux Autrichiens, avaient eu plus d'intelligence de la guerre. Il suffisait de se porter, par un coup hardi, sur le

Digitized by Google

Var, de couper ainsi nos communications avec la France en se reliant avec les Anglais et les Espagnols. Alors maîtres de Toulon, nos ennemis empêchaient la délivrance de cette ville, contraignaient nos légions à évacuer le comté de Nice ou à périr, et se rendaient ainsi, presque sans coup férir, maîtres de tout le pays que les Français occupaient au-delà du Var. Mais, au lieu de suivre ce plan si rationnel, au lieu de se porter vivement et en masse sur notre camp, le roi de Sardaigne divisa ses troupes en trois corps et l'attaqua sans vigueur de trois côtés, pendant que le commandant des forces autrichiennes essayait de se porter sur le Var. Le commandant commit la même faute que le roi de Sardaigne; il prit seulement quatre mille hommes, les conduisit avec mollesse, et après une faible tentative il se retira, nous laissant maîtres du territoire dont nous nous étions emparés.

Toulon, notre port militaire le plus important, était alors entre les mains des ennemis les plus acharnés du nom français, au pouvoir de cette nation anglaise qui se couvre du masque de la liberté et de l'amour des opprimés pour satisfaire son égoïsme. Toulon, comme la plupart des villes du Midi, avait embrassé avec chaleur les premiers mouvements de 89. C'était aussi bien de son sein que de celui de Marseille qu'étaient parties ces bandes de Marseillais, déplorables causes de tant d'agitation dans Paris et de la funeste journée du 10 août. Aussi le jacobinisme y avait longtemps dominé et y avait produit de tels excès, que la population honnête en fut révoltée. La garde nationale se réunit en armes, attaqua la Commune jacobine, la renversa et lui substitua des autorités

Digitized by Google

plus sages. Il est rare qu'on soit assez modéré dans le triomphe. Les Toulonnais, vainqueurs du jacobinisme, ne se contentèrent pas de lui ôter l'autorité de la ville, ils exercèrent encore des représailles. Il en résulta une lutte sanglante entre la garde nationale et les ouvriers du port, qui s'étaient déclarés en faveur des Jacobins; mais la garde nationale remporta la victoire. Elle avait les regards fixés sur Lyon et sur Marseille, qui avaient secoué le joug tyrannique de la Convention. Délivrée de l'écume qui la souillait, la population saine de Marseille avait vu avec horreur les excès auxquels la Convention se laissait entraîner et avait repoussé la tyrannie.

Le général Carteaux triompha facilement de cette résistance, et quand il entra à Marseille, il y commit des excès inouïs qui épouvantèrent la population. Dix mille habitants de Marseille coururent à Toulon pour se mettre à couvert des persécutions. Mais, pour échapper aux coups de la Convention, il fallait absolument arborer un autre drapeau que le sien et avoir un puissant appui. La circonstance paraissait d'autant plus favorable pour exécuter ce hardi projet, que les Anglais et les Espagnols déployaient leurs couleurs à l'entrée du port et se présentaient comme les amis de la population. La flotte, qui aurait pu seule contenir la place, était alors sous le commandement de deux chefs divisés, dont l'un penchait pour le royalisme et l'autre pour la république modérée. On doit rendre cet hommage à la ville de Toulon que, pendant longtemps, elle manifesta une répugnance d'autant plus vive pour l'intervention des Anglais, que cette ville, plus qu'aucune autre place maritime, les détestait. Mais elle se trouva bientôt dans une telle situation, qu'il

Digitized by Google

ne lui resta d'autres ressources que de se soumettre à cette fâcheuse nécessité, pour échapper aux coups des révolutionnaires. Lorsque la colonne de Carteaux eut fait ses exécutions à Marseille, elle se dirigea vers Toulon pour en exécuter de plus atroces encore. A son approche, Toulon se souleva comme un seul homme et appela sans hésitation les Anglais et les Espagnols, ne doutant pas que ce ne fût là servir les véritables intérêts de la patrie. Toulon sauvegardait en effet l'indépendance du pays, car il faut observer qu'en appelant les étrangers dans leur ville, les Toulonnais avaient exigé non-seulement la conservation de leur qualité de Français, mais qu'ils avaient imposé comme condition le rétablissement de la constitution de 1791 avec Louis XVII. C'était invoquer le seul principe de salut qui pût faire sortir la patrie de l'abîme où elle était tombée. Faire un crime à Toulon de sa conduite, serait traiter cette ville avec injustice. Interdire de se servir des étrangers pour défendre la meilleure cause, ce serait établir une politique d'isolement, ennemie de tout véritable progrès. Le club des Jacobins fut fermé, et les commissaires de la Convention emprisonnés.

Les Anglais et les Espagnols prirent aussitôt possession des forts de la ville, et le drapeau blanc fut arboré. Les Toulonnais demandaient qu'on appelât dans leurs murs le comte de Provence, qui aurait pris l'autorité en main au nom de Louis XVII. Les Anglais s'y opposèrent, songeant peut-être à conserver une ville dont ils auraient pu faire un autre Gibraltar, si les armées françaises l'eussent laissée entre leurs mains.

Le soulèvement de Toulon, le déploiement du drapeau

Digitized by Google

blanc avaient fait une profonde sensation sur toute la nation française. La Convention se sentait frappée d'un coup qui pourrait devenir mortel, s'il n'était promptement paré. Le général Carteaux se porta vers Toulon du côté de l'ouest, et déboucha avec sept ou huit mille hommes par les gorges d'Ollioules, dont il s'empara après un faible combat, et s'établit au débouché même de ces gorges, en vue de Toulon. Le général Lapoype, détaché de l'armée d'Italie, s'avança avec quatre mille hommes du côté de l'est. Ces deux officiers étaient si éloignés l'un de l'autre, que les assiégés auraient pu, avec un peu d'activité, les écraser séparément avant qu'ils eussent pu se secourir. Mais, au lieu de faire des sorties et de tomber sur les deux corps de siége, comme ils auraient dû le faire, ils s'appliquèrent spécialement à fortifier la place et surtout à couvrir de grands travaux le fort de l'Eguillette, dont l'approche devint si difficile, qu'on le surnomma le *Petit-Gibraltar*.

Les assiégeants, trop faibles d'abord pour attaquer Toulon de front, ayant été renforcés, après la chute de Lyon, d'une partie des troupes qui s'étaient emparées de cette ville, et ayant été ainsi portés à trente ou quarante mille hommes, reçurent de la Convention l'ordre d'attaquer la place et de s'en rendre maîtres.

Dans le conseil de guerre réuni pour délibérer sur la manière d'attaquer la ville, parut pour la première fois un jeune officier dont le nom devait ensuite retentir dans le monde entier : c'était Napoléon Bonaparte, qui, se rendant à l'armée d'Italie, avait été arrêté pour prendre le commandement de l'artillerie de siége destinée à agir contre Toulon. Quoique simple chef de bataillon, il dis-

Digitized by Google

cuta en présence des officiers supérieurs, avec la plus haute sagacité, tous les moyens d'attaque, exposa un plan beaucoup plus hardi que celui de la Convention, beaucoup plus difficile, mais en même temps plus prompt et plus sûr. Après avoir fait voir qu'en se rendant maître du fort fameux de l'Eguillette, qui fermait la rade, on pouvait foudroyer la flotte ennemie ou la contraindre à fuir, si elle voulait échapper à une entière destruction, Bonaparte assura qu'il était possible d'emporter le fort en l'attaquant avec vivacité et à l'improviste. Ce plan fut adopté.

Bonaparte prépara aussitôt les moyens d'attaque, fit creuser un long boyau et parvint à dresser une redoutable batterie près du fort Malbosquet, qui dominait le fort de l'Eguillette. Un feu épouvantable commença aussitôt à foudroyer Malbosquet, et jeta la terreur et la surprise dans une garnison qui ne se croyait pas exposée à être attaquée de si près. Afin de détruire la batterie et d'enclouer les canons, l'espagnol O'Hara, commandant de la garnison du fort, sortit le 30 novembre, traversa les premiers postes républicains et enclouait déjà les canons, quand Bonaparte accourut à la tête d'un bataillon et tomba soudainement sur les ennemis; le général espagnol surpris, croyant à une attaque mutuelle de ses soldats, ne craignit pas de s'élancer dans le boyau pour mettre l'union entre ses guerriers; il fut blessé et fait prisonnier par un sergent. Ses soldats intrépides reculèrent aussitôt et se retirèrent à la hâte, afin de ne pas être coupés par Dugommier, qui était accouru pour sauver notre artillerie.

Le succès de cette journée, la retraite des Anglais,

Digitized by Google

la conservation de la batterie et la prise de possession de lieux plus avantageux encore, mit enfin Bonaparte en état de diriger le plan d'attaque contre le fort l'Eguillette. Les bombes éclatèrent bientôt sur ce fort, en labourèrent la terre et contraignirent tout ce qui s'y trouvait à se cacher. Les boulets faisaient en même temps brèche aux murailles, et bientôt ils eurent préparé une ouverture pour tenter l'assaut. En un moment le fort fut enlevé, pendant qu'au midi l'attaque dirigée par le général Lapoype, contre le fort Faron, était couronnée d'un plein succès.

Les Anglais, se voyant exposés au feu du fort l'Eguillette, se hâtèrent de faire tous les préparatifs de départ; soit perfidie, soit hâte d'échapper à nos coups, sans prévenir ni le commandant de la flotte espagnole, ni les habitants de la ville, ils coururent à l'arsenal, chargèrent leurs vaisseaux des munitions qu'ils purent emporter, et à la chute du jour lancèrent le brûlot le *Vulcain* au milieu de la flotte française. En un instant quarante vaisseaux ou frégates furent enflammés. Le feu avait été mis en même temps à l'arsenal, aux approvisionnements maritimes, aux bois de construction, aux goudrons, aux chanvres. Ce foyer éclaira tout une nuit le flanc des montagnes, les vagues immenses de la mer, les vaisseaux espagnols et la flotte anglaise. De temps en temps on entendait l'effroyable mugissement des magasins de poudre faisant explosion et lançant au milieu des airs tantôt des hommes, tantôt des poutres qui broyaient tout dans leur chute. Cependant vingt mille personnes de Toulon, de Marseille et des villes environnantes, qui étaient venues chercher un asile dans la forteresse, étaient accou-

Digitized by Google

rues au port, tendant des mains suppliantes vers les Anglais, qui restaient sourds à leurs supplications. Émus d'un pareil spectacle, les Espagnols dirigèrent des chaloupes sur la plage et chargèrent une partie de ces hommes, de ces femmes, de ces vieillards, de ces enfants, qui étaient sortis de leurs demeures pour demander la vie. Généreuse conduite qui fit rougir l'amiral anglais et le détermina à envoyer aussi quelques-unes de ses chaloupes. Qu'on se représente la mer furieuse, les flammes qui couraient entre les lames, les cris d'un canot qui sombrait, une pluie de feu qui, s'échappant de l'arsenal et des vaisseaux, venait couvrir la multitude, et on se fera une faible idée de cette scène de confusion.

Toulon étant tombé, la hache révolutionnaire y exerça les plus affreux ravages. « Que la bombe et la mine, dit » Barrère, écrasent les toits de tous les commerçants de » Toulon, et qu'il ne reste plus sur son emplacement » qu'un port militaire, peuplé seulement des défenseurs » de la République. »

Pour ne pas interrompre le récit des opérations militaires, et afin de représenter sous un même coup-d'œil les vengeances épouvantables exercées sous la Terreur dans les provinces, nous remettons à donner en détail les actes de cruauté dont cette ville fut la victime.

La campagne s'était heureusement terminée contre la plupart des ennemis du dehors; au nord, à l'est, au sud-est les étrangers avaient été vaincus. Il n'y avait plus qu'un seul point sur lequel nous avions faibli, c'était au pied des Pyrénées-Orientales. Ricardos, en agissant avec plus de hardiesse et de vivacité, aurait pu, au commencement de la campagne, s'emparer de Perpignan,

Digitized by Google

tandis que, préférant une guerre méthodique, il avait reculé sur la vallée de la Tech, et s'était emparé de Bellegarde et de quelques autres forts. L'armée française, ayant reçu des renforts, se porta en avant et vint attaquer (22 septembre) le camp des Espagnols ; mais, malgré la valeur et le sang-froïd du vieux général Dagobert, elle fut vaincue et obligée de reculer. Ricardos, informé que Villefranche avait été repris et que notre armée avait reçu un renfort de quinze mille hommes, se détermina à se retrancher derrière la ligne de la Tech, où il brisa les efforts de nos troupes lancées imprudemment par les commissaires de la Convention. Ricardos reprit alors l'offensive, défit une colonne de dix mille Français près de Ville-Longue, repoussa la division de Delatre et se rendit maître de Collioure, de Port-Vendres et de Saint-Elme. La campagne se termina ainsi vers les derniers jours de décembre. Les Espagnols prirent leurs quartiers d'hiver sur les bords de la Tech, et les Français autour de Perpignan. Nous avions perdu un peu de terrain, mais beaucoup moins qu'on avait lieu de le craindre.

La guerre la plus redoutable pour la Convention était celle de la Vendée, dont les soldats improvisés tenaient en échec les armées républicaines, quoiqu'elles eussent été fortifiées non-seulement par des levées en masse dans le voisinage, mais encore par la brave garnison de Mayence. Cette garnison, qui avait perdu sept à huit mille hommes dans les différents combats en Vendée et se trouvait réduite à neuf ou dix mille soldats, faisait toujours la principale force de l'armée républicaine dans les contrées de l'Ouest. C'est avec elle que Canclaux espérait enfin triompher de la résistance des Vendéens; et

Digitized by Google

son espoir lui paraissait d'autant plus fondé, que quatre mille Mayençais ayant rencontré l'armée de d'Elbée et de Bonchamps à Saint-Symphorien, l'avaient mise en déroute et l'avaient repoussée au loin. Le soir même de ce succès, Canclaux recevait la nouvelle de sa destitution et de son remplacement par l'imbécille Léchelle, que nous avons caractérisé ci-dessus. Il avait sous lui des officiers de mérite, parmi lesquels nous nommerons Kléber, qui avait montré tant de capacité en défendant Mayence. Kléber, né en Alsace, avait d'abord servi dans les armées autrichiennes et fait la guerre contre les Turcs. Bien qu'il se fût fait remarquer par sa bravoure et son intelligence, par la distinction de son esprit et de son caractère, par une taille élevée, et qu'il eût des protecteurs puissants, il comprit que l'obscurité de sa naissance ne le ferait jamais paraître au grand jour, et que, dans l'armée autrichienne, il végéterait toute sa vie dans un rang secondaire. Il quitta alors le service de l'armée autrichienne, rentra en France et obtint la place d'inspecteur des bâtiments publics. C'est dans cette condition que le trouva la révolution de 89. Il s'enrôla comme volontaire et se fit remarquer de Custine, qui, en habile appréciateur du mérite réel, lui donna un avancement très rapide. Malgré la haute capacité dont il avait fait preuve pendant le siége de Mayence, il fut mis en détention, à son retour, comme tous les autres braves qui avaient servi dans cette circonstance. Dans le procès de Custine il rendit un témoignage très favorable à ce général, sans se laisser arrêter par la crainte de s'attirer ainsi la haine des hommes du pouvoir. Quand on voulut envoyer les Mayençais en Vendée, grâce à la

Digitized by Google

recommandation de Merlin et Rewbell, justes appréciateurs de son mérite, il reçut un commandement dans le corps où il avait si glorieusement servi; il fut même nommé général de brigade; mais il refusa : « C'était, » dit-il dans ses mémoires, un brevet pour marcher à » l'échafaud, ou, ce qui était pis encore, pour languir » dans une prison, le glaive suspendu sur la tête. » Voilà l'homme qui conduisit réellement la guerre contre les Vendéens sous la responsabilité de Léchelle.

Dans les grands périls, au lieu de l'union si désirable entre les défenseurs d'une même cause, la division prévaut presque toujours, chacun croyant que son idée sauvera plus facilement la chose publique. La division régnait alors entre les chefs vendéens. Charette, bien que convaincu du péril imminent qui menaçait les chefs de la Haute-Vendée, refusa de s'unir à eux et de prendre part à des manœuvres qu'il jugeait très mauvaises; il se rejeta vers la côte, avec le projet de s'emparer de l'île de Noirmoutiers, afin de pourvoir à une retraite dans le cas de nécessité; il laissait ainsi ses frères du Bocage exposés à une ruine presque certaine. Il ne daigna pas même répondre aux chefs de la Haute-Vendée, qui lui écrivirent à cet égard lettres sur lettres, pour le conjurer de ne point les laisser ainsi exposés isolément aux coups de leurs ennemis communs.

Conformément au plan que nous avons exposé précédemment, plan qui consistait à refouler tous les Vendéens vers la Haute-Vendée, pour les prendre tous et les écraser, les colonnes républicaines réunies le 9 octobre aux environs de Bressuire, pour s'acheminer d'abord vers Châtillon, se concentrèrent sur Mortagne et

Digitized by Google

Cholet, où toutes les divisions de la grande armée vendéenne s'étaient réunies. Chemin faisant, Westermann rencontra un détachement de l'armée de Lescure, le mit en déroute, et entra le 9 octobre au soir dans Châtillon. Secondé par La Rochejaquelein et quelques autres chefs, Lescure attaqua les postes avancés des républicains, les repoussa avec une grande énergie, les contraignit à rétrograder jusqu'à Châtillon, où il entra à leur suite, et les obligea à se retirer.

Pour se venger de l'échec qu'il venait d'éprouver, Westermann prit cent cavaliers, fit monter cent grenadiers en croupe, pénétra dans la ville, jeta l'épouvante parmi les Vendéens, en tua un grand nombre et rejoignit son armée, suivi seulement de quarante hommes : les autres avaient péri. Ce coup de main détermina les Vendéens à se replier sur Cholet, où de nouvelles destinées beaucoup plus funestes les attendaient.

D'Elbée, Bonchamps, Lescure, La Rochejaquelein, tous les chefs et toutes les forces de l'insurrection s'y étant réunis, les Mayençais, Chalbos et même la colonne de Luçon, aux ordres de Bard et de Marceau, s'y dirigèrent. La colonne de Marceau, surprise par Lescure au moment où elle atteignait Tremblaye, plia un instant; mais la blessure mortelle de Lescure rendit l'avantage aux républicains; ils battirent les Vendéens et les forcèrent à abandonner Cholet et Mortagne, qui furent saccagés malgré la défense des chefs républicains.

Après ce désastre, les Vendéens délibérèrent sur les opérations futures. Bonchamps voulait qu'on passât la Loire et qu'on s'unît aux Bretons pour tendre la main aux Anglais; mais La Rochejaquelein et d'Elbée repous-

Digitized by Google

sèrent ce plan, et résolurent de se reporter du côté de Cholet, pour essayer une grande bataille.

Cette fois ils marchèrent en colonnes comme l'infanterie de ligne, et chargèrent avec une telle furie, qu'ils pénétrèrent jusque dans le faubourg de la ville et rendirent longtemps la bataille incertaine. La discipline l'emporta enfin sur le nombre, ou plutôt l'action fut indécise, car le combat ne finit qu'à la nuit, et, selon le témoignage des hommes les plus compétents, les républicains souffrirent autant que les Vendéens. « Jamais, écrivit » Kléber, les rebelles n'ont donné un combat si opiniâtre » et si bien ordonné, mais qui leur ait été si funeste ; ils » combattaient comme des tigres, et nos soldats comme » des lions. J'ai perdu dans les journées du 15 et du 17 » octobre quatorze chefs de brigade, chefs de bataillon » ou officiers de mon état-major, dans ma seule division, » tous mes compagnons d'armes de Mayence et mes » amis. »

Deux illustres Vendéens, dont le nom vivra dans les fastes de l'histoire, Bonchamps et d'Elbée, succombèrent dans cette bataille.

Si Charette se fût trouvé à cette journée ; si, au lieu de céder à un vain sentiment d'amour-propre, il eût secondé les efforts de ses compagnons d'armes, il est indubitable qu'ils eussent triomphé. Les républicains avaient tellement souffert, qu'ils ne poursuivirent point les Vendéens, leur laissèrent relever leurs blessés, faire assez tranquillement leurs préparatifs de départ et se diriger vers Varade, dont le prince de Talmont et d'Autichamp s'étaient emparés pendant la bataille. On y vit, non point seulement les débris d'une grande armée, mais une

Digitized by Google

population entière formée de personnes de tout âge, de tous états, de toutes conditions, jeunes et vieux, hommes et femmes, pères et enfants, nobles et roturiers, qui consentaient à abandonner leur patrie, où ils ne pouvaient plus vivre, pour chercher un asile et attendre une heure plus fortunée.

Si le passage de la Loire se fit sans difficulté, ce ne fut pas sans douleur que, tournant leurs regards derrière eux, les Vendéens apercevaient les flammes de l'incendie qui consumait leurs maisons. S'ils avaient été plus rapprochés, ils auraient entendu les cris des victimes les plus innocentes, car les barbares n'épargnaient rien; ils ont eux-mêmes pris à tâche de nous retracer leurs cruautés. « La Vendée, purgée en huit jours des principaux » rassemblements, fumante de sang, jonchée de cada- » vres, livrée en grande partie aux flammes, est un » exemple frappant de justice nationale. » Les représentants tenaient un langage plus poignant encore : « Une » solitude profonde règne actuellement dans le pays » qu'occupaient les rebelles; on ferait beaucoup de che- » min dans ces contrées avant de rencontrer un homme » ou une chaumière... Nous n'avons laissé derrière nous » que des cendres et des monceaux de cadavres. »

Ce n'est pas ainsi qu'agissaient les chefs vendéens, et il s'était passé à Beaupréau un acte bien honorable pour Lescure et Bonchamps. Cinq mille prisonniers républicains ayant été amenés de Saint-Florent dans cette ville, quelques Vendéens irrités voulaient qu'on les immolât; mais Bonchamps, qui se mourait alors, demanda leur grâce, et Lescure, qui n'avait lui-même que qu lques instants à vivre, ayant entendu quelques officiers subal-

Digitized by Google

ternes parler de massacre, recueillit ses forces pour se récrier avec horreur contre un pareil crime. Les républicains furent tous sauvés et renvoyés; aussi en témoignèrent-ils la plus vive reconnaissance. Léchelle eut l'effronterie de dire qu'il était l'auteur de leur délivrance.

A la nouvelle que les Vendéens avaient franchi la Loire, les chefs républicains furent dans une grande incertitude. Nantes et Angers étaient sans défense; cette armée valeureuse avait-elle le dessein de s'en emparer? quelle route allait-elle suivre? quel projet formait-elle? Personne ne pouvait le dire; eux-mêmes l'ignoraient. Suivant le conseil que leur avait donné Lescure, ils choisirent Henri de La Rochejaquelein pour généralissime et se dirigèrent sur Château-Gontier, et de là sur Laval, où ils entrèrent après quelque résistance de la garde nationale. Westermann, avec son audace habituelle, eut la témérité d'aller les y attaquer; il fut vivement repoussé, et, grâce au sang-froid de Beaupuy, la retraite se fit avec assez d'ordre sur Château-Gontier, où le corps de bataille arriva le lendemain.

Toute l'armée républicaine s'étant trouvée réunie le 26, le conseil s'assembla pour délibérer sur les opérations ultérieures. Sans se laisser toucher par le triste état de l'armée exténuée par une longue route faite sans vivres, sans souliers et à travers les boues de l'automne, Westermann et les commissaires de la Convention voulaient qu'on marchât en avant. Kléber s'y opposait avec force; il prétendait relier les différents corps pour envelopper les Vendéens et les obliger à se consumer peu à peu; son opinion fut repoussée, l'armée républicaine attaqua les Vendéens à Entrames, et, après avoir fait

Digitized by Google

des prodiges de valeur, elle fut obligée de se retirer; telle fut sa désorganisation, qu'elle dut se couvrir sous les murs d'Angers.

Tels étaient alors l'extrême confusion des idées et le désordre épouvantable de l'administration, que le commandement de l'armée républicaine passa pour un moment entre les mains de Chalbos, et fut presque aussitôt remis à l'inepte Rossignol. Les deux officiers qui avaient sauvé l'armée républicaine et qui, dans la dernière affaire, avaient empêché la déroute complète, Kléber et Haxo, étaient surveillés par les commissaires de la Convention comme étant suspects de royalisme, parce qu'ils se montraient trop humains dans l'exécution des ordres du Comité de salut public, ainsi conçus: « Toute ville » qui recevra dans son sein des brigands, qui ne les aura » point repoussés avec tous les moyens dont elle est ca- » pable, sera punie comme une ville rebelle; en consé- » quence, elle sera rasée et les biens des habitants seront » confisqués. »

Rossignol, l'homme qui convenait dans de pareilles circonstances, écrivait: « Je fais tous mes efforts pour » détruire tout ce qui attente à la liberté; mais il y a en- » core des gens humains, et en révolution c'est un dé- » faut. » Ces hommes farouches avaient un autre défaut, ils manquaient de courage en présence du danger; ils n'en montraient guère que pour assassiner froidement. Quand il fallait combattre sur le champ de bataille, ils prenaient la fuite les premiers.

Rien de plus triste que le spectacle que présentait l'armée catholique, privée de ces chefs valeureux qui tant de fois l'avaient animée et conduite à la victoire,

Digitized by Google

des Bonchamps, des d'Elbée, des Lescure, des Cathelineau; elle n'avait plus pour chefs que La Rochejaquelein, caractère chevaleresque, et Stofflet, plein de talents et de valeur, il est vrai; mais, malgré leur mérite rare, ils ne possédaient point sur la masse cet ascendant du génie qui sait se faire accepter de tous. Quoiqu'il fût difficile de mettre, au milieu d'un peuple émigrant, emmenant femmes, enfants, vieillards, l'ordre d'une armée régulière, il était cependant possible de tirer l'armée catholique de l'espèce de confusion dans laquelle elle se trouvait. Beaucoup, et ce n'étaient pas les moins raisonnables, tournaient leurs regards vers la chaumière qui les avait vus naître et redemandaient leur pays. Mais on leur montrait les maisons en cendres, les Vendéens égorgés, et on leur demandait ce qu'ils avaient à espérer. Cependant, s'ils étaient retournés sur leurs pas, ils auraient encore pu rendre des services aux soldats qui combattaient pour la même cause.

Cette armée, malgré le déplorable état où elle était réduite, ne voyant plus rien qui pût arrêter sa marche, délibérait sur le parti qu'il y avait à prendre; enfin elle se détermina à marcher en avant, parce que rien ne s'y opposait, et, après avoir été un instant incertaine si elle se dirigerait sur la Bretagne ou sur la Normandie, elle se décida pour l'extrême Bretagne, où elle espérait rencontrer un puissant appui dans une population ennemie de la république et prête à se soulever pour la défense de sa religion outragée; elle comptait aussi avoir, par ce point, des communications faciles avec l'Angleterre, devenue le point de réunion des adversaires de la République. L'extrême Normandie ou la presqu'île de Co-

Digitized by Google

tentin, était un peu plus éloignée, mais bien plus facile à garder, parce qu'une fois maîtres de Port-Beil et de Saint-Cosme, ils la fermaient entièrement et devenaient ainsi les maîtres de l'importante place de Cherbourg, remplie de munitions et très propre aux communications avec les Anglais. Les Vendéens avaient le malheur de n'avoir aucun officier qui pût leur donner une notion exacte du pays qu'il fallait parcourir pour parvenir à ces deux points. Ils croyaient Cherbourg très fortifié du côté de la terre, tandis qu'il était ouvert; ils se persuadaient que Rennes et Saint-Malo étaient défendus par des armées trop nombreuses pour essayer de s'en emparer. Ils se résolurent donc à tenter un coup de main sur Granville, qui paraissait, par sa situation, leur donner le triple avantage de communiquer facilement avec la Bretagne, la Normandie et l'Angleterre. Ils s'avancèrent par Mayenne, Fougères et Dol, sans rencontrer d'autre obstacle qu'une multitude de quinze à seize mille hommes, levés en masse et précipitamment, qui se dispersèrent presque aussitôt sans coup férir. Si leur marche ne fut point contrariée, ils ne reçurent aucun renfort pour réparer les pertes qu'une longue et fatigante route leur faisait éprouver. Une fois arrivés à Dol, leurs incertitudes recommencèrent. Ils se voyaient à une faible distance de la mer et de Saint-Malo, poste important, mais proie trop difficile à saisir, à ce qu'ils pensaient; ils le croyaient très fortifié du côté de la terre, et il l'était peu; ils continuèrent leur route vers Granville, devant lequel ils arrivèrent le 14 novembre. Ils emportent les faubourgs en un moment, mais ils échouent contre la place. Vainement ils escaladent les premiers

Digitized by Google

ouvrages; vainement ils attendent le secours des Anglais, qui demeurent sourds au bruit du canon. La défense est obstinée, grâce aux efforts d'un représentant nommé Lecarpentier, qui montre beaucoup d'énergie et sait communiquer son ardeur républicaine à la population entière. Après deux jours d'efforts impuissants, les Vendéens se débandent et se retirent dans le plus complet désordre jusqu'à Avranches. Là les incertitudes recommencent, et des soupçons, tristes compagnons du malheur, s'élèvent. On répand le bruit que plusieurs chefs ont quitté l'armée pour s'embarquer et se mettre en sûreté. Ils voient cependant toujours à leur tête La Rochejaquelein conservant son sang-froid et son habileté; Stofflet, avec sa sévérité et ses rigueurs pour la discipline; le prince de Talmont, fils du duc de La Trémouille, capitaine brave, indépendant et peu réglé; Bernard de Marigny, chef d'artillerie, dur et même cruel; d'Autichamp, Scépeaux, Bourmont et Duhoux, qui donnaient l'exemple du courage et savaient se faire obéir.

Les principaux chefs, pensant que retourner en Vendée c'était aller à une mort certaine, voulaient entraîner la troupe du côté de la Normandie, par où ils auraient pu rejoindre les armées alliées; La Rochejaquelein poussa même jusqu'à Villedieu. Mais, se voyant à peine suivi de mille hommes, il dut retourner sur ses pas et consentir à reprendre la route de la Loire.

Les généraux républicains, ignorant complétement les desseins des Vendéens, et ne connaissant pas leur tentative sur Granville, ne savaient quel projet former. Un conseil de guerre, où siégeaient cinq représentants et les généraux, se réunit pour délibérer. « Jamais on n'a vu,

Digitized by Google

» raconte Kléber, une collection d'hommes aussi peu » propres à conduire des troupes; ils divaguaient et dé- » raisonnaient, de sorte qu'on fut obligé de s'en remet- » tre au général Vergnes, chef d'état-major de Canclaux, » destitué comme lui, mais que les représentants avaient » conservé. »

Il fut résolu que quatre colonnes seraient formées à Rennes, Dinan, Dol et Cherbourg, pour s'avancer méthodiquement et se prêter appui. Les Vendéens éprouvèrent un échec grave à Granville et furent sur le point de tomber dans le filet des républicains. Le général Tribout s'étant imprudemment avancé jusqu'à Saint-Léger, fut replié dans Pontorson, culbuté de ce poste et rejeté jusqu'à Dinan. Kléber renouvela la prière faite inutilement déjà, de se tenir sur la défensive, de se retrancher à Antrain, Pontorson et Dinan, et de bloquer ainsi la colonne vendéenne dans Dol. Mais, à la nouvelle que quelques cavaliers avaient pénétré jusqu'à Dol, où régnait la plus grande confusion, on courut aux armes pour appuyer Westermann, qui venait cependant d'être replié. Westermann ayant été battu de nouveau, La Rochejaquelein vola à Antrain, et, de concert avec Stofflet, il culbuta Kléber et Marceau, et les poursuivit jusqu'à Rennes.

Si les Vendéens avaient su tirer parti de leur victoire, ils pouvaient presque anéantir l'armée républicaine, frappée d'une terreur indicible. Quand le conseil de guerre fut réuni, Rossignol dit aux représentants : « Ci- » toyens, j'ai juré la république ou la mort, je tiendrai » mon serment; mais je vous déclare que je ne suis pas » fait pour commander une armée. Qu'on me donne un

Digitized by Google

» bataillon, et je ferai mon devoir. Voici ma démission; » si on la refuse, je croirai qu'on veut perdre la répu- » blique. »

Prieur lui répondit en franc sans-culottes: « Rossi- » gnol, tu es le fils aîné du Comité de salut public; point » de démission. La responsabilité ne pèsera pas sur toi, » mais sur ceux qui t'environnent et qui doivent te se- » conder par leurs conseils, leurs lumières et leurs ta- » lents. »

La perte d'une bataille n'était pas un grand malheur aux yeux des représentants; ils se consolaient par cette triste considération: « Les brigands, disaient-ils, ne peu- » vent nous battre sans perdre du monde; or, comme » ils n'ont pas les mêmes ressources que nous pour se » recruter, nos défaites mêmes peuvent être considérées » comme un avantage pour la République. »

Quoiqu'ils rejetassent tous les malheurs sur Kléber, les ineptes généraux et représentants se trouvaient malgré eux contraints de le consulter. Après avoir désigné Marceau pour commandant de l'infanterie, et Westermann de la cavalerie, Kléber ouvrait la bouche pour indiquer un commandant de la place de Rennes: « Arrê- » tez, lui dit Prieur, je connais un ancien militaire, brave » sans-culottes, digne de cet emploi. » Cet habile commandant était tout bonnement un ouvrier tailleur dans un régiment. Ce seul trait suffit pour faire juger la direction donnée à l'armée républicaine.

Pendant que les républicains étaient occupés à se réorganiser à Rennes, les Vendéens avaient continué leur retraite sans obstacle; après avoir traversé Fougères, Laval et La Flèche, ils se dirigèrent sur Angers, parce qu'ils

Digitized by Google

espéraient que de ce côté le passage de la Loire serait moins défendu qu'à Saumur. Ils s'emparèrent facilement des faubourgs d'Angers, mais le corps de la place opposa une vive résistance.

Quand la nouvelle de l'arrivée des Vendéens devant Angers arriva à Rennes, la consternation fut grande parmi les républicains ardents. Dans une vive discussion, Prieur s'écria : « Nous savons que c'est la faute de Kléber; » dès demain nous établirons un tribunal pour le guillo- » tiner. » Kléber le rassura, et, en effet, la ville ne put être emportée par les Vendéens qui, après deux jours d'attaque inutile, étaient déjà bien découragés quand arriva l'avant-garde de Westermann. Ils abandonnèrent alors leur entreprise et se mirent en marche le long du cours de la Loire, ne sachant où ils pourraient traverser le fleuve. Informés que le Mans était assez disposé en leur faveur, ils se dirigèrent sur ce point et s'emparèrent heureusement de la ville. L'armée républicaine venait d'être réorganisée, et, au milieu de tant de généraux égaux, on confia le commandement supérieur à Marceau, qui eut la modestie de se diriger par les conseils de Kléber. L'armée républicaine se porta sur le Mans, occupa les principales issues de la place, où elle lança une colonne serrée sur les Vendéens massés, guerriers, femmes et enfants.

« On ne saurait se figurer, raconte Kléber, l'horrible » carnage qui se fit ce jour-là, sans compter le grand » nombre de prisonniers de tout âge, de tout sexe, de » tout état. » Suivant les calculs des Vendéens, ils avaient fait une perte de quinze mille hommes au Mans, perte énorme que les républicains élevèrent beaucoup plus.

Digitized by Google

Voici comment s'exprimaient Prieur, Bourbotte et Turreau, dans le rapport qu'ils adressèrent à la Convention : « Tout ce qui était resté dans la ville tombe sous les » coups de nos soldats. Des chefs, des marquises, des » comtesses, des prêtres à foison sont tombés en notre » pouvoir. Les rues, les maisons, les places publiques » sont jonchées de cadavres. Depuis quinze heures ce » massacre dure encore. » — « Dans l'espace de quatorze » lieues, il n'y a pas une toise où il n'y ait un cadavre » étendu, » dit un autre conventionnel.

La foule confuse qui échappa au massacre, déroba sa marche aux républicains et se dirigea sur Laval, qu'elle quitta le lendemain de bon matin, dans l'espérance d'arriver à Ancenis avant les républicains et de passer la Loire; mais toutes les barques étaient de l'autre côté du fleuve. La Rochejaquelein se jeta, avec Stofflet et dix-huit braves, dans un léger esquif, pour tenter le passage sur l'autre rive. Une forte patrouille les dispersa, et une chaloupe canonnière vint tirer sur les ponts à bateaux que l'on construisait. Les chefs vendéens ne purent repasser ce fleuve, et tout passage fut impossible à la multitude, qui descendit pêle-mêle jusqu'à Savenay, où elle fut enveloppée par les républicains et périt entièrement sous leurs coups. Baupuy parlait ainsi de leur courage : « Je les ai bien vus, bien examinés; j'ai reconnu de mes » figures de Cholet et de Laval, et, à leur contenance, je » t'assure qu'il ne leur manquait du soldat que l'habit. » Des troupes qui ont battu de tels Français, peuvent se » flatter de vaincre aussi les peuples assez lâches pour se » réunir tous contre un seul, et encore pour la cause des » rois. Cette guerre de brigands, de paysans, qu'on re-

Digitized by Google

» gardait comme ridicule et méprisable, m'a toujours » paru pour la République la plus grande partie. »

Un petit nombre de Vendéens échappèrent au massacre. Les uns passèrent la Loire et allèrent continuer la guerre en Vendée; les autres se joignirent aux bandes qui se formaient en Bretagne.

La Convention jugea la guerre de Vendée terminée : la grande guerre l'était en effet. Mais, après les violentes tempêtes, il y a encore des vagues menaçantes qui emportent les mâts à demi brisés et engloutissent les esquifs mal assurés. Nous raconterons dans un autre chapitre les derniers efforts d'un peuple héroïque pour la défense de son roi et de ses autels; efforts couronnés de succès, en définitive, puisque les Vendéens ne déposèrent les armes qu'en gardant leur liberté religieuse.

La campagne de 1793 a été regardée, par tous les politiques, comme une des plus grandes luttes qu'ait soutenues une nation menacée d'une ruine complète. Nous avons vu la France sur le point d'être vaincue au nord, à l'est, au sud-est, au midi et à l'ouest; il semblait possible de calculer la marche des ennemis et de déterminer le jour précis où ils pourraient arriver à Paris. Et cependant, au mois de décembre, la République occupait une partie de la Belgique, repoussait les Prusso-Autrichiens au-delà des lignes de Weissembourg, et restait maîtresse du comté de Nice et d'une partie de la Savoie. Toulon et Lyon étaient soumis, la Vendée vaincue, l'armée espagnole contenue du côté des Pyrénées. C'était là un résultat immense, un succès inespéré, un acte d'énergie prodigieux. Si la Convention parvint à surexciter toutes les forces vitales de la nation, si elle sut lui com-

Digitized by Google

muniquer une énergie inconnue, si elle fit de chaque républicain un homme prêt à périr pour la défense du sol, elle n'obtint malheureusement cette sorte de gloire qu'en versant des torrents du sang le plus pur.

§ VII. *Régime de la Terreur. — Mort de Robespierre (janvier - 28 juillet 1794).*

De tous les régimes qui aient pu peser sur l'humanité, le plus épouvantable est celui de la Terreur. L'histoire nous a conservé de sombres peintures du despotisme de Néron; elle nous a dépeint les mœurs des Barbares sortis des steppes de la Scythie et s'avançant sur l'occident de l'Europe; elle a mis sous nos yeux un coin du tableau de la vie des sauvages habitants des forêts; cependant ces scènes désolantes n'ont rien de comparable au régime sanguinaire de la Terreur. Le récit que nous avons fait de son établissement, l'analyse que nous avons donnée de la loi qui lui servait de base, le simple exposé de ses premiers actes et des circonstances de la mort de Marie-Antoinette, de Custine, des Girondins, nous ont fait pressentir ce que serait la Terreur, sans cependant nous fournir assez d'éléments pour la juger. Nous allons la montrer s'exerçant sur toutes les classes, sur les prêtres, sur les riches, sur les nobles, sur les croyants, sur les incrédules, sur les républicains, sur les énergumènes, sur les modérés; tous ces morts qui marchent à la guillotine nous offriront, par leurs physionomies, leurs caractères, leurs discours, etc., je ne sais quoi de fantastique, de grand, de juste, de saint, de païen, d'athée, d'inconcevable qui épouvante l'imagination. Afin de sai-

Digitized by Google

sir les faits dans toute leur vérité, nous considérerons la Terreur dans la capitale d'abord, ensuite dans les principales provinces où elle a exercé le plus sa puissance sanguinaire.

A la tête du tribunal révolutionnaire à Paris, était Fouquier-Tinville, homme tel que le monde ne nous en présente pas de semblable. « Accablé du nombre » des accusés ou des dénoncés, il ne quittait plus le » cabinet du Palais-de-Justice, où il rédigeait ses ac- » cusations. Il prenait ses repas précipitamment sur la » table où il signait les arrêts de mort; il couchait au » tribunal sur un matelas; il ne se donnait aucun loisir; » il se plaignait de n'avoir pas le temps d'aller embras- » ser sa femme et ses enfants. Le zèle de la république » le consumait; il oubliait que c'était le zèle de l'exter- » mination ; il l'appelait son devoir ; il se croyait le bras » du peuple, la hache de la république, la foudre de la » révolution (1). »

Il se réunissait toutes les semaines à quelques-uns de ses émules en barbarie, chez Lecointre, pour dresser une liste des personnes destinées à être conduites à l'échafaud. » J'ai fait gagner tant de millions à la République dans le » cours de cette semaine, celle-ci sera meilleure encore; » je *déculotterai* un plus grand nombre de riches. » Afin d'aller plus vite, il avait fait imprimer les actes d'accusation avec les causes, les motifs, les circonstances des prétendus crimes. Il se contentait de mettre le nom de celui qu'on dévouait à l'échafaud. Quelquefois même il ne s'assurait pas de l'identité de l'individu. Un huissier

(1) Lamartine.

Digitized by Google

ayant fait observer qu'un nommé Gamache, conduit au tribunal révolutionnaire, n'était pas celui qu'on voulait punir de mort : « L'un vaut l'autre, » répondit Fouquier; et sa tête tomba sous la hache du bourreau. Une personne paralysée de la langue ne pouvant répondre aux questions, il dit : « Ce n'est pas la langue qu'il me » faut, mais la tête. » Une femme sourde n'entendant pas les interrogatoires, il la fit condamner pour avoir conspiré *sourdement*. A l'appel d'un prisonnier corse fort âgé, un jeune homme ayant répondu en riant, fut saisi et mis à mort. Fouquier ayant ordonné d'amener au tribunal révolutionnaire la duchesse de Maillé, on amena une veuve Maillé : « Ce n'est pas toi qu'on voulait juger, dit » Fouquier; mais c'est égal, autant aujourd'hui que de» main; » et la veuve fut envoyée à l'échafaud.

Chaque matin la populace se portait à la porte de l'Hôtel-de-Ville pour voir ces charretées de condamnés que l'on conduisait à la guillotine. Les plus illustres têtes étaient tombées; quelques personnes distinguées, cependant, se trouvaient encore au milieu de la foule obscure. Mme Du Barry, cette fameuse maîtresse de Louis XV, avait encore, malgré son âge avancé, une grande beauté; elle fut condamnée à mort comme l'une des souillures du trône qui *infectaient l'air pur de la république*. Cette femme vile montra la plus grande faiblesse. Elle sollicitait le peuple, le conjurait de lui faire grâce de la vie. « La vie! la vie! s'écriait-elle, la vie pour tous mes re» pentirs! la vie pour tout mon dévoûment à la républi» que! la vie pour toutes mes richesses à la nation! » Elle déshonora l'échafaud comme elle avait déshonoré le trône.

Digitized by Google

Le général Biron, si fameux sous la monarchie sous le nom de duc de Lauzun, qui avait embrassé les principes révolutionnaires avec chaleur, n'ayant pas triomphé des Vendéens, fut condamné à mort. Au lieu d'employer ses derniers moments à satisfaire à la justice souveraine, il se livra au plaisir de la table, prit ses geôliers et ses gardes pour convives, et se fit apporter des huîtres et du vin blanc. Les valets de l'exécution étant arrivés avant qu'il eût fini : « Laissez-moi finir » mes huîtres, leur dit-il; au métier que vous faites vous » devez avoir besoin de forces, buvez avec moi. »

Si quelques hommes, égarés par les principes funestes d'une fausse philosophie, donnaient même en mourant l'exemple d'une perversion profonde, beaucoup de victimes pouvaient servir de modèles de douceur, d'humilité et de charité, et firent souvent rougir les juges sur leur tribunal. Un jour Fouquier-Tinville voulut sauver M. Legrand d'Alleroy par un mensonge. Ce personnage intègre repoussa l'offre de racheter ainsi sa vie. « Je te » remercie, dit-il à Fouquier-Tinville, des efforts que tu » fais pour nous sauver; mais il faudrait racheter notre » vie par un mensonge. Ma femme et moi nous aimons » mieux mourir. Nous avons vieilli ensemble sans avoir » jamais menti, nous ne mentirons pas même pour sau- » ver un reste de vie. Fais ton devoir, nous faisons le » nôtre. Nous ne t'accuserons pas de notre mort, nous » n'accuserons que la loi. » Les jurés, touchés jusqu'aux larmes, condamnèrent, malgré cela, le vénérable vieillard à la mort.

Afin d'imprimer une plus grande terreur, un révolutionnaire demanda qu'on élevât, sur la place de la Ré-

Digitized by Google

volution, en face des Tuileries, un échafaud en pierres, pour servir de menace permanente contre les ennemis des démagogues. Tout le gouvernement se réduisait donc à la guillotine. La Convention ne pouvait cesser de frapper sans se voir frappée elle-même. Si la France fut guillotinée à Paris, elle fut mitraillée à Lyon, fusillée à Toulon, noyée à Nantes, persécutée partout.

Lyon, après s'être vaillamment défendu, ayant enfin succombé, Couthon, en y entrant, essaya de modérer la fureur des farouches vainqueurs. Mais la Convention traça ainsi la conduite de ses agents à Lyon : « Que Lyon » soit enseveli sous ses ruines, dit Barrère; la charrue » doit passer sur tous les édifices, à l'exception de la de- » meure de l'indigent, des ateliers, des hospices ou des » maisons consacrées à l'instruction publique. Il faut que » le nom même de cette ville soit englouti sous ses ruines; » on l'appellera désormais *Ville affranchie*. Sur les débris » de cette infâme cité, il sera élevé un monument qui » sera l'honneur de la Convention, qui attestera le crime » et la punition des ennemis de la liberté. Cette seule » inscription dira tout : *Lyon fit la guerre à la liberté.* »

Ces horribles paroles, converties en décret, jetèrent la consternation dans Lyon. Et, afin d'exciter encore la fureur des Jacobins de Paris, dont les mouvements réagissaient sur tous les autres clubs de la France, Collot-d'Herbois fit porter sur la tribune, par Dubois-Crancé, la tête de Chalier, fameux tribun de Lyon : « Au nom » de la patrie et des frères de Chalier, dit Gaillard, je » demande vengeance des crimes de Lyon! »

Couthon employa d'abord ses démolisseurs à la destruction des fortifications, puis pressé par les ordres de la

Digitized by Google

Convention, fit ces exécutions qui ne seraient que grotesques si elles n'étaient cruelles. Porté sur un fauteuil par quatre hommes du peuple, accompagné de ses collègues et de la municipalité, il se rendit en grand appareil sur la place de Bellecour, spécialement vouée à la dévastation, et frappa avec un marteau d'argent la pierre angulaire d'une des maisons de la place, en prononçant ces paroles : « Au nom de la loi, je te démolis. »

A peine avait-il prononcé ces paroles, que la multitude se rua sur l'édifice pour le changer en ruines. Cependant, persuadé que l'élan populaire ne suffirait pas à l'œuvre de destruction, Couthon, après avoir frappé ainsi un certain nombre de maisons, ordonna à chaque section d'enrôler chacune trente démolisseurs et de leur fournir les pinces, les marteaux, les tombereaux, les brouettes nécessaires au déblaiement des débris. Un salaire leur fut attribué aux dépens de ceux dont les maisons devaient être détruites. Conformément aux pouvoirs qu'il avait demandés et reçus, Couthon avait créé deux tribunaux révolutionnaires sous le nom de commission de justice, dont l'un siégeait à Lyon et l'autre à Tours. Quoique ces tribunaux jugeassent révolutionnairement et sans appel, on trouva que Couthon mettait trop de lenteur ; il fut rappelé à Paris : ce fut alors que commencèrent les exécutions sanglantes. La guillotine s'éleva sur la place des Terreaux, et la mort se multiplia avec les prétendus jugements. Pour fournir de plus nombreuses victimes à l'échafaud, Albitte, chef des commissaires de la Convention, établit, dans le département du Rhône et dans six départements voisins, des armées révolutionnaires recrutées, à l'instar de celle de Paris, dans

Digitized by Google

l'écume du peuple, pour rechercher ce qu'on appelait les suspects, c'est-à-dire les prêtres, les nobles, les riches, en un mot tous les honnêtes gens. Toutes les prisons des six départements ayant été remplies en un moment, la guillotine se chargea de préparer des places à de nouvelles victimes. A mesure que le vide se faisait par cet affreux moyen, les arrestations le comblaient au centuple.

La Convention, mécontente de la guillotine de Lyon qui ne marchait pas assez vite à son gré, envoya Collot-d'Herbois pour l'activer, tandis que Fouché se rendait à Nevers. Tous deux étaient suivis de ce qu'il y avait de plus hideux parmi les Jacobins. Avant de quitter Paris, Collot avait dit à ceux qui l'envoyaient : « Je » reviendrai vous dire que le Midi est purifié et qu'il » n'y reste que des patriotes, ou je mourrai dans cette » ville. » Il tint parole.

Dès le lendemain de son arrivée à Lyon, les têtes de dix membres de la municipalité tombaient; les plus beaux édifices s'écroulaient sous la mine, et de peur que les patriotes n'eussent encore quelques sentiments d'humanité, Collot et Fouché signèrent une instruction ainsi conçue : « Tout est permis à ceux qui agissent dans le sens de la » révolution; le désir d'une vengeance légitime devient » un besoin impérieux. Citoyens, il faut que tous ceux » qui ont concouru directement ou indirectement à la » rébellion portent la tête à l'échafaud. Si vous êtes pa- » triotes, vous saurez distinguer vos amis; vous séques- » trerez tous les autres. Qu'aucune considération ne vous » arrête, ni l'âge, ni le sexe, ni la parenté. Prenez en » impôt forcé tout ce qu'un citoyen a d'inutile; tout » homme qui possède au-delà de ses besoins ne peut

Digitized by Google

» qu'abuser. Il y a des gens qui ont des aunes de draps, » du linge, des chemises, des souliers. Requérez tout » cela. De quel droit un homme garderait-il dans ses » armoires des meubles ou des vêtements superflus? Que » l'or et l'argent et tous les métaux précieux s'écoulent » dans le trésor national. Extirpez les cultes, le républi- » cain n'a d'autre dieu que sa patrie. Toutes les commu- » nes de la République ne tarderont pas à imiter celle » de Paris, qui, sur les ruines d'un culte gothique, vient » d'élever le temple de la Raison. Aidez-nous à frapper » les grands coups, ou nous vous frapperons vous- » mêmes. »

Craignant encore que cette instruction fût insuffisante, Collot et Fouché créèrent des commissaires de confiscation et de délation, et affectèrent un salaire de trente francs par dénonciation pour les têtes ordinaires, et de soixante francs pour les prêtres, les nobles, les religieux et les religieuses. Rien ne put dès-lors soustraire à l'échafaud; les caves, les greniers, les souterrains, les forêts n'avaient plus de secret; personne n'échappait à l'œil scrutateur des dénonciateurs.

Pendant que les prisons s'emplissaient et que la guillotine fonctionnait sans repos, deux mille pionniers des Basses-Alpes renversaient les édifices frappés du marteau. On laissait à peine le temps aux locataires des maisons proscrites d'enlever leurs meubles, de transporter les enfants, les vieillards et les infirmes. On se fera peut-être une idée des dégâts commis dans Lyon quand on saura que la seule perte en édifices fut estimée plus de trois cent millions, et que le salaire payé aux démolisseurs atteignit le chiffre de près de quinze millions.

Digitized by Google

L'instrument de mort élevé en face du perron de l'Hôtel-de-Ville faisant périr chaque jour une foule de victimes, bientôt le sang corrompu répandit une telle infection, que, pour échapper à la peine de nettoyer la place et d'enlever le sable imbibé de sang humain, on dressa l'instrument du supplice au milieu du pont Morand, sur le fleuve. On se contentait alors de balayer le pont et de jeter les têtes et les troncs par dessus les parapets. Les eaux du fleuve étaient tellement souillées, que les lessiveuses furent obligées de changer de place pour trouver un lieu où l'eau fût limpide.

Dans ces jours de sanglantes horreurs la charité était active et ingénieuse pour soustraire des victimes à la mort; les ministres de la guillotine étaient plus ingénieux encore. On voyait à chaque heure entrer dans Lyon des charretées de personnages illustres arrêtés dans leur fuite ou arrachés à l'asile secret qui les avait reçus. La guillotine, accusée de lenteur, fut remplacée par le canon. On fit creuser hors de la ville un fossé profond, au bord duquel furent amenés soixante-quatre condamnés attachés l'un à l'autre; trois coups de canon chargés à mitraille les renversèrent. Seize seulement avaient été frappés de mort, les autres étaient tombés vivants, la plupart blessés et couverts de sang. Une nouvelle décharge foudroya ces infortunées victimes; plusieurs cependant n'étaient pas encore mortes; les soldats reçurent l'ordre de les achever à coups de sabre. Ces soldats, étant mal exercés, prolongèrent, pendant plus de deux heures, le massacre et l'agonie de ces hommes plus dignes de vénération que de pitié.

Loin de se laisser toucher par le murmure d'indigna-

Digitized by Google

tion qui avait accueilli cet acte barbare, les agents de la Convention voulurent imposer silence aux plaintes, en ordonnant, pour le lendemain, un nouveau massacre. Deux cent neuf prisonniers furent conduits sur la place de l'Hôtel-de-Ville, où ils furent à peine nommés aux juges, qui prononcèrent deux cent neuf arrêts de mort sans savoir contre qui ni pour quels faits. En les conduisant au supplice, l'officier chargé de diriger le convoi, s'étant aperçu qu'il y avait deux cent dix victimes au lieu de deux cent neuf, envoya à Collot-d'Herbois pour lui exposer son anxiété. « Qu'importe un de plus! » répondit Collot-d'Herbois, un de plus vaut mieux » qu'un de moins. D'ailleurs, » ajouta-t-il pour se laver les mains de ce meurtre, « celui qui mourra aujourd'hui » ne mourra pas demain. Qu'on achève! »

Lorsque les victimes arrivèrent au lieu du supplice, elles furent toutes attachées à une longue corde, afin qu'elles ne pussent ni fuir ni échapper à la mort. Neuf cents soldats reçurent l'ordre de tirer sur ces infortunés. Lorsque la fumée se fut dissipée, cent victimes étaient encore debout, d'autres, dégagées du câble par les balles, cherchaient à fuir en rampant par terre. On commanda alors à la cavalerie de s'avancer au pas de course, de les tuer à coups de sabre et de les broyer sous les pas des chevaux. Un seul était parvenu à s'échapper; mais, reconnu par le sang qui s'écoulait de ses mains, il fut précipité dans le Rhône par les Jacobins. Le lendemain, lorsque les fossoyeurs arrivèrent pour couvrir les morts de terre, en ayant trouvé qui respiraient encore, ils les assommèrent à coups de pioche.

Nous n'avons pas le courage de raconter les épouvan-

Digitized by Google

tables boucheries qui se continuèrent ainsi. Comme du temps de Tibère, un soupir, le deuil, un visage triste était un crime digne de la peine capitale. Collot-d'Herbois se glorifia de sa conduite : « Nous avons ranimé, » écrivait-il à la Convention, l'action d'une justice répu- » blicaine, c'est-à-dire prompte et terrible comme la vo- » lonté du peuple; elle doit frapper comme la foudre et » ne laisser que des cendres. » La révolution avait trouvé son Attila.

Les exécutions de Lyon causèrent une si vive répulsion, même à Paris, que Collot-d'Herbois fut rappelé et se vit obligé de se justifier au club des Jacobins.

Collot n'eut pas de peine à se justifier en présence des hommes de sang : « Une goutte de sang versée des veines » généreuses d'un patriote me tombe sur le cœur, mais » je n'ai point de pitié pour les conspirateurs. Nous en » avons fait foudroyer deux cents d'un coup, et l'on » nous en fait un crime. C'est encore une marque de » notre sensibilité. Lorsqu'on guillotine vingt coupables, » le dernier exécuté meurt vingt fois; tandis que deux » cents conspirateurs périssent ensemble, la foudre po- » pulaire les frappe, et semblable à celle du ciel, elle ne » laisse que le néant et les cendres. »

Ces paroles étaient applaudies et servaient d'encouragement à Fouché, laissé à Lyon pour continuer les massacres. Il écrivait ainsi à Collot, en apprenant la chute de Toulon : « Des larmes de joie coulent de mes » yeux, elles inondent mon âme; nous n'avons qu'une » manière de célébrer la victoire : nous envoyons ce » soir deux cent treize rebelles sous le feu de la foudre.»

A une époque où la Terreur reprenait une nouvelle

Digitized by Google

vigueur et devenait plus implacable encore, dans un moment où les crimes affreux commis à Lyon, où le sang qu'on y répandait, avaient enivré tous les républicains et troublé toutes leurs idées, la Convention se laissa entraîner à tous les genres de délire.

Persuadée que tout le passé de notre pays était indigne de la République, que les temps si glorieux où la France avait dominé sur les peuples voisins devaient être placés au-dessous de la servitude, la Convention voulut que la république de 1792 fût la date de l'histoire du genre humain. Afin de rompre entièrement avec les traditions des anciens temps, elle résolut d'effacer la dénomination des mois, des semaines et des jours. Elle divisa le mois en décades, et non plus en semaines, afin que le jour consacré par les chrétiens à la prière ne commençât plus avec le jour de repos des républicains. Matérialisant tout, rien ne devait plus parler à l'esprit. De même qu'en divisant la France en départements, on leur avait cherché un nom dans les accidents du terrain, de même on voulut donner aux mois un nom en rapport avec la température ou avec la vie rurale. C'était pour l'automne : vendémiaire, qui vendange les raisins; brumaire, qui assombrit le ciel; frimaire, qui couvre de frimas les montagnes; pour l'hiver : nivôse, qui blanchit de neige la terre; pluviôse, qui l'arrose de pluie; ventôse, qui déchaîne les tempêtes; pour le printemps : germinal, qui fait germer les semences; floréal, qui fleurit les plantes; prairial, qui fauche les prairies; enfin pour l'été : messidor, qui moissonne; thermidor, qui échauffe les sillons; fructidor, qui mûrit les fruits.

Les jours étaient tirés des nombres. *Primidi*, *duodi*,

Digitized by Google

tridi, quartidi, quintidi, sextidi, septidi, octidi, nonidi, décadi. Dans les calendriers populaires, au lieu des noms de saints, de personnages remarquables par leurs vertus, on plaçait les mots carotte, choux, navet, charrue, etc.

Tout tendait à un matérialisme grossier, qui devait en peu de temps faire disparaître toute idée, tout signe spirituel. Le christianisme, tel que la Constituante l'avait établi, quoiqu'il ne fût pas le catholicisme, qu'il renfermât des principes schismatiques et hérétiques, conservait cependant encore trop d'analogie avec le spiritualisme : il fallait le détruire. Ces malheureux prêtres qui avaient sacrifié leur conscience à leur ambition, voyaient enfin l'abîme qu'ils avaient creusé sous leurs pas. Beaucoup avaient déjà rétracté leur serment, plusieurs encore le rétractèrent alors. Le nouveau calendrier, n'étant point d'accord avec le calendrier chrétien, gênait infiniment nos fêtes ; c'était un nouveau moyen de persécution contre les chrétiens fidèles, qu'on reconnaissait au repos qu'ils gardaient le saint jour de dimanche. La persécution contre les prêtres fidèles recommença avec une nouvelle fureur. Nous avons des relations détaillées des souffrances inouïes que les ministres de Jésus-Christ, attachés comme de vils criminels sur des charrettes, éprouvaient en route de la part d'une population mécontente qui les insultait, les frappait, voulait les tuer ou les jeter dans les fleuves. Arrivés au lieu de leur destination, on les livrait à de nouveaux supplices : on les jetait au fond des navires, où ils devaient périr la plupart.

« Nous y étions tellement serrés, dit une victime, que

Digitized by Google

» nous ne pouvions nous coucher sur le dos, il fallait » toujours nous tenir sur le côté; beaucoup avaient sur » eux les pieds et les jambes de cinq ou six autres, qui » ne touchaient le plancher que par le milieu du corps. » Pour ne pas laisser d'intervalles vides, nous étions » entrelacés de manière que l'un avait les pieds dans » le sens que l'autre avait la tête. Tout le plancher était » ainsi couvert de corps qui en remplissaient exactement » les plus petits espaces. » Les maladies se déclarèrent si violentes, dans un lieu sans air, qu'on fut obligé d'appeler un médecin. Il n'osa pas descendre jusqu'au lieu où étaient les malades. « Si l'on eût mis quatre cents » chiens dans cet endroit, disait-il, ils seraient tous cre- » vés dès le lendemain, ou ils seraient tous devenus en- » ragés. » La mort avait à peine fait une victime, qu'elle était remplacée par une autre tirée de Rochefort.

La foi, dans certaines âmes, prenait une nouvelle vigueur par ces persécutions; mais l'incrédulité semblait chez d'autres s'affermir davantage et les poussait aux plus grands excès. Les meneurs de la Commune, et surtout Chaumette et Hébert, couvraient de dérision tout ce qui conservait encore quelques vestiges de l'ancien culte. On voyait conduire par les rues des ânes revêtus des ornements sacerdotaux. Les chaires évangéliques, occupées par de mauvais prêtres, devenaient des chaires du plus affreux scandale. Désirant être maîtresse des temples de la capitale, et pouvoir installer ses clubs dans nos sanctuaires, la Commune résolut d'entraîner la Convention, qui reconnaissait encore l'Eglise constitutionnelle. Chaumette, Hébert, Momoro, Anacharsis Cloots et Bourdon (de l'Oise) se rendirent auprès de Gobel,

Digitized by Google

évêque constitutionnel de Paris, vieillard faible de caractère, à qui ils persuadèrent qu'il devait lui-même donner l'exemple d'une renonciation, s'il voulait échapper à de plus grands malheurs. Gobel se rendit à la Convention avec ses grands vicaires : « Citoyens, dit-» il en lisant une déclaration préméditée et convenue » avec la Commune, né plébéïen j'eus de bonne heure » dans l'âme les principes de l'égalité. Appelé à l'As-» semblée nationale, je reconnus un des premiers la » souveraineté du peuple. Sa volonté m'appela au siége » épiscopal de Paris. Je n'ai employé l'ascendant que » pouvaient me donner mon titre et ma place qu'à aug-» menter son attachement aux principes éternels de la » liberté, de l'égalité, de la morale, base nécessaire de » toutes constitutions vraiment républicaines. »

Cette déclaration, immédiatement signée par les grands vicaires constitutionnels de Gobel, fut bientôt adoptée par la plupart des prêtres de la Convention. Robert Lindet, évêque d'Evreux, abdiqua en d'autres termes. « La morale que j'ai prêchée, dit-il, est celle de tous les » temps. La cause de Dieu ne doit pas être une occasion » de guerre entre les hommes. Chaque citoyen doit se » regarder comme le prêtre de sa famille. La destruc-» tion des fêtes publiques creusera cependant un vide; » remplacez ces fêtes par des fêtes purement nationales, » qui servent de transition entre le règne de la super-» stition et celui de la raison. » Sièyes parut aussi à son tour. Après avoir déclaré qu'il n'avait jamais eu la foi, il ajouta : « Je n'ai point de lettres de prêtrise à vous » offrir; depuis longtemps je les ai détruites, mais je dé-» pose l'indemnité qui m'était allouée en remplacement

Digitized by Google

» des anciennes dotations ecclésiastiques que je possé-
» dais. »

Grégoire, évêque de Blois, entrant dans la salle au milieu des frénétiques applaudissements des tribunes qui couvraient de leurs bravos chaque apostasie, s'informe de la cause de ce mouvement et monte à la tribune: « Citoyens, dit-il, j'arrive, et je n'ai que des notions » très vagues sur ce qui se passe en ce moment. On me » parle de sacrifices à la patrie, j'y suis habitué; d'atta- » chement à la révolution, mes preuves sont faites; de » revenu attaché aux fonctions d'évêque, je l'abandonne » sans regrets. S'agit-il de religion, cet article est hors » de notre domaine; vous n'avez pas le droit de l'atta- » quer. Catholique par conviction et par sentiment, prê- » tre par choix, nommé évêque du peuple, ce n'est ni de » lui ni de vous que je tiens ma mission. On m'a tour- » menté pour accepter le fardeau de l'épiscopat, on me » tourmente aujourd'hui pour obtenir de moi une abdi- » cation qu'on ne m'arrachera pas. » Cette déclaration a été vantée comme un acte de courage. Pour demeurer dans le vrai, il faut cependant remarquer que jamais elle n'a fait courir le moindre péril à Grégoire. Il put, sans s'attirer la haine des révolutionnaires, se constituer le patriarche de l'Eglise constitutionnelle.

Aussitôt tous les temples sont dévastés; on voit les hommes les plus grossiers, revêtus d'ornements sacerdotaux, parcourir les rues en dansant la carmagnole. Les châsses, les reliquaires sont dépouillés de leurs ornements et les ossements les plus saints jetés à la voirie. Certains commissaires de la Convention défendirent même aux instituteurs de prononcer le nom de Dieu, aux enfants confiés à leurs soins.

Digitized by Google

Ces scènes scandaleuses avaient lieu dans la plupart des communes, où quelques révolutionnaires exaltés imposaient silence à la multitude des croyants qui n'avaient pas la force de se déclarer.

Chaumette, se persuadant qu'il fallait un culte au peuple, voulut lui donner celui de *la Raison*, grande divinité qu'on exaltait alors et dont on faisait l'unique dieu; il en demanda et en obtint l'inauguration à la Convention, le 9 novembre 1793. Chaumette, accompagné des membres de la Commune et suivi d'une foule immense, entra dans l'Assemblée au son de la musique et au refrain des hymnes patriotiques. Il tenait à la main l'une des plus belles courtisanes de Paris, couverte à demi d'un long voile bleu. Un groupe de prostituées, escortées par des hommes de sang et de sédition, marchait sur ses pas. Chaumette leva le voile. « Mortels, dit-» il, ne reconnaissez plus d'autre divinité que la Rai-» son; je viens vous offrir sa plus belle et sa plus pure » image. » Chaumette se prosterne alors devant l'idole et l'adore. Le président se lève à son tour et vient lui rendre les mêmes hommages; la plupart des députés les imitèrent. On remarqua que Robespierre simula la distraction pour ne pas prendre part à cette scène aussi grotesque et infâme que sacrilége.

Afin de relever le nouveau culte et de profaner encore davantage nos temples, on voulut inaugurer la fête de la Raison à Notre-Dame. Une actrice, dans tout l'éclat de la beauté, choisie pour être l'image de la nouvelle divinité, entra dans le temple profané, portée sur un palanquin, accompagnée des principales actrices de l'Opéra, vêtues de blanc et ceintes de rubans tricolores. Des groupes de choristes chantaient les hymnes composées

Digitized by Google

en l'honneur de la Raison, pendant que des chœurs exécutaient des danses. L'actrice fut portée sur le maître-autel où elle alluma une torche immense, symbole de la lumière de la Raison, puis reçut les adorations de la Commune, des conventionnels présents et de la multitude. Ces scènes abominables se renouvelaient dans tous les temples. On choisissait dans toutes les classes les plus belles personnes pour en faire des idoles. Les familles cachaient leurs jeunes beautés, qu'autrefois elles auraient montrées avec orgueil, afin de les dérober au scandale de l'adoration publique. On vit une jeune fille, enlevée de force pour être placée sur l'autel, mourir de douleur, et d'autres tomber évanouies (1).

Pour mettre le comble au scandale, on éleva sur la place de Grève un énorme bûcher, où l'on vint déposer

(1) Voici une description de ces orgies qui nous a été conservée par un conventionnel : « La femme du vil Momoro, la chanteuse Maillard, » l'actrice Condeille, se prêtèrent d'abord à ces triomphes, à ces ado- » rations. Mais la Raison était ordinairement une divinité choisie dans » la classe des sans-culottes. Le tabernacle du maître-autel servait de » marche-pied à son trône. Des canonniers, leur pipe à la bouche, lui » servaient d'acolytes. Les cris de mille voix confuses, le bruit des » tambours, les rauques éclats de la trompette, le tonnerre de l'orgue, » laissaient croire aux spectateurs qu'ils étaient transportés parmi les » bacchantes. Ce peuple, subitement licencié du joug politique et reli- » gieux, n'était plus qu'une populace effrénée, dansant dans le sanc- » tuaire en hurlant la carmagnole, et les danseurs, à peu près sans » culottes, le cou et les bras nus, les bas ravalés, imitaient, dans leurs » rapides tournoiements, un tourbillon avant-coureur des ravages de » la tempête. Le devant des chapelles était masqué par des tapisseries, » et là se passaient des scènes de débauche. A St-Eustache on avait, » par une décoration, simulé un de ces jardins publics, lieux d'amuse- » ments désordonnés, et dressé des tables pour manger et pour boire. »

Digitized by Google

la plupart des reliques, afin de les consumer par les flammes. La piété des fidèles parvint à en soustraire beaucoup à la profanation et substitua des ossements ordinaires.

Les tombeaux eux-mêmes n'étaient plus un asile sacré pour les hommes illustres qui avaient tenu le pouvoir en France. Un décret de la Convention ordonna la destruction des tombeaux de Saint-Denis. Les portes de la basilique furent brisées. Grilles, statues, tombeaux, rien ne fut respecté. On arrachait avec insulte les restes de tous les monarques français et on les traînait dans la fange.

Lorsque le corps de Henri IV fut déposé dans le chœur, le peuple et les mutilateurs semblèrent s'émouvoir et demander grâce en sa faveur. « Il a trompé Dieu, ses maî» tresses et son peuple, dit le représentant Lasagne, qu'il » ne trompe pas la postérité et votre justice. » A ces mots il fut jeté dans la fosse commune. Il sortit du tombeau de Louis XV une odeur si méphitique, qu'il fallut brûler une masse de poudre pour la neutraliser. La corruption de son siècle semblait s'échapper de sa tombe. Le corps mutilé de Turenne fut respecté. On le conserva pendant neuf ans dans les greniers du cabinet d'histoire naturelle, au Jardin-des-Plantes, parmi les restes empaillés des animaux. L'écrivain n'a pas besoin de faire des réflexions sur ces scènes hideuses; il n'y a pas un lecteur qui ne se sente humilié en lisant de pareilles horreurs, dont nulle époque ne nous avait fourni d'exemples.

Ces excès même commençaient à jeter la division parmi les terroristes. Deux pouvoirs étaient réellement en présence : la Commune et la Convention. Les principaux chefs du parti de la Commune, Hébert, Chaumette, Vincent, Momoro et Ronsin, voulaient, sous les mots

Digitized by Google

de patrie, de liberté et d'égalité, la subversion totale de toutes les idées, de toutes les religions, de toute pudeur, de toute morale; après avoir décapité en masse toutes les classes nobles, sacerdotales, lettrées, morales, qui avaient dominé par le nom, la fortune, les lumières, ils pensaient établir le gouvernement de la populace, qu'ils espéraient dominer, et sous le nom de laquelle ils voulaient exercer leur tyrannie.

Ils s'appuyaient d'abord sur la Commune, dont ils disposaient à leur gré; sur l'armée révolutionnaire, commandée par Ronsin; sur la populace, par le *Père Duchêne* et certains clubs. Le *Père Duchêne* était un journal écrit dans le langage du bas peuple, rempli de jurements, de blasphèmes, de proclamations d'athéisme, de maximes d'immoralité réduites en un catéchisme crapuleux, où l'on préconisait toutes les jouissances de la chair en dénonçant les riches. Cette feuille, jetée chaque matin comme une pâture à la populace dont on glorifiait les penchants grossiers, répandait parmi elle le mépris de l'honnête et un amour insatiable du sang.

Le parti Hébert avait encore plusieurs clubs à sa disposition : en première ligne celui des Cordeliers, qui était absolument passé entre ses mains lorsque Danton avait quitté la capitale pour se retirer à Arcis-sur-Aube. Au-dessous de ce club se voyaient des réunions de femmes dont les hébertistes disposaient aussi.

« Ayant *balayé les tyrans*, elles assistaient aux fêtes » nationales et elles y tricotaient. » De là les tricoteuses de Robespierre. Elles voulurent avoir leurs clubs, dont deux se firent un nom : la *Société fraternelle* et la *Société révolutionnaire*. Le premier, composé de femmes

Digitized by Google

savantes, se tenait dans l'une des salles des Jacobins; elles adoraient Robespierre, discutaient les graves matières du mariage, de la maternité, de l'éducation des enfants, des institutions de secours et de soulagement à l'humanité; le second, formé des femmes du peuple, des marchandes de la Halle, siégeait à Saint-Eustache; elles calquaient leurs doctrines sur le club des *Enragés*. Ces clubs, qui avaient la prétention de régenter la Commune, de l'animer et de la modérer à leur gré, haranguaient le conseil et voulaient lui imposer des lois. Ces femmes révolutionnaires prirent un costume : pantalons rouges, cheveux décorés de cocardes, et prétendirent l'imposer par des coups à celles qui ne consentaient pas à s'en revêtir; elles se réunirent quelquefois au nombre de six mille pour vociférer dans les rues. Des députations se portaient à la Convention, interrompaient les orateurs et demandaient même la parole pour déclamer à la tribune. C'est au milieu de cette anarchie que Danton revint d'Arcis-sur-Aube. Danton, le premier auteur des horribles mesures révolutionnaires, qu'il avait regardées comme un moyen passager pour soulever le peuple et sauver la patrie en danger, s'unit à ses amis pour travailler à détruire d'abord la faction des hébertistes, ensuite le tribunal révolutionnaire, et enfin le gouvernement qui lui servait de base. Ce fut dans ce dessein qu'il chargea Camille Desmoulins de rédiger le *Vieux Cordelier*, qui devait attaquer avec une violence extrême les *Enragés*, les stigmatiser d'un fer rouge et les tacher de sang. Il fallait, pour réussir, rattacher à cette cause Robespierre, à qui le premier numéro du *Vieux Cordelier* fut présenté; il lui donna une de ces approbations va-

Digitized by Google

gues qu'on peut toujours rejeter lorsqu'une occasion favorable se présente pour dégager sa parole.

Ce journal, écrit avec une violence extrême, excita bientôt de si vives émotions, que tous les révolutionnaires sentirent le besoin de s'appuyer sur la puissante société des Jacobins, où Robespierre, qui en était l'idole, dominait en maître. Hébert s'y rendit un jour, accompagné de ses amis, et y attaqua, sans cependant les désigner, les chefs dont « la politique comme celle de tous les tyrans » est de diviser pour régner; celle des patriotes comme » nous est de se rallier pour écraser les tyrans. Déjà je » vous ai avertis que des intrigants cherchaient à nous » envenimer les uns contre les autres. Il faut suivre » rigoureusement le procès des complices de Brissot. » Quand on a jugé ce scélérat, il fallait juger ses com- » plices; quand on a jugé Capet, il fallait juger sa race.» Momoro demanda l'extermination des prêtres.

Robespierre prit la parole, et récapitulant les actes des hébertistes, les flétrit de la manière la plus forte; arrivant à la question de la liberté des cultes, il attaqua avec une grande force l'athéisme qu'on travaillait à répandre dans les masses.

« On dira peut-être que je suis un esprit étroit, un » homme à préjugés : que sais-je? un esprit fanatique.

» Je ne parle ni comme un individu, ni comme un » philosophe systématique, mais comme un représentant » du peuple. L'athéisme est aristocratique; l'idée d'un » grand Être qui veille sur l'innocence opprimée et qui » punit le crime triomphant, est toute populaire. » Ces paroles furent couvertes par les plus vifs applaudissements de l'Assemblée et des tribunes. — « Le peuple, les

Digitized by Google

» malheureux m'applaudissent. Si je trouvais des cen-
» seurs, ce serait parmi les riches; j'ai été, dès le collége,
» un assez mauvais catholique; je n'ai jamais été ni un
» ami froid, ni un défenseur infidèle de l'humanité. Je
» n'en suis que plus attaché aux idées morales et politi-
» ques que je viens de vous exposer. »

Ce discours, plus élevé que tous ceux que prononçait ordinairement Robespierre, avait son but politique : c'était de montrer la conspiration se cachant sous le voile de l'exagération. « Ne voyez-vous pas le piége que nous
» tendent les lâches émissaires des tyrans étrangers? Ils
» voudraient nous rendre odieux à tous les peuples. De-
» puis que les chefs d'une faction exécrable, appui des
» trônes étrangers, ont péri; depuis que la journée du
» 31 mai a régénéré la Convention, ils redoublent d'ac-
» tivité pour diviser les défenseurs de la République et
» avilir la Convention nationale. Bientôt cet odieux mys-
» tère sera entièrement dévoilé. »

Alors commença aux Jacobins ce que l'on nommait les épurations. Un jour on chassait les partis avancés, le lendemain on repoussait les rétrogrades. Danton, l'un des premiers menacés, fut accusé de trames contre-révolutionnaires. Il dut alors comprendre la faute énorme qu'il avait commise, d'être resté éloigné pendant quelques mois de Paris. Lorsqu'il parut à la tribune des Jacobins, on ne voulut pas d'abord l'entendre. Il secoua sa chevelure, plissa son front : « J'ai entendu des ru-
» meurs, dit-il; ne suis-je plus ce même Danton qui s'est
» trouvé à côté de vous dans tous les moments de crise?
» ne suis-je plus celui que vous avez souvent embrassé
» comme votre ami, et qui doit mourir avec vous? J'ai

Digitized by Google

» été un des plus intrépides défenseurs de Marat. J'in-
» voque l'ombre de l'*Ami du peuple!* »

Après cet exorde foudroyant, il repassa toute sa vie avec une vivacité, une vitesse, une force, que la plume des auditeurs fut impuissante à reproduire, et finit par demander la nomination de douze commissaires pour examiner sa conduite. Afin d'atténuer l'effet de ce discours, qui avait plutôt ébranlé que convaincu l'Assemblée, Robespierre se présenta comme un protecteur.

En se posant ainsi en défenseur de Danton, Robespierre le rangeait au nombre de ses subalternes, et espérait s'en servir comme d'un instrument qui lui était nécessaire pour accabler les hébertistes. S'il se montra favorable à Danton, il ne ménagea point Anacharsis Clootz, cet apôtre du genre humain. «Nous connaissons,
» Clootz, tes visites nocturnes chez Gobel, l'évêque de
» Paris; nous savons que là, couvert des ombres de la
» nuit, tu as préparé avec Gobel cette mascarade. Ci-
» toyens, regardez-vous comme patriote un étranger qui
» veut être plus démocrate que les Français qu'on voit
» au sommet de la Montagne? »

Robespierre fut plus clément à l'égard de Camille Desmoulins, qu'il sauva de l'expulsion des Jacobins. Comme il fallait du sang, il fit à la Convention un rapport où, après avoir reconnu la nécessité d'un gouvernement légal et démontré qu'il serait possible lorsque la paix serait rétablie et la révolution affermie, il concluait par demander la tête de Diétrich, maire de Strasbourg, de Custine, fils du général de ce nom, et d'un certain nombre de généraux accusés de complicité avec l'étranger. C'étaient des victimes, la plupart innocentes, jetées en

Digitized by Google

pâture à la multitude qui ne semblait rassurée que lorsque la guillotine fonctionnait bien ; triste et coupable moyen adopté pour arracher la tête des chefs des deux partis extrêmes, et les tuer ensuite séparément.

Piqués au vif par les violentes attaques du *Vieux Cordelier*, les hébertistes poussaient des cris de rage et faisaient retentir les clubs, l'Assemblée, les places publiques de leurs plaintes amères. Voyant que le Comité de salut public demeurait sourd à leur appel, ils résolurent de soulever le peuple et préparèrent tout pour un 31 mai. Le *Père Duchêne* appelait la populace aux armes; Ronsin disposait de l'armée ; Maillard était encore maître de ses vieilles bandes licenciées. Vincent, le chef des Cordeliers, poussait des rugissements; il faisait afficher dans les clubs des proclamations pour faire réduire à quinze cents âmes la ville de Lyon et engloutir les cinquante mille autres sous les flots du Rhône. Par les manœuvres de Chaumette, affluaient à la Commune des pétitions demandant l'expulsion de la Convention de tous les membres gangrénés. On ne parlait pas de moins de soixante-treize membres qu'on accusait de complicité avec les Girondins. Chaque municipalité se croyait souveraine, modifiait les lois à son gré et suivait l'exemple de Paris. Ainsi, sous le prétexte d'un prétendu patriotisme, on voyait l'arbitraire absolu substitué à la loi, l'anarchie remplaçait l'ordre. Au milieu de cette confusion générale, la Convention, chancelant sur ses bases et sentant son extrême faiblesse, rendit, pour se raffermir, un décret fameux qui soumettait plus complétement la Commune au Comité de salut public et restreignait le droit qu'elle s'était donné d'agir comme elle voulait.

Digitized by Google

Chaumette et ses amis feignirent de recevoir ce décret restrictif des droits de la Commune avec de grandes démonstrations de respect et de soumission, afin de préparer avec plus de sécurité les moyens insurrectionnels qu'ils étaient résolus à employer. Robespierre, se sentant menacé, dénonça tous les partis à la tribune. « Deux » factions nous travaillent : l'une nous pousse à la faiblesse, l'autre à l'excès; l'une veut ériger la liberté en » bacchante, l'autre en prostituée. Des intrigants subalternes, souvent même de bons citoyens abusés, se » rangent à l'un ou à l'autre parti, mais les chefs appartiennent à la cause des rois. »

Epouvanté par ce discours, Hébert provoqua aux Cordeliers une insurrection, demanda de sonner le tocsin et engagea ainsi ses adversaires à tout préparer pour la défense. Comme le dit Ronsin, il eût fallu agir au lieu de bavarder, et partout on causait. Camille Desmoulins se montrait plus cassant que jamais; il accusait Hébert de vol et disait que la prétendue égalité qu'on voulait fonder n'avait d'autre effet que de rabaisser la nation. Il répondait à ceux qui prétendaient que l'état présent ne peut pas être la liberté : « Mais, patience! vous serez » libres un jour. Cette liberté que j'adore n'est pas le » dieu inconnu; nous combattons pour obtenir des biens » dont elle met sur-le-champ en possession ceux qui » l'invoquent. Ces biens sont la déclaration des droits, » la douceur des maximes républicaines, la fraternité, » la sainte égalité, l'inviolabilité des principes; voilà les » traces des pas de la déesse. A quel autre signe pourrais-je la reconnaître? Cette liberté n'est-elle qu'une » actrice de l'Opéra, la Maillard ou la Condeille, prome-

Digitized by Google

» née avec un bonnet rouge, ou cette statue de quarante-
» six pieds de haut que propose David? Ce serait la plus
» stupide idolâtrie. Serions-nous avilis au point de nous
» prosterner devant de telles divinités? »

Ces spirituels pamphlets, qui nous peignent si bien la situation générale, animaient toujours plus les ultra-révolutionnaires, qui répondaient sottement en faisant retomber sur les modérés tous les malheurs du temps. Paris manquait alors de viande, parce que la Vendée, qui autrefois envoyait de magnifiques bœufs à la capitale, avait cessé d'en faire parvenir depuis la guerre; et l'Alsace, qui en fournissait beaucoup auparavant, pouvait à peine suffire alors aux besoins de l'armée. La Commune obligée, pour apaiser le peuple, d'attacher des cordes à la porte des boucheries, afin que chacun pût conserver son rang, accusa les riches d'être la cause du malaise et demanda leur rappel dans la capitale; quelques utopistes proposèrent même de changer en campagne arable sur laquelle on ferait passer la charrue, les beaux parterres et les magnifiques jardins du faubourg Saint-Germain. Mais, avant d'avoir produit du bétail par ces moyens, Paris devait longtemps encore souffrir de la disette de viande. C'est alors que les hébertistes accusèrent ouvertement la Convention du malaise qui tourmentait la capitale, et firent un appel aux armes. Cet appel fait avec mollesse eut peu de succès, et fournit ainsi à la Convention un prétexte de mettre en état d'arrestation les agitateurs de la plus vile populace.

Les hébertistes se trouvaient cernés de manière à ne pouvoir résister. Dans la nuit du 13 au 14 mars 1794, Ronsin, général de l'armée révolutionnaire; Hébert, Vin-

Digitized by Google

cent, Momoro, Ducroquet, Cook, banquier hollandais; Saumur, colonel d'infanterie; Leclerc, Pereyra, Anacharsis Clootz, Deffieux, Dubuisson, Proly, furent arrêtés et conduits à la Conciergerie. Lorsque ces nouveaux prisonniers arrivèrent, la foule de ceux qui avaient été arrêtés comme suspects se précipita à leur rencontre pour insulter à leur malheur. Ils se mirent à se lamenter et à s'accuser mutuellement. « Ronsin seul, nous dit » un espion de Robespierre, parut ferme. »

Le 24 mars, cinq charrettes sortirent de la cour de la Conciergerie, conduisant les condamnés à la guillotine. Dans la dernière on voyait Anacharsis Clootz, Vincent, Ronsin et Hébert. Loin de tenter de les sauver, la multitude, qui était plus nombreuse qu'à aucune autre exécution, insulta les condamnés (1). Ni Ronsin, ni Clootz ne *bronchèrent*, pour nous servir de l'expression consacrée. Hébert tombait à chaque instant en défaillance, en entendant la populace répéter ces mots si souvent prononcés par les colporteurs du *Père Duchêne : Il est b..... en colère le Père Duchêne*!

On épargna Pache, maire de Paris, grâce à la faiblesse de son caractère, qui le rendait incapable de devenir jamais chef d'un parti dangereux, grâce aussi à l'affection que le peuple lui témoignait. Chaumette, qui était plus à craindre et qui avait d'ailleurs pris une part trop active aux manœuvres des hébertistes pour demeurer libre, fut arrêté et conduit au Luxembourg, où tous

(1) Vincent habitait, dans la prison, une chambre particulière avec sept ou huit forcenés; ils se faisaient apporter de la viande crue et affectaient de manger ainsi en présence des autres prisonniers, et de montrer leurs lèvres teintes de sang.

Digitized by Google

les prisonniers l'environnèrent, lui rappelèrent ses réquisitoires contre les filles de joie, contre les aristocrates, contre la famine, contre les suspects. L'un d'eux s'avança alors et, s'inclinant profondément, lui dit : « Phi» losophe Anaxagoras, je suis *suspect*, tu es *suspect*, » nous sommes *suspects*. » Chaumette osa à peine répondre. Il courut aussitôt se renfermer dans sa cellule, d'où il n'osa plus sortir.

Après avoir détruit ce qu'on nommait les ultra-révolutionnaires, Robespierre, afin de frapper le parti de Danton de déchéance morale, accusa de corruption Chabot, Barrère, Delaunay, Julien de Toulouse et Fabre. Il s'était répandu dans le public que ces représentants, prévoyant la chute prochaine du gouvernement, avaient cherché à se faire une grande fortune. Il est, en effet, constant que la plupart de ces puritains en révolution tiraient d'immenses profits de leur qualité de représentants; mais l'argent ainsi gagné n'est guère employé en économies et à l'établissement de sa famille. Il y avait tel député qui paraissait aux Jacobins revêtu d'habits grossiers, et qui, se donnant tous les plaisirs du luxe, ne se cachait nullement de cette vie insouciante et joyeuse. Ronsin avait un hôtel spendidement meublé, une écurie avec quarante magnifiques chevaux, et donnait les plus beaux repas au pavillon de la Muette. Fabre d'Eglantine, qui, dans ses courses comme comédien, vivait à peine, possédait à Rouff de très-belles écuries. Un autre vantait son équipage de chasse et comptait avec orgueil le nombre de cerfs qu'il avait forcés. Barrère avait des maîtresses dont le public racontait les coûteuses fantaisies. Danton disait après sa condamnation à mort :

Digitized by Google

« Qu'importe la mort! j'ai bien joui de la vie et de la » révolution; j'ai bien dépensé, bien ribotté; je me suis » amusé avec les femmes. »—Rien n'égalait les dépenses des conventionnels en mission, si ce n'est peut-être celles des proconsuls de la république romaine.—Robespierre, surnommé l'*incorruptible*, le *saint des terroristes*, volait aussi la nation. Couthon, avant de devenir son ami, disait à Dulaure : « Je ne veux plus loger dans la même » maison que lui; chaque jour on y voit arriver des » hommes de figure atroce à qui il donne à dîner. Je » ne sais comment il fait pour subvenir à ces dépenses, » tandis que mon indemnité suffit à peine pour me faire » vivre avec ma famille. »

Le coup dont les hébertistes venaient d'être frappés avait rendu au parti modéré une grande confiance; Robespierre, redoutant le triomphe de ce parti, résolut de le frapper à la tête en immolant Danton. Il persuadait ainsi aux Jacobins qu'il détestait le modérantisme, dont on commençait à l'accuser, et il se délivrait en même temps d'un concurrent dangereux, car Danton, le seul homme qui pût lui porter ombrage, une fois mort, il n'avait plus à craindre personne, il planait en maître sur la Convention, sur le Comité de salut public et sur la nation entière. Instruits que Danton avait le dessein de provoquer le renouvellement de ce Comité, d'en exclure la plupart des membres, et d'arriver ainsi à dominer le gouvernement, ses ennemis résolurent sa perte et prêtèrent leur concours à Robespierre, qui commença à prédisposer les esprits des Jacobins au grand coup qu'il méditait. Il préparait ainsi la Convention, en soulevant chez elle la crainte des modérés :

Digitized by Google

« Le ressort du gouvernement populaire pendant la » paix est la vertu, disait-il ; le ressort du gouvernement » populaire en révolution est à la fois la vertu et la ter- » reur. On a dit que la terreur est le ressort du gouver- » nement despotique; le nôtre ressemblerait-il donc au » despotisme? — Le gouvernement de la république est le » despotisme de la liberté contre la tyrannie. — La force » ne serait-elle donc faite que pour protéger le crime? » N'est-ce pas à frapper les têtes orgueilleuses que la » foudre est destinée? La fureur des despotes sera-t-elle » appelée justice, et la justice du peuple barbarie? — » Comme on est tendre pour les oppresseurs et inexo- » rable pour les opprimés! — La protection n'est due » qu'au citoyen paisible; il n'y a de citoyens dans la ré- » publique que les républicains; les royalistes, les étran- » gers sont des ennemis.... »

Le nom de Danton n'avait pas été prononcé. Robespierre sembla même rentrer dans l'inaction, il ne parut pas en public, il ne s'expliqua point; mais la rumeur annonçait la chute du chef des nouveaux modérés. Plusieurs Montagnards ne la voyaient pas sans trembler; convaincus que Danton était encore nécessaire pour servir de contre-poids à Robespierre, qui, une fois délivré de son rival, allait dominer en maître, ils ménagèrent une entrevue entre les deux adversaires. Danton y fit voir tout son dégoût pour la politique sanguinaire, ce qui irrita Robespierre (1). Danton cependant, suivant

(1) « Qu'as-tu à me reprocher? disait Danton. — Tu contraries les mesures prises par les comités. — En quoi? — Mais toujours. Tu as tenu des propos quand les Girondins ont été condamnés; tu les as pleurés. — Oui, il y en avait parmi eux qui aimaient la liberté. Pour-

Digitized by Google

toujours son caractère insouciant, se livrait au plaisir et abandonnait le soin des affaires. Pour le tirer de son inertie, il lui fallait une grande crise; parce que tout paraissait tranquille autour de lui, il croyait n'avoir rien à craindre. Comme on lui disait de ne pas s'abandonner, de se montrer à la Convention, de la saisir des projets prévus de ses ennemis, ils se contentait de répondre : *Ils n'oseront.* Ils osèrent cependant.

Le 31 mars, pendant la nuit, le Comité de salut public convoqua les comités de législation et de sûreté générale pour un motif très urgent. Saint-Just, chargé par Robespierre de prendre la parole en cette circonstance, dit « qu'un homme longtemps utile, maintenant dangereux, » toujours égoïste, avait affecté de se séparer des comités » du gouvernement, afin de séparer sa cause de celle de » ses collègues, et de leur imputer ensuite à crime le sa- » lut de la patrie; que cet homme, nourri de complots, » gorgé de richesses, convaincu de trahison d'abord avec » la cour, puis avec Dumouriez, puis avec la Gironde, » enfin avec les endormeurs de la révolution, tramait » maintenant la plus dangereuse de toutes, la trahison » de la clémence; que, sous cette hypocrisie d'humanité,

quoi tuer des enfants tels que Fonfrède et Ducos? — Tu soutiens aussi Camille Desmoulins. — Autre enfant. — Tu défends le *Vieux Cordelier.* — Oui, je pense comme lui; il est temps de mettre la clémence à l'ordre du jour. Toujours du sang; toute la France y passera, toi comme les autres — Tu soutiens Phelippeaux; c'est toi qui l'as engagé à imprimer son écrit sur la Vendée. — Oui, c'est moi. Il faut mettre fin au carnage dans la Vendée. — Eh bien! Danton, tu es un vrai conspirateur. » A ce mot, Danton tressaillit. « Le superbe pleure! » dit Robespierre. Et ils se séparèrent plus ennemis qu'auparavant.

Digitized by Google

» il pervertissait l'opinion, grossissait les murmures, ai-
» grissait les esprits, fomentait la division dans la repré-
» sentation nationale, entretenait l'espoir de la Vendée,
» correspondait peut-être avec les tyrans exilés. »

Les membres des divers comités regardèrent alors Robespierre, qui confirma tout ce qui venait d'être dit. Aussitôt un décret d'arrestation fut rendu contre Danton, Camille Desmoulins, Lacroix, Phelippeaux et Westermann. Un employé des bureaux courut en prévenir Danton, qui se contenta encore de répondre : « Ils déli-
» bèreront longtemps; ils délibèreront toujours avant de
» frapper un homme tel que moi. » Et il se rendormit. A six heures du matin, les gendarmes frappaient à sa porte et le conduisaient à la prison du Luxembourg, où ses amis arrivèrent en même temps que lui.

Dès le matin, la nouvelle de l'arrestation de Danton se répandit dans Paris et y produisit une profonde sensation. La Convention elle-même se trouva vivement agitée. A peine réunie, Legendre, qui n'avait pas assez d'importance pour avoir été arrêté, demanda la parole pour proposer que les détenus fussent mandés à la barre de l'Assemblée et entendus.

Robespierre eût été perdu s'il ne fût arrivé au moment où Legendre parlait. Robespierre, qui avait déjà toute l'insolence d'un souverain de fraîche date, se faisait ordinairement attendre; mais cette fois il avait jugé à propos de se rendre de bonne heure à l'Assemblée. Il monte à la tribune et s'en empare en maître; il développe les motifs d'accusation contre chacun des représentants arrêtés, s'attache spécialement à prouver la culpabilité de Danton et propose un décret contre eux.

Digitized by Google

Saint-Just reprit le même thème avec plus de vigueur encore : « Les jours du crime sont passés, malheur à » ceux qui soutiendraient sa cause! Que tous ceux qui » furent criminels périssent! On ne fait point des répu- » bliques avec des ménagements, mais avec la rigueur » farouche, la vigueur inflexible envers tous ceux qui » ont trahi. Que les complices se dénoncent en se ran- » geant du parti des forfaits. Ce que nous avons dit ne » sera jamais perdu sur la terre. On peut arracher à la » vie des hommes qui, comme nous, ont tout osé pour » la vérité : on ne peut point leur arracher leurs cœurs » ni le tombeau hospitalier sous lequel ils se dérobent » à l'esclavage et à la honte de voir triompher les mé- » chants. »

Pas une seule voix ne s'éleva dans l'Assemblée contre un décret qui livrait au bourreau la vie des principaux membres de la Convention, tant le Comité de salut public inspirait de terreur.

Danton avait apporté toute sa fermeté à la prison. Voyant plusieurs de ses amis abattus, et entendant les plaintes larmoyantes de Camille Desmoulins, il disait : « A quoi bon ces larmes? puisqu'on nous envoie à » l'échafaud, marchons-y gaîment. »

Danton salua ainsi les détenus qu'il trouvait sous les verrous : « Messieurs, j'espérais vous faire sortir d'ici. » Malheureusement m'y voilà renfermé avec vous. Je » ne sais plus quel sera le terme de tout ceci. »

Il se mettait à la fenêtre de son cachot, et déclamait contre les hommes de sang comme du haut d'une tribune, afin que ses paroles fussent entendues des autres prisonniers et de la foule qui était dans les rues.

Digitized by Google

Lorsque Danton et ses amis arrivèrent à la Conciergerie, ils y excitèrent la plus vive curiosité. Danton parla avec la même énergie : « C'est à pareil jour que j'ai fait » instituer le tribunal révolutionnaire, j'en demande » pardon à Dieu et aux hommes; c'était pour prévenir » le renouvellement des massacres de septembre et non » pas pour être le fléau de l'humanité. »

— « Je laisse tout dans un gâchis épouvantable. Il » n'y en a pas un qui s'entende en gouvernement. Si je » laissais mes jambes à Couthon et ma cervelle à Robes- » pierre, le Comité de salut public pourrait encore aller » quelque temps. »

— « Ce sont tous des frères de Caïn; Brissot m'aurait » fait guillotiner tout comme Robespierre. »

— « Dans les révolutions, le pouvoir reste au plus » scélérat. »

— « Je savais que je devais être arrêté; je n'ai pas » voulu m'en aller : on n'emporte point sa patrie sous » la semelle de ses souliers. »

Puis il lui vint une de ces réflexions amères qui n'étaient guère dans sa nature : « Il vaudrait mieux être » un pauvre pêcheur que de gouverner les hommes. » C'est le seul mot de ce genre qu'il prononça.

Lacroix parut extrêmement étonné de voir la multitude des victimes renfermées dans les cachots de la Conciergerie : « Quoi! dit une prisonnière, vous n'avez donc » jamais vu les charretées de prisonniers qu'on conduit » chaque jour à l'échafaud! — Non, dit Lacroix, je ne » me suis jamais rencontré sur leur chemin. » Cette réponse était sincère. Ces hommes, qui avaient tant de fois fait couler le sang, qui avaient proclamé les grands

Digitized by Google

moyens révolutionnaires, qui avaient produit les journées de septembre, se croyaient absous de ces crimes, et se jugeaient humains parce qu'ils n'avaient regardé ces moyens que comme passagers et nécessaires. Ils voulaient s'arrêter. La logique ne s'arrête pas ainsi; Robespierre tirait les conséquences des prémisses qu'ils avaient posées.

Afin de jeter de l'odieux sur Danton, Camille Desmoulins, Phelippeaux et Lacroix, Fouquier-Tinville unit leur cause à celle de coupables avérés, de représentants justement accusés d'avoir abusé de leur qualité pour se procurer de l'argent. Vainement Danton témoigna la plus vive indignation de voir mêler sa cause à celle d'hommes notés d'infamie, il fallut se soumettre. Le président lui ayant demandé son nom, son âge, sa demeure : « Je suis Danton, répondit-il, assez connu dans » la révolution. J'ai trente-cinq ans. Ma demeure sera » bientôt le néant, et mon nom vivra dans le panthéon » de l'histoire. » — « Et moi, dit Camille Desmoulins, » j'ai trente-trois ans, l'âge fatal aux révolutionnaires, » l'âge du sans-culotte Jésus quand il mourut. » C'était un jeu de mot préparé à l'avance, car Camille avait trente-quatre ans à sa mort.

Le Palais-de-Justice était environné d'une foule immense, dont les rangs pressés s'étendaient jusque sur les quais. On se rapportait les réponses des accusés. Lorsque Danton commença à secouer sa chevelure, que sa redoutable voix parcourut l'enceinte du tribunal comme un courant électrique, les juges pâlirent sur leur tribunal : « Eh bien! dit Danton, je vais donc descendre à ma jus- » tification. » Puis, échappant aussitôt par de nouvelles

Digitized by Google

explosions à sa défense raisonnée : « Moi, s'écria-t-il, » vendu à Mirabeau, à Orléans, à Dumouriez!..... Mais » tout le monde sait que j'ai combattu Mirabeau, que » j'ai défendu Marat! Ne me suis-je pas montré lorsqu'on » voulait nous soustraire le tyran en l'enlevant pour le » mener à Saint-Cloud? N'ai-je point fait afficher aux » Cordeliers la nécessité de s'engager? J'ai toute la plé- » nitude de ma tête lorsque je provoque mes accusa- » teurs, lorsque je demande à me mesurer avec eux; » qu'on me les produise, et je les replonge dans le néant » d'où ils n'auraient jamais dû sortir! Vils imposteurs, » paraissez, et je vais vous arracher le masque qui vous » dérobe à la vindicte publique. »

Le second jour, la foule était toujours plus serrée sur les quais. Danton, voyant les fenêtres ouvertes, résolut de parler moins à ses juges qu'à la multitude. Il le fit avec tant de force, que sa voix retentissait jusqu'au-delà de la Seine; chacune de ses expressions était recueillie et commentée par le peuple. Une agitation toujours croissante se manifestait dans la capitale. Le président du tribunal de sang agitait vainement sa sonnette et faisait d'inutiles efforts pour modérer le tribun. « N'en- » tends-tu pas la sonnette? dit une fois le président à » Danton. — Président, répond celui-ci, la voix d'un » homme qui défend sa vie doit vaincre le bruit de la » sonnette. »

Les juges, embarrassés, ne savaient que faire; Fouquier-Tinville, battu en brèche, sentait son édifice crouler; on ne pouvait continuer les débats sans se voir dans l'impossibilité de condamner les accusés. Le président ayant déclaré aussitôt les débats clos, Camille Desmou-

Digitized by Google

lins mit le manuscrit de sa défense en lambeaux ; puis, en ramassant les restes, il en fit des boulettes qu'il jeta à la face de ses juges. Danton en fit autant, moins par un mouvement puéril que pour dire aux juges : « Vous ne » voulez pas de notre défense, eh bien! vous l'aurez! »

Les accusés avaient toujours demandé avec force d'être confrontés avec leurs accusateurs; ils voulaient qu'on ordonnât la comparution des membres les plus influents du Comité de salut public, se chargeant de les confondre. La loi était expresse; le tribunal devait les assigner. Robespierre et ses amis tremblaient; ils conjuraient Fouquier-Tinville de traîner en longueur, de suspendre les audiences, afin que le terme des trois jours accordé par la loi aux accusés une fois atteint, les débats fussent entièrement clos.

Un fâcheux incident vint se mêler au procès. Les prisonniers du Luxembourg, voyant l'agitation produite dans Paris, se réunirent pour tenter un coup, soulever une partie de la capitale, obtenir leur délivrance et marcher sur la Convention. Le général Dillon, qui avait encore beaucoup d'amis dans les corps alors en garnison à Paris, devait se mettre à la tête d'une partie des troupes et seconder le mouvement, pendant que la femme de Camille Desmoulins, jeune, ardente et pleine d'esprit, se jetterait au milieu de la foule pour la soulever par la pitié. Un détenu nommé Laflotte, espérant profiter de cet incident pour son salut, eut la bassesse de révéler le projet des prisonniers.

Saint-Just convoqua la Convention dès le matin, afin de lui faire part du danger qui menaçait la République.

Un décret fut aussitôt rendu pour juger le procès sans

Digitized by Google

désemparer, et mettre hors des débats les accusés qui manqueraient de respect au tribunal.

Les accusés, amenés de nouveau devant le tribunal, se levaient et exigeaient la comparution des témoins qu'ils avaient demandés. Fouquier-Tinville allait succomber et se voyait sur le point de céder, lorsqu'arriva le décret impatiemment attendu. Tout radieux, Fouquier lit le terrible décret. Danton se lève : « Je prends » l'auditoire à témoin que nous n'avons pas insulté nos » juges. — C'est vrai, » répond la foule réunie dans la salle. Le public était indigné. Si la femme de Camille n'eût pas été arrêtée pendant la nuit, qu'elle se fût alors jetée au milieu de la foule, les accusés eussent été enlevés. Le tribunal, un moment intimidé, se rassura : « Nous » sommes dévoués à la mort, cria Danton, mais nous ne » sommes pas des conspirateurs. Le peuple connaîtra un » jour la vérité. De grands malheurs vont fondre sur la » France. Le dictateur a déchiré le voile; il se montre » à découvert. » Puis, se rasseyant, il lançait des boulettes de pain. Le président prononça alors, qu'attendu la conduite irrespectueuse des accusés, les débats étaient fermés. « Comment, s'écria Danton, sans une pièce pro» duite contre nous, sans qu'un seul témoin ait été en» tendu? — N'importe, répondit le président, il y a un » décret. » Les jurés se retirèrent dans leur salle de délibération. Plusieurs d'entre eux ne voulaient pas condamner à la mort; il fallut que le chef, nommé Trinchard, un servile de Robespierre, leur fît peur pour les déterminer à prononcer la culpabilité.

Le lendemain, on ne jugea pas nécessaire de faire revenir les accusés à l'audience, soit pour assister au pro-

Digitized by Google

noncé de l'arrêt, soit pour leur en donner lecture. Les juges, se trouvant dans un extrême embarras, parce que, d'après leurs principes, ils n'avaient aucun motif de condamnation, firent sonner bien haut les raisons de nécessité, de repos de la patrie, de salut de la République.

Le 5 avril, à cinq heures du matin, la fatale charrette vint recevoir les condamnés et les conduisit, à travers une foule insolente, au lieu du supplice : « Généreux » peuple! malheureux peuple! criait Camille Desmou» lins, on te trompe; on immole tes meilleurs amis. » Et il rappelait la part qu'il avait prise aux différentes phases de la révolution. « Reste donc tranquille, lui cria » Danton, et laisse là cette vile canaille. »

Au moment où Camille allait monter les degrés de l'échafaud, Danton voulut s'approcher pour l'embrasser; le bourreau l'éloigna : « Barbare, dit Danton, tu n'em» pêcheras pas du moins nos têtes de se baiser tout à » l'heure dans le panier. »

Danton monta le dernier les degrés de l'échafaud, portant un regard superbe sur la foule. Un mouvement de sensibilité se fit sentir en lui à la pensée de sa jeune épouse et de ses enfants : « O ma bien-aimée, s'écria-t-il » les yeux humides, je ne te verrai donc plus! » Puis, comme se reprochant ce retour vers l'existence : « Allons, » Danton, point de faiblesse; » et se tournant vers le bourreau : « Tu montreras ma tête au peuple, elle en » vaut bien la peine. »

L'exécuteur des hautes œuvres obéit à cette injonction, prit la tête de Danton, la montra à la multitude, qui battit des mains et s'écoula lentement après avoir insulté aux derniers moments de son favori. Telle est la reconnaissance du peuple.

Digitized by Google

Danton est resté comme l'une des grandes figures de la révolution; doué d'un génie extrêmement rare, d'une force d'esprit étonnante, il avait pris Machiavel pour maître et ne voyait qu'une seule chose, le succès, sans s'inquiéter des moyens. Cet homme, qui eût immolé la moitié de la France pour faire triompher la révolution, après s'être élancé, tombait accablé sous le poids des efforts qu'il avait faits, lorsque le danger était éloigné. Il s'était laissé aveugler par cette audacieuse philosophie du XVIII^e^ siècle qui avait perverti la France; il paya de sa vie ses coupables illusions. Le sang des victimes de septembre se présentait sans cesse à ses yeux; il avait besoin de s'étourdir pour étouffer ses remords.

Chaumette périt presque en même temps. La loi des suspects n'avait pas été suffisante aux yeux du farouche proconsul. Il en fit faire une autre, d'après laquelle on devait refuser le certificat de civisme : « A ceux qui ar-» rêtent l'énergie du peuple par des discours astucieux, » des cris turbulents et des menaces; — à ceux qui, plus » prudents, parlent mystérieusement des malheurs de la » République, s'apitoient sur le sort du peuple et sont » toujours prêts à répandre de mauvaises nouvelles avec » une douleur affectée; — à ceux qui ont changé de » conduite et de langage selon les événements; — à ceux » qui plaignent les fermiers et les marchands avides » contre lesquels la loi est obligée de prendre des me-» sures; — à ceux qui, ayant sur les lèvres les mots de » liberté et de république, fréquentent les aristocrates » et les modérés, et s'intéressent à leur sort; — à ceux » qui n'ont pris aucune part active dans tout ce qui » intéresse la Révolution, et qui, pour se disculper, font » valoir l'accomplissement de leurs devoirs civiques; —

Digitized by Google

» à ceux qui ont reçu avec indifférence la constitution » républicaine et ont manifesté des craintes sur son éta- » blissement et sa durée; — à ceux qui ne fréquentent » pas leurs sections; — à ceux qui parlent avec mépris » des autorités constituées, des sociétés populaires et des » défenseurs de la patrie; — à ceux qui ont signé des » pétitions contre-révolutionnaires et fréquenté des so- » ciétés anti-civiques; — aux partisans de La Fayette » et aux assassins qui se sont transportés au Champ-de- » Mars. »

Le Comité de salut public venait de remporter deux triomphes éclatants : l'un sur ceux qu'on nommait les *ultra-révolutionnaires*, et l'autre sur les *modérés de fraîche date*. Son pouvoir absolu fut aussitôt reconnu de tous les partis. Legendre, qui s'était constitué le défenseur de Danton à la Convention, crut devoir le répudier et le condamner du haut de la tribune des Jacobins.

Les clubs des provinces, qui auraient couronné Danton de fleurs s'il eût triomphé de ses ennemis, poussèrent un cri unanime d'adulation en faveur de Robespierre. La mémoire de Danton n'eut plus d'amis. C'est ici que commence le règne absolu de Robespierre; il fit voir à nu toute sa cruauté et son despotisme. Collot-d'Herbois, l'éclaireur du Comité de salut public, traça lui-même aux Jacobins la route qu'il fallait suivre : « Les » tyrans ont perdu leurs forces; leurs armées tremblent » en présence des nôtres; déjà quelques despotes cher- » chent à se retirer de la coalition. Dans cet état, il ne » leur reste qu'un espoir, ce sont les conspirations inté- » rieures. Il ne faut donc pas cesser d'avoir l'œil ouvert » sur les traîtres. Comme nos frères vainqueurs sur les

Digitized by Google

» frontières, ayons tous nos armes en joue, et faisons feu » tous à la fois. Pendant que les ennemis extérieurs tom- » beront sous les coups de nos soldats, que les ennemis » intérieurs tombent sous les coups du peuple. Notre » cause, défendue par la justice et l'énergie, sera triom- » phante. La nature fait tout cette année pour les répu- » blicains; elle leur promet une abondance double. Les » feuilles qui poussent annoncent la chute des tyrans. » Je vous le répète, citoyens, veillons au dedans, tandis » que nos guerriers combattent au dehors; que les fonc- » tionnaires chargés de la surveillance publique redou- » blent de soins et de zèle, qu'ils se pénètrent bien de » cette idée, qu'il n'y a peut-être pas une rue, pas un » carrefour où il ne se trouve un traître qui médite un » dernier complot. Que ce traître trouve la mort, et la » mort la plus prompte! Si les administrateurs, si les » fonctionnaires publics veulent trouver une place dans » l'histoire, voici le moment favorable pour y songer. » Le tribunal révolutionnaire s'y est assuré déjà une » place marquée. Que toutes les administrations sachent » imiter son zèle et son inexorable énergie; que les co- » mités révolutionnaires surtout redoublent de vigilance » et d'activité, et qu'ils sachent se soustraire aux sollici- » tations dont on les assiége, et qui les portent à une in- » dulgence funeste à la liberté. »

Les mêmes idées furent développées à la Convention par Saint-Just, qui fit adopter un décret par lequel étaient bannis de Paris, des places fortes, des forts maritimes, tous les ex-nobles et tous les étrangers; tous ceux qui n'auraient pas obéi au décret dans l'intervalle de dix jours étaient mis hors la loi. C'est à cette occasion que

Digitized by Google

Collot-d'Herbois se servit de cette figure emphatique qui caractérise le langage de l'époque : « Il faut faire éprou-» ver au corps politique la sueur immonde de l'aristo-» cratie; plus il aura transpiré, mieux il se portera. » Avant de montrer toutes les conséquences de cette loi abominable, il est nécessaire de tracer le tableau du gouvernement et des changements qu'il éprouva.

Afin de réaliser ses projets au moment où il voulait donner une nouvelle impulsion à la terreur, le Comité de salut public demanda à la Convention la destruction de l'armée révolutionnaire de Paris, devenue le point de réunion des hébertistes, et fit remplacer tous les ministères par douze commissions administratives.

La plupart de ces commissions étaient composées de deux membres et d'un adjoint. Cependant, pour donner plus d'unité à la commission de l'administration civile, de police et des tribunaux, on ne la composa que d'un seul commissaire et de deux adjoints. Il en fut de même à l'instruction publique. A la guerre et à la marine, il n'y eut qu'un commissaire et un adjoint; aux affaires étrangères, un commissaire seulement. Les hommes choisis pour remplir ces fonctions étaient, pour la plupart, des spécialités qui pouvaient s'occuper des affaires avec d'autant plus d'activité qu'ils n'étaient point des hommes politiques.

Quoique les provinces fussent soumises, il parut au Comité que le nombre des communes était beaucoup trop considérable; qu'en laissant une municipalité aux hameaux, on remettait l'autorité entre les mains des ex-nobles ou des riches que la loi déclarait suspects; qu'en concentrant, au contraire, toute l'autorité de la

Digitized by Google

commune au district, il serait facile de trouver des hommes énergiques capables de faire prévaloir les vues du comité central de Paris.

Le grand nombre de clubs ouverts à Paris paraissait encore un inconvénient pour le comité, qui résolut de les fermer tous, à l'exception de celui des Jacobins, dont l'appui lui était assuré. Tous les autres clubs se soumirent ou tombèrent d'eux-mêmes; ils ne se sentaient point capables de lutter contre l'influence des Jacobins, auxquels se rattachèrent sans exception tous les clubs des provinces.

Après avoir centralisé tous les pouvoirs, Robespierre sentait que tout le poids de la puissance incombait sur lui; il comprit qu'il fallait faire revivre dans la société quelque grand principe d'ordre qui lui servît à lui-même de digue contre les envahissements populaires; il travailla à faire reconnaître un Être suprême et l'immortalité de l'âme. On avait cru faire beaucoup pour la soumission, la décence publique et la morale, en mettant à l'ordre du jour *la probité, la justice et toutes les vertus.* Alors le mot de vertu fut partout; Robespierre fut la vertu par excellence ; ses séïdes furent les hommes les plus vertueux du monde. Mais l'athéïsme prêché ouvertement, établi comme principe dans les hautes régions du pouvoir, avait détruit toute espèce de devoir et de vertu. Cette doctrine avait encore au dehors le détestable effet de persuader aux nations voisines que, chose incompréhensible même chez les sauvages, la France ne reconnaissait pas de Dieu. Pour répondre à cette grave accusation et rendre à la société certaines bases, Robespierre, malgré les avis de ses amis, résolut de porter à la tri-

Digitized by Google

bune la question de l'existence de Dieu et de l'immortalité de l'âme. Jamais, disent ses contemporains, il n'y parut avec plus d'énergie, avec plus de vigueur de pensée; jamais sa voix ne fut plus fortement accentuée. La Convention, muette, recueillie d'abord, devint haletante sous le poids de sa parole. C'est alors surtout que l'on comprit le progrès immense qu'il avait fait dans l'art de parler. Ce n'étaient plus ces phrases brèves, froides, qui avaient caractérisé ses premiers discours, c'était une parole digne de rivaliser avec celle des orateurs les plus entraînants.

« Malheur à celui qui cherche à éteindre ce sublime » enthousiasme et à étouffer, par de désolantes doctri- » nes, cet instinct moral du peuple qui est le principe de » toutes les grandes actions! C'est à vous, représentants » du peuple, qu'il appartient de faire triompher les vé- » rités que nous venons de développer. Bravez les cla- » meurs insensées de l'ignorance présomptueuse ou de » la perversité hypocrite! Quelle est donc la déprava- » tion dont nous étions environnés, s'il nous a fallu du » courage pour les proclamer? La postérité pourra-t-elle » croire que les factions vaincues avaient porté l'audace » jusqu'à nous accuser de modérantisme et d'aristocra- » tie, pour avoir rappelé l'idée de la Divinité et de la mo- » rale? Croira-t-elle qu'on ait osé dire, jusque dans cette » enceinte, que nous avions par là reculé la raison hu- » maine de plusieurs siècles? Ils invoquaient la raison, » les monstres qui aiguisaient contre vous leurs poi- » gnards sacriléges!

» Tous ceux qui défendaient vos principes et votre » dignité devaient être aussi, sans doute, les objets de

Digitized by Google

» leurs fureurs. Ne nous étonnons pas si tous les scélé-
» rats ligués contre vous semblent vouloir nous prépa-
» rer la ciguë; mais, avant de la boire, nous sauverons
» la patrie! Le vaisseau qui porte la fortune de la Ré-
» publique n'est pas destiné à faire naufrage; il vogue
» sous vos auspices, et les tempêtes seront forcées de le
» respecter.

» Asseyez-vous donc tranquillement sur les bases im-
» muables de la justice, et ravivez la morale publique;
» tonnez sur la tête des coupables, et lancez la foudre
» sur tous vos ennemis! Quel est l'insolent qui, après
» avoir rampé aux pieds d'un roi, ose insulter à la ma-
» jesté du peuple français dans la personne de ses re-
» présentants? Commandez à la victoire, mais replongez
» surtout le vice dans le néant! Les ennemis de la répu-
» blique sont tous les hommes corrompus. Le patriote
» n'est autre chose qu'un homme probe et magnanime
» dans toute la force de ce terme. C'est peu d'anéantir
» les rois; il faut faire respecter à tous les peuples le
» caractère du peuple français. C'est en vain que nous
» porterions au bout de l'univers la renommée de nos
» armes, si toutes les passions déchirent impunément le
» sein de la patrie. Défions-nous de l'ivresse même des
» succès. Soyons terribles dans les revers, modestes dans
» nos triomphes, et fixons au milieu de nous la paix et
» le bonheur par la sagesse et par la morale (1). Voilà
» le véritable but de nos travaux; voilà la tâche la plus
» héroïque et la plus difficile. »

(1) Voici le nom des fêtes qui furent décrétées au nom de la *Morale* :
1° La République française célèbrera tous les ans les fêtes du

Digitized by Google

Son discours, couvert d'applaudissements, fut à l'instant livré à l'impression afin d'être répandu par toute la France; la société des Jacobins fit aussitôt une adresse pour féliciter la Convention. Les différentes sections accoururent en même temps pour remercier cette Assemblée. La section Marat se présentant à la barre et s'adressant à la Montagne, lui dit : « Montagne bienfaisante! Sinaï protecteur! reçois aussi nos expressions » de reconnaissance et de félicitation pour tous les décrets sublimes que tu lances chaque jour pour le bonheur du genre humain. De ton sein bouillonnant est » sortie la foudre salutaire qui, en écrasant l'athéisme, » donne à tous les vrais républicains l'idée bien consolante de vivre libres, sous les yeux de l'Etre suprême » et dans l'attente de l'immortalité de l'âme. »

On n'eut plus alors que deux mots dans la bouche, ceux de *vertu* et d'*Etre suprême*. De notre temps nous

14 juillet 1789, du 10 août 1792, du 21 janvier 1793, du 31 mai 1793.

2° Elle célèbrera aux jours de décadis les fêtes dont l'énumération suit :

A l'Être suprême et à la Nature. — Au Genre humain. — Au Peuple français. — Aux Bienfaiteurs de l'humanité. — Aux Martyrs de la liberté. — A la Liberté et à l'Egalité. — A la République. — A la Liberté du monde. — A l'Amour de la Patrie. — A la Haine des tyrans et des traîtres. — A la Vérité. — A la Justice. — A la Pudeur. — A la Gloire et à l'Immortalité. — A l'Amitié. — A la Frugalité. — Au Courage. — A la Bonne Foi. — A l'Héroïsme. — Au Désintéressement. — Au Stoïcisme. — A l'Amour. — A la Foi conjugale. — A l'Amour paternel. — A la Tendresse maternelle. — A la Piété filiale. — A l'Enfance. — A la Jeunesse. — A l'Age viril. — A la Vieillesse. — Au Malheur. — A l'Agriculture. — A l'Industrie. — A nos Aïeux. — A la Postérité. — Au Bonheur.

Digitized by Google

avons entendu des hommes de cette époque ne se servir que de cette dernière expression pour désigner la Divinité. On effaça les mots : *A la Raison*, écrits au frontispice des temples, pour y substituer ceux-ci : *A l'Etre suprême.*

Après avoir déclaré l'existence de Dieu, on voulut en avoir la fête. Le 8 juin fut choisi pour cette solennité. La pensée humaine fit tous les efforts pour s'élever, et ne montra que sa faiblesse. Un immense amphithéâtre, semblable aux gradins d'un cirque antique, avait été adossé au pavillon de l'Horloge des Tuileries. La plateforme se trouvait surmontée d'un siége fait en manière de trône, où Robespierre, président élu pour cette cérémonie, vint prendre place, tenant un bouquet de fleurs et couvert d'un chapeau avec un panache. La Convention se plaça autour de lui sur des siéges inférieurs. On voyait en face un groupe de figures colossales dévouées au feu, représentant l'athéisme, l'égoïsme, le néant, les crimes et les vices. « Français républicains, » dit Robespierre d'une voix qu'il s'efforçait d'étendre à l'immensité de l'auditoire, « il est enfin arrivé ce jour à jamais fortuné » que le peuple français consacre à l'Etre suprême ! Ja- » mais le monde qu'il a créé ne lui offrit un spectacle » aussi digne de ses regards. Il a vu régner sur la terre » la tyrannie, le crime et l'imposture : il voit dans ce mo- » ment une nation entière, aux prises avec tous les op- » presseurs du genre humain, suspendre le cours de ses » travaux héroïques pour élever sa pensée et ses vœux » vers le grand Etre qui lui donna la mission de les » entreprendre et la force de les exécuter !... »

Lorsque Robespierre eut achevé le discours dont

Digitized by Google

nous venons de donner un fragment, des chœurs de musiciens chantèrent une hymne composée par André Chénier. Robespierre descendit lentement les marches de l'amphithéâtre et alla mettre le feu aux figures allégoriques; sur leurs ruines resta debout et indestructible la statue de la Sagesse, symbole de l'Etre suprême.

L'Assemblée se mit alors en marche pour se rendre au Champ-de-Mars; elle était précédée de Robespierre, qui se séparait d'elle avec dessein, afin de montrer sa supériorité. De temps en temps il se retournait pour jeter un regard de dédain sur ses collègues.

Lorsqu'on arriva au Champ-de-Mars, on vit, au lieu où, en 1790, avait été érigé l'autel de la Patrie, une montagne surmontée d'un arbre qui en ombrageait les contours. Robespierre vint s'asseoir au pied de l'arbre, ayant à ses côtés Couthon, Saint-Just et Lebas. Les autres membres avaient leurs places déterminées sur le penchant du côteau. C'est du sommet de cette montagne, que quelques blasphémateurs nommèrent un Sinaï, que Robespierre proclama la profession de foi du peuple français. Tandis que la populace aveuglée et convaincue du besoin d'un maître portait ses regards vers le sommet de la montagne, se demandant s'il ne fallait pas proclamer Robespierre dictateur, des regards menaçants, des mots équivoques, des gestes suspects frappèrent les yeux et les oreilles de Robespierre. « Il n'y a qu'un pas du » Capitole à la roche Tarpéienne, » lui criait l'un. « Il y » a encore des Brutus, » balbutiait l'autre. « Vois-tu cet » homme? » disait un troisième, « il se croit déjà dieu, » et il veut accoutumer la République à adorer quel-

Digitized by Google

» qu'un pour se faire adorer plus tard. Il a inventé Dieu » parce que c'est le tyran suprême. »

Robespierre avait compris la situation qu'il s'était faite; il sentait vivement l'injure qu'il avait reçue, et, malgré les félicitations nombreuses du peuple, il voyait les nombreux ennemis qu'il s'était créés. On le pressa de demander la dictature. C'était le moment de se faire nommer, s'il voulait l'obtenir; n'osant ni la demander au peuple, ni se la faire décerner par le Comité de salut public, il résolut seulement de pousser plus loin encore que par le passé le régime de la Terreur. Avant de peindre la Terreur portée jusqu'au-delà de ce que l'imagination peut penser, il est nécessaire de jeter un regard en arrière sur la situation intérieure de la France au commencement de 1794.

L'Etat était toujours rongé par les plus grandes plaies, les assignats, le *maximum*, la rareté des subsistances, la loi des suspects, les tribunaux révolutionnaires.

En jetant une grande perturbation dans les valeurs, les assignats avaient rendu nécessaire la loi funeste du *maximum*, qui prétendait régler le prix de toutes les choses nécessaires, utiles et même agréables à la vie. A chaque instant il fallait modifier cette loi. Un jour on excepta les fils retors pour leur accorder dix pour cent au-dessus du tarif; le lendemain les épingles, les linons, les gazes, les dentelles de fil et de soie, etc., réclamaient et obtenaient la même faveur. Pendant qu'on exceptait du maximum certains objets, d'autres demandaient à y être soumis. Les chevaux étaient montés à un prix excessif, et il avait fallu les tarifer selon leur race, leurs

Digitized by Google

formes, leurs forces et leur âge. Malgré toutes ces précautions, les foires et marchés restaient déserts; les plaintes ne cessaient de s'élever, et on ne trouvait aucun moyen d'y remédier.

Les subsistances en céréales et en farines laissaient peu à désirer; il n'en était pas de même de la viande. On conçut alors l'idée de mettre tout Paris à la ration, comme un corps d'armée. La commission de subsistances fixa la consommation journalière à soixante-quinze bœufs, cent cinquante quintaux de veau et de mouton, et deux cents cochons. Chaque famille avait une carte où se trouvait marquée la quantité de viande que chaque tête devait recevoir, c'est-à-dire une demi-livre de viande par tête tous les cinq jours. Comme cette quantité était insuffisante, il s'établissait des boucheries clandestines, on introduisait des viandes qui ne passaient pas par l'abattoir commun. Pour obvier à ce qu'on regardait comme un mal, on ordonna un recensement de tous les bestiaux, afin de savoir où ils passaient. Jamais il n'y eut pareille servitude sous le nom hypocrite de liberté.

« Tandis que le gouvernement rendait ces réglements si multipliés, il s'occupait de réformer l'agriculture, de changer la législation du fermage pour diviser l'exploitation des terres; d'introduire les nouveaux assolements, les prairies artificielles et l'éducation des bestiaux; il décrétait l'institution de jardins botaniques dans tous les chefs-lieux de département, pour naturaliser les plantes exotiques, former des pépinières d'arbres de toute espèce, et ouvrir des cours d'agriculture à l'usage et à la portée des cultivateurs; il ordonnait le desséchement général des marais d'après un plan vaste et bien conçu;

Digitized by Google

il décidait que l'Etat ferait les avances de cette grande entreprise et que les propriétaires dont les terres seraient desséchées et assainies, paieraient un droit, ou céderaient leurs terres moyennant un prix déterminé; enfin il engageait tous les architectes à présenter des plans pour rebâtir les villages, en démolissant les châteaux; il ordonnait des embellissements pour rendre le jardin des Tuileries plus commode au public; il demandait à tous les artistes un projet pour changer la salle d'Opéra en une arène couverte où le peuple s'assemblerait en hiver (1). »

En 1793, Cambon voyant l'extrême dépréciation des assignats, les avait ramenés presque au pair, soit par les peines dont étaient frappés les détenteurs des espèces métalliques, soit surtout en diminuant le nombre des assignats et en les rapprochant de la valeur réelle qu'ils étaient destinés à représenter. Mais la nécessité de solder une armée de douze cent mille hommes en fit créer de nouveaux. Les biens du clergé et des émigrés se vendaient, il est vrai, à un prix plus élevé que l'estimation n'avait été faite en argent; mais, en réalité, la vente était bien au-dessous de leur valeur réelle. Plus tard on vit des fermiers, avec le prix de deux bœufs, acheter des fermes qui valaient plus de cent mille francs. Au mois de juin 1794 (messidor an II), les assignats émis avaient atteint l'énorme chiffre de neuf milliards. Et néanmoins, telle était la pénurie de l'Etat, qu'il fallut recourir à un nouvel emprunt forcé de cent millions.

La guillotine toujours debout, et fonctionnant presque

(1) Thiers.

Digitized by Google

sans repos, appelait de son côté de nouvelles victimes. Robespierre songea à la satisfaire par des mesures plus infernales encore que toutes celles que nous avons vu prendre. La terreur cependant était extrême. La mort de Danton, jetée comme un défi aux modérés, avait ranimé la rage des assassins. Vingt-sept accusés de tous les rangs, de toutes les opinions, sans être coupables d'autre crime que d'une aspiration vers la liberté, avaient été mis à mort. Le général Arthur Dillon, les aides-de-camps de Ronsin, le général Beysser, les deux comédiens Grammont et Lapalus, la veuve de Hébert, la femme de Camille Desmoulins, etc., avaient espéré, pendant le procès de Danton, que les portes des prisons allaient s'ouvrir sur eux; leurs têtes tombèrent pour avoir désiré d'être libres. Parmi les victimes dont la tête tomba alors, nous devons citer Gobel, archevêque constitutionnel de Paris, que son indigne abjuration n'avait pu sauver. Il donna des preuves d'un sincère regret de ses fautes, et écrivit à un prêtre de ses amis une lettre où il disait : « Par la miséri-» corde de Dieu, je vais expier tous mes crimes et mes » scandales contre la sainte religion. »

Quelques-uns de ceux qui étaient les plus menacés se suicidaient, pour ne point tomber entre les mains des assassins. Clavière, ancien ministre de la guerre, se frappa au cœur de son couteau, et le lendemain le guichetier ne trouva qu'un cadavre baigné dans son sang. Sa femme s'empoisonna, pour sauver à ses jeunes enfants un reste de fortune. Condorcet, après avoir passé cinq mois dans la maison de M^me^ Vernet, qui n'avait pas même voulu connaître son nom, afin de ne pas être tentée de le nommer, sent le désir de voir le soleil aux premiers

Digitized by Google

jours du printemps; il s'échappe malgré sa bienfaitrice pour courir la campagne et trouver un refuge auprès de quelques amis. On craignait de s'exposer à la mort en lui donnant asile; il fut saisi, et prit du poison pour ne pas tomber vivant entre les mains des exécuteurs. Ce philosophe s'était occupé dans sa retraite de la *Perfectibilité du genre humain!*

Lamourette, évêque constitutionnel de Lyon, flétri par les catholiques qu'il avait indignement abandonnés, repoussé par les royalistes pour avoir trahi la royauté, rejeté par les révolutionnaires pour avoir montré un peu de clémence, porta sa tête sur l'échafaud. Après avoir rétracté ses erreurs et avoir pleuré le malheur de s'être égaré, il s'était fait dans la prison le consolateur et le convertisseur de la multitude des victimes qui étaient chaque jour conduites à la guillotine. Les crieurs payés pour insulter les malheureux au moment où on les conduisait au supplice, vociféraient : « Votre bénédiction, » monseigneur, votre sainte bénédiction, en attendant » qu'on ait raccourci votre Grandeur. — Eh bien! oui, » je vous la donne à tous ma bénédiction, et je prie Dieu » de ne pas vous refuser la sienne, quand vous serez » aussi près de la mort que je le suis dans ce moment. »

Le vénérable de Malesherbes, après avoir, dans sa jeunesse, beaucoup trop donné aux idées philosophiques, vivait comme un patriarche au milieu de ses enfants. Coupable du crime d'avoir défendu Louis XVI, honoré comme un père par les prisonniers de la Conciergerie, il leur donna sa bénédiction en les quittant : « Surtout ne me plaignez pas, dit-il, je meurs en paix » avec le passé et avec l'avenir. » Prêt à monter sur la

Digitized by Google

fatale charrette, il fit un faux pas. « Mauvais augure, » dit-il, un Romain rentrerait à la maison. » Il n'y avait plus de maison pour lui. Toute sa famille devait le suivre quelques jours après.

Il y avait, à Paris, une prison oubliée, celle du Temple, où gémissaient les enfants de Louis XVI et sa noble sœur. L'histoire doit consigner, pour la honte de la Convention, la conduite tenue par le cordonnier Simon, à l'égard du jeune Louis XVII. Non content de le frapper et de l'abaisser au-dessous d'un esclave, ce misérable lui apprenait des chansons infâmes contre son père et sa mère, et le forçait à les chanter. Ce n'était pas sans une excessive douleur que Mme Elisabeth entendait certains mots sortir de la bouche d'un enfant qui ne les comprenait pas. Le 19 janvier 1794, on enferma le jeune prince dans une chambre, au sommet de la tour, sans même lui permettre d'ouvrir les fenêtres pour laisser pénétrer un peu d'air pur dans sa demeure. Simon lui jetait du pain pour toute nourriture; une cruche d'eau, rarement renouvelée, lui servait de breuvage. Le malheureux prince ne sortait plus de son lit, qui n'était jamais remué; ses draps, sa chemise, ses chaussures, ne furent pas renouvelés pendant plus d'un an. Il n'avait ni livres, ni jouets, ni outils. Son intelligence s'affaissait sous le poids de la terreur continuelle.

Mme Elisabeth et la fille de Louis XVI, sa nièce, n'étaient guère mieux traitées. Pendant le Carême on leur servit continuellement du gras, qu'il leur était bien permis de manger dans leur triste situation; mais, plutôt que de manquer à la loi de l'Eglise, elles préférèrent, pendant quarante jours, ne manger que du pain et le

Digitized by Google

lait qu'on leur donnait pour leur déjeuner. La forte constitution de la jeune princesse ne souffrait point de ces privations, et la sérénité d'humeur de sa tante n'en était point altérée.

Le 9 mai, au moment où les princesses étaient déjà déshabillées et priaient au pied de leur lit, on frappe à leur porte à coups violents et redoublés. Mme Elisabeth se hâte de se revêtir et ouvre. « Descends à l'instant, ci- » toyenne! lui disent les porte-clefs. — Et ma nièce, » répond la princesse. — On s'en occupera plus tard. » Mme Elisabeth saisit aussitôt convulsivement Mme Royale entre ses bras. « Tranquillise-toi, mon enfant! lui dit sa » tante, je vais remonter sans doute dans un instant. — » Non, citoyenne, reprirent rudement les geôliers, tu ne » remonteras pas; prends ton bonnet et descends. »

Son procès fut bientôt instruit, et la sentence de mort fut prononcée contre celle qu'on nommait à juste titre la Sainte de la royauté. Jamais un ange du ciel ne montra plus de douceur que Mme Elisabeth en ce moment. Elle voulut présider avec une sollicitude touchante à la toilette des nobles victimes choisies, ce semble, pour rendre plus beau son cortége. S'apercevant que l'une d'elles n'était pas assez couverte, elle déchira son fichu et lui en donna une partie. La seule grâce qu'elle demanda, la présence d'un prêtre fidèle, lui ayant été refusée, elle offrit à Dieu le sacrifice de sa vie, demanda pardon au Tout-Puissant, et vit sans crainte le moment de paraître devant son juge.

Mme Elisabeth monta la dernière les degrés de l'échafaud, après avoir embrassé toutes les victimes à mesure qu'elles montaient l'échelle fatale.

Digitized by Google

Comme le dit M. de Barante, « on cherche vainement dans les documents contemporains, non pas même le motif, mais le prétexte de la sentence. Les uns avaient tenu des propos contre-révolutionnaires, les autres avaient eu des correspondances tendant à la dissolution de la République. Il y avait toujours une accusation ouverte de complicité dans la conspiration qui avait existé ou existait sans cesse, ou dans le plan formé pour assassiner le peuple et attenter à sa souveraineté; — on retrouvait de temps en temps des agents et des affidés de Brissot; — des religieuses ou de pieuses femmes étaient prévenues d'avoir caché des prêtres fugitifs; — des parents avaient fait passer de l'argent à leurs enfants émigrés; — les fournisseurs infidèles étaient nombreux devant le tribunal révolutionnaire; beaucoup de femmes payaient de leur vie le dévouement à leur religion, à leurs maris, à leurs enfants. — Une condition obscure, une vie de travail et l'indigence ne garantissaient point de la hache révolutionnaire; les listes renfermaient plus de pauvres que de riches, plus de noms populaires que de noms aristocratiques (1). »

Robespierre sentait combien ce sang souillait sa vie; c'était comme un poids qui pesait sur son cœur; l'odeur du sang environnait sa personne; il aurait voulu faire cesser les exécutions, et cependant une force impérieuse le poussait sans cesse vers de nouveaux crimes. « Marche, » marche, » lui criait une voix intérieure, lorsqu'il prétendait arrêter ses pas; et il marchait toujours, et il prenait des mesures plus révolutionnaires, et il voulait, à

(1) Barante, *Histoire de la Convention*, tom. IV, pag. 218.

Digitized by Google

force de tyrannie, faire oublier tout ce qu'il y a jamais eu de plus barbare sur la terre.

La situation de Robespierre, depuis la chute de Danton, devenait beaucoup plus embarrassante, au lieu de se simplifier. Les Cordeliers étaient dispersés ou vaincus; les restes de ce parti s'étaient fondus avec les Jacobins. La Commune, entièrement dévouée à Robespierre, lui répondait des sections du peuple, tandis que Henriot lui livrait la garde nationale. La Convention adorait en lui son idole; personne n'osait encore dire le moindre mot qui pût lui déplaire. Les Jacobins le considéraient comme leur père. Il n'avait qu'un pas à faire pour saisir la dictature; il n'osa le faire, et il tomba au milieu d'une lutte longue, terrible, qui couvrit toute la France de plus de sang qu'elle n'en avait jamais vu couler.

Afin de bien saisir les grands événements qui vont se dérouler sous nos yeux, il est nécessaire de bien caractériser la situation des partis, leurs tendances, leurs volontés, et de voir comment ils furent amenés à se détruire.

La Convention, qui semblait sommeiller et soumise, avait encore dans son sein la haute Montagne, qui n'avait jamais reconnu Robespierre pour chef et qui gémissait en secret de la chute de Danton, qu'elle regardait comme son fondateur. Les crapauds du Marais avaient cessé leurs coassements; mais ils se réservaient de les faire entendre de nouveau lorsqu'ils ne seraient plus inquiétés par la crainte de la mort. C'était principalement dans les comités que se formaient les grandes combinaisons; c'est de là que partait l'impulsion donnée à l'Assemblée. Le Comité de salut public et le Comité de sû-

Digitized by Google

reté générale avaient de fréquents rapports pour concerter les mesures à adopter.

Le premier Comité, celui qu'on peut regarder comme la personnification du gouvernement, n'avait pas été renouvelé depuis la chute des Girondins. Chaque mois, à l'époque marquée pour le renouvellement, on se contentait de le proroger par acclamation, et quelquefois même il n'en fut pas parlé; il continua ses pouvoirs sans s'inquiéter s'ils étaient conformes à la loi. Depuis la mort de Hérault de Séchelles, il n'y avait plus que onze membres dans le Comité, et comme Jean-Bon-Saint-André et Prieur de la Marne étaient presque toujours en mission, il était réellement réduit à neuf membres, qui se divisaient en trois fractions. La première, composée des *gens d'examen*, savoir : de Carnot, uniquement occupé de la guerre; de Prieur de la Côte-d'Or, des approvisionnements, et de Robert Lindet, des subsistances. Robespierre, Saint-Just et Couthon, surnommés les *gens de la haute main*, s'étaient réservé à eux-mêmes les questions de haute politique, se prétendant la tête de la nation; c'était un triumvirat dominateur qui regardait avec mépris le pusillanime Barrère, le déclamateur Collot-d'Herbois, et le sombre Billaud-Varennes. Ceux-ci, ennemis de tout ce qui prétendait à la domination, travaillaient incessamment à se rattacher les *gens d'examen* et les membres du Comité de sûreté générale. Amar, Vadier, Voulland, Jagot, Louis du Bas-Rhin, les membres les plus cruels de ce Comité, détestant toute espèce de domination, Billaud était sûr de les avoir pour lui. Il n'y avait pour Robespierre, dans le Comité de sûreté générale, que deux hommes, surnommés les *écouteurs*,

Digitized by Google

parce qu'ils se contentaient d'observer et d'entendre pour rapporter tout à leur chef. Il était évident que si les chefs des deux comités se réunissaient contre Robespierre, celui-ci allait se trouver en minorité.

Lorsqu'un homme est sur le penchant de sa ruine, on ne sait par quelle fatalité tout semble concourir à sa perte. Robespierre et ses amis comprenaient que, pour fonder enfin un gouvernement comme ils l'avaient rêvé, il fallait avant tout une direction unique, ferme et persévérante; mais qu'il ne pourrait y avoir de direction suivie dans les affaires tant que la chose publique serait livrée au hasard d'une grande assemblée qui, par la négligente absence d'un parti, pouvait faire adopter tout à coup la plus grave résolution. Les amis de Robespierre pensaient que l'heure était arrivée de se déclarer enfin. «L'opinion s'est faite homme en toi, disait Buonarotti à » Robespierre. Si tu te récuses, ce n'est pas toi que tu » trahis, c'est le peuple lui-même. Si tu t'arrêtes en ayant » le peuple derrière toi, il te passera sur le corps et il ira » chercher pour conducteurs ces scélérats qui le précipi- » teront dans une anarchie voisine de la tyrannie. »

Plusieurs circonstances semblèrent favoriser ce dessein et le contrarièrent en réalité. Un des premiers fut une tentative d'assassinat contre Collot-d'Herbois et Robespierre. Un aventurier, nommé Ladmiral, tira sur Collot-d'Herbois sans l'atteindre. Bien qu'il eût déclaré qu'il n'avait eu d'autre dessein que de délivrer la patrie d'un tyran, on le traita comme un émissaire de Pitt.

Au moment où Ladmiral tentait de donner la mort à Collot, une jeune fille de dix-sept ans, d'une figure en-

Digitized by Google

fantine, frappait à la porte de Robespierre, demandait à le voir, et, sur le refus qui lui était fait, elle frappait de nouveau, disant « qu'un homme public doit recevoir à » toute heure ceux qui ont besoin de l'approcher. » On appela aussitôt la garde, on saisit le panier que portait la jeune fille; on trouva, enveloppés dans ses hardes, deux couteaux qu'on transforma en poignards. Conduite au tribunal révolutionnaire, on l'interrogea sur ses desseins. « Pourquoi, lui demanda-t-on, portiez-vous ce pa- » quet de vêtements de femme? — Parce que je m'at- » tendais à aller en prison. — Pourquoi ces deux cou- » teaux sur vous? vouliez-vous en frapper Robespierre? » — Non, je n'ai jamais voulu faire de mal à personne. » — Pourquoi vouliez-vous voir Robespierre? — Pour » m'assurer par mes propres yeux si l'homme ressem- » blait à l'image que je me faisais de lui. — Pourquoi » êtes-vous royaliste? — Parce que j'aime mieux un roi » que soixante tyrans. »

Cécile Renault, c'est le nom de la jeune fille, fut aussitôt jetée dans les cachots, ainsi que Ladmiral.

Ces tentatives grandirent les deux hommes qui en avaient été l'objet : « Voyez, ces hommes précieux, di- » sait-on aux Jacobins, le Dieu des hommes les a sauvés, » il les a couverts de son égide et les a conservés à la » République. »

Collot, porté par les bras de la foule jusqu'à la tribune, remercia le ciel de lui avoir conservé une vie qu'il ne voulait, disait-il, consacrer qu'à la patrie.

Legendre, qui, pour se faire pardonner d'avoir soutenu Danton, affectait une obséquiosité exagérée, dit : « La main du crime s'était levée pour frapper la vertu ;

Digitized by Google

» mais la main de Dieu ayant détourné le coup, il faut à » l'avenir prévenir un semblable malheur, en donnant » une garde au Comité de salut public. » Couthon, sentant le piége de l'adulation, se hâta de répondre : « Les » membres du Comité ne veulent d'autre garde que la » Providence divine qui veille sur eux, et au besoin les » républicains doivent savoir mourir à leur poste. »

Deux jours après, la Convention ayant retenti des mêmes éloges, Robespierre insinua la nécessité d'un dictateur pour affermir la République; mais un mouvement de l'Assemblée lui montra qu'il était compris et désapprouvé : « En disant ces choses, reprend-il avec » une hypocrite abnégation, j'aiguise peut-être contre » moi des poignards, et c'est pour cela que je le dis. J'ai » assez vécu; j'ai vu le peuple français s'élancer du sein » de la corruption et de la servitude au faîte de la gloire » et de la vertu républicaine. J'ai vu ses fers brisés et les » trônes coupables qui pèsent sur la terre, renversés ou » ébranlés sous ses mains triomphantes. J'ai vu plus, » j'ai vu une Assemblée investie de la toute-puissance » de la nation française, marcher d'un pas rapide et » ferme vers le bonheur public, donner l'exemple de » tous les courages et de toutes les vertus. Achevez, » citoyens, l'avant-garde pour soutenir cet honneur, et » nous vous tracerons de notre sang la route de l'im- » mortalité. »

Les honneurs dont Robespierre avait été comblé, sa feinte abnégation, donnaient de vives inquiétudes à tous les membres des comités, qui désiraient conserver leur indépendance. La fête de l'Etre suprême n'avait pas été de nature à les calmer; Robespierre était apparu comme

Digitized by Google

un maître, et on le traitait ainsi ; il était la personnification des comités. On ne disait plus : *Le Comité de salut public le veut*, mais *Robespierre le veut*. Fouquier-Tinville disait à un individu qu'il menaçait du tribunal révolutionnaire : *Si Robespierre le veut, tu y passeras.* Tous les agents du gouvernement ne nommaient que lui. On appelait même notre armée *les soldats de Robespierre.*

Les membres des comités, qui se croyaient autant que lui, étaient indignés de ces discours, sans oser cependant les flétrir ouvertement. Saint-Just, qui poussait son idole dans la voie du despotisme, voulant un jour pressentir les dispositions des comités, démontra la nécessité d'une dictature, et, après avoir indiqué les qualités éminentes que devait avoir un tel personnage, il montra Robespierre comme l'homme que la Providence semblait avoir destiné à une si sublime mission. Tous les visages se contractèrent, et, bien que personne n'eût osé manifester son opinion, tous cependant se retirèrent mécontents. Billaud dit à ses amis : « On ne demande » pas le pouvoir suprême, on le prend ; qu'il s'en em» pare, s'il l'ose. »

Pour s'en emparer, Robespierre avait besoin d'être armé d'un décret si arbitraire, qu'il pût faire plier à son gré toutes les têtes, sans exception, sous le niveau de la mort ; il en fit préparer un qui donnait la souveraine dictature aux deux comités de salut public et de sûreté générale, se persuadant qu'il arriverait facilement à en dépouiller les comités eux-mêmes.

Le lendemain de la fête de l'Être suprême, la Convention avait admis une foule de décrets destinés à pa-

Digitized by Google

cifier les esprits et à améliorer la situation des classes populaires.

Profitant de la douce illusion que ces pensées avaient dû produire, Couthon vint lire au Comité de salut public un projet de décret qui allait être présenté à la Convention. Fort surpris qu'un semblable travail eût été préparé sans leur participation, les membres de ce Comité se turent. Malgré ce silence, le jour même ce projet fut porté à la Convention, quoique le Comité de sûreté générale n'en eût aucune connaissance. Ce projet, qui avait pour but de réorganiser le tribunal révolutionnaire et de régler la justice criminelle, ôtait toute garantie aux accusés. Non content de déclarer inutile l'audition des témoins, quand il y avait d'ailleurs des preuves, soit matérielles, soit morales, elle leur ôtait des défenseurs : *La loi donne pour défenseurs aux patriotes calomniés des jurés patriotes; elle n'en accorde point aux conspirateurs.* Il n'y avait plus de moyen de constater l'innocence, il n'y avait plus de garantie. On établissait une dictature, celle de l'échafaud.

A la lecture d'une pareille proposition, Ruamps s'écria : « Si ce décret passait sans ajournement, je me » brûlerais la cervelle. » Bourdon de l'Oise ayant osé demander l'ajournement, Robespierre insista vivement pour sa prompte admission.

La loi fut en effet votée sur-le-champ. Il se forma pendant la nuit des réunions de représentants, pour méditer sur la situation présente et arrêter les explications à demander sur la loi qui venait d'être votée. Pour éveiller la susceptibilité de l'Assemblée sur cette prétendue loi, Bourdon de l'Oise demanda s'il serait per-

Digitized by Google

mis d'arrêter un membre de la Convention sans un décret spécial.

Cette simple observation avait produit une impression d'autant plus profonde, que chacun sentait mieux les conséquences du décret. On adopta un ordre du jour, avec un considérant qui donnait du moins quelque garantie aux représentants. Tallien raconta ensuite que, la veille, il avait été suivi par des agents de police de Robespierre, et montra qu'on n'avait plus de respect pour les représentants. Toutes les parties de la loi furent alors vivement critiquées. A une attaque vive, quoique voilée, de Bourdon, Robespierre parut à la tribune : « Mon» tagnards, dit-il, vous serez toujours le boulevard de » la liberté publique; ce serait assassiner la patrie, ce » serait outrager le peuple, que de souffrir que quel» ques intrigants, plus méprisables que les autres parce » qu'ils sont plus hypocrites, s'efforçassent d'entraîner » une partie de cette montagne et de s'y faire les chefs » d'un parti. »

Le décret fut de nouveau confirmé sans modification.

C'est alors que le régime de la Terreur prit une extension telle, que la postérité ne pourra jamais le croire. Vadier, Voulland, Jagot, Amar, dialoguaient comme des valets de bourreaux n'auraient osé le faire : « Le panier » s'emplira bien. — Abattons du gibier. — C'est une » tête à marquer. — A la piscine des carmagnoles. » Le peintre David avait pour mot favori : « Broyons du » rouge. »

Plus de huit mille suspects encombraient les prisons de Paris un mois avant la mort de Danton. En une seule nuit on y jeta plus de trois cents familles du fau-

Digitized by Google

bourg Saint-Germain. On ne se demandait pas quels étaient leurs crimes, leur nom seul était une accusation. Le quartier qu'on habitait, la famille, le rang, la fortune, la religion, l'opinion, les sentiments présumés étaient des crimes. Quand même l'âge, le sexe, les infirmités auraient rendu l'accusation improbable, on n'en était pas moins reconnu coupable d'un crime impossible. Il y avait partout des espions, dans les places publiques, sur les routes, dans les champs, au foyer domestique, dans les prisons. Quand Fouquier-Tinville recevait quelqu'un de ces tristes délateurs des listes de suspects, il faisait une razzia sur tous ceux qui lui étaient désignés, sans aucune information préalable. Chaque jour il fallait ajouter au nombre des charrettes fatales qui sortaient de la Conciergerie, chargées de jeunes filles appuyées sur les genoux de leurs mères, d'épouses qui serraient convulsivement leurs maris, d'hommes dont les cheveux blancs commandaient le respect, d'enfants dont l'âge tendre excitait la pitié. Ces voitures marchaient lentement, environnées de gendarmes, afin que le peuple pût juger par lui-même la justice de la révolution. Tout ce que l'Eglise a eu d'illustre, ce que la noblesse a eu de grand, ce que la magistrature a possédé de savant dans les lois, ce que le commerce, la bourgeoisie et le peuple ont eu de distingué par les sentiments, les lumières, l'industrie, fournit son contingent à l'échafaud. Ainsi tombèrent quatre mille têtes en quelques semaines, parmi lesquelles se trouvent les noms des Montmorency, des Noailles, des La Rochefoucauld, des Mailly, des Mouchy, des Lavoisier, des Nicolaï, des Sombreuil, des Brancas, des Broglie, des Boisgelin, des Beauvilliers, des Maillé, des

Digitized by Google

Montalembert, des Roquelaure, des Roucher, des Chénier, des Grammont, des Duchâtelet, des Clermont-Tonnerre, des Thiard, des Moncrif, des Molé-Champlâtreux, etc., etc.

La rue Saint-Honoré, que traversait chaque jour le lugubre cortége de la mort, commençait à concevoir la plus vive horreur; comme on redoutait un soulèvement, Fouquier-Tinville résolut de transporter l'échafaud à la barrière du Trône, au milieu de ses bons amis du faubourg Saint-Antoine. Une des premières victimes qui allèrent y porter leur tête, excita la plus vive sensation : ce fut le vénérable abbé de Fénelon, l'un des petits-neveux de l'auteur du *Télémaque*, qui s'était attaché les jeunes savoyards dont il s'était fait le père. Lorsque les étrangers apprirent qu'on allait traîner à l'échafaud le plus saint vieillard de France, âgé alors de 89 ans, ils coururent à la Convention demander grâce pour *la vertu*. Comme les conventionnels se laissaient attendrir, Billaud-Varennes s'écria : « Etes-vous donc des enfants pour » vous laisser influencer par des pleurs? » Debout sur l'échafaud, l'abbé de Fénelon obtint que ses mains seraient déliées; et il bénit encore une fois ses enfants. Tout le peuple se jeta à genoux et reçut une dernière fois la bénédiction de celui qu'il honorait aussi du nom de père. Nous ne connaissons point de spectacle plus touchant dans le monde.

Fouquier-Tinville, une fois armé du décret du 22 prairial, pour en user largement, fit dresser la guillotine dans la salle des jugements, afin que la sentence une fois prononcée, l'exécution suivît immédiatement. « Tu veux donc, lui dit Collot en colère, démoraliser le

Digitized by Google

» supplice? » La guillotine fut relevée sur la place publique, et le peuple put se *moraliser*, car il vit d'horribles spectacles. Un soir Fouquier-Tinville fut appelé au Comité de salut public. « Le peuple, lui dit Collot, com- » mence à se blaser. Il faut réveiller ses sensations par » de plus imposants spectacles. Arrange-toi pour qu'il » tombe maintenant cent cinquante têtes par jour. »

On se demande comment un tribunal pouvait, en une seule séance, juger un si grand nombre d'accusés : l'interrogatoire n'embarrassait guère les juges.

Au moment de l'appel au tribunal révolutionnaire, il se faisait dans les prisons un mouvement difficile à décrire, tandis que le concierge lisait à haute voix les noms des suspects traduits au tribunal; tous les détenus, le visage décomposé, le cœur palpitant, écoutaient si leur nom était prononcé; les enfants dont les pères avaient été nommés, se précipitaient entre les bras de ceux-ci, les embrassaient convulsivement, s'arrachaient les cheveux, la plupart poussaient des sanglots. Quelquefois des noms étaient mal prononcés, et l'on voyait des personnes non désignées suivre le lugubre cortége. Un jour, un infortuné s'étant présenté à l'audience et n'entendant pas prononcer son nom, demanda à être conduit dans son cachot, espérant du moins avoir un jour de répit. « Votre » nom? » lui dit Fouquier-Tinville; il le donna et fut aussitôt porté sur la liste et condamné à mort. Un vieillard nommé Loizerolles, entend prononcer à côté de son nom les prénoms de son fils : il ne réclame pas, heureux de pouvoir arracher son enfant à la mort par le sacrifice de sa vie. Les personnages les plus fameux de la révolution assaisonnaient la mort de sarcasmes ; « Cela va

Digitized by Google

» bien ; la récolte est bonne, les paniers s'emplissent. »

Une des exécutions qui touchèrent le plus et firent une vive impression, fut celle des jeunes filles de Verdun, qui, guidées par les autorités de la ville, avaient été présenter quelques dragées au roi de Prusse, afin d'arracher la cité à une destruction. Un prisonnier de la Conciergerie raconte ainsi leur départ pour l'échafaud : « Elles semblaient de jeunes vierges parées pour une » fête ; elles disparurent tout à coup et furent moisson- » nées dans leur printemps. Le lendemain de leur mort, » la cour des femmes paraissait comme un jardin dé- » pouillé de ses fleurs par un orage. Je n'ai jamais vu de » désolation pareille à celle qu'excita cette barbarie. » On avait placé au-dessus de la tête des victimes : « Pour » avoir livré la ville de Verdun à l'ennemi en lui four- » nissant des vivres et des munitions de guerre. » Cet infâme mensonge ne fut accueilli qu'avec indignation.

Une autre scène émut encore plus profondément. Seize carmélites du couvent de Compiègne furent déclarées convaincues d'avoir entretenu des intelligences avec les ennemis du dehors, d'avoir conspiré avec La Fayette et Dumouriez, de s'être déclarées les ennemies de la souveraineté du peuple, et, sur cette ridicule accusation, furent conduites au supplice. Ces pieuses filles chantèrent le *Salve Regina* pendant l'exécution. Le peuple écoutait ce chant, et les plus endurcis ne purent s'empêcher de verser des larmes. Bientôt on n'entendit plus qu'une seule voix, qui elle-même s'éteignit sous le fer du bourreau.

On avait creusé, dans le cimetière de Mousseaux, une vaste fosse toujours ouverte et dont les bords étaient

Digitized by Google

encombrés de tonneaux de chaux, qui servaient à couvrir les cadavres jetés pêle-mêle. Afin d'insulter à la nature, on avait gravé à l'entrée de ce lieu le mot : *Dormir;* terrible sommeil, qui ne devait avoir de réveil qu'à une résurrection à laquelle les assassins ne croyaient pas!

Paris n'était pas le seul lieu où s'exerçât une telle barbarie : il y avait peu de provinces qui n'eussent leur Fouquier-Tinville. L'histoire doit les noter pour l'effroi du genre humain. Citons d'abord Carrier, dont les actes à Nantes font pâlir tout ce que nous venons de raconter. Choisi par les rudes montagnards de l'Auvergne pour représenter la férocité à la Convention, Carrier sut se montrer digne de ce mandat. Lâche sur les champs de bataille, il fut terrible à Nantes, où il avait été envoyé pour animer l'armée républicaine. Malgré la promesse de pardon qui avait été accordée aux Vendéens, plus de huit mille personnes, femmes, enfants, vieillards, furent fusillés dans les entrepôts de Nantes. Il établit aussi un tribunal révolutionnaire et lui demanda tout d'abord cinq cents têtes de citoyens. Les hommes qui le formaient, quoique choisis parmi les plus abjects et les plus affamés de la populace de Nantes, ayant été trop lents à son gré, il forma une compagnie à qui il donna le nom de *Marat*, dont tous les membres recevaient dix francs par jour, et les envoya fusiller indistinctement ceux qui étaient dans les entrepôts.

Pour remplir le vide, les limiers de Carrier ramenaient tous les jours une multitude de suspects, les jetaient dans des entrepôts dont un seul contint jusqu'à quinze cents femmes et enfants sans lits, sans paille, sans feu, sans couvertures, et délaissés quelquefois plusieurs jours sans

Digitized by Google

nourriture. Carrier se laissait cependant fléchir par de grosses sommes d'argent et par des prostitutions.

Les fusillades causant une trop vive impression, il recourut à un moyen dont l'histoire de Néron lui avait donné une faible idée. Il fit construire des bateaux pontés ayant des soupapes. On y enfermait cinquante, soixante, jusqu'à cent victimes; lorsque le bateau était dans la Loire, les mariniers faisaient sauter les soupapes à coups de hache, et le bateau s'enfonçait sous les eaux. Cet horrible moyen de donner la mort fut d'abord secret et passa pour un accident; Carrier l'employa ensuite publiquement et s'y rendait lui-même, dans une barque magnifique, remplie de vins exquis, de mets délicieux; pour assaisonner les festins qu'il donnait à ses amis, il faisait voir les bateaux s'engloutir et naviguait sur le lieu où ils avaient été enfoncés, afin d'entendre encore le râle de la mort.

Ce genre de supplice parut bientôt trop commun et ne faisait plus de sensation sur la barbarie blasée de Carrier; il inventa ce qu'on nomma des *mariages républicains*. On faisait prendre un prêtre et une religieuse, un jeune homme et une jeune fille; on les attachait face à face l'un à l'autre, puis on les précipitait à la mer.

Quinze mille personnes avaient succombé, et Carrier cherchait encore de nouveaux supplices. Robespierre, redoutant enfin les actes de ce fou furieux, le rappela à la Convention sans le blâmer. C'était assez, à ses yeux, d'avoir mis un terme aux plus horribles crimes.

Arras avait vu naître, pour son malheur, le fameux Joseph Lebon, digne compatriote de Robespierre. C'était une tête faible qui, après avoir été à l'Oratoire et

Digitized by Google

être devenu curé près de Beaune, avait laissé germer dans son esprit des idées informes d'humanité et de liberté, et avait su se faire bien venir de ses paroissiens. Porté à la Convention par le crédit de Robespierre, il fut envoyé pour purger son pays des suspects; après avoir montré de la modération, il suivit si bien l'impulsion qui lui fut donnée, qu'il devint l'un des plus épouvantables buveurs de sang. Il obtint la création d'un tribunal révolutionnaire ambulant, qu'il transportait avec la guillotine dans les principales villes du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme. Il assistait lui-même aux exécutions, faisant chanter le *Ça ira* par des chœurs de jeunes filles, pendant que la guillotine coupait les têtes. « Sans-» culottes, disait-il aux habitants de la campagne, dé-» noncez hardiment, si vous ne voulez quitter vos chau-» mières; c'est pour vous qu'on guillotine. N'y a-t-il pas » près de vous quelque noble, quelque riche, quelque » marchand? dénoncez-le, et vous aurez sa maison. » Lebon fut dénoncé par Guffroy à la Convention; le Comité de salut public lui écrivit : « Continue de faire le » bien, et fais-le avec la sagesse et avec la dignité qui ne » laissent point prise aux calomnies de l'aristocratie. »

Duquesnoy lui écrivait : « Courage! va toujours ferme, » nous reviendrons, Saint-Just et moi, et ça ira bien » plus roide. » Des jurés, désignés cependant par la société populaire, ayant acquitté quatre accusés, Lebon se hâta de demander des instructions : « Fais-moi mettre » ces gredins-là dedans, ou je me brouille avec toi, ré-» pondait Duquesnoy. J'étais à dîner avec Robespierre » quand il a reçu ta lettre. Va ton train et ne t'inquiètes » pas. La guillotine doit marcher plus que jamais. » Un

Digitized by Google

autre ami de Lebon lui écrivait : « Le Comité de salut » public a dit à Lebas qu'il espérait que nous irions tous » les jours de mieux en mieux. Robespierre voudrait » que chacun de nous formât à lui seul un tribunal, et » empoignât une des villes de la frontière. La vertu et » la probité sont plus que jamais à l'ordre du jour. »

Maignet, envoyé dans le sud-est, incendia et détruisit de fond en comble, par ordre du Comité de salut public, la petite ville de Bedouin, signalée comme un foyer de royalisme. Dix mille victimes périrent par ses ordres à Orange et dans les cités voisines.

Payan, membre de la Convention, digne acolyte de Maignet, écrivait : « La sainte guillotine va tous les » jours. Déjà plus de trois cents révolutionnaires ont » payé de leur tête les crimes qu'ils ont commis. Bientôt » ils seront suivis d'un plus grand nombre. — La Com- » mission populaire marche bien. Hier, sur douze accu- » sés, neuf ont été condamnés à mort, deux à la dépor- » tation. Je croyais, d'après la loi du 22 prairial, qu'il » n'y avait plus d'autre peine que la mort. »

Payan nous apprend comment il stimulait les juges : « La sensibilité doit cesser. On répète aux juges de pren- » dre garde de frapper l'innocence ; moi je dis : Prenez » garde de sauver un coupable. N'aie de l'humanité que » pour la patrie. Si tu n'as point la fermeté nécessaire » pour punir les conspirateurs, la nature ne t'a pas des- » tiné à être libre. »

L'Alsace avait aussi son anthropophage. Jean-Georges Schneider, né au diocèse de Wurtzbourg, étant venu se fixer à Strasbourg, devint grand-vicaire constitutionnel, puis apostasia, se maria et sut acquérir tant d'autorité,

Digitized by Google

qu'il devint accusateur public. Un tribunal révolutionnaire et une guillotine ayant été mis à sa disposition, il parcourut le pays avec ce cortége et immola chaque jour des victimes. Il n'épargnait pas un prêtre fidèle quand il pouvait en saisir. Un jour il arrive chez un juge de paix, se met à table avec la famille, cause en ami. Comme on lui servait de bon vin, il demanda à son hôte s'il en avait encore de semblable. Celui-ci ayant répondu qu'il lui en restait quelques bouteilles et qu'elles étaient à son service : « Dépêche-toi d'en boire, répliqua-t-il, car dans » trois heures tu ne seras plus. » Et il ordonna de dresser la guillotine dans la cour, de juger son hôte comme favorable aux prêtres réfractaires, et il fut mis à mort. Les terroristes de Paris, épouvantés d'être surpassés par ce monstre, lui firent son jugement, et il disparut.

Le tableau que nous venons de tracer n'est qu'une faible image des horreurs qui furent commises; pour en donner une idée complète, il faudrait faire l'histoire de toutes les villes, de tous les hameaux, car il n'y en a pas un qui n'ait eu sa victime. Mais nous devons faire grâce au lecteur de toutes les scènes épouvantables que nous aurions encore à lui présenter; peut-être trouvera-t-on que nous nous y sommes déjà trop arrêté. Les auteurs de ces forfaits vont à leur tour succomber, et par leur mort donner un moment d'espérance à la patrie, espérance, hélas! qui sera loin de se réaliser.

Les prétendus chefs de la nation, qui se montraient insatiables de sang, devaient eux-mêmes périr dans le sang. On a dit que Robespierre voulait, en faisant couler le sang à longs flots, faire enfin horreur aux hommes les plus sanguinaires et ramener le gouvernement

Digitized by Google

à la douceur. Rien, dans la conduite de Robespierre, ne donne lieu de croire à des desseins aussi abominablement absurdes. Quelques aspirations vagues vers un régime moins violent, quelques mots de dégoût, sont-ce là des preuves suffisantes pour dire que la nature du tyran était pleine d'humanité? Est-ce que l'hyène, après s'être repue de sang, ne détourne pas quelquefois la tête? Le sang répandu causant de l'horreur à une partie de la Convention, jetait Robespierre et la plupart de ses amis du Comité de salut public dans une sorte d'ivresse pleine de dépit.

Robespierre, armé du décret du 22 prairial, voulait en faire usage contre ceux de ses collègues qui le gênaient et qu'il nommait les *indulgents corrompus*, afin de les discréditer dans l'esprit de la Convention. On parlait sourdement d'une nouvelle proscription de conventionnels. « L'ombre des Danton, des Chaumette, avait dit » Couthon aux Jacobins, se promène encore dans la Con- » vention. » — « Le mal est à son comble, disait Saint-Just. » Vous êtes dans la plus complète anarchie des pouvoirs » et des volontés. La Convention inonde la France de » lois inexécutées et souvent inexécutables. Je le déclare » sur mon honneur et ma conscience, je ne vois qu'un » moyen de salut : c'est la concentration des pouvoirs, » c'est l'unité des mesures de gouvernement, c'est l'é- » nergie attachée à des institutions politiques, dont les » anciens firent un si grand usage. Il faut rattacher le » salut public à une destinée particulière. — Expliquez- » vous? lui dirent ses collègues du Comité de salut » public, où en voulez-vous venir? »

Saint-Just répondit avec le ton impérieux et flegma-

Digitized by Google

tique capable de perdre les meilleures causes. « Eh bien, » je m'explique. Il faut une puissance dictatoriale autre » que celle des Comités. Il faut un homme qui ait assez » de génie, de force, de patriotisme et de générosité » pour accepter la puissance publique. Il faut surtout un » homme doué d'une longue habitude de la révolution, » de ses principes, de ses phases, de son action et de ses » agents; il faut enfin un homme qui ait en sa faveur » l'opinion générale, la confiance du peuple, et qui soit » un citoyen vertueux et inflexible autant qu'incorrup- » tible : cet homme, c'est Robespierre; lui seul peut sau- » ver l'Etat. Je demande qu'il soit investi de la dicta- » ture, et que les Comités en fassent dès demain la pro- » position à la Convention. »

Ces paroles ayant soulevé un débat extrêmement orageux dans le sein du Comité de salut public, les *gens d'examen* se réunirent à Billaud-Varennes, qui s'était écrié en parlant à Robespierre : « Tu veux donc guillo- » tiner toute la Convention? » Carnot était irrité contre Saint-Just, qui se rendait en mission auprès de toutes les armées et dérangeait ses plans; le Comité de sûreté générale ne montrait pas moins d'hostilité contre ce qu'on nommait le triumvirat de Robespierre, Couthon et Saint-Just. Au moment où la haine semblait le plus animée, le Comité fit la découverte d'une secte d'illuminés qui se jetait dans les théories les plus absurdes. Il est bon d'observer que c'est surtout dans les temps d'agitation que l'âme, oppressée sous le poids des souffrances morales, ou exaltée par un sentiment très vif, cherche à se dégager du pur matérialisme dans lequel on veut l'envelopper, pour se jeter dans le mysticisme le plus étrange.

Digitized by Google

Il y avait alors en Europe un courant d'illuminisme qui se développait chez toutes les nations; Swedenborg en Suède, Weishaupt sur le Rhin, le comte de Saint-Germain, Bergasse, Saint-Martin en France, dans un des quartiers les plus sombres de Paris une vieille femme nommée Catherine Théos ou Théot, qui s'imaginait être la mère de Dieu. Cette femme, dupe d'une imagination désordonnée, s'était liée avec un ancien chartreux nommé dom Gerle, qui avait été membre de la Constituante et avait conservé la plus haute opinion de Robespierre, dont Catherine Théos fit un génie, un prophète, un envoyé de Dieu pour délivrer l'humanité. Cette secte prit de l'accroissement et grandit le tyran aux yeux d'une partie de la population. Dom Gerle, par son enthousiasme, savait agir sur l'esprit de Robespierre, qui sans avoir peut-être assisté au cénacle de la rue Contrescarpe, recevait volontiers les adorations de la nouvelle secte, savourait l'encens qu'on brûlait devant lui et se montrait disposé à se placer sur l'autel. On croit que cette sorte de spiritualisme n'avait pas été étrangère à la déclaration de l'immortalité de l'âme et de l'existence d'un Etre suprême; qu'elle avait agi sur l'esprit du tribun, que les fêtes établies pour honorer la divinité avaient eu pour but de satisfaire l'instinct religieux et d'amener la nation à un certain mysticisme. On se proposait peut-être, lorsque les idées seraient assez avancées, de déclarer la France mystique, par un décret semblable à celui qui avait reconnu l'existence d'un Etre suprême. Le Comité de sûreté générale ayant découvert le cénacle de la rue Contrescarpe, fut étrangement surpris de ses doctrines, et bien plus surpris encore que Robespierre fût

Digitized by Google

la Divinité de la nouvelle secte. Tout en tournant les sectaires en ridicule, le Comité de sûreté générale n'en conçut pas moins un extrême dépit contre Robespierre.

Mme de Sainte-Amaranthe et une marquise de Chastenais, affiliées à la secte de la *mère de Dieu*, tombaient en extase à la seule pensée de Robespierre; elles sollicitèrent comme la plus grande faveur de lui être présentées. Robespierre se rendit chez Mme de Sainte-Amaranthe, s'assit à sa table, et, dans l'enivrement de l'adulation, promit de tourner la guillotine contre ceux qui frappaient tant d'innocents. Cette entrevue, les promesses qui avaient été faites, étaient parvenues aux oreilles du Comité de sûreté générale. Verdier, le président de ce Comité, dit à Robespierre « qu'il propose» rait l'arrestation de la famille Sainte-Amaranthe. » Robespierre, après avoir fait de vains efforts pour empêcher cette proposition, déclara qu'il cesserait de prendre part aux affaires.

Si Robespierre crut que ses adversaires abandonnés à eux-mêmes ne pourraient gouverner, qu'ils seraient bientôt obligés de se jeter à ses pieds et de se soumettre sans condition, il se trompait. Il n'était pas entièrement désarmé, il est vrai, dans le Comité de salut public, où Couthon restait, et où Saint-Just, son *alter ego*, qui revenait des armées, devait défendre avec chaleur ses principes. Robespierre avait d'ailleurs une police qui le servait bien; d'heure en heure il était instruit de tout ce que machinaient ses ennemis.

Robespierre, dans sa retraite, avait compté non-seulement sur son nom, mais encore sur sa grande activité. Jamais, en effet, sa correspondance ne fut plus suivie;

Digitized by Google

jamais il n'avait pris plus de renseignements sur les fautes et les crimes politiques de ses adversaires; jamais il n'avait paru plus souvent aux Jacobins. C'est là qu'il cherchait à raffermir son autorité et à ruiner celle de ses adversaires. « On s'efforce, disait-il, de jeter sur nous » un vernis d'injustice et de cruauté : ce sont les in- » dulgents qui sont les anthropophages; leur humanité » consiste à parer les coups portés aux ennemis de l'hu- » manité. Défendez la cause de la justice, et vous ne » pourrez dire une parole sans être appelé tyran et des- » pote. Nous ne pouvons invoquer l'opinion publique » sans être désigné comme un dictateur. La vérité est » mon seul asile; je ne veux ni partisans, ni éloges; ma » défense est dans ma conscience. Quand les circons- » tances se développeront je m'expliquerai plus au long; » aujourd'hui, j'en dis assez pour ceux qui sentent. »

Couthon cherchait aussi à réveiller le zèle assoupi des Jacobins. « Tous les patriotes sont frères et amis. Pour » moi, je veux partager les poignards dirigés contre » Robespierre. Si un homme propose de sévir contre les » traîtres, il est maintenant traité d'homme sanguinaire. » Ne faut-il pas, cependant, qu'il poursuive les deux » factions avec tant de courage et de persévérance, qu'au- » cun coupable ne reste impuni, afin que tout innocent » jouisse du calme de la vertu? »

Maître aux Jacobins, Robespierre l'était encore à la Commune. Si le maire Pache, l'un de ses esclaves, avait été destitué depuis qu'il n'avait plus paru au Comité de salut public, il avait été remplacé par Fleuriot, un autre de ses séïdes. On n'avait pas osé ôter le commandement de la garde nationale à Henriot, l'un de ses amis; par

Digitized by Google

Dumas, Fouquier-Tinville et les jurés, il disposait encore du tribunal révolutionnaire. On voit donc que la Commune, la garde nationale, la haute commission judiciaire, les Jacobins, en un mot toutes les forces vitales de la révolution étaient au pouvoir de Robespierre.

Tandis qu'il cherchait des appuis en dehors de la Convention, ses adversaires ne s'oubliaient pas. Disposant du pouvoir souverain, ils essayaient d'éloigner tout ce qui pouvait activer l'incendie et donner de la force à l'insurrection que ne manqueraient pas de tenter les triumvirs dans le cas de lutte au sein de la Convention. La section des canonniers, ayant toujours marché à la tête des insurrections, fut en grande partie envoyée sur la frontière. Les conventionnels actifs, ennemis de Robespierre, furent rappelés de leurs missions. Tallien, Barras, Fréron, Fouché, représentants ennemis acharnés des triumvirs, parce que ceux-ci avaient voulu les faire poursuivre et qu'ils comprenaient que si Robespierre triomphait, leurs têtes tomberaient sous le couteau de la guillotine, développaient toute l'énergie et l'astuce de leur caractère. Fouché, la finesse personnifiée, suivait de l'œil Robespierre, connaissait tous ses mouvements et toutes ses tendances; Tallien jetait le désespoir dans l'âme des conventionnels de son parti, et leur montrait qu'il fallait vaincre ou mourir; Fréron soufflait le feu de la vengeance; Barras inspirait de la confiance aux conjurés en leur montrant qu'ils avaient les moyens de vaincre.

Robespierre, après avoir vivement attaqué Tallien, ayant voulu encore faire expulser Fouché des Jacobins, comme étant indigne de cette Société à cause de sa corruption, celui-ci adressa une lettre aux Jacobins pour les

Digitized by Google

prier de suspendre leur jugement jusqu'à ce que la commission nommée à la Convention pour examiner sa gestion eût prononcé. Robespierre l'accabla des épithètes de *vil* et de *méprisable*, qui s'échappaient si facilement de sa bouche. Puis on vit s'avancer gravement un habitant de Lyon qui le chargea des faits les plus criminels, ce qui détermina la Société à déférer cette dénonciation au Comité de salut public, tandis qu'elle chassait Fouché de son sein et le rayait de ses registres. Fouché, exclu à l'instant même, devint alors implacable ennemi de Robespierre.

Pendant que le dictateur se tenait éloigné des Comités, la guillotine fonctionnait toujours. Robespierre n'osait ni accepter, ni répudier les actes d'un terrorisme toujours plus épouvantable, espérant se faire un appui des deux partis, et ne voyant pas que tous deux allaient lui échapper; car un homme politique qui n'ose pas expliquer nettement ses vues, se voit presque toujours repoussé par tous.

Robespierre se posait en victime aux Jacobins; il appelait sur lui l'intérêt et presque la pitié des patriotes. Ses discours enflammaient ses amis, mais ils étaient sans effet sur la Convention. Afin d'agir sur cette grande Assemblée, il prépara un long discours, se proposant de mettre à nu la corruption qui rongeait la plupart des membres de ce fameux corps.

Les ennemis de Robespierre, voyant le peuple, les Jacobins, la Commune et le tribunal révolutionnaire demeurés fidèles à leur adversaire, jugèrent la lutte inégale et résolurent de tenter une réconciliation, peut-être avec le dessein d'user de ce moment d'arrêt pour ruiner

Digitized by Google

entièrement l'idole. Saint-Just étant revenu de l'armée, on le pria de s'interposer entre les deux partis et de les réconcilier. Les Comités eurent en effet une entrevue.

Robespierre parut touché, et on crut un moment que la réconciliation allait s'opérer. Carnot prit tout à coup Saint-Just à partie et lui reprocha de vouloir bouleverser les plans de campagne arrêtés par le comité de la guerre: « Vous voulez tout usurper, s'écria Carnot, vous décon- » certez tous mes plans de campagne, vous froissez les » généraux dans mes mains, vous écourtez les campa- » gnes. Je vous ai laissé l'intérieur, laissez-moi le champ » de bataille, ou, si vous voulez le prendre comme le » reste, prenez aussi la responsabilité des frontières! Que » sera la liberté, si vous parlez de patrie? »

Saint-Just voulut se justifier et promit, pour l'avenir, d'avoir une pleine déférence au génie militaire de Carnot. Inquiet du silence de Billaud, Saint-Just dit : « Il y » a des hommes qu'au caractère sombre de leur physio- » nomie et à la pâleur de leurs traits, Lycurgue aurait » bannis de Lacédémone. » — « Il y a des hommes, re- » partit Billaud, qui cachent leur ambition sous leur jeu- » nesse, et jouent l'Alcibiade pour devenir des Pisis- » trate. »

Malgré cette vive apostrophe, Billaud tendit la main à Robespierre, et il fut convenu qu'il serait fait à la Convention un rapport sur la situation, afin qu'elle fût juge des mesures légales à adopter pour diriger le tribunal révolutionnaire et lui ôter un peu de l'arbitraire qui le livrait à la merci des partis.

Epouvantés d'une réconciliation dont ils craignaient d'être les victimes, et pensant que Billaud les avait aban-

Digitized by Google

donnés pour prix de sa réinstallation au Comité de salut public, les principaux membres de la Convention jurèrent qu'aucune tête de cette Assemblée ne serait cédée.

Les amis de Robespierre cherchaient à lui persuader que la réconciliation n'était qu'un piége; et Saint-Just, irrité de son inaction, partit inopinément une cinquième fois pour l'armée de Sambre-et-Meuse, en disant: « Je » vais me faire tuer, les républicains n'ont plus de place » que dans la tombe. »

Robespierre, cependant, semblait toujours plus s'abandonner; les Jacobins, les sectionnaires, le poussaient en vain: il demeurait presque indifférent, et se retira un moment hors de Paris, cherchant dans la campagne un repos que ni sa conscience, ni sa situation politique ne lui accordaient point. Il lisait alors Rousseau, Raynal, Bernardin de Saint-Pierre, espérant peut-être encore faire accepter leurs théories par la France. Rêve extravagant d'un homme qui songeait aux systèmes humanitaires, en faisant tomber une multitude de têtes.

Depuis près de quarante jours, Robespierre avait cessé de prendre part aux actes du Comité de salut public, et les affaires n'en avaient pas souffert, nos armées étaient triomphantes au dehors, sur tous les points de nos frontières. Le dictateur, commençant à comprendre que son isolement le tuait, résolut de rentrer en action et de tenter de ressaisir le pouvoir. Il aurait voulu que les armées républicaines éprouvassent des défaites, et elles remportaient des victoires. Il s'efforçait d'en atténuer les conséquences, et disait aux Jacobins « que la victoire sur les » armées ennemies n'était pas celle après laquelle on » devait le plus aspirer; la véritable victoire est celle

Digitized by Google

» qui rappelle chez les peuples la paix, la justice et le » bonheur. Une nation n'est pas illustrée pour avoir » battu des tyrans ou enchaîné des peuples. Ce fut le » sort des Romains et de quelques autres nations. No- » tre destinée, beaucoup plus sublime, est de fonder sur » la terre l'empire de la sagesse, de la justice et de la » vertu. » (Séance des Jacobins du 21 messidor – 9 juillet.)

Il ne pouvait ressaisir le pouvoir qu'en faisant un 31 mai, pour *épurer* la Convention, c'est-à-dire pour en chasser ses ennemis. Tout ce qui se faisait de condamnable retombait sur lui; on lui attribuait toutes les exécutions sanglantes qui continuaient à affliger la France. On lui faisait aussi subir la responsabilité de quelques propositions insolites qui dénotaient une tendance vers la punition sévère de certains crimes non contenus dans la loi pénale, sous l'ancienne monarchie. Un nommé Magenthies, ayant demandé la peine de mort contre quiconque blasphèmerait l'Être suprême, et un comité révolutionnaire ayant fait enfermer un ouvrier qui s'était enivré, on accusa Robespierre de ces faits; on prétendit que son Être suprême et sa prétendue vertu allaient être les plus affreux tyrans qui eussent jamais existé. Pour échapper au piége qu'on lui tendait, Robespierre demanda lui-même l'arrestation de Magenthies.

Chacun sentait que la scission ne pouvait durer longtemps. Barrère tremblait et se montrait disposé à immoler plusieurs de ses collègues : « Ce Robespierre est » insatiable, disait-il. Qu'il demande Tallien, Bourdon, » Thuriot, Lecointre, Panis, Fréron, Legendre, Fouché, » Cambon et toute la *séquelle dantoniste*, à la bonne

Digitized by Google

» heure! mais Duval, Audouin, mais Léonard Bour-
» don, Vadier, Voulland! il est impossible d'y consen-
» tir. »

L'accommodement que Barrère appelait de ses vœux était impossible, chacun le sentait; il n'y avait plus de moyen de rapprochement. Robespierre, dont l'âme sombre et profondément ulcérée marchait résolument à un 31 mai, aurait pu, s'il l'avait voulu, y arriver en frappant soudainement ses ennemis, en portant les Jacobins et la Commune sur la Convention. C'est ce qu'eût fait Danton. Mais Robespierre n'avait pas l'énergie nécessaire pour exécuter une telle résolution. Il avait devant les yeux la marche suivie le 31 mai, il voulait l'adopter et ne pas en dévier. Il ne comprenait point que la situation n'était pas la même, que cette marche méthodique le dénoncerait et engagerait la Convention à prendre des mesures de salut. Une fois son plan arrêté, il résolut de faire présenter d'abord une pétition par les Jacobins, ensuite de monter lui-même à la tribune pour y dénoncer les *indulgents corrompus*, sans cependant les nommer; enfin, de confier à Saint-Just la rédaction d'un rapport où se trouveraient consignées et spécifiées les attaques individuelles. Ces trois actes d'un même drame devaient se suivre coup sur coup.

Les Jacobins furent saisis par Couthon de la nécessité de présenter une pétition contre les *indulgents corrompus :* « Je vous invite, dit Couthon, à présenter vos ré-
» flexions à la Convention; elle est pure, elle ne se lais-
» sera pas subjuguer par quatre ou cinq scélérats. Quant
» à moi, je déclare qu'ils ne me subjugueront pas. » La proposition fut approuvée le 5 thermidor, et présentée

Digitized by Google

le 7 à la Convention. Le style de cette pièce était, comme tout ce qui sortait des têtes révolutionnaires, emphatique, insensé : « Vous ferez trembler les traîtres, les fri-» pons, les intrigants; vous rassurerez l'homme de bien; » vous maintiendrez cette union qui fait votre force; » vous conserverez dans toute sa pureté ce culte sublime » dont tout citoyen est le ministre, dont la vertu est la » seule pratique; et le peuple, confiant en vous, placera » son désir et sa gloire à respecter et à défendre ses re-» présentants jusqu'à la mort. »

Cette pétition fut accueillie par un morne silence : ni un mot d'approbation, ni un mot d'improbation. Dubois-Crancé, qui se sentait vivement attaqué au dehors, monta à la tribune pour demander qu'on fît sous trois jours un rapport sur son compte : on accéda à sa demande avec le même silence. Barrère fit ensuite un rapport sur la situation générale, et, en comparant l'état de la France au mois de juillet 1793 et son état au mois de mai 1794, il montra la différence des deux situations et les progrès que la République avait faits; il en fit remonter la gloire au Comité de salut public, et spécialement à Robespierre, qu'il désignait comme « un représentant » qui jouissait d'une réputation patriotique méritée par » cinq années de travaux, par ses principes imperturba-» bles d'indépendance et de liberté, et avait réfuté avec » chaleur les propos contre-révolutionnaires. »

Ce rapport fut accueilli avec le même silence; chacun attendait autre chose.

Cependant Robespierre était au dehors de Paris, livré à un calme apparent, mais profondément agité intérieurement. On remarqua qu'il demeura pendant plusieurs

Digitized by Google

heures immobile sous un arbre, tenant sa tête entre ses mains : il répétait sans doute son discours, qu'il devait prononcer le lendemain. Le 8 thermidor, il parut à la Convention, accompagné de tous ses amis, et demanda la parole. Collot-d'Herbois présidait l'Assemblée; comme on le savait ennemi de Robespierre, on l'avait choisi à dessein, afin qu'il soutînt vigoureusement les droits de l'Assemblée contre le tyran. Un profond silence s'établit sur tous les bancs, et fut gardé pendant plus de deux heures que dura le discours de Robespierre. Tout ce que dit celui-ci n'était qu'une glorification continuelle de sa personne, de ses actes, de tout ce qu'il avait fait pour la République, et une attaque contre certains partis et certains individus qu'il ne nommait point.

Robespierre termina enfin par ces mots, qui étaient comme un défi jeté aux partis : « Dirons-nous que tout » est bien? Continuerons-nous de louer, par habitude » ou par pratique, ce qui est mal? Nous perdrions la » patrie. Révèlerons-nous les abus cachés? dénoncerons- » nous les traîtres? On nous dira que nous ébranlons les » autorités constituées, que nous voulons acquérir à leurs » dépens une influence personnelle. Que ferons-nous » donc? notre devoir.

» Je suis fait pour combattre le crime, non pour le » gouverner. Le temps n'est point arrivé où les hommes » de bien peuvent servir impunément la patrie; les dé- » fenseurs de la liberté ne seront que des proscrits tant » que la foule des fripons dominera. »

Robespierre quitta la tribune au milieu d'une sombre et muette agitation : pas un mot de blâme, pas un mot d'éloge; dans cette Assemblée, autrefois si empressée

Digitized by Google

d'accourir féliciter son orateur, pas une voix ne se fit entendre pour l'applaudir, pas une main ne s'étendit pour presser la sienne. Tous, inquiets, incertains, se regardaient, se consultaient de l'œil, se demandaient qui prendrait la parole pour succéder au tyran. Lecointre de Versailles, l'un des ennemis de Robespierre, demanda l'impression de ce discours; Bourdon (de l'Oise) s'y opposa, parce que le discours qui avait été entendu renfermait des assertions si graves, qu'il lui paraissait dangereux de le publier, et il en demanda le renvoi aux Comités de salut public et de sûreté générale, qui auraient à l'examiner. Barrère, toujours flatteur, soutint que, dans un pays libre, tout doit être publié, afin que la nation juge elle-même. Couthon profita de ces derniers mots pour arracher non-seulement l'impression du discours, mais encore l'envoi à toutes les communes de France. L'impression du discours et l'envoi furent décrétés à la presque unanimité.

On avait remarqué dans ce vote un mouvement plus mécanique que sincère; personne n'était évidemment content, on n'attendait que l'impulsion de quelques membres pour éclater. Le vieux Vadier, qui se sentait vivement attaqué, persista dans les faits dénoncés au sujet de Catherine Théos, et prétendit avoir des preuves incontestables d'une conspiration de Robespierre; Cambon justifia ses opérations financières: « Il est temps, s'é-» cria-t-il, de dire la vérité tout entière; est-ce moi qu'il » faut accuser de m'être rendu maître en quelque chose? » l'homme qui s'était rendu maître, c'est celui qui vient » de parler, c'est Robespierre. »

Robespierre, qui avait traité Cambon de fripon, lui

Digitized by Google

dit qu'il n'avait rien à reprocher à son administration. Billaud-Varennes ramassa le gant que lui avait jeté son antagoniste : « Il faut arracher le masque sur quelque » visage qu'il se trouve; j'aime mieux que mon cadavre » serve de trône à un ambitieux, que de devenir, par » mon silence, le complice de ses forfaits. »

Une multitude d'orateurs se succédèrent à la tribune. On somma Robespierre de se rétracter. « Je persiste dans » ce que j'ai dit, répond-il : jamais on ne tirera de moi » une rétractation qui n'est pas dans mon cœur. »

La Convention rapporta son décret en faveur de l'impression du discours de Robespierre, et elle en envoya l'examen aux Comités de salut public et de sûreté générale.

En quittant la Convention, Robespierre se rend aux Jacobins, le visage abattu et le cœur percé de l'affront inouï qu'il venait de recevoir. Il y relit son discours, et pendant deux heures on ne cesse de le couvrir d'applaudissements. « Ce discours, dit-il en finissant, est mon » testament de mort. Je l'ai vu aujourd'hui; la ligue des » méchants est tellement forte, que je ne puis pas espé- » rer de lui échapper. Je succombe sans regret, je vous » laisse ma mémoire : elle vous sera chère, et vous la dé- » fendrez. »

Chacun se presse autour de lui pour le rassurer. Henriot s'écrie qu'il connaît encore le chemin de la Convention. « Séparez, leur dit Robespierre, les méchants des » hommes faibles; délivrez la Convention des scélérats » qui l'oppriment comme au 31 mai et au 2 juin. »

Collot-d'Herbois veut présenter quelques observations, on le repousse de la tribune; quelques poignards aigui-

Digitized by Google

sés se dirigent même vers sa poitrine. Il se sauve à peine et court au Comité de salut public y raconter la scène à laquelle il venait d'assister. Une discussion violente se passe entre lui et Saint-Just, et le Comité se sépare dans une sorte de calme.

Cependant les Jacobins étaient dans la plus vive agitation; leurs membres les plus exaltés, tous les hommes d'action y étant réunis et pouvant facilement s'emparer du pouvoir suprême, Payan proposa de marcher à l'instant sur les deux Comités de salut public et de sûreté générale, et de se rendre maître des membres de ces deux Comités. Mais, persuadé que l'ascendant de sa parole suffirait pour triompher, Robespierre repoussa tous les moyens violents. Coffinal, auvergnat d'une haute taille et d'une force musculaire extrême, entraîna Payan en lui disant: « Puisqu'il ne veut pas qu'on le sauve, al- » lons nous préparer à nous venger et à le défendre. » Et ils sortirent pour préparer l'insurrection du lendemain.

Les principaux membres de la Convention ne s'étaient pas abandonnés; convaincus que, pour triompher de Robespierre, il fallait réunir toutes leurs forces en un faisceau, Tallien, Fréron, Barras, Fouché, Dubois-Crancé, Bourdon et leurs amis, travaillèrent toute la nuit pour rallier les Montagnards, les Dantonistes, le reste du parti des Girondins et la Plaine, et parvinrent à former une coalition unie un moment pour perdre leur ennemi commun.

Robespierre, jugeant impossible une pareille coalition, et persuadé que la majorité lui demeurerait attachée malgré les efforts de l'intrigue, se croyait sûr de triom-

Digitized by Google

pher. Henriot, suivi de ses aides-de-camp et déjà vacillant sur son cheval de l'ivresse de la nuit, parcourait les rues voisines et plaçait des canons sur les ponts et sur la place du Carrousel. Les Jacobins s'étaient déclarés en permanence; le peuple, désœuvré, s'attendant à quelque grand événement, parcourait les rues dans une agitation visible; tout annonçait que la lutte serait en faveur de Robespierre.

Il était onze heures du matin (9 thermidor) quand Robespierre, vêtu avec plus de recherche que de coutume, portant l'habit fastueux de la fête de l'Etre suprême, parut à la Convention et alla, à pas lents, avec la sérénité d'un triomphe certain, s'asseoir à sa place. Couthon, Lebas, Saint-Just, Robespierre le jeune, montraient la même confiance. Lorsque Saint-Just gravit les degrés de la tribune : « Entrons, » dit Tallien aux nombreux représentants qui parcouraient les couloirs; et aussitôt ils entrent en masse et vont silencieusement s'asseoir à leurs places, avec plus d'assurance encore que Robespierre. Saint-Just déploya sur la tribune un cahier couvert de ratures, indice de l'incertitude de sa pensée et de l'irrésolution de son esprit.

Saint-Just avait à peine prononcé cette phrase irritante : « La roche Tarpéienne est réservée à celui qui au-
» rait le courage de dévoiler les criminelles manœuvres
» de certains membres du gouvernement, » que Tallien se lève et demande la parole pour une motion d'ordre. « On vient encore aggraver les maux de la patrie, la dé-
» chirer, la précipiter dans l'abîme; je demande que le
» rideau soit déchiré! »

Trois fois la salle est ébranlée par des applaudisse-

Digitized by Google

ments frénétiques. Billaud profite de ce moment d'enthousiasme pour réclamer la parole : « Hier, la société » des Jacobins était remplie d'hommes apostés. On y a » développé l'intention d'égorger la Convention!... »

Robespierre, pâle et convulsif, s'élance alors à la tribune et demande vainement à être entendu. *A bas le tyran! à bas le tyran!* Tallien paraît aussitôt à côté de Robespierre et obtient la parole qui est refusée à celui-ci. « Je demandais tout à l'heure qu'on déchirât le rideau : » il est enfin déchiré; les conspirateurs sont démasqués, » ils seront anéantis, la liberté triomphera!... — Oui! » oui! elle triomphe déjà, achevez son triomphe, » lui répondent les Montagnards.

A ces mots, Tallien tire un poignard et il propose de décréter d'accusation Henriot et les principaux conspirateurs.

Robespierre essaie en vain de lui répondre; sa voix est étouffée sous ce cri : *A bas le tyran!* Barrère, appelé à la tribune, avait préparé deux discours, l'un pour glorifier Robespierre s'il eût été vainqueur, l'autre pour le flétrir s'il était vaincu. Voyant la majorité de l'Assemblée se déclarer contre le tyran, il demanda la suppression du commandant de la force armée de Paris et de son état-major, et enfin l'appel à la barre du maire de Paris, pour répondre de la tranquillité de la capitale.

Ce fut dès-lors un feu continu entre Robespierre, ses trois ou quatre défenseurs, et le reste de la Convention. Enfin on proclama des décrets par lesquels les deux Robespierre, Saint-Just, Couthon, Lebas, Dumas, Henriot, Boulanger, Dufraise étaient à l'instant mis en état d'arrestation.

Digitized by Google

Collot-d'Herbois, pour féliciter l'Assemblée de son courage, dit : « Citoyens, vous venez de sauver la patrie. » La patrie, le sein déchiré, ne vous a pas parlé en vain. » On disait qu'il fallait renouveler contre vous un 31 » mai.... » — « Tu en as menti, » lui crie Robespierre du pied de la tribune. A ce mot la Convention, insultée dans son président, ordonne que les accusés seront appelés à la barre, et prescrit aux huissiers de les y amener. Les huissiers ayant hésité à saisir ceux que naguère ils regardaient comme leurs maîtres, les gendarmes, moins timides, s'emparent d'eux et les viennent placer où ils avaient mis Louis XVI. L'Assemblée jouissait de cette humiliation, sans se demander si son triomphe était assuré.

La Convention, se sentant accablée de fatigue, suspendit la séance vers cinq heures. Les accusés sortirent au milieu des sarcasmes, des éclats de rire et des malédictions, les deux Robespierre se tenant par le bras, Saint-Just et Lebas les suivant calmes et tristes, deux gendarmes portant le perclus Couthon dans son fauteuil.

En ce moment les dernières charrettes du régime de la Terreur portaient quarante-cinq condamnés à la guillotine. Quelques amis des condamnés et de généreux citoyens poussaient le mot de grâce et voulaient empêcher l'exécution jusqu'à ce que la Convention eût décidé. Henriot, qui se trouvait là, dégagea les voitures, fit conduire les victimes au supplice, et quarante-cinq têtes illustres tombèrent au moment où l'espoir commençait à renaître.

Pendant la lutte qui se soutenait à la Convention, les Jacobins et la Commune, restés en permanence, dis-

Digitized by Google

cutaient sur les moyens de résistance. Aussi, quand un messager de l'Assemblée se présenta à l'Hôtel-de-Ville pour y signifier le décret de la Convention qui mettait Henriot en état d'arrestation et appelait Payan et Fleuriot à la barre, il fut honni, insulté et frappé.

A la nouvelle de l'arrestation de Robespierre et de ses amis, Payan rédigea une adresse au peuple pour dénoncer les oppresseurs des plus vertueux patriotes : « Robes» pierre, ce citoyen vertueux qui fit décréter le dogme » consolateur de l'Etre suprême et de l'immortalité de » l'âme; Saint-Just, cet apôtre de la vertu, qui fit cesser » la trahison au Rhin et au Nord; Couthon, ce citoyen » vertueux qui n'a que le corps et la tête de vivants, » mais qui les a brûlants de patriotisme! »

Pendant qu'on répandait cette proclamation, la Commune prenait des mesures insurrectionnelles, envoyait une députation aux Jacobins pour les inviter à s'unir à elle, dirigeait des commissaires vers toutes les sections pour les appeler aux armes, et intimait à tous les gardiens des prisons, la défense d'en ouvrir les portes et d'y recevoir les représentants amis du peuple. Les terroristes ont osé dire que les geôliers, frappés de respect pour les grands noms de Robespierre, Couthon et Saint-Just, n'avaient pas voulu leur ouvrir l'entrée des prisons; tout le secret de ce refus, comme on le voit, était dans la politique astucieuse des chefs du mouvement... Après un court interrogatoire au Comité de sûreté générale, les accusés avaient été dirigés, Robespierre au Luxembourg, son frère à Saint-Lazare, Saint-Just aux Ecossais, Lebas à la Force, et Couthon à la Bourbe; mais des groupes de Jacobins environnèrent chacun des ac-

Digitized by Google

cusés, les arrachèrent aux mains des gendarmes, et les conduisirent triomphalement à la Commune.

Cependant la place de l'Hôtel-de-Ville se hérissait de baïonnettes; le tocsin, qui avait retenti à la cloche de l'Hôtel-de-Ville, trouvait de l'écho dans tous les quartiers; le rappel, que l'on battait dans les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, faisait accourir la vile populace; Henriot parcourait les rues et les quais en brandissant son sabre. Tout présageait la victoire à Robespierre et à ses amis; ils l'eussent incontestablement remportée s'ils avaient su profiter de l'exaltation des patriotes. Pour cela, ils devaient constituer un gouvernement à l'Hôtel-de-Ville, se mettre à la tête du mouvement et se porter eux-mêmes à la Convention, dont ils pouvaient d'autant plus facilement s'emparer, que les représentants l'avaient quittée et avaient commis l'énorme faute de suspendre la séance. Une fois maîtres de la salle de la Convention, ils pouvaient facilement s'assurer de la personne des principaux membres de l'Assemblée et faisaient nécessairement ainsi refluer toute la puissance à la Commune. Mais il y a une heure déterminée pour la fin des méchants; cette heure arrivée, ils demeurent frappés d'aveuglement.

Au lieu de recourir à ces mesures, la Commune, pour fêter l'arrivée de Robespierre, suspend ses séances et se livre à une joie insensée, sans rien faire pour vaincre. Les représentants, arrachés aux mains des gendarmes, écoutent des discours et semblent croire que des périodes suffiront pour assurer leur triomphe. Cependant Henriot, envoyé à la grille du Carrousel pour pénétrer dans les Tuileries, est arrêté par les grenadiers de la Convention,

Digitized by Google

qui croisent la baïonnette sur le poitrail de son cheval, pendant qu'un agent de l'Assemblée vient lui lire le décret de sa destitution. « Arrêtez ce rebelle! s'écrie l'huis-» sier, un décret vous l'ordonne. » Les gendarmes obéissent à la loi, et Henriot est déposé ivre-mort dans la salle du Comité de salut public. A la nouvelle de cette arrestation, Coffinal prend quelques pelotons de sectionnaires, se porte aux Tuileries, dégage Henriot, le remet sur son cheval qui était demeuré attaché à la grille du Carrousel, et le ramène à ses canonniers. Plein de colère de l'humiliation qu'on venait de lui faire subir et brûlant du désir de se venger, Henriot s'élance vers ses batteries et tourne ses pièces contre la Convention.

A sept heures du soir, les membres de la Convention arrivent à leur poste, non sans crainte d'être immolés. Collot-d'Herbois prend aussitôt possession du siége de la présidence, qui, étant placé en face de la porte, semblait exposer aux premiers coups celui qui l'occuperait. « Ci-» toyens, dit le président, voici le moment de mourir à » notre poste! — Oui! oui! nous y mourrons, » répètent tous ses collègues. Les citoyens des tribunes jurent, de leur côté, de défendre la Convention, et sortent en foule en criant : « Aux armes! allons repousser les scélérats. » Un décret par lequel on déclarait Henriot *hors la loi*, était à peine rendu, qu'il fut proclamé à haute voix à la troupe, qui avait répondu à l'appel du chef de la garde nationale et était réunie sur la place du Carrousel.

Emus par ces paroles et intimidés par le décret qui déclarait Henriot hors la loi, les canonniers méconnaissent ce chef de la garde nationale, qui, épouvanté de cet abandon, tourne aussitôt la bride de son cheval et court

Digitized by Google

à la Commune, laissant maîtresse la Convention. La veille encore, elle osait à peine tenir tête à Robespierre; et, maintenant exaltée par cette retraite, elle se montre capable de résister aux plus violents assauts.

Il y avait eu dans la Convention, tant d'incertitude et de manque de mesures que cette Assemblée avait rendu une multitude de décrets sans avoir commandé une force suffisante pour en assurer l'exécution; ce fut seulement quand elle s'aperçut de la faiblesse de ses ennemis qu'elle songea à sa défense et nomma l'audacieux Barras commandant de la garde nationale et de toutes les forces de la nation. Des représentants influents, envoyés aux chefs des différentes sections pour les éclairer sur la situation de la patrie et les rallier à la Convention, jettent l'incertitude dans les colonnes des sectionnaires en marche pour l'Hôtel-de-Ville; différents tronçons se forment; les uns poursuivent leur route vers la place de Grève, les autres se rangent sous l'épée de Barras autour des Tuileries. Se voyant maître de douze cents hommes dévoués, sachant que les sectionnaires placés sur la place de l'Hôtel-de-Ville étaient très effrayés de la mise hors la loi, Barras forme l'audacieux projet de prendre l'initiative et de marcher sur la Commune.

« Partez, dit Tallien qui occupait le fauteuil, et que le » soleil, en se levant, ne trouve plus les conspirateurs » vivants. »

Pour échapper à l'accusation d'avoir fait des actes de souveraineté et pour mettre de son côté ce qu'il nommait la légalité, Robespierre avait refusé d'agir. On lui répétait : « Couthon n'attend qu'un mot de toi pour écraser » les tyrans et tes ennemis; adresse-lui du moins une

Digitized by Google

» proclamation qui lui indique ce qu'il a à faire. — Et » au nom de qui? demanda Robespierre. — Au nom de » la Convention opprimée, » répondit int-Just.

Cependant Léonard Bourdon arrivait sur la place de Grève au cri de *vive la Convention!* auquel Henriot répondait par le cri de *vive la Commune!* mais il se montrait à ses canonniers tellement ivre, qu'ils l'abandonnèrent. Barras, voyant la place déserte et l'Hôtel-de-Ville silencieux, demeura un instant irrésolu, persuadé que la Commune renfermait des moyens formidables de défense. Dulac, agent résolu du Comité de sûreté générale, se met à la tête de vingt-cinq sapeurs et de quelques grenadiers, traverse la place, enfonce la porte à coups de hache et monte le grand escalier la baïonnette en avant.

Saisis de terreur au bruit des pas des sapeurs, les représentants rebelles aux ordres de la Convention cherchèrent à se détruire. Lebas, armé de deux pistolets, en présenta un à Robespierre, se déchargea l'autre sur le cœur et tomba mort entre les bras de Robespierre jeune. Saint-Just, Robespierre et Couthon refusèrent de se frapper, et aimèrent mieux périr de la main de leurs ennemis. Coffinal, furieux, ayant rencontré Henriot hébêté de peur et de vin, le précipita sur des immondices par une fenêtre du second étage : « Va, misérable » ivrogne, dit-il en le lançant, tu n'es pas digne de l'é- » chafaud! »

Léonard Bourdon s'avança d'un pas ferme et fit céder sous les coups de ses gendarmes la porte de la pièce où Robespierre et ses amis étaient renfermés : « Mort » au tyran! » s'écria Léonard. « Lequel est le tyran? »

Digitized by Google

demandent les soldats. On leur montre Robespierre, qui avait encore une plume pour la rédaction d'une proclamation. Un coup part, Robespierre tombe : il n'avait que la lèvre percée et les dents brisées. Couthon veut se lever, chancelle et roule sous la table. Saint-Just reste assis et immobile, portant ses regards tantôt sur Robespierre, tantôt sur la force armée. Barras s'avance alors, débouche sur la place de l'Hôtel-de-Ville et fait prisonniers Fleuriot, Payan, Duplay et quatre-vingts membres de la Commune, qu'il garrotte pour les traîner triomphalement à la Convention. Les porteurs de Couthon, après l'avoir laissé tomber au coin d'une rue, consentirent à le relever. Robespierre fut déposé sur une table et exposé au mépris de la foule, qui tremblait naguère en sa présence.

Les rebelles, conduits à la Conciergerie, y trouvèrent Fouquier-Tinville, qui montra à leur égard la même impassibilité et la même avidité du sang. Comme ils avaient été mis hors la loi, il n'y avait aucune procédure à suivre, aucun procès à leur faire ; il suffisait de constater leur identité. Le lendemain, à cinq heures du soir, vingt-et-un individus furent conduits à la place de la Révolution, au milieu d'un concours prodigieux de personnes de tout rang, qui battaient des mains et s'écriaient : « Montrez-nous Robespierre ! » Quand les gendarmes le montraient avec le bout de leurs sabres, on le couvrait d'insultes et on lui rappelait tous les crimes du régime de la Terreur. Il était silencieux et impassible, et ne poussa qu'un cri lorsque le bourreau, pour satisfaire au désir du peuple qui vociférait : « Robespierre ! qu'on nous montre Robespierre ! » lui arracha le linge taché

Digitized by Google

de sang qui soutenait son menton et se nouait sur ses cheveux. Après chacune des exécutions, la foule, déchargée d'un poids bien lourd, frappait des mains à coups redoublés. La tête de Robespierre tomba enfin ; chacun respira librement, et un immense applaudissement apprit que la France était délivrée de l'un des hommes les plus exécrables qu'elle ait enfantés.

Voilà une des grandes phases de la révolution terminée. Il y a un moment où le crime ne peut plus monter: il faut qu'il périsse ; quand un parti est abattu, ses adversaires essaient de suivre une voie différente; mais, de même qu'après les violentes tempêtes, la mer demeure encore longtemps agitée, que plus d'un vaisseau échappé à la violence de l'orage, périt sous les ondes moins impétueuses, ainsi, après la Terreur, beaucoup de personnages illustres périrent encore victimes de la fureur des partis.

§ VIII. *Guerres. — Marine. — Colonies (1794).*

Pitt, ce fameux ministre anglais qui voyait pour sa patrie toutes les conséquences de la révolution française, avait résolu, sinon de lui porter les derniers coups, du moins de profiter de nos dissensions pour arriver à l'agrandissement de la puissance maritime de son pays, et pour lui donner une telle prépondérance sur la mer, qu'elle en fût la dominatrice absolue. Pour cela, il lui fallait une marine puissante et l'occupation, dans toutes les parties du globe, de postes avantageux, de forteresses répandues sur les principales côtes, pour lui servir de point d'appui. Posséder dans la Méditerranée une forte

Digitized by Google

position, pour rendre l'Angleterre maîtresse de la route qui conduit aux Indes par l'Egypte, s'emparer des belles possessions françaises dans les Indes, afin de n'avoir sur ce point aucune puissance rivale; conquérir nos riches Antilles, afin de détruire notre navigation au long cours; couper les relations des Etats-Unis d'Amérique avec la France; occuper sur nos côtes quelques villes qui pussent donner aux armées anglaises un moyen d'invasion, sur notre territoire comme Calais avait servi pendant plus de deux siècles à l'orgueil britannique, tel était le vaste plan conçu par Pitt. Pour le réaliser, il fallait nécessairement que l'Angleterre pût compter sur la coopération de la plupart des Etats de l'Europe; il fallait qu'elle masquât ses vues sous l'apparence de quelque grand intérêt européen, car si jamais la Prusse, l'Autriche, l'Espagne, la Russie, s'étaient aperçues que, sous l'apparence d'un grand projet d'humanité, était caché un simple calcul d'ambition, jamais elles n'auraient consenti à servir une telle politique. C'est surtout dans ces grandes conceptions du génie qu'on saisit les immenses avantages, pour les peuples, d'avoir de ces hommes rares, destinés à vaincre les difficultés et à en triompher. Pitt eut à combattre les préjugés d'une partie de l'Angleterre. Lord Stanhope dans la chambre haute, Fox, Shéridan aux Communes, luttaient avec une extrême vigueur contre un génie dont les redoutables étreintes tenaient une grande nation sous sa puissante volonté. Non content de montrer les immenses avantages que l'Angleterre allait recueillir de la lutte avec la France, Pitt déroulait encore un tableau épouvantable des maux qui dévoraient notre patrie, et repré-

Digitized by Google

sentait l'hydre des révolutions prête à se jeter sur l'Angleterre. La publication de la Déclaration des Droits de l'homme y avait fait une profonde sensation. Sous prétexte de réforme, la Constitution du pays était menacée d'une ruine prochaine, si l'on ne combattait vigoureusement les préjugés importés d'outre-Manche. Afin de grandir encore le mal aux yeux d'une aristocratie jalouse de ses droits, il demanda et obtint la suspension de l'*habeas corpus* et la saisie des papiers des sociétés constitutionnelles, qui voulaient introduire à Londres les clubs tumultueux de Paris. Il y avait en Angleterre une fièvre d'animosité contre la France; toute l'antipathie qui avait existé dans l'ancien temps entre les deux nations se réveillait avec une nouvelle vigueur. Tous les excès de la révolution se transmettaient de bouche en bouche. Les émigrés, qui avaient alors choisi l'Angleterre pour le lieu de leur retraite, tout en aimant leur patrie, maudissaient les hommes qui la gouvernaient et la présentaient comme une nation maudite, le fléau de la terre et du ciel.

Après avoir surexcité la nation anglaise contre la France, lui avoir montré que le salut du genre humain gisait principalement dans notre ruine, Pitt s'occupa d'organiser les grands moyens de faire la guerre. Pour lutter contre une nation comme la France, surtout lorsque la passion en a décuplé les forces, un seul peuple ne peut suffire; car ce n'est pas assez de nous attaquer sur terre, il faut encore lutter sur mer contre nous. C'est en effet cette double attaque qui fut mise en œuvre contre la France, sans que jamais on ait pu obtenir un succès complet. Non contente d'avoir armé contre notre pays

Digitized by Google

les marines de Hollande et d'Espagne, l'Angleterre avait mis sur pied une armée de terre de quatre-vingt mille hommes. Bien qu'une flotte de cent soixante grands vaisseaux, soutenue par une multitude de frégates, semblât capable d'écraser notre marine, réduite à cinquante ou soixante vaisseaux depuis la dévastation de Toulon, la République n'en prétendait pas moins avoir sur mer la supériorité qu'elle commençait à prendre sur terre. Les ministres de la marine se succédaient rapidement, parce que la Convention voulait développer partout la fièvre qui la dévorait. Irrités de ce que notre escadre placée le long de nos côtes de l'Occident avait lutté avec peine contre la flotte anglaise, Jean-Bon-Saint-André et Prieur de la Marne s'étaient conduits avec une telle sévérité à l'égard des marins, que ceux-ci s'étaient révoltés. Là-dessus ils désorganisèrent complétement les équipages, placèrent sur les vaisseaux des paysans qui n'avaient jamais vu la mer, et élevèrent au rang de premier amiral Villaret-Joyeuse, simple capitaine de vaisseau. Telle fut l'activité déployée dans le port de Brest, qu'en un mois une flotte de trente vaisseaux se trouva prête à appareiller, et sortit fièrement pour protéger l'arrivée d'un convoi de deux cents voiles apportant de l'Amérique une quantité considérable de grains. Toulon développait la même activité. De tous nos ports s'échappaient une multitude de corsaires qui couraient sus aux navires ennemis, et montraient que le peuple français pourrait avoir du génie aussi bien sur mer que sur terre, si le vaste champ qu'il a à exploiter n'était de préférence la terre ferme. Dans le cours des années 1793 et 1794, nos coureurs prirent à nos ennemis quatre cent dix

Digitized by Google

bâtiments, tandis que nous n'en perdîmes que trois cent seize.

C'était pourtant sur terre que devaient se porter les premiers coups; car c'est là que se trouve le centre de notre principale puissance. Quand on aurait anéanti notre marine, même détruit notre commerce sur l'Océan, si nous conservons nos frontières, si notre sol n'a pas été entamé, et si nos soldats debout font face à nos adversaires, nous aurons reçu sans doute une profonde blessure, mais elle ne sera pas mortelle. Avec la vigueur de la France, la richesse de son sol, sa prodigieuse activité, le mal peut être facilement réparé. C'est donc sur terre qu'il faut nous attaquer si l'on veut nous détruire. C'est aussi sur terre que l'Angleterre résolut de nous porter les coups les plus rudes.

Pitt, voulant attaquer la France sur toutes ses frontières, avait préparé des armées pour l'envahir de toute part. Il prit à la solde de l'Angleterre quarante mille étrangers, qu'il se proposait de débarquer sur nos côtes de l'Ouest, pour de là pénétrer dans l'intérieur de la France. Il éleva l'armée placée en Flandre sous les ordres du duc d'York à soixante mille hommes. S'il eût rencontré dans les puissances européennes un zèle aussi ardent, il aurait mis la France dans le plus grand péril; mais les peuples qui étaient le plus intéressés à combattre les principes révolutionnaires, étaient loin de montrer la même ardeur. Epuisés par les efforts inutiles qu'ils avaient déjà faits, ils croyaient être plus sages en surveillant des intérêts qu'ils jugeaient plus chers et plus pressants.

La Hollande, plutôt la vassale que l'alliée de l'Angleterre, montrait, il est vrai, une même activité pour la

Digitized by Google

guerre. Mais la Prusse, malgré les idées chevaleresques de son roi, qui s'était mise à la tête de la coalition et l'avait poussée avec une grande vigueur, était découragée, depuis surtout que ses armées avaient éprouvé de grands échecs en Champagne et en Alsace. D'ailleurs la Pologne, sur le point de devenir la proie de la Russie, attirait toute son attention, non point qu'elle songeât à la défendre ou la sauver, mais elle voulait avoir sa part de la proie. Pressé par la Hollande et l'Angleterre, Frédéric-Guillaume loua son armée comme on loue une bête de somme; et, moyennant cinquante mille livres sterling chaque mois, le pain et le fourrage nécessaires pour la nourriture des hommes et des chevaux, trois cent mille livres sterling pour les dépenses d'entrée en campagne, et cent mille pour celles de retour, il s'engagea à mettre sur pied soixante-deux mille quatre cents hommes pour la coalition, non point pour faire des conquêtes en faveur de la Prusse, mais pour les deux puissances maritimes.

Si l'Autriche n'avait plus à protéger la tête de l'infortunée Marie-Antoinette, elle avait le plus grand intérêt à défendre ses frontières de la Belgique, et elle devait comprendre que la République française, pleine de fanatisme et d'audace, ne s'arrêterait point devant les barrières d'un traité de paix, tant qu'elle n'aurait pas obtenu ce qu'elle nommait ses limites naturelles, les Alpes et le Rhin. Son ardeur contre la France était plus grande que celle de la Prusse, mais de graves intérêts l'obligeaient à porter ses regards vers la Pologne et à y diriger une partie de ses troupes, lorsque toutes lui eussent été nécessaires dans les Pays-Bas.

La Suède et le Danemarck, qui faisaient seuls le com-

Digitized by Google

merce de la France avec les Etats-Unis d'Amérique, trouvant de grands avantages dans leurs relations commerciales, refusèrent de faire partie d'une coalition qui devait les priver de riches bénéfices, et, conformément à une clause du traité de 1780, fermèrent la mer Baltique aux vaisseaux armés des puissances qui n'avaient aucun port dans cette mer.

La Russie grondait toujours très fort contre la révolution française, dont elle semblait entrevoir les conséquences pour tous les trônes, et surtout pour elle-même; mais, cédant plutôt à l'intérêt présent qu'à des éventualités qu'elle n'apercevait que dans le lointain, elle n'avait qu'un seul but, la soumission de la Pologne.

La Suisse, avec ses petites républiques jetées sur les flancs et au pied des plus hautes montagnes de l'Europe, semblait assister au débat comme un témoin désintéressé, plus occupée alors de ses avantages commerciaux que de sa gloire militaire.

Toute l'Italie était hostile à la France. Le Piémont s'était vu ravir la Savoie et le comté de Nice, qu'il souhaitait reconquérir. Si la république de Gênes avait eu à souffrir de l'orgueil des Anglais, la République française n'avait pas toujours respecté sa neutralité. La Toscane, pleine d'horreur pour les doctrines religieuses et politiques professées en France, avait renvoyé notre ambassadeur. Le roi de Naples, noble rejeton de cette grande famille de princes qui avait régné pendant tant de siècles sur la France, détestait une révolution qui enlevait non-seulement la couronne aux descendants de Louis XIV, mais qui encore répandait des principes ennemis de toute espèce de royauté; il promettait dix-

Digitized by Google

huit mille hommes à la coalition. Rome, la grande reine du catholicisme, le principe incarné de l'ordre et de la justice, devait-elle aimer une république qui avait renversé les autels, persécuté les prêtres, et qui croyait avoir fait un acte d'héroïsme religieux en déclarant l'âme immortelle et l'existence d'un Etre suprême? Venise, bien que affaiblie, toujours plus occupée de son commerce que de toute autre idée, voulait demeurer neutre. L'Espagne, enivrée un moment des succès de Ricardos, désirait continuer la guerre et rêvait la conquête du Roussillon. On voit donc qu'en suivant sur la carte toutes les puissances limitrophes de la France, nous n'avions pas un seul ami; partout des ennemis, à l'exception du petit peuple suisse qui gardait la neutralité.

Tous les peuples coalisés devaient avoir dans les Pays-Bas des forces très considérables. Cent cinquante mille hommes étaient sous les armes sur nos frontières du Nord; vingt-cinq ou trente mille Autrichiens, mêlés de quelques émigrés, bordaient le Rhin, de Manheim à Bâle; l'armée piémontaise était toujours de quarante mille hommes et de sept ou huit mille Autrichiens auxiliaires.

L'Espagne, dont les trésors et l'énergie semblaient épuisés par la campagne précédente, n'avait pas augmenté ses forces du côté des Pyrénées orientales.

Les coalisés, regardant comme le point principal et le plus vulnérable notre frontière du Nord, résolurent de l'attaquer avec une nouvelle vigueur. Ils étaient maîtres de Condé, de Valenciennes et du Quesnoy; il leur semblait que s'ils pouvaient s'emparer de Landrecies, ils auraient une ouverture très large et très sûre pour marcher

Digitized by Google

sur Paris et détruire le foyer de la révolution. Une fois maîtres de Landrecies, les alliés se proposaient de réunir toutes leurs forces, d'appeler à eux la plus grande partie des troupes rassemblées soit en Alsace, soit sur la Moselle, de laisser deux corps d'observation, l'un pour protéger la Flandre occidentale, l'autre sur la Sambre pour défendre les provinces orientales des Pays-Bas. En réunissant une masse de troupes sur un même point, il leur semblait facile de faire une trouée et de parvenir jusqu'au cœur de la France, tandis que lord Moira débarquerait dans la Vendée et ferait ainsi une puissante diversion.

Si nos adversaires avaient montré de la vigueur, la Convention en avait déployé bien davantage encore; s'ils avaient mis sur pied des armées formidables, nous en avions de bien plus nombreuses. La France s'était levée en masse pour marcher aux frontières, et nos jeunes soldats, qui quittaient l'un la charrue, l'autre l'instrument de son métier, devaient bientôt devenir des héros. Sept cent mille hommes armés étaient debout sur la frontière, sans compter ceux des places fortes de l'intérieur et les nouvelles levées qui s'organisaient dans les villes. Il y avait deux cent cinquante mille hommes au Nord, quarante mille dans les Ardennes, deux cent mille sur le Rhin et la Moselle, cent mille aux Alpes, cent vingt mille sous les Pyrénées, et quatre-vingt mille depuis Cherbourg jusqu'à La Rochelle. Afin de pourvoir ces formidables armées des choses nécessaires, le gouvernement avait déployé une activité étonnante, soit pour la confection des objets d'équipement, soit pour la fabrication des armes. Les manufactures d'armes avaient

Digitized by Google

produit en peu de temps une quantité énorme de canons, de fusils et de sabres. Profitant habilement du caractère français, le Comité de salut public avait mis à la mode la fabrication du salpêtre. Toutes les caves, les écuries avaient été visitées. On envoya une instruction, modèle de simplicité et de clarté, pour apprendre à tous les citoyens le moyen de lessiver le salpêtre et de l'extraire de la terre. Bientôt toutes les caves de la capitale furent fouillées; le salpêtre fabriqué fut apporté avec pompe à la Convention et aux Jacobins.

S'il était facile de se procurer des hommes, de les équiper et de leur donner des armes et des munitions, il était beaucoup plus difficile d'avoir les chevaux nécessaires à la cavalerie et à l'artillerie. On recourut à l'étranger, non-seulement pour avoir des chevaux, mais encore des cuirs et une partie de l'habillement; et, pour cela, on s'adressa aux fournisseurs, à des spéculateurs aventureux, à des protégés qu'on voulait favoriser par des marchés lucratifs. Tout se faisant sans prévoyance, on payait des sommes excessives ce qui était nécessaire à l'armée, et on le payait en argent quand on le tirait du dehors. C'est ainsi que le numéraire disparaissait presque entièrement du sol de la patrie.

La réquisition était le grand moyen donné aux armées pour se procurer les subsistances. « Arbitraire dans sa répartition, irrégulière dans son recouvrement par la corruption des agents, inexacte et coûteuse par le mauvais état des routes et le mauvais service des transports militaires, sujette au gaspillage ou à l'improbité des garde-magasins, la réquisition apportait aux soldats des ressources qui n'étaient nullement en proportion avec

Digitized by Google

les sacrifices et les spoliations arrachés aux contribuables (1). » C'était cependant le seul moyen de se procurer des approvisionnements, car il n'y avait ni négociants, ni capitalistes pour se charger d'aussi grandes entreprises.

Pour donner à l'armée des officiers capables, on créa l'école de Mars, où des jeunes gens se rendirent de toutes les provinces de la France. La plaine des Sablons, à Paris, fut convertie en une vaste arène, où l'on se livrait à tous les exercices de la guerre; et lorsque les jeunes militaires avaient reçu une instruction suffisante, ils étaient répandus dans le reste de l'armée pour y porter leur esprit et y communiquer leur courage.

Ces efforts extraordinaires produisirent les plus grands effets dans le courant de la campagne de 1794, qui s'ouvrit sous les Pyrénées orientales. L'Espagne venait de faire de ce côté une perte considérable; le général Ricardos était mort, et on l'avait remplacé par le comte de La Union, soldat très-énergique, mais capitaine sans talent.

En attendant des renforts qui lui avaient été promis et qui lui étaient indispensables pour se porter en avant, La Union se tenait renfermé dans son camp de Boulou, placé sur les bords de la Tech et adossé aux Pyrénées. Afin de profiter de la situation des Espagnols, Dugommier, qui se voyait à la tête de forces considérables, forma le projet de tourner le camp espagnol et de le réduire à se rendre presque sans combat. Pour la réussite

(1) De Barante, tom. IV, pag. 135. — *Rapport d'Eschasseriaux à la Convention.*

Digitized by Google

de ce plan, Dugommier coupa la route de Bellegarde, qui devait servir de retraite aux ennemis, et s'empara des hauteurs de Saint-Christophe. Une fois ces positions occupées, il ne restait plus aux Espagnols que d'opérer leur retraite par la route étroite et difficile du col de Porteil. Chargés vigoureusement par nos troupes, les Espagnols nous laissèrent quinze cents prisonniers, cent quarante pièces de canon, huit cents mulets chargés de leurs bagages, et des effets de campement pour vingt mille hommes. La ligne de la Tech fut alors rendue à la France; Saint-Elme, Collioure et Port-Vendres furent reconquis, et notre armée planta son drapeau au-delà des Pyrénées. C'est au milieu de ces glorieux triomphes, que le vieux général Dagobert, atteint d'une fièvre, achevait sa longue et brillante carrière.

Le dessein d'établir notre ligne de défense au sud-est, sur la grande chaîne des Alpes, n'était pas encore consommé. Malgré la grandeur de nos succès en Savoie, l'année précédente, nous n'avions pu que rejeter les Piémontais dans les vallées du Piémont, mais nous ne nous étions pas encore rendus maîtres des postes importants du Petit-Saint-Bernard et du Mont-Cenis. Du côté de Nice, nos ennemis étaient toujours maîtres des principaux cols qui débouchaient vers la France; nous n'avions pu forcer le formidable camp des Fourches. Il se trouvait, de ce côté, un jeune général de brigade qui avait mérité ce grade par les grands talents militaires qu'il avait développés dans l'attaque de Toulon. Par une conception non moins habile et aussi hardie que celle qui l'avait fait triompher à Toulon, Bonaparte imagina de jeter une division de quinze mille hommes dans la val-

Digitized by Google

lée d'Oneille, de faire remonter cette division jusqu'aux sources du Tanaro, de la porter ensuite jusqu'au mont Tanarello, et d'intercepter ainsi la chaussée de Saorgio entre le camp des Fourches et le col de Tende. Ce plan était sûr; tous les généraux reconnaissaient qu'il amenait un succès indubitable; on faisait seulement observer que, pour son exécution, il fallait violer le territoire de la république de Gênes, qui gardait une parfaite neutralité. Mais ce motif pouvait-il arrêter une république qui avait méconnu tous les principes de justice, et qui, en proclamant les droits de l'homme, n'avait pas même garanti le premier de tous, celui de vivre? Le Comité de salut public, consulté sur ce plan, l'approuva complétement et autorisa l'armée de la République à passer sur le territoire de Gênes.

Quatre brigades se mirent en mouvement: deux, sous les ordres du général Masséna, se portèrent sur le mont Tanaro; les deux autres, qui avaient Bonaparte pour commandant, se dirigèrent sur Oneille. Bonaparte exécuta son mouvement avec l'exactitude et la célérité qui le caractérisaient. Après avoir occupé Oneille, où il prit douze pièces de canon et dont il purgea le port des corsaires qui infectaient les côtes de France, il se porta sur Orméa, où il entra le 15 avril et où il trouva quelques fusils, vingt pièces de canon, et des magasins pleins de draps pour l'habillement des troupes. Cependant le général en chef menaçait de front et par la gauche les Piémontais, qui, comprenant qu'il n'y avait pour eux de salut que dans une prompte retraite, se replièrent sur le col de Tende et abandonnèrent même ce col pour se réfugier à Limone, au-delà de la grande chaîne des Alpes.

Digitized by Google

Ce mouvement de retraite réagit sur l'armée piémontaise, qui occupait le Mont-Cenis et le Saint-Bernard. Après avoir si longtemps résisté à nos armes sur ces points, elle les abandonnait aux Français, qui, au commencement du mois de mai, se trouvèrent ainsi maîtres de la chaîne des Alpes, que nous occupions depuis les premiers mamelons des Apennins jusqu'à la Suisse.

Le principal champ de bataille était au nord, où cinq cent mille hommes allaient se heurter, depuis les Vosges jusqu'à la mer. Pichegru, qui avait été, l'année précédente, nommé au commandement de l'armée du Haut-Rhin et qui avait été obligé de céder le poste au général Hoche, se trouva cette année à la tête de l'armée du Nord, dont la tâche paraissait extrêmement difficile.

Nous avons vu que nos ennemis se proposaient de porter leurs troupes en masse du côté de Valenciennes, et de pénétrer résolûment en France avec des forces assez considérables pour renverser tous les obstacles. Carnot, de concert avec Pichegru, arrêta un plan analogue. Il dirigea la masse principale de nos deux cent cinquante mille hommes vers le centre des ennemis, détacha deux corps destinés à opérer, l'un sur la Sambre et l'autre sur la Lys. Les coalisés s'étaient portés sur Landrecies, dont ils voulaient se rendre maîtres et se servir comme d'un point capital pour marcher en avant. Leur premier mouvement leur fut favorable; Landrecies fut investi; nos premiers corps, qui s'avançaient avec trop de précipitation et peu d'ensemble, furent repoussés et obligés de se replier sur les lignes qu'ils occupaient auparavant.

Pour remédier à ce premier échec, il fut résolu que l'armée française aborderait l'ennemi sur toute la ligne.

Digitized by Google

La division qui était commandée par Desjardins dut se réunir à celle du général Charbonnier, pour occuper les rives de la Sambre; le centre, divisé en sept colonnes, fut chargé d'entamer, sur les points les plus vulnérables, l'armée ennemie réunie autour de Landrecies. Souham et Moreau reçurent l'ordre de quitter Lille avec cinquante mille hommes, de s'avancer en Flandre et d'enlever, sous les yeux de Clairfayt, Menin et Courtray.

Notre droite exécuta sans obstacle le mouvement qui lui était prescrit. Charbonnier et Desjardins opérèrent leur jonction sans que le prince de Kaunitz, trop faible pour leur résister, pût l'empêcher. Le centre s'avança en colonnes sur les points indiqués et n'obtint aucun succès. En divisant ainsi une grande armée, on était trop faible contre un ennemi qui pouvait en un instant concentrer des forces considérables et repousser des attaques décousues. Nulle part nous n'eûmes un avantage marqué, et nous éprouvâmes plusieurs revers considérables. La division placée sous les ordres du général Chappuis, partie de Cambrai pour combattre le duc d'York, qui couvrait le siége de Landrecies de ce côté, fut éparpillée sur divers points, se trouva ainsi incapable de soutenir le feu des Anglais, et se vit contrainte de rentrer pêle-mêle à Cambrai, après avoir subi des pertes importantes.

La division chargée d'opérer en Flandre, sous les ordres de Moreau et de Souham, fut plus heureuse. Partie de Lille le 26 avril, elle mit tant de promptitude et d'audace dans sa marche, que Courtray était pris et Menin investi quand Clairfayt apprit la sortie de nos troupes de leur cantonnement. Clairfayt, instruit de ce mouvement, s'était avancé vers la redoutable position

Digitized by Google

de Moucroën, d'où il coupait les communications de nos deux généraux avec la France; Moreau et Souham prirent la plus grande partie de leurs troupes et marchèrent sur Moucroën par cinq défilés différents : après avoir raffermi nos jeunes soldats, qui avaient faibli d'abord en entendant la formidable artillerie des ennemis, ils s'élancèrent contre les redoutes des Autrichiens et les enlevèrent. Douze cents prisonniers, dont quatre-vingt-quatre officiers, trente-trois pièces de canon, quatre drapeaux et cinq cents fusils tombèrent entre nos mains. Menin se rendit presque aussitôt.

Pour profiter du puissant effet moral produit sur l'armée par la victoire de Moucroën, Carnot et Pichegru adoptèrent un autre plan de campagne; ils ne laissèrent à Guise qu'un corps de vingt mille hommes sous les ordres du général Ferrand, pour observer les assiégeants devant Landrecies, et portèrent les forces principales vers Maubeuge, pour former une armée très considérable avec les divisions de Charbonnier et de Desjardins. En se plaçant en avant, entre la Meuse et la Sambre, on contraignait nécessairement les ennemis à rétrograder, et il n'était pas présumable que Cobourg se hasardât à pénétrer en France et à s'avancer vers Paris, laissant derrière lui une armée nombreuse. Aurait-il d'ailleurs la témérité d'abandonner au ravage de nos troupes la riche province de Belgique? c'était incroyable. Le mouvement projeté devait donc avoir pour effet de ramener les coalisés sur leur propre territoire. Afin de masser des troupes suffisantes pour l'exécution de cette résolution, le général commandant l'armée du Rhin reçut l'ordre de placer, sur le versant occidental des Vosges, le nombre

Digitized by Google

de soldats rigoureusement nécessaire pour défendre ce point, et de remettre quinze mille hommes à Jourdan, qui devait, avec quarante-cinq mille braves de l'armée de la Moselle, se diriger à marches forcées sur la Sambre.

L'armée ennemie, après la prise de Landrecies, formait, de son côté, un plan qu'elle nommait fastueusement le *plan de destruction*, qui pouvait en effet réussir, si ses troupes avaient pu agir avec ensemble. Les généraux Souham et Moreau étant à Menin et à Courtray avec cinquante mille hommes, et Bonnaud se trouvant près de Lille à la tête de vingt mille, les coalisés résolurent de réunir cent mille hommes et de se porter sur Turcoing, afin de séparer les deux armées françaises et de les écraser successivement. Pour réaliser ce projet, il fallait réunir plusieurs corps très éloignés et arriver au même moment au champ de bataille indiqué, mouvement qu'il était difficile d'exécuter en présence d'un ennemi vigilant. Le premier mouvement de Clairfayt vers Werwick apprit aux généraux français les desseins de leurs adversaires. Informé, en route, que la masse des coalisés s'avançait vers Turcoing, Souham laissa Moreau avec le général Vandamme devant Clairfayt, pour l'arrêter ou du moins ralentir sa marche, et alla occuper Turcoing, appelant à lui le général Bonnaud, à qui il recommanda de faire des dispositions pour conserver des communications avec Lille, mesures qui eurent pour effet d'empêcher la jonction des différents corps autrichiens. Le 18 mai Souham culbuta tout ce qui se trouvait devant lui; Bonnaud attaqua vivement le duc d'York et mit ses troupes dans un tel désordre, que, sans la vitesse de son cheval, il eût été fait prisonnier. C'est ainsi que le *plan de destruction*

Digitized by Google

vint échouer devant la valeur de nos jeunes soldats et l'activité de nos généraux. Quelques milliers de prisonniers, beaucoup de matériel, et le prestige d'une grande victoire remportée par soixante-dix mille hommes contre près de cent mille, tout excita l'enthousiasme dans les rangs de l'armée.

Pichegru, qui ne s'était pas trouvé à cette affaire, étant arrivé aussitôt, se porta sur l'Escaut et tenta vainement de forcer le passage. Il y eut une multitude de petits combats, dont le plus important fut celui de Pont-à-Chin, le long de l'Escaut, où, des deux côtés, on perdit sept à huit mille hommes sans aucun résultat possible. Après avoir brûlé quelques bateaux, l'armée française se replia vers la France. Quoique les avantages et les revers semblassent se balancer en Flandre, la nécessité où se trouva Cobourg de détacher une partie de son armée pour la reporter sur la Sambre, nous y rendit la supériorité.

Lorsqu'il avait été résolu de transporter entre la Sambre et la Meuse le principal champ de bataille, Saint-Just, avec cette impétuosité et cette impéritie des choses de la guerre qui le distinguaient, voulant précipiter le mouvement, tenta de passer la Sambre pour se diriger sur Mons avant que notre droite eût été réunie par Jourdan. Trois fois il contraignit les généraux français à tenter un passage reconnu impossible, et trois fois nous avions été repoussés avec perte. Heureusement Jourdan arriva avec quarante-cinq mille hommes, ce qui porta notre armée sur ce point à cent mille. Malgré l'affaiblissement de l'armée du Rhin et le transport sur les bords de la Sambre de celle de la Moselle, il ne se passa rien d'important de ce côté. Le général Moëllendorf s'empara seulement de

Digitized by Google

Kayserslautern; c'était sur la Sambre que devaient se donner les coups sérieux.

Pichegru, voulant affaiblir le corps de Clairfayt, qui aurait pu devenir dangereux en son absence, mit le siége devant Ypres, afin d'attirer ce général à lui et de le combattre avec des forces supérieures. Cobourg et Clairfayt firent en effet un mouvement en avant pour dégager cette place. Pichegru, sentant la nécessité de combattre ces deux généraux séparément, se porta à la rencontre de Clairfayt, qui, après avoir fait une retraite simulée, fit tout à coup volte-face et se montra prêt à combattre à la tête de trente mille hommes. La gauche des Autrichiens donna avec tant de vigueur, que notre droite se mit à plier et laissa la division de gauche découverte. Heureusement, il y avait à sa tête un général intrépide, dont le sang-froid égalait le courage. Macdonald, par une résistance héroïque, donna à la division Devinthier le temps de le rejoindre, et il obligea Clairfayt à se retirer après avoir éprouvé une perte considérable. Quatre jours après cette action mémorable, Ypres ouvrit ses portes, et la garnison, forte de sept mille hommes, mit bas les armes. Cobourg, qui se disposait à marcher au secours de Clairfayt et voulait sauver Ypres, fut alors appelé à se rendre sur la Sambre, où de plus graves événements se préparaient.

L'impatient Saint-Just qui, comme nous l'avons vu, prétendait que les généraux devaient lui donner Charleroy, s'ils voulaient sauver leurs têtes, avait été heureux de voir enfin arriver Jourdan, pour le tirer de la position dangereuse où sa témérité avait jeté notre armée. Proclamé général en chef de l'armée de Sambre-et-

Digitized by Google

Meuse, Jourdan, après avoir donné quelques jours de repos aux troupes, franchit la Sambre et parut inopinément devant Charleroy, à la tête de soixante-cinq mille hommes.

En avant de cette ville se trouve une suite de positions formant un demi-cercle, dont les extrémités s'appuient à la Sambre. Ces positions sont peu avantageuses, parce qu'elles ont une étendue de dix lieues et qu'il est difficile de communiquer de l'une à l'autre. Kléber, avec la gauche, s'étendait depuis la Sambre jusqu'à Orchies et Traségnies, et faisait garder le ruisseau du Piéton, qui traversait le champ de bataille et venait tomber dans la Sambre. Au centre, Morlot gardait Gosselies; Championnet s'avançait à la droite; enfin Marceau rattachait notre ligne à la Sambre.

Quatre colonnes d'attaque, commandées par Kaunitz, l'archiduc Charles, frère de l'empereur, le général Beaulieu et le général Quasnodowich, s'avançant sur le centre et sur la droite de notre armée, emportèrent les villages de Fleurus, d'Hépignies, de Pont-à-Migneloup. Elles furent arrêtées dans leur marche, ou cédèrent volontairement un peu de terrain, afin que le prince d'Orange pénétrât entre le centre et notre aile gauche. Jourdan, voyant alors le danger que courait notre armée, commanda une quatrième fois de repasser le fleuve.

Saint-Just, quoique témoin de la bravoure intrépide de nos soldats, était irrité d'un échec dont les conséquences pouvaient être incalculables pour son parti, déjà sourdement attaqué, et qui allait bientôt succomber. Il lui fallait une victoire; Carnot lui écrivait : « Une victoire sur la Sambre, ou l'anarchie à Paris. »

Digitized by Google

Cependant le siége de Charleroy se poussait avec vigueur. L'ingénieur Marescot en pressait les travaux avec tant de vivacité, qu'en huit jours les feux de la place furent éteints.

Le 25 juin, lorsque tout se préparait pour la célèbre bataille de Fleurus, le commandant de place de Charleroy envoya un parlementaire pour demander à négocier. Saint-Just refusa d'ouvrir sa lettre, et renvoya l'officier ennemi en lui disant : *Ce n'est pas un chiffon de papier, c'est la place qu'il nous faut.* Le soir, la garnison abandonna son poste et laissa les Français maîtres de la place. Ce succès était extrêmement important pour notre armée, qui avait ainsi un point d'appui sur la Sambre, un lieu de retraite en cas de revers, et qui se trouvait délivrée d'une garnison inquiétante.

Le 26 juin se livra la célèbre bataille de Fleurus, dont les conséquences furent si grandes pour la révolution. Jourdan, général en chef, avait choisi les mêmes positions que le 16 du même mois. Il avait eu le soin de fortifier son front par des redoutes, et de couvrir ses deux ailes par des travaux, pour rendre impossible toute tentative de le tourner. Kléber reçut le commandement de la gauche, qui s'étendait de la Sambre à Traségnies; Morlot, Championnet, Lefèvre, Marceau, formaient le centre et la droite, et s'étendaient depuis Gosselies jusqu'à la Sambre.

Le prince de Cobourg, chargé du commandement général de l'armée ennemie, fidèle à la vieille tactique, divisa ses quatre-vingt mille hommes en cinq colonnes, qui s'avancèrent en demi-cercle pour aborder l'armée française sur tous les points à la fois. La première

Digitized by Google

attaque, dirigée par le prince d'Orange et le général Latour, se porta vivement sur notre gauche et la perça, pour se relier avec Charleroy ; mais, à leur grande surprise, les deux généraux autrichiens voient le drapeau tricolore qui flottait sur les murailles de cette ville. Ils hésitent alors. Kléber profite de ce moment d'hésitation, attaque avec vigueur et se rend de nouveau maître du terrain dont l'ennemi s'était saisi.

Championnet et Lefèvre, un moment enfoncés au centre, furent secourus par Jourdan, qui, ne pouvant juger de la position des armées, à cause des nuages de fumée dont notre front était couvert, fit partir un ballon dans lequel plusieurs officiers avaient pris place. Informé par ce moyen de la situation de ses affaires, Jourdan fit passer des secours à Championnet, qui parvint à reprendre le terrain perdu.

Sur la fin du jour, nous commencions à plier, lorsque Cobourg, instruit que Charleroy avait capitulé, arrêta ses colonnes, ne voulant pas continuer un combat qui désormais n'avait plus d'objet. Nous demeurâmes maîtres du champ de bataille, à qui on donna le nom de Fleurus, d'un village placé dans nos lignes, et sans doute parce que nos armées avaient déjà illustré ce lieu sous Louis XIV. Vingt mille cadavres couvraient le terrain.

Quoique ce combat n'eût pas été décisif, et qu'avec un peu plus de persévérance et de tactique Cobourg eût pu nous le rendre extrêmement funeste, il eut cependant des conséquences très avantageuses pour nous. Nos jeunes soldats avaient acquis une nouvelle vigueur; on leur parlait d'une brillante victoire. Les Autrichiens, découragés, se replièrent vers le nord et opérèrent un mouvement en arrière.

Digitized by Google

Pichegru, qui maintenait alors Clairfayt, le plus habile capitaine ennemi, avait formé un plan magnifique, qui fut contrarié par la Convention. Il voulait passer l'Escaut avec des forces supérieures, marcher contre Clairfayt et l'anéantir. Après avoir obtenu cet avantage, il remontait l'Escaut et attaquait le duc d'York, qu'on pouvait battre séparément; se réunissant alors à Jourdan, il espérait écraser le prince de Cobourg. Carnot repoussa ce plan, et, contre toutes les règles de la saine stratégie, sous le prétexte de seconder l'amiral Venstabel, qui devait débarquer des troupes en Hollande, il prescrivit à Pichegru de longer les côtes de l'Océan, de s'emparer de tous les ports de la West-Flandre, et ordonna à Jourdan de détacher seize mille hommes de son armée pour les diriger vers la mer. Ces seize mille hommes étaient évidemment exposés au plus grand danger. Vainement on le représenta à Saint-Just: il exigea impérieusement l'exécution de l'ordre donné. En conséquence du mouvement prescrit par le comité de la guerre, Pichegru s'empara de Bruges et d'Ostende, et Moreau occupa Nieuport.

Laissant à Moreau des troupes pour opérer le long des côtes, Pichegru entra dans Gand et s'avança sur Bruxelles, où les deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse firent leur jonction. Au lieu de marcher en avant et de refouler devant eux tous les ennemis, les cent cinquante mille Français s'arrêtèrent jusqu'à ce que Condé, Landrecies, Valenciennes et Le Quesnoy eussent été repris. Afin de jeter l'épouvante dans ces places, la Convention avait ordonné que si les garnisons ennemies ne se soumettaient pas vingt-quatre heures après la proclamation de son décret, elles seraient sans pitié livrées

Digitized by Google

aux bourreaux. Par un décret semblable, elle avait défendu de faire aucun prisonnier anglais. Un sergent ayant pris quelques Anglais, les amena à un officier. « Pourquoi les as-tu pris? lui dit l'officier. — Parce que » ce sont autant de coups de fusil de moins à recevoir, » répondit le sergent. — Oui, répliqua l'officier, mais » les représentants sont obligés de les fusiller. — Ce ne » sera pas nous, ajouta le sergent, qui les fusillerons; » envoyez-les aux représentants, et puisqu'ils sont des » barbares, qu'ils les tuent et les mangent si ça leur » plaît. »

La garnison de Landrecies capitula seule après la sommation faite par l'ordre de la Convention. Le commandant de Condé fit cette belle réponse : *Qu'une nation n'a pas le droit de décréter le déshonneur d'une autre.* Le Comité, sentant lui-même l'infamie de son décret, n'osa le mettre à exécution.

Les deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, qui avaient suspendu leur marche en avant, instruites enfin que les places de Valenciennes, Condé et Le Quesnoy étaient rendues à la France, se divisèrent de nouveau pour se porter, l'armée du Nord sur Anvers, afin d'opérer sur la basse Meuse et de là sur le Vahal, et l'armée de Sambre-et-Meuse vers l'est, du côté de Liége. Les Autrichiens, découragés et manquant de vivres, s'étaient retranchés derrière la Meuse, depuis l'embouchure de la Roër jusqu'à celle de l'Ourthe. La prudence aurait dû commander aux coalisés de réunir toutes leurs forces en un seul faisceau, afin de tenir tête aux armées françaises et de les écraser l'une après l'autre; mais ils se divisèrent de plus en plus. Le duc d'York, bientôt

Digitized by Google

abandonné par vingt mille Hollandais qui s'adossèrent à la mer, prétendant couvrir ainsi Amsterdam, Bréda et Berg-op-Zoom, se replia jusqu'à Bois-le-Duc. Pichegru poussa vigoureusement ce prince et le contraignit à passer la Meuse (18 septembre). Avant de tenter lui-même le passage, il devait s'emparer de Bois-le-Duc, place extrêmement forte, qui aurait pu se défendre dans une saison où le siége pouvait être très difficile; mais, grâce à l'enthousiasme des Français et à la terreur des assiégés, grâce aussi à la vivacité de l'attaque, Pichegru s'en rendit maître le 10 octobre. L'armée française traversa la Meuse vers le 18, et, au mois de novembre, nous étions maîtres de tout le pays jusqu'au Rhin.

Cobourg, dont l'incapacité avait été constatée par la campagne qui se terminait si malheureusement pour les coalisés, était allé cacher sa honte en Allemagne; Clairfayt, qui avait sans aucun doute plus d'intelligence de la guerre, prit de sages mesures, qui se trouvèrent encore insuffisantes devant l'audace de nos jeunes soldats.

Lorsque nos troupes eurent franchi la Meuse à Liége, Clairfayt concentra toutes ses forces sur les bords de la Roër, entre Duern, Juliers et Linnich. Le 1er octobre 1794, notre armée arriva sur les bords escarpés de ce fleuve, qu'elle dut aussitôt passer, sur l'ordre du général Jourdan, qui acquit en cette circonstance une réputation de haute capacité.

Tous les ordres furent exécutés avec une rare précision; nos soldats se jetaient à la nage et se précipitaient sur les ennemis avec un courage invincible. Duern fut le point principal de l'attaque. Lorges, Marceau et Mayer soutenaient avec peine le feu, lorsque le général Hac-

Digitized by Google

quin, impatiemment attendu, arriva sur les cinq heures du soir, prit l'ennemi en flanc et l'obligea à opérer sa retraite. Les Impériaux laissèrent huit cents prisonniers entre nos mains, et eurent trois mille hommes hors de combat. Cette journée, l'une des plus belles de Jourdan, ne mérita, aux yeux des critiques les plus sévères, qu'un seul reproche : c'est que le général en chef avait placé beaucoup trop loin le point de départ pour l'attaque. Ayant parcouru une course assez longue avant d'engager le combat, les troupes se trouvaient déjà fatiguées, et ne purent d'ailleurs commencer la bataille assez tôt pour tirer de l'engagement général tout l'avantage désirable. Clairfayt opéra sa retraite pendant la nuit sur Cologne, où Jourdan le suivit; il occupa cette place le 6 octobre et s'empara de Bonn le 20 du même mois. Par son ordre, Kléber alla faire le siége de Maëstricht.

L'armée coalisée du Haut-Rhin s'était emparée de Kayserslautern, avait même poussé nos troupes au-delà de ce poste, et menaçait de descendre le plateau des Vosges. A la nouvelle de la défaite de Clairfayt, les Autrichiens se hâtèrent de repasser le Rhin, dont nous occupions toute la ligne. Il ne restait plus à nos ennemis que deux places sur la rive gauche de ce fleuve, Luxembourg et Mayence.

Sur toute notre ligne extérieure nous étions maîtres de nos limites naturelles. Nous avions le Rhin au nord-est, le sommet des Alpes au sud-est, les Pyrénées au midi. La guerre de Vendée, qu'on avait cru terminée sur la fin de 1793, se réveilla encore en 1794. Il ne restait plus que quelques bandes éparses qu'on pouvait disperser en réconciliant le pays par la douceur; mais la Conven-

Digitized by Google

tion y envoya des *colonnes infernales* chargées de massacrer sans miséricorde tout ce qui ne serait pas républicain. Bientôt le sang innocent répandu cria vengeance, et la Vendée se retrouva sous les armes. La Rochejaquelein, Charette, Stofflet furent à la tête de troupes nombreuses. Celui-ci s'étant emparé de Cholet, y exerça de cruelles représailles. La Rochejaquelein périt dans une rencontre. Tout annonçait une nouvelle guerre à mort quand le gouvernement changea de système. Il ordonna à Turreau de traiter le pays avec douceur et d'amener la pacification. Charette, comprenant l'impossibilité de lutter contre les armées républicaines, consentit à traiter, et signa à La Jaunaye une convention par laquelle lui et ses soldats reconnurent la république. On leur accorda la pleine liberté de leur culte et des indemnités pour les dommages qui leur avaient été causés.

Stofflet, après avoir blâmé avec indignation le traité de Charette, se soumit à son tour. Ces deux chefs vendéens, voyant qu'on ne gardait pas les conditions du traité, reprirent les armes et donnèrent de vives inquiétudes aux généraux républicains, comme nous le verrons en parlant de la guerre de Bretagne. Ils furent pris et fusillés en 1796. Une nouvelle guerre civile avait en effet commencé lorsque la guerre de Vendée finissait, c'était celle de la chouannerie. Nous remettons à l'année suivante à en retracer l'origine et les développements.

La guerre avait aussi été portée sur mer. L'Angleterre, désirant amener la France à composition, profita de la disette pour essayer de l'affamer, et pour cela continua avec plus de vigilance que jamais ce blocus de nos côtes qui ne permettait de rien introduire dans l'inté-

Digitized by Google

rieur. Sa flotte, unie à celles de l'Espagne et de la Hollande, capturait les convois de blé venant d'Amérique, et contraignait la Turquie à cesser ses envois de grains. Le Comité de salut public, comptant sur le concours de quelques nations maritimes, sur les Etats-Unis, le Danemarck et la Suède, essaya d'organiser la victoire sur mer comme il l'avait obtenue sur terre. Barrère lut à la Convention un long rapport sur l'acte de la navigation, et essaya de détruire un préjugé trop commun et trop peu fondé, savoir : que la France ne doit pas chercher à dominer sur mer.

Il proposait, comme moyen d'arriver au but désiré, la création d'une forte marine; et comme l'Etat ne pouvait tout faire, il voulait associer les particuliers, en les prenant par leur intérêt. Il prétendait que tout le commerce français devait se faire par la navigation française, et voulait que tout ce qui avait rapport à la navigation fût construit en France, qu'on donnât des encouragements considérables à la pêche et aux expéditions lointaines. Par l'union des forces maritimes de la nation et des particuliers, il espérait acquérir assez de puissance sur mer pour nous emparer du commerce de l'Inde, de l'Afrique et de l'Amérique.

La Convention rendit un long décret pour faire passer en loi les principales idées émises dans le rapport qu'elle venait d'entendre. Mais il ne suffisait pas de créer une puissante marine sur le papier, il fallait la constituer réellement. La partie la plus difficile n'était pas la construction de nombreux navires, il fallait des hommes pour les faire manœuvrer. Nos plus habiles marins avaient quitté la France. Les matelots, placés sous des chefs

Digitized by Google

ineptes, ne voulaient point se soumettre à leurs ordres; nos vaisseaux présentaient l'image d'une telle anarchie, qu'il fallut renvoyer les matelots et prendre des paysans pour en former des marins. Des corsaires avaient déjà causé quelque mal aux Anglais quand l'amiral Villaret-Joyeuse résolut de se mesurer avec eux. Il était à la tête d'une flotte de trente vaisseaux qu'on avait disposée devant Brest pour favoriser l'entrée des grains qui nous venaient d'Amérique. L'amiral Howe, qui commandait une flotte de trente-trois vaisseaux et de douze frégates, s'avança contre nous pour livrer bataille. Villaret prescrivit à ses vaisseaux de se tenir sur une ligne ferme pour percer celle des ennemis et la rompre s'il était possible. Nos marins, braves à l'excès, mais peu expérimentés, ne mirent pas assez d'ensemble dans cette attaque et livrèrent à des forces supérieures le *Tyrannicide* et l'*Indomptable*, qui se dégagèrent après avoir éprouvé des avaries considérables.

L'amiral Howe avait commandé un mouvement analogue à celui de Villaret, et avait eu l'audace de s'engager seul au milieu de notre flotte, où il aurait dû être exterminé s'il avait eu affaire à un ennemi plus exercé. Ayant reconnu la situation réelle de nos vaisseaux, il laissa notre avant-garde qui s'attendait à être attaquée tout d'abord, et se porta avec la masse de ses navires sur notre centre et sur notre arrière-garde, et bientôt plusieurs navires anglais environnèrent chacun de nos vaisseaux. Mais tel était le courage de nos marins, que l'amiral Howe n'osa prescrire l'abordage de la *Montagne*, dont les défenseurs avaient presque tous succombé. Bouvet, chef de l'imprimerie de l'armée, grièe-

Digitized by Google

vement blessé, se traîna à la caronade de trente-six à tribord, et tira si juste, que les ennemis en furent épouvantés. La *Montagne* parvint alors à s'échapper. Cependant notre arrière-garde jetait le cri d'alarme ; ses vaisseaux criblés ne pouvaient presque plus se mouvoir. Villaret voulait marcher à son secours, et il espérait arracher la victoire à nos ennemis, bien maltraités eux-mêmes ; mais, craignant de tout perdre, Jean-Bon-Saint-André prescrivit de cesser le combat, et laissa tomber six de nos vaisseaux entre les mains des Anglais.

Le *Vengeur* montra un courage intrépide. « Nous cou- » lons à fond, » crient les blessés et les canonniers. « Eh » bien ! coulons à fond, répond un marin, mais ne nous » rendons pas. » Le pavillon fut cloué au grand mât afin qu'il s'enfonçât dans la mer avec le navire et ne tombât point entre les mains des Anglais.

Le lendemain de cette journée, Villaret voulait recommencer le combat pour arracher ses six vaisseaux pris par les ennemis. Jean-Bon-Saint-André ne le voulut pas. Ce combat révéla une grande audace dans nos marins, et eut pour effet de faire pénétrer dans le port de Brest un immense convoi de grains, dont la renommée grossit encore l'importance, ce qui détermina les possesseurs de blés à les livrer au commerce avant la moisson, qui se présentait avec la plus belle apparence.

La révolution avait aussi son contre-coup dans les colonies françaises. Lorsque le redoutable mouvement de 89 y avait été proclamé, que les Français avaient entendu résonner le mot de liberté, les blancs se persuadèrent que les lois restrictives portées en faveur de la métropole allaient cesser, et ne virent qu'un moyen d'affermir leur

Digitized by Google

domination absolue sur leurs esclaves et de commercer selon leur volonté avec toutes les nations du monde. Les mulâtres l'avaient envisagée comme l'heure de leur délivrance et l'aurore du jour où la liberté viendrait les rendre heureux. L'île Saint-Domingue surtout s'agita avec une extrême violence. Dès 1788, le mouvement qu'on voyait en France se manifestait dans nos colonies, spécialement dans celle-ci. Quand arriva la nouvelle de la convocation des Etats-Généraux, Saint-Domingue nomma douze représentants, nombre que les habitants de l'île croyaient à peine en rapport avec celui de la population. L'Assemblée nationale eut bien de la peine à en admettre six.

La déclaration des droits de l'homme produisit une sensation profonde dans nos îles à esclaves. Les noirs, se fondant sur ce décret, exigeaient la liberté, ne voulaient plus obéir et se révoltaient. Les hommes de couleur qui avaient acquis la liberté réclamaient l'égalité avec les blancs, et une part égale aux délibérations des assemblées de la colonie. Les blancs prétendaient soutenir leurs droits et maintenir les hommes de couleur libres dans un état d'infériorité. La Constituante, éloignée de ce lieu d'agitation, entendant des rapports contradictoires et ne sachant comment agir, envoya sur les lieux, avec des pouvoirs assez étendus, des commissaires qui, divisés eux-mêmes, augmentèrent les troubles. Enfin, par esprit de paix et de conciliation, on accorda aux hommes libres de couleur les mêmes droits qu'aux blancs.

Profondément émus à la nouvelle de la déchéance de la royauté, vivement agités à la vue des officiers des régiments français quittant le service, les hommes de cou-

Digitized by Google

leur de l'île de Saint-Domingue se soulevèrent violemment, attaquèrent les blancs, et il fallut recourir à la force pour comprimer le désordre. Quand le 29 août 1793 la Convention accorda la liberté aux noirs, les blancs, n'étant pas suffisamment protégés contre l'anarchie, appelèrent les Anglais, qui s'emparèrent d'une grande partie de l'île. Toussaint-Louverture vint heureusement faire défection aux Espagnols, appuyer le parti de la France et nous sauver, car sans lui nous aurions été alors chassés de la plus riche de nos colonies.

La Guadeloupe et la Martinique ne surent pas aussi bien défendre leur indépendance; elles tombèrent presque sans résistance entre les mains des Anglais, qui nous enlevaient en même temps toutes nos possessions de l'Inde.

§ IX. *Règne de la Plaine (29 juillet 1794-20 mai 1795).*

Jamais événements n'avaient répandu sur une nation plus d'allégresse que ceux du 9 et du 10 thermidor. Dans les prisons, les suspects chantaient l'heure prochaine de leur délivrance; on voyait sur les places publiques une foule d'élégants qui avaient disparu aux jours néfastes de la Terreur; les chemins se couvraient de riches et des faibles restes de la noblesse, qui retournaient dans leurs domaines; on les arrêtait sur les routes pour les interroger sur les événements de Paris; on leur faisait raconter avec les plus grands détails la fin de Robespierre. Tous les maux semblaient terminés, des espérances nouvelles naissaient dans tous les esprits; les royalistes se complaisaient dans la douce illusion qu'ils

Digitized by Google

verraient revivre un gouvernement régulier qui amènerait une restauration, le seul gouvernement qui pût, selon eux, fonder le bonheur de la patrie. Toutes ces espérances, cette joie universelle avait-elle un fondement légitime, une base réelle? Envisageons d'abord l'état des partis, soit dans le gouvernement, soit dans la Convention, et nous verrons qu'il y avait peu de chose de changé dans la situation.

La Convention, regardée comme le grand régulateur, était alors divisée en trois partis : celui de la Plaine, celui des dantonistes ou thermidoriens, et celui des terroristes ou hébertistes, comme on a voulu les nommer. La Plaine, le Marais, les Ventrus, les Crapauds, c'est-à-dire cette partie de l'Assemblée qui repoussait les moyens extrêmes sans avoir le courage de son opinion, s'était laissé traîner à la remorque de la Montagne; elle avait adopté toutes les mesures proposées par Robespierre, qui comptait plus sur elle que sur les Montagnards, et avait espéré s'en faire un appui. La Plaine, en majorité dès le commencement de la Convention, s'était laissé enlever ses membres les plus influents et les plus énergiques, sans oser les défendre. Semblable à ces esclaves rebelles qui, après avoir trop longtemps subi le joug, ont besoin d'aller chercher quelqu'un parmi leurs oppresseurs pour les gouverner, la Plaine devait se soumettre encore à la Montagne; ce n'était qu'avec le temps qu'elle pouvait retrouver l'énergie nécessaire au pouvoir. D'ailleurs, cette espèce d'abnégation fut même de l'habileté; car si, au 10 thermidor, le Marais avait voulu lutter contre la Montagne, il eût été infailliblement vaincu. La Plaine avait plusieurs chefs habiles, qui avaient compris cette poli-

Digitized by Google

tique: tels étaient Boissy-d'Anglas, Durand-Maillane, Rewbell, Thibeaudeau, Clauzel, Cambacérès, et surtout l'abbé Sièyes. Celui-ci était d'une très grande habileté; il avait observé avec attention tout ce qui se passait autour de lui, et il avait reconnu qu'en se mêlant prématurément au mouvement, il finirait par tomber; il faisait le mort, paraissait peu aux assemblées, suivait sans aucune résistance. Il était fréquemment consulté par tous les partis, entrait dans les idées de tous, mais sans se compromettre et sans qu'on pût abuser de ses paroles. Dans des tête-à-tête il engageait Robespierre à continuer à marcher dans la voie qu'il s'était tracée, et quand la Plaine le consultait, il lui conseillait d'être prudente.

Sièyes, que le 9 thermidor avait grandi, se sentant assez puissant pour s'élever contre les thermidoriens eux-mêmes, fit connaître ses pensées sur les bases d'un bon gouvernement, où il voulait l'unité nationale et repoussait l'unité gouvernementale : suivant lui, le chef suprême d'une nation ne devait être qu'un modérateur, un pondérateur si l'on aime mieux, entre les principaux agents du mouvement général. L'élément essentiel et progressif d'une nation n'était, selon lui, ni dans la noblesse ni dans le peuple, mais dans la bourgeoisie, qu'il prétendait élever à la hauteur de sentiment de l'antique noblesse, sans avoir l'inconvénient de la distinction des castes. D'ailleurs, chacun pouvait arriver à cette sorte de noblesse en conduisant ses affaires avec sagesse. Nous avons fait l'expérience de ce régime, et nous avons vu combien il est éloigné de la vérité.

Les thermidoriens, au nombre de quinze ou vingt,

Digitized by Google

appartenaient la plupart à la Montagne et professaient les principes d'adoucissement qui avaient perdu Danton et Camille Desmoulins. Les noms des principaux chefs de ce parti montrent qu'il était essentiellement révolutionnaire, et que prétendre les mettre au rang des modérés, c'est une grave erreur. Legendre, Fréron, Tallien, Merlin (de Thionville), Barras, Thuriot, Bourdon (de l'Oise), Dubois-Crancé, Lecointre (de Versailles), ne voulaient, pas plus que leurs collègues de la Montagne, incliner au royalisme et à la contre-révolution. Ils pensaient que la révolution devait être moins sévère, mais ils voulaient en conserver le mécanisme et même les institutions de la Terreur, qui leur convenaient beaucoup, pourvu qu'elles fussent placées dans leurs mains.

Les partisans d'une extrême rigueur, la crête de la Montagne, qu'on a nommée hébertiste, quoiqu'elle eût voté la mort de ce fameux terroriste, professaient ouvertement leurs principes et plaçaient le grand moyen de gouvernement dans la guillotine. Billaud-Varennes et Collot-d'Herbois en étaient la personnification. Aucun Montagnard n'avait demandé plus de têtes que Billaud-Varennes, le provocateur et l'agent de toutes les mesures de rigueur dans le sein du Comité de salut public, le principal promoteur de la mort de la reine et du duc d'Orléans, de Danton, de Camille Desmoulins. C'était le grand pourvoyeur de la guillotine à toutes les époques de la Terreur, et surtout pendant les six dernières semaines qui précédèrent le 9 thermidor, si tristement célèbres par les *fournées* de suppliciés.

Le gouvernement tout entier résidait dans les Comités de salut public et de sûreté générale, qui s'étaient

Digitized by Google

arrogé le droit d'appeler les autres Comités dans leur sein et de les régenter en maîtres.

Le Comité de salut public, dont quatre de ses membres avaient été guillotinés, savoir : Hérault de Séchelles, Robespierre, Couthon et Saint-Just, était réduit à huit membres, dont deux étaient constamment absents : Jean-Bon-Saint-André et Prieur (de la Marne). Tous les membres restant de ce Comité étant Montagnards, le parti modéré semblait n'avoir rien à attendre d'une révolution où les intérêts personnels, plus que les principes, avaient été mis en jeu. Dans la fameuse séance où fut consommée la ruine des triumvirs, Barrère avait lu au nom de ses collègues, vers les trois heures du matin (10 thermidor), un rapport qui contenait l'expression nette de la pensée des Comités sur la conduite des affaires. Loin de pencher pour la clémence, il annonçait au contraire un redoublement de sévérité, disait que le gouvernement révolutionnaire avait pris plus d'empire par les événements qui venaient de se passer, et avait trouvé une âme plus énergique. Quant à l'indulgence, il n'en voulait que pour l'erreur involontaire, et traitait de crimes les erreurs des aristocrates.

Telles étaient les dispositions réelles de la majorité du Comité de salut public : elle ne parlait nullement du rappel de la loi du 22 prairial, de la suppression du tribunal révolutionnaire, de l'adoucissement des peines; elle s'annonçait, au contraire, comme devant continuer à son profit la politique de Robespierre.

Dans la Convention plusieurs orateurs développèrent les mêmes opinions, prononcèrent le nom de Marat, le portèrent aux nues et firent rendre un décret pour que

Digitized by Google

ses cendres fussent transportées au Panthéon, et que celles de Mirabeau en fussent arrachées. Malgré ces dispositions de la majorité de la Convention et du gouvernement, la modération était tellement dans les idées, qu'elle triompha. Cette étude historique n'est pas moins utile au philosophe que celle du régime de la Terreur; c'est ici surtout qu'on saisit dans toute sa vérité la légèreté du peuple, et que l'on voit comment il est possible de le jeter avec une égale facilité dans des voies entièrement opposées.

Le grand mot prononcé alors était celui d'*épuration.* On prétendait, en éliminant tous les membres gangrenés des comités, des communes, des tribunaux, des administrations, changer totalement l'esprit du gouvernement, sans anéantir les institutions. La première question qui se présenta à débattre fut celle de l'existence du tribunal révolutionnaire. Elie Lacoste monta à la tribune, fit un rapport sur la véritable situation du tribunal révolutionnaire, le montra composé uniquement de partisans de Robespierre, et en demanda la suppression et le remplacement par une commission qui porterait le nom de *tribunal révolutionnaire provisoire.* Billaud-Varennes, redoutant les conséquences du changement proposé, dont l'adoption devait faire nommer des dantonistes, défendit avec énergie le tribunal révolutionnaire, vanta les services qu'il avait rendus et consentit, pour accorder quelque chose à l'opinion, à en éliminer certains membres. Ce système d'épuration triompha; l'ajournement sur la demande de révocation du tribunal révolutionnaire fut prononcé, et il fut convenu que le Comité de salut public se contenterait de modifier le tribunal

Digitized by Google

existant. Cette première décision de la Convention, après les journées de thermidor, est très significative; l'Assemblée, comme par le passé, voulait la conservation du moyen de terreur. Ce qu'elle désirait, c'était de le faire passer dans d'autres mains, qui sauraient s'en servir plus ou moins habilement.

Le soir même de ce jour, Barrère, rapporteur du Comité de salut public, vint soumettre à l'examen de l'Assemblée la liste des membres du tribunal révolutionnaire que le Comité se proposait de conserver, et ceux qu'il voulait éliminer. Il eut soin d'avertir *qu'il fallait un grand respect pour cette institution et la perfectionner sans l'affaiblir.*

Après cela, on ne doit pas être surpris que Barrère ait proposé, pour être conservé, le trop fameux accusateur public Fouquier-Tinville. Il demanda d'en éliminer le président Dumas, non point parce qu'il s'était montré trop ardent révolutionnaire, trop ami de la Terreur, mais parce qu'il avait voulu faire périr le tribunal révolutionnaire lui-même par un excessif dévouement à Robespierre.

Barrère, qui avait à faire un autre rapport sur la nécessité de compléter le Comité de salut public, craignait sans doute de donner trop d'influence aux thermidoriens; il proposa de remplacer les ambitieux que le glaive de la loi avait frappés par Bernard (de Saintes), Duval et Eschasseriaux l'aîné, provisoirement et jusqu'au renouvellement.

Cette proposition ne manquait pas d'une certaine habileté; c'était d'un seul coup consacrer l'existence du Comité dont les Montagnards étaient membres, et con-

Digitized by Google

server la majorité en leur faveur; d'un autre côté, les Montagnards s'assuraient à eux-mêmes le gouvernement, et comme ils espéraient agir avec beaucoup d'égards pour leurs nouveaux collègues et les thermidoriens, ils pensaient perpétuer le pouvoir entre leurs mains.

Les thermidoriens s'emparèrent aussitôt de la question de gouvernement avec une certaine timidité, se contentant d'abord de demander l'impression de la liste et l'ajournement pour le choix. Dubois-Crancé, enhardi par cette proposition, fit remarquer les inconvénients des missions des membres du Comité de salut public, qui avaient été une des causes de l'usurpation du pouvoir par quelques chefs.

Cambon poussa plus loin encore et montra qu'en s'emparant de tout le pouvoir, le Comité de salut public avait annulé tous les autres comités et avait détruit tous leurs efforts pour rétablir l'ordre et les finances. Il demanda, en conséquence, la réorganisation du gouvernement et des comités sur de nouvelles bases.

Tallien, succédant à Cambon, attaqua avec beaucoup d'énergie l'ancienne constitution du Comité de salut public. « Nous avons abattu les *triumvirs*, nous ne vou» lons pas les remplacer par des *décemvirs;* nous vou» lons la *liberté* et la *liberté tout entière.* »

Il proposa ensuite de renouveler les comités par quart tous les mois. Cette proposition, soutenue par Merlin (de Thionville), passa au milieu des applaudissements enthousiastes de l'Assemblée et aux cris de *vive la République!* Delmas y fit ajouter cette nouvelle disposition : qu'un membre sortant ne pourrait y rentrer qu'un mois après en être sorti.

Digitized by Google

Après l'admission de ces principes fondamentaux, il fut convenu qu'une commission serait chargée de présenter un rapport sur la réorganisation des comités et sur leurs attributions. Les principes qui venaient d'être admis avaient un grand vice gouvernemental. En établissant que le Comité de salut public serait renouvelé par mois pour un quart, et que nul membre ne pourrait rentrer dans un comité qu'un mois après en être sorti, on détruisait toute espèce de suite dans les affaires. Quelle grande impulsion pouvait donner à l'Etat un conventionnel qui était assuré de ne pouvoir rien suivre plus de quatre mois? Aucune. C'était donc l'affaiblissement du pouvoir qu'on votait, c'était l'impossibilité d'avoir jamais un homme d'Etat sérieux, c'était l'impuissance. Mais jamais on ne tire toutes les conséquences des principes que l'on pose : l'expérience est plus forte que la logique.

Comme la réorganisation des comités ne pouvait pas se faire tout de suite, les thermidoriens eurent soin de les faire compléter, et, afin de s'assurer la majorité, ils traitèrent comme démissionnaires Jean-Bon-Saint-André et Prieur (de la Marne). Six nouveaux membres furent nommés au Comité de salut public. Le choix de l'Assemblée fut significatif. Tallien, la tête des thermidoriens; Bréard, Thuriot, Treilhard, membres du premier Comité de salut public; Laloi et Eschasseriaux, qui étaient très versés dans les matières de finances, furent nommés pour le compléter.

Dans la séance du soir on fit pour le Comité de sûreté générale ce qu'on avait fait pour le Comité de salut public. Les thermidoriens avaient besoin de six places. La difficulté était grande; il n'y avait que deux places vacantes.

Digitized by Google

Tous les membres de ce Comité, à l'exception de David, s'étaient déclarés contre Robespierre; les autres membres étaient dévoués à Billaud-Varennes et à Collot-d'Herbois. Les thermidoriens, voulant assurer leur parti contre eux, ne s'arrêtèrent point à ces considérations. André Dumont appela la colère de l'Assemblée sur David, Bentabolle attaqua La Vicomterie, Merlin, Jagot, et la Convention décréta que David, La Vicomterie, Jagot seraient remplacés. Le motif d'attaque contre ce dernier fut nettement exprimé : c'était un *hébertiste*. Le lendemain 14, Legendre, Goupilleau, de Fontenay, Merlin (de Thionville), André Dumont, Jean Debry et Bernard (de Saintes) furent élus membres du Comité de sûreté générale. Ces noms ont encore leur signification; ils ne sont certainement pas la représentation de la modération, c'étaient des hommes qui voulaient le régime de la Terreur à leur profit.

Lecointre demanda dans la même séance le rapport de la loi du 22 prairial, demande qui fut aussitôt acceptée. Cette loi était tellement déconsidérée dans tous les partis, qu'elle ne trouva pas un seul défenseur. Déjà la veille on avait rapporté le décret qui autorisait les deux Comités à faire arrêter les membres de la Convention sans rapport préalable, et Merlin avait fait décréter que les députés n'auraient plus besoin, pour s'absenter, de faire viser leurs congés et de prendre l'attache du Comité.

Voyant toutes les propositions de son parti adoptées, Fréron se leva pour demander la mise en accusation de Tinville. « Je demande que Fouquier-Tinville aille ex-» pier dans les enfers le sang qu'il a versé. »

Fouquier ayant été mis en accusation sur la demande

Digitized by Google

d'un représentant qui avait été loin de se montrer modéré dans ses missions, un autre député se leva : « On » ne peut, dit-il, siéger à côté de Lebon. » Tous les regards se portèrent aussitôt sur le représentant d'Arras, qui fut à l'instant décrété d'arrestation. Après s'être d'abord contenté d'exclure David du Comité de sûreté générale, on revint sur lui et il fut mis aussi en arrestation. On prit les mêmes mesures contre Chéron, le chef des agents de police établis par Robespierre, contre le général Rossignol, contre Herman, président du tribunal révolutionnaire avant Dumas, et devenu par les soins de Robespierre le chef de la commission des tribunaux.

L'édifice de la Terreur s'écroulait de jour en jour. Après s'être assurée que les partisans de Robespierre n'étaient plus à craindre, la Convention, qui était demeurée en permanence depuis le 9 thermidor, déclara la permanence levée, au milieu des applaudissements des tribunes et de l'Assemblée. Le lendemain 16, Barrère présenta un projet de loi sur l'organisation de la garde nationale, qui avait été dangereuse dans plusieurs circonstances. Il proposa la suppression du commandant général et des chefs de légion. Comme il fallait un lien pour relier les différents corps, il fut établi un état-major pris successivement et à tour de rôle sur la totalité des commandants particuliers, et encore cet état-major ne pouvait conserver le pouvoir que dix jours. C'était le moyen de désorganiser la garde nationale, de lui faire perdre toute son importance, et d'ôter ainsi un point d'appui à la tyrannie populaire.

Le lendemain Fréron, regardant l'Hôtel-de-Ville comme l'une des plus grandes causes de désordre, en

Digitized by Google

demanda la destruction : « Si j'eusse vécu, dit-il, du » temps de la Saint-Barthélemy, j'aurais élevé la voix » pour demander la destruction de ce Louvre et de cette » fenêtre d'où l'infâme Charles IX tira sur les Français. »

Comme Fréron n'avait pas vécu du temps de la Saint-Barthélemy, mais durant la démagogie, il se contenta de demander la destruction du Louvre du peuple. Cette proposition ne fut pas prise au sérieux. On entendit au milieu du bruit et des rires approbateurs un député lancer ces mots au prétendu puritain : « Les pierres de » l'Hôtel-de-Ville ne sont pas plus coupables que les » pierres de Marseille. »

Au milieu de ces discussions les demandes d'élargissement pleuvaient en foule; le Comité de salut public interprétait généreusement le nouveau régime et ouvrait les prisons à une multitude de détenus.

Le tribunal révolutionnaire chargé de juger les prisonniers s'affaissait lui-même. Quoiqu'il eût été reconstitué, cependant comme il ne l'avait été que provisoirement, et que Merlin (de Douai) avait, dès le 17 thermidor, présenté au nom des trois comités réunis un nouveau projet d'organisation pour ce tribunal, il cessa de fonctionner. Le tribunal criminel de Paris commença alors à connaître des crimes politiques aussi bien que des autres. Merlin (de Douai) avait tranché dans les lois révolutionnaires et voulait les abolir pour revenir aux éternelles lois de l'équité et de la justice; mais l'Assemblée repoussa ses propositions et se contenta du rapport de la loi du 22 prairial. C'était un triomphe pour Billaud-Varennes qui, par ses amis, avait fait résonner le mot de réaction et avait montré les aristocrates relevant la

Digitized by Google

tête de tous les côtés. Non contents de ce succès, les hébertistes, qui voulaient le rétablissement complet de la justice de la Terreur, lancèrent à la tribune Duhem, le *soufflet de forge* de Billaud-Varennes. Duhem, emporté par un zèle inconsidéré pour son parti, demanda l'arrestation de ceux qui auraient sollicité des mises en liberté pour des contre-révolutionnaires. Chasles appuya vivement la réclamation et blâma énergiquement l'élargissement de Killemain et de Dubruny, accusés de concussion et regardés comme la cause de la levée du camp de César, levée qui avait été très avantageuse à nos armes, comme nous l'avons vu plus haut. Carnot donna sur ce fait des explications satisfaisantes, ce qui semblait devoir imposer enfin silence aux hébertistes. Mais Monestier exigea encore que personne, à l'avenir, ne pût réclamer l'élargissement d'un prisonnier sans mettre sur sa réclamation sa profession de foi, ses noms actuels, ses noms et ses titres passés. Merlin (de Thionville) demanda l'impression de la liste de tous les détenus élargis depuis le 11 thermidor; Legendre se contenta de répondre : « Il » faudrait aussi faire imprimer les motifs de détention. »

La Convention, fatiguée de cette discussion si longue et si confuse, arrêta enfin qu'il serait formé une liste de tous les libérés, et non des répondants qui avaient sollicité la mise en liberté. La question semblait épuisée lorsque Tallien trouva le moyen de revenir sur la chose jugée, en proposant d'imprimer la liste de ceux qui ont dénoncé et fait incarcérer les détenus. Comme on lui objectait que c'était la guerre civile, il déclara qu'il ne voulait pas faire adopter sa proposition, mais faire sentir tout ce que la mesure décrétée renfermait d'injustice.

Digitized by Google

Il avait à peine fini de parler, que les deux décrets furent rapportés. Il y avait en effet, dans la Convention, beaucoup de dénonciateurs cachés qui consentaient bien à faire des dénonciations, mais qui ne voulaient pas en avoir la responsabilité.

Une plus grave discussion s'agitait en même temps, c'était celle de l'organisation des comités de gouvernement. Barrère, rapporteur général de toutes les commissions, établit en principe la nécessité de détruire tout ce qui se rapprochait des anciens ministères, et de diviser toutes les affaires entre différentes commissions, dont les membres seraient tous conventionnels : c'était le moyen, à ses yeux, d'initier la Convention à toutes les affaires, et de détruire les ambitions particulières, le fléau des républiques.

Persuadé que le genre de gouvernement proposé était à peu près irréalisable, et qu'il était impossible qu'une grande assemblée telle que la Convention pût en corps conduire les affaires d'un vaste Etat, Cambacérès exposa un mode pour rendre la marche de l'Etat moins difficile. Il proposait de laisser aux hommes spéciaux le soin des affaires courantes, et de ne livrer aux commissions de la Convention que les plus difficiles.

Il ne suffisait pas de réformer le gouvernement pour ramener l'ordre, il était encore nécessaire de détruire les éléments de désordre répandus dans toute la France, où plus de quarante mille comités révolutionnaires, véritables foyers d'agitation, tourmentaient les communes. Pour leur rendre le calme, il fut établi qu'il n'y aurait plus qu'un seul comité par district, et seulement douze à Paris. Jusqu'alors, dans la capitale, il y

Digitized by Google

avait eu dans les sections deux réunions par semaine, l'une à la décade et l'autre au quintidi. Afin d'encourager les sectionnaires à venir prendre part aux travaux des assemblées, on donnait à chaque membre 40 sous pour leur présence. On payait à Paris, par section, douze cents membres présents; souvent il n'y en avait pas trois cents, les amis répondaient pour les absents. Cette rétribution fut abolie. Les nouveaux comités ne se composèrent que de douze membres, soumis au renouvellement par quart tous les mois.

L'une des lois les plus importantes fut celle que l'on a regardée de notre temps comme fondamentale, la loi concernant la liberté de la parole et de la presse.

Deux opinions se montrèrent tout d'abord : l'une demandait une liberté absolue et voulait qu'on pût tout discuter, la république comme la monarchie; l'autre n'admettait qu'une liberté fort restreinte et ne permettait pas qu'on discutât le principe républicain. Cambon et Bourdon (de l'Oise), défenseurs de cette dernière opinion, dirent aux premiers : « Vous allez donc permettre au roya» lisme de surgir et d'imprimer ce qui lui plaira contre » l'institution de la République? » Cette apostrophe jeta de l'incertitude dans la Convention, et les diverses propositions furent renvoyées aux comités compétents pour les examiner avec soin et rédiger un projet de loi.

Ces discussions avaient vivement impressionné tous les partisans de la révolution. Le club des Jacobins ayant été fermé la nuit du 9 au 10 thermidor par Legendre, qui en avait apporté les clefs à la Convention, une commission de quinze membres fut nommée pour examiner la conduite des membres de cette fameuse

Digitized by Google

Société pendant les célèbres journées de thermidor, afin d'en exclure ceux dont les actes avaient été évidemment répréhensibles. La Société fut recomposée sur ses anciennes bases et reprit son vieil esprit. A l'archevêché se tenait un club extrêmement ardent, auquel s'affiliaient tous ceux qui avaient été destitués depuis le 10 thermidor, et que les clubs exaltés des provinces reconnaissaient pour maître. La Convention s'en étant inquiétée, Tallien crut devoir prendre la parole pour apaiser les craintes et proposa une police très sévère pour diriger le terrorisme, qu'il jugeait encore nécessaire.

Thuriot, qui était devenu sincèrement modéré, voyant tout ce que cachait de vengeance la proposition de Tallien, en montra les conséquences dans les mains d'un gouvernement qui voudrait en abuser, et fit voir qu'elle était contraire aux désirs de la France.

Il s'était formé, en effet, dans Paris et dans toute la France, un parti très nombreux qui demandait un gouvernement régulier. Les bourgeois dans les sections, les jeunes gens dans le Palais-Royal et dans les lieux de réunions publiques, les écrivains dans les journaux, réclamaient la convocation des assemblées primaires et des élections nouvelles. C'était, à leurs yeux, un moyen infaillible pour obtenir un gouvernement régulier et le retour vers un état de choses qui, sans être la monarchie, aurait cependant avec elle plusieurs rapports utiles et de pratique; mais ces aspirations étaient repoussées comme trop incompatibles avec l'état social.

Le gouvernement se trouvait dans des embarras sérieux : le dehors ne lui donnait plus aucune inquiétude, les partis, à l'intérieur, paraissaient comprimés; mais

Digitized by Google

l'état des finances et la loi sur le maximum le jetaient dans de vives perplexités. Les assignats, que Cambon avait d'abord essayé de relever, étaient retombés de valeur lorsqu'on en avait élevé le nombre bien au-delà de ce que les biens de l'Etat pouvaient représenter. Le papier-monnaie étant tombé infiniment au-dessous de sa valeur nominale, toutes les marchandises étaient augmentées de prix; comme le gouvernement en avait fixé le taux, personne ne voulait vendre d'après le tarif, et il y avait une véritable disette au milieu de l'abondance. Les marchandises exotiques ne nous arrivaient d'ailleurs que très difficilement, l'Angleterre interceptant les vaisseaux étrangers qui se hasardaient d'aborder nos ports. Pour remédier au mal qui menaçait de ruiner la société, le gouvernement français faisait des réquisitions, élevait des entrepôts où souvent les marchandises se détérioraient; il achetait des bestiaux qui, étant mal nourris, arrivaient amaigris dans les abattoirs. Des plaintes s'élevaient de toutes parts; nos villes commerçantes, Nantes, Marseille, Bordeaux, qui vivaient de relations avec l'étranger, périssaient alors d'inanition; Lyon voyait son commerce entièrement anéanti; la misère était partout; on faisait retomber le malaise sur le régime de la Terreur, qu'on montrait prêt encore à se relever plus audacieux que jamais.

Lecointre (de Versailles) résolut d'attaquer ouvertement la queue d'Hébert, et de dénoncer comme continuateurs de Robespierre Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, Vadier, Barrère, Amar, David et Voulland; il prétendit avoir contre eux vingt-six chefs d'accusation.

Bientôt la discussion dégénère en insultes grossières,

Digitized by Google

et quand Billaud s'écrie qu'il voit *s'agiter les intrigants et les voleurs*, un véritable tumulte se produit; Vadier paraît à la tribune un pistolet à la main, disant qu'il va se donner la mort si on ne lui permet pas de répondre à la calomnie. Thuriot, président de l'Assemblée, proposa l'ajournement, qui fut adopté.

Le lendemain, la Montagne revint sur la mesure et obligea Lecointre à venir dérouler ses vingt-six sujets d'accusation. Lorsqu'il en avait formulé un, on criait: *Les pièces! les pièces!* Lecointre n'avait, la plupart du temps, que la notoriété publique, les discours prononcés à la tribune ou dans les clubs, et les relations avec tel ou tel individu; motifs suffisants sans doute pour former une opinion, mais trop faibles pour formuler une accusation. Aussi celle que Lecointre avait faite fut déclarée calomnieuse.

Collot-d'Herbois et Billaud-Varennes crurent qu'il était de leur dignité de donner leur démission de membres du Comité de salut public; Tallien se démit aussi, à cause de l'insuccès de la motion de Lecointre; Barrère sortit par la voie du sort. Ils furent remplacés tous quatre par Delmas, Merlin (de Douai), Cochon et Fourcroy. Il ne resta plus que trois membres de l'ancien Comité de salut public, Carnot, Prieur (de la Côte-d'Or) et Robert Lindet.

Tout semblait concourir à tenir Paris dans la plus vive agitation. Le feu ayant pris à la poudrière de Grenelle, les différents partis s'accusèrent mutuellement. Un coup de pistolet tiré sur Tallien lui ayant brisé l'épaule, produisit une profonde sensation; on en accusa les Jacobins, et Merlin (de Thionville) s'élança à la tribune pour attaquer les hébertistes et dénoncer ce propos de

Digitized by Google

Duhem : « Les crapauds du marais lèvent la tête ; tant » mieux, elle sera plus facile à couper. » Il demanda en même temps la dissolution de la société des Jacobins. La proposition de Merlin fut renvoyée aux comités compétents pour être examinée avec soin.

Cependant la jeunesse dorée mettait tout en mouvement ; ces jeunes gens, qu'on appelait aussi les muscadins, se donnèrent un costume dit *à la victime*. Ils étaient les héros des salons ; les dames de la haute bourgeoisie ou de l'ancienne noblesse les patronaient, et quiconque ne prenait pas rang parmi eux était banni de la bonne société. Ils se déclaraient les adversaires des révolutionnaires farouches et, s'il le fallait, mettaient l'arme à la main pour leur montrer, qu'ils ne les craignaient point sur le terrain de l'honneur. Les femmes élégantes voulaient que tout, dans leur personne, rappelât les maux dont on avait été *victime ;* les saluts étaient *à la victime*, les bonnets *à l'humanité*, les corsets *à la justice*. On a, du reste, reproché à cette jeunesse dorée d'aimer la débauche, d'avoir des mœurs dissolues, d'étaler un luxe insultant ; c'est ainsi du moins que la grossièreté des sans-culottes traduisait l'excessive politesse de cette jeunesse trop peu prudente, car le contraste qui s'établissait entre le présent et le passé révolutionnaire était trop marqué et annonçait une réaction qu'on redoutait.

Tous les partis attendaient avec une impatience extrême un rapport de Robert Lindet sur la situation de la France, d'où, disait-on, devait sortir le salut de la patrie. Nous nous contentons de citer la partie de ce rapport qui concerne le *maximum :* « Le travail, dit-il, a beau- » coup perdu de son activité, d'abord parce que quinze

Digitized by Google

» cent mille hommes ont été transportés sur les fron-
» tières, qu'une multitude d'autres se sont voués à la
» guerre civile, et parce qu'ensuite les esprits, distraits
» par les passions politiques, se sont détournés de leurs
» occupations habituelles. Il y a de nouvelles terres dé-
» frichées, mais beaucoup de négligées. Le grain n'est
» pas battu, la laine n'est pas filée, les cultivateurs ne
» font ni rouir leur lin, ni teiller leurs chanvres. Tâchons
» de réparer des maux si nombreux, si divers; rendons
» la paix aux grandes villes maritimes et manufactu-
» rières. Qu'on cesse de démolir à Lyon. Avec de la paix,
» de la sagesse et de l'oubli, les Nantais, les Bordelais,
» les Marseillais, les Lyonnais reprendront leurs tra-
» vaux. Révoquons les lois destructives du commerce;
» rendons aux marchandises leur circulation; permet-
» tons d'exporter, pour qu'on nous apporte ce qui nous
» manque. Que les villes, les départements cessent de
» se plaindre contre le gouvernement, qui, disent-ils, a
» épuisé leurs ressources en subsistances, qui n'a pas
» observé des proportions assez exactes et a fait peser
» inégalement le fardeau des réquisitions. Que ne peu-
» vent-ils, ceux qui se plaignent, jeter les yeux sur les
» tableaux, les déclarations, les adresses de leurs con-
» citoyens des autres districts! »

Pour faire droit aux justes réclamations de Robert Lindet, plusieurs décrets furent rendus.

Par le premier, le Comité de sûreté générale et les représentants en mission étaient chargés d'examiner les réclamations des commerçants, des laboureurs, des artistes, des pères et mères des citoyens présents aux armées, qui étaient ou avaient des parents en prison. Par

Digitized by Google

un second, les municipalités et les comités des sections étaient tenus de motiver leur refus, quand ils n'accordaient pas de certificats de civisme. C'étaient là des satisfactions données à ceux qui se plaignaient sans cesse de la Terreur et qui craignaient de la voir renaître. Un troisième décret ordonnait la rédaction d'une instruction morale tendant à ramener l'amour du travail et des lois, à éclairer les citoyens sur les principaux événements de la révolution, et destinée à être lue au peuple dans les fêtes décadaires.

Le 22 septembre, dernier jour des sans-culottides, avait été marqué pour transporter au Panthéon les reliques du saint de la Terreur, les restes de Marat. Déjà les idées étaient tellement changées, qu'on aurait voulu ne pas rendre un tel honneur à un homme, l'objet de l'exécration du genre humain. On se décida cependant à donner une solennité scandaleuse à la translation des cendres de celui qu'aucun parti n'osait plus avouer. Les restes de Mirabeau furent tirés sans éclat du Panthéon par une porte de côté.

Du reste la Convention, énervée par les deux partis, celui des modérés et celui de la Terreur, qui étaient toujours en présence, ne pouvait rien entreprendre de sérieux. Les Jacobins, que de vaines propositions de suppression avaient tourmentés un moment, reprenaient presque toute leur audace passée, et leur influence était immense sur toutes les provinces. La correspondance avec tous les clubs de France était toujours plus active, produisait partout une vive agitation et contrariait l'action des membres de la Convention envoyés dans les provinces pour les épurer. Dans certaines villes l'orga-

Digitized by Google

nisation était si forte, que tout pliait sous le vouloir de quelques mauvais sujets. A Dijon les chefs des clubs, membres à la fois du Comité révolutionnaire et de la municipalité, faisaient trembler tout le monde, enfermaient arbitrairement les voyageurs et les habitants, inscrivaient sur la liste des émigrés tous ceux qu'il leur plaisait d'y porter, et les empêchaient d'obtenir des certificats de résidence en intimidant les sections. Gens sans profession et sans avoir, ces chefs de clubs se faisaient payer par la Commune des sommes considérables, qu'ils dépensaient en orgies avec des femmes publiques, étalant sur des tables les calices des églises pour leur servir de coupes. Malgré cet état de dégradation, leur qualité d'intermédiaires entre tous les Jacobins du sud-est de la France et ceux de Paris, leur donnait une telle autorité, que le représentant Calès eut une peine excessive à dissoudre la coalition. Il constitua une nouvelle municipalité et choisit vingt ou trente membres du club pour faire l'épuration des autres. A Lyon, les représentants rencontraient la même difficulté. A Marseille, ils furent attaqués par les clubistes et eussent été mis à mort, si les troupes ne fussent accourues pour les délivrer. A Toulouse, les Jacobins montrèrent la même audace, soulevèrent les sections, déclarèrent que les représentants envoyés pour les réformer avaient perdu leur confiance; il fallut encore la force armée pour les dompter. Lorsque les sociétés populaires étaient dissoutes sur un point, que les membres étaient chassés d'un club, ils se réunissaient à d'autres ou formaient de nouvelles sociétés plus audacieuses que les premières.

Pour remédier à un tel mal, porter un premier coup

Digitized by Google

aux Jacobins, rompre la coalition que formaient partout en France les sociétés du Jacobinisme, et détruire ce gouvernement dans le gouvernement, cet Etat dans l'Etat, la Convention fit rendre un décret qui défendait *toutes affiliations, fédérations, ainsi que toutes correspondances en nom collectif entre sociétés populaires.* Il était dit en outre qu'aucune pétition ne pourrait être faite en nom collectif, afin d'éviter ces manifestes impérieux que les clubistes venaient lire à la barre et qu'ils imposaient aux assemblées délibérantes; il fut statué encore que les pétitions seraient signées par ceux qui les présenteraient. Les clubistes, craignant d'être poursuivis selon la loi, n'apposaient pas aussi facilement leur nom au bas d'une pétition qu'ils vociféraient dans leurs clubs, en l'appuyant par des battements de mains. On exigea de plus que le tableau des membres de la Société fût affiché dans la salle de réunion. A la lecture de ce décret, les Montagnards se levèrent indignés : « On veut » détruire les Montagnards, détruire les sociétés popu- » laires ; on oublie qu'elles ont sauvé la révolution et la » liberté; on oublie qu'elles sont le moyen le plus puis- » sant de réunir les citoyens et de conserver en eux l'é- » nergie et le patriotisme; on attente, en leur défendant » la correspondance, au droit essentiel, appartenant à » tous les citoyens, de correspondre entre eux, droit » aussi sacré que celui de se réunir paisiblement pour » conférer sur les questions d'intérêt public. »

Le droit de réunion étant encore regardé comme l'un des droits fondamentaux de l'homme, les modérés soutenaient vivement que ce droit demeurait intact, qu'on se contentait de le régler.

Digitized by Google

Profondément émus par l'adoption du décret, les Jacobins, le soir même, firent retentir leur salle d'anathèmes contre les réactionnaires. Le député Lejeune, qui le matin s'était opposé de toutes ses forces à l'adoption de ce décret, accusa les membres les plus énergiques de la Convention d'abandonner le parti populaire, et nomma Billaud et Collot.

Billaud, provoqué personnellement, expliqua son silence, dit qu'il s'était tu pour ne pas donner prétexte aux ennemis de la chose publique de décréter des mesures plus exorbitantes encore que celles qu'ils avaient adoptées, et déclara qu'il était prêt à rentrer dans la lice, si la Société l'exigeait.

Afin de tourner le décret et de l'éluder, tout en feignant de le respecter, sur la proposition de Terrasson, les Jacobins adoptèrent qu'ils feraient une lettre circulaire, non pas écrite au nom des Jacobins et adressée à d'autres Jacobins, mais *signée par tous les hommes libres réunis dans la salle des Jacobins, et adressée à tous les hommes libres de France réunis en sociétés populaires.*

Toute conciliation devenait désormais impossible; la guerre était évidemment déclarée entre les deux partis, et, loin de réunir les esprits, la situation servait encore à les envenimer. La loi du maximum devint un prétexte d'attaque contre les membres des comités qui avaient dirigé les affaires pendant la Terreur. Tallien et ses amis attribuèrent la crise commerciale et financière à Cambon, qui avait émis un nombre excessif d'assignats et les avait réduits presque à nulle valeur; il osa l'accuser de malversation. Ce mot échappé par Tallien à la

Digitized by Google

tribune fit pousser un rugissement à Cambon. « Ah! tu » m'attaques... tu veux jeter des nuages sur ma probité! » eh bien! je vais te prouver que tu es un voleur et un » assassin. Tu n'as pas rendu tes comptes de secrétaire » de la Commune, et j'en ai la preuve au comité des » finances; tu as ordonné une dépense de quinze cent » mille francs pour un objet qui te couvrira de honte; » tu n'as pas rendu tes comptes pour ta mission à Bor- » deaux, et j'ai encore la preuve de tout cela au co- » mité. »

Cambon exposa ensuite l'état de nos finances, montra que la progression effrayante des assignats venait de la situation fâcheuse où s'était trouvée la République : la nécessité de nourrir et de solder une armée d'un million deux cent mille hommes pour nous défendre contre les ennemis du dehors; l'indispensable besoin de froment, que la République avait été obligée d'acheter au dehors pour le céder à moitié prix aux grandes villes qui mouraient de faim; par les impôts et les réquisitions, la République ne retirait pas le quart des dépenses annuelles; c'était donc plus d'un milliard qu'il fallait trouver chaque année, et on les avait trouvés par les assignats. Il prétendait que, quoiqu'il y eût sept milliards d'assignats en circulation, cela n'atteignait pas la valeur immobilière des biens de l'Etat : assertion évidemment erronée et fondée sur l'exagération des biens de la nation. Ainsi Cambon évaluait l'argenterie des églises à un milliard, et il est constant qu'il n'y en avait pas pour trente millions. Afin de persuader que la nation n'avait pas besoin de tant de numéraire, Cambon proposa même de cesser la fonte des calices, des ciboires, parce que la population,

Digitized by Google

toujours sincèrement religieuse, s'indignait d'une telle profanation.

Quelques voix demandèrent alors l'abolition du *maximum*, mais c'était jeter la perturbation dans toutes les affaires; le prix des denrées de première nécessité allait tellement s'élever, que les petits rentiers et les ouvriers ne pourraient plus vivre, à moins d'élever les appointements, les salaires et les revenus. Il fallut donc conserver le maximum, en le modifiant sur plusieurs points, en accordant la liberté du prix pour les matières exotiques, et en proportionnant le prix des céréales à ce qu'en coûtait la production dans tel ou tel pays.

La réquisition était aussi un grave sujet de plaintes; il fut décidé qu'on ne pourrait plus requérir ni toute une denrée, ni tous les produits d'un département, mais que la nature et la quantité de la réquisition serait déterminée. Les représentants attachés aux armées devaient seuls avoir le droit de réquisition absolue dans le cas d'un extrême besoin des troupes.

La question des valeurs étrangères fut encore posée. Nous avions entre les mains environ vingt-cinq millions séquestrés, mais on nous devait plus de cent millions. En levant le séquestre à l'égard des étrangers, on espérait qu'ils nous imiteraient, ce qui eût été avantageux à la République, puisque cent millions seraient rentrés dans les coffres de nos financiers. Il fut démontré que cet espoir était un leurre; aussi la Convention n'osa trancher la question; elle décida seulement que le séquestre serait levé à l'égard des Belges, qui appartenaient presque à la France depuis que nous avions fait la conquête de leur pays, et à l'égard de Hambourg qui, bien que faisant

Digitized by Google

partie de l'Allemagne, n'avait jamais combattu contre nous.

A ces mesures de réparation on en ajouta d'autres non moins importantes. Lyon reprit son nom et son commerce; le séquestre fut levé sur les marchandises de ses négociants, et on ordonna de cesser la destruction de ses maisons. On cassa le décret qui avait mis la plupart des négociants de Bordeaux hors la loi. Sedan fut libre de fabriquer des draps fins. Les départements du nord reçurent des priviléges pour les engager à cultiver le lin et le chanvre. La Vendée cessa d'être hors la loi. On essaya en un mot de guérir toutes les plaies.

Les chauds partisans de la Terreur blâmaient vivement ces mesures. De temps en temps Cambon rugissait à la tribune. « M'accuser, moi! vile canaille! venez » donc vérifier mes comptes et juger ma conduite. — » Restez donc tranquille, lui criait-on, on n'accuse pas » votre probité. »

Des députés regardaient aussi comme un acte de justice, qu'on mît enfin en jugement Fouquier-Tinville et Lebon. C'est seulement alors qu'on connut toute l'étendue des atroces mesures adoptées par Carrier durant son proconsulat. Cent trente-trois Nantais envoyés à Paris pour être livrés au tribunal révolutionnaire, n'y étant heureusement arrivés qu'après le 9 thermidor, furent acquittés et dévoilèrent le système d'assassinat imaginé par Carrier. Au récit des fusillades, des noyades, des concussions de Carrier, on était vivement ému; Paris, qui avait vu de si grands crimes pendant le régime de la Terreur, ne pouvait croire qu'il se trouvât au monde des hommes assez barbares pour commettre

Digitized by Google

de pareils forfaits. Malgré les efforts de la Montagne, qui essaya vainement de le couvrir en faisant un tableau saisissant de la guerre de Vendée et en montrant la patrie en péril, une instruction fut ordonnée contre Carrier, dont le nom était d'ailleurs un tel objet d'horreur, que pas un député n'osa le défendre. Tout en l'anathématisant, les Montagnards prétendaient qu'il devait être couvert par sa mission et par les pouvoirs illimités qui lui avaient été accordés. Il fut livré au tribunal révolutionnaire. Deux membres du Comité révolutionnaire de Nantes, Pinel et Grandmaison, lui furent adjoints. Jamais procès ne fit une plus profonde sensation. Les nombreuses dépositions de témoins restent là comme un témoignage de ce que peut la perversité de l'homme lorsqu'il suit les bas instincts de sa nature. Carrier porta sa tête sur l'échafaud avec assez de calme et de courage.

Le procès et la mort de Carrier causèrent des craintes sérieuses aux Montagnards, qui, se voyant indirectement atteints, crièrent à la réaction, et soulevèrent les plus violents débats au club des Jacobins. Billaud-Varennes, entraîné hors de son système de réserve, prit la parole à son tour, fit le plus sinistre tableau de la marche des affaires, puis s'écria : « Le lion est endormi depuis long-» temps, il est temps qu'il se réveille. » Ce qui produisit la plus profonde sensation.

Le lendemain la Convention fut saisie de ce discours. On demanda compte à Billaud de cette phrase : « Le lion » n'est pas mort quand il sommeille, et à son réveil il » extermine tous ses ennemis. » Un tumulte inexprimable succéda à l'aveu que Billaud fit de ces paroles, et à sa déclaration, qu'il voulait attaquer les contre-révolu-

Digitized by Google

tionnaires, un rire universel et de mépris éclata dans les tribunes. Tallien succéda à Billaud; il flétrit avec une grande énergie tous les instigateurs de désordre, et demanda qu'on rendît un décret contre ceux qui prêchent la révolte. La Convention adopta la proposition et chargea les comités de prendre les moyens de la convertir en décret.

Les discussions de la Convention réagissaient au dehors. La jeunesse dorée, se sentant soutenue par l'Assemblée, se réunissait tumultueuse, parcourait les rues et les faubourgs armée de bâtons plombés et criait : *Vive la Convention! A bas les terroristes et la queue de Robespierre!* Les patriotes répondaient : *Vivent les Jacobins! A bas les aristocrates!* et ils ajoutaient par nécessité : *Vive la Convention!* Les muscadins chantaient *le Réveil du peuple*, et les Montagnards : *Allons enfants de la patrie!*

Le 19 brumaire (9 novembre 1794), les jeunes gens à cadenettes et à collet noir se portèrent sur le club des Jacobins, lancèrent des cailloux par les fenêtres et excitèrent ainsi les *furies de la guillotine*, qui, désespérées, insultèrent les jeunes gens. Ceux-ci les outragèrent à leur tour et les forcèrent à rentrer dans l'enceinte du club. Les Jacobins, irrités, ayant enlevé quelques assaillants, les camarades de ceux-ci menacèrent d'envahir la salle si on ne les remettait en liberté. C'est dans ce moment que la patrouille délivra les prisonniers et dispersa les assiégeants et les assiégés.

La Montagne, furieuse, fit entendre les plaintes les plus amères, montra la liberté de réunion détruite et demanda qu'à l'avenir on empêchât de pareils désordres.

Digitized by Google

C'était aussi le désir des modérés, qui voulaient ramener la tranquillité par un autre moyen. Le 11 novembre les quatre comités ordonnèrent de suspendre les séances des Jacobins, firent fermer la salle, prescrivirent d'emporter les clefs au secrétariat, et enjoignirent à Laignelot d'aller le lendemain rendre compte de cette détermination à la Convention : « Nous n'avons jamais eu l'intention d'at-» taquer les sociétés populaires; mais nous avons le droit » de fermer les portes là où il s'élève des factions et où » l'on prêche la guerre civile. » Ces paroles furent couvertes d'applaudissements, et on répéta mille fois le cri de : *Vive la République! vive la Convention!*

Telle fut la fin de la société des Jacobins, qui causa la ruine de la royauté, organisa le régime de la Terreur, fit du haut de sa tribune retentir des discours beaucoup plus incendiaires que ceux de la Convention, et eut pendant longtemps plus d'autorité que les assemblées nationales. Sans doute il y eut quelquefois, dans les discussions de ce club, des jets d'esprit remarquables, des aperçus philosophiques élevés; mais à côté se trouvaient les principes les plus anarchiques et les plus atroces. Aussi tout ce qu'il y a de sage, de modéré, d'honnête, flétrit à jamais le nom de Jacobin.

Rendus plus confiants par la dissolution des Jacobins, qui se confondirent avec les autres assemblées populaires, les sectionnaires chassèrent de leur sein les démagogues et rédigèrent des adresses à la Convention pour la féliciter de son énergie et du zèle qu'elle déployait contre les complices de Robespierre. De tous les coins de la France il lui arrivait de semblables adresses, pour la conjurer de persévérer dans la voie de réparation. Les soixante-

Digitized by Google

treize députés détenus pour avoir signé une protestation contre les événements du 31 mai 1793, demandèrent des juges. Au lieu de leur donner des juges, le côté droit et le centre voulurent les rétablir dans leur rang de représentants et les réintégrer dans le sein de la Convention.

La Convention ordonna un rapport sur les soixante-treize, les élargit et les réintégra dans leur dignité de représentants, sans cependant oser s'expliquer sur l'événement du 31 mai. Lorsque le vieux Dussaulx rentra solennellement à la tête de ses collègues, les modérés virent alors leur triomphe assuré par l'appui d'hommes énergiques qui, fortifiés sous les verrous, venaient demander vengeance des Montagnards.

Encouragés par cet acte réparateur, les girondins Louvet, Lanjuinais, Henri La Rivière, Doulcet, Isnard, qui avaient échappé à la mort en se cachant dans les cavernes, réclamèrent aussi le droit de rentrer dans l'Assemblée, faveur qu'on leur refusa parce qu'ils avaient été mis hors la loi ; on leur accorda seulement la grâce d'être libres et de ne point avoir à craindre de poursuites.

Persuadés que le temps de punir les grands coupables était enfin arrivé, se voyant d'ailleurs en force, les thermidoriens demandèrent qu'on mît sur-le-champ en jugement Lebon et David, tous deux arrêtés ; qu'on décrétât d'accusation Maignet, coupable de crimes horribles pendant sa mission dans le Midi. On se hâta encore de faire passer la mise en jugement de Fouquier-Tinville, de Bouchotte, ancien ministre de la guerre, qui avait livré ses bureaux aux Jacobins ; de Pache, l'ex-maire de Paris, le complice des hébertistes. Comme

Digitized by Google

toutes ces propositions passaient sans aucun obstacle, Legendre parut à la tribune et accusa de nouveau Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, Barrère, Vadier, Voulland et Amar. Lecointre, déclaré calomniateur quelques jours auparavant, dit qu'il avait contre ces représentants les pièces qu'on lui avait demandées. Toutes ces dénonciations furent renvoyées aux comités, qui déclarèrent qu'il y avait lieu à procéder contre Billaud, Collot et Barrère, et non contre Vadier, Voulland, Amar et David.

Afin d'atteindre les représentants qui avaient rempli des missions ou quelque fonction publique, il fut décrété que tous ceux qui avaient manié les deniers publics rendraient un compte rigoureux de toutes les sommes remises entre leurs mains. Ces comptes étaient souvent d'une grande difficulté, parce que les agents révolutionnaires avaient formé des caisses avec le revenu de l'impôt et l'argenterie des églises, pour organiser les bataillons, les solder, payer les transports, faire la police, etc. L'estimation et le prix de ces choses dépendant des circonstances, il n'y avait guère de fonctionnaire de la Terreur qui ne pût être poursuivi comme concussionnaire. N'entendant parler que de la paix à l'intérieur et à l'extérieur, quelques voix même murmurant le mot de restauration, les terroristes avaient besoin d'un mouvement pour se sauver; tout était donc préparé pour un nouveau et redoutable conflit.

La société présentait alors un spectacle inconnu depuis longtemps. Pendant le régime de la Terreur, toute espèce de forme de civilisation avait disparu; on ne s'abordait qu'en tremblant, on n'osait se communiquer aucune pensée, de peur de la déposer dans le sein d'un

Digitized by Google

traître; la joie avait disparu du sein de la famille comme de tous les lieux publics; les théâtres étaient fermés, les comédiens emprisonnés comme contre-révolutionnaires; les lycées, les colléges et toutes les écoles abolies, parce qu'il n'y avait pas de maîtres assez avancés en révolution pour répondre aux vues du pouvoir. Tout changea dans le cours de l'hiver de 1794 à 1795; un mouvement inaccoutumé se manifestait partout; les théâtres se rouvraient, les salons étalaient toutes les splendeurs de la richesse, les bals se multipliaient, les arts étaient remis en honneur, un musée national était créé. Non contente d'y réunir toutes nos richesses artistiques, la Convention prescrivait encore à nos généraux de prendre chez les nations qu'ils subjuguaient toutes les grandes œuvres d'art qu'elles possédaient; la Belgique nous fournissait de magnifiques tableaux de l'école flamande. Les portes des colléges se rouvraient; La Harpe reparaissait au Lycée pour y continuer ses leçons de littérature, et là, en présence d'une jeunesse ardente, il flétrissait la Terreur, déplorait l'avilissement de notre langue, démasquait ce philosophisme dont il avait été l'un des admirateurs, adorait enfin Jésus-Christ qu'il avait méconnu. La Convention, suivant le courant dans lequel on la poussait, et voulant replacer la France à la hauteur scientifique et littéraire d'où elle n'aurait jamais dû descendre, prenait toutes les mesures pour faire revivre les sciences et les arts; elle décrétait des écoles primaires, elle protégeait les manufactures et mettait à l'étude la création de vastes canaux qui devaient sillonner toutes les parties de la France et faciliter à peu de frais le transport de toutes les marchandises.

Digitized by Google

La liberté des cultes, la plus précieuse de toutes dans ces temps d'anarchie, était proclamée; l'Etat les tolérait tous également, sans en protéger aucun. Comme il fallait une sorte de culte national, la Convention créa des espèces de fêtes décadaires, où se trouvaient combinées la danse, la musique et certaines exhortations morales, pour plaire au peuple et lui donner un simulacre de vertu. On ne comprenait pas que, pour donner des mœurs au peuple, il n'y a que la seule et véritable religion; une fantasmagorie religieuse, sans racine et sans fondement, ne peut que corrompre le peuple au lieu de le rendre sincèrement vertueux.

Pour régulariser la justice criminelle, le tribunal révolutionnaire fut recomposé et ramené à la forme des tribunaux : il y avait juges, jurés et défenseurs. Le code de lois pénales ne pouvant pas être improvisé en un instant, on s'occupa de réviser les lois révolutionnaires, et on créa une commission pour préparer les lois organiques de la Constitution démocratique de 1793.

Cependant le peuple était réduit aux plus rudes souffrances. Depuis longtemps on n'avait vu un hiver plus dur; la glace enchaînait les rivières, et des bras de mer formaient des routes que les plus lourds chariots pouvaient traverser. La disette venait encore ajouter au malaise. L'année s'était très bien présentée en 1794; les céréales avaient paru magnifiques, tout annonçait une année exceptionnelle par son abondance, et cependant il y avait eu à peine la récolte d'une année ordinaire. Les fermiers ne battaient plus leurs grains, de peur d'être obligés de les livrer pour des assignats, qui étaient presque sans valeur.

Digitized by Google

L'énergique Boissy-d'Anglas, appelé à remplacer Robert Lindet, pour pourvoir à la subsistance de Paris, se trouva dans la nécessité, à cause de l'excès de la disette, de mettre Paris à la ration; il accorda à chaque individu une livre de pain par jour; il finit par en accorder aux ouvriers une livre et demie. Pour avoir cette faible part de nourriture, les ouvriers étaient obligés de faire queue chez les boulangers pendant une grande partie de la journée. Le peuple, mécontent et souffrant, crut se venger en appelant d'Anglas *Boissy-Famine*.

Les Montagnards contribuaient au malaise; espérant que, soulevé par le besoin, le peuple balaierait la Convention, des agents terroristes se répandaient dans les villes et les campagnes pour y semer les discours les plus alarmants et tuer le commerce qui commençait à renaître.

Cependant le choc s'établissait entre les idées. Il se répandit un nouvel écrit, *le Spectateur de la révolution*, qui, mettant en balance la république et la royauté, en retraçant le bonheur dont celle-ci avait comblé la France et les maux que celle-là avait accumulés sur toutes les têtes, faisait rugir les républicains. Duhem, qui dénonça cet écrit, fut condamné à passer trois jours à l'Abbaye pour avoir dit que le royalisme et le terrorisme triomphaient.

Une grande cause d'émotion survint presque en même temps; le buste de Marat, qui était partout, à la Convention, dans tous les établissements de l'État, dans les théâtres, jusque dans les halles, fut renversé par la jeunesse dorée au théâtre Feydeau, et remplacé par celui de Rousseau, qui fut couronné de fleurs. Le lendemain,

Digitized by Google

ce fait se renouvela dans toute la ville; on ne vit de tous côtés que des débris des statues de Marat. Des enfants organisèrent une procession, mirent Marat sur un brancard, le promenèrent triomphalement, puis, arrivés au devant d'un égoût, ils l'y précipitèrent solennellement : c'était là, disaient-ils, le lieu de sépulture le plus digne de lui. Dès-lors, l'éternelle infamie s'attacha au nom de Marat, comme le grelot de la terreur et du sang a été attaché au nom de Robespierre; depuis ce moment, ces deux noms ont été ce que notre histoire présente de plus tristement célèbre.

Les Jacobins irrités ayant formé le dessein d'organiser une nouvelle apothéose de Marat, les jeunes gens se mirent en mesure de lutter contre eux; la police dut intervenir et empêcher l'ovation. Afin d'ôter tout sujet de trouble, la Convention rendit un décret pour déclarer qu'aucun individu ne pourrait être porté au Panthéon que vingt ans après sa mort, et que le buste d'aucun citoyen ne serait exposé dans un lieu public. Les cendres de Marat, déposées depuis quatre mois dans les caveaux du Panthéon, en furent retirées. Les bustes de Marat et de Lepelletier, ainsi que les deux belles peintures dans lesquelles David les avait représentés mourants, furent ôtés de la salle de la Convention.

Cependant la misère croissait de jour en jour. La loi du *maximum* pesait si lourdement sur le producteur, qu'il était forcé de cesser de produire s'il ne voulait être ruiné.

Longtemps suspendue entre la crainte de bouleverser toute l'économie de l'Etat par la destruction du *maximum*, et de continuer les maux qu'il avait produits, la

Digitized by Google

Convention l'abolit d'entraînement, aussi bien que les réquisitions. Dès-lors l'immense personnel créé pour régir et administrer au nom de l'État toutes les matières produites, les grains, les étoffes, etc., disparut presque entièrement; on conserva seulement quelques agents, pour rendre moins brusque le passage d'un état de choses à l'autre.

Le commerce réclamait vivement la mise en libre circulation de tout l'argent monnayé. Lyon, Nîmes, Sedan représentaient l'impossibilité d'acheter au dehors les matières premières de leur industrie, si elles ne pouvaient se servir d'argent, puisqu'on ne recevait point leurs assignats. Cette mesure fut adoptée et vint encore ajouter à la grande difficulté, celle des finances. Il y avait en circulation près de huit milliards d'assignats, qui valaient à peine le douzième de leur valeur nominale; en sorte que celui qui avait douze cent mille francs en assignats, ne possédait en réalité que cent mille francs. Cependant tous ceux qui avaient à payer s'acquittant en assignats, ceux qui les recevaient ne pouvaient vivre; de là la nécessité impérieuse d'augmenter le traitement de tous les employés; mais on s'apercevait qu'en le faisant on était dans la nécessité de créer de nouveaux assignats, et qu'on creusait l'abîme au lieu de le combler.

Parmi les mesures mises en avant pour retirer les assignats, celle de la vente des biens nationaux, des terres de l'Église et des émigrés non encore aliénées, était celle qui flattait le plus; mais il fallait trouver des acheteurs assez riches pour faire l'acquisition de ces splendides manoirs du moyen âge; et il n'y avait que les téméraires pour les acheter au prix où était alors portée l'estimation. D'ail-

Digitized by Google

leurs, ce qui empêchait le plus les acquéreurs, c'est qu'ils ne voulaient point acheter de propriétés qui présentaient peu de garanties, car on ne parlait que de la rentrée des émigrés et de la nécessité de leur restituer leurs biens. Un second moyen, inventé par Cambon, c'était d'échanger des assignats contre les biens nationaux. Il proposa de faire une loterie se montant à quatre milliards en assignats de la part du public. Il devait y avoir quatre millions de lots de mille francs chacun. L'Etat donnait en échange des bons sur telle ou telle terre. Il devait y avoir de gros lots, afin d'engager le public à mettre à la loterie. Mais le public aimait encore mieux ses assignats que des bons sur telle ou telle terre qui n'était pas cédée incommutablement.

A ces prétendus moyens de retirer les assignats, s'en joignaient d'autres qui reposaient toujours sur l'inique spoliation des biens des émigrés. « Le mobilier des émigrés, assez facile à vendre, s'élevait à deux cent millions. Les transactions à l'amiable, pour les intérêts des émigrés dans les sociétés de commerce, pouvaient produire cent millions; la part dans leurs héritages, cinq cent millions. Mais, dans le premier cas, on retirait des capitaux au commerce; dans le second, on devait percevoir une partie des valeurs en terres. On comptait offrir une prime à ceux qui achèveraient leurs paiements pour les biens déjà acquis, et on espérait faire rentrer ainsi huit cent millions. On allait mettre enfin en loterie les grandes maisons sises à Paris, et non louées. C'était un milliard encore. Dans le cas d'un plein succès, tout ce que nous venons d'énumérer aurait pu faire rentrer deux milliards six cent millions; cependant on eût été

Digitized by Google

fort heureux de retirer quinze cent millions sur le tout; d'ailleurs cette somme allait ressortir par une autre voie (1). »

Tandis qu'on discutait ces mesures, la famine devenait tellement excessive, les comestibles s'étaient élevés à un prix si exorbitant, que le gouvernement avait été obligé de faire déposer des vivres chez les boulangers, chez les charcutiers, afin de faire vendre les objets de première nécessité à bas prix et de ramener quelque proportion entre le prix du travail et celui des marchandises.

Les esprits, déjà vivement agités par ces questions, le furent bien plus encore quand la commission des vingt-un communiqua à l'Assemblée son rapport sur Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois et Barrère. Ce rapport concluait à l'accusation et demandait l'arrestation provisoire, qui fut votée sur-le-champ à une immense majorité. La Convention, voulant donner un grand éclat à cet acte de haute justice, décréta que les membres inculpés seraient entendus dans le sein de l'Assemblée, et qu'une discussion solennelle serait ouverte sur la mise en accusation. Cette résolution était à peine prise, qu'on proposa la réintégration dans leurs fonctions, des députés girondins qui avaient échappé à la mort, quoique mis hors la loi. Sièyes, qui avait retrouvé la parole depuis les journées de thermidor, dit avec cette redoutable logique qui marquait la nature de son génie : « Toute votre histoire se » partage en deux époques : depuis le 21 septembre, jour » de votre réunion, jusqu'au 31 mai, oppression de la

(1) Thiers.

Digitized by Google

» Convention par le peuple égaré; depuis le 31 mai jus-
» qu'aujourd'hui, oppression du peuple par la Conven-
» tion tyrannisée. Dès ce jour vous prouverez que vous
» êtes devenus libres en rappelant vos collègues. Une
» pareille mesure ne peut pas même être discutée; elle
» est nulle de plein droit. »

A ce raisonnement écrasant, la Montagne bondit sur ses fondements : « Tout ce que vous avez fait est donc » nul! Ces immenses travaux, cette multitude de lois, » tous ces décrets qui composent le gouvernement actuel » sont donc nuls! et le salut de la France, opéré par votre » courage et vos efforts, tout cela est nul! » La Convention ne s'arrêta pas à cette observation et décréta la réintégration de Henri La Rivière, Isnard, Louvet, La Réveillère-Lepeaux, Doulcet de Pontecoulant, qui rentrèrent au milieu des applaudissements.

La rentrée des Girondins fit une impression profonde sur plusieurs thermidoriens. Thuriot, ennemi implacable de Robespierre; Lesage-Sénault, opposé à toute contre-révolution; Lecointre, cet adversaire irréconciliable de Billaud, Collot et Barrère, remontèrent les degrés de la Montagne, en voyant remettre en honneur des hommes qui avaient combattu contre la République. Tous, en effet, avaient pris les armes dans les provinces où ils s'étaient trouvés. Non-seulement ils l'avouaient, ils osèrent même demander qu'il fût déclaré que ces départements, qui avaient pris les armes, avaient bien mérité de la patrie.

Préoccupé par ces agitations politiques, se sentant encore accablé par le décret nouveau qui mettait une ville immense comme Paris à la ration, le peuple commença

Digitized by Google

à s'émouvoir. Les femmes et les enfants, à qui on persuada que bientôt ils n'auraient plus de pain, s'agitèrent et voulurent forcer la section de l'Observatoire à se réunir pour rédiger une pétition, quoique toute réunion fût interdite ce jour-là. Ne pouvant contraindre les administrateurs à ouvrir la salle, la foule se porta sur la Convention, se vit rejointe en route par la section du Finistère, et introduisit un orateur pour parler en son nom. « Le pain nous manque, dit-il, nous sommes prêts » à regretter les sacrifices que nous avons faits pour » la révolution. » Arrêté par les violents murmures de l'Assemblée, il s'écrie, lui et ses compagnons, en frappant fortement sur la barre : « Du pain! du pain! » Puis l'orateur reprend son discours et dit que huit cents pétitionnaires attendent une réponse. A la demande d'André Dumont, la pétition fut envoyée au Comité de sûreté générale. La Convention, un moment inquiète sur les desseins des émeutiers, fut rassurée quand Rovère vint apprendre qu'une démonstration des troupes et les voies de douceur avaient éloigné le péril.

Il était évident que ce n'était qu'un coup d'essai, qu'on avait voulu, par cette démonstration, inspirer de nouveau au peuple le désir de se porter sur les dépositaires du pouvoir pour leur exposer ses besoins factices ou légitimes, afin de réclamer ensuite les mesures gouvernementales qui avaient toujours été si agréables à la populace et à ses meneurs. Le parti populaire était alors dans un état d'infériorité marquée; la bonne bourgeoisie, qui formait la classe élevée, avait repris son ascendant; le peuple n'avait plus aucun chef qui pût le conduire à la victoire contre le pouvoir; ses hommes les plus ex-

Digitized by Google

périmentés et les plus influents avaient succombé avec Robespierre; il ne lui restait plus que quelques hommes obscurs ayant une certaine influence sur un quartier, mais ne pouvant agiter toute une grande ville.

Prévoyant une attaque prochaine, le parti modéré résolut de prendre des mesures pour se trouver en état de résister dans un moment d'insurrection. Sièyes, qui commençait à reparaître avec éclat à l'Assemblée, proposa l'adoption d'une grande loi de police qui, à ses yeux, devait jeter la terreur parmi les agitateurs et rendre facile le rassemblement des forces nécessaires pour combattre l'émeute. Il demandait de déclarer séditieux tout rassemblement où l'on parlerait de porter atteinte à la fortune publique ou particulière, et qui aurait pour but de changer la forme du gouvernement, de rendre passibles de la déportation les membres d'un pareil rassemblement, et de charger les armes à la main toute réunion qui ne se disperserait pas après trois sommations. Toutes les sections voisines devaient se réunir lorsqu'elles entendraient sonner le tocsin à la cloche du pavillon de l'Unité des Tuileries, cloche qui seule devait demeurer suspendue; ce qui fit dire plus tard quand on entendait le tocsin : « Voici la messe de l'abbé Sièyes. » Si la Convention se voyait sous le coup de la violence, elle devait se dissoudre et se rendre à Châlons-sur-Marne, où tous les suppléants et les députés en congé avaient ordre de se réunir. Ce projet fut pris en considération, et on chargea le Comité de le formuler de manière à être converti en loi.

L'annonce de ce réglement de police, qu'on présenta au peuple comme un régime de la terreur organisée

Digitized by Google

contre lui, le procès qui allait commencer contre Collot, Billaud, Barrère et Vadier, le malaise général produit par la difficulté de se procurer du pain, tout agitait la populace. Des agents parcouraient les différentes sections et y colportaient des pétitions pour réclamer la liberté des patriotes et la mise à exécution de la Constitution de 1793.

Le 1er germinal (21 mars), une députation des sections des Quinze-Vingts et de Montreuil se présenta à la barre. « Les sections des Quinze-Vingts et de Montreuil, dirent-» ils, ne viennent donc vous demander pour mesures » générales ni déportation, ni effusion de sang contre tel » ou tel parti, moyens qui confondent la simple erreur » avec le crime; elles ne voient dans les Français que » des frères, diversement organisés, il est vrai, mais tous » membres de la même famille. Elles viennent vous de-» mander d'user d'un moyen qui est dans vos mains, et » qui est le seul efficace pour terminer nos tempêtes po-» litiques : c'est la Constitution de 1793. Organisez dès » aujourd'hui cette constitution populaire, que le peuple » français a acceptée et juré de défendre. »

La pétition était très insidieuse; elle ne demandait qu'une seule chose, rentrer dans la légalité et faire cesser le gouvernement exceptionnel. Mais la Constitution de 1793 était impraticable en plusieurs points, ce qui engageait les pétitionnaires à s'en contenter, sachant qu'avec elle les agitateurs et les terroristes obtiendraient tout ce qu'ils pouvaient désirer. Thibaudeau, président de l'Assemblée, ayant répondu d'une manière évasive, le représentant montagnard Châle demanda, conformément à l'article 124 de la Constitution, que la déclaration

Digitized by Google

des droits de l'homme et du citoyen fût exposée dans toutes les places publiques. Tallien répliqua vivement que la mise à exécution de la Constitution ne pouvait se faire alors sans danger.

Voyant l'Assemblée trop vivement impressionnée par ces paroles pour oser attaquer de front l'opinion que l'on venait d'émettre, Miaulle, sans proposer encore la pratique de la Constitution, en demanda du moins la publication, qui lui paraissait sans danger. Thibaudeau quitta alors le fauteuil pour montrer sinon les vices de la Constitution, du moins la nécessité de la fortifier par de bonnes lois organiques.

Legendre profita de l'enthousiasme causé par ce discours pour proposer la nomination d'une commission de onze membres, chargée de confectionner des lois organiques qui devaient régler la Constitution de 1793.

Cependant il se passait un grand tumulte au dehors. La multitude qui enveloppait la Convention et qui n'avait pas été admise dans son sein, vivement inquiétée d'une rumeur répandue, que ses députés avaient été maltraités, fit un appel aux faubourgs. Une lutte s'était d'ailleurs déclarée entre les hommes du peuple et la jeunesse dorée, dont trois muscadins furent jetés dans le grand bassin des Tuileries. Le danger pouvait devenir sérieux; les comités voyant douze cents jeunes gens armés de bâtons plombés qui s'offraient à eux, acceptèrent leur concours, et une charge vigoureuse sur cette multitude la dispersa et la fit refluer vers ses faubourgs.

Un grand bruit s'étant manifesté au dehors et ayant retenti au sein de la Convention au moment où Sieyes achevait son rapport sur la fameuse loi de police : « C'est

Digitized by Google

» une loi de sang! s'écrie la Montagne, c'est une loi mar-
» tiale! on veut faire partir la Convention de Paris. »
Malgré son émotion causée par le bruit du dehors, l'As-
semblée mit la loi aux voix, et elle fut adoptée. « On a
» trompé l'Assemblée! » s'écrie Duhem. Rassurée sur
les dispositions de la populace par l'arrivée de Clausel,
la Convention voit les attaques les plus violentes s'élever
contre une loi rendue si précipitamment. « La loi dicte
» aux représentants nationaux d'être fermes, » dit Tal-
lien; et on vote alors la loi article par article, presque
sans aucune discussion. Cependant les jeunes gens vain-
queurs demandent à avoir les honneurs de la séance, et
défilent devant les représentants.

Telle fut l'issue de la journée du 1er germinal, qui de-
vait influer si fortement sur les questions irritantes que
la Convention avait à résoudre le lendemain. Venait en
effet la grave discussion concernant la mise en accusa-
tion de Billaud, Collot, Barrère et Vadier. Robert Lindet
qui avait, avec les trois premiers, fait partie du Comité
de salut public sous le régime de la Terreur, demanda
à confondre sa cause avec la leur, et fit un très long dis-
cours pour exposer la situation dans laquelle ils s'étaient
trouvés, et l'activité qu'ils avaient mise dans tous leurs
actes. Carnot prit la parole le lendemain et expliqua
qu'il ne fallait pas conclure à la culpabilité de tel ou tel
membre du Comité de salut public, parce que sa signa-
ture se trouvait au bas des ordres les plus sanguinaires.

Prieur (de la Côte-d'Or) montra que si on voulait s'ar-
rêter à quelques points de détail, on devait le mettre
en accusation aussi bien que Billaud, Collot, Barrère et
Vadier.

Digitized by Google

Il y avait cependant une grande agitation au dehors. Au milieu de l'inquiétude générale causée par le bruit répandu qu'on voulait enlever les députés amis des travailleurs, afin de les faire mourir de faim, il n'arriva malheureusement à Paris que la moitié du pain nécessaire pour nourrir la capitale. Le matin, on ne put distribuer qu'une demi-ration, en promettant le complément pour le soir. Pendant que les femmes s'assemblaient en tumulte, se portaient sur la Convention et obtenaient que vingt d'entre elles seraient admises à la barre pour présenter leurs doléances, leurs maris, de la section des Gravilliers, quartier du Temple, s'étaient réunis illégalement et délibéraient sur les moyens à prendre pour secourir les femmes patriotes. Les comités prirent les mesures nécessaires pour la sécurité générale, réprimèrent la section, repoussèrent les femmes et profitèrent de la nuit pour arrêter les agitateurs les plus compromis.

Vivement impressionnée par ces mouvements, et devenue ainsi incertaine dans la marche du procès, la Convention sembla s'abandonner; plusieurs représentants proposèrent de suspendre la séance pour éviter la lutte. La majorité se montra décidée à passer outre, quoi qu'il pût arriver.

Enhardie par ces premiers mouvements, échauffée en outre par les vives discussions des sections pendant la décade du 10 germinal, la section des Quinze-Vingts présenta le lendemain, à la barre, une pétition menaçante : « Le peuple veut être libre ; il sait que, quand il » est opprimé, *l'insurrection est un de ses devoirs*... Nous » demandons qu'on emploie les moyens de subvenir à » l'affreuse misère du peuple, de lui rendre ses droits, de

Digitized by Google

» mettre promptement en activité la Constitution démo-
» cratique de 1793. Nous sommes debout pour soutenir
» la république et la liberté. »

La Convention traita les pétitionnaires avec d'autant plus de rigueur, qu'elle savait la multitude sans chef et sans plan; elle porta ainsi à son comble l'irritation des faubourgs, au sein desquels on répandit alors de bouche en bouche que le peuple se rendrait le lendemain en masse aux Tuileries pour empêcher la retraite de l'Assemblée à Châlons, pour l'obliger à rendre la liberté à tous les patriotes arrêtés, et à exécuter la Constitution de 1793. Le 12 germinal (1er avril), les meneurs surent si bien agir, qu'ils empêchèrent le peuple de recevoir sa ration de pain et le disposèrent à un soulèvement : la Cité se souleva la première; les quartiers du Temple et de Saint-Antoine l'imitèrent, et une foule immense de femmes, d'enfants, suivis d'hommes ivres armés de bâtons et portant sur leurs chapeaux ces mots : *Du pain et la Constitution de* 93, se dirigèrent sur la Convention.

Au lieu d'user de la fameuse loi de police pour arrêter vigoureusement le mouvement dont ils étaient prévenus, les comités n'avaient pris presque aucune mesure propre à protéger l'Assemblée, en sorte que le premier groupe populaire parvenu aux Tuileries n'ayant trouvé qu'un faible détachement pour défendre la Convention, le rompit facilement, enfonça les portes et entra dans la salle comme un torrent impétueux. Rassurés par le peu de précautions qui avaient été prises, les Montagnards, se croyant déjà vainqueurs, montrent ouvertement leur joie. Legendre veut parler, on lui impose silence; Merlin se dirige vers la tribune : « A ta place, » lui crient quel-

Digitized by Google

ques députés. « Ma place, répond Merlin, est au milieu » du peuple. Ces hommes viennent de m'assurer qu'ils » n'ont aucune mauvaise intention, qu'ils ne veulent » point imposer à la Convention. »

Le calme semblait un peu rétabli, lorsqu'un nouveau flot populaire vient se précipiter dans la salle et refluer jusque dans les derniers coins et sur les siéges des représentants. Le Montagnard Huguet parvient à faire entendre quelques mots au milieu du tumulte : « Je demande, » pour tranquilliser le peuple, *la liberté des patriotes* et » l'organisation de la Constitution. »

A peine a-t-il fini de parler, qu'on voit paraître un homme fameux dans les fastes révolutionnaires : c'était un nommé Varneck, qui était à la tête de la section de la Cité au 31 mai et au 2 juin : « Représentants, dit-il, » vous voyez devant vous les hommes du 14 juillet, du » 10 août et du 31 mai... Faites justice de l'armée de » Fréron et de ces messieurs à bâton. Et toi, Montagne » sainte, qui as tant combattu pour la République, les » hommes du 14 juillet, du 10 août et du 31 mai te ré- » clament dans ce moment de crise; tu les trouveras » toujours prêts à te soutenir et à verser leur sang pour » la République. » Puis il demande impérieusement la liberté des patriotes incarcérés depuis le 9 thermidor.

Une longue agitation succéda à ce discours. La Montagne l'approuva chaudement, et comme il rencontra des murmures parmi les modérés, l'imprudent Duhem demanda que celui qui avait quelque chose à blâmer dans ce discours le proclamât tout haut. Il s'établit bientôt entre les représentants une espèce de dialogue qui trahit toutes les pensées de la Montagne.

Digitized by Google

Persuadée qu'il était impossible de faire des décrets au milieu d'un pareil tumulte, et convaincue qu'il fallait se hâter de profiter de l'impression de crainte produite dans l'Assemblée pour lui arracher les lois qu'elle voulait, la Montagne engagea le peuple à se retirer : « Président, » s'écrie Duhem, engage donc les bons citoyens à sortir, » pour que nous puissions délibérer. » Il s'adresse aussi au peuple : « Le tocsin a sonné, lui dit-il, la générale a » battu dans les sections; si vous ne nous laissez pas dé- » libérer, la patrie est perdue. »

Le peuple se retira au moment où les jeunes gens et les sectionnaires bien armés arrivaient pour dégager la Convention. La majorité, libre alors et rassurée pour elle-même, ordonna à Boissy-d'Anglas de continuer son rapport sur les subsistances, rapport qu'il avait déjà commencé avant l'invasion populaire. Tout paraissait avoir repris son calme ordinaire; seulement, comme par manière de transition, quelques expressions irritantes étaient jetées au milieu du rapport. Les têtes s'échauffaient lorsque Isabeau dit que le député Auguis, chargé de parcourir les différents quartiers de Paris, avait été arrêté par les factieux : « Ce fait ne doit pas vous étonner, » dit Isabeau, car ce matin, entre dix et onze heures, un » homme placé à cette tribune, en face du président, » écrivait avec un crayon la liste des députés qui devaient » être proscrits. »

Il termina en proposant de traduire devant le tribunal criminel de Paris les *auteurs et instigateurs* des attentats contre la liberté des délibérations de la Convention.

La Montagne, effrayée d'une telle proposition, accusa les modérés avec une extrême violence : « Le temps

Digitized by Google

» des faiblesses est passé, » s'écrie Thibaudeau au milieu des applaudissements des centres. D'autres disent, en montrant la Montagne : « Les assassins du peuple, » les voilà! » Le décret proposé est adopté au milieu de ce tumulte général.

Après avoir caractérisé le mouvement du jour, André Dumont demanda la punition des Montagnards qui y avaient pris part : « On a voulu sauver aujourd'hui les » Billaud, les Collot, les Barrère; je ne vous proposerai » pas de les envoyer à la mort, car ils ne sont pas jugés, » et le temps des assassinats est passé, mais de les ban- » nir du territoire qu'ils infectent et agitent par des sédi- » tions. Je vous propose, pour cette nuit même, la dépor- » tation des quatre prévenus dont vous agitez la cause » depuis plusieurs jours. »

Les deux propositions furent admises : Billaud, Collot, Barrère et Vadier furent condamnés à la déportation, et Choudieu, Châle et Foussedoire frappés d'arrestation. On se rappela alors que Huguet avait pris la parole et s'était écrié : *Peuple, n'oublie pas tes droits!* que Léonard Bourdon avait présidé une section insurrectionnelle, que Duhem avait encouragé ouvertement les rebelles : ces trois représentants furent aussitôt décrétés d'accusation.

On proposa l'arrestation d'Amar, et on déclara qu'il aserit sur-le-champ transporté au château de Ham. Afin d'assurer l'exécution de ses décrets, la Convention mit à la tête des troupes Barras, Merlin (de Thionville) et le général Pichegru, qui venait de se couvrir de tant de gloire par la conquête de la Hollande.

Dès le matin, les représentants condamnés à la dépor-

Digitized by Google

tation et à la détention ayant été mis dans des voitures et dirigés par les Champs-Elysées, le peuple s'émut, environna les voitures, s'en empara, et disposa même des pièces de canon pour tirer sur ceux qui oseraient venir les saisir de nouveau. Pichegru, à la tête de quelques centaines de jeunes gens et de plusieurs bataillons de sections, marcha courageusement, malgré une fusillade assez vive et la décharge de deux coups de canon à mitraille, mit en fuite les insurgés, et les voitures partirent sans obstacle.

Le peuple s'étant porté à Notre-Dame et retranché là comme dans un lieu inexpugnable, pour délibérer sur un nouveau mouvement contre la Convention, Pichegru dispersa cette populace et dissipa quelques rassemblements qui s'étaient encore faits dans la section des Quinze-Vingts. A trois heures du matin, il se rendit à la barre de la Convention, où il ne dit que ces mots : « Repré-» sentants, vos décrets sont exécutés. — Le vainqueur » des tyrans, lui répondit le président, ne pouvait man-» quer de triompher des factieux. »

Cette tentative, surnommée le 10 juin de la Convention, à cause du souvenir du 20 juin de la royauté, fit une impression d'autant plus profonde qu'on apprit que, dans les grands centres de population, il y avait eu des mouvements analogues : Lyon, Avignon, Marseille et Toulon éprouvaient de grandes agitations. On disait que, le long du Rhône, il s'était formé des compagnies de terroristes déterminés, qui portaient l'épouvante dans les villes et les campagnes. A Marseille, ils étaient à peine contenus par les représentants et par la force publique; un magistrat d'Avignon avait été tué par un sicaire

Digitized by Google

de leur parti. A Toulon, il y avait plusieurs milliers de Montagnards prêts à agir, et ils s'étaient fait un grand nombre de partisans dans l'Arsenal ; douze mille ouvriers s'étaient soulevés ; beaucoup de personnes, sous prétexte d'émigration, avaient été assassinées : c'était l'anarchie en permanence.

Pour prévenir le retour de semblables désordres, la Convention enjoignit à tous les membres des administrations municipales, des comités révolutionnaires, des commissions populaires ou militaires, de surveiller tous les employés destitués depuis le 9 thermidor et de les obliger à se rendre dans leur commune respective.

Non contente d'exiger l'exécution de ce décret, la Convention ordonna encore de désarmer tous ceux qui avaient eu part à la tyrannie du 9 thermidor. Chaque municipalité ou chaque assemblée de section devait désigner tous les individus qui avaient pris part au terrorisme, et méritaient à ce titre d'être désarmés.

Convaincue qu'elle avait trop peu fait par l'incarcération des représentants renfermés au château de Ham, la Convention, pour ôter aux agitateurs leurs chefs montagnards, décréta, sur la proposition de Tallien, la détention de Cambon, le directeur des finances, l'adversaire irréconciliable des thermidoriens, qui avait, à ce qu'on assurait, dit le 12 au matin aux commis de la Trésorerie : « Vous êtes ici trois cents; en cas de péril, vous pouvez résister. » Il fut dénoncé pour ce fait. Thuriot, devenu Montagnard enragé après avoir été ardent thermidorien, fut considéré comme un chef de faction ; Crassous, l'un des soutiens les plus énergiques des Jacobins; Lesage, Ruault, Lecointre (de Versailles), remontés à la

Digitized by Google

crète de la Montagne; Maignet, l'incendiaire du Midi; Hentz, le terrible proconsul de la Vendée; Levasseur (de la Sarthe), qui avait contribué à la mort de Phelippeaux; Granet (de Marseille), l'instigateur des révolutionnaires du Midi, furent aussi condamnés à la détention.

Les membres de la Convention chargés de préparer les lois organiques de la Constitution, déclarèrent cette loi fondamentale tellement mauvaise, qu'on nomma une nouvelle commission, composée de onze membres, pour présenter un nouveau plan.

Telle fut, pour le parti populaire, la conséquence de l'insurrection du 12 germinal. Ses principaux chefs détenus, la Constitution populaire détruite, auraient dû lui apprendre que les émeutes seraient désormais contre lui. Et cependant il agitait toujours, poussait le peuple, le provoquait à de nouveaux dangers.

Le triomphe des thermidoriens paraissait aux royalistes un pas immense fait en leur faveur; dans le Midi surtout, ils avaient conçu les plus grandes espérances pour le rétablissement du trône. Les émigrés se pressaient sur nos frontières du sud-est; à Lyon s'étaient formées deux Sociétés, l'une dite *Compagnie du soleil*, pour la défense des principes de l'autorité royale; l'autre, sous le titre de *Compagnie de Jésus*, pour la défense des intérêts religieux. L'espèce de tolérance qui existait avait engagé plusieurs prêtres exilés à rentrer dans leur patrie, pour porter partout les consolations de la religion et raviver les principes du catholicisme, marier ceux qui avaient reçu la sacrilége bénédiction nuptiale des prêtres assermentés, et leur apprendre qu'il n'y avait qu'une seule et véritable autorité religieuse, celle qui

Digitized by Google

découle de la chaire de Pierre. Les peuples avaient, il est vrai, la liberté d'entendre la messe dans des lieux particuliers, dans des chambres; mais, transportant leurs regards sur le clocher de la paroisse, sur cette antique et vieille église qui les avait vus naître à la foi chrétienne, ils se demandaient pourquoi on ne la rendait pas à la religion. Des journaux prêchaient ouvertement la chute de la République et l'avénement infaillible de la monarchie. Lacroix, auteur du *Spectateur*, était acquitté des poursuites dirigées contre lui.

Les révolutionnaires, voyant arborer ouvertement un drapeau contraire à celui qu'ils avaient rêvé, étaient livrés à la plus grande exaspération; ils juraient que la Convention, dégradée, aurait son 31 mai; que les soixante-treize représentants seraient chassés honteusement, les modérés renvoyés avec eux, et que la Constitution de 93 triompherait. Tout était déjà préparé pour ouvrir les prisons et délivrer les prisonniers. On saisit le fil de la conspiration, et on en arrêta les principaux membres.

La découverte de ce complot produisit une profonde sensation dans toute la France. A Lyon, les compagnies du Soleil soulevèrent la bourgeoisie contre les terroristes; on se porta en tumulte aux prisons, on les envahit, on égorgea cinquante ou soixante terroristes, dont les cadavres furent jetés dans le Rhône. La garde nationale appelée pour protéger les victimes, se souvenant des maux qu'elle avait endurés, laissa faire. Le cœur est profondément affligé de voir des hommes estimables s'armer eux-mêmes du couteau des assassins pour venger les maux qu'ils ont soufferts en défendant les droits

Digitized by Google

de la justice, et souiller ainsi en quelques heures la gloire dont ils s'étaient honorés.

Quand la Convention menaça de punir les auteurs de ce malheur ou plutôt de ce crime, on rejeta tout sur les émigrés et sur les prêtres non assermentés, qui, assurait-on, avaient fanatisé le peuple. Chénier, connu comme lettré et surtout comme républicain, chargé de faire un rapport sur ce sujet, traça un tableau exagéré et souvent injuste des tentatives des émigrés et du clergé. Il proposa de faire traduire sur-le-champ tout émigré rentré devant les tribunaux, pour lui appliquer la loi; de considérer comme émigré tout déporté qui, étant rentré en France, y serait encore dans un mois; de punir de six mois de prison quiconque violerait la loi sur les cultes et voudrait s'emparer de force des églises.

Thibaudeau fit une observation sur ce qui concernait les cultes, et montra que les églises ne pouvant avoir d'autre destination convenable que celle du culte catholique, on calmerait des plaintes bien légitimes en les remettant au clergé, qui serait chargé de les entretenir. Tallien réclama, de son côté, en faveur des écrivains et de la liberté de la presse. Louvet, ce fougueux girondin, repoussa ces modifications et attaqua avec une extrême violence la royauté, qui avait pendant tant de siècles fait le bonheur de la France.

La Convention, qui s'était tracé une route entre l'ordre et le désordre, entre la terreur et la véritable modération, pensait se rendre forte en désarmant et poursuivant les patriotes, en renouvelant les lois contre les émigrés et les prêtres déportés, en instituant des peines contre les pamphlets royalistes, et elle ne voyait pas

Digitized by Google

qu'elle se plaçait dans une situation où bientôt elle n'aurait plus de partisans, dans un moment où elle allait être de nouveau attaquée. Instruite par l'événement du 12 germinal que l'excessive dissémination du pouvoir affaiblissait l'autorité dans les grands dangers, que la nécessité de réunir les comités pour se consulter les uns les autres, donnait à l'émeute le temps de se fortifier et d'arriver à ses fins, la Convention résolut de modifier le gouvernement. Thibaudeau demanda de réduire les attributions des comités à la simple proposition des lois, de remettre les mesures d'exécution exclusivement au Comité de salut public, d'ajouter la police à ses autres attributions, d'abolir le Comité de sûreté générale, enfin d'élever à vingt-quatre membres le Comité de salut public, ainsi chargé de tout le gouvernement. Cette espèce de dictature qu'on voulait rétablir, fut rejetée, et il fut décidé que les comités seraient réduits à la simple proposition des lois; que le Comité de salut public aurait les mesures d'exécution, mais que la police resterait au Comité de sûreté générale; que les réunions des comités n'auraient lieu que par envoi de commissaires; et enfin, pour se garantir toujours davantage de ce redoutable Comité de salut public qui faisait tant peur, on décida qu'il serait privé des propositions tendant à procéder contre un député.

Les assignats, autre grand embarras du gouvernement, faisaient enfanter une foule de propositions pour sortir de la fâcheuse situation où l'on se trouvait. Le premier moyen, celui de les mettre en proportion avec l'or et l'argent, semblait facile, parce que sachant, par exemple, qu'avec un franc en argent on se procurait ce

Digitized by Google

qu'on pouvait avoir pour dix francs en assignats, il semblait facile d'élever la valeur des assignats à celle de l'argent, et de faire payer les impôts, les fermages et les pensions sur ce prix. Ce moyen fut repoussé non-seulement parce qu'il renfermait une banqueroute déguisée, qu'il montrait aux débiteurs l'Etat manquant sans déshonneur à ses engagements les plus sacrés; mais encore parce que l'Angleterre, ayant beaucoup d'argent, pouvait faire à son gré varier nos fonds. La seconde proposition, qui adoptait pour terme de comparaison le blé, denrée de première nécessité, présentait à peu près les mêmes inconvénients, puisque le blé n'a pas une valeur fixe, et que cette valeur dépend des années, des circonstances ; il aurait donc fallu aussi varier les assignats avec le temps. Bourdon (de l'Oise) proposa de faire rentrer les assignats dans les coffres de l'Etat, de tripler l'estimation des biens nationaux qui avait été faite en 1790, et de les offrir en assignats à tous ceux qui voudraient les prendre. Il pensait qu'en donnant ainsi les biens au quart de leur valeur, on trouverait des acquéreurs. En peu de temps on pouvait ainsi faire disparaître presque tous les assignats de la circulation et remettre les finances dans un état normal. Si, par ce projet, l'Etat perdait beaucoup, du moins il faisait honneur à sa loyauté et sortait de l'une des plus grandes difficultés où il se fût trouvé. Ce plan avait été accepté comme le plus honorable et le plus facile. Mais de graves événements se préparaient, qui devaient changer beaucoup de projets.

Loin de regarder le triomphe de la Convention au 12 germinal comme définitif, le peuple voyait, dans l'abus

Digitized by Google

que l'Assemblée avait fait de sa victoire, un motif d'espérance. Depuis le fameux rapport de Chénier, la Convention avait perdu la confiance et l'appui des royalistes et des catholiques, auxquels elle avait fait une guerre injuste et acharnée. C'était pour les patriotes un gage de succès de plus dans un moment où l'irritation du peuple était à son comble, à cause de la misère et de la honte de la nation. Aubry, qui avait remplacé Carnot, désorganisait l'armée, et par ses plans de campagne lui préparait des défaites. Le discrédit des assignats introduisait dans les finances un désordre irremédiable, et les variations si grandes et si rapides que subissait la valeur du papier-monnaie le faisaient repousser; le manque de précaution exposait la capitale à la famine. Le peuple, arrêté à la porte des boulangers et des bouchers, pouvant à peine obtenir trois onces de pain et quatre onces de viande, se livrait aux plus grandes imprécations contre les riches, contre les agioteurs, et regrettait la Terreur.

Persuadés que le défaut d'ensemble avait fait échouer les précédents soulèvements, les obscurs chefs populaires rédigèrent un plan d'insurrection, l'imprimèrent et le distribuèrent.

Leurs moyens n'avaient pas exigé grands frais d'imagination; toujours le même plan : pousser en avant les femmes et les enfants, sur lesquels on n'osait tirer, les faire suivre des sections armées au hasard de fusils, de sabres, de bâtons; toute la population de Paris invitée à se rendre en masse pour marcher sur la Convention. Les faubourgs Saint-Antoine, Saint-Marceau, du Temple, la Cité, répondirent à cet appel solennel du peuple. Le

Digitized by Google

bruit des cloches dont les patriotes avaient pu disposer, mêlé au chant de *la Marseillaise*, au cliquetis des armes, aux hurlements de la multitude, tout annonçait une grande journée.

Le peuple surprit la Convention délibérant sur les moyens de le réprimer, mais nulles mesures n'étaient prises pour repousser les insurgés et les contraindre à respecter la représentation nationale. Isabeau donnait lecture du manifeste de l'insurrection, qui fut accueilli par de bruyants applaudissements des tribunes remplies de patriotes, lorsqu'on entendit dans le lointain les flots de populace qui s'avançaient comme un torrent vers l'Assemblée.

Les orateurs se succédaient à la tribune pour proposer des moyens de salut : on rendit la Commune responsable des événements de la journée; les chefs d'attroupements furent mis hors la loi, et l'Assemblée se déclara en permanence jusqu'au rétablissement de la tranquillité publique. Il ne suffisait pas de rendre ces décrets, il fallait aussi avoir les forces nécessaires pour les faire exécuter.

Une députation de la section Bonconseil présenta une adresse mesurée où, après avoir exprimé les besoins du peuple, on lisait : « C'est par la justice et l'équité qu'il » faut rétablir la confiance publique, que les mesures » révolutionnaires détruisent, bien loin de la comman- » der. »

Après cette lecture, les tribunes firent retentir le mot d'ordre : « Du pain ! du pain ! » Un mouvement inaccoutumé se manifesta dans l'Assemblée : « Est-ce que la » Convention aurait peur? » s'écria Châteauneuf-Randon.

Digitized by Google

« — Sachons périr, s'il le faut, » répondit Ferraud, dont la tête devait, quelques heures après, être promenée au bout d'une pique. Le président, apercevant un général à la barre : « Général, faites respecter la Convention. »

Alors quelques jeunes gens armés de fouets et quatre fusiliers escaladent les tribunes occupées par le peuple et les font évacuer. Cependant on entend à la porte de la salle frapper à coups redoublés; le bruit des platras qui se détachent et se brisent en tombant, retentit d'une manière sinistre : la porte cède enfin. Mais pendant que le peuple entre par cette porte, la section de Grenelle pénètre par l'autre, et une lutte s'engage au sein même de l'Assemblée, sous les yeux des représentants impuissants, qui s'étaient retirés au sommet des degrés les plus élevés. La foule, un instant repoussée, revient bientôt plus nombreuse et se rend de nouveau maîtresse de la place. Chassée une seconde fois, elle reparaît encore, et des hommes armés se présentent aux cris mille fois répétés : *Du pain! du pain!* Un député veut se sacrifier pour les arrêter.

« Tuez-moi, disait Ferraud en découvrant sa poitrine, » tuez-moi, si vous voulez du sang; mais vous n'entrerez » dans la salle qu'après avoir marché sur moi. » On le foule aux pieds, et c'est à peine s'il peut se relever, couvert de blessures.

Un coup de feu étant parti au hasard et ayant tué un jeune homme nommé Mailly, les fusils, les sabres, les baïonnettes, les lances se dirigent vers la poitrine du président, l'impassible Boissy-d'Anglas, qui eût péri si l'héroïque Ferraud ne se fût élancé au fauteuil pour couvrir de son corps le chef de la Convention. Un officier

Digitized by Google

qui l'aide à escalader la tribune, donne un coup de poing à un homme du peuple qui le retenait par son habit. Pour se venger, celui-ci tire un coup de feu dont Ferraud est atteint à l'épaule : « Ferraud ! Ferraud ! » répète-t-on au milieu du groupe populaire. L'infortuné jeune homme est aussitôt saisi et entraîné hors de l'Assemblée ; sa tête, détachée du tronc, est bientôt rapportée dans l'enceinte au bout d'une pique ; un misérable la promène comme un trophée et l'approche du président, qui se découvre et salue une tête amie.

Après qu'un canonnier eut lu le manifeste du peuple au milieu du tumulte, des trépignements, des injures adressées aux députés, les hommes armés des faubourgs montent aux degrés élevés où siégent les représentants et les contraignent à descendre dans l'hémicycle. Là, privés de liberté par la populace, les représentants ouvrent une espèce de délibération. Romme et Duroi demandent qu'on ordonne *l'élargissement des patriotes et des députés illégalement arrêtés au* 12 *germinal*. — « Adopté ! » crie-t-on de toutes parts, sans savoir si les députés votent ou non. Goujon propose de *remplacer les comités par une commission extraordinaire*. Bourbotte, Prieur (de la Marne), Duroi et Duquesnoi sont désignés sur-le-champ : ils acceptent cette périlleuse et difficile mission et sortent pour la remplir.

A neuf heures du soir, longtemps après que la cloche de l'Unité avait sonné la messe de Sièyes, comme on disait alors, Legendre, Kervelegan et Auguis, qui avaient dû attendre pour réunir les forces suffisantes, afin de tenir tête à la rébellion, s'avancent en bon ordre. Legendre traverse avec peine la multitude et pénètre dans la salle ;

Digitized by Google

il monte à la tribune et dit d'une voix forte et élevée : « J'invite l'Assemblée à demeurer ferme, et les citoyens » qui sont ici à se retirer. — A bas ! à bas ! » s'écrie-t-on de toutes parts. Il se retire alors pour se mettre à la tête des sections. Vainement les membres improvisés de la commission essaient de s'emparer du pouvoir et ordonnent, au nom de la loi, aux sectionnaires de se retirer; Legendre, Kervelegan, Auguis et Raffet, commandant de la garde nationale, méprisant cet ordre, s'avancent à la tête des troupes pour faire évacuer la salle. A la demande que lui fait Prieur (de la Marne) s'il a reçu du président l'ordre de marcher, Raffet lui répond : « Je » ne te dois aucun compte, » et il avance toujours. La foule désarmée cède; mais les hommes armés résistent un moment, ont même l'avantage : ils poussent un cri de victoire. Secourus par un renfort, les sectionnaires marchent au pas de charge et la baïonnette basse, et contraignent la multitude à fuir par les fenêtres, les portes, les tribunes; en un moment il ne reste plus dans la salle que les représentants.

Le premier soin de l'Assemblée fut de rapporter les décrets proposés et rendus sous la pression de l'émeute.

On déclare nul d'abord tout ce qui s'était fait, et l'on brûle les minutes des décrets, afin qu'il n'en reste aucun vestige; les regards se portent ensuite menaçants vers les députés Montagnards qui ont favorisé la populace : « Il » n'y a plus, s'écrie Thibaudeau, il n'y a plus d'espoir de » conciliation entre nous et une minorité factieuse; puis- » que le glaive est tiré, il faut la combattre et profiter des » circonstances pour ramener à jamais la paix et la sé- » curité dans le sein de cette Assemblée. Je demande que

Digitized by Google

» vous décrétiez sur-le-champ l'arrestation des députés » qui, trahissant tous leurs devoirs, ont voulu réaliser » les vœux de la révolte et les ont rédigés en lois. »

Aussitôt Rhul, Romme, Duroi, Albitte, Goujon, Duquesnoi, Soubrany, Peyssard, Bourbotte, Prieur (de la Marne), qui avaient pris une part plus ouverte à l'insurrection, sont traînés à la barre. Les mesures de justice ne s'arrêtent pas là. « Je demande, s'écrie une voix, l'arres- » tation de Lecarpentier, bourreau de la Manche..... De » Pinet aîné, s'écrie une autre voix, bourreau des habi- » tants de la Biscaye... De Borie, s'écrie une troisième » voix, dévastateur du Midi, et de Fayau, l'un des ex- » terminateurs de la Vendée. » Ces propositions sont décrétées aux cris de : « *Vive la Constitution! vive la* » *République!* — Il ne faut plus de demi-mesures, dit » Tallien : le but du mouvement d'aujourd'hui était de » rétablir les Jacobins et surtout la Commune; il faut » détruire ce qui en reste; il faut arrêter Pache et Bou- » chotte. Ce n'est là que le prélude des mesures que le » comité vous proposera.

» C'est Rhul, Romme et Duroi qui ont demandé du » silence pour faire ouvrir la délibération; c'est Albitte » qui a fait nommer un bureau; c'est Goujon et Duques- » noi qui ont demandé la suspension des comités et la » formation d'une commission extraordinaire de quatre » membres; c'est Bourbotte et Prieur (de la Marne) qui » ont accepté, avec Duroi et Duquesnoi, d'être les mem- » bres de cette commission; c'est Soubrany que les re- » belles ont nommé commandant de l'armée parisienne; » c'est Peyssard qui a crié victoire pendant l'action. »

L'arrestation de Robert Lindet, demandée par quelques membres, est repoussée par la majorité. Après

Digitized by Google

ces mesures, on ordonne de nouveau le désarmement des terroristes; on décrète que le quintidi prochain (dimanche 24 mai), les sections s'assembleront et procéderont sur-le-champ au désarmement des assassins, des buveurs de sang, des voleurs et des agents de la tyrannie qui précéda le 9 thermidor; on les autorise même à faire arrêter ceux qu'elles croiront devoir traduire devant les tribunaux.

Trois heures du matin venaient de sonner, Paris était tranquille, l'Assemblée alla prendre du repos pour avoir la force de supporter les événements du lendemain.

A la nouvelle que les décrets rendus la veille avaient été cassés, tout le peuple des faubourgs, les quartiers du Temple et de la Cité s'émeuvent et prennent les armes; et cette fois ce n'est point une populace armée de bâtons, des hommes mêlés à des femmes et des enfants, c'est la garde armée de plusieurs sections qui s'avance en silence, précédée de pièces de canon dont le roulement sourd retentit jusqu'au sein de la Convention et la saisit d'un mouvement de stupeur : « Représentants, s'écrie » Legendre, soyez calmes et demeurez à votre poste. La » nature nous a tous condamnés à mort : un peu plus » tôt, un peu plus tard, peu importe. »

Tous les membres de la Convention reprennent leur siége en silence, comptant peu sur les sectionnaires réunis dans la cour. Des membres ayant proposé d'aller au milieu des insurgés pour rapprocher les rebelles et les fidèles, les commissaires se mêlent aux sectionnaires des faubourgs, tâchent de les gagner, pendant qu'une députation présente ses réclamations en faveur du peuple plongé dans la misère.

Le président répond avec fermeté aux pétitionnaires,

Digitized by Google

leur dit que l'Assemblée se préoccupe vivement des subsistances et leur donne lecture d'un décret qu'elle vient de rendre. Il ajoute que la Convention examinera leurs propositions et les jugera dans sa sagesse.

Les sections insurgées, se voyant environnées d'une force imposante, parurent satisfaites des réponses de la Convention et se retirèrent vers onze heures du soir.

La Convention, rendue au libre exercice de sa puissance, ordonna la formation d'une commission militaire, pour juger et faire exécuter sur-le-champ tous les prisonniers faits aux rebelles pendant la journée du 1er prairial; elle convertit en décret d'accusation le décret d'arrestation rendu contre Duquesnoi, Duroi, Bourbotte, Prieur (de la Marne), Romme, Soubrany, Goujon, Albitte aîné, Lecarpentier (de la Manche), Pinet aîné, Borie et Fayau.

Au moment où l'on conduisait l'assassin de Ferraud à la guillotine, le peuple du faubourg Saint-Antoine l'arrache des mains du bourreau, lui accorde un asile et se prépare à le défendre. La Convention, qui disposait alors de forces imposantes, six mille dragons, vingt-cinq mille sectionnaires, trois ou quatre mille jeunes gens, ordonne de faire respecter la loi. Le faubourg Saint-Antoine ayant été investi, le peuple comprit qu'abandonné à lui-même, sans chef, sans appui, il ne pourrait soutenir la lutte contre la force armée; il céda et livra ses canons.

Les journées de prairial sont des plus importantes de nos annales révolutionnaires, parce qu'elles consacrent réellement le règne de la bourgeoisie et le triomphe des classes moyennes sur les classes ouvrières. Le peuple ne

Digitized by Google

se releva pas de cette défaite. Aujourd'hui la lutte existe de nouveau entre la bourgeoisie et le parti populaire; la bourgeoisie est demeurée maîtresse grâce à une main vigoureuse. Son triomphe sera-t-il de longue durée? personne ne peut le dire.

La Convention montra alors d'autant plus d'irritation, que ce nouveau mouvement coïncida avec celui de Toulon, où les démocrates agitaient le peuple, arrachaient, pour les mettre à mort, les hommes accusés d'émigration, se précipitaient sur Souliès, s'emparaient de quinze personnes pour les massacrer et ouvraient les prisons où les patriotes se trouvaient détenus. Maîtres de Toulon, ils tentèrent un coup de main sur Marseille; ils échouèrent, il est vrai; mais cette tentative des Montagnards du Midi produisit une grande impression sur la Convention, qui prit de nouvelles mesures de rigueur. L'arrestation des représentants Charbonnier, Escudier, Ricord et Salicetti, accusés d'agiter le Midi, fut ordonnée, et on les envoya à la commission militaire chargée de juger les fauteurs et les complices de l'insurrection du 1er prairial. On envoya au tribunal d'Eure-et-Loir l'ex-maire Pache, son gendre Audouin, l'ancien ministre Bouchotte, ses adjoints d'Aubigny et Hassenfrotz, enfin les trois agents principaux de la police de Robespierre, Héron, Mœraliand et Clémence.

Billaud, Collot-d'Herbois et Barrère, condamnés d'abord à être déportés, furent jugés à mort; ils eussent sans doute été exécutés, s'ils n'avaient déjà été embarqués pour le lieu de la déportation. Robert Lindet, protégé jusqu'alors par ses services, fut frappé d'arrestation; le peintre David, que son génie avait fait absoudre,

Digitized by Google

fut arrêté avec Jagot, Elie Lacoste, Lavicomterie, Duborran et Bernard (de Saintes).

Tels étaient les sacrifices qu'on crut devoir faire pour venger la Convention outragée et apaiser les *mânes de Ferraud*, qui reçut des funérailles aussi magnifiques que celles des rois.

Les juges-commissaires se montrèrent très sévères à l'égard des représentants soumis à leur tribunal. Il n'y eut d'acquitté que Forestier.

Toujours dominés par cet horrible préjugé, qu'il est plus honorable de s'ôter la vie à soi-même que de porter sa tête sur l'échafaud, les condamnés, bien qu'ils n'eussent qu'une paire de ciseaux et un couteau qu'ils avaient cachés dans la doublure de leurs habits, se donnèrent la mort. « En descendant l'escalier, Romme se frappe le premier, et, craignant de se manquer, il se frappe plusieurs fois encore au cœur, au cou, au visage; il transmet le couteau à Goujon, qui, d'une main assurée, se porte un coup mortel et tombe sans vie. Des mains de Goujon l'arme passe à celles de Duquesnoi, Duroi, Bourbotte et Soubrany. »

Duroi, Bourbotte et Soubrany n'ayant pas réussi à se tuer, furent portés tout sanglants à la guillotine et y firent entendre encore des paroles de sang, des mots pleins de passions désordonnées.

Le parti montagnard fut entièrement détruit alors. Tous les vestiges de la Terreur disparurent. Le tribunal révolutionnaire, presque réduit à un tribunal ordinaire par la loi du 8 nivôse, fut définitivement aboli, et les accusés furent déférés aux tribunaux criminels, jugeant d'après la procédure de 1791. Les conspirateurs seuls

Digitized by Google

étaient soumis à une juridiction martiale et n'avaient pas le droit d'appel. La garde nationale fut réorganisée de manière à n'être composée que des seuls amis de l'ordre. Les ouvriers, les domestiques, les citoyens peu aisés, enfin ce qu'on nomme peuple en fut exclu. Pour rendre hommage à la liberté des cultes et répondre aux désirs de la masse de la population, on restitua les églises au clergé. Malheureusement la plupart furent remises à la disposition des prêtres assermentés, qui se disaient catholiques, tout en refusant de se soumettre aux lois de l'Eglise universelle.

§ X. *Etat des armées depuis le commencement de l'année 1795 jusqu'à l'établissement du Directoire. — Affaires intérieures (21 mai - 28 octobre 1795).*

La campagne de 1794, commencée sous de mauvais auspices, avait été terminée par les succès les plus glorieux. Nous étions vainqueurs sur tous les points, au nord et au midi. Nimègue, qui avait retardé un moment la marche de nos armées, avait été emporté le 8 novembre. La Hollande était presque entièrement à nous; nous nous trouvions maîtres absolus de la navigation des trois grands fleuves, le Rhin, l'Escaut et la Meuse. Nous avions privé l'Angleterre de sa plus puissante alliée, et nous étions à même de prendre l'Allemagne à revers. Malgré ses succès, notre armée était alors dans la plus triste situation; car, depuis longtemps, elle n'avait plus de tentes pour s'abriter : elle bivaquait sous des branches d'arbres, au commencement d'un hiver rigoureux. Les soldats manquaient de souliers, s'enveloppaient les pieds avec des

Digitized by Google

tresses de paille, ou se couvraient avec des nattes en place de capotes. Les officiers, soumis au régime du soldat, marchant à pied, portant le sac sur le dos, mangeant le pain de munition et vivant des hasards de la guerre, payés en assignats, recevaient huit ou dix francs effectifs par mois; ceux qui avaient quelques secours de leurs familles ne pouvaient guère en faire usage, parce que tout était acquis à l'avance par l'administration française.

Malgré ce dénûment et les rigueurs de l'hiver, le soldat montrait le plus grand zèle et demandait à marcher en avant. La Hollande, pays coupé par une multitude de bras de fleuves et de canaux plus bas que la mer, et qui avait échappé à Louis XIV en rompant les digues et en couvrant le pays d'eau, paraissait impossible à conquérir, quand l'hiver vint enchaîner les eaux et rendre si forte la glace de la Meuse, qu'on pouvait la traverser avec des canons. Pichegru, profitant d'un avantage que la fortune lui offrait, franchit un obstacle ordinairement invincible, et le 8 nivôse (28 décembre), par un froid de dix-sept degrés, il se présenta sur trois points, surprit les Hollandais presque engourdis par le froid, et les défit complétement.

Vaincus de toute part, les Hollandais opérèrent leur retraite avec tant de précipitation, qu'ils ne songèrent pas même à défendre le Wahal qui n'était pas entièrement gelé. Les Hollandais s'agitant alors, manifestèrent le désir de repousser le joug du stathouder et des Anglais.

Epouvanté de ces dispositions, le stathouder songea à négocier, offrit une trève, la neutralité et une indemnité pour les frais de guerre. La trève fut repoussée, et les

Digitized by Google

offres de paix furent déférées au Comité de salut public. Plusieurs autres nations commençaient aussi à montrer des dispositions pacifiques. L'Espagne, voyant nos armées maîtresses du Guipuscoa, et le général Moncey s'avancer sur Pampelune, faisait des propositions de paix. La Prusse, lassée de son alliance avec l'Autriche, et revenue de ses espérances, demandait aussi à traiter; à la diète de Ratisbonne plusieurs Etats de l'empire, fatigués d'une guerre qui les intéressait peu, sollicitaient la même faveur; l'Autriche elle-même, se sentant incapable de relever seule le trône de Louis XVI, penchait vers la paix.

Au lieu de négocier, le Comité de salut public prescrivait à nos armées de pousser les ennemis, et donnait à Pichegru l'ordre de marcher en avant.

Le stathouder aurait dû abandonner quelques-unes de ses villes et réunir ses troupes à celles de Walmoden : cette jonction eût rendu les deux généraux capables de tenir tête aux républicains réduits alors au dernier dénûment. Le stathouder n'ayant pas prévu que la glace serait tellement forte, qu'elle présenterait une route sûre et facile aux Français pour se porter dans des lieux que, dans toute autre saison, on pouvait aisément rendre inaccessibles, aima mieux essayer de couvrir quelques places maritimes. Les Français franchirent la Meuse et le Wahal, et enlevèrent toutes les villes les unes après les autres. Lorsque Pichegru entra à Amsterdam, il fut reçu en triomphe et aux cris de *vive la République française! vive Pichegru! vive la liberté!!!* Ce n'était pas sans un étonnement mêlé d'admiration, que les Hollandais contemplaient nos soldats à demi-nus bravant les

Digitized by Google

rigueurs d'un hiver extrêmement rigoureux et gardant une discipline sévère. Ces braves, arrivés à Amsterdam, avaient réuni leurs armes en faisceaux et attendaient sans plaintes que la municipalité eût fixé leurs logements.

Le 1er pluviôse (20 janvier), le jour même où Pichegru entrait à Amsterdam, l'un de ses lieutenants, après s'être emparé de Gertruydenberg, traversait le Biesbosch gelé et entrait dans la ville de Dordrecht, où il trouvait six cents pièces de canon, dix mille fusils, des magasins, des vivres et des munitions pour une armée de trente mille hommes. La même division traversa ensuite Rotterdam pour entrer à La Haye, où siégeaient les Etats. Il ne restait plus que les provinces du Nord à conquérir. Les places situées sur le Zuyderzée paraissaient devoir être à l'abri d'un coup de main : telle était cependant la rigueur de l'hiver, que cette petite mer était elle-même changée en glace et tenait captifs une multitude de vaisseaux tant hollandais qu'étrangers; ce que jamais on n'avait vu, la cavalerie française fut envoyée pour surprendre la flotte et s'en saisir.

Telles étaient les opérations de l'aile gauche de l'armée française. L'aile droite, de son côté, franchissait l'Yssel et, chassant les Anglais devant elle, les poussait au-delà de l'Ems. Les provinces de Frise, de Drenthe et de Groningue se trouvèrent ainsi conquises, et les sept Provinces-Unies soumises aux armes victorieuses de la République.

Jamais conquête ne causa plus d'étonnement; on ne parlait en Europe que de la valeur de l'armée française, qui devait cependant ses succès plus encore à la rigueur

Digitized by Google

de la saison qu'à son intrépidité, car elle n'avait rencontré nulle part de difficulté; toute sa marche n'avait été qu'une course militaire. Mais il ne suffisait pas de conquérir, il fallait garder : c'était le point le plus difficile. Deux politiques étaient en présence : l'une voulait révolutionner la Hollande, y établir sans ménagement le gouvernement français, avec ses lois, son organisation civile et politique; l'autre consistait à laisser la Hollande absolument maîtresse d'elle-même, à ne porter aucune atteinte à ses sentiments, à ses lois fondamentales, à sa religion, à s'en faire une amie, une alliée intime plutôt qu'une sujette. C'est cette dernière politique qui prévalut.

Afin de rassurer les Hollandais, il parut une proclamation pour déclarer le stathouder antipathique à ses sujets, et ennemi de la France; pour saisir ses biens seuls à notre profit, comme indemnité des frais de guerre; pour rassurer les propriétés individuelles et nationales; enfin pour déclarer que l'intention des Français n'était point d'ôter aux Hollandais leur liberté, leur religion, leur gouvernement, mais qu'ils n'avaient d'autre but que de les délivrer de la tyrannie. Cette proclamation fut reçue avec reconnaissance. Les Etats se réunirent sous la présidence de Petter Paulus, ancien ministre de la marine avant le renversement du parti républicain en 1787. Cette assemblée proclama la souveraineté du peuple, abolit le stathoudérat et s'occupa activement de la confection d'une constitution.

Tandis que la nation hollandaise travaillait à se faire une constitution nouvelle, nos généraux demandèrent au gouvernement de Hollande des vêtements pour couvrir nos soldats, des chaussures, des vivres et des muni-

Digitized by Google

tions. La Hollande mit une sorte de courtoisie à satisfaire à toutes ces demandes. Comme nos soldats n'avaient d'autre monnaie que des assignats, il fut ordonné aux marchands d'accepter cette monnaie jusqu'à la somme de dix francs par homme et de la porter à la Banque, où on la leur remboursait au prix qu'ils l'avaient reçue. Jamais notre armée ne s'était vue aussi heureuse; elle était parfaitement traitée, on acceptait sa monnaie comme en France, rien ne lui manquait.

Les négociations entre le gouvernement français et le gouvernement hollandais commencèrent aussitôt. Les traités de paix entre des gouvernements purement démocratiques sont beaucoup plus difficiles à terminer qu'entre les autres gouvernements, parce que dans ceux-là tout doit se faire au grand jour, toutes les conditions doivent être connues.

Avec la faculté d'articles secrets, les causes de difficultés disparaissent, la honte du moins est voilée. Il est vrai que les conditions secrètes ne font pas toujours honneur aux nations, et qu'un peuple grand, généreux, devrait pouvoir avouer tous ses actes; mais cette grandeur chevaleresque n'est point dans l'esprit de la politique moderne. Souvent les conditions secrètes des traités sont nécessaires pour amener la paix. La République, ne voulant pas avoir cette infériorité sur les gouvernements absolus, résolut de conférer à quelques-uns de ses agents le droit de faire des conditions secrètes, qui ne seraient connues que du gouvernement et que la Convention s'engageait à garder. Rewbel et Sièyes, envoyés en Hollande avec des pouvoirs de cette nature, furent comblés d'honneurs par le gouvernement hollandais, et signèrent

Digitized by Google

la paix à La Haye le 27 floréal an III (16 mai 1795), sur un prétendu pied d'égalité. La république des Provinces-Unies fut reconnue et garantie libre et indépendante par la République française; il fut conclu une alliance offensive et défensive entre les deux Etats; la Hollande ne pouvait faire la paix avec l'Angleterre sans l'agrément de la France. Dès ce moment, les Provinces-Unies mettaient à la disposition de la France douze vaisseaux de ligne et dix-huit frégates, pour être principalement employés dans les mers du Nord, d'Allemagne et de la Baltique. Elles s'engageaient aussi à unir à l'armée française la moitié de leurs forces de terre, qui alors, il est vrai, étaient presque réduites à zéro. Les démarcations territoriales étaient déterminées ainsi qu'il suit: la France gardait toute la Flandre hollandaise. Par ce traité nous n'atteignions pas le Rhin, nous n'allions que jusqu'à l'Escaut; mais il est bon d'observer que, dans cette partie, le Rhin, la Meuse et l'Escaut se confondent tellement qu'il est difficile de les distinguer. Nous avions donc de ce côté notre ligne de défense. D'ailleurs, ce n'est pas par là que l'Allemagne cherche à franchir le fleuve pour faire invasion en France. Ce n'est guère qu'aux environs de Wesel que le Rhin devient une limite naturelle pour la France. Si la République française avait voulu occuper tout le terrain jusqu'au-delà du Wahal, la République hollandaise eût été réduite à rien et n'eût pas pu nous servir d'alliée sérieuse. Notre république se réservait le droit d'occuper Bois-le-Duc, Bergop-Zoom et Grave, dans le cas où nous aurions à faire la guerre soit en Zélande, soit du côté droit du Rhin. Afin de garantir aux deux peuples amis la libre navi-

Digitized by Google

gation des trois fleuves l'Escaut, la Meuse et le Rhin, le port de Flessingue demeura commun. La France, qui ne voulait pas s'arrêter dans ses conquêtes, s'engageait à donner aux Provinces-Unies des dédommagements territoriaux dans les pays qu'elle se proposait d'envahir.

Ce traité fameux, le premier grand traité que la République française ait signé, était extrêmement onéreux à la Hollande, qui perdait ainsi la moitié de sa flotte, en séquestre alors dans les ports d'Angleterre, et qui allait en outre se voir ravir toutes ses colonies; il contribuait plus qu'aucun autre à la grandeur de l'Angleterre, notre implacable ennemie, en ce qu'il augmentait sa flotte d'un grand nombre de vaisseaux, et que ses possessions des Indes allaient devenir un royaume vaste, florissant, plus riche, plus étendu et plus populeux que la métropole.

La République était encore entrée en négociations avec d'autres peuples. Le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, prince doué de plus d'imagination que de jugement, après avoir été le chevalier de la guerre, devenait alors le propagateur de la paix et mettait autant d'ardeur à la faire signer par tous les peuples, qu'il avait mis de vivacité pour faire déclarer la guerre. C'est à Bâle que s'ouvrirent les conférences pour la paix; elle fut signée, en effet, le 5 avril entre la France et la Prusse. Après les conventions banales et ordinaires de bonne amitié entre les deux peuples, la République restituait à la Prusse tout ce que nos troupes occupaient de son territoire sur la rive droite du Rhin. Quant à ce qu'elles tenaient sur la rive gauche, appartenant à ce royaume, il demeurait provisoirement en notre possession jusqu'à la paix générale avec les autres nations. La Prusse s'engageait de

Digitized by Google

plus à travailler à amener à la paix tous les princes de l'Empire, et à les détacher de la cause de l'Autriche, si cette nation voulait toujours persévérer dans les voies belliqueuses.

Ces promesses n'étaient pas vaines; non-seulement elles étaient dans le caractère de Frédéric-Guillaume, mais encore dans ses intérêts; car, en amenant les princes de l'Empire à traiter avec la République, il pouvait conserver l'espoir de recouvrer bientôt ses provinces situées sur la gauche du Rhin, ou d'avoir une indemnité.

Le traité de paix signé par la Prusse avec la France avait fait une immense sensation dans toute l'Allemagne. Les princes de l'Empire, voyant la coalition privée de deux puissants alliés, de la Hollande et de la Prusse, pensaient qu'il était de la sagesse de l'Empire de les imiter. Ce fut l'avis de la Diète, qui demanda formellement qu'on ouvrît des négociations avec la France, et ne consentit à accorder que des subsides conditionnels pour la guerre, afin d'arriver plus sûrement à la paix. Il y avait des intérêts trop complexes pour négocier facilement. Il était évident que les princes dont les terres étaient situées sur la gauche du Rhin, ne pourraient consentir à une paix qui leur ôtait la plus grande partie et quelquefois la totalité de leurs principautés. Et d'ailleurs, n'était-il pas effrayant pour l'Allemagne absolue de voir un gouvernement démocratique, non-seulement s'établir à ses portes, mais encore conquérir tant de terres, qu'il devenait menaçant pour le repos de l'Europe? Tout repoussait donc la possibilité de la paix avec l'Empire.

Cependant les peuples qui n'avaient pas voulu prendre part à nos démêlés, se félicitaient de leur neutralité.

Digitized by Google

Telle était spécialement la Suisse, qui s'enrichissait de nos dépouilles en demeurant fidèle à sa ligne politique, que les peuples égoïstes ont beaucoup trop admirée. Nous croyons que les nations, aussi bien que les individus, doivent placer plus haut leur gloire; que la véritable politique ne consiste pas à dire à ses voisins : Soyez justes ou coupables, pirates ou religieux observateurs des traités, monarchie ou république; changez de gouvernement quand et comment il vous plaira, peu m'importe; je ne m'en préoccupe pas, je m'occupe de moi et rien que de moi.

L'Italie revenait également à la paix. Le grand-duc de Toscane, entraîné par l'Angleterre qui avait menacé ses ports, avait consenti à la guerre. Mais, lorsqu'il avait vu nos troupes toucher à Gênes et maîtresses des défilés qui conduisent en Italie, il avait tremblé pour lui-même et s'était hâté de faire des ouvertures pour traiter avec nous. Les négociations à peine ouvertes furent terminées. Le grand-duc qui, pour faciliter la conclusion de la paix, avait en séquestre dans ses ports des vaisseaux français chargés de céréales, se hâta de les restituer, signa un traité de bonne amitié qui renouait avec la France les antiques relations des deux peuples, et le commerce interrompu se rétablit sur les anciennes bases.

La république de Venise, qui avait rappelé son ambassadeur de Paris, voyant la puissance toujours croissante de la France au-dehors, renoua aussi des relations diplomatiques avec notre république. Le Pape, qui avait tant souffert des maux que la religion avait éprouvés en France, ne pouvait toujours voir qu'un ennemi très redoutable en-deçà des monts.

Digitized by Google

L'Espagne, après avoir remporté quelques victoires sous les Pyrénées, avait vu son territoire entamé. Du côté de l'occident, le Guipuscoa, une partie de la Navarre étaient soumis et Pampelune menacé; aux Pyrénées-Orientales, nous nous étions avancés dans la Catalogne jusqu'au bord de la Fluvia. Ces pertes et de nouveaux désastres pour l'Espagne déterminèrent le favori à demander la paix, qui fut conclue le 24 messidor (12 juillet), aux conditions suivantes : la France restituait toutes les conquêtes que nous avions faites en Espagne, et, en compensation, nous obtenions les droits que l'Espagne avait sur l'île Saint-Domingue, droits illusoires, dont la France ne devait pas même être mise en possession. Cette paix fit une profonde sensation en France. L'Espagne, qui d'abord avait demandé la cession d'une petite principauté pour Louis XVII, au midi de la France, abandonnait absolument ce prince infortuné; l'une des puissances les plus attachées au principe de la légitimité et de la maison des Bourbons, reconnaissait la République : c'était un grand fait, une grande consécration du principe républicain.

Une négociation non moins importante s'était ouverte en France avec la Vendée et la Bretagne. Nous avons suivi la guerre de Vendée jusqu'à la paix de La Jaunaye; mais la guerre de Bretagne a été omise, parce que nous voulions la traiter sans interruption, afin de mettre le lecteur à même d'en mieux saisir les caractères. La Bretagne renfermait un grand nombre de contrebandiers, dont le plus fameux fut Jean Cottereau, dit Chouan, qui donna la première impulsion au soulèvement de son pays. Cet homme, extrêmement énergique, vit avec peine

Digitized by Google

la marche de la révolution, et surtout témoigna la plus vive horreur pour la levée en masse. Il souleva la garde nationale de Saint-Ouen contre les gendarmes venus pour faire exécuter le décret de la Convention, forma un corps de partisans qu'il plaça dans les forêts voisines, et se joignit aux Vendéens quand ceux-ci marchèrent sur Granville. Après la désastreuse journée du Mans, il se tint quelque temps en repos, mais il fut un des premiers à reprendre les armes en 1794. Il périt cette année, le 28 juillet, en protégeant la fuite de sa belle-sœur. Emporté par les siens, il fut enseveli dans le lieu de retraite ordinaire de ses soldats.

La chouannerie avait, pour succéder à Cottereau, un homme fameux que nous avons déjà vu jouer un certain rôle dans le soulèvement de l'armée du département de l'Eure pour la défense des Girondins. Puisaye, homme infatigable, se jeta alors dans la Bretagne, où il trouva des soldats énergiques. Afin de les attacher à sa personne et de se grandir à leurs yeux, il prit le nom de comte Joseph et accepta un genre de guerre différent de celui de la Vendée. Il divisa les gens qui suivaient ses drapeaux par bandes de trente, quarante et cinquante hommes, qui arrêtaient les courriers, les voitures publiques, les juges de paix, destituaient les maires, les fonctionnaires publics, et attaquaient de préférence les acquéreurs de biens nationaux. Les fermiers de ces biens n'étaient pas inquiétés; les chouans se contentaient d'exiger les fermages. Ils détruisaient ordinairement les ponts, brisaient les routes, coupaient les essieux des voitures pour empêcher le transport des vivres dans les villes. Quiconque favorisait les républicains, soit en les gui-

Digitized by Google

dant, soit en leur fournissant des vivres, attirait sur soi des rigueurs. Le but que l'on se proposait était moins d'occuper le pays que de le bouleverser et de le contraindre à se soulever tout entier. Puisaye pensait arriver ainsi à un soulèvement bien plus formidable que celui de la Vendée. Avec son activité infatigable, il parcourait tous les villages, se liait avec les hommes les plus actifs et les déterminait à établir des compagnies. Chaque canton formait une division secondaire, au-dessus de laquelle il y avait une division principale de tout le département. C'est ainsi qu'il était parvenu à former, des quatre départements du Morbihan, du Finistère, des Côtes-du-Nord et d'Ille-et-Vilaine, de grandes divisions, qui correspondaient toutes à un comité central qui représentait l'autorité suprême du pays.

Après avoir terminé cette organisation, il se résolut de passer en Angleterre pour y armer une flotte et y former une armée tant de Français émigrés que d'Anglais, espérant que, secondés par une armée franco-anglaise, les Bretons et les Vendéens triompheraient des républicains.

Le général Hoche, sorti des prisons le 9 thermidor, chargé du commandement des côtes de Brest, travailla à rétablir la discipline parmi les troupes, introduisit dans le plan de campagne qui avait été suivi jusqu'alors d'utiles innovations, substitua le système des camps retranchés à celui des cantonnements, se mit ainsi en sûreté contre les chefs de bandes trop faibles pour oser faire une tentative sérieuse contre ces camps, et se trouva toujours prêt à marcher contre les rassemblements qui pouvaient se porter sur quelque point. Cette tactique fut

Digitized by Google

jugée si habile, que bientôt les chefs bretons et vendéens résolurent de faire une paix simulée, afin de tromper les républicains et de les engager à éloigner une partie de leurs troupes. Hoche, politique aussi peu scrupuleux que grand capitaine, pensait que dans une guerre civile il faut avant tout agir sur l'esprit du soldat; tout en essayant de rétablir la discipline dans son armée, il y tolérait cependant certains vices qu'il croyait inséparables de l'état militaire, qu'il regardait même comme capables de donner plus d'élan au soldat; à ses yeux une discipline trop exacte faisait perdre l'ardeur et l'audace, compagnes de la liberté.

Tout parut bientôt pacifié; la situation politique, les événements de thermidor y contribuaient. Les décrets pacificateurs de la Convention répandus à profusion en Bretagne et en Vendée, l'élargissement des suspects soit à Nantes, soit à Rennes; la grâce accordée à M^me^ Bonchamps, qui fut sauvée par un décret de la mort prononcée contre elle; l'annulation de toutes les condamnations non exécutées, la liberté des cultes, la défense de dévaster les églises, l'élargissement des prêtres, la punition de Carrier et de ses complices, avaient produit sur le pays un effet très favorable à la pacification. Charette venait d'avoir une entrevue avec Canclaux et les représentants du peuple, par l'intermédiaire de sa sœur.

L'emprisonnement de la sœur d'un nommé Botidoux, l'un des principaux chouans du Morbihan, détermina celui-ci à voir le représentant Boursault, qui consentit à libérer la jeune Botidoux à condition que son frère écrirait à Bois-Hardi, jeune chouan intrépide qui passait pour le chef le plus redoutable de la chouannerie, pour

Digitized by Google

lui persuader qu'après les victoires des Français sur le Rhin et les demandes de paix par toutes les puissances, la lutte était impossible en Bretagne. Embarrassé de la réception d'une lettre si singulière, Bois-Hardi ne pouvant quitter les Côtes-du-Nord, centre de son commandement, pria le Comité central de se rendre auprès de lui, pour recevoir des communications très importantes. Le Comité se rendit à cet appel, conduit par Cormatin, major-général en l'absence de Puisaye, qui était alors en Angleterre. Dans le voisinage du lieu où se trouvait réuni le Comité breton, commandait un jeune général « hardi, brave, plein d'esprit naturel et surtout de cette finesse qu'on dit être particulière à la profession qu'il avait autrefois exercée, celle de *maquignon* : c'était le général Humbert. »

Ce général demanda une entrevue à Bois-Hardi et à Cormatin. A peine en conférence, Humbert et Bois-Hardi furent aussitôt en rapport d'amitié; ils reconnurent l'un et l'autre qu'en faisant de mutuelles concessions, on pourrait s'entendre pour la pacification. Cormatin, flatté de se voir l'objet d'une attention toute spéciale de la part des généraux de la République, consentit à une entrevue avec les généraux Hoche et Canclaux, pour traiter de la paix définitive. Le Comité central breton ayant témoigné un vif mécontentement, Cormatin répondit qu'il se proposait deux buts dans cette entrevue : d'abord duper les républicains, ensuite entendre Charette et concerter avec lui les opérations militaires, et même tenter Canclaux, l'ami d'enfance de Puisaye, et le gagner, s'il était possible, à la monarchie. Cormatin, qui se posait ainsi en habile diplomate vis-à-

Digitized by Google

vis des deux partis, ne savait pas bien lui-même le but qu'il poursuivrait dans l'entrevue arrêtée, incertain s'il tromperait ou les royalistes ou les républicains. Après avoir obtenu de Hoche la permission de visiter les uns après les autres les principaux chefs des chouans, et de voir Charette et Canclaux en compagnie du général républicain Humbert, il se crut le premier génie du monde.

La trève établie partout, les paroles de paix que Cormatin portait dans tous les lieux, le repos dont jouissaient des populations auparavant agitées, produisaient sur tout le pays un changement complet et amortissaient l'amour de la royauté dans beaucoup de cœurs. Plusieurs chefs plus habiles, voyant les conséquences de la prétendue politique de Cormatin, en écrivirent à Puisaye, pour le conjurer de hâter son retour.

Cormatin, mis en rapport à Nantes avec Canclaux, sentit bientôt son infériorité, car les républicains le dévoilèrent totalement et reconnurent qu'il n'y avait pas de franchise dans ses paroles; cependant ils consentirent à des ouvertures qu'ils savaient devoir tourner à leur avantage. En attendant, les Bretons et les républicains se voyaient et finissaient par s'entendre, ou du moins à n'avoir plus l'un pour l'autre cette vieille antipathie qui les poussait à la guerre. Dès l'ouverture des conférences Cormatin et Charette demandèrent dans une note : « la » liberté des cultes, des pensions alimentaires pour les » ecclésiastiques de la Vendée, l'exemption de service » militaire et d'impôt pendant dix ans, afin de réparer » les maux de la guerre; des indemnités pour toutes les » dévastations, l'acquittement des engagements contrac-

Digitized by Google

» tés par les chefs pour le besoin de leurs armées, le » rétablissement des anciennes divisions territoriales du » pays et de son ancien mode d'administration, la forma- » tion des gardes territoriales sous les ordres des géné- » raux actuels, l'exclusion de tous les habitants de la Ven- » dée qui étaient sortis du pays comme patriotes et dont » les royalistes avaient pris les biens, enfin une amnistie » commune aux émigrés comme aux Vendéens. »

Les représentants déclarèrent qu'ils ne pouvaient accéder à toutes ces demandes, mais qu'ils concéderaient « la liberté des cultes, des indemnités pour ceux dont » les chaumières avaient été dévastées, l'exemption de » service pour les jeunes gens de la présente réquisition, » au nombre de deux mille hommes seulement. »

Ils repoussèrent les autres conditions comme impossibles. Et afin de ne pas admettre que deux gouvernements réguliers avaient pu exister en même temps en France, ils dirent que les faveurs accordées aux Vendéens et aux Bretons ne seraient point renfermées dans un traité, ce qui suppose une sorte d'égalité, mais dans des arrêtés rendus par les représentants en mission; que les généraux vendéens signeraient une déclaration dans laquelle ils reconnaîtraient la république et s'engageraient à en suivre les lois.

Avant de signer ce traité, Stofflet, appelé à prendre part aux négociations, vint à La Jaunaye avec un grand nombre de ses officiers. Lorsqu'il apprit que la Bretagne était loin de poser les armes, et que Cormatin agissait en sens contraire des instructions qu'il avait reçues du Comité breton, il ne voulut plus entendre parler de paix. N'osant déclarer son intention en face au général Can-

Digitized by Google

claux, il lui fit dire qu'il n'acceptait pas ses propositions, et monta à cheval au cri de *vive le roi!* Charette accepta les conditions proposées par les représentants du peuple, et signa la convention avec Sapinaud, Cormatin et les autres officiers.

Les représentants, voulant agir sur l'esprit du pays, préparèrent à Nantes une entrée triomphale à Charette, regardé jusqu'alors comme le plus illustre des chefs vendéens. La population de Nantes se porta à sa rencontre et le reçut au milieu des transports de joie. Les royalistes crurent voir sur sa physionomie l'embarras et le remords qui déchiraient son cœur. Les républicains le trouvèrent joyeux, presque enivré de son triomphe, et ne doutèrent point que sa soumission ne fût sincère. Il répandit dans tout le pays des proclamations pour inviter à la paix. Les hommes voués à la guerre furent organisés en gardes territoriales, et on en laissa le commandement à Charette qui, en se chargeant de maintenir l'ordre, voulait avoir des troupes constamment en haleine, pour être prêt à reprendre les armes en faveur du roi, s'il se présentait une circonstance favorable.

Le traité de La Jaunaye, signé par Cormatin, avait eu un grand retentissement en Bretagne. Hoche mettait toute son application à le faire accepter, disait à la Convention qu'il fallait satisfaire les ambitieux, traiter le pays avec douceur, donner des secours aux malheureux, laisser la liberté du culte et gagner les prêtres les plus influents.

Hoche, tout en apportant le plus grand zèle à la pacification, conseillait en même temps de prendre des mesures militaires convenables; il voulait qu'on se ren-

Digitized by Google

dit maître de Jersey et de Guernesey, qu'on établît une chouannerie en Angleterre, et qu'on tentât de soulever l'Irlande, qui aurait pu donner de si vives inquiétudes aux Anglais; il suivait en même temps toutes les démarches de Cormatin, en qui il avait fort peu de confiance.

Le Comité royaliste de Paris était entièrement d'accord avec les pacificateurs et travaillait aussi à tempérer le soulèvement pour le faire éclater plus tard. On répandit dans toute la Bretagne des copies de lettres de Louis XVIII, qui mettait toute sa confiance dans Charette et approuvait sa conduite; on assurait que ce célèbre chef vendéen avait fait signer un article secret par lequel Louis XVII était reconnu roi de France, et qu'on n'attendait qu'une occasion favorable pour le faire proclamer. Cormatin, profitant habilement de ces bruits, parvint à réunir les principaux chefs bretons, leur fit un tableau de la situation et les conjura d'accepter la pacification. Stofflet, que nous avons vu repousser les conditions admises par Charette, était alors réduit à les solliciter lui-même.

En quittant les conférences de La Jaunaye, Stofflet avait déclaré Charette traître à la royauté et fait prononcer contre lui une sentence de mort. Une tentative malheureuse faite sur Chalonnes, la retraite de plusieurs de ses officiers, qui s'étaient secrètement vendus aux représentants pour soixante mille francs en numéraire et trois cent soixante-cinq mille en assignats, réduisirent Stofflet à l'extrémité. Privé de toutes ressources par la découverte du petit arsenal qu'il avait dans un bois, il envoya aux conférences de La Prévalaye le général Beau-

Digitized by Google

vais, qui, malgré la fâcheuse situation où son maître se trouvait réduit, soutint encore au milieu des chefs bretons la cause de la guerre. Mais l'opinion contraire avait la majorité. La paix fut conclue aux mêmes conditions que celle qu'avait signée Charette. Les chefs reçurent un million et demi, condition peu honorable pour eux. Il faut dire que Cormatin en reçut la plus grande part.

Le lendemain ce chef, traître à son parti, entra solennellement à Rennes, y fut reçu comme un pacificateur de la province, recueillant ainsi tous les profits d'une guerre qu'il n'avait pas soutenue. Quoique, avant de se rendre au lieu où devait se signer le traité de paix, il eût juré, en brandissant son sabre en présence des chefs royalistes, de reprendre les armes à la première occasion, il fut toujours regardé comme un perfide. Aussi n'osa-t-il d'abord sortir de Rennes, de peur d'être fusillé par les mécontents, et il n'écrivait plus à Puisaye, qui était profondément affligé d'avoir donné sa confiance à un pareil chef.

Cette première pacification de la Vendée et de la Bretagne porta un coup funeste au parti royaliste et à la guerre qu'il voulait soutenir, en affaiblissant les courages, en ôtant la confiance dans les chefs et en faisant naître une espérance vague de voir la Convention replacer Louis XVII sur le trône, sans aucune secousse. On se persuadait que la guerre, loin d'avancer les affaires de la royauté, ne ferait que les retarder. Beaucoup de mémoires du temps assurent que les représentants du peuple avaient formellement promis le rétablissement de la royauté en faveur de Louis XVII, fait très invraisemblable qui a été contredit.

Digitized by Google

Tous les ennemis de la République se détachaient donc successivement de la ligue formée contre elle et semblaient concourir à la consolider. Nous avons vu la Hollande, la Prusse, une grande partie de l'Italie, l'Espagne, faire leur paix avec elle; les royalistes eux-mêmes avaient traité. Il ne restait donc plus que l'Autriche et l'Angleterre, car nous ne devons pas compter le roi de Naples, trop peu puissant et trop éloigné de la République pour inquiéter sérieusement la France.

Si l'Angleterre, toujours notre implacable ennemie, avait perdu beaucoup dans la dernière campagne, si elle avait dépensé des sommes énormes pour subventionner la Prusse, le Piémont et l'Autriche, si nos corsaires lui avaient enlevé beaucoup de navires, — le monopole du commerce que la guerre lui donnait, les colonies nombreuses qu'elle ajoutait à ses domaines de l'Inde étaient un encouragement à la guerre pour Pitt, qui prévoyait l'étonnante grandeur de sa nation, sans cependant oser le proclamer du haut de la tribune, de peur d'inquiéter la jalousie des autres Etats. Sans doute, il en devait coûter un peu à sa patrie; mais devait-elle reculer devant quelques sacrifices, lorsque les avantages réels allaient être si grands? La paix devant arrêter tout à coup la grandeur exorbitante de l'Angleterre, Pitt dit : La guerre continuera. Ne pouvant plus compter sur un aussi grand nombre d'alliés, il fit reposer la guerre sur trois grands pivots : l'Autriche, l'Angleterre, et l'émigration prêtant son appui à la Vendée et à la Bretagne.

L'Autriche qui, malgré la défection de plusieurs princes de l'Empire, était déterminée à continuer la guerre, avait des hommes, mais elle n'avait point de finances.

Digitized by Google

Ni la Suisse, ni Francfort, ni la Hollande ne pouvant lui fournir l'argent dont elle avait besoin, l'Angleterre s'en chargea, garantit l'intérêt d'un emprunt de cent quinze millions de francs à cinq pour cent, emprunt que les capitalistes couvrirent très rapidement et préférèrent même à celui de l'Angleterre de deux cent cinquante millions, parce que ce dernier n'était qu'à quatre pour cent. A ces conditions, l'Autriche s'engageait à mettre deux cent mille hommes sur pied.

Persuadé que la mer est l'élément de la puissance réelle de sa patrie, Pitt résolut d'augmenter le nombre des vaisseaux anglais et de porter les marins de quatre-vingt mille à cent mille. Afin de recruter des hommes exercés, il préleva un homme sur sept de tous les équipages de commerce. Si les négociants voyaient le nombre de leurs matelots diminuer, ils étaient assurés d'avoir une puissante protection contre nos corsaires, et un débouché pour les produits de l'industrie manufacturière et de l'agriculture.

C'est avec ces vastes projets que Pitt se présenta au parlement anglais et y soutint, contre Fox et Shéridan, une lutte mémorable, une joute de tribune qui passe, aux yeux des connaisseurs, pour l'une des plus grandes des fastes constitutionnels. Pitt raviva, dans la nation anglaise, cette haine profonde et presque indestructible qui depuis si longtemps divise les deux nations. Il faisait le tableau le plus sombre de l'état de la France; à ses yeux, tous les piliers de la révolution étaient tombés; le *maximum*, les *assignats*, la *Terreur*, les réquisitions avaient amené le pays sur le bord de l'abîme; les dernières victoires des Français n'étaient que les con-

Digitized by Google

vulsions d'un moribond; encore une campagne, et l'Angleterre et l'Europe étaient délivrées d'une révolution sanglante, d'un mouvement convulsif qui menaçait de les couvrir de ruines. « D'ailleurs, quand même on ne voudrait pas se rendre à ces raisons d'honneur, de sûreté, de politique, et faire la paix, cette paix ne serait pas possible. Les démagogues français la repousseraient avec cet orgueil féroce qu'ils avaient montré, même avant d'être victorieux. Et, pour traiter avec eux, où les trouverait-on? où chercher le gouvernement à travers ces factions sanglantes, se poussant les unes les autres au pouvoir, et en disparaissant aussi vite qu'elles y étaient arrivées? Comment espérer des conditions solides en stipulant avec ces dépositaires si fugitifs d'une autorité toujours disputée? Il était donc peu honorable, imprudent, impossible de négocier. »

Pitt, n'osant dévoiler à la face du monde la grande pensée d'ambition qui le dévorait, le désir d'élever sa nation au-dessus de toutes les nations, paraissait faible, et ses adversaires lui répondaient avec une supériorité de raison qui eût infailliblement triomphé, si la nation et les membres du parlement n'eussent aperçu le véritable motif qui dirigeait le grand ministre. Vainement Fox disait : « Nous allons donnant nos richesses aux » puissances de l'Europe : déjà nous les avons prodiguées » au Piémont, à la Prusse; nous allons encore les livrer » à l'Autriche. Qui nous garantit que cette puissance » sera plus fidèle à ses engagements que la Prusse? Qui » nous garantit qu'elle ne sera point parjure à ses pro- » messes et ne traitera pas après avoir reçu notre or? » Nous excitons une guerre civile infâme; nous armons

Digitized by Google

» des Français contre leur patrie, et cependant, à notre » honte, ces Français, reconnaissant leur erreur et la » sagesse de leur nouveau gouvernement, viennent de » mettre bas les armes. Irons-nous rallumer les cendres » éteintes de la Vendée, pour y réveiller un affreux in- » cendie? On nous parle des principes barbares de la » France : ces principes ont-ils rien de plus antisocial que » notre conduite à l'égard des provinces insurgées? Tous » les moyens de la guerre sont donc ou douteux ou cou- » pables..... La paix, dit-on, est impossible; la France » hait l'Angleterre; mais quand la violence des Français » contre nous s'est-elle déclarée? N'est-ce pas lorsque » nous avons montré la coupable intention de leur ravir » leur liberté, d'intervenir dans le choix de leur gou- » vernement, d'exciter la guerre civile chez eux? »

Ces flots d'éloquence venaient se briser contre les sentiments que Pitt avait su inspirer contre la France; il raillait avec esprit ces ambassadeurs de Hollande, de Danemarck, de Suède, de Prusse, de Toscane, d'Espagne qui, arrivant à Paris, n'étaient pas reçus au sein d'une brillante cour, mais allaient rendre visite au président de la Convention, logé quelquefois au troisième et au quatrième étage, et se présentaient ensuite au sein de cette assemblée fameuse, où ils recevaient l'accolade fraternelle pour marque de distinction. Pitt, ayant pour vaincre la France deux cent mille Autrichiens, les émigrés qui s'organisaient et sa marine formidable, se disait que, s'il ne pouvait vaincre sur terre, il demeurerait triomphant sur mer et remporterait des victoires plus utiles.

Malgré les efforts héroïques faits par les Anglais pour

Digitized by Google

abattre la révolution française, le comte de Provence, reconnu pour régent de France pendant la minorité et la captivité de Louis XVII toujours enfermé au Temple, n'avait aucune confiance dans la politique des Anglais, qui, après avoir occupé une partie du territoire français, s'être rendus maîtres de Toulon grâce aux royalistes, avaient refusé d'arborer le drapeau blanc. Le Comité royaliste de Paris pensait aussi que l'intention des Anglais, en combattant contre la France, n'était nullement de rétablir la monarchie, ou du moins que ce n'était qu'une intention secondaire, et que son premier dessein était d'occuper quelque partie de notre territoire, afin de recommencer sur la France les conquêtes du moyen âge. Lorsque Puisaye arriva en Angleterre, il fut reçu avec empressement par Pitt, qui le recommanda spécialement au ministre de la guerre, faveur qui paraît d'autant plus étonnante, qu'alors les émigrés ne pouvaient obtenir d'être admis auprès de Pitt, et que même le ministre accrédité du comte de Provence n'était point reçu. Aussi les émigrés, loin de se rapprocher de Puisaye, s'éloignèrent de lui et ne voulaient pas le reconnaître pour un véritable chef royaliste. Le comte de Provence, regardé comme régent du royaume, ayant peu de confiance aux Anglais, avait formé un autre dessein qui lui paraissait beaucoup plus sûr : c'était de réunir en Espagne une armée de débarquement qui se porterait ensuite en Vendée, et de là en Bretagne. Charette était son homme de confiance; il lui avait écrit ses vues et avait même approuvé la paix simulée signée par celui-ci. Telle était donc la disposition générale des esprits contre l'expédition qui se formait à Londres.

Digitized by Google

Cependant l'infortuné Louis XVII se mourait au Temple, d'une tumeur scrofuleuse au genou, et laissait une couronne à conquérir au comte de Provence, qui prit le titre de Louis XVIII. Le malheureux prince qui mourait dans les prisons n'avait jamais connu le bonheur, excepté peut-être les quelques jours qu'il avait passés sous les plafonds dorés de Versailles, avant d'avoir assez de raison pour discerner entre le bien et le mal, entre le bonheur et l'adversité; il périssait à l'âge de dix ans, et sa mort devait encore laisser des doutes dans certains esprits et donner aux intrigants et aux prétendus prophètes l'occasion d'exercer leur inquiète témérité. Louis XVIII acquérait une plus grande autorité sur les partis et prétendait, de sa petite cour de Vérone, diriger tous les partisans de la royauté. Les défiances qu'il conservait contre l'Angleterre réagissaient sur tous les chefs qui le reconnaissaient en France et désiraient son triomphe.

Puisaye, se trouvant contrarié en Angleterre par les émigrés, qui ne voyaient en lui qu'un homme vendu aux Anglais, faisait avec lenteur ses préparatifs de départ pour la France. Le ministère anglais avait résolu de mettre à sa disposition deux sortes de forces, d'abord un corps de troupes régulières anglaises, ensuite des émigrés, quand la nouvelle de la pacification de la Vendée et de la Bretagne vint changer entièrement ces dispositions. Pitt refusa d'exposer les forces anglaises au danger d'être écrasées inutilement; il se chargea seulement de fournir des vaisseaux, de donner de l'argent et des vivres pour la tentative.

Sans se laisser décourager par cette déception, Pui-

Digitized by Google

saye forma les cadres de neuf régiments, qu'il espérait facilement compléter sur terre, et parvint à réunir quelques troupes qui devaient servir de noyau à l'opération. Il y avait sur le continent des débris de régiments qui avaient servi avec l'armée anglaise et avaient arboré la cocarde noire; il résolut de s'en servir et de les transporter des bouches de l'Elbe, les uns directement en Bretagne, les autres en Angleterre. Le comte d'Hervilly, ayant trouvé à Londres des réfugiés toulonnais qui avaient formé un régiment, les enrôla dans le sien, qu'il parvint ainsi à porter à onze cents ou douze cents hommes. Le comte d'Hector composa le sien de marins qui avaient émigré, et l'éleva à six cents hommes. Le comte du Dresnay rencontra dans les prisons des Bretons enrôlés malgré eux dans la première réquisition et faits prisonniers pendant la guerre; il en forma un corps de quatre ou cinq cents hommes. Le colonel Rothalier était encore à Londres à la tête de quatre cents canonniers toulonnais. On en forma un régiment d'artillerie, auquel on joignit quelques ingénieurs français, qu'on appela le corps du génie. Ce fut là tout ce qu'on put réunir de Français à cocarde blanche. Il y avait en Angleterre une foule d'officiers qu'on invita en vain à prendre rang parmi les simples soldats, place qu'ils auraient acceptée sans répugnance s'ils avaient été aussi sincèrement amis de la royauté qu'ils le disaient : on s'en servit pour former des cadres de régiments et on les dirigea sur l'île de Jersey, pour se tenir prêts à la descente lorsque les régiments seraient formés.

Pour une aussi grande tentative que la révolution d'un Etat, les finances jouent toujours un très grand

Digitized by Google

rôle. L'Angleterre promettait des sommes assez considérables; mais Puisaye trouva que ce n'était pas assez, et d'ailleurs il pouvait, en certaines circonstances, être difficile de communiquer avec les Iles Britanniques; il résolut alors de faire usage des armes de ses ennemis et de fabriquer de faux assignats pour trois milliards. Il s'était servi à ce dessein de quelques ecclésiastiques, mais l'archevêque de Lyon, consulté sur la moralité de cette action, la réprouva et ne voulut pas que les ecclésiastiques y prissent part.

Pour agir sur l'esprit des populations sincèrement catholiques, il lui fallait un envoyé du Saint-Siége : l'évêque de Dole reçut cette mission. Le comte d'Artois avait été invité à se mettre lui-même à la tête de l'expédition; c'était le moyen de faire cesser la rivalité qui existait entre les différents chefs; car en voyant un prince du sang, ils se seraient tous soumis à ses ordres. Mais le comte d'Artois n'ayant pas de confiance dans l'entreprise, malgré sa bravoure naturelle et son esprit chevaleresque, ne voulut pas commettre son autorité.

Toutes ces dispositions étant prises, on embarqua sur une escadre les régiment d'Hervilly, ceux d'Hector, de Dresnay, de Rothalier, et un régiment d'émigrés. On plaça sur l'escadre des vivres pour trois mois, des uniformes militaires, des équipements de chevaux, afin de former de nouveaux régiments après le débarquement. La petite flotte, composée de sept vaisseaux, était commandée par le commodore Warren, l'un des marins les plus fameux de l'Angleterre. Une seconde escadre devait suivre la première, et, si la tentative réussissait, le comte d'Artois devait se mettre à la tête d'une seconde

Digitized by Google

armée et débarquer pour prendre possession du sol français.

Avant d'assister au débarquement des troupes, il est nécessaire de bien établir la situation de la Bretagne à cette époque. Cette province avait été organisée comme la Vendée au moment de la pacification, c'est-à-dire que les chefs chouans avaient obtenu, comme les chefs vendéens, la conservation de leurs meilleurs soldats en compagnies régulières, sous le prétexte d'assurer la police du pays; chacun des chefs s'était formé une compagnie de chasseurs, portant l'habit et le pantalon verts, le gilet rouge, et composée des chouans les plus intrépides. Cormatin, se posant en lieutenant-général de ces compagnies de chasseurs, avait son quartier-général à La Prévalaye, d'où il donnait ses ordres; il faisait des inspections des compagnies et des divisions, et punissait ce qu'il nommait les infractions à la trève. Ce véritable gouverneur de toute la Bretagne, qui se disait toujours royaliste fidèle, qui, dans ses entrées solennelles à Rennes, avait été reçu comme un chef royaliste, était loin cependant de voir avec satisfaction l'expédition projetée par Puisaye, non-seulement parce qu'il avait violé tous les ordres que ce grand organisateur lui avait donnés, mais encore parce qu'il allait perdre tout son ascendant. Il se jeta alors entre les bras des agents royalistes de Paris, qui lui faisaient espérer du roi le gouvernement de la Bretagne, et l'avaient mis en communication avec l'Espagne, qui promettait un million cinq cent mille francs par mois, à condition qu'on agirait sans l'Angleterre. Puisaye, cependant, avait envoyé en Bretagne deux officiers, afin de tout préparer pour son arrivée :

Digitized by Google

c'étaient de la Vieuville et d'Andigné, qui se laissèrent aussi entraîner par les agents de Paris. Cormatin, malgré cet appui, était loin d'avoir rallié à lui tous les chefs royalistes; la plupart de ceux du Morbihan, du Finistère et des Côtes-du-Nord étaient demeurés attachés à Puisaye.

Hoche, observateur habile, ayant aperçu le mouvement et jugé, à l'agitation des royalistes, qu'ils allaient reprendre les armes, se hâta de former des colonnes mobiles qu'il lança dans tous les sens de la vaste Bretagne. Ses soldats, mécontents de leurs fatigues excessives, se vengeaient par des excès qui irritaient les habitants et les engageaient à punir les républicains.

Hoche, qui surveillait Cormatin, ayant été instruit qu'il devait se rendre à Rennes avec quelques chouans déguisés, et craignant qu'il ne fît une tentative sur l'arsenal, mit des soldats en embuscade, se rendit maître de ce prétendu lieutenant-général et s'empara de sa correspondance. Les autres chefs se plaignirent alors de la violation des traités et demandèrent la liberté de Cormatin. Hoche répondit en faisant imprimer les lettres de cet intrigant, l'envoya avec ses complices dans les prisons de Cherbourg et se tint prêt à marcher en avant. Dans le Morbihan, le chevalier Désilz s'étant soulevé, fut attaqué aussitôt par le général Josnet, qui lui détruisit trois cents hommes et le mit en déroute complète : ce chef périt dans l'action. Dans les Côtes-du-Nord, Bois-Hardi se souleva aussi; son corps fut dispersé, lui-même fut pris et tué, et sa tête fut coupée et portée au bout d'une baïonnette par les républicains, qui se vengeaient ainsi de ce vaillant chef. Hoche, indigné de cette conduite

Digitized by Google

barbare de ses soldats, écrivit une lettre de blâme sévère, fit rechercher les soldats coupables de cet acte et les fit punir.

Telle était la situation de la Bretagne au moment où Puisaye allait opérer un débarquement. Les chefs royalistes étaient divisés et découragés par deux échecs, et le général ennemi, averti de la tentative, se mettait en mesure pour la repousser.

L'expédition quitta les côtes de l'Angleterre le 10 juin 1795. Le point de débarquement, marqué à la presqu'île de Quiberon, l'un des meilleurs mouillages de toute la côte, n'était connu que de Puisaye, du commodore Warren, commandant de la flotte anglaise, de Tinteniac et d'Alègre. Pour tromper les républicains, Sidney-Smith et lord Cornwallis faisaient des menaces sur toutes les côtes. La véritable expédition rencontra la flotte de Villaret-Joyeuse, qui, se trouvant plus nombreuse, se disposa à combattre. Mais Warren dépêcha à l'amiral Bridport, qui accourut avec des forces supérieures, battit Villaret-Joyeuse, lui prit l'*Alexandre*, le *Formidable*, le *Tigre*, et l'obligea à se retirer à Lorient, laissant ainsi le passage libre à l'expédition pour Quiberon.

A peine arrivé en face de Quiberon, Puisaye voulait opérer aussitôt le débarquement, afin d'agir avec une grande promptitude, de ne pas donner le temps aux ennemis de se rallier et d'enflammer d'ardeur les Bretons, sur lesquels on comptait le plus. Le ministre du roi en Angleterre, jugeant Puisaye beaucoup trop ardent, avait confié au comte d'Hervilly le commandement supérieur, du moins jusqu'à ce que le débarquement fût effectué.

Digitized by Google

D'Hervilly, officier capable, qui était trop imbu des principes de la vieille guerre, prétendit mettre toute la prudence d'une grande expédition. Malgré la tranquillité de la plage et l'absence d'ennemis dans la baie de Quiberon, il ne voulut débarquer que deux jours après son arrivée, et permit seulement alors à ses Français de s'élancer avec transport sur une terre qui devait bientôt devenir leur tombeau.

La presqu'île de Quiberon, longue de deux lieues et large d'une lieue, se joint à la terre par une langue de sable étroite, nommée la Falaise, qui forme une baie très sûre pour les navires. A l'entrée de la presqu'île, est le fort Penthièvre, qui la défend si bien du côté de la terre ferme, qu'une fois maîtresse de ce petit fortin, une faible armée ne peut facilement être forcée. Au lieu de s'en emparer aussitôt après son débarquement, d'Hervilly voulait, avant de s'avancer, organiser en corps réguliers les Bretons qui accouraient en foule. Divers chefs, Dubois-Berthelot, d'Alègre, Georges Cadoudal, Mercier, avertis par Tinteniac, accoururent avec leurs troupes, dispersèrent quelques détachements qui gardaient la côte, les replièrent à l'intérieur et se rendirent au rivage au nombre de quatre ou cinq mille hommes aguerris, mais mal armés, mal vêtus, n'ayant pas l'habitude des évolutions militaires, et ressemblant plutôt à des pillards qu'à des troupes organisées. Les paysans du voisinage s'étaient joints aux chasseurs et apportaient des vivres de toute espèce, au cri de *vive le roi!* Ces rudes paysans, sur lesquels Puisaye avait fondé tout son espoir, donnaient peu de confiance à d'Hervilly, dont l'esprit rétréci faisait reposer la force d'une armée dans des hom-

Digitized by Google

mes bien équipés, marchant en ligne. Après s'être livré aux plaintes les plus amères, il se décida à donner des armes et des habits aux chouans, et, en deux jours, il arma et équipa dix mille hommes. Si Puisaye avait eu alors les cadres des officiers qui avaient été laissés à Jersey, il aurait pu former des régiments; mais il n'avait que quarante officiers pour mettre à la tête de ces hommes, et d'Hervilly ne voulait pas en détacher de son armée.

Convaincu que, pour avoir un plein succès, il fallait suivre un plan très audacieux, Puisaye, afin de ne pas donner aux républicains le temps de se reconnaître, proposa de marcher rapidement sur Vannes et sur Rennes, de réunir toutes les bandes de chasseurs de la Bretagne, d'aller prendre position derrière l'importante place de Mayenne, de soulever tout le pays par une marche hardie, et d'entraîner tous les indécis, qui n'attendaient que le succès de la première tentative pour marcher en avant. D'Hervilly repoussa ce plan, prétendit qu'il fallait être méthodique, compléter les régiments avec les meilleurs chasseurs bretons, et s'avancer ensuite en faisant des reconnaissances et en choisissant ses positions. Persuadé que cette guerre, prétendue savante, allait tout perdre, Puisaye voulut alors prendre le commandement général, se fondant sur les instructions qui le lui conféraient aussitôt que le débarquement serait opéré; mais d'Hervilly repoussa cette juste prétention, et, pour décider le différend, il fallut expédier un courrier à Londres, pour faire expliquer les pouvoirs.

Affligé que cinq jours avaient été à peine consacrés à faire trois quarts de lieue, Puisaye demanda l'attaque

Digitized by Google

du fort Penthièvre, montrant qu'une fois maître de ce fort, la presqu'île de Quiberon deviendrait un lieu plus sûr que Saint-Malo, Lorient ou tout autre port, qu'elle pourrait servir au débarquement des Anglais et devenir un lieu de dépôt pour les hommes, les vivres, etc. Obligé enfin de céder et d'attaquer le fort, d'Hervilly, toujours fidèle à la vieille tactique, prétendit recourir aux moyens employés dans les grandes guerres; mais Puisaye le laissa disserter, s'entendit avec le commodore anglais pour une attaque de vive force, et, le 1er juillet, on commença une vive canonnade qui dura deux jours. Enfin le troisième jour (3 juillet), les soldats du fort, au nombre de neuf cents, épouvantés, mal commandés et sans vivres, se rendirent et s'engagèrent à prendre rang dans l'armée royale, mesure qui, dans le cas de revers, pouvait beaucoup nuire à cette même armée.

Le bruit du débarquement des royalistes s'était répandu en un moment dans toute la Bretagne et y avait fait une profonde sensation sur le peuple, qui n'attendait que la marche des troupes débarquées pour se soulever. Hoche prenait aussi ses mesures; il obtenait un renfort de douze mille hommes, ordonnait à Canclaux de lui envoyer un détachement de Nantes, et se mettait ainsi en état d'acquérir en peu de jours une grande supériorité sur ses ennemis. La Convention envoya aussitôt Tallien pour seconder les efforts de Hoche, qui avait écrit au Comité de salut public pour le rassurer : « Du calme, de l'activité, des vivres dont nous man- » quons, et les douze mille hommes que vous m'avez » promis depuis si longtemps. » Il prit toutes les mesures de défense prescrites dans la circonstance, or-

Digitized by Google

donna à Aubert-Dubayet, qui surveillait les côtes de Cherbourg, de faire filer les troupes sur le nord de la Bretagne, afin de garder la côte et Saint-Malo, avertit Canclaux de veiller avec le plus grand soin sur Stofflet et Charette, réunit ensuite trois corps considérables qu'il posta à Rennes, Ploërmel et Vannes, en sorte que toute la Bretagne était enveloppée. Il eût fallu un coup énergique pour percer cette ligne, mouvement qu'on ne pouvait guère attendre de troupes peu aguerries et moins encore des lenteurs d'Hervilly.

Vauban, en sa qualité de commandant général des chouans, occupa Mendon avec quatre mille hommes, plaça Dubois-Berthelot à la droite, du côté d'Auray; Tinteniac à la gauche, à Landévant, et demanda des troupes régulières pour les jeter avant ses Bretons, afin de communiquer à ceux-ci de l'élan et de les diriger; mais d'Hervilly, qui avait donné à regret un corps de quatre cents hommes, le retira aussitôt, prétextant la nécessité de défendre le fort Penthièvre.

Hoche, qui s'était avancé vers Auray avec quatre ou cinq mille hommes, voyant la route d'Auray à Hennebon et à Lorient coupée, attaqua et dispersa le corps commandé par Tinteniac, et entraîna par ce seul acte la dispersion du corps de Vauban, qui s'était porté pour le soutenir. Dubois-Berthelot, à sa droite, éprouvait un semblable échec, lorsque Vauban fondit sur les républicains et les contraignit à se replier pour ne pas être écrasés.

Convaincu, par le peu de succès de cette tentative, qu'il fallait se hâter de combattre, Puisaye proposa une affaire générale à laquelle d'Hervilly consentit, tout en décla-

Digitized by Google

rant qu'il était impossible d'engager une bataille avec des hommes tels que les chouans, qui, de leur côté, n'avaient aucune confiance dans les émigrés. Tout présageait un malheur.

Vauban, averti secrètement qu'il devait être attaqué le 7, comptant être appuyé par d'Hervilly, prit position en avant de la Falaise et plaça sa gauche au poste important de Sainte-Barbe, qui communiquait avec ce point; son centre et sa droite longeaient la côte de Carnac; il courait de la sorte risque d'être jeté dans la mer. Il fallait cependant prendre cette position, ou se retirer sur la Falaise et abandonner ainsi le poste de Sainte-Barbe aux républicains, qui pourraient aisément renfermer les royalistes dans la presqu'île et les empêcher absolument de communiquer avec la terre. Vauban prévint d'Hervilly de sa position: vainement il lui dit que les Bretons ne consentiraient à se battre qu'autant que les troupes régulières s'uniraient à eux, et le conjura d'arriver avec son régiment. D'Hervilly refusa, persuadé que ces soldats improvisés, ces chouans dont on avait tant vanté la valeur étaient incapables de rien entreprendre. Quand les chouans virent les républicains s'ébranler et les émigrés demeurer immobiles dans leur presqu'île, ils refusèrent de se battre. Cadoudal, tout en maudissant les Anglais qui, à ses yeux, n'étaient venus que pour perdre la Bretagne, les conjura vainement de se défendre; ils refusèrent de le faire. Vauban fut alors contraint d'ordonner à son centre et à sa droite de se replier sur la Falaise, où l'on vit accourir, non-seulement les hommes, mais encore leurs femmes et leurs enfants cherchant à échapper à la mort. Les plus vigoureux se portèrent à l'entré-

Digitized by Google

de la presqu'île et arrêtèrent ce jour-là leurs ennemis, grâce à l'artillerie des vaisseaux anglais qui, adossés à la côte des deux côtés de la Falaise, foudroyaient les républicains.

Les fugitifs, pressés de rentrer dans la presqu'île, arrachent les palissades du fort, viennent enfin chercher un abri dans Quiberon et se répandent dans tous les villages des environs. Tel était le premier résultat d'une expédition mal dirigée. Au lieu de prendre la Mayenne pour ligne de défense, on était renfermé dans la seule presqu'île de Quiberon, où il n'y avait ni assez de maisons ni assez de vivres pour trois mille hommes de troupes régulières et douze à quinze mille chouans, tant hommes que femmes et enfants. Les républicains, qui s'étaient hâtés d'occuper la position de Sainte-Barbe, la fortifiaient de manière à rendre la sortie de Quiberon par la Falaise, sinon impossible, du moins très difficile. Puisaye fait à cette occasion une observation qui caractérise la différence des troupes des deux côtés. *Les officiers émigrés auraient cru déroger, s'ils avaient pris part aux travaux manuels des fortifications; les officiers républicains mettaient le plus grand zèle à des travaux qui ne sont déshonorants que pour des petits esprits.* « Je voyais, dit Puisaye, les officiers eux-mêmes, et dis» tingués seulement par leur hausse-col, manier la pioche » et hâter les travaux de leurs soldats. »

Il serait difficile de peindre la situation de l'armée royale réduite à l'inaction, les chouans regrettant leur genre de vie et maudissant ceux qui les avaient imprudemment jetés dans le plus profond des malheurs; ils accusaient plus que tous les autres ce d'Hervilly, qui,

Digitized by Google

pensant contraindre les Bretons à prendre rang parmi les troupes régulières, avait d'abord réduit à une demi-ration de riz la nourriture des hommes non enrégimentés.

Au milieu du désespoir universel, un seul homme ne perdait pas confiance, c'était Puisaye, qui forma le projet de choisir huit ou dix mille chouans, d'en faire deux corps, dont l'un devait débarquer à l'embouchure de la Vilaine, et l'autre près de Quimper, pour se porter sur les derrières du camp de Sainte-Barbe, et l'attaquer le 16, au matin, pendant que les troupes régulières livreraient l'assaut de front et que la flotte anglaise le foudroierait. Tinteniac, avec les trois intrépides chefs, Georges, Mercier et d'Alègre, débarqua, à la tête de quatre mille hommes, à Sarzeau, près de l'embouchure de la Vilaine. Jean-Jean et Lantivy opérèrent aussi un heureux débarquement près de Quimper. Ces braves Bretons, avant de quitter Quiberon, étaient allés se jeter entre les bras de Puisaye et l'avaient conjuré de les accompagner. Mais sa présence était absolument nécessaire dans Quiberon, pour donner du mouvement à un corps qui, sans lui, serait devenu un véritable cadavre.

Ces deux corps, après un heureux débarquement, se dirigeaient sur Baud, lieu déterminé pour leur jonction, lorsqu'on remit aux chefs un ordre du Comité royaliste de Paris, qui, convaincu aussi bien que le comte de Provence que la coopération des Anglais était nuisible à la cause royale, leur défendait de coopérer à l'attaque dirigée par les Anglais. Tout concourait donc à la ruine de la malheureuse expédition de Quiberon, pendant que Puisaye concevait les plus belles espérances. Le 15, il vit avec

Digitized by Google

bonheur arriver une nouvelle division navale et débarquer onze cents hommes, à la tête desquels on distinguait Sombreuil, officier plein de valeur. Non contente d'amener des hommes et des vivres, cette escadre annonçait l'arrivée prochaine de trois mille Anglais, sous les ordres de lord Graham, et la venue tant désirée du comte d'Artois, dont la présence devait faire cesser la lutte désastreuse qui existait entre les différents chefs. Une dépêche remise à Puisaye lui conférait le commandement absolu des troupes de terre, et terminait ainsi les malheureux démêlés, cause de tant de retards et de tant de calamités.

Puisaye, libre de diriger l'expédition à son gré, aurait voulu différer le combat arrêté pour le 16, afin de donner aux troupes de Sombreuil le temps de descendre. Mais comme il avait donné des ordres précis à Tinteniac et à Jean-Jean, il ne devait pas retarder d'un seul jour une attaque combinée qu'il ne pouvait contre-mander. Le 15 au soir, il fit embarquer Vauban avec douze cents hommes pour débarquer à Carnac, afin de faire une diversion sur l'extrémité du camp de Sainte-Barbe, et pour se lier aux chouans qui allaient attaquer par derrière. Il avait l'ordre de tirer une fusée s'il parvenait à débarquer, et d'en tirer une seconde s'il ne pouvait tenir sur la côte. Vauban ne put aborder aussi tôt qu'il pensait, et les chouans placés sous ses ordres, mécontents de la marche des événements, obéissaient à peine à ses commandements; plusieurs même trempèrent leurs fusils, afin de ne pas s'en servir.

Le 16 au matin, Puisaye, persuadé que ses ordres ont été exécutés et que l'on attaque sur les derrières, s'avance

Digitized by Google

à la tête de quatre mille hommes, et replie les républicains jusque sous leurs retranchements. Ceux-ci démasquent leurs batteries, foudroient les royalistes qui, ne cessant malgré le feu de s'avancer avec courage, sont reçus par des bataillons serrés, et chargés avec vigueur. Puisaye, jugeant qu'aucun des ordres qu'il a donnés n'est exécuté, qu'il est seul à soutenir le poids de l'armée républicaine, se voit forcé de se retirer, et il parvient à le faire, grâce au concours du commodore Warren, qui dirigea un feu bien nourri sur les républicains et les arrêta dans leur marche.

Tout avait été malheureux dans cette journée; aucune des combinaisons n'avait réussi : Tinteniac avait été tué dans le cours de son opération, et les officiers qui commandaient sous lui avaient suivi les conseils des émissaires du Comité de Paris; Jean-Jean avait agi de même; Vauban n'avait pas débarqué, et au lieu d'avoir seulement affaire à quatre mille hommes, comme il le pensait, Puisaye avait eu réellement à combattre contre dix mille hommes, car Hoche ayant reçu des renforts considérables, s'était trouvé en état de porter à ce chiffre le nombre des soldats placés à la défense de Sainte-Barbe.

Puisaye avait essuyé de grandes pertes. Le royal-marine, sur soixante-douze officiers, en avait perdu cinquante-trois, et les autres régiments n'avaient guère été moins maltraités. Il ne restait plus à l'expédition d'autre espoir que de se rembarquer et de se porter vers la Vendée. Tous les soldats le désiraient, parce qu'ils espéraient trouver dans Charette un grand général qui saurait mieux les conduire que Puisaye. Hoche, cependant, examinait cette presqu'île et cherchait le moyen d'y

Digitized by Google

pénétrer pour ne pas laisser échapper une proie qu'il désirait dévorer. Attaquer le fort Penthièvre pendant le jour était impossible, parce qu'on ne pouvait y parvenir que par la Falaise, qui serait sans cesse balayée par le feu des chaloupes canonnières; il n'y avait donc qu'une surprise de nuit qui pût livrer Quiberon. La plupart des soldats faits prisonniers au fort Penthièvre et enrôlés dans le régiment d'Hervilly, profitant des ténèbres de la nuit pour se retirer dans le camp de Sainte-Barbe, apprirent de leurs camarades renfermés dans le fort pour le défendre, que ceux-ci aideraient à la prise de la place, si Hoche voulait l'attaquer.

Encouragé par l'espérance que lui donnaient les traîtres, informé que l'énorme rocher placé à gauche du fort pouvait être tourné, et qu'en gravissant un petit sentier il était possible de parvenir au-dessus de ce fort, Hoche ordonna à l'adjudant-général Ménage, jeune républicain de beaucoup d'intelligence et de courage, de tourner le rocher et de le gravir, tandis que lui-même s'avançerait à la tête des troupes. Tout contribua à servir ce plan : le ciel était tellement obscur qu'on ne pouvait se voir à deux pas; le vent ne permettait pas d'entendre la marche; Puisaye et Vauban, accablés de fatigue, après avoir parcouru les avant-postes et avoir trouvé tout dans un grand calme, croyant pouvoir prendre un peu de repos, s'étaient contentés d'ordonner des patrouilles pour se préserver d'une attaque nocturne. « Avec un pareil temps, dirent-ils aux officiers, faites-» vous tirer des coups de fusil par les sentinelles enne-» mies. »

Hoche avait trompé les sentinelles et s'approchait du

Digitized by Google

fort, lorsqu'ayant été reconnu, il fut assailli par une vive canonnade qui fit hésiter ses hommes. Heureusement pour lui, Ménage arrivait au sommet du rocher, était introduit dans le fort et avait arboré le drapeau tricolore.

Averti de ce malheur, se trouvant dans une position extrêmement fâcheuse avec trois mille hommes, Puisaye aurait pu résister encore, mais ses hommes abattus par les revers ne gardaient plus de discipline; beaucoup de soldats se jetaient dans des barques pour gagner la flotte. Quoique la mer fût grosse, Warren fit avancer une chaloupe canonnière qui, en voulant frapper les républicains, atteignait aussi les royalistes. Terrifiés par ces coups inattendus, ceux-ci, sans avoir signé une convention en règle, mirent bas les armes, à la demande des républicains, et s'abandonnèrent à la générosité des vainqueurs, qui, au mépris de la parole donnée, eurent l'infamie de tuer des soldats sans armes comme on égorge un troupeau. Quelques hommes purent à peine échapper au carnage. Pour justifier les républicains, on a parlé de malentendu, du défaut d'une capitulation proprement dite; mais il y a une loi supérieure de la guerre qui défend de tuer un ennemi désarmé. Le nom de Quiberon sera un éternel opprobre pour Hoche et ses soldats.

Tout le monde convient que le plan de Puisaye était parfaitement combiné, et que son peu de succès vint de ce qu'il n'avait pas assez d'autorité pour se faire obéir. Il eût fallu un prince de la famille royale pour dominer le Comité royaliste de Paris, et faire obéir des chefs qui avaient la prétention de se placer au-dessus des commandants véritables.

Digitized by Google

Tandis que l'expédition venait si malheureusement échouer à Quiberon, il y avait, en faveur des royalistes, au nord, une tentative d'un autre genre. Pichegru, dont le nom s'était élevé si haut dans la conquête de la Hollande, avait été transporté à l'armée du Haut-Rhin pour franchir le fleuve et pénétrer en Allemagne. Le sachant mécontent du gouvernement, ami des femmes et de la dépense; comprenant bien que ses quatre mille francs de traitement en assignats, qui valaient à peine deux cents francs sur la frontière, étaient loin de lui suffire, les royalistes résolurent de le tenter en lui offrant le grade de maréchal, le gouvernement de l'Alsace, un million en argent, le château et le parc de Chambord en propriété, avec douze pièces de canon prises sur les Autrichiens, une pension pour tous les commandants de place qui se rendraient, et l'exemption d'impôt, pendant quinze ans, pour les villes qui ouvriraient leurs portes. On mettait pour condition à ces brillantes promesses, que Pichegru arborerait le drapeau blanc, prendrait le corps placé sous les ordres de Condé et marcherait sur Paris; on lui demandait pour garantie de sa parole qu'il livrât Huningue. Après avoir exigé, avant de s'engager, la signature du prince de Condé, Pichegru refusa de livrer Huningue, demanda qu'on le laissât passer le Rhin, s'engageant à manœuvrer de manière à donner l'avantage aux troupes royales. Parce que Pichegru ne voulut pas livrer Huningue, on ne voulut pas lui accorder un passage qui pouvait compromettre le salut de l'armée autrichienne alors placée sur la rive droite du fleuve, où elle occupait une position très forte. On a beaucoup disserté sur ce qu'il y aurait eu à faire pour forcer les

Digitized by Google

Autrichiens dans cette position. Les militaires les plus expérimentés pensent que Jourdan, commandant des troupes du Bas-Rhin, aurait dû concentrer ses troupes avec celles du Haut-Rhin sous les ordres de Pichegru; qu'en tentant le passage du fleuve près de Mayence, à une faible distance l'un de l'autre, et se réunissant ensuite dans la vallée du Mein, ils auraient séparé Clairfayt de Wurmser et auraient ensuite attaqué isolément les deux généraux ennemis et les auraient écrasés.

Les deux capitaines reçurent l'ordre d'opérer séparément. Le 20 fructidor (6 septembre), Jourdan franchit le fleuve à Cichelcamp, Dusseldorf et Neuwied; par une manœuvre très habile, il s'avança par la route de Dusseldorf jusqu'à Francfort, entre la ligne de la neutralité prussienne et le Rhin, et arriva vers la Lahn le 20 septembre. Le même jour Pichegru, qui avait aussi traversé le Rhin fort heureusement, faisait des sommations à la ville de Mannheim, qui, effrayée des préparatifs d'un bombardement, se hâta d'ouvrir ses portes.

Avant de suivre les opérations militaires au-delà du Rhin, nous devons reprendre les événements intérieurs que nous avons abandonnés après les journées de prairial. La grande question des assignats, qui avait si fort inquiété le Comité de salut public, commença de nouveau à tourmenter les hommes de finances, lorsque le calme fut rétabli après les tristes journées de prairial. Quand le projet de Bourdon (de l'Oise), dont nous avons parlé, eut été annoncé, qu'on apprit qu'on pouvait soumissionner en assignats un domaine à trois fois la valeur portée sur les estimations de 1790, qui souvent étaient très faibles, il y eut une multitude de soumissions. Ceux qui

Digitized by Google

ambitionnaient un bien d'émigré qui avait échappé aux agents du gouvernement, le dénonçaient; c'est ainsi que l'Etat parvint à mettre sur ses listes beaucoup de terres qui n'y étaient point portées. Certaines terres eurent jusqu'à deux et trois cents soumissions. On n'en sera pas surpris quand on saura que des terres, qui valaient cinquante et soixante mille francs, étaient données pour soixante-quinze mille livres en assignats, valeur réelle de sept mille francs environ en numéraire. Il s'éleva bientôt tant de cris contre un décret qui causait des pertes si énormes à la République, que, pour les empêcher, on suspendit le décret tout en recevant provisoirement les soumissions.

Il fallait cependant sortir de la situation, car il n'était plus possible d'exister avec les assignats; l'Etat, les particuliers, le commerce, l'industrie, tout périssait. On recourut à la banqueroute, qu'on qualifia du nom de réduction.

La Convention s'occupait alors de la révision de la Constitution de 1793, ou plutôt en formait une nouvelle, car les principes fondamentaux était entièrement différents. Un acte de cette nature tire toujours beaucoup du milieu dans lequel il a été fait. Il est donc nécessaire, pour bien comprendre la Constitution qui enfanta le Directoire, de donner une notion exacte de l'état social pendant l'été de 1795.

Trois partis se divisaient alors la société : les royalistes, les modérés, auxquels tenaient les thermidoriens, et les montagnards. Les royalistes qui avaient disparu sous terre pendant le régime de la Terreur, profitèrent du moment de relâche qui avait suivi le 9 thermidor, pour

Digitized by Google

se montrer, extrêmement timides d'abord, osant à peine donner un mot de regret au passé; plus hardis ensuite, ils eurent des feuilles pour défendre la forme monarchique, non-seulement comme principe politique général, mais même dans son application particulière à la France. Quelques hommes habiles, persuadés qu'en se tenant en dehors du mouvement on n'obtiendrait rien, aimaient à se trouver au milieu du peuple, se répandaient dans les places publiques, se montraient dans les sections, y demandaient la punition des terroristes, l'achèvement de la Constitution et la réunion de tous les bons Français dans une pensée commune, le salut de la France. On répandait en même temps de grandes maximes générales, qui par là même frappaient davantage le peuple : « La France est trop grande pour être » république; elle serait bien plus heureuse avec la » forme monarchique de l'Angleterre, avec une monar- » chie héréditaire, des ministres responsables, des pairs » et des députés. »

Les émigrés rentraient en foule et accouraient pour demander la radiation de leurs noms des listes des émigrés. Les uns prétendaient qu'ils n'étaient pas sortis du pays, mais qu'ils y étaient demeurés cachés en attendant le retour du calme. Ceux qui ne pouvaient nier leur émigration se donnaient comme des victimes du 31 mai, et assuraient n'être sortis de France que pour échapper à la guillotine de la Terreur. Une femme, surtout, donnait beaucoup d'éclat au royalisme, c'était M^me^ de Staël, qui venait de reparaître en France avec son mari, ambassadeur de Suède. Ce n'est pas qu'au fond elle ne fût républicaine; si elle se montrait hostile à la

Digitized by Google

République, c'est que les hommes qu'elle aimait, que les amis de son père tenaient aux traditions monarchiques par leurs antécédents. Si Mme de Staël avait vu Narbonne, Jaucourt et quelques autres à la tête de la République, elle en eût accepté les idées. Lorsqu'elle ouvrit ses salons à Paris, qu'elle y déploya cette grandeur prétentieuse qui allait si bien à son caractère, qu'elle répandit les richesses de son esprit sur toutes les questions du jour, je ne sais quelle sorte de fascination saisissait tous ses auditeurs; dans son salon, elle tournait en ridicule les petitesses de la République et voulait les splendeurs de la monarchie. L'effet que produisit sa présence fut tel, que des membres de la Convention se plaignirent dans les journaux de l'influence que certaines coteries exerçaient sous le couvert des ambassadeurs étrangers. Un décret fut en même temps rendu pour que tout émigré qui demanderait sa radiation, fût tenu de retourner dans sa commune et d'y attendre la décision du Comité de sûreté générale. Ce moyen semblait nécessaire pour éloigner de Paris une multitude de royalistes qui agitaient la capitale.

L'autre parti extrême, celui des Montagnards, écrasé depuis le 9 thermidor et surtout depuis les journées de prairial, était faible, parce que ses appuis naturels, les Jacobins et les faubourgs, étaient réduits à l'impuissance. Cependant quelques-uns de ses membres les plus exaltés avaient été relâchés, et de ce nombre nous devons placer Pache, Bourbotte et le fameux Héron, qui auraient dû être condamnés de préférence à beaucoup d'autres victimes du parti montagnard.

Le parti modéré ou thermidorien était attaché à la

Digitized by Google

République, en voulait le triomphe, et se rapprochait de la Montagne pour y trouver un point d'appui contre la royauté. Après le 2 prairial, beaucoup de patriotes exagérés et dangereux avaient été mis en prison : les uns demandaient leur élargissement, les autres exigeaient leur jugement. Ce grave débat fut le sujet de longues disputes dans la Convention, dont la majorité voulait mettre presque tous les détenus en liberté, en feignant néanmoins d'exercer une sorte de justice. Redoutant l'excès de zèle et des sentiments de haine dans les tribunaux des départements, certains députés pensaient qu'il fallait, avant tout, créer une commission de douze membres pour faire le triage des détenus, afin de ne remettre entre les mains des tribunaux que ceux dont la culpabilité était tellement évidente, qu'on ne pût les rendre à la liberté sans scandale. Les autres, voyant dans cette commission un souvenir du régime qui avait précédé le 9 thermidor, la repoussaient et demandaient comment douze membres pourraient juger vingt-cinq mille affaires de tous les pays. L'institution de cette commission fut abandonnée; on se contenta de modifier les décrets précédents, pour leur ôter ce qu'ils conservaient encore de trop arbitraire, et afin de donner de nouvelles garanties d'élargissement aux détenus. Cependant la Convention exigea la continuation des rapports contre les députés qui avaient failli dans leur mission, et décréta même d'arrestation Lequiniot, Lanet, Lefiot, Dupin, Bô, Piorry, Maxieu, Chaudron-Rousseau, Laplanche, Fouché, et elle ordonna de commencer le procès de Joseph Lebon.

Telle était la situation de la Convention au moment

Digitized by Google

où s'ouvrit la discussion sur la nouvelle Constitution. Les phases horribles de grandeur et de bassesse, de force et de pusillanimité par lesquelles le régime de la Convention avait passé, étaient bien suffisantes pour montrer que, remettre entre les mains d'une Assemblée nombreuse le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, c'était les exposer à sombrer tous deux. Tout en conservant la forme républicaine, les auteurs de la nouvelle Constitution se rapprochèrent de celle de 1791. Toutefois, en repoussant l'unité de gouvernement et en rejetant l'élément populaire, qui avait causé tant de mal dans les années précédentes, on voulait que le pouvoir fût pondéré entre plusieurs hommes égaux en dignité, afin que la tyrannie d'un seul ne vînt pas rejeter la nation dans les malheurs qu'elle déplorait. On établissait deux pouvoirs, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.

Le pouvoir législatif était composé de deux Assemblées, l'une nommée les Cinq-Cents, parce qu'elle comptait cinq cents membres; l'autre en comptait deux cent cinquante et était appelée Conseil des Anciens, parce qu'on ne pouvait en faire partie à moins d'avoir au moins quarante ans. La première de ces Assemblées préparait les lois, leur faisait subir trois lectures, chacune à dix jours d'intervalle, à moins qu'il n'y eût nécessité urgente, ce qui faisait abréger les débats. Quand un projet avait subi l'épreuve de trois lectures, il était soumis au Conseil des Anciens, qui approuvait ou rejetait la proposition.

Le pouvoir exécutif était remis à un Directoire composé de cinq membres, choisis par les Anciens, sur une liste de candidats présentée par les Cinq-Cents. Chacun des membres présidait à son tour. Chaque

Digitized by Google

année on renouvelait partiellement le Directoire par l'élimination d'un membre, qui était nommé suivant la forme ci-dessus. Le Directoire avait la plupart des prérogatives que nous avons vu de nos jours donner à la monarchie constitutionnelle. Il y avait des combinaisons relatives à l'exercice des pouvoirs, il y en avait concernant la justice; mais comme ces combinaisons eurent peu de durée, elles sont sans importance pour l'histoire; celles qu'il serait nécessaire de connaître pour l'intelligence des faits recevront plus tard des développements.

Les membres de la Convention, qui voyaient le terme de leur mandat arriver, sachant qu'ils avaient amassé sur leurs têtes des haines implacables, et redoutant d'être la plupart exclus des nouvelles Assemblées, eurent l'impudeur de décréter (22 août) que le nouveau Corps législatif se composerait des deux tiers de la Convention, et qu'il ne serait nommé qu'un nouveau tiers.

Cette résolution produisit dans Paris la plus vive émotion; les ennemis si nombreux et si divers de la Convention se demandaient comment le pays pourrait manifester sa volonté et choisir ses hommes, si le pouvoir tant maudit de la Convention devait se perpétuer par ses membres; comment les nouveaux députés pourraient-ils faire prévaloir l'opinion de la France contre des hommes qui avaient des idées préconçues, si le pays venait à nommer des députés ayant des opinions différentes de celles du corps politique actuellement existant? Cette pensée égoïste et contraire au sentiment de la véritable liberté du peuple, fut vivement attaquée, non-seulement par les royalistes, mais par une foule de jeunes

Digitized by Google

gens et d'écrivains habiles qui avaient attendu avec impatience l'heure du renouvellement de la Convention, pour venir prendre place dans le Corps législatif; Morellet, Suard, Lacretelle jeune, Fiévée, Vaublanc, Pastoret, Dupont (de Nemours), Quatremère (de Quincy), Delalot, La Harpe, Miranda, et une multitude d'autres répandaient des écrits nombreux pour provoquer à la résistance.

A ceux qui étaient arrêtés dans leur opposition par cette pensée, que le rejet de la Constitution allait remettre pour un temps indéfini le pouvoir entre les mains de la Convention, on répondait qu'il était facile de se soustraire à ce péril en acceptant la Constitution et en repoussant les décrets qui y avaient été annexés. Des députations arrivaient à la barre de la Convention pour la prier de rapporter des décrets cause d'une si vive agitation : « Méritez nos choix et ne les commandez pas, » disaient avec beaucoup de justice la plupart des pétitionnaires. La Convention répondait de son côté qu'elle accepterait le jugement du pays, que la Constitution et les décrets allaient, dans quelques jours, être soumis à l'acceptation du peuple dans les assemblées primaires; que si la nation voulait renouveler intégralement l'Assemblée, elle saurait le dire. Ce raisonnement était plus spécieux que solide, car il était certain que, dans un grand nombre de départements, le peuple ne saurait pas faire la distinction proposée, et que, confondant la Constitution et les décrets, il accepterait le tout ensemble.

Ce qui avait été prévu arriva. A Paris, où l'opinion publique avait été vivement agitée, toutes les sections, à l'exception d'une seule, celle des Quinze-Vingts, accep-

Digitized by Google

tèrent la Constitution et repoussèrent les décrets; mais, dans les départements, il n'en fut pas de même: la majorité se prononça pour la Constitution et les décrets. Ce qui contribua le plus à les faire accepter fut l'armée, qui, dans cette circonstance, fut établie en corps délibérant. Cette nouveauté était entièrement favorable à la Convention, qui savait que les officiers placés par elle à la tête des régiments et dévoués à son pouvoir, sauraient faire incliner l'opinion du soldat vers sa pensée.

Lorsque la Convention eut reçu les procès-verbaux des différentes assemblées électorales, elle se hâta de déclarer l'admission de la Constitution et des décrets, et convoqua les assemblées primaires qui n'avaient pas encore nommé leurs électeurs; elle fixa au 21 octobre la fin des opérations pour les élections, et dit que le nouveau Corps législatif se réunirait le 15 brumaire (6 novembre).

Les sectionnaires, épouvantés de ce résultat imprévu, déclarèrent les calculs erronés. Afin de les confondre sur ce point, les procès-verbaux des assemblées primaires furent soumis au contrôle d'une assemblée de sectionnaires. Les mécontents, obligés de reconnaître la vérité du vote, ne cessèrent cependant d'élever la voix, d'accuser les manœuvres employées pour faire triompher les décrets; on parcourait les rues en criant : *A bas les deux tiers!* L'agitation de Paris prit bientôt un caractère inquiétant, et se répercutait dans les autres villes. Orléans, Chartres, Dreux, Verneuil, et d'autres localités avaient eu des espèces d'émeutes et demandaient l'abolition des décrets.

Paris voyant que le mouvement qu'il avait imprimé se propageait au dehors, résolut d'établir une direction

Digitized by Google

centrale en opposition avec la Convention. Prétextant une violation de la Constitution, parce que les assemblées primaires n'avaient été convoquées que dix jours après le délai fixé par la loi fondamentale, les sectionnaires se réunirent afin de délibérer sur le moyen de sauvegarder les droits des citoyens. Le 11 vendémiaire (3 octobre) une partie des électeurs se rassembla dans la salle du théâtre de l'Odéon, sous la protection de quelques bataillons de la garde nationale. La Convention, occupée alors à célébrer une fête funèbre en l'honneur des Girondins, se hâta de rendre un décret pour ordonner la dispersion de toute réunion illégale d'électeurs, et, afin d'ouvrir une porte au pardon et d'éloigner une lutte, elle déclara par un second décret que ceux qui rentreraient immédiatement dans le devoir seraient exempts de toute poursuite. Lorsque les officiers judiciaires se présentèrent pour faire exécuter les décrets, ils furent environnés par la foule et contraints de se retirer. La nuit s'avançait; la foule, après s'être félicitée de son triomphe, se retira suivie des sectionnaires. Les comités eurent soin alors de faire marcher des soldats contre une réunion qui n'existait plus; le général Menou, commandant des troupes de Paris depuis le 4 prairial, ne trouva plus personne, ni sur la place, ni dans la salle de l'Odéon.

La Convention, alarmée des événements de la veille, et bien persuadée que si elle ne mettait un terme aux envahissements des sectionnaires, elle serait elle-même bientôt détruite, reçut avec reconnaissance l'offre que lui firent les patriotes récemment sortis des prisons; quoiqu'ils eussent eu beaucoup à se plaindre de cette Assemblée, ils se disaient que l'existence de la Républi-

Digitized by Google

que était attachée à sa conservation, et ils ne négligèrent point de se présenter pour la défendre. Lorsqu'on connut dans Paris les armements faits par la Convention, qu'on disait être commandés pour recommencer le régime de la Terreur, les sections de Lepelletier, de la Butte-des-Moulins, du Contrat Social, du Théâtre-Français, du Luxembourg, de la rue Poissonnière, de Brutus et du Temple, firent battre la générale dans leurs quartiers et ordonnèrent à tous les gardes nationaux de se réunir pour défendre les droits des citoyens. La Convention ne s'était pas endormie; elle avait répondu en armant les patriotes, en réunissant autour d'elle les troupes régulières et en commandant au général Menou de quitter la plaine des Sablons, de prendre des canons avec lui et d'aller dissiper le rassemblement formé devant la section Lepelletier, qui siégeait au couvent des Filles-Saint-Thomas, sur l'emplacement duquel a été construite la Bourse. Quand Menou se fut avancé jusqu'à la porte du couvent, devant laquelle il fit braquer ses canons, qu'il vit ses troupes enveloppées par la multitude dans la rue Vivienne, où elles pouvaient être écrasées, qu'il entendit Delalot, président de la section, lui parler avec audace, le menacer, s'il osait employer la force, il se détermina à se retirer sur la promesse vague que la section quitterait le lieu de ses séances.

Lorsqu'on apprit à la Convention la conduite de Menou, qu'on sut que, sans tenir compte de ses négociations, la section continuait sa séance et ses manœuvres, quelques voix s'écrièrent: « Nous sommes trahis! nous » sommes trahis! A la barre le général Menou! » Le soin le plus pressant était de lui donner un successeur

Digitized by Google

capable de lui résister. Barras, ayant sauvé la Convention au 9 thermidor, possédant d'ailleurs toutes les qualités pour imposer à la multitude, une taille élevée, une voix forte, quelques mots heureux, fut chargé de la défense de la Convention.

Barras connaissait un jeune officier d'un rare mérite, qui s'était distingué à Toulon, en avait décidé la chute, avait fait tomber Saorgio et les lignes redoutables de la Roya. Ce jeune général, mis en non activité et réduit presque à l'indigence, fréquentait les salons de Mme Tallien. Quoiqu'il fût petit, que ses joues fussent caves et son teint livide, il avait dans la vivacité de son regard, dans la force de sa parole, dans la solidité de ses raisonnements, une grande puissance d'entraînement. On aimait surtout à le faire disserter sur la guerre, qu'il entendait mieux qu'aucun autre général. Pour terminer glorieusement la guerre du dehors, il fallait, selon lui, transporter le champ de bataille en Italie, où une victoire sur l'Autriche contraindrait cette puissance à déposer les armes. Barras le choisit pour second et le chargea de toutes les dispositions à prendre pour la défense de la Convention. Bonaparte n'avait que cinq mille hommes de troupes régulières, douze cents patriotes, et la plupart des sectionnaires des Quinze-Vingts, ce qui formait un total de huit mille hommes. Avec une si faible armée, il ne pouvait évidemment parcourir toutes les rues de Paris, où il aurait rencontré des troupes bien supérieures; on en exagérait beaucoup le nombre, que l'on élevait au moins à quarante mille hommes sous les armes; mais les sectionnaires furent loin, en réalité, d'atteindre ce chiffre. Le jeune général, pensant avoir à

Digitized by Google

combattre de telles forces, résolut de laisser les sectionnaires venir se briser contre les corps qu'il avait placés à l'entrée des rues principales qui conduisaient à la Convention. Il avait eu heureusement la pensée d'aller aussitôt s'emparer des canons déposés dans la plaine des Sablons, et avait su les défendre contre les gardes nationaux qui étaient accourus pour s'en emparer, au moment où on les amenait pour les distribuer.

Deux plans se présentaient aux sectionnaires, bloquer l'armée et la Convention de manière qu'elles fussent obligées de se soumettre, ou les attaquer de front. Le premier moyen était le plus sûr, parce que les sections qui n'avaient pas de canons auraient pu en faire venir de Saint-Germain. Mais ce moyen était le plus long et ne convenait guère à une armée composée de citoyens qui avaient besoin de vaquer à leurs affaires. Il fut donc résolu que les sections de la rive droite se porteraient sur la Convention par la rue Saint-Honoré, et que les sections de la rive gauche attaqueraient par les ponts. La Convention était dans une grande anxiété; Bonaparte avait poussé la précaution jusqu'à faire remettre des fusils et des gibernes aux huit cents conventionnels, afin qu'ils pussent repousser la force, si l'ennemi entrait dans la salle des délibérations.

Les sectionnaires, n'envisageant pas sans terreur les suites de la journée, avaient envoyé à la Convention, pour y porter des conditions de paix, un parlementaire qui fut reçu comme dans une place de guerre, les yeux bandés, afin qu'il ne pût rien rapporter des mesures de défense. Il demanda le désarmement des patriotes et le rapport des décrets des 5 et 13 fructidor. Tout en repous-

Digitized by Google

sant ces conditions, le Comité avait résolu d'envoyer vingt-quatre députés aux sectionnaires afin d'éviter l'effusion du sang. Mais l'engagement était déjà commencé. Vers quatre heures et demie du soir les sectionnaires avaient descendu la rue Saint-Honoré et s'étaient placés sur les degrés de l'église Saint-Roch, qui faisait face au cul-de-sac Dauphin, position excellente pour tirer sur les canonniers. Bonaparte, qui savait apprécier la puissance des premiers coups, ordonna une décharge à mitraille. Les sectionnaires, sans se laisser épouvanter par la mort de plusieurs d'entre eux, tinrent ferme et firent un feu de fusillade bien nourri, qui enleva beaucoup de canonniers. Mais le feu de la mitraille était si meurtrier, il plongeait d'un autre côté avec tant de force dans la longue rue Saint-Honoré, que les sectionnaires se replièrent et allèrent se reformer vers le Pont-Neuf, où était posé Lafond avec sa troupe, et alors, au nombre de six à huit mille, ils s'avancèrent par le quai Voltaire pour franchir le Pont-Royal. Bonaparte, qui avait fait placer des canons sur le quai des Tuileries, en avait aussi disposé à l'entrée du Pont-Royal. Il les fait alors pointer le long du quai Voltaire et foudroie les assaillants pendant que le canon du quai des Tuileries les prend en flanc. En vain le jeune Lafond s'avance et veut se précipiter sur les canonniers pour éteindre leurs pièces, un feu redoublé emporte sa colonne, et il est obligé de céder.

Le feu avait entièrement cessé vers six heures. Bonaparte, qui s'était montré implacable durant le combat et avait tiré sur les Parisiens avec autant de sang-froid qu'il l'eût fait sur les Autrichiens, se mit alors à parcou-

Digitized by Google

rir les principales rues de Paris en faisant des décharges à poudre, afin de terrifier ceux qui voudraient conserver des armes. La tranquillité fut entièrement rétablie en quelques heures. Les morts, qui étaient en égal nombre des deux côtés, furent enlevés, et il ne resta plus aucune trace du combat.

La victoire était complète; on se demandait comment la Convention en profiterait. Plusieurs disaient qu'elle allait rétablir le terrorisme; mais cela ne convenait pas à son pouvoir expirant : elle eut la sagesse de se montrer clémente; elle se contenta de destituer l'état-major de la garde nationale, de dissoudre les compagnies de grenadiers et de chasseurs qui étaient les mieux organisées et qui renfermaient presque tous les jeunes gens à cadenettes; de mettre à l'avenir la garde nationale sous les ordres du général commandant l'armée de l'intérieur (1).

Ces décrets furent exécutés sans difficulté. Afin de ne pas répandre de sang, on laissa toute latitude aux plus compromis de se sauver. Le seul Lafond fut arrêté; on lui fournissait toutes facilités pour se soustraire à la mort : il les repoussa, avoua qu'il était un émigré rentré et l'un des chefs du mouvement. Sa tête dut tomber : ce fut la seule victime qui périt après cette sanglante émeute. Les autres furent jugés par contumace; mais la tolérance était telle, que de Castellane répondit à une patrouille qui lui criait : *Qui vive! — Castellane, contumace.* Toute la gloire de cette journée revint à Bonaparte; il fut présenté à la Convention par Barras, qui prononça ces

(1) Thiers.

Digitized by Google

paroles flatteuses : « C'est le général Bonaparte dont les » dispositions promptes et savantes ont sauvé cette en- » ceinte. » Bonaparte fut comblé d'éloges et créé en second commandant-général des troupes à l'intérieur.

Le parti qui avait le plus perdu dans cette journée était le parti royaliste : il avait été réellement vaincu.

Le parti de la Montagne, qui se regardait comme le vainqueur, se livra à la plus grande agitation, cherchant à reprendre l'ascendant qu'il avait perdu. La tentative du 13 vendémiaire n'était pas la seule qui animait sa fureur. On commençait à parler de la trahison de Pichegru qui, après s'être fait une si brillante réputation en Hollande, après avoir franchi le Rhin, s'être sans coup férir, par le seul effroi de son nom, fait ouvrir les portes de Mannheim, s'était renfermé dans cette place et avait laissé déloger d'Heidelberg une de ses divisions. Cet échec assurait les communications de Clairfayt et de Wurmser, qu'il eût fallu couper en se rapprochant de Jourdan. Par son inactivité, Pichegru mit en danger sa division et celle de Jourdan, qui fut obligé de reculer et de se replier sur Mayence pour en faire le blocus sur la rive droite, position qu'il ne put pas même tenir : il dut se retirer sur le Bas-Rhin.

Nos affaires en Italie n'étaient pas plus brillantes; notre armée, malgré les deux belles divisions des Pyrénées-Orientales, qu'elle avait obtenues comme renfort, déclarait qu'elle ne pourrait tenir si elle n'était secondée par de nouveaux corps. On parlait d'une descente prochaine du comte d'Artois en Vendée avec une armée anglaise considérable; le parti royaliste, qui s'était montré dans les élections, s'agitait toujours plus vivement; plu-

Digitized by Google

sieurs représentants étaient évidemment revenus à cette conviction, que la royauté seule était possible en France, et que nous n'étions pas faits pour la République. On accusait Tallien d'être royaliste; on le présentait même comme tel à Louis XVIII, qui répondait très spirituellement: « Je ne peux croire que Tallien soit un royaliste » de la bonne espèce. » Tallien, en effet, loin de servir la royauté, prenait des mesures pour que le passage de la Convention au Directoire ne fût pas dangereux. Malgré les efforts de Thibaudeau, républicain sincère, mais très modéré, il fit adopter les mesures suivantes :

« Exclusion de toutes fonctions civiles, municipales, » législatives, judiciaires et militaires, des émigrés et » parents d'émigrés, jusqu'à la paix générale.

» Permission de quitter la France, en emportant leurs » biens, à tous ceux qui ne voudraient pas vivre sous les » lois de la République.

» Destitution de tous les officiers qui n'avaient pas » servi pendant le régime révolutionnaire, c'est-à-dire » depuis le 15 germinal. »

La Belgique, quoique conquise, n'ayant pas encore été annexée à la France, la Convention voulut, avant de se séparer, en décréter solennellement la réunion et la diviser en départements. « Enfin le 4 brumaire, au mo- » ment de se séparer, elle voulut terminer par un grand » acte de clémence sa longue et orageuse carrière. Elle » décréta que la peine de mort serait abolie dans la Ré- » publique française à dater de la paix générale; elle » changea le nom de la place de la *Révolution* en celui » de place de la *Concorde;* enfin elle prononça une am- » nistie pour tous les faits relatifs à la révolution, ex-

Digitized by Google

» cepté pour la révolte du 13 vendémiaire. La déporta-
» tion fut prononcée contre Billaud-Varennes, Collot-
» d'Herbois et Barrère. Barrère, qui seul n'était pas en-
» core embarqué, dut l'être. Toutes les prisons durent
» s'ouvrir. Il était deux heures et demie, 4 brumaire
» an IV (26 octobre 1795) (1). »

CHAPITRE II.

Directoire (28 octobre 1795 - 13 novembre 1799).

§ I. *Physionomie du gouvernement et de la société. — Banqueroute. — Babeuf (28 octobre 1795 - juin 1796).*

Nous avons rapporté les principales dispositions de la Constitution de l'an III, que les thermidoriens et les girondins présentaient comme la perfection, l'idéal d'un beau gouvernement. L'expérience ne devait pas tarder à en constater les vices. Sans parler de son origine et de son incarnation avec la bourgeoisie, qui en excluait le peuple et les hautes classes, son Directoire, n'ayant pas de président, était au-dessous d'un ministère, qui du moins, par son président, représente une sorte d'unité. D'ailleurs un ministère, s'il est embarrassé dans sa

(1) Thiers.

Digitized by Google

marche par une minorité systématique, peut se débarrasser de cette minorité. Le Directoire était obligé de la subir. Les deux directeurs vaincus pouvaient, par leurs partisans, porter leur cause au Corps législatif et engager des luttes. En supposant même une sorte d'accord, n'y a-t-il pas un extrême embarras de se trouver obligé de n'expédier les affaires qu'en conseil et après l'assentiment de cinq personnes? La marche du Directoire devait être constamment tourmentée, quelquefois impossible, et pleine de périls en certaines circonstances.

La Convention avait fermé sa session le 4 brumaire an IV, et avait remis la plénitude du pouvoir constitué d'après les bases de la nouvelle Constitution. Le lendemain, les deux cent cinquante députés nouveaux se réunirent aux trois cent quatre-vingt-seize conventionnels réélus, pour se constituer en corps électoral et choisir, entre les membres de la Convention non réélus, les cent quatre membres qui manquaient pour former un total de cinq cents: car il est bon de remarquer que, malgré la pression exercée par le gouvernement, le pays était si fatigué de la Convention, qu'on n'avait pu faire élire que trois cent quatre-vingt-seize de ses membres.

Ainsi complétés, les sept cent cinquante membres du nouveau Corps législatif se partagèrent, suivant leur âge, en deux conseils : celui des Anciens aux Tuileries, dans la salle même de la Convention, et celui des Cinq-Cents au Manége. La constitution de leur bureau prouva que les deux assemblées voulaient marcher de concert dans l'opinion républicaine, ferme et cependant mesurée.

La première grande opération des deux conseils était

Digitized by Google

la formation du Directoire, c'est-à-dire la nomination des cinq membres qui devaient le composer. Le conseil des Cinq-Cents, qui devait présenter aux Anciens une liste portant le nom de cinquante personnages, sur laquelle cinq seraient choisis pour directeurs, voulant faire nommer Barras, Rewbell, Sièyes, La Réveillère-Lepeaux et Letourneur, mit à la suite de ces cinq noms des personnages absolument inconnus; aussi les cinq candidats des Cinq-Cents passèrent sans difficulté. Barras est connu du lecteur: c'était l'homme le plus corrompu de cette époque de corruption. Rewbell, qui s'était distingué au siége de Mayence, avait été un des grands faiseurs des comités depuis le 9 thermidor. Sièyes était donné pour le premier génie spéculatif de l'époque. La Réveillère-Lepeaux s'occupait surtout de morale et de religion; il passait pour le chef de la secte des théophilanthropes, ce qui donna beau jeu à ses ennemis. Letourneur, ancien officier du génie, avait, depuis quelque temps, remplacé Carnot au ministère de la guerre, sans avoir ses talents.

Sièyes, qui jugeait la Constitution incapable de fonctionner, remercia et résista à toutes les instances qui furent faites pour l'engager à accepter. Une liste de dix candidats, à la tête de laquelle était placé le nom de Carnot, suivi de huit noms inconnus, puis de celui de Cambacérès, fut présentée aux Anciens. Carnot fut élu pour compléter le Directoire.

Les cinq directeurs se partagèrent le travail: La Réveillère eut l'intérieur et la justice, Rewbell les affaires étrangères, Carnot la guerre, Letourneur la marine, Barras la police, les réceptions et la représentation extérieure.

Digitized by Google

Le Directoire commença par une proclamation pleine de faiblesse et d'incertitude, qui annonçait la marche vacillante de ce pouvoir exécutif.

Dans son programme, le Directoire déclarait la guerre aux montagnards et aux royalistes. Tel devait être, en effet, le système politique d'un gouvernement dont la majorité était évidemment girondine et thermidorienne. Ne se sentant pas assez fort pour diriger les affaires, il devait s'appuyer d'abord sur les deux conseils, pour frapper alternativement le parti démocratique et les royalistes, affectant de les confondre quand il y trouvait son intérêt. Lorsque l'appui des conseils vint à lui manquer, il se vit obligé de recourir à la force armée, et dès-lors il fut perdu, et la République succomba avec lui, car il fut condamné à devenir le marche-pied du premier général qui aurait l'audace de viser à la puissance suprême.

Jamais peut-être gouvernement n'avait pris en main le timon des affaires dans des circonstances plus misérables. Les cinq directeurs, en se présentant au Luxembourg, lieu désigné pour leur résidence, n'y trouvèrent pas un seul meuble; ils furent obligés d'emprunter au concierge une table boiteuse, une feuille de papier à lettre et une écritoire, pour rédiger le message destiné à annoncer aux deux conseils la constitution définitive du Directoire. Il n'y avait pas un sou de numéraire à la trésorerie, et chaque nuit la planche aux assignats fonctionnait et donnait du papier-monnaie qu'on livrait encore humide à la circulation. La difficulté de se procurer des aliments était si grande à Paris, que pendant plusieurs jours on n'avait pu distribuer au peuple que quelques onces de pain ou de riz par chaque individu. Ce malaise

Digitized by Google

provenait surtout du discrédit dans lequel étaient tombés les assignats.

De même qu'on refuse les papiers d'un créancier insolvable, ainsi on repoussait les assignats, qui s'élevaient alors à l'énorme somme, qu'aucun gouvernement du monde ni aucun financier n'a rêvée, de dix-neuf milliards. Les directeurs demandèrent encore trois milliards, et comme les assignats ne représentaient pas la cent cinquantième partie de leur valeur nominale, on espérait tirer une vingtaine de millions. Dans un tel discrédit de la fortune publique, la première attention du Directoire devait nécessairement être de s'occuper des finances et de faire disparaître l'état anormal dans lequel on se trouvait. Il fallait absolument un milliard cinq cent millions pour l'année courante, et les impôts payés en assignats ne pouvaient pas donner une valeur réelle de quinze millions. Le gouffre devenait donc tellement béant, que les particuliers, aussi bien que l'Etat, y allaient être entraînés. Pour sortir de cette situation, le Directoire fit décréter par les conseils : 1° que l'impôt foncier serait payé moitié en denrées, moitié en assignats réduits au dixième; les douanes, moitié en assignats, moitié en numéraire; l'arriéré des contributions depuis cinq ans, fut estimé à treize milliards en assignats; 2° qu'on ferait un emprunt en donnant les biens nationaux pour hypothèque; 3° qu'il serait levé, sur les classes aisées, un emprunt forcé de six cent millions, percevables moitié en numéraire et moitié en assignats réduits au centième de leur titre. On espérait, avec deux cent millions, retirer tous les assignats en circulation et en fabriquer d'autres qui auraient une valeur considérable.

Digitized by Google

C'était évidemment la banqueroute. Vainement on nous dira que les vingt milliards d'assignats ne valant alors que deux cent millions, l'Etat, en les payant à leur valeur de l'époque, s'acquittait intégralement à l'égard des créanciers. Mais le banqueroutier qui, par un concordat, paie un pour cent, valeur de ses billets, parce qu'il ne peut les couvrir, s'acquitte-t-il intégralement à l'égard de ses créanciers, parce qu'il leur donne ce que valent ses billets, c'est-à-dire la centième partie de ce qu'il a reçu?

En attendant la réalisation de ce plan il fallait vivre, et on résolut de porter les assignats à trente milliards. Ce moyen devenant encore insuffisant, on imagina les cédules hypothécaires et les mandats territoriaux. C'était toujours l'assignat, mais sous une forme plus précise, qui, représentant la valeur de certains biens territoriaux, devait varier selon l'estimation de ces biens.

En conséquence de ce plan, il fut résolu que sur les biens nationaux tant de France que de Belgique, il serait déterminé un milliard pour racheter les assignats, et un milliard pour récompenser les soldats de la patrie, qu'on ferait des traités avec des compagnies pour la vente de tout le reste des biens nationaux, à l'exception des forêts nationales, estimées deux milliards, qui formeraient le domaine de la nation. Ces mesures, proposées aux Anciens, ayant été repoussées comme ruineuses pour l'Etat, il fallut se contenter de l'emprunt forcé de six cent millions. Ce système des assignats traîna encore pendant une partie de l'année 1796; c'est alors que nous le verrons tomber absolument.

Les mesures dont nous venons de parler, étant un pre-

Digitized by Google

mier pas fait vers le rétablissement du numéraire, eurent un heureux effet et ranimèrent les sources de la richesse et du crédit public.

Après les lois de finances, le Directoire s'occupa des désertions. La misère avait été si grande à l'armée pendant les derniers mois de la Convention, que les soldats désertaient en masse, et telle était la faiblesse du gouvernement, qu'il les laissait vivre librement au sein de leur famille, exemple extrêmement funeste qui avait jeté la désorganisation dans tous les corps. Pour remédier au mal, il fut rendu une loi qui punissait de mort la désertion à l'extérieur, et de détention la désertion à l'intérieur pour la première fois, des fers pour la seconde.

Beaucoup d'assemblées électorales, agitées par les décrets des 5 et 13 fructidor, n'avaient point terminé les nominations qui devaient composer les administrations locales et les tribunaux. Les guerres de l'Ouest avaient aussi empêché ces nominations dans cette partie de la France. Le Directoire, pour ne pas agiter les populations, se fit donner le droit de faire les nominations non faites et celles qui étaient vacantes, à la seule condition de choisir les membres des tribunaux et des municipalités parmi les hommes qui avaient déjà été honorés du suffrage du peuple. Ce décret était encore un moyen de méconnaître la volonté du pays, dont on se disait le fidèle mandataire, et de former une administration entièrement à l'image du gouvernement.

Bonaparte qui, en récompense de la fermeté qu'il avait montrée au 13 vendémiaire, avait été chargé du commandement de l'armée à l'intérieur, réorganisa entièrement l'armée de Paris, la plaça au camp de Grenelle, et

Digitized by Google

réunit en un seul corps, sous le nom de légion de police, une partie des patriotes qui avaient offert leurs services au 13 vendémiaire; il mit enfin sur un pied convenable la garde constitutionnelle du Directoire et celle des conseils. Avec ces troupes parfaitement organisées, le gouvernement et les conseils avaient une force respectable pour leur défense.

Quoique le Directoire n'eût rencontré aucune opposition sérieuse, ni dans les conseils, ni dans la presse, il se formait cependant, surtout parmi les jeunes représentants, une faible opposition qui pouvait grandir. Comme elle semblait révéler principalement le caractère royaliste, le Directoire se résolut à frapper les principaux chefs du parti. Richer Serizy fut poursuivi; le procès fut fait à Lemaire et à Brottier, dont les correspondances avec Vérone, Londres et la Vendée prouvaient leur qualité d'agents royalistes et leur influence dans les troubles de vendémiaire. Lemaire, reconnu pour agent principal, fut condamné à mort; Brottier fut acquitté. Cormatin et plusieurs chefs furent aussi mis en jugement comme ayant forfait au traité de pacification de la Bretagne. Cormatin fut condamné à la déportation, mais tous les autres furent acquittés, ce qui produisit une très vive sensation sur les républicains avancés et leur fit crier au royalisme.

En même temps que l'opinion publique se déclarait si fortement en faveur du royalisme par les tribunaux établis suivant l'élection, le gouvernement tirait de la prison du Temple la noble fille de Louis XVI, seul reste de la plus auguste famille du monde; elle fut échangée contre les représentants du peuple livrés par Dumouriez aux

Digitized by Google

Autrichiens. C'est alors que Camus, Quinette, Bancal, Lamarque, Drouet et Beurnonville rentrèrent dans leur patrie et vinrent ajouter à l'élément révolutionnaire. Le gouvernement, cependant, poursuivait ce qui rappelait l'exagération républicaine. C'est ainsi qu'il éconduisit du sol de la patrie l'ambassadeur de Florence, qui se montrait plus républicain que la république elle-même. En lui remettant ses passeports, on avertissait sa cour que c'était l'homme et non pas la Toscane qui déplaisait à la France.

Si le royalisme se montrait sans trop voiler ses sentiments; si, dans les conseils, plusieurs représentants inclinaient vers une forme de gouvernement moins mobile, vers la monarchie, le jacobinisme reparaissait aussi, se reconstituait au Panthéon, osait se former ouvertement en un club ayant son bureau, ses sociétaires, sa correspondance; une masse de quatre mille personnes se rassemblaient dans le temple des prétendus grands hommes, discutaient sur les affaires publiques, regrettaient le régime de la Terreur, et montraient dans l'affaiblissement du pouvoir la défaite de nos armées à l'extérieur et la guerre civile prête à éclater avec plus de vivacité que jamais en Vendée. Des journaux opposés entretenaient l'irritation. Les royalistes criaient au terrorisme, accusaient le pouvoir de faiblir en présence des Jacobins qui, à leur tour, voyaient le royalisme dans les actes d'un républicanisme modéré, et dénonçaient la contre-révolution prête à détruire la forme républicaine.

Ce qui, dans les assemblées, fit éclater la division et la haine toujours subsistante, fut la vérification des pou-

Digitized by Google

voirs. Cette opération, qui avait été confiée à une commission spéciale, devenait très difficile par la fameuse loi qui amnistiait « tous les délits relatifs au 12 ven-» démiaire, excluait des fonctions publiques les pa-» rents d'émigrés et les individus qui, dans les assem-» blées électorales, s'étaient mis en rébellion contre les » décrets des 5 et 13 fructidor. »

Ce fut seulement deux mois après la constitution définitive de l'Assemblée qu'il fut possible de commencer la vérification, et il s'éleva beaucoup de doutes sur la position de certains députés par rapport à la loi dont nous venons de parler. Job Aymé, député de la Drôme, qu'on accusait d'appartenir à la Compagnie de Jéhu, proposa, pour sortir de l'impasse, de rapporter la loi du 3 brumaire. Cette proposition souleva une horrible tempête. Les amis de la royauté montraient la Terreur avec ses longs ruisseaux de sang prête à se ruer encore sur la France. « Il est trop évident, dit Tallien, qu'on veut faire » le procès au 13 vendémiaire, aux mesures qui ont » suivi cette journée mémorable, aux hommes qui, dans » ces grands périls, ont sauvé la République. Eh bien! » que nos ennemis montent à cette tribune, les amis de » la République nous y défendront. »

Tallien demanda l'exclusion d'Aymé : elle fut prononcée. C'est ainsi qu'à peine constitué, le conseil des Cinq-Cents chassait l'un de ses membres et ne craignait pas de poser un antécédent dont on pouvait plus tard se servir contre d'autres.

A cette première lutte en succéda une non moins importante, relative aux émigrés. Une loi de la Convention, « pour empêcher que les émigrés ne reçussent des

Digitized by Google

» secours, saisissait leur patrimoine et déclarait les suc-
» cessions auxquelles ils avaient droit ouvertes pour être
» acquises à la République. »

Le parti révolutionnaire exalté proposa aux Cinq-Cents d'autoriser le partage, de prélever la part acquise aux émigrés et de lever le séquestre. C'était revenir aux grands et iniques principes du jacobinisme. Cette proposition, quoique vivement combattue par le nouveau tiers, fut adoptée par les Cinq-Cents; mais le conseil des Anciens, qui se distinguait par plus de maturité, la repoussa comme injuste et violant la propriété. Les conseils remirent aux directeurs la connaissance absolue de toutes les demandes en radiation faites par les émigrés; ils renouvelèrent les mauvaises lois de la Terreur contre les prêtres non assermentés et contre ceux que les administrations départementales avaient condamnés à la déportation; ils déclarèrent que les prêtres seraient traités comme émigrés rentrés, s'ils reparaissaient sur le sol de la République.

Envoyé dans le Midi pour constituer les tribunaux et former les administrations, Fréron, les ayant composées de révolutionnaires ardents, souleva de vives réclamations aux Cinq-Cents, et fut soumis au contrôle d'une commission chargée d'examiner ses actes. Toutes ces discussions soufflaient au suprême degré la haine dans les deux partis; si le Directoire avait la majorité dans les deux conseils, la minorité était ardente, attaquait avec violence, prenait une position haute et montrait qu'elle ne craignait point ses adversaires.

Le 21 janvier, de triste mémoire, rappelant le souvenir de l'assassinat d'un saint roi, les Jacobins des

Digitized by Google

conseils proposèrent et firent adopter pour ce jour une fête qui aurait cela de remarquable, que chaque député viendrait jurer haine à la royauté. Lorsque les nouveaux représentants furent appelés à prononcer le serment, plusieurs hésitèrent. Dupont (de Nemours), ancien constituant, en prononçant les mots : *Je jure haine à la royauté*, y ajouta ceux-ci : *et à toute espèce de tyrannie.* Ces derniers mots, qui s'adressaient évidemment au Directoire, portèrent à la tribune Barras, qui prononça la profession de foi la plus révolutionnaire.

Les finances, cependant, et la misère publique faisaient toujours le supplice du gouvernement. Paris souffrait énormément, car il ne rentrait pas au trésor la deux-centième partie de la dépense qu'on faisait pour les vivres de la capitale. Benezech, ministre de l'intérieur, proposa dans ces circonstances de renoncer à l'approvisionnement de Paris, de le livrer à la liberté du commerce, seul moyen de faire disparaître le malaise qui tourmentait la société. « On supprima, en effet, les » distributions de rations, excepté pour les indigents, les » rentiers et les fonctionnaires publics dont le revenu » annuel ne s'élevait pas au-dessus de mille écus; toutes » les autres classes devaient se pourvoir chez les boulan- » gers par la voie du commerce libre. »

Afin de pourvoir nos armées des chevaux qui leur manquaient, le Directoire demanda aux conseils de prendre tous les chevaux de luxe et le trentième des chevaux de labourage et de roulage, en donnant au propriétaire un récépissé qu'il pouvait apporter en paiement de ses impôts.

Ces mesures procédaient de l'état des finances, qui

Digitized by Google

était toujours de plus en plus déplorable et désespérant. La fameuse combinaison de l'emprunt forcé, au lieu de produire six cent millions, en ayant donné à peine le tiers, il avait fallu recourir à la fabrication de nouveaux assignats, qui, en quelques mois, avaient été portés à la somme inouïe de quarante-cinq milliards. Mais telle était la dépréciation de ce papier, que les vingt derniers milliards n'avaient pas produit cent millions en valeur effective, et que personne ne voulait plus des derniers. Mille francs en assignats valaient à peine deux ou trois francs. Pour sortir de cette fâcheuse situation, on avait imaginé les mandats dont nous avons parlé.

Cette nouvelle création financière devait avoir bien moins de succès encore que celle des assignats. Toute la différence entre les assignats et le mandat, c'est que celui-ci avait ou était censé avoir une garantie sur des terres. Mais deux conditions étaient nécessaires pour avoir confiance dans le nouveau papier-monnaie : 1° que le gage eût une valeur correspondante à la somme portée sur le mandat ; 2° que la vente des biens et l'acquit eussent des garanties par des mandats. Ces conditions étaient loin de se réaliser dans l'esprit public. On voulait donner aux biens territoriaux la même valeur en numéraire qu'en 1790 ; or, il était de notoriété publique que les biens valaient en 1796 à peine moitié, qu'un bien qui se vendait cent mille francs en 1790, se serait donné pour cinquante mille francs. En donnant à un mandat de cent mille francs un gage de cinquante mille francs seulement, il était évident qu'on le réduisait à moitié de sa valeur. On se persuadait que la dépréciation rapide qu'obtenait le mandat, empêcherait le gouvernement de

Digitized by Google

faire la vente. Et d'ailleurs, en la faisant, le besoin de numéraire ne devait pas manquer de mettre vite dans la circulation de nouveaux mandats.

Le Directoire, pour donner de la force à son opération, employa des mesures sévères, déclara que l'or et l'argent ne seraient plus considérés comme marchandises, et qu'on ne pourrait plus vendre le papier contre de l'or, ni de l'or contre du papier. Et, afin que cette vente ne pût plus se faire, on ferma la Bourse; mesure aussi impolitique qu'inutile, car, en mécontentant les financiers, on ne pouvait empêcher cette multitude de petits marchés qui se faisaient dans les demeures des particuliers. En quelques jours le mandat de cent francs tomba à quinze francs. Lorsque la vente des biens commença, les mandats se relevèrent un peu; ils montèrent jusqu'à trente et quarante francs; dans quelques lieux ils s'élevèrent même à quatre-vingt-huit francs, sans doute à cause de la faiblesse de l'estimation des biens. Mais ce ne fut qu'un moment, qu'un passage. Personne ne voulut plus recevoir de mandats; les ouvriers, les marchands ne donnaient leur travail ou leur marchandise que pour des espèces monnayées. Aussi, quelques mois après l'opération (16 juillet 1796), on déclara que chacun pourrait traiter avec de la monnaie de son choix, que les mandats ne seraient plus reçus qu'au cours réel constaté par la trésorerie. C'était une nouvelle banqueroute ajoutée à celle des assignats. Le Directoire, s'il eût été prévoyant, aurait dû, au moment de créer les mandats, aborder franchement la situation et ne pas creuser un nouvel abîme en créant seize cent millions de mandats. Afin d'en faire rentrer quelques-uns,

Digitized by Google

on donna quinze jours pour payer les impôts et acquitter l'emprunt forcé en mandats au pair et en assignats à cent pour un. Après ce délai, le gouvernement ne recevait plus de papier qu'au cours. Une banqueroute de plus d'un milliard en mandats, de quarante milliards en assignats, voilà la conséquence du papier-monnaie.

Le Directoire était dans la plus grande misère ; les généraux étaient obligés de lui envoyer de l'argent pour exister et soutenir un peu le rang que doivent tenir les dépositaires du pouvoir dans le premier des Etats de l'Europe.

Pendant que le Directoire cherchait à faire sortir la nation de la fâcheuse situation dans laquelle elle se trouvait engagée, les partis extrêmes travaillaient activement à déconsidérer le pouvoir et à ruiner le système bâtard introduit dans l'Etat. Les royalistes étaient divisés en deux partis : l'un voulait agir par les armes, recourir à la violence; l'autre pensait qu'il fallait moins employer la force que la ruse, qu'il valait mieux attaquer les mesures du gouvernement, et travailler à le déconsidérer dans l'opinion, moyen sûr de préparer des élections favorables pour le renouvellement annuel du tiers et parvenir, par la Constitution, à détruire la Constitution elle-même. Les patriotes, de leur côté, témoignaient le plus vif mécontentement contre le Directoire. Babeuf, jacobin forcené, mis en prison après le régime de la Terreur, ayant été libéré par la loi de l'amnistie rendue le 3 brumaire, se mit à composer un journal intitulé le *Tribun du peuple*, où il prétendait établir *le bonheur commun* en mettant en commun tous les biens. Ce que les jacobins les plus exaltés, ce que les hébertistes n'a-

Digitized by Google

vaient osé prêcher, était présenté comme la seule mesure qui pût satisfaire les besoins du peuple. Ces doctrines de loi agraire, de pillage universel, de communauté générale, étaient vociférées chaque soir dans le Panthéon, en présence de quatre mille auditeurs, qui ne voyaient dans les riches que les sangsues du peuple : dès-lors c'était justice de leur enlever le fruit des sueurs de l'ouvrier.

Le Directoire, épouvanté de ces doctrines, fit saisir plusieurs numéros du journal de Babeuf, « comme pro- » voquant au renversement de la Constitution; » ensuite il fit fermer la société du Panthéon et plusieurs autres formées par la jeunesse dorée, dans lesquelles on dansait et où on lisait les journaux.

La plupart de ces Sociétés n'avaient rien de dangereux; si le gouvernement les ferma, ce fut pour faire preuve d'impartialité. Afin d'atteindre jusqu'au principe même du mal qui semblait menacer la société d'un nouveau bouleversement, le ministère demanda et obtint une loi qui interdisait toute réunion populaire s'élevant à plus de soixante membres.

Pour assurer l'exécution de ces dernières mesures, le Directoire établit un ministère de la police et y appela Cochon (ex-comte de Lapparent). Afin de se rendre maîtres absolus de la situation, les directeurs avaient demandé une loi contre la presse, malgré la liberté absolue accordée par la Constitution, sauf les dispositions nécessaires pour en réprimer les écarts. Le *Tribun du peuple* et la *Quotidienne*, représentant des doctrines opposées, attaquèrent avec une extrême violence les projets de loi, qui furent rejetés par les deux cons ils. On remarqua pendant le vote une anomalie qui ne doit point

Digitized by Google

surprendre : c'est que les royalistes étaient les plus ardents défenseurs de la liberté illimitée, et que les révolutionnaires avancés la repoussaient. C'est en effet que la presse est une arme redoutable pour tout gouvernement, quel qu'il soit. Il n'y a pas un pouvoir qui ne fasse des fautes, il n'y a pas un acte légitime et heureux qui ne puisse être présenté sous un mauvais jour; et, quoi que fasse un gouvernement, si la liberté absolue de la presse subsiste avec pleine facilité de flatter les passions, il ne pourra jamais exister.

Cependant la nation prenait une physionomie entièrement différente de celle des années précédentes; on commençait à espérer le repos; Barras, qui faisait les honneurs du Luxembourg, poussait la société à une grande liberté de mœurs, à un goût effréné pour les plaisirs et à un luxe extraordinaire. « Les salons du directeur étaient pleins de généraux dont l'éducation et la fortune s'étaient faites en deux ans, de fournisseurs et de gens d'affaires qui s'étaient enrichis par les spéculations et les rapines, d'exilés qui rentraient et cherchaient à se rattacher au gouvernement. »

Point d'étiquette comme dans les anciennes cours; chacun s'y montrait avec son caractère, l'un léger, l'autre fanfaron; celui-ci rude comme la montagne qui l'avait vu naître; celui-là impudent comme les mauvais lieux de la capitale qu'il fréquentait; Bonaparte coudoyait Hoche. Trois femmes surtout brillaient dans la nouvelle société, Mme de Beauharnais par sa grâce, Mme Tallien par sa beauté, et Mme de Staël par l'éclat de son esprit.

Cependant les Jacobins, chassés du Panthéon, éloignés d'un gouvernement qui, par ses allures, semblait

Digitized by Google

vouloir retracer les anciennes cours, travaillaient à rétablir le régime de la Terreur. Babeuf et Drouet, qui s'étaient faits l'âme d'une nouvelle conspiration, afin d'échapper aux atteintes de la loi, avaient établi un directoire secret composé de quatre membres, chargés de communiquer avec douze agents principaux qui ne se connaissaient pas les uns les autres et devaient organiser des sociétés de patriotes dans tous les quartiers de Paris.

Le nom sous lequel on désignait la dispersion du pouvoir était la *délivrance*.

Rien de plus effrayant que les moyens proposés pour opérer la *délivrance*. Les associés des principales villes de France, avec lesquelles les conspirateurs s'étaient mis en rapport, devaient en un seul jour se soulever et parcourir les différents quartiers ayant pour drapeau un guidon sur lequel seraient inscrits ces mots : *Liberté, Egalité, Constitution de* 1793, *Bonheur commun*. Le programme portait qu'il fallait punir de mort toute résistance, égorger les cinq directeurs, certains membres des Cinq-Cents, le général de l'armée de l'intérieur; les insurgés avaient chez les gens aisés le logement et la nourriture; le peuple trouvait chez les boulangers, les bouchers et les marchands de vin toutes les choses nécessaires à la vie, moyennant un récépissé pour se faire payer les fournitures par la République. « Tout soldat » qui passerait du côté de l'insurrection aurait son équi» pement en propriété, recevrait une somme d'argent » et aurait la faculté de retourner dans ses foyers. »

Cette horrible conspiration, l'une des plus épouvantables qui aient été conçues par l'esprit humain, avait rallié la plupart des Montaguards exaltés. Cochon, à qui elle

Digitized by Google

avait été dénoncée, se saisit des chefs au moment où ils délibéraient sur le jour du combat, et arrêta en même temps les ex-conventionnels Laignelot, Amar, Ricord, Chaudieu, le piémontais Buonarotti, Antonelle et Lepelletier de Saint-Fargeau, frère de l'ancien conventionnel qui avait été assassiné. Babeuf crut effrayer le Directoire et l'engager à se relâcher de ses rigueurs par cette lettre insensée qui nous peint sa tête et son parti : « Je suis une puissance, ne craignez donc pas, dit-il aux » cinq directeurs, de traiter avec moi d'égal à égal. Je » suis le chef d'une secte formidable que vous ne dé- » truirez pas en m'envoyant à la mort, et qui, après mon » supplice, n'en sera que plus irritée et plus dangereuse. » Vous n'avez qu'un seul fil de la conspiration; ce n'est » rien d'avoir arrêté quelques individus; les chefs renaî- » tront sans cesse. Epargnez-vous de verser du sang » inutile. »

Ce complot fut déféré à la haute cour, qu'on se hâta d'organiser, et les Cinq-Cents donnèrent l'autorisation nécessaire pour poursuivre Drouet, l'un de leurs membres. Ce procès fameux dura longtemps et présenta quelques incidents remarquables. Avant de les rapporter nous devons considérer une autre situation, celle de nos armées.

§ II. *Campagnes d'Italie et d'Allemagne. — Bonaparte. — Moreau (1796-1797).*

A l'avénement du Directoire nos armées avaient éprouvé au dehors des échecs assez considérables. Le lecteur se rappelle que Jourdan, après avoir passé le

Digitized by Google

Rhin et avoir poussé une pointe assez en avant en Allemagne, avait été obligé de se replier et de redescendre le fleuve. Pichegru, après s'être emparé de Mannheim, avait vu un de ses corps d'armée presque anéanti, et il avait été contraint de battre en retraite. La cause de ces échecs venait principalement du plan tracé par le Comité de salut public, qui avait divisé nos forces et avait laissé à l'ennemi qui occupait Mayence l'avantage d'une position centrale. Lorsque Jourdan eut opéré son mouvement de retraite sur le Bas-Rhin, Clairfayt concentra aussitôt des forces considérables dans Mayence pour attaquer le corps de trente mille hommes placés autour de la ville. Pendant que son armée attaquait nos positions de front, et que les chaloupes canonnières foudroyaient l'une de nos ailes, il prescrivait à un corps d'Autrichiens de descendre le long du fleuve pour couper la retraite à nos troupes. A cette vue, la division placée à l'extrémité du demi-cercle se mit à fuir dans le plus grand désordre, jetant dans les autres divisions une épouvante qui eût causé les plus grands désastres si le général Saint-Cyr n'eût heureusement rallié les fuyards et opéré une retraite qui fut très difficile. Cette manœuvre de Clairfayt, regardée par tous les connaisseurs comme extrêmement habile, aurait pu avoir des résultats bien plus désastreux pour nous si, transportant toutes ses troupes de la rive droite du Rhin sur la rive gauche, ce général eût enveloppé nos trente mille hommes et les eût pris comme dans un filet dans le coude que le Rhin forme de Mayence à Ringen. Nous conservions encore Mannheim, Neuwied et Dusseldorf; mais ces villes étaient séparées de nos corps d'armée et semblaient jetées comme une proie

Digitized by Google

à nos ennemis. Jourdan se porta avec tant de courage dans le Hundsruck, que les Autrichiens fatigués demandèrent un armistice, qui fut accepté à condition de le dénoncer dix jours avant la reprise des hostilités. La ligne de séparation des deux armées, suivant le Rhin depuis Dusseldorf jusqu'au-dessus de Neuwied, abandonnait le fleuve à cette hauteur et formait un demi-cercle de Ringen à Mannheim, en passant par le pied des Vosges jusqu'à Bâle.

Nous avions perdu un demi-cercle considérable sur la rive gauche, mais il ne fallait qu'une marche habile pour le reconquérir. Ce qui était le plus à regretter, c'était la fatigue et le découragement de nos armées au moment où l'on voulait commencer une campagne décisive.

Notre armée des Alpes ayant été obligée de reculer, avait vu détruire toutes ses communications avec Gênes, par les positions extrêmement importantes dont l'ennemi s'était emparé. L'armée piémontaise, sous les ordres de Colli, établie au camp retranché de Ceva, sur le revers des Alpes, gardait les portes du Piémont contre la gauche de l'armée française qui était située sur les Grandes-Alpes. L'armée autrichienne était en partie sur les crêtes de l'Apennin et en partie sur le versant maritime dans le bassin de Loano; elle communiquait ainsi par sa gauche avec Colli, occupait par son centre le sommet des montagnes, et interceptait le littoral par sa gauche, empêchant toute relation avec Gênes.

Le comité de la guerre, bien convaincu de la nécessité d'attaquer sur ce point, ne s'entendant pas avec le général Kellermann pour livrer bataille, le remplaça par Schérer, qui avait montré du talent militaire sur les frontières de

Digitized by Google

l'Espagne. A peine arrivé à son poste, Schérer jugea qu'il serait facile de vaincre à Loano, de s'avancer ensuite en avant et de contraindre le Piémont à se séparer de la coalition et à demander la paix. Pour cela, il suffisait de se porter avec des masses considérables sur le centre des Autrichiens, de les repousser au-delà des Apennins, et de se replier ensuite sur la gauche pour attaquer le général Colli. Pour exécuter ce plan d'attaque, le 23 novembre 1795 Schérer tomba sur les Autrichiens d'une manière si inattendue, que leurs officiers apprirent par les coups du canon français la nécessité de combattre. Le général Roccavina, après avoir défendu avec une extrême vigueur un mamelon placé au milieu du bassin de Loano, se voyant enveloppé par la division d'Augereau, se précipita tête baissée sur la ligne française, la perça et rejoignit l'armée autrichienne.

Cependant Masséna abordait les crêtes des Apennins, surprenait d'Argenteau, qui commandait la droite des Autrichiens, le jetait dans un désordre extrême, le chassait de toutes ses positions et occupait les hauteurs de Melagno qui forment le pourtour du bassin de Loano et en ferment les derrières. Sérurier maintenait Colli et l'empêchait de porter du secours à ses alliés.

Le lendemain l'attaque continua avec autant de succès et contraignit toute l'armée autrichienne à une difficile retraite à travers des routes épouvantables. Un temps affreux, une neige épaisse, nous empêchèrent de retirer de notre expédition tout le succès que nous étions en droit d'en attendre. Cinq mille ennemis prisonniers, morts ou blessés, quarante canons, la libre communication avec Gênes, des magasins immenses furent sans

Digitized by Google

doute un beau fruit de cette victoire, mais aussi ce fut tout ce qu'elle nous procura ; car le Piémont, saisi d'abord d'une excessive épouvante, se rassura bientôt quand il vit que le général Schérer ne savait pas profiter de ses avantages. Aussi le Directoire, mécontent de ses services, le remplaça par le général Bonaparte, que nous verrons porter le théâtre de la guerre en Italie.

Les provinces de l'Ouest, après la déplorable affaire de Quiberon, semblaient soumises et dans l'impossibilité de faire des tentatives de révolte; mais les populations de ces contrées étaient loin d'être vaincues : les Bretons attribuaient leurs malheurs aux Anglais et conjuraient Puisaye de reparaître en Bretagne. Il y rentra en effet et prépara un nouveau soulèvement qui devait être secondé par une grande expédition partie d'Angleterre, à la tête de laquelle devait se mettre le comte d'Artois. Charette, revêtu alors par Louis XVIII du titre glorieux de généralissime des armées catholiques, reprenait les armes dans le Marais. Stofflet dans le Haut-Anjou, Scepeaux entre la Loire et la Vilaine, Sapinaud plus rapproché de Nantes, jaloux du rang supérieur auquel Charette venait d'être élevé, demeuraient encore immobiles; mais l'amour de la royauté devait bientôt l'emporter sur cette basse jalousie indigne de nobles cœurs. Toutes ces âmes dévouées à la royauté, qui attendaient avec une grande impatience l'arrivée de cette flotte anglaise, la virent enfin paraître portant un prince français; elle alla débarquer à l'Ile-Dieu, située en face de la Basse-Vendée.

Tous les chefs vendéens envoyèrent saluer le prince et le conjurer de descendre à terre pour animer, par sa pré-

Digitized by Google

sence, le courage héroïque de cette foule d'hommes qui voulaient mourir autant pour leur roi que pour leur Dieu. Charette, maître du littoral, avait porté dix mille hommes du côté de Luçon, afin d'attirer dans ces parages les troupes républicaines et de laisser au prince toute facilité pour prendre terre. Mais la Vendée avait pour la maintenir un général extrêmement actif et de la plus haute capacité; le fameux Hoche, le vainqueur de Quiberon, avait été mis à la tête de l'armée de l'Ouest quand on avait su qu'une flotte anglaise allait amener des troupes sur les côtes de la Vendée.

Hoche réunit trois colonnes de vingt à vingt-deux mille hommes et les dirigea sur Belleville, quartier-général de Charette, qui ne s'y trouvait pas : il attaquait le poste de Saint-Cyr placé devant Luçon, où il échoua, car deux cents républicains retranchés dans l'église se défendirent avec le plus grand courage et, par leur résistance, donnèrent à une division républicaine le temps d'accourir, de prendre les Vendéens en flanc, de les disperser et de les contraindre à se retirer dans le Marais. Hoche se hâta d'occuper tous les points de la côte où pouvait se faire le débarquement.

Pour le succès de l'entreprise du comte d'Artois, il fallait de la promptitude, et on ne mettait que de la lenteur; les projets se succédaient sans aucune tentative sérieuse; le temps favorable se passa ainsi, le débarquement devint sinon impossible, du moins très difficile, et le comte d'Artois retourna en Angleterre sans avoir même touché cette terre aimée sur laquelle il devait régner un jour. Quand on veut reconquérir une couronne, il faut sans doute donner beaucoup à la prudence, mais

Digitized by Google

il faut aussi donner à l'audace. Si, en arrivant en face de la Vendée, le prince se fût jeté dans le Marais avec ses troupes de débarquement, en quelques jours vingt départements se seraient soulevés, plus de quarante mille hommes se seraient ralliés sous ce drapeau blanc qui rappelait des temps plus heureux et avait si souvent conduit nos soldats à la victoire.

Lorsque le prince quitta l'Ile-Dieu pour reprendre la route de l'Angleterre, il laissa de longues instructions aux chefs royalistes, et une belle homélie pour les engager à l'union ; il déposa quelques armes, des munitions, quelques livres sterling, et ce fut tout. Profondément irrité contre les Anglais, qu'on accusait d'avoir empêché le prince chevalier de tenter le débarquement, n'ayant en effet plus que des malheurs à attendre du côté de la mer, Charette, après avoir vainement tenté de percer la ligne de la Sèvre nantaise pour se jeter dans le pays de Stofflet, fut ramené dans le Marais. Sapinaud, qui venait aussi de reprendre les armes, après avoir surpris Montaigu et avoir fait une malheureuse tentative sur Châtillon, se vit obligé de disperser ses troupes. Stofflet, toujours dominé par le sentiment de la jalousie, demeurait le souverain immobile du Haut-Anjou, et voyait avec une sorte de joie la chute de Charette. Scepeaux n'osait remuer. La Bretagne était divisée : George Cadoudal, ami de la politique du Comité de Paris, ne voulait plus reconnaître l'autorité de Puisaye. Telle était la situation des provinces royalistes de l'Ouest, lorsque Hoche forma son vaste plan de pacification.

Hoche, convaincu que, pour pacifier le pays, il fallait donner satisfaction entière au sentiment religieux, ne

Digitized by Google

pas faire une guerre de dévastation, mais désarmer les habitants, se proposa d'honorer les prêtres et de respecter les églises; il se montra si fidèle à cette pratique et sut si bien se concilier l'esprit du clergé, qu'il en reçut souvent des renseignements très utiles. Pour amener le désarmement et prouver qu'il était sincèrement ami du pays, il professa le plus grand respect pour les propriétés, contrairement à ce qu'avaient pratiqué les généraux ses prédécesseurs, et n'enleva les bestiaux qu'à ceux qui refusaient de livrer leurs armes.

Afin de rendre le désarmement complet et de s'assurer qu'il ne laissait aucun ennemi armé derrière lui en Vendée, Hoche appuya à la Sèvre et à la Loire une ligne circulaire composée de postes assez forts pour résister aux attaques des bandes, et liés entre eux par des patrouilles, pour ne permettre à aucun détachement de passer; il fit occuper tous les villages les uns après les autres, pour les désarmer; on exigeait de chaque localité le registre des enrôlés, et on demandait autant de fusils qu'il y avait d'hommes portés sur la liste. Lorsqu'on ne pouvait pas se procurer les registres, on contraignait de fournir des armes en nombre égal au quart de la population. Pour convaincre les Vendéens qu'il n'était pas l'ennemi du pays, Hoche se montrait plein de bonté à l'égard des pauvres et leur fournissait des vivres et des vêtements.

L'opération conduite avec habileté obtint un étonnant succès, et obligea Charette à se renfermer dans les bois avec cent cinquante hommes.

Deux causes obligèrent Hoche à confier un instant ses plans à ses lieutenants; il fut dans la nécessité d'attaquer

Digitized by Google

Stofflet dans le Haut-Anjou et les Chouans dans la Bretagne. Stofflet, qui exerçait une sorte de souveraineté dans le Haut-Anjou, vit accourir sous ses étendards, pour échapper à une ruine certaine, la plupart des officiers de Charette; il fut ainsi en état d'empêcher le transport des vins et des vivres pour Nantes, et y produisit de la sorte une agitation telle que, pour lui rendre la sécurité, le général républicain dut marcher vers le Haut-Anjou. Epouvanté à son approche, Stofflet demanda une entrevue, sollicita la grâce de Sapinaud et des Chouans, et se donna comme l'intermédiaire d'une nouvelle pacification. Après avoir repoussé ses propositions et l'avoir sommé de ne plus donner asile aux Chouans, ni aux Vendéens qui avaient repris les armes, s'il ne voulait lui-même sentir toute la force des armes républicaines, Hoche se rendit en Bretagne pour y opérer le désarmement comme en Vendée.

Les chefs vendéens profitèrent de son absence pour s'agiter, franchirent la ligne trop faiblement soutenue par le général Willot, vinrent porter l'agitation dans le pays qui avait été désarmé, et engagèrent Stofflet, affligé de voir la fin prochaine de sa domination, à lever l'étendard de l'insurrection. Hoche lança aussitôt contre lui de nombreux bataillons qui eurent bientôt réduit un chef qui n'avait ni la dextérité ni le talent de Charette. Il fut livré par quelques-uns de ses affidés, conduit à Angers, jugé par une commission militaire après un court interrogatoire, et fusillé en présence d'un peuple immense.

Cette fin tragique produisit un effet puissant dans toute la Vendée; des plaintes nombreuses arrivèrent au Directoire contre Hoche, qu'on représenta comme l'au-

Digitized by Google

teur du renouvellement de la guerre et du malheur d'une vaste et riche province. Le Directoire, loin de le désapprouver, le combla d'éloges, lui fit même des dons et l'engagea à exécuter son plan avec la plus grande vigueur. Charette cependant, poursuivi avec une implacable persévérance, échappait avec peine, se retirait tantôt au fond des forêts, tantôt dans le creux des rochers, avec des amis intrépides qui ne reculaient devant aucun péril. Travot, attaché à sa poursuite, le traqua comme une bête fauve, lui tua une soixantaine d'hommes en différentes circonstances, et le réduisit à demander une espèce de suspension d'armes pour passer en Angleterre. En avait-il réellement le dessein? ou n'était-ce qu'une feinte, comme ses ennemis le prétendirent? Il fut surpris au milieu d'une forêt, se défendit comme un lion et tomba enfin blessé de plusieurs coups de sabre. Il ne voulut se rendre qu'à Travot. Traité avec honneur par les républicains, il s'entretint avec une grande sérénité, ne montra aucune affliction du sort qui l'attendait. Il traversa à pied, sans rien perdre de sa fierté, cette ville de Nantes où, un an auparavant, il avait été reçu en triomphateur. « Monsieur, dit-il au soldat qui le con» duisait, si je vous avais pris je vous aurais fait fusiller » sur-le-champ. » Lorsqu'on lui demanda dans son interrogatoire pourquoi il avait repris les armes : « Pour » ma religion, pour ma patrie et pour mon roi, » répondit-il. Après s'être préparé à mourir en chrétien, il s'avança noblement, ne permit pas qu'on lui bandât les yeux, et paraissait encore redoutable quoique le sang découlât de ses blessures et que sa tête fût enveloppée de bandes qui en couvraient les plaies.

Digitized by Google

La mort de cet homme indomptable causa à la République plus de joie que la plus belle victoire. La guerre civile était en effet terminée. Hoche traversa presque sans obstacle toute la Vendée et la désarma, puis parcourut de même la Bretagne. Il distribua ensuite ses cent mille hommes dans divers cantonnements pour surveiller encore le pays, pendant qu'il travaillait, par une bonne organisation, à l'attacher à un gouvernement qui n'avait pas su comprendre la force du sentiment religieux.

La pacification de la Vendée et de la Bretagne était très avantageuse pour la guerre que la République portait au dehors, car ses ennemis avaient la plus grande espérance que l'année 1796 serait marquée par sa chute. Pitt, en se présentant devant le parlement, lui annonça cet événement comme prochain, et parvint ainsi à vaincre l'opposition ; malgré la haute éloquence de Shéridan et les transports de Fox, Pitt fit adopter tous ses projets, obtint que l'Angleterre contracterait un emprunt de sept millions de livres sterlings, et garantirait pour l'Autriche un emprunt de trois millions sterlings.

Encouragée par les victoires qu'elle avait remportées sur le Rhin l'année précédente, l'Autriche voulait transporter la guerre sur le territoire de la République française, et se délivrer ainsi des dévastations qui désolent les provinces foulées par les armées étrangères. La France avait le même dessein, ou plutôt elle en formait de plus audacieux. Elle ne prétendait rien moins que de ruiner les principales provinces de l'Autriche et de se rendre, avec trois grandes armées, jusque sous les murs de Vienne, par la vallée du Danube, par celle du Mein, et enfin par celle du Pô. Carnot, qui avait conçu ce vaste

Digitized by Google

plan, avait cru devoir mettre à la tête de nos armées quelques hommes nouveaux. Bonaparte, qui s'était fait connaître au 13 vendémiaire, et depuis par l'organisation de l'armée de Paris, fut chargé du commandement de l'armée destinée à agir en Italie; Jourdan fut conservé à l'armée du Rhin; Moreau fut tiré de l'armée de Hollande pour être revêtu du commandement de celle du Haut-Rhin. Pichegru, malgré sa haute capacité, étant accusé par l'opinion générale de trahir la République, perdit son commandement, et comme il jouissait d'une grande réputation et qu'on n'osait le punir, on lui proposa l'ambassade de Suède, qu'il refusa, aimant mieux vivre en retraite dans sa ville natale d'Arbois.

Destinée à ouvrir la campagne et à entreprendre de très grandes choses, l'armée d'Italie, composée de républicains ardents, présentait un spectacle étrange : elle était dans le plus complet dénûment, sans souliers, sans vêtements, presque sans vivres, sans chevaux pour conduire son excellente artillerie; mais elle avait des généraux de division du plus haut mérite : Augereau, enfant du faubourg Saint-Antoine, d'une rare audace, qu'il savait communiquer aux soldats; Masséna, esprit précis, lumineux et d'une ténacité indomptable; Laharpe, aussi courageux qu'instruit; Sérurier, méthodique et brave; enfin Berthier, dont le savoir et le coup-d'œil sûr pour mesurer l'étendue d'un terrain et la profondeur des bataillons ennemis, faisaient un excellent major-général.

L'armée d'Italie, qui avait ses dépôts en Provence et se trouvait placée le long des Alpes, forte seulement de trente-six mille hommes propres à entrer en campagne, devait tenir tête à deux armées, celle des Piémontais,

Digitized by Google

établis à Ceva au nombre de vingt mille hommes, maintenus il est vrai, du côté de la France, par l'armée de Kellermann, et celle des Autrichiens, forte de trente-six mille hommes, qui s'avançaient par la route de la Lombardie vers Gênes.

Bonaparte, à peine arrivé à son armée, lui adressa un ordre du jour énergique, pour lui dévoiler ses vues, ses pensées et ses espérances.

Un langage plein de fierté étonna dans un chef petit, chétif, presqu'inconnu de l'armée, et dont l'autorité excitait la jalousie des généraux soumis à son commandement. Il n'apportait d'ailleurs, comme grandes ressources, que deux mille louis en espèces, un million en traites, dont plusieurs furent protestées. C'était bien peu pour une armée dénuée de tout, qui depuis longtemps n'avait reçu aucune solde. Il donna quatre louis à chacun des généraux, fit distribuer aux soldats une partie de leur prêt, passa un marché avec un fournisseur, et donna l'ordre de marcher en avant.

Regardant comme une très grande faute l'éparpillement des troupes pour les opposer à chacun des corps des ennemis, il adopta le plan d'attaque du général Schérer à Loano, se proposa de percer le centre des Autrichiens, commandés par Beaulieu, et de se porter successivement sur leurs deux ailes.

Les opérations commencèrent le 11 avril par un faible choc entre l'avant-garde de Beaulieu et la division du général Laharpe, qui fut obligé de se replier sur lui-même. Pendant que la gauche des Autrichiens remportait cet avantage, leur centre s'était avancé sur Montenotte, occupé par le colonel Rampon, qui fut aussi obligé

Digitized by Google

de se replier dans l'ancienne redoute de Montelegino, où il se défendit avec un courage de lion. Craignant d'être forcé, il fit jurer à ses soldats de se faire tuer tous plutôt que de fuir ou de se rendre. Ce fut peut-être ce qui décida du succès de la campagne.

Informé de ces deux faibles échecs, Bonaparte ordonna au général Laharpe de se replier avec sa division sur le centre, et se porta avec Augereau sur la route de Montenotte, pour attaquer cette position de front, tandis que Masséna s'avançait par un chemin détourné sur les derrières des Autrichiens. Enveloppés de toutes parts, les Autrichiens, après une défense courageuse, se retirèrent dans le plus grand désordre sur leur droite, située à Dego, et laissèrent entre nos mains deux mille prisonniers, quelques centaines de morts et le champ de bataille.

Après avoir coupé l'armée de Beaulieu en tronçons et s'être rendu maître de la route d'Italie, Bonaparte pénétré de la nécessité d'écraser la droite des Autrichiens et d'empêcher leur jonction avec les Piémontais, se porta, le jour même de sa victoire à Montenotte, à Carcara, position centrale entre les deux armées. A sa gauche il avait un poste de Piémontais qui gardaient la route de Ceva et du Piémont, et à sa droite les Autrichiens, qui protégeaient celle de Lombardie. Il résolut de les attaquer en même temps, les premiers dans les gorges de Millesimo, les seconds dans celles de Dego.

Le 13 avril, Augereau entra dans les gorges de Millesimo, attaqua avec une extrême vigueur les Piémontais, qui se retranchèrent dans les ruines du vieux château de Cossaria, enveloppa de toutes parts Provera, leur général,

Digitized by Google

et le somma de se rendre. Provera se défendit avec la plus grande valeur, et gagna assez de temps pour que Colli arrivât à son secours. La nuit et la blessure du brave Joubert avaient suspendu le combat ; mais le lendemain 14, il recommença avec une nouvelle audace. Vainement Colli essaya de dégager Provera, qui, voyant son général en chef contraint de se retirer, se rendit lui-même avec ses quinze cents hommes.

Cependant Masséna et Laharpe s'avançaient sur Dego, où l'armée autrichienne s'était repliée tout entière ; ils l'attaquèrent et, après plusieurs assauts, emportèrent Dego, prenant aux Autrichiens quatre mille prisonniers et une partie de leur artillerie. Bonaparte ayant remarqué pendant cette action la grande valeur d'un jeune officier, le nomma aussitôt colonel : c'était le brave Lannes, qui devait rendre son nom immortel.

Après quatre jours de combat, l'armée prenait un peu de repos, lorsqu'un corps de six mille Autrichiens, laissé sur les pentes maritimes des Alpes, cherchant à rejoindre Beaulieu, se trouva au milieu des Français sans s'y attendre ; ne voyant de salut que dans un coup d'audace, ce corps se précipita sur Dego et l'enleva à nos troupes. Bonaparte fit à l'instant attaquer ce poste important, en repoussa les Autrichiens et s'en rendit maître une seconde fois.

Bonaparte comprit qu'avant de s'avancer du côté de la Lombardie, il devait se tourner contre Colli et le battre, pour ne pas avoir derrière lui un ennemi encore à craindre, qui pourrait intercepter ses convois. L'habile Colli, se sentant trop faible pour résister à une armée victorieuse et supérieure en nombre, occupa des posi-

Digitized by Google

tions très fortes, dans le dessein d'arrêter les Français et de donner le temps aux Autrichiens de se reformer et de s'unir à lui, afin de pouvoir, avec des forces supérieures, combattre le redoutable général. Bonaparte ne lui laissa pas le temps d'exécuter ce plan; il le força de quitter son camp de Ceva, l'obligea à abandonner le cours de la Carsaglia, et le contraignit enfin à accepter la bataille à Mondovi. Sérurier enleva la fameuse redoute de la Bicoque, et détermina ainsi la victoire en notre faveur. Colli laissa trois mille morts ou prisonniers, et se hâta d'opérer sa retraite. Bonaparte se porta à Cherasco, place mal défendue et délabrée qu'il mit en état de résister, et se trouva ainsi à vingt lieues de Savone, son point de départ, à dix de Turin et à quinze d'Alexandrie.

Saisi d'épouvante à la vue de la révolution s'avançant dans son royaume, le roi de Sardaigne ne savait s'il devait négocier ou continuer à se défendre; pressé par les Autrichiens de continuer la guerre et de leur accorder la garde de Valence, Alexandrie et Tortone, il finit par se tourner du côté des Français et traita avec Bonaparte. Le général français n'était pas maître de faire la paix, mais il avait le droit de signer un armistice, et il en signa un contre l'opinion de plusieurs de ses généraux, qui voulaient révolutionner le Piémont. L'armistice qu'il accordait valait mieux que la guerre et la victoire. Il demanda et obtint qu'on lui livrât les places de Coni, Alexandrie, Ceva et Tortone.

Par la remise de ces places, l'armée française avait d'immenses magasins, une route sûre, courte et facile pour communiquer avec la France. En se confiant à

Digitized by Google

Bonaparte, le Piémont savait que ce général n'était point un démagogue, mais qu'il penchait plutôt vers l'absolutisme, ce qui donnait au pays un gage d'ordre et de sécurité contre les idées qui commençaient à s'y introduire.

Jamais la France n'avait obtenu de succès aussi rapides. Lorsqu'un courrier arrivait à Paris pour annoncer une victoire, il était presque à l'instant remplacé par un autre apportant la nouvelle d'une autre victoire. En onze jours six batailles gagnées, quinze mille prisonniers, dix mille hommes tués à l'ennemi, le Piémont demandant la paix et livrant ses meilleures places, c'étaient là des événements vraiment prodigieux pour la République. Aussi, lorsque le Directoire reçut les drapeaux que lui envoyait Bonaparte, il commanda de célébrer une fête en l'honneur de la Victoire, qu'on personnifiait et qu'on déifiait.

Bonaparte, qui s'était gravement écarté des plans que lui avait prescrits Carnot, en ne se contentant pas d'attaquer l'Autriche, mais en attaquant encore le Piémont, voyait l'horizon singulièrement s'agrandir devant lui : à droite, au fond de l'Italie, était le roi de Naples, qui avait contre la France tout le ressentiment de sa femme, sœur de Marie-Antoinette : vers le centre de la Péninsule étaient les Etats de l'Eglise, dont le chef, toujours ennemi de la guerre, n'avait d'autres armes que celles de la prière et de la résistance pacifique : en Toscane des peuples amis des troubles, et conséquemment de la France. Nos rois, dès leur début en Italie, avaient toujours tourné trop court et s'étaient dirigés par la Toscane sur Rome et Naples. Bonaparte n'avait pas ces idées; il croyait que le véritable champ de bataille devait être transporté ailleurs.

Digitized by Google

La meilleure ligne d'opération militaire en Italie, disait-il, est l'Adige; elle couvre parfaitement l'Italie. Cette ligne se divise en trois parties : la première entre le lac de Garda et le plateau de Rivoli; la deuxième de Rivoli jusqu'à Legnago, et la troisième depuis Legnago jusqu'à la mer. La première est défendue par les hauteurs de Montebado et la position de Corona; l'ennemi ne peut y pénétrer avec de l'artillerie, il faut qu'il soit maître de Rivoli. La petite place de Legnago sert de tête de pont au centre de la ligne, pour traverser les marais, dont on peut se servir, en profitant des eaux de l'Adige, de la Brenta et du Pô, pour communiquer avec la place de Venise. En coupant une digue de l'Adige, plus bas que Porto-Legnago, on inonde tout le terrain entre cette rivière et le Pô; on réunit leurs eaux à celles de la Molinella; alors tout le pays de Legnago à la mer est impraticable.

C'était vers cette ligne que les regards de Bonaparte se portaient, et de là son imagination le dirigeait vers le Tyrol, d'où il gagnait le Danube et Vienne. Lorsqu'il parla de quitter Cherasco pour se diriger sur le Pô et se lancer avec trente et quelques mille hommes dans les vastes plaines du Milanais, défendues par un si grand nombre de cours d'eau, ses lieutenants furent épouvantés. Mais Bonaparte avait dit en quittant la capitale que dans un mois il serait à Milan ou à Paris, et il voulait tenir parole.

Au lieu de s'avancer de front contre Beaulieu, qui, après s'être emparé de Valenza, s'était retranché à Valeggio, au confluent du Pô et du Tessin, vers le sommet de l'angle formé par ces deux fleuves, Bonaparte résolut

Digitized by Google

de le tourner. Pour cela, il fallait traverser les Etats du duc de Parme, parent du roi d'Espagne, prince élevé dans les principes de la philosophie du XVIIIe siècle. Le duc demanda la paix, obtint un armistice en livrant quelques places, une contribution de guerre et vingt tableaux au choix des commissaires français.

Le 6 mai, pendant la nuit, Bonaparte prit un corps de trois mille cinq cents grenadiers, sa cavalerie et vingt-quatre pièces de canon, descendit le Pô et arriva le lendemain matin à Plaisance, après une marche de seize lieues faite en trente-six heures. La cavalerie traverse le fleuve, disperse quelques corps autrichiens jetés sur la rive droite, construit en face de Plaisance un pont pour le passage de toute l'armée française, et se trouve, par une marche hardie, bien loin en avant de ses ennemis.

Le général autrichien Liptai s'étant porté à Fombio, à une petite distance du Pô, sur la route de Pizzighettone, Bonaparte fondit sur lui, le culbuta et força les débris de sa division à se renfermer dans Pizzighettone. Quand Beaulieu fut informé que l'armée française avait franchi le fleuve sans fond, il quitta sa position pour faire sa jonction avec Liptai; mais, accueilli chaudement par notre avant-garde, il fut obligé de se replier en toute hâte. Notre armée perdit le brave et habile général Laharpe; il périt de la main de ses soldats qui, au milieu des ténèbres de la nuit, l'avaient pris pour un ennemi.

Bonaparte, vainqueur de Beaulieu, avait, pour arriver à Milan, plusieurs courants difficiles à traverser. L'Adda, le premier, possédait un pont à Pizzighettone, ville forte défendue par les restes de la division de Liptai encore

Digitized by Google

très puissante et qu'on ne pouvait vaincre en un moment. Le capitaine français remonta le courant jusqu'à Lodi, ville couverte par Beaulieu, dont il attaqua l'arrière-garde ; il la mit en désordre et causa une telle frayeur au détachement chargé de garder la place, que ce détachement repassa l'Adda sous la protection d'une artillerie nombreuse placée sur la rive gauche. Beaulieu rallia les débris de son armée et attendit de pied ferme les Français qui, pour arriver à lui, avaient à franchir un pont de deux cents mètres de long, dont l'extrémité était défendue par vingt pièces de canon et seize mille hommes.

Bonaparte ordonna à sa cavalerie de remonter le fleuve et de le traverser à un gué; il forma en même temps ses troupes en colonnes et leur prescrivit de marcher en avant, précédées du deuxième bataillon des carabiniers. Arrivées au milieu du pont, les colonnes ayant hésité sous le feu de la mitraille, il fit avancer des tirailleurs à travers les flots, anima ainsi les colonnes, qui franchirent en un instant le pont, abordèrent les impériaux et les rejetèrent sur notre cavalerie, qui les massacra et les dispersa. Deux mille cinq cents prisonniers et tout le matériel de la guerre restèrent entre nos mains. Ce fut alors que les phalanges françaises, glorieuses de leur chef, le nommèrent le *Petit Caporal.*

L'armée autrichienne, battue à plate couture, se hâta de gagner la chaussée de Brescia et assura ainsi sa retraite sur le Tyrol. Bonaparte, voyant l'impossibilité de couper la retraite à l'ennemi, plaça les divisions Sérurier et Laharpe à Pizzighettone, Lodi, Crémone et Cassano, pour garder l'Adda, et se mit ensuite en marche

Digitized by Google

pour Milan, que l'archiduc venait de quitter, se contentant de laisser deux mille hommes dans un fort. Un mois après l'ouverture de la campagne, le 15 mai, Bonaparte entra à Milan au milieu d'une multitude innombrable; il établit une garde nationale et laissa au peuple la douce illusion d'une ère nouvelle, l'espérance de former bientôt le centre d'une nation qui dominerait toute la haute Italie. Les Milanais apprirent bientôt, par une contribution de guerre de vingt millions, dont les frappa le conquérant, que la liberté, si elle leur était accordée, leur coûterait assez cher.

Le duc de Modène, épouvanté de la marche rapide des Français, s'était sauvé à Venise pour échapper à leurs coups; craignant de perdre ses États, il demanda à traiter et obtint un armistice, à condition qu'il paierait dix millions, donnerait des subsistances de toute espèce, des chevaux et des tableaux.

Bonaparte ayant des finances très considérables, voyant ses magasins très bien fournis, envoya quelques millions au Directoire, et un à Moreau, espérant mettre ce général, qui était alors dans le plus complet dénûment, en état de s'avancer en Allemagne et de retenir les armées allemandes prêtes à franchir les montagnes du Tyrol pour venir l'attaquer en Italie.

Carnot, déjà piqué de l'indocilité du jeune général, désapprouva le projet qu'il avait formé de s'avancer jusqu'à l'Adige et de pénétrer ensuite dans la vallée du Danube; il lui commanda de marcher sur Rome et sur Naples, pour punir ces Etats de leur hostilité contre la France. Bonaparte adressa aussitôt des représentations énergiques au Directoire, montra que nos malheurs en

Digitized by Google

Italie étaient toujours venus de ce que nous nous étions trop rapidement portés au midi, qu'il fallait d'abord vaincre l'Autriche et soumettre toute la haute Italie, et que le reste de la Péninsule se soumettrait de lui-même. Il disait qu'en divisant son armée comme le voulait le ministre de la guerre, on le réduirait à l'impuissance ; que, dans ce cas, il donnerait sa démission. Sans attendre la réponse du gouvernement, il se mit aussitôt en marche pour l'Adige.

Bonaparte était à peine sorti de Milan, que son autorité était méconnue. Les paysans des environs, poussés par le parti autrichien et comptant sur le concours des soldats renfermés dans le fort de la ville, sonnèrent le tocsin et se portèrent sur la place, d'où ils furent repoussés par la division laissée pour bloquer le château. Pavie s'était aussi soulevée et avait fait prisonnière sa faible garnison de trois cents hommes. Pour ne pas laisser ces actes impunis, Bonaparte rebroussa chemin, se dirigea sur Pavie, brûla le bourg de Biviasca, qui avait vivement secondé le soulèvement, et se présenta, avec un bataillon et trois cents chevaux, aux portes de la place. Les paysans se croyaient bien en sûreté dans une ville munie de bonnes murailles ; mais Bonaparte enfonça les portes à coups de hache, pénétra dans la place, combattit au milieu des rues, les fit balayer avec de l'artillerie et contraignit les paysans à prendre la fuite. Pour satisfaire le soldat et punir la ville, Pavie fut livré pendant trois heures au pillage. Le mal ne fut cependant pas aussi considérable qu'on aurait pu le craindre ; les Français étaient trop peu nombreux pour causer un grand dégât. Par honneur pour la science, il fut dé-

Digitized by Google

fendu de porter aucune atteinte aux maisons de Spallanzani et de Volta. Bonaparte lança ensuite sa cavalerie dans la campagne sur les malheureux paysans et ordonna de sabrer tous ceux qui formaient encore des rassemblements. Il est douloureux pour l'historien d'être obligé d'enregistrer des actes aussi barbares : il y a des conquérants qui comptent la vie des hommes pour rien lorsqu'ils croient nécessaire de les sacrifier pour l'exécution de leurs plans. Après cette sanglante répression, tout trembla et demeura en paix.

Venise, saisie de frayeur à la vue de nos armées triomphantes qui s'avançaient vers l'Adige, loin de posséder l'union, principe de la force, était divisée par trois partis. Les uns voulaient que la République s'attachât plus fortement que jamais à l'Autriche, parce que là se trouvaient les maîtres de la haute Italie, qui sauraient tôt ou tard faire reconnaître leurs droits; les autres proposaient de se lier à la France, qui, étant éloignée de Venise, la laisserait libre; d'autres enfin, ne voyant de tout côté qu'esclavage et perte considérable pour une cité commerçante, pensaient qu'une bonne politique commandait la neutralité. Cet avis l'emporta d'autant plus facilement, que la domination française en Italie ne paraissait que passagère; chacun se plaisait à répéter alors ce vieil axiome italien : *L'Italie est le tombeau des Français.*

Bien que la neutralité de Venise convînt beaucoup moins à Bonaparte qu'une franche union à la France, cependant, pour ne pas s'exposer à voir cinquante mille hommes s'unir aux Autrichiens, ce qui eût incontestablement rendu impossible toute tentative sérieuse sur

Digitized by Google

la haute Italie, il l'accepta et crut devoir rappeler à la république vénitienne qu'elle avait fourni passage aux troupes autrichiennes, et qu'elle leur avait permis de séjourner sur son territoire; il demanda le même avantage et se promit de le prendre, si on le lui refusait.

En entrant à Brescia, Bonaparte disait qu'il ne le faisait que par la nécessité de poursuivre l'armée impériale, qu'il respecterait le territoire et les habitants de la république de Venise, dont les antiques liens avec la France n'étaient inconnus ni de lui, ni de son armée. Après avoir été reçu en ami et avoir traversé l'Oglio, il arriva devant le Mincio, sur le bord duquel il trouva, au village de Borghetto, l'avant-garde ennemie, forte de quatre mille fantassins et de deux mille cavaliers, et vit sur l'autre rive le gros de l'armée autrichienne, sous les ordres de Beaulieu, renforcée de dix mille hommes. Dans le dessein de défendre le passage du fleuve, Beaulieu avait placé ses réserves à Villafranca, un peu plus en arrière, et s'était même emparé par surprise de la ville vénitienne de Peschiera. Bonaparte négligea Mantoue pour se porter sur Peschiera; et, afin de tromper Beaulieu sur le point où il se proposait de passer le fleuve, il lança quelques-uns de ses corps vers le haut du courant. Après avoir ainsi détourné l'attention des ennemis, il dirigea sa principale attaque sur Borghetto, village occupé par un corps autrichien. Depuis le commencement de la campagne, notre cavalerie ayant toujours paru faible devant la cavalerie allemande, qui possédait une haute réputation de valeur, Bonaparte, pour lui donner la supériorité qu'avait notre infanterie, résolut de la lancer avec vigueur contre les Allemands et de lui couper

Digitized by Google

toute retraite pour la contraindre à se battre comme le doivent faire des cavaliers français. Les Autrichiens, épouvantés de cette attaque impétueuse, se hâtent de passer le fleuve sur le pont de Borghetto à Valeggio, et détruisent une arche; mais nos guerriers intrépides s'élancent dans les flots, placent leurs armes sur leur tête, et, par cette tentative hardie, jettent l'effroi parmi les ennemis, qui croient revoir la terrible colonne de Lodi. L'arche détruite est rétablie en un moment, et l'armée franchit le fleuve. Une fois maître du passage, Napoléon suspend sa marche pour rendre un peu de confiance aux Autrichiens, et ordonne au général Augereau de se diriger sur Peschiera, afin de leur couper la retraite.

Instruits des desseins du capitaine français, les Autrichiens se hâtèrent de se retirer sur le Tyrol, et cette fois ils ne songèrent plus à revenir. Bonaparte goûtait les douceurs de la victoire, et son armée avait déposé les armes, lorsqu'une division de Beaulieu tomba tout à coup au milieu du camp français et faillit s'emparer du général en chef. Cette division fut bientôt mise en fuite; mais le péril que Bonaparte avait couru lui fit former une garde connue sous le nom de Guides, qui fut le principe d'une garde beaucoup plus importante destinée à rendre d'immenses services à nos armées.

Réfugié dans le Tyrol, Beaulieu écrivait au Conseil aulique : « Je vous préviens que je n'ai plus que vingt » mille hommes, et que les Français en ont soixante » mille; que je fuirai demain, après demain, tous les » jours, jusqu'en Sibérie, s'il prend envie à ces diables » de m'y poursuivre. »

Digitized by Google

Bonaparte ne voulait pas le pousser si loin; présumant que l'Autriche, réveillée par ses désastres, allait rassembler des armées plus nombreuses, il résolut de s'arrêter sur l'Adige et d'en faire sa ligne de défense.

Quoiqu'il regardât l'Adige comme la ligne de défense la plus puissante de toute la haute Italie, cependant, à considérer sa situation, il y avait lieu de trembler pour lui. Il avait derrière lui Mantoue et sa garnison de douze mille Autrichiens; le roi de Sardaigne, les ducs de Modène et de Plaisance, qui sans doute avaient posé les armes, mais n'attendaient qu'un échec pour les reprendre; les États de Rome et de Naples pouvaient en quelques jours amener trente à quarante mille hommes; les Anglais avaient une armée toujours prête à débarquer à Livourne. Pour contenir tant d'adversaires et tenir tête à Wurmser qui s'avançait avec soixante mille hommes, Bonaparte n'avait pas quarante mille soldats. C'est surtout dans ces circonstances qu'on reconnaît le génie et que l'on peut l'apprécier.

Désirant occuper Vérone sans combat, pour en faire son quartier-général et le point de départ de toutes ses opérations, Bonaparte montra une grande colère de ce que les Vénitiens avaient permis aux Autrichiens d'entrer dans Peschiera, ce qui l'avait obligé d'attaquer cette place et de perdre des hommes pour les en chasser; il laissa entendre que l'abandon de Vérone pourrait seule apaiser sa colère contre Venise. Tremblants en entendant ses menaces, les Vénitiens remirent Vérone et consentirent encore à accorder des vivres à notre armée.

C'est dans ces circonstances que Bonaparte reçut la réponse qu'il avait adressée à l'ordre que le Directoire

Digitized by Google

lui avait donné de marcher sur Rome et sur Naples. Vaincu par l'ascendant du génie, Carnot avait reconnu la justesse des idées de Bonaparte; il avait confirmé tous ses plans, en lui donnant seulement l'ordre de marcher contre Rome pour punir le Pape de ce que, fidèle à son devoir sacré de pasteur, il avait frappé d'anathème le triste clergé schismatique de France, bien digne de faire pendant au clergé abâtardi des Grecs; il lui commandait en même temps de s'avancer jusqu'à Naples, pour punir un roi à ses yeux indigne du trône.

Il se développait alors dans la plupart des Etats italiens un esprit qui devait fixer l'attention de Bonaparte. La présence des Français avait réveillé dans la plupart des contrées de l'Italie le vieil esprit républicain, endormi depuis longtemps au fond des cœurs. Brescia manifestait un grand penchant à la révolte; à Modène, à Reggio, dans les Légations de Bologne et de Ferrare, il y avait un parti actif, turbulent, qui voulait secouer l'autorité du vieux duc et celle du Pape; le peuple de Venise et de Gênes se déclarait hostile à l'aristocratie; par contre-coup, les seigneurs de toutes les contrées de l'Italie, et surtout ceux de la république de Gênes, témoignaient le plus vif mécontentement contre la France. L'Angleterre poussait tous les gouvernements italiens contre la République française et leur montrait leur ruine attachée aux principes qui se répandaient en Italie; ils voyaient la religion compromise par la présence des Français, qui feraient d'elle en Italie ce qu'elle était en France, où elle était dans l'état le plus déplorable.

Bonaparte hâta l'arrivée de renforts considérables qui venaient pour profiter des mouvements populaires de l'ar-

Digitized by Google

mée des Alpes; il plaça quinze mille hommes pour faire le siége de Mantoue, vingt mille à la garde de l'Adige, enjoignit à Augereau de passer le Pô et de se porter sur Bologne, et prescrivit au général Vaubois qui arrivait avec cinq mille hommes de l'armée des Alpes, de se diriger de Tortone sur Modène.

Cette simple démonstration effraya tellement la cour de Naples, que son faible roi s'empressa de demander la paix, ce qui convenait beaucoup à Bonaparte, qui ne voulait nullement s'engager dans le fond de l'Italie. Bonaparte écrivit en maître à la ville de Gênes pour lui ordonner de réprimer les actes que de simples bandes détachées exerçaient contre l'armée française.

Cette lettre et quelques actes de sévérité employés par Lannes sur les *Barbets,* bandes de soldats licenciés qui attaquaient les postes français, suffirent pour rendre le sénat de Gênes plus soumis. Bonaparte s'étant porté sur Modène, y fut reçu en triomphe par le peuple léger et frivole, qui le conjurait de le délivrer d'un prince qu'on accusait d'avoir emporté les principales richesses du pays à Venise. Il donna des espérances, recommanda le calme et partit pour Bologne. Il enleva du fort d'Urbin, qui se trouvait sur son passage, des canons de gros calibre qu'il fit transporter sous les murs de Mantoue pour y être employés au siége. Le peuple démocratique de Bologne, regardant Bonaparte comme son libérateur, le conjura de lui donner des institutions indépendantes et républicaines, vœux que notre jeune général promit de soutenir auprès de la République française.

Le Pape épouvanté envoya l'ambassadeur d'Espagne, Azara, pour demander la paix, et l'obtint en accordant

Digitized by Google

de fortes contributions de guerre et en cédant quelques chefs-d'œuvre de l'art.

Toujours admirateur des sciences, Bonaparte écrivit au célèbre astronome Oriani, de venir le visiter; il laissa Monge, Berthollet et les frères Thouni, que le Directoire lui avait envoyés, pour choisir les objets destinés aux musées de Paris.

Bonaparte franchit les Apennins, arriva en Toscane, et, après avoir rassuré secrètement le duc, se porta à marches forcées sur Livourne, où il entra à l'improviste et s'empara de la factorerie anglaise. Il montrait ainsi au duc que s'il ne savait faire la police chez lui, la République française saurait la faire en son nom. Il repassa ensuite par Florence et reparut devant Mantoue vingt jours après son départ.

L'Autriche, qui avait mis une extrême lenteur dans ses préparatifs, et qui s'était d'abord proposé de porter la guerre sur le sol de la France, fut obligée d'ordonner à Wurmser de passer en Italie avec la plus grande partie de ses troupes, pour réorganiser et fortifier les débris de l'armée de Beaulieu.

L'Italie, où se passaient de si grands événements militaires, n'était pas, aux yeux du Directoire, le principal champ de bataille; c'était en Allemagne qu'il prétendait porter les coups les plus redoutables. Pour bien saisir les faits qui se sont passés de ce côté, il est nécessaire d'apprécier le plan de Carnot, qui, convaincu du danger d'attaquer en longue file et sur un front extrêmement étendu, résolut de masser les armées en quelques grands corps pour frapper un coup plus fort et obtenir un résultat plus décisif. Au lieu de déduire les consé-

Digitized by Google

quences de ce plan si bien médité, de former un puissant corps d'armée sous un seul général, qui disperserait ses divisions ou les réunirait en un faisceau, selon les besoins de la circonstance, il voulut former deux belles armées et agir comme dans le cours de la campagne précédente, où, en portant deux fortes armées sur les deux ailes des ennemis, nous étions parvenus à obliger le centre aussi bien que les extrémités à opérer la retraite. Il en était, il est vrai, résulté un grand désavantage : les Autrichiens avaient réuni leurs forces, avaient attaqué successivement Pichegru et Jourdan, et leur avaient fait éprouver des pertes considérables; mais Carnot, attribuant cet effet à la trahison ou à l'incapacité des généraux plutôt qu'au vice du plan de campagne, se proposa de choisir des capitaines plus habiles.

Jourdan conserva son commandement du Bas-Rhin, et Moreau fut appelé à celui du Haut-Rhin. Ils reçurent l'ordre d'opérer sur les ailes des Autrichiens, Jourdan en remontant le Mein et Moreau le Necker.

La première grande opération, celle qui présentait d'assez notables difficultés sur certains points, était le passage du Rhin, en présence d'une armée de cent cinquante mille hommes, disséminée sur toute la longueur du fleuve, sous l'unique commandement de l'archiduc Charles, jeune prince qui montrait déjà une haute capacité militaire. Maîtresse de Dusseldorf, l'armée du Bas-Rhin n'avait pas de grandes difficultés à vaincre pour traverser le fleuve; mais il n'en était pas de même de celle du Haut-Rhin : nous n'avions sur ce point aucun passage libre. Quand on se fut arrêté à tenter le passage du fleuve vis-à-vis de Strasbourg, on essaya de détour-

Digitized by Google

ner l'attention des ennemis et de les attirer sur un autre point, en publiant que l'armée du Haut-Rhin allait remonter le fleuve et se rendre en Italie. Dans les mêmes vues, Kléber passa à Dusseldorf, sur la rive droite du Rhin, replia vers le Mein le corps de quinze mille hommes du prince de Wurtemberg, arriva à la hauteur de Neuvied, et permit à Jourdan de franchir le fleuve sans obstacle à la tête de quarante-cinq mille hommes.

A cette nouvelle l'archiduc Charles, qui se trouvait du côté de Mayence, descendit à la hâte avec vingt-cinq mille hommes, et quoiqu'il nous fût inférieur en nombre, il livra bataille le 7 juin, porta ses masses considérables sur notre gauche et la battit. Jourdan qui, ayant conservé son centre et sa droite intacts, avait des forces bien suffisantes pour risquer encore un combat, jugea que Moreau ayant opéré son passage, il était inutile d'accepter une bataille extrêmement dangereuse; car, ayant le Rhin à dos, il pouvait être jeté dans le fleuve et perdre ainsi une grande armée. Il prescrivit à Kléber de descendre le Rhin, pour repasser sur la rive gauche, à Dusseldorf, pendant que lui-même opérait sa retraite par le pont de Neuvied. On regarda cette retraite comme une faiblesse; mais, aux yeux de tous les hommes de jugement, ce fut un grand acte de prudence.

Lorsque Moreau vit l'armée autrichienne portée en grande partie du côté de Dusseldorf et vers Bâle, où l'avait dirigée un bruit supposé que nous voulions remonter le fleuve jusqu'à cette ville, il fit passer quelques mille hommes dans des bateaux et se rendit maître de la tête du pont de Kehl, emporta la place avec une extrême valeur, et put dès-lors effectuer le passage sans difficulté.

Digitized by Google

C'était une belle manœuvre, dont le succès avait surtout dépendu du secret.

Si Moreau avait eu la rapidité et le coup-d'œil de Bonaparte, on ne peut douter qu'il n'eût écrasé Latour, qui comptait alors à peine trente-six mille hommes, et qu'ensuite il n'eût anéanti tous les corps de l'archiduc Charles, dispersés dans le Haut-Rhin. Mais le prudent Moreau, ne voulant rien donner au hasard, marchait toujours assez lentement et d'une manière sûre. On a dit qu'avec ce caractère on sauve les empires, mais que jamais on n'est un Alexandre ni un César. On peut répondre que si Moreau montrait une si grande circonspection, c'est qu'elle lui avait été vivement recommandée par Carnot, qui craignait une défaite.

Moreau, qui commandait une belle armée de soixante-onze mille hommes, en confia le centre à Saint-Cyr, la gauche à Desaix, et la droite à Ferino. Tandis que sa droite et son centre descendaient le fleuve pour gagner la vallée du Necker et se rendre maîtres des principales gorges des montagnes, sa gauche rencontra sur la Murg le général Latour, l'attaqua et lui enleva les postes des montagnes; mais dans la plaine elle lui fut inférieure, ce qui détermina Moreau à attendre l'arrivée de Saint-Cyr avant de risquer un nouveau combat. Pendant cet intervalle l'archiduc Charles arriva à la tête de vingt-cinq mille hommes; ayant ainsi porté son armée à soixante mille hommes, il résolut d'accepter la bataille et fit toutes ses dispositions.

Les deux armées étaient perpendiculaires au Rhin et semblaient s'attendre mutuellement. L'archiduc, qui ne pensait livrer le combat que le 10 juillet, fut prévenu le 9,

Digitized by Google

et attaqué par le général Saint-Cyr avec une grande vigueur sur le plateau de Rothensol. Après avoir fait de vains efforts pour en chasser les Autrichiens, Saint-Cyr simula une fuite, les entraîna à sa suite, fit occuper le plateau abandonné, menaça les Saxons chargés de nous déborder et les contraignit à se replier. Notre général en chef, content de ce succès, n'osa s'engager dans la plaine.

La bataille était indécise. Si Moreau se trouvait maître des montagnes et pouvait descendre dans la vallée du Necker, l'archiduc Charles pouvait, de son côté, remonter le Rhin et contraindre son ennemi à le suivre dans la plaine, où il avait les plus grandes chances de succès. Cette manœuvre eût été très hardie, le prince autrichien la comprit; mais sentant que s'il venait à éprouver un échec il était perdu, puisqu'il ne lui restait aucune retraite; sachant d'ailleurs qu'il avait une ligne inexpugnable, celle du Danube, où il pourrait se mettre à couvert sous les puissantes forteresses d'Ulm et de Ratisbonne, il laissa des garnisons importantes dans Mayence, Ehrenbreitstein, Cassel et Mannheim, et ordonna au général Wartensleben, chargé de tenir tête à Jourdan, de se replier sur le Danube avec fermeté, sans accepter de combat, et cependant en tenant tête à l'avant-garde française, afin que la retraite ne ressemblât pas à une fuite. Wartensleben arrêta constamment nos premiers corps avec sa cavalerie, et entra dans la vallée du Danube sans avoir été entamé.

Informé que les Autrichiens étaient en retraite et que Moreau était dans la vallée du Necker, Jourdan se hâta de passer de nouveau le Rhin, d'entrer dans la vallée du

Digitized by Google

Mein, marcha à la suite de Wartensleben sans pouvoir l'entamer, et entra dans Francfort, que les Autrichiens lui abandonnèrent.

Lorsque l'archiduc Charles arriva sur le Danube, qu'il eut réuni le corps de Wartensleben au sien et que son armée eut été diminuée par le départ des contingents de la Saxe et de la Souabe, il ne compta guère que quatre-vingt mille hommes, tandis que nos deux armées en comptaient près de cent cinquante mille. Nous étions donc infiniment supérieurs à nos ennemis sur tous nos champs de bataille, en Allemagne et en Italie.

Entraînés par les événements militaires, quelques peuples qui gardaient la neutralité la changèrent en alliance. De toutes les puissances neutres, celle qui souffrait le plus était incontestablement l'Espagne, qui, après avoir été humiliée par l'Angleterre à Toulon et en Corse, pendant qu'elle était son alliée et qu'elle mettait ses vaisseaux et ses hommes à sa disposition, se voyait exposée à une multitude d'affronts depuis qu'elle avait conclu la paix avec la France. Les Anglais insultaient ses vaisseaux, arrêtaient les munitions qui lui étaient destinées, violaient son territoire, prenaient des positions menaçantes pour elle en Amérique, foulaient aux pieds les lois des douanes dans ses colonies et cherchaient ouvertement à les soulever. Séduite par les offres brillantes du Directoire et par la proposition de renouveler le pacte de famille, l'Espagne signa avec la République française, le 19 août, un traité d'alliance offensive et défensive, d'après lequel ces deux puissances se déclaraient les ennemies de l'Angleterre et s'engageaient à se soutenir mutuellement contre elle.

Digitized by Google

Une copie de ce traité, envoyée à nos ambassadeurs auprès de la Porte et à Venise, avait fait une très vive impression sur les deux gouvernements; tout annonçait que bientôt les deux Etats formeraient avec l'Espagne et la France ce traité de quadruple alliance qu'on présentait comme une preuve des sympathies des peuples étrangers pour notre pays.

Jugeant ces traités insuffisants pour abattre l'Angleterre, Hoche pensait que, pour frapper un grand coup sur cette nation, il fallait agir sur l'Irlande et soulever ce peuple si religieux contre ses oppresseurs déjà fortement embarrassés par les immenses sacrifices faits pour la guerre. Le peuple des trois royaumes souffrait horriblement; les finances obérées exigeaient de grands sacrifices pécuniaires; le commerce languissait beaucoup, la République lui fermait ses marchés, les ports de l'Italie lui étaient interdits, ceux de l'Espagne allaient l'être, ceux de l'Océan l'étaient jusqu'au Texel. En ajoutant les difcultés d'une guerre intestine, on devait abattre cette fière Albion qui prétendait dominer le monde.

Mais plus la position s'aggravait, plus Pitt soufflait à Vienne le feu de la guerre et poussait l'impératrice de Russie à entrer enfin en campagne contre un gouvernement qui devenait de jour en jour plus menaçant pour les autres Etats. Catherine, au lieu d'accorder la coopération active qu'on réclamait, se contentait de promettre de garder la Gallicie, afin que l'Autriche pût disposer de toutes ses forces pour lutter contre un ennemi qui avait trois puissantes armées sur pied, l'une en Italie et les deux autres sur le Danube. Cela était d'autant plus nécessaire, que chaque jour on apprenait

Digitized by Google

que la cause de la guerre venait d'être abandonnée par quelque Etat secondaire de la Germanie, pour celle de la neutralité. C'est ainsi que le Wurtemberg et les Etats de Bade venaient de signer la paix en permettant aux armées belligérantes de passer sur leur territoire. On était donc arrivé à un de ces moments de grande crise où le dénoûment devient inévitable; cependant l'agonie devait durer longtemps encore.

L'Autriche voyant toute l'Italie plier devant les Français, le Piémont faire un traité de paix sans cependant consentir à une alliance offensive et défensive, la Toscane établir des relations amicales avec la République, Naples et Rome envoyer des agents à Paris, sentit la nécessité de frapper fort, si elle ne voulait tomber dans un complet isolement et dans une situation périlleuse. Elle savait que tous les gouvernements italiens détestaient les Français, que les traités d'alliance ou de neutralité n'avaient eu pour mobile que la crainte, qu'une fois triomphante en Italie, elle verrait les peuples et les gouvernements recourir à elle comme à un sauveur; elle résolut en conséquence d'envoyer Wurmser en Italie, avec une armée assez forte pour battre celle des Français.

Pour parer au danger de sa position, Bonaparte ménageait tous les peuples italiens, se montrait bienveillant à l'égard de l'aristocratie génoise, caressait le grand duc de Toscane et flattait la république de Venise, qui commençait à craindre l'invasion de la démocratie dans son gouvernement. « Si je suis vainqueur, écrivait-il, il suf-» fira d'une simple estafette pour terminer toutes les » difficultés qu'on me suscite. »

Le château de Milan était tombé en notre pouvoir,

Digitized by Google

et Bonaparte se voyait à la tête d'une armée forte de quarante-cinq mille hommes, pleine d'ardeur et animée du désir de combattre; dès-lors il poussa vigoureusement le siége de Mantoue, ville située dans les marais du Mincio, qui semblait défier tous les efforts du génie.

Wurmser, en arrivant en Italie à la tête de soixante mille hommes, dont trente mille avaient été tirés de l'armée du Rhin, pouvait de plus compter sur la coopération de dix mille soldats renfermés dans Mantoue; il avait donc soixante-dix mille hommes contre quarante-cinq, supériorité écrasante, s'il avait été un général habile. En sortant de Roveredo, Wurmser avait trois routes devant lui : l'une, franchissant l'Adige à la naissance du lac Garda, tournait à la droite de ce lac et aboutissait à Salo, Gavardo et Brescia; les deux autres suivaient les deux rives de l'Adige. L'une, passant entre le lac Garda et le fleuve, rencontrait les positions de la Corona et de Rivoli; l'autre longeait la rive gauche de l'Adige, et débouchant dans les vastes plaines de Vérone, se trouvait ainsi derrière l'armée française, qui pouvait lui échapper. Si la première eût été facile et que Wurmser l'eût suivie avec toute son armée, il coupait à Bonaparte toute communication avec ses derrières et le mettait dans le plus grand danger, ou plutôt l'exposait à une ruine certaine. Il se contenta de faire suivre cette route à Quasdanowich, avec vingt-cinq mille hommes. Après avoir jeté ces vingt-cinq mille hommes au-delà du lac Garda et s'être ainsi privé de forces considérables, Wurmser commit encore une faute non moins grave, ce fut de diviser les trente-cinq mille hommes qui lui restaient en deux corps, pour occuper en même

Digitized by Google

temps les deux rives du fleuve sans avoir de moyen de communication, car la rivière n'était pas guéable, et il n'avait aucun passage. Un général habile, avec des forces infiniment inférieures, pouvait évidemment le battre, car, en réunissant toutes ses troupes, il pouvait être supérieur à chacun des corps de ses adversaires. Ce genre de manœuvres convenait parfaitement au caractère de Bonaparte, qui avait placé ses différents corps de manière à entretenir entre eux des communications faciles, et à les porter en peu de temps sur un point donné.

Les Autrichiens, très heureux d'abord dans leurs premières opérations, replièrent tous nos avant-postes; ils repoussèrent de Salo le général Sauret, contraignirent le général Guyeux à se renfermer dans un vieux château avec dix-sept cents hommes, emportèrent entre l'Adige et le lac Garda l'importante position de Corona, franchirent les difficultés des montagnes et débouchèrent dans les plaines de Vérone.

La position de Bonaparte était difficile; il parut même un instant abattu, et, pour la première fois, il consulta ses généraux, qui tous opinèrent pour la retraite, à l'exception d'Augereau, dont l'opinion était qu'en occupant l'extrémité du lac Garda, et rendant ainsi impossible la jonction des deux principaux corps autrichiens, il était facile de les écraser l'un après l'autre. En se déterminant pour cet avis, Bonaparte, pénétré de l'indispensable nécessité de masser toutes ses forces et de lever le siége de Mantoue, ville réduite à l'extrémité, donna aussitôt l'ordre au général Sérurier d'enclouer les pièces de siége, de brûler ses affûts, d'enterrer ses projectiles, de jeter ses poudres à l'eau et de remonter à la hâte le Min-

Digitized by Google

cio. Il repassa lui-même cette rivière à Peschiera avec la plus grande partie de son armée, marcha à la rencontre de Quasdanowich, fit délivrer les dix-sept cents hommes du général Guyeux et se dirigea sur Lonato occupé par les Autrichiens. Après un combat très vif, il força ses ennemis à rétrograder sur Gavardo. Augereau se porta aussitôt sur Brescia, pour déliv r quelques-uns de nos prisonniers et repousser les ennemis qui s'étaient avancés sur ce point. Voyant Quasdanowich arrêté à Gavardo pour avoir des nouvelles de Wurmser et connaître ses positions, Napoléon se garda bien de le pousser et de le rejeter peut-être du côté du général en chef des Autrichiens, ce qui eût augmenté le péril. Après avoir franchi non-seulement l'Adige, mais encore le Mincio, être entré à Mantoue, où il avait été reçu au son des cloches et au milieu de la foule qui se croyait à jamais délivrée des Français, Wurmser s'amusa à visiter les tranchées et à contempler les traces de notre départ précipité.

Afin de décider le succès de la campagne en écrasant vingt-cinq mille hommes renfermés à Lonato et à Castiglione, avant qu'ils eussent été rejoints par Wurmser, Bonaparte replaça Guyeux à Salo pour maintenir le général Quasdanowich et l'empêcher de secourir les autres corps, et se porta contre les divisions autrichiennes commandées par Bayalisch et Liptai. Bayalisch, encouragé par un faible avantage remporté à Lonato sur nos avant-postes, étendit ses troupes vers la gauche, afin de faire sa jonction avec Quasdanowich, dont il entendait le canon à Salo. Bonaparte, loin de contrarier ce mouvement, le seconda par une apparente indifférence. Dès qu'il voit le centre de Bayalisch affaibli, il l'attaque

Digitized by Google

avec une extrême violence, le perce, coupe l'armée ennemie en tronçons, prend entre deux feux la gauche qui essaie de se diriger vers Salo, écrase et fait des milliers de prisonniers. La droite de cette division, qui opéra sa retraite du côté du Mincio, fit aussi des pertes considérables.

Après ce brillant succès, Bonaparte se porta sur Castiglione, où Augereau combattait depuis le matin avec une admirable bravoure contre Liptai, et il y arriva au moment où l'ennemi opérait sa retraite. Si Wurmser se fût trouvé avec toutes ses forces à la difficile bataille de Lonato, il fût demeuré vainqueur; Bonaparte triompha, parce qu'il savait profiter de l'imprudence de l'ennemi, qui se plaçait toujours dans une situation d'infériorité numérique.

La terreur causée par cette victoire était extrême; un tronçon de la division Liptai, fort de quatre mille hommes en retraite sur Lonato, où il voyait peu de troupes, étant tombé au milieu de quelques centaines d'hommes commandés par Bonaparte, somma d'abord les Français de se rendre, puis se laissa intimider par ces mots audacieux de notre général en chef : « Mal-» heureux, dit Bonaparte au parlementaire, allez dire » à votre chef que si dans une heure il n'a pas mis bas » les armes, il va être attaqué par le général français. »

Les quatre mille Autrichiens épouvantés mirent bas les armes sans combat et se rendirent à mille Français.

Les divisions Despinois et Sauret, après avoir attaqué Quasdanowich et l'avoir rejeté définitivement dans les montagnes, se hâtèrent de rejoindre Bonaparte dans la plaine de Castiglione, pour prendre part à la bataille qui allait s'y livrer.

Digitized by Google

Bonaparte, qui avait alors toutes ses divisions réunies et se trouvait bien supérieur en nombre à son ennemi, déduit à vingt-cinq mille hommes, sembla permettre à Wurmser de faire filer son aile droite du côté de Lonato et de Salo, afin de rejoindre son grand détachement; mais dès que Sérurier eut annoncé par le canon qu'il attaquait les derrières de Wurmser, Bonaparte pousse ses colonnes avec une extrême vigueur, perce les bataillons ennemis, qui de leur côté se défendent avec la plus grande valeur, et contraint le général autrichien à commander la retraite pour ne pas faire écraser le reste de ses troupes. Nos soldats, excédés de fatigue, ne le poursuivirent que mollement. S'ils avaient montré leur ardeur habituelle, ils eussent incontestablement détruit les Autrichiens qui se trouvaient acculés au Mincio. Augereau et Masséna chargés de marcher, le premier sur Borghetto, et le second sur Peschiera, ayant rencontré de plus grandes difficultés qu'ils ne l'avaient cru, laissèrent le temps à Wurmser de gagner Vérone, dont Bonaparte s'empara le 7 août. Dans cette situation il ne restait plus au général autrichien que de remonter l'Adige jusqu'à l'entrée du Tyrol, retraite qu'il opéra heureusement. Il avait, il est vrai, ravitaillé Mantoue, mais il avait perdu près de la moitié de son armée et laissait entre les mains des Français quinze mille prisonniers, soixante-dix pièces de canon et neuf drapeaux. La perte des Français s'élevait à sept mille hommes, dont quatorze cents prisonniers.

Persuadé que le vieux Wurmser ne s'était retiré dans le Tyrol que pour préparer une nouvelle expédition, Bonaparte, bien qu'instruit de la terreur causée par ses

Digitized by Google

victoires à Rome, à Florence et à Gênes, tout en témoignant le plus vif mécontentement contre ces gouvernements; cependant il les ménageait encore, sans leur déguiser la connaissance qu'il avait de leurs armements; il continua à se nourrir à leurs frais, en ajournant les négociations pour une alliance. Il appela auprès de lui le légat du Pape, qui était allé reprendre le gouvernement de Ferrare, et, suivant son expression, le mit en pénitence dans un séminaire. Il se plaignit de ce qu'il appelait l'imbécillité et la mauvaise foi du roi de Naples, qu'il accusait de favoriser les Anglais. Il écrivit une lettre polie, mais ferme, au duc de Toscane, et changea la garnison de Livourne. Il adressa une lettre très vigoureuse au roi de Piémont et se plaignit de ce qu'il laissait les *barbets* de Gênes infester ses Etats. Enfin il demanda des renforts au Directoire pour réparer ses pertes et être prêt à tenir tête à l'ennemi.

Il entrait dans les vastes projets que formait Bonaparte, d'abord de ravager Trieste, le principal port de l'Autriche, de se replier ensuite sur l'Italie pour punir Rome, Naples et la Toscane, et d'établir peut-être dans la Lombardie et les contrées voisines, une république qui fût l'alliée et le soutien de la République française. Mais, pour l'exécution de ces desseins, il fallait mettre Wurmser dans l'impossibilité absolue d'agir. Celui-ci voyant son armée élevée à cinquante mille hommes par des renforts, se disposait à descendre le long de la Brenta et à déboucher dans la plaine de Vérone; mais il commit la faute de laisser vingt mille hommes dans les montagnes et de s'avancer avec trente mille hommes seulement.

Digitized by Google

Au moment où Wurmser descendait la Brenta, Bonaparte, après avoir laissé huit mille hommes à Mantoue, pour en continuer le blocus, et cinq mille hommes dans Vérone et dans les places voisines, remontait les deux rives de l'Adige à la tête de trente mille soldats, pour déboucher du côté de Trente, y battre le capitaine autrichien et se replier sur Trieste, ensuite sur Venise. Pour arriver à Trente, il fallait traverser deux défilés très difficiles; l'un de San-Marco, et l'autre de Calliano. A peine arrivé au premier, où la route était resserrée d'un côté par le fleuve et de l'autre par des montagnes très élevées, sur lesquelles se trouvait un poste autrichien, Bonaparte forma une colonne de soldats des montagnes, des rives de la Saône et du Rhône, habitués à grimper sur les rochers, et les jeta sur les hauteurs, d'où ils tirèrent sur l'ennemi. Quand il vit les Autrichiens ébranlés, Bonaparte s'avança en colonne serrée, les culbuta et les refoula dans Roveredo, d'où le général Vaubois les replia sur le défilé de Calliano. Nous avions perdu dans cette journée, Dubois, général plein de feu, qui, se sentant près de mourir, prononça ces paroles que l'histoire doit recueillir : « Avant que je meure, dit-il à » Bonaparte, dites-moi si nous sommes vainqueurs. »

Afin de forcer l'entrée du défilé, défendu d'un côté par de hautes montagnes, de l'autre par le fleuve rapide de l'Adige et par un château-fort que les ennemis occupaient et qu'ils voulaient défendre, Bonaparte compose deux corps de troupes légères; l'un est jeté sur les rochers, d'où il tire à coup sûr sur l'enceinte fortifiée; l'autre longe la rive du fleuve et parvient à déboucher au-delà, en se tenant à couvert derrière les rebords es-

Digitized by Google

carpés. Le château de Pietra, emporté en un moment, est traversé par notre armée qui fond sur les Autrichiens, les chasse du défilé et s'empare de leur artillerie.

A peine arrivé à Trente, où il pensait trouver Wurmser, Bonaparte, informé que ce général était descendu pour attaquer la ligne de l'Adige, forme alors un nouveau projet plus audacieux que ceux qu'il avait conçus : c'était de courir à la suite de son ennemi à la tête de vingt mille hommes, présumant qu'il l'atteindrait encore avant qu'il fût dans la plaine de Vérone. Il fait en effet vingt lieues en deux jours, et emporte le défilé de Primolano, où Wurmser avait placé une division.

Frappé d'étonnement de la hardiesse de Bonaparte, Wurmser, qui débouchait dans la plaine, s'arrête à Bassano, dans les dernières gorges, commande à une de ses divisions qui étaient bien loin, près de Vérone, de rétrograder, se place en avant de Bassano et occupe les deux rives du fleuve. Les Français fondent sur lui avec une extrême impétuosité; les Autrichiens se retirent dans la ville si précipitamment et dans un tel désordre, qu'Augereau y pénètre avec eux. Wurmser se hâte d'en sortir, se porte sur l'Adige et cherche un gué pour se mettre à couvert derrière ce fleuve, avec quatorze mille hommes qui lui restaient. Bonaparte le jugeait absolument perdu et espérait le prendre sur les rives du fleuve, dont il croyait tous les passages bien gardés. Le poste qui défendait Legnago ayant été transporté à Vérone pour la défense de cette ville contre une division autrichienne, Wurmser profita de cet abandon pour passer le fleuve. Bonaparte, au désespoir de voir sa proie lui échapper, fit passer à la hâte les divisions Augereau et

Digitized by Google

Masséna et leur ordonna de couper à l'ennemi la route de Mantoue. Wurmser, qui sentait l'absolue nécessité de vaincre, leur passa sur le ventre et força les lignes de Mantoue, où il se renferma. Quelques combats d'avant-postes lui ayant été favorables, il accepta une bataille rangée, fut vaincu et obligé de se renfermer dans la place, qui eut ainsi une garnison de vingt mille bouches à nourrir. Wurmser commanda de tuer ses chevaux et de les saler.

Nos annales militaires nous fournissent bien des époques brillantes; mais il n'en est aucune qui nous présente une telle suite de succès. Quel général a jamais remporté tant de victoires, pris autant de drapeaux, fait autant de prisonniers en moins d'une année?

Pendant que nos armées d'Italie obtenaient de si brillants succès, celles d'Allemagne, sur lesquelles nous fondions nos principales espérances, éprouvaient des revers assez considérables. L'archiduc Charles qui, comme nous l'avons vu, s'était replié sur la vallée du Danube, dont il voulait se couvrir, fut faussement informé, en débouchant dans cette vallée, que Wartensleben, au lieu de se rapprocher de lui, s'en était éloigné pour couvrir la Bohême contre les tentatives que Jourdan pourrait faire de ce côté. L'archiduc, craignant alors que Jourdan et Moreau ne s'unissent pour l'attaquer, se détermina à livrer bataille à Neresheim, ayant le Danube à dos, faute énorme qui pouvait lui être funeste et qu'il blâma sévèrement dans la suite; il attaqua Moreau sur tous les points et allongea sa droite du côté des montagnes, ce qui causa une telle terreur à notre arrière-garde, que ses bagages se replièrent à l'instant,

Digitized by Google

se croyant perdus. Loin de s'effrayer de ce mouvement qui était aux dépens des autres corps autrichiens, Moreau affaiblit encore ses ailes, met des masses considérables à son centre, attaque vigoureusement celui des ennemis; grâce à cette manœuvre, il rend la bataille indécise et détermine l'archiduc à traverser le fleuve, quoique son adversaire fût séparé de ses parcs.

Charles, à peine à couvert derrière le Danube, ayant appris que Wartensleben ne s'était pas retiré en Bohême, mais qu'il avait toujours opéré dans la vallée du Mein et qu'il se trouvait alors sur la Saale en présence de Jourdan, conçoit le dessein de repousser ce général sur le Rhin et d'isoler ainsi Moreau en Allemagne. Il laisse Latour avec trente mille hommes sur le Danube pour contenir Moreau, en prend vingt-cinq mille, court à marches forcées pour opérer sa jonction avec Wartensleben, attaque sur sa route une division commandée par Bernadotte, que Jourdan avait jetée dans les montagnes pour se lier avec Moreau, la met en fuite, marche sur Jourdan, et de concert avec Wartensleben lui livre bataille à Amberg. Accablé par des forces supérieures, Jourdan, qui s'était proposé de se retirer par la route de Nuremberg, se vit obligé de prendre des chemins de traverse pour opérer une retraite aussi difficile qu'honorable.

Instruit enfin du mouvement que l'archiduc venait d'opérer, Moreau conçut deux plans, qui tous deux paraissaient également sûrs : l'un consistait à marcher à grandes journées au secours de Jourdan et de prendre l'archiduc entre deux feux; le second, à se jeter sur Latour qui n'avait qu'une trentaine de mille hommes. Le premier de ces plans était le plus brillant, le meilleur;

Digitized by Google

Napoléon l'eût incontestablement tenté, quoiqu'il ne fût pas conforme aux instructions du Directoire. Moreau, n'osant l'entreprendre, marcha contre Latour, qui se laissa battre à Friedberg et permit à son adversaire de s'avancer jusque sous les murs de Munich, mouvement dont le but principal était de rappeler l'archiduc et de le contraindre à abandonner la poursuite de Jourdan pour accourir à la défense de l'Allemagne. Cette marche servait les vues de ce capitaine qui savait, en effet, qu'en poussant Jourdan sur le Rhin, Moreau isolé se compromettait d'autant plus qu'il s'avançait davantage.

Informé que, pour réparer l'échec considérable que Latour venait de recevoir, des troupes autrichiennes étaient allées à son secours, Jourdan, persuadé que l'archiduc, redoutant que Vienne ne fût menacée, était retourné en arrière afin de couvrir cette capitale, résolut de tenter encore la victoire; il s'arrêta à Wurtzbourg, occupa de fortes positions, et, pour s'assurer une retraite sur la Saale et la Fulde, jeta la division Lefebvre à Schweinfurt, se privant ainsi d'un corps considérable. Jourdan, dont les positions étaient très favorables, eut d'abord quelques avantages; mais sa cavalerie ayant été plusieurs fois mise en déroute, il se vit obligé d'opérer péniblement sa retraite pour ne pas être écrasé. Il continua sans relâche sa marche vers la Lahn, derrière laquelle il voulait se mettre à couvert, et rappela à lui le général Marceau, qui bloquait Mayence. Ce jeune officier, qui donnait à l'art militaire les plus hautes espérances, fut frappé d'une balle par un tirailleur tyrolien, et mérita d'être pleuré par les deux armées, qui se plurent à lui rendre des honneurs funèbres. Jourdan, cou-

Digitized by Google

vert par la Lahn, se trouvant renforcé d'une division considérable, s'arrêta devant son adversaire sans cependant oser se mesurer avec lui, tant ses troupes étaient découragées par une retraite pénible qui lui avait coûté six mille hommes.

Inquiet de la retraite précipitée de Jourdan, Moreau, placé au-delà du Danube, tâtonnait sans oser prendre un parti décisif; il aurait repoussé Latour, qui, plein de confiance dans les renforts qu'il avait reçus, avait osé attaquer sa gauche. Dans son état d'incertitude et d'anxiété, il se décida enfin à faire un mouvement en arrière pour donner du secours à Jourdan, qui se trouvait à plus de soixante lieues de lui. Il commit alors une faute de stratégie énorme, qui aurait pu lui être bien funeste s'il avait eu en face un capitaine plus habile que Latour. Ayant laissé sa droite au-delà du Danube, il franchit ce fleuve avec son centre et sa gauche, avança cette aile jusqu'à Aichstel, et laissa son centre sur la rive gauche du fleuve. Son armée était ainsi divisée en trois corps, qui ne pouvaient se secourir mutuellement. Latour pouvait, en réunissant toutes ses forces, en écraser un, le centre par exemple, et attaquer les deux ailes.

Après être resté quatre jours dans cette singulière position, dont il reconnut lui-même tout le danger, Moreau repassa le Danube. Afin de se rapprocher de sa base d'opération et de se relier à Jourdan qui avait été contraint de se retirer derrière la Lahn, il opéra sa retraite avec une armée de plus de soixante mille hommes, devant Latour qui n'en comptait pas quarante mille. Deux routes se présentaient à lui, celle qu'il avait suivie et qui le conduisait dans la vallée du Necker, et celle

Digitized by Google

du Danube, d'où il pourrait passer dans celle du Haut-Rhin. La première était incontestablement la moins longue et la plus facile, mais elle l'exposait à avoir devant lui l'archiduc Charles avec trente mille hommes, et derrière lui Latour avec quarante mille; il se détermina donc à remonter le Danube.

Latour, ignorant la route que Moreau allait prendre, avait jeté Nauendorff à Tubingen, sur le haut Necker, une autre division à Schussenried, et s'était placé du côté du lac Fédersée. Moreau, le voyant ainsi isolé, l'attaqua, lui prit quatre mille hommes et rendit ainsi à son armée la confiance dont elle avait besoin pour continuer sa retraite. Quand il apprit que l'archiduc s'avançait sur le Mein pour s'approcher du Necker, il remonta par le val d'Enfer et déboucha enfin dans la vallée du Rhin.

Sachant que Kehl était vivement menacé, Moreau, pour ne pas allonger sa route en traversant le Rhin au pont de Brisach et en se rendant à Strasbourg par la rive gauche, s'était déterminé à suivre la rive droite; mais l'archiduc, qui avait réuni presque toute l'armée impériale sous ses drapeaux, lui barra le passage à Emmendingen, le contraignit à diriger le général Desaix vers le pont de Brisach et le força à retourner lui-même avec son centre et sa droite sur Huningue, où il occupa une position formidable. Il subit le 24 octobre une attaque terrible, qu'il soutint avec courage jusqu'à la nuit, dont il profita pour repasser le Rhin.

Cette campagne, la plus belle de l'archiduc Charles, qui la conduisit toujours avec un talent supérieur, a excité l'attention de tous les militaires de mérite. On reproche cependant au capitaine autrichien de n'avoir

Digitized by Google

mis ni la même activité, ni la même promptitude que Bonaparte en Italie, de n'avoir pas déployé l'audace de notre grand capitaine, dit-on, pour écraser les différents corps qui lui étaient opposés. Nous croyons que la tactique de Bonaparte n'eût pas réussi à ce prince, parce qu'il commandait, non au Français vif, ardent, impétueux, mais à l'Allemand froid, flegmatique et difficile à exciter. La retraite de Moreau, qu'on a comparée à tout ce que les annales militaires présentent d'admirable en ce genre, fut cependant marquée par quelques fautes que nous avons signalées. Mais la plupart de ces fautes étaient moins son fait que la position singulièrement inintelligente que lui avait faite le Directoire, à qui il se fit un devoir d'obéir fidèlement. Si Bonaparte se couvrit de tant de gloire en Italie, c'est qu'il sut secouer les lourdes chaînes dont on voulait le charger.

La retraite des armées françaises sur le Rhin fit une profonde sensation en France; les ennemis de la République relevaient cet échec bien haut et ne semblaient pas même accepter en compensation les magnifiques victoires de Bonaparte en Italie. On disait que ce général ne devait ses succès qu'à une audacieuse témérité, que plusieurs fois, emporté par son bouillant courage ou par la nécessité de diriger tout par lui-même, il avait failli être pris; on en concluait que sa perte, plus ou moins prochaine, était assurée. Nos finances, d'ailleurs, se trouvaient toujours dans le plus déplorable état. Depuis la chute des assignats et des mandats, il s'était manifesté une grande perturbation dans les fortunes; les impôts rentraient très difficilement; le reste de l'emprunt forcé ne se payait pas; les biens des émigrés et du clergé

Digitized by Google

qui restaient encore à la République, ne se vendaient point ou que très difficilement.

On avait flatté la nation d'avoir bientôt des alliés, de voir non-seulement l'Espagne, mais encore la Porte et Venise se déclarer pour la France. L'Espagne avait, il est vrai, uni ses forces aux nôtres contre l'Angleterre; la Porte s'était montrée disposée à traiter avec nous; mais quand Venise, dont l'aristocratie détestait la démagogie française, avait feint de s'allier avec nous, c'est parce que nos armées marchaient sur Vienne et que Bonaparte jetait partout la terreur. Depuis que Moreau et Jourdan avaient été contraints de se replier sur le Rhin, Venise espérait que Vienne porterait des masses considérables sur l'Adige et abattrait définitivement le général, qu'on jugeait encore plus audacieux qu'habile.

Craignant que l'union de la France et de l'Espagne ne lui fît perdre toutes ses possessions de la Méditerranée, Pitt fit les plus grands efforts pour conserver, sinon l'alliance, du moins la neutralité de la cour de Naples, du Pape et des Génois, puissances avec lesquelles Bonaparte avait fait ouvrir des négociations. La reine de Naples repoussait la contribution de guerre que le Directoire voulait lui imposer; le Pape ne pouvait point révoquer les brefs lancés contre l'Eglise constitutionnelle et schismatique de France, condition à laquelle le Directoire consentait à faire la paix avec la cour romaine; Gênes regardait comme une lâcheté l'expulsion de quelques familles et le rappel de plusieurs autres, d'après les exigences de la France. Cet état d'incertitude, la difficulté de se maintenir en Corse, la crainte de voir la Méditerranée échapper à l'Angleterre, l'expédition que Hoche prépa-

Digitized by Google

rait pour soulever l'Irlande, la difficulté financière, la gêne du commerce, tout cela faisait demander la paix. Pitt et l'aristocratie anglaise, qui tenaient fort peu au vieux principe monarchique de la France, seraient volontiers entrés en négociation sans le caractère démagogique de notre révolution, et surtout sans les conquêtes que nous avions faites dans les Pays-Bas. La réunion de la Belgique à la France nous donnait non-seulement une supériorité marquée en Europe, mais encore un protectorat tout spécial sur la Hollande, qui depuis si longtemps était la vassale des Iles Britanniques.

Cependant, pressé par l'opinion publique et pour lui donner une sorte de satisfaction, Pitt consentit à faire des démarches pour la paix et posa pour base la restitution de la Belgique à l'Autriche, qui tenait moins à cette restitution et aurait préféré une compensation soit en Italie, soit en Allemagne. La Belgique, éloignée du centre de la monarchie, sans communication directe avec elle, était constamment l'objet d'attaques de la part de voisins ambitieux. Mais l'Angleterre, qui voyait les conséquences de cette possession pour nos armes, tenait beaucoup à la faire rendre à l'Autriche. Malgré le peu d'espoir d'obtenir ce qu'il désirait, Pitt, pour donner une sorte de satisfaction à l'opinion publique de son pays, demanda des passe-ports pour lord Malmesbury, qu'il chargeait de traiter de la paix avec la République, non-seulement au nom de la Grande-Bretagne, mais encore au nom de tous ses alliés.

Lord Malmesbury, ne pouvant dévoiler entièrement toutes ses vues, jeta tout d'abord en avant une maxime générale qui paraissait souverainement équitable, c'est

Digitized by Google

que la paix se ferait sur le principe des compensations des conquêtes entre les puissances qui venaient d'unir à leurs Etats de nouvelles possessions. La Russie, l'Autriche et la Prusse s'étaient partagé la Pologne; l'Angleterre s'était emparée de nos colonies; elle occupait la Corse. Prévoyant qu'on voulait nous enlever la Belgique sous prétexte de compensation, le Directoire, pour échapper au piége et sortir d'une fausse position, répondit que la France conserverait ses conquêtes dans les Pays-Bas, qu'à cette exception près elle admettrait le principe proposé.

Surpris de cette déclaration inattendue, lord Malmesbury demanda de nouvelles instructions à sa cour, qui lui prescrivit, avant de donner une réponse au gouvernement français, d'examiner notre situation et de s'assurer si nous étions aussi près de notre ruine qu'on l'assurait. Notre situation paraissait en effet assez critique dans ce moment.

Notre armée d'Italie se trouvait exposée aux plus grands périls et ajoutait ainsi aux inquiétudes de la patrie. L'Autriche déployait alors la plus grande activité; elle enrôlait de nouveaux soldats qu'elle incorporait dans les vieilles bandes et profitait des succès du prince Charles en Allemagne pour porter sur l'Italie de nouvelles forces. Bonaparte, de son côté, pressait le Directoire de lui envoyer des renforts considérables, le conjurait de faire intervenir les moyens de la politique, de traiter avec Naples, de renouer les négociations avec Rome, de conclure avec Gênes et de former avec le Piémont une alliance offensive et défensive; il voulait qu'on lui permît de proclamer l'indépendance de la Lombardie et du duché de

Digitized by Google

Modène pour exaiter les courages. Le Directoire, feignant de faire droit à ces demandes, ne lui accordait presque rien en réalité; il lui envoya à peine douze bataillons diminués par les désertions, laissa vide la caisse de l'armée que Venise était obligée de nourrir, sans être tenue de fournir l'argent pour acquitter le prêt. Il arriva cependant à conclure la paix avec le roi de Naples, qui s'engagea à retirer toute espèce de secours aux ennemis de la République et à fermer ses ports aux vaisseaux armés des puissances belligérantes.

Le Piémont inclinait à faire une alliance avec la France; mais il exigeait, pour première condition, que la République lui adjugeât la Lombardie, ce que le Directoire ne pouvait lui accorder. Tout en donnant en même temps à Bonaparte le pouvoir de traiter avec le peuple romain, le Directoire, matérialiste, n'envisageait les choses que sous le point de vue purement matériel, et voulait traiter le Pape avec hauteur; mais Bonaparte, convaincu que le pouvoir spirituel dont le vicaire de Jésus-Christ est revêtu ajoute beaucoup à l'autorité et à l'influence de son pouvoir temporel, désirait faire avec Pie VI un traité convenable. Et tout d'abord il n'exigeait rien de contraire à la foi et au gouvernement de l'Eglise, il ne demandait pas que le Pontife rapportât les brefs qu'il avait rendus contre les schismatiques français; il s'occupait exclusivement des intérêts temporels. Ce fut sur ces bases que fut conclu un premier arrangement que nous verrons développer plus tard.

Pendant qu'il employait ces moyens pour *tromper le vieux renard*, disait-il en parlant du Pape, afin de s'as-

Digitized by Google

surer d'être tranquille du côté de la basse Italie, il exaltait le patriotisme de la haute Italie; sous le nom de liberté, il enlevait à leur souverain Ferrare, Bologne, Reggio et Modène; il leur donnait des administrations provisoires, car il songeait à en faire une république cispadane, qui devait servir de point d'appui à la France dans le cas où la paix se conclurait et où l'on serait obligé de rendre la Lombardie à l'Autriche. Pour résoudre les difficultés élevées par les villes dont nous venons de parler, qui voulaient chacune former un petit Etat indépendant, Bonaparte se rendit à Modène, y convoqua les députés des deux Légations et du duché de Modène, leur fit accepter leur union, abolit la féodalité, fit décréter l'égalité civile et convoqua une seconde assemblée pour rédiger une constitution.

Jalouse de la création d'une république cispadane, et inquiète sur sa situation toujours aussi précaire, la Lombardie élevait des plaintes assez vives et obtenait de Bonaparte la promesse dans l'avenir d'une complète indépendance, quand il serait possible de la proclamer. Les Etats voisins, le duc de Parme, le duc de Toscane tremblaient à la vue des bouleversements qui tourmentaient une partie de la Péninsule. Livourne présentait en ce moment un spectacle d'animation extraordinaire qui inquiétait les esprits paisibles. Les réfugiés corses y avaient inoculé leur esprit d'indépendance et étaient parvenus à former une flotte qui débarqua dans la Corse et en chassa les Anglais. Déjà même on disait que les flottes espagnoles et françaises réunies ensemble allaient fermer le détroit de Gibraltar, dont le passage serait désormais

Digitized by Google

interdit aux Anglais. Telle était la situation de la Péninsule au moment où allait recommencer la lutte contre l'Autriche.

Alarmée des efforts héroïques de ses ennemis, pressée par le besoin de la paix, la France, après avoir admis le principe des compensations posé par Malmesbury, envoyait un négociateur à Vienne pour y proposer d'entrer en accommodement et demander une trêve de six mois, pendant laquelle chacun resterait dans ses positions. Les siéges de Kehl et de Mantoue devaient être suspendus, en ce sens que chaque jour on ferait entrer dans les deux places les vivres nécessaires, en sorte qu'à la reprise des hostilités elles fussent dans l'état où elles se trouvaient actuellement.

Ces instructions, dont le général Clarke devait être le porteur et le négociateur, furent signées seulement le 16 novembre, et pendant ce temps-là de graves événements se succédaient en Italie avec la plus grande rapidité.

Voici la situation des armées des deux nations ennemies au moment de la reprise des hostilités. Nous avions autour de Mantoue des forces suffisantes non-seulement pour résister à Wurmser, qui était à la tête d'une véritable armée, mais encore pour suivre les travaux du siége; a l'entrée du Tyrol, nous possédions un corps d'observation capable d'arrêter l'ennemi. L'Autriche avait réuni deux corps d'armée, l'un sous le commandement du maréchal Alvinzi et l'autre sous celui de Davidowich, qui devaient se joindre du côté de Vérone et de là marcher à la délivrance de Mantoue. Suivant sa tactique habituelle, Bonaparte résolut d'attaquer chacun de ces généraux et de les détruire séparément.

Digitized by Google

Il se porta à la rencontre du maréchal Alvinzi, qui s'était déjà avancé au-delà de la Brenta, et ordonna aux divisions de Masséna et d'Augereau de le rejeter au-delà de Piave. L'attaque en avant de Bassano fut en effet très vigoureuse; elle contraignit Alvinzi à reculer sous les murs de la place; mais, soutenus par un nouveau corps, les Autrichiens reprirent confiance, empêchèrent les Français de franchir le pont de cette ville et de rendre le succès décisif. Un échec considérable éprouvé par Vaubois obligea Bonaparte à suspendre l'attaque de ce côté. Vaubois, chargé d'attaquer les positions de Davidowich, l'avait fait avec le plus grand courage, quand une terreur panique s'empara tout à coup de ses troupes et les fit fuir jusqu'au fameux défilé de Calliano, où elles se croyaient en sûreté. Epouvanté d'une manœuvre des Autrichiens qui traversèrent l'Adige et débordèrent Calliano, craignant alors de perdre les positions de Rivoli et de la Corona, Vaubois, qui avait déjà perdu près de quatre mille hommes, se hâta de prévenir Bonaparte, qui ordonna à l'instant à la réserve postée à Vérone de rejoindre au pas de course la division malheureuse. Il leva lui-même son camp de Bassano, le porta sur Rivoli, fit rassembler la division Vaubois et lui dit : « Soldats, je » ne suis pas content de vous; vous vous êtes laissé » chasser d'une position où une poignée de braves de- » vait arrêter une armée. Général chef d'état-major, » faites écrire sur les drapeaux : *Ils ne sont plus de l'ar-* » *mée d'Italie.* » Les soldats ne purent étouffer les accents de leur douleur; tous s'écrièrent : « Général, on » nous a calomniés; mettez-nous à l'avant-garde, et vous » verrez si la 39e et la 85e sont de l'armée d'Italie. » Elles

Digitized by Google

le montrèrent en effet quelques jours après en se couvrant de gloire.

Bonaparte, qui tremblait pour Vérone, se contenta de disposer des postes à Rivoli pour arrêter Davidowich pendant quelques jours, et courut opérer de nouveau contre Alvinzi, qui, voyant tout à coup nos soldats retrograder, et jugeant que son collègue faisait des progrès et arrivait peut-être près de Vérone, lieu marqué pour la jonction des forces autrichiennes, s'était avancé jusqu'à Caldiero, situé à trois lieues de Vérone, et avait pris position sur des hauteurs presque inexpugnables. Le 11 novembre Bonaparte marcha contre lui, replia ses avant-gardes, et remarquant que l'ennemi, en se fortifiant, avait apporté peu d'attention sur un point où l'on ne pouvait parvenir qu'en gravissant des hauteurs regardées comme inaccessibles, il résolut d'y porter son principal effort. Il dirigea Masséna par les montagnes, pendant qu'Augereau attaquait de front. Masséna était parvenu avec peine à gravir les hauteurs et à dominer les Autrichiens; ne pouvant placer convenablement son artillerie, gêné d'abord par une pluie torrentielle, ensuite par une grêle froide accompagnée d'un vent violent, attaqué en outre par un nouveau corps, il fut obligé de quitter sa position. C'était donc une journée perdue.

La situation de l'armée paraissait désespérée; la gauche, qui avait perdu quatre mille hommes, pouvait être enfoncée d'un moment à l'autre; le principal corps d'armée était replié dans Vérone; les assiégeants de Mantoue, moins nombreux que les assiégés, murmuraient; tout inquiétait les troupes; elles se plaisaient à grossir les forces des ennemis et se croyaient incapables de tenir

Digitized by Google

devant une armée qui avait fait reculer Jourdan et Moreau jusqu'au Rhin.

Bonaparte, renfermé à Vérone au milieu d'une armée découragée et d'un peuple qui déjà se réjouissait à l'avance de sa défaite, examinait avec attention la position des Autrichiens et le lieu où il serait possible de les aborder sans courir le risque d'être écrasé. Il trouva un champ de bataille favorable au-dessous de Caldiero, où il existait un marais impraticable, excepté sur les digues qui le traversaient. En occupant ces routes, Bonaparte n'était abordable que sur des points extrêmement rétrécis, où la valeur l'emportait sur le nombre, et de plus il dominait la queue et la tête des Autrichiens, en sorte que s'ils avançaient vers Vérone, il pouvait couper leur colonne en tronçons et l'empêcher de faire du progrès; s'ils battaient en retraite, il pouvait s'emparer de leurs bagages et détruire leur arrière-garde. Le 14 novembre, ayant vu des Autrichiens s'approcher de Vérone avec de longues échelles, Bonaparte donne l'ordre de sortir de la ville dans le plus profond silence; il passe par une porte opposée au côté où sont les ennemis, traverse le pont de l'Adige en avant de la ville, longe le fleuve en descendant; à quatre lieues plus bas, il jette un pont de bateaux à Ronco, rend la confiance à l'armée heureuse de se retrouver sur la rive gauche de l'Adige, qu'elle croyait abandonner pour jamais; il place Augereau sur la droite, pour occuper la route qui conduisait à Villa-Nova sur les derrières des ennemis, et commande à Masséna de se diriger sur la digue de gauche pour remonter à Gombione et Porcil, afin de prendre l'ennemi en flanc, s'il débouchait sur Vérone. Masséna exécute sans diffi-

Digitized by Google

culté son mouvement; mais il n'en est pas de même d'Augereau, qui s'arrête à l'entrée du célèbre pont d'Arcole et recule devant la fusillade extrêmement vive et les décharges de mitraille d'un détachement de Croates.

Croyant Bonaparte encore dans Vérone, Alvinzi se persuade, en entendant la fusillade, que c'est un simple détachement qui s'est égaré au milieu des marais, n'imaginant pas que Bonaparte ait pu choisir un pareil champ de bataille, et il envoie de faibles corps pour dégager les digues. Masséna culbute celui qui arrive à sa rencontre. Augereau enfonce aussi celui qui veut le repousser, le suit jusque sur le pont d'Arcole, prend un drapeau pour ramener au combat ses soldats en fuite et va le planter au milieu du pont. Mais c'est en vain; déconcertée en voyant tomber Vernes, Bon et Verdier grièvement blessés, la colonne se replie aussitôt et descend le long de la digue pour se mettre à couvert sur ses côtés.

Bonaparte se montre alors à la tête de son état-major pour encourager ses troupes, leur rappelle leur brillante valeur de Lodi et leur demande si elle serait perdue; puis, quand il voit ses soldats enflammés, il ordonne une nouvelle attaque, met lui-même pied à terre, prend un drapeau et s'élance sur le pont. La mitraille moissonne une multitude de braves; Lannes est blessé, Miron tué; Bonaparte tombe au milieu des marais, Belliard couvre le général en chef; mais la colonne recule et permet aux ennemis de le dépasser de cinquante pas. Voyant le péril que court le général en chef, Belliard, à la tête des grenadiers, se précipite sur les Autrichiens, les repousse avec vigueur et arrache Bonaparte du milieu des marais où il était tombé.

Digitized by Google

Cette chaude journée, qui avait coûté beaucoup plus aux Autrichiens qu'à nous, avait eu pour résultat de déterminer Alvinzi à quitter les hauteurs de Caldiero, pour se porter en arrière dans la plaine, afin de ne pas être coupé par derrière. Vérone était donc sauvé. Bonaparte repassa l'Adige, pour avoir une nuit tranquille sur la rive droite du fleuve et s'assurer aussi de la situation de Vaubois, sur le sort duquel il tremblait.

Le lendemain Bonaparte se présente encore sur les rives de l'Alpon et dans les marais, épuise l'ennemi par une guerre de tirailleurs, et passe la seconde nuit dans les mêmes positions que la veille. Instruit que Vaubois tient toujours, il se porte de nouveau sur les digues des marais, commande à Augereau de remonter l'Alpon et de le traverser, et engage un rude combat sur toute la ligne; déjà plusieurs bataillons ennemis sont jetés dans les marais lorsque paraît Augereau. Le village et le pont d'Arcole sont aussitôt abandonnés, et notre armée, malgré son infériorité numérique, débouche dans la plaine. Alvinzi, harassé d'un combat de trente-six heures, épouvanté d'une audace que rien ne peut déconcerter, cède la victoire à quelques milliers de braves et au génie d'un grand capitaine.

Malgré les fatigues excessives de l'armée française, Bonaparte n'eût pas laissé échapper si facilement les Autrichiens, s'il n'eût appris que Vaubois, obligé d'abandonner la Corona et Rivoli, s'était replié sur Castel-Novo. Il se porta à marches forcées sur cette ville, attaqua Davidowich de toute part et le contraignit à se replier sur le Tyrol, après lui avoir fait éprouver une perte de quelques milliers d'hommes en prisonniers et en

Digitized by Google

morts. Bonaparte s'arrêta à Rivoli, pour donner un peu de repos à sa brave armée exténuée de fatigue.

Cette admirable campagne, l'une des plus belles de Bonaparte, et où il montra ce talent extraordinaire et cette audace dont lui seul était capable, mit encore une fois au grand jour l'inhabileté de nos ennemis, qui, au lieu de masser leurs troupes, les laissaient isolées et sans communication. Si Davidowich avait été instruit plus tôt, comme il aurait dû l'être, de l'arrivée d'Alvinzi à Caldiero, et qu'il se fût avancé deux jours auparavant contre Vaubois, il eût changé la face des affaires à Arcole.

C'est au milieu de ces grands événements que Clarke se dirigeait vers Vienne pour y proposer un armistice, afin de traiter de la paix. Tel était l'aveuglement de la cour d'Autriche, qu'elle se croyait trop sûre de triompher pour consentir même à recevoir le négociateur, et se persuadait que le mobile de toute la négociation était le besoin de sauver Kehl, qui était alors vivement pressé, et dont la possession, ainsi que celle de Huningue, rendait maître du Rhin. Lorsqu'on proposa l'armistice aux généraux autrichens placés sur le Rhin et sur l'Adige, ils répondirent que, dénués de l'autorité nécessaire pour traiter, ils ne pouvaient le faire sans un pouvoir spécial de la cour de Vienne. Le cabinet anglais soutenait l'empereur dans son opiniâtreté, lui faisait passer des notes sur les négociations de Malmesbury et lui assurait une paix plus avantageuse, s'il voulait ne négocier qu'avec l'Angleterre.

Clarke, qu'on n'avait pas voulu recevoir à Vienne, mu par l'espérance d'amener des préliminaires de paix en s'abouchant avec l'ambassadeur d'Autriche auprès

Digitized by Google

du roi de Piémont, se rendit au camp de Bonaparte dans un double but, d'abord pour présenter ses idées sur la pacification et l'armistice, ensuite pour le surveiller, le sonder et le juger. Bonaparte commençait à donner de graves inquiétudes au Directoire; ses brillantes conquêtes, la manière absolue dont il dirigeait la guerre, le peu de cas qu'il faisait des ordres du ministre, le désir de tout conduire par lui-même, lui faisaient déjà une de ces réputations d'ambitieux, incapable de reconnaître d'autre maître que lui-même.

Ennemi de toute pacification et de tout armistice, persuadé qu'il fallait continuer la guerre et la pousser avec une nouvelle vigueur, Bonaparte disait que la paix ne se signerait qu'en se portant de l'Italie sur Vienne, et que si l'on voulait lui donner des renforts considérables, avant deux mois il aurait obtenu de la cour de Vienne tout ce qu'on voudrait.

Cependant Malmesbury qui, pressé par le ministère français de développer les conditions précises de l'Angleterre, envoyait à Londres à chaque question, moins pour consulter sa cour que pour amuser le cabinet français, finit enfin par remettre une note par laquelle il demandait le rétablissement des choses dans la situation où elles étaient avant la guerre.

Afin de préciser ces propositions et de constater qu'on ne tenait aucun compte de nos conquêtes ni de nos victoires, le Directoire exigea une note revêtue de toutes les formalités diplomatiques; et comme le ministre anglais n'avait que de simples observations consignées dans une lettre ministérielle, notre gouvernement lui ordonna de se retirer dans l'espace de quarante-huit heures, et

Digitized by Google

dit que si les négociations devaient continuer, elles seraient plus facilement conduites par des notes diplomatiques.

Dans le monde civilisé, on ne connaissait pas cette manière brusque de cesser une négociation; cet acte fut avec justice traité de brutal, et il était en effet indigne d'une nation qui comprend les rapports internationaux.

Hoche, qui préparait depuis longtemps une expédition contre l'Irlande, montra beaucoup de satisfaction de la rupture des négociations. Notre révolution avait excité le plus vif enthousiasme en Irlande, et, malgré les mesures prises par l'Angleterre, il se forma, sous le nom d'*Union irlandaise*, une association qui se mit en rapports intimes avec le gouvernement français.

L'amiral Truguet, ministre de la marine, avait fait organiser à Brest une armée navale assez considérable; on lui proposait d'attendre la jonction des flottes de France et d'Espagne pour frapper un coup contre l'Angleterre; mais il pensait qu'il fallait tout d'abord porter Hoche en Irlande, avec son armée, faire ensuite voile vers l'Ile-de-France, y prendre les bataillons de noirs qu'on y organisait et les transporter dans les Indes, afin d'aider les peuples de ces pays à secouer le joug de l'Angleterre. Ces grandes idées ne furent point adoptées; l'amiral Morard de Galles fut seulement chargé de déposer une armée française sur les côtes de l'Irlande.

La flotte mit à la voile le 16 décembre, échappa aux croisières anglaises, grâce à une brume très épaisse; mais elle fut dispersée par une violente tempête et perdit un vaisseau. Le contre-amiral Bouvet, après l'avoir ralliée, à l'exception du vaisseau-amiral et de deux fré-

Digitized by Google

gates, entra dans la baie de Bautry le 24 décembre, sans pouvoir débarquer, vu le mauvais temps. Se voyant séparé des commandants généraux des armées de terre et de mer, il n'osa attendre plus longtemps, de peur de manquer de vivres. Hoche et Morard de Galles, arrivés enfin dans la baie, après le départ de l'armée de débarquement, reprirent douloureusement le chemin de la France. Nos vaisseaux, battus par la mer et poursuivis par les Anglais, parvinrent cependant à rentrer dans nos ports, à l'exception du vaisseau *les Droits de l'Homme*, qui, dans une lutte, demeura vainqueur contre deux vaisseaux anglais; il fut démâté et ensuite englouti sous les flots par la violence de la tempête.

Le mauvais succès des expéditions tentées par la France pour rendre la liberté aux Irlandais, ne découragea pas ceux-ci, et, depuis cette époque, ces infortunés ont toujours eu l'œil tourné vers notre patrie, se demandant souvent avec inquiétude s'il serait possible que la France fût devenue orangiste.

La guerre continuait aussi sur d'autres points avec une égale activité. Sur le Rhin, où nous avions été acculés, Kehl tombait au pouvoir des Autrichiens, qui avaient usé des forces considérables et trois mois de temps devant une bicoque. De beaux faits d'armes rendirent ce siége fameux, mais ils furent bientôt effacés par les étonnantes victoires remportées sur l'Adige.

Afin de relever la gloire de ses armées détruites en Italie, venger la retraite forcée d'Alvinzi et frapper un coup héroïque, l'Autriche fit partir en poste toute la garnison de Vienne, enrégimenta, sous le nom de volontaires de Vienne, quatre mille jeunes gens des

Digitized by Google

meilleures familles, à qui l'impératrice donna des drapeaux brodés de sa main, et mit ainsi une nouvelle armée de soixante mille hommes sous les ordres d'Alvinzi. Les troupes du Pape, commandées par Colli, chargées de coopérer à cette expédition, devaient se rapprocher de Mantoue, dont la garnison se défendait toujours, quoiqu'elle n'eût plus à manger que de la viande de cheval salé et de la polenta.

Non content de demander avec instance des renforts considérables pour repousser l'attaque attendue, Bonaparte s'appliquait à réformer tous les désordres de l'administration attachée à son armée; il entrait dans les détails, vérifiait tous les comptes et s'assurait que les troupes recevaient des vivres convenables. Ses soldats, heureux et dans l'abondance, jouissaient d'une bonne santé; ses généraux déployaient souvent un grand luxe; quant à lui, il demeurait toujours simple, s'occupait de tous les peuples de la Péninsule et en tirait des vivres et de l'argent; il remarquait cependant, à la froideur de plusieurs d'entre eux, qu'une nouvelle expédition s'organisait contre lui. Il l'attendait sans inquiétude, parce qu'il avait reçu des renforts considérables, et que son armée se montait au moins à quarante-cinq mille hommes.

Comme la nouvelle expédition autrichienne était combinée avec le Pape, il fut résolu que les armées coalisées seraient divisées en deux corps, l'un de quarante mille hommes, qui déboucherait par le Haut-Adige et y attirerait les forces du général français; l'autre, sous les ordres de Provera, devait passer par Caldiero, se porter sur Mantoue et communiquer avec l'armée du Pape.

Digitized by Google

Le général Joubert, successeur de Vaubois, occupait le poste le plus important de la route que voulait prendre Alvinzi, la fameuse position de Rivoli. Après avoir suivi l'Adige pendant un certain temps, la route, ne pouvant plus se frayer un passage le long du fleuve, à cause de l'escarpement des rochers, serpente autour de la montagne du Monte-Baldo et débouche sur une vaste plate-forme nommée Rivoli, qui, d'un côté, domine les deux rives de l'Adige, et de l'autre est entourée par l'amphithéâtre du Monte-Baldo. Une armée maîtresse de cette position est presque inexpugnable; elle peut foudroyer les deux rives de l'Adige et les seules routes praticables pour arriver sur la plate-forme; car les quelques sentiers détournés qui conduisent, il est vrai, au sommet du Monte-Baldo, ne sont praticables ni à l'artillerie ni à la cavalerie.

Le 12 janvier, en arrivant de Bologne, après avoir repoussé le général Provera, qui touchait aux portes de Vérone, et lui avoir pris six cents hommes et trois pièces de canon, Bonaparte vola à Rivoli, où Joubert courait le plus grand danger; il permit à Alvinzi, qui ne se doutait pas de sa présence, de faire ses dispositions pour envelopper Rivoli. Quand la ligne ennemie fut suffisamment étendue, il la brisa, puis en attaqua les tronçons, et en deux jours lui fit éprouver une perte de treize mille prisonniers, de neuf pièces de canon, outre une multitude de morts.

Bonaparte n'avait pas attendu la fin de cette célèbre journée pour voler au Bas-Adige et sur le Mincio, où sa présence était nécessaire pour empêcher de grands malheurs; car Provera, que nous avons vu déboucher devant

Digitized by Google

Vérone à la tête de vingt-cinq mille hommes, après avoir jeté le long de l'Adige une multitude de petits corps pour amuser les Français des différents postes, passait le fleuve un peu au-dessus de Legnago à la tête de dix mille hommes, et se dirigeait à grandes journées vers Mantoue. Informé qu'Augereau, averti trop tard, s'était attaché à la poursuite du général ennemi, avait attaqué son arrière-garde et lui avait même fait deux mille prisonniers sans pouvoir arrêter sa marche, Bonaparte prend la division Masséna, court toute la nuit du 14 au 15 et tout le jour du 15, et arrive le soir à Mantoue, où, selon son ordre, accourent à marche forcée les réserves des villes voisines.

Après une tentative inutile sur le faubourg Saint-Georges, Provera s'établit à la Favorite et lança une barque sur les marais, pour informer le vieux maréchal de sa présence et l'avertir de se tenir prêt à combattre le lendemain. Si Bonaparte ne se fût trouvé sur le champ de bataille, c'en était probablement fait de Sérurier, et Mantoue était délivré. Bonaparte opposa Augereau, Victor et Masséna à Provera, de manière à le séparer de la citadelle, et concentra toutes les forces de Sérurier sur le lieu par où devait déboucher Wurmser. Le vieux maréchal, s'élançant avec une extrême vigueur hors des portes de la ville, vint se briser contre nos vaillants légionnaires, et fut enfin obligé, après des efforts inutiles, de rentrer dans la place. Provera, rompu en un moment, vit tous ses soldats dispersés, ou tombant sous les coups de Victor, Masséna et Augereau, et fut obligé lui-même de mettre bas les armes avec six mille hommes. Telle fut l'issue de la bataille de la Favorite, ainsi nommée du château devant lequel elle fut donnée.

Digitized by Google

Bonaparte, en rendant compte au Directoire des célèbres journées de Rivoli et de la Favorite, disait que ses soldats avaient surpassé la rapidité tant vantée des armées de César. Il fallait en effet une activité prodigieuse pour vaincre le 14 à Rivoli, et se trouver le 16 devant Mantoue pour y remporter une nouvelle victoire. En trois jours, Bonaparte avait tué ou pris la moitié de l'armée ennemie et l'avait frappée de stupeur.

Lorsque Klénau, envoyé par le vieux Wurmser pour traiter des conditions de la capitulation de Mantoue, se présenta devant Sérurier, il vit un officier inconnu qui, enveloppé d'un manteau, écoutait en silence. Cet officier saisit le papier sur lequel étaient consignées les propositions de Wurmser, écrit quelques lignes au bas, puis les remet à Klénau, lui adressant des éloges pour les troupes ennemies auxquelles étaient faites des conditions honorables.

Agréablement surpris du noble langage du général français, Klénau court à Wurmser, à qui on accordait les honneurs de la guerre, la permission de sortir librement de la place avec tout son état-major, deux cents cavaliers, cinq cents hommes de son choix et six pièces de canon, et pour la garnison la facilité d'être conduite à Trieste, pour y être échangée contre les prisonniers français.

Bonaparte savait que les troupes du Pape s'étaient portées en avant et devaient faire leur jonction avec les Impériaux; il n'ignorait pas que la cour de Naples commençait à s'inquiéter, qu'elle était poussée à rompre la paix avec la France et à unir ses forces à celles du Chef de l'Eglise : il résolut de frapper un coup prompt et terrible pour épouvanter Naples et annihiler l'autorité temporelle du Pape.

Digitized by Google

Il réunit à Bologne la division Victor, les nouvelles troupes italiennes levées en Lombardie et dans la Cispadane, et s'avança contre l'armée papale, forte de sept à huit mille hommes de troupes régulières et d'un grand nombre de paysans armés à la hâte et retranchés sur le Senio. Sans se laisser arrêter par la sommation d'un parlementaire, Bonaparte, pour ne pas être obligé d'emporter de front le pont bien défendu du Senio, ordonna à Lannes de remonter la rivière et de la passer à un gué. Quoique tournées, les troupes pontificales soutinrent assez bien notre feu; elles finirent cependant par se disperser, et laissèrent entre nos mains quatre ou cinq cents prisonniers, la plupart paysans. Loin de leur faire subir les châtiments auxquels ils s'attendaient, Bonaparte les réunit, leur fit donner à manger, leur parla en italien, leur dévoila ses pensées et les renvoya libres, afin qu'ils allassent rassurer leurs concitoyens. Il s'avança ensuite sur Ancône, où Colli s'était retranché avec trois mille hommes de troupes régulières; il les enveloppa, en enleva une grande partie et accorda encore la liberté à ces nouveaux prisonniers, dans l'espérance qu'ils iraient porter dans leurs foyers des paroles de paix et de liberté.

Ces émissaires produisaient l'effet le plus favorable sur toute la population et la disposaient à la paix. Le général des Camaldules, envoyé par Bonaparte pour déterminer le Saint-Siége à négocier, engagea le Saint-Père à traiter de la paix.

Le Pape, en envoyant ses ambassadeurs auprès du général français, leur avait dit de faire tous les sacrifices pourvu que les intérêts de la foi fussent sauvegardés,

Digitized by Google

et comme Bonaparte ne voulait nullement porter atteinte aux principes de la foi catholique, la paix se conclut facilement aux conditions suivantes : « Le Pape révoquait tout traité d'alliance contre la France, reconnaissait la République, et se déclarait en paix et en bonne intelligence avec elle. Il lui cédait tous ses droits sur le Comtat-Venaissin ; il abandonnait définitivement à la république cispadane les légations de Bologne et de Ferrare, et en outre la belle province de la Romagne. La ville et l'importante citadelle d'Ancône restaient au pouvoir de la France jusqu'à la paix générale. Les deux provinces du duché d'Urbin et de Macerata, que l'armée française avait envahies, étaient restituées au Pape moyennant la somme de quinze millions. Pareille somme devait être payée conformément à l'armistice de Bologne, non encore exécuté (1). »

Pendant ces négociations, Bonaparte put voir le malheureux sort de nos prêtres exilés errants en Italie, fuyant sans cesse devant nos armées pour demeurer fidèles à leur foi, cherchant un refuge dans les monastères, qui, pouvant à peine vivre au milieu de la tourmente, étaient forcés de les éloigner. Ces vénérables membres du sacerdoce s'entretenaient avec nos soldats, en reconnaissaient même quelques-uns dont ils avaient été les curés, qu'ils avaient baptisés et élevés dans les sentiments chrétiens. C'étaient alors des scènes touchantes dont les généraux étaient pénétrés. Bonaparte, ému plus qu'aucun autre du tableau touchant des malheurs de nos prêtres, fit pour eux tout ce qui était

(1) Thiers.

Digitized by Google

en son pouvoir, ordonna à tous les couvents du Saint-Siége de recevoir les prêtres français, de les nourrir et même de leur donner une certaine solde. En informant le Directoire de cette mesure, il disait : « En faisant des » battues continuelles de ces malheureux, on les oblige » à rentrer chez eux. Il vaut mieux qu'ils soient en » Italie qu'en France; ils nous y seront utiles. Ils sont » moins fanatiques, disait-il, que les prêtres italiens; ils » éclaireront le peuple qu'on excite contre nous. D'ail- » leurs, ajoutait-il, ils pleurent en nous voyant; com- » ment n'aurions-nous pas pitié de leur infortune? »

Les mesures qu'il venait de prendre, la pacification de Rome, la crainte qu'il avait su inspirer à Naples, avaient pour but principal d'assurer ses derrières, tandis qu'il voulait entreprendre la plus hardie de ses expéditions. Après les victoires de Rivoli et de la Favorite, il avait écrit au Directoire pour lui demander trente mille hommes qui, unis à son armée, devaient suffire pour franchir les Alpes, se rendre dans la vallée du Danube et marcher sur Vienne. Cet audacieux projet rencontra d'abord quelques contradicteurs dans le conseil, et fut ensuite admis. Le Directoire ordonna à la division Bernadotte de quitter l'armée de Sambre-et-Meuse et de s'unir à la division Delmas, que Moreau avait composée de ses meilleures troupes, pour se rendre en Italie. Bonaparte se trouva ainsi à la tête de soixante-dix mille hommes; armée bien faible, parce que, obligé de laisser vingt mille hommes en Italie pour contenir le pays, et d'en placer quinze mille dans le Tyrol dont il fallait garder les principaux postes, il ne lui restait donc que trente-cinq mille hommes pour marcher sur Vienne.

Digitized by Google

Il essaya de faire un traité d'alliance offensive et défensive avec la république de Venise, vit dans ce dessein le procurateur Pezaro et lui exposa avec franchise la situation réelle de la république de Venise. « Toute la terre » ferme, lui dit-il, étant imbue des idées révolutionnaires, il suffisait d'un seul mot des Français pour insurger toutes les provinces contre Venise; mais les » Français, si Venise s'alliait à eux, se garderaient de » pousser à la révolte; ils tâcheraient de calmer les esprits; ils garantiraient la république contre l'ambition » de l'Autriche, et, sans lui demander le sacrifice de sa » constitution, ils se contenteraient de lui conseiller, dans » son propre intérêt, quelques modifications indispensables. » La république aristocratique de Venise, redoutant la démocratie française, repoussait toute espèce d'alliance avec elle, et supportait même avec peine la neutralité.

Dans l'ignorance des plans de son adversaire, l'archiduc Charles, persuadé que Bonaparte n'avait d'autre but que de s'emparer de Trieste, se hâta d'accourir pour couvrir cette place, et ordonna à six divisions du Rhin de se rendre dans le Tyrol, qu'il fallait occuper. Trois routes conduisaient à Vienne à travers les Alpes-Rhétiennes, Noriques et Juliennes : la première, à gauche, traversait le Tyrol au col du Porenner; la seconde, au centre, passait de la Carinthie au col de Tarwis; la troisième, à droite, traversait le Tagliamento et l'Isonzo, et conduisait en Carniole.

L'archiduc Charles, obligé de prendre des mesures de défense en attendant l'arrivée de ses divisions, et d'arrêter les Français dans leur marche, porta ses princi-

Digitized by Google

pales forces sur l'Isonzo, pour couvrir Trieste, et plaça deux autres corps, l'un à Feltre et Bellune, et l'autre dans le Tyrol, pour couper les deux autres routes. On a regardé ces mesures comme une faute, parce qu'en portant ses forces principales dans le Tyrol pour y recevoir bientôt les divisions du Rhin, l'archiduc pouvait inquiéter la gauche des Français et être enfin en mesure de la battre et d'attaquer toute l'armée, au lieu qu'en disséminant ses forces, il devenait incapable de résister à des soldats qui se précipitaient avec l'impétuosité d'un fleuve débordé.

Bonaparte avait saisi cette faute, et, suivant son principe de masser ses troupes pour accabler les corps isolés, il se porta en masse sur la Carniole. Afin de détruire promptement les faibles corps autrichiens placés à la garde du Tyrol et de la Carinthie, il donna à Joubert dix-huit mille hommes, lui commanda de battre à outrance les généraux Landon et Kerpen, de les rejeter bien loin au-delà des Alpes et de marcher rapidement sur la Carinthie, pour y rejoindre Masséna, chargé d'une semblable opération au centre, vers Feltre et Bellune. Il se proposait de les rejoindre après avoir battu l'archiduc sur la Piave et le Tagliamento. On voit donc que son dessein était de balayer les trois routes, tandis qu'il était supérieur en force, et de marcher à grandes journées sur Vienne. Comme on lui objectait que les ennemis dispersés pourraient se rallier et descendre en Lombardie pour soulever le pays et battre nos bataillons isolés, il répondit qu'avant que ces armées pussent être ralliées il serait à Vienne et qu'il aurait imposé la paix. C'était une grande et audacieuse pensée, que peu d'hommes auraient

Digitized by Google

conçue et dont lui seul était capable de tenter l'exécution.

Bonaparte s'avança avec confiance, à la tête de trois belles divisions fortes de vingt-cinq mille hommes, contre un adversaire dont la réputation était très grande; il passa sans difficulté la Piave et replia l'avant-garde ennemie, qui alla se porter avec le corps principal derrière le Tagliamento, fleuve dont le lit mal tracé roule des Alpes sur des graviers, se divise en plusieurs bras et offre partout des gués faciles. A peine arrivé en présence du prince Charles, qui avait élevé sur la rive gauche des redoutes de sable et attendait les Français de pied ferme, Bonaparte, après avoir tâté l'ennemi, le trouvant trop bien préparé, ordonne de s'asseoir et de prendre de la nourriture, afin de persuader aux Autrichiens qu'il voulait attendre au lendemain. Il fait établir une batterie de douze pièces pour balayer chacun des deux points principaux occupés par l'ennemi, puis ordonne subitement les mouvements d'attaque. Les deux divisions, Guyeux et Bernadotte, se pliant en colonnes serrées, se jettent dans le Tagliamento, couvrent le lit du fleuve et repoussent les charges de cavalerie du prince Charles, qui essaie en vain de déborder le flanc droit de Bernadotte. Nos troupes se portent alors avec impétuosité sur la cavalerie autrichienne qui commence à plier, et déterminent l'archiduc à opérer une habile retraite pour ne pas exposer son armée à une perte certaine par une plus longue résistance.

La division Bayalitsch, dirigée au col de Tarwis, où Bonaparte devait prendre la route de Vienne, y fut précédée par Masséna, qui, secondé par Sérurier et Bernadotte, obligea le malheureux général autrichien à mettre

Digitized by Google

bas les armes. Beaucoup de soldats du pays se sauvèrent à travers les montagnes. Il nous resta encore cinq mille prisonniers.

Le général Joubert, qui suivait la route du Tyrol, n'avait pas eu moins de succès, en sorte qu'au 1er avril nous étions maîtres des trois routes qui conduisent aux Alpes, et nous avions près de vingt mille prisonniers.

Bonaparte ne s'était pas trouvé à l'affaire de Tarwis : il était alors à Goritz pour régler la capitulation de Trieste. C'est dans cette ville qu'il apprit qu'une partie de l'Italie était en feu. Les Français, dans leurs rapports avec les paysans, les pauvres, en un mot avec ce qu'on nomme peuple, avaient semé les principes d'égalité politique et vivement blâmé le gouvernement aristocratique de Venise. Encouragés par les paroles de nos révolutionnaires et poussés à exiger par la violence une réforme constitutionnelle qu'on leur refusait, les patriotes de Bergame et de Brescia étaient en outre assurés de n'avoir plus rien à craindre des Autrichiens, les soutiens de l'aristocratie, depuis que Napoléon gravissait les Alpes pour se rendre à Vienne; ils s'unirent aux Milanais pour compléter un soulèvement. Bergame se souleva le 12 mars, créa une municipalité provisoire, et fut imitée par Brescia et les autres villes voisines. Alors des missionnaires patriotes parcoururent les plaines, les montagnes, invitant le peuple et les paysans à se lever en masse contre les aristocrates.

Les généraux français chargés de la garde de la Lombardie étaient très embarrassés au milieu de ce conflit; ils essayaient d'apaiser les deux partis et conseillaient au sénat de Venise de réviser la constitution, de la rendre

Digitized by Google

plus populaire. Le sénat, qui ne voulait faire aucune concession, sachant que Bonaparte était peu favorable à la démagogie, lui envoya deux députés pour réclamer son appui contre le parti populaire et obtenir, par sa puissante intervention, la soumission des villes rebelles. Bonaparte, qui sentait pour lui la nécessité de s'appuyer sur Venise, prit alternativement un ton sévère et adouci pour exiger des modifications à la constitution, refusa de remettre au pouvoir du sénat Bergame, Brescia et Vérone, et demanda encore de nouvelles fournitures pour nourrir les armées françaises alors dans les Etats héréditaires de l'Autriche. Obligés de se soumettre à la volonté du maître, les envoyés se plaignirent seulement des réquisitions faites dans l'Etat de Venise avec autant de rigueur que dans un pays appartenant à la France. Bonaparte consentit à supprimer les réquisitions, à condition que Venise fournirait régulièrement les vivres et un million par mois.

Le lendemain les députés de Venise s'étant montrés plus fermes que la veille, contre l'attente de Bonaparte, celui-ci prit Pezaro par le bras et lui dit : « Je vous ob-» serve, je vous devine, je sais ce que vous me préparez; » mais prenez-y garde : si, pendant que je serai engagé » dans une entreprise lointaine, vous assassiniez mes » malades, vous attaquiez mes dépôts, vous menaciez » ma retraite, vous auriez décidé votre ruine. »

Cependant les événements se précipitaient. Non-seulement Bergame et Brescia avaient fait leur révolution, mais Salo et Crême les avaient imitées. Venise envoya alors des troupes contre les rebelles, soumit Salo en un moment et punit sévèrement les patriotes, qui appelè-

Digitized by Google

rent les légions du Milanais à leur secours. En attendant, on égorgeait les Français. A Vérone et dans les autres villes on arrêtait tous les amis de la France pour les employer à nettoyer le canal Orfano. A la nouvelle de ces événements, Bonaparte ne pouvant retourner sur ses pas, écrivit une lettre foudroyante au sénat de Venise, pour lui prescrire de désarmer les montagnards à la solde de la république, de relâcher les prisonniers polonais et tous les autres patriotes amis de la France, menaçant Venise de la plus horrible vengeance si cet ordre n'était point exécuté. C'est tout ce que Bonaparte pouvait faire alors; sa marche sur Vienne le préoccupait principalement.

Au moment de descendre dans la vallée du Mury, Bonaparte apprit que les généraux commandants de nos armées du Rhin, au lieu de coopérer à l'exécution de son grand projet, s'occupaient, Hoche, de la formation d'une république dans la partie de l'Allemagne située sur la rive gauche du Rhin, et qui n'avait pas été réunie à la France; Moreau, de l'organisation de ses troupes. Ils n'attendaient tous deux que l'ordre de franchir le fleuve, ordre que Carnot retardait toujours. Bonaparte, croyant voir dans ces retards le dessein du Directoire de perdre l'armée d'Italie, lui écrivit une lettre très sévère. Il disait « qu'une » ligne d'eau n'était jamais un obstacle, et que sa con- » duite en était la preuve; que, lorsqu'on voulait fran- » chir un fleuve, on le pouvait toujours; qu'en ne voulant » jamais exposer sa gloire, on la perdait quelquefois. »

Pour montrer qu'il n'avait pas besoin de la coopération de Hoche et de Moreau pour contraindre à la paix la cour de Vienne, qui était saisie de terreur et faisait

Digitized by Google

embarquer ses meubles et ses papiers pour la Hongrie, il écrivit (31 mars) au prince Charles pour lui proposer des conditions avantageuses.

Au lieu de s'adresser à l'empereur, comme le demandait l'archiduc Charles, qui désirait vivement la paix mais n'était point autorisé à la conclure, Bonaparte se mit aussitôt en marche à travers la Carinthie, et poussant quelques restes de légions devant lui, se présenta aux gorges de Neumark, où il trouva le prince Charles avec les débris de son armée du Frioul et quatre divisions du Rhin. Après une lutte acharnée de part et d'autre, Masséna enleva les gorges à l'ennemi, qui avait eu douze cents hommes tués et qui laissa trois mille prisonniers entre nos mains. Le 7 avril l'armée française entra dans Leoben, où le lieutenant général Bellegarde, chef d'état-major du prince Charles, et le général-major Merfeld arrivèrent pour demander, au nom de l'empereur, un armistice qui permît de traiter de la paix. Si cet armistice devait être utile aux Autrichiens qui auraient ainsi le temps de réunir toutes leurs légions dispersées, il ne devait pas l'être moins au général français, qui avait aussi un extrême besoin de rallier les divisions Joubert et Bernadotte. Une suspension d'armes de cinq jours fut signée.

Le 13 avril au matin, au moment où Bonaparte se disposait à reprendre l'offensive, arrivèrent des plénipotentiaires chargés de jeter les bases de la paix. Comme les envoyés de l'empereur déclaraient que leur maître était disposé à reconnaître sur-le-champ la République française, si l'ancienne étiquette était conservée, Bonaparte répondit que la République française n'avait pas

Digitized by Google

besoin d'être reconnue, qu'elle était en Europe comme le soleil sur l'horizon. Quant à l'étiquette qui accordait la priorité à l'Autriche, il ne s'en préoccupait point, se contentant de traiter sur le pied de l'égalité.

Les questions essentielles furent aussitôt abordées. Après avoir établi le système des compensations pour base des négociations, on s'occupa de faire la part des deux nations; il fut facile de trouver celle de la France : on lui accorda les provinces de Belgique, avec facilité à elle d'étendre ses limites jusqu'au Rhin. Il fut beaucoup plus difficile de s'entendre pour celle de l'Autriche; la Bavière, dont on parla d'abord, appartenait à un prince allemand qu'il eût fallu indemniser; l'annexion à l'Autriche des principautés ecclésiastiques de l'Allemagne, que l'on proposa ensuite, n'était pas une véritable concession, puisque ces principautés étaient en réalité sous la puissance de l'empereur. C'était donc en Italie qu'il fallait chercher une compensation. La Lombardie eût été acceptée volontiers par l'Empire; mais ce pays avait déjà des idées trop démocratiques, et d'ailleurs, après avoir donné aux Lombards des assurances qu'ils seraient constitués en Etat indépendant, n'était-ce pas un acte de faiblesse de la part de Bonaparte de les abandonner? Notre grand général recourut alors à l'étrange moyen d'enlever à Venise les provinces Illyriennes, l'Istrie et toute la haute Italie, depuis l'Isonzo jusqu'à l'Oglio, vastes territoires qui donneraient à l'Autriche autant qu'elle avait perdu. Afin d'apaiser les plaintes de Venise de ce qu'on lui enlevait des Etats qu'elle possédait légitimement, on se proposa de l'indemniser sur d'autres Etats d'Italie. On voit donc que nos plénipo-

Digitized by Google

tentiaires ne s'inquiétaient guère plus des intérêts des peuples que des droits de la justice. L'empereur acceptait ces bases sans trop se demander si elles étaient conformes à l'équité.

Voici, d'après les vues de Bonaparte, comment l'Italie devait être constituée : « La république de Venise avec ses îles, avec le Dogado et la Polésine, qu'on tâcherait de lui conserver, avec les deux Légations et la Romagne qu'on lui donnerait, avec la province de Massa-Carrara et le golfe de la Spezzia qu'on y ajouterait dans la Méditerranée, serait une puissance maritime touchant à la fois aux deux mers (1). »

Le duché de Modène et la Lombardie devaient former une république nommée Cisalpine, dont Milan serait la capitale. On a blâmé très fort l'Autriche, la Prusse et la Russie de s'être partagé la Pologne sans aucune agression de la part de ce peuple; ces nations allèguent au moins pour excuse les troubles qu'excitait cet infortuné royaume. Mais qu'est-ce que Bonaparte avait à reprocher à l'Etat de Venise? n'en avait-il pas obtenu tous les secours qu'il lui avait demandés? Il n'avait pas encore à élever les plaintes qu'il put faire valoir peu après. C'était le droit du plus fort, pris dans son acception la plus brutale, qui régissait cet acte politique.

Quoique Bonaparte n'eût aucun caractère pour signer les préliminaires de la paix, il donna sa signature au traité le 18 avril 1797, et envoya aussitôt Masséna en porter une copie au Directoire, tandis que d'autres officiers se rendirent aux armées du Rhin pour leur ordon-

(1) Thiers.

Digitized by Google

ner de suspendre les hostilités. Bonaparte agissait ici en maître absolu, car il n'avait aucun droit de donner des ordres à des collègues qui étaient placés avec lui sur le pied d'égalité.

Nos armées du Rhin venaient de reprendre l'offensive de la manière la plus glorieuse, et avaient prouvé qu'un cours d'eau n'est pas un obstacle insurmontable pour des hommes de cœur.

Hoche franchit le Rhin à Neuwied, attaqua les Autrichiens à Heddersdoff, où ils avaient élevé des retranchements considérables, leur tua beaucoup de monde et leur fit cinq mille prisonniers. Il faisait ses dispositions pour envelopper le général Kray et le contraindre à mettre bas les armes, lorsqu'arriva le courrier de Bonaparte, qui l'arrêta au milieu de ses plus beaux projets. Desaix, commandant général de l'armée du Haut-Rhin en l'absence de Moreau, franchit aussi le Rhin au-dessous de Strasbourg, mit en fuite l'armée autrichienne dans les montagnes Noires, et s'empara de tous les papiers de l'administration.

Le Directoire fut divisé sur la proposition de paix. La Révellière et Rewbel, qui rêvaient l'affranchissement du monde entier; Barras, toujours exalté par le sentiment républicain, repoussaient le traité; Carnot et Letourneur insistèrent si vivement sur la nécessité de satisfaire l'opinion publique, qui se prononçait nettement pour la paix, que les bases posées à Léoben furent admises comme préliminaires d'un traité définitif.

Cependant l'agitation allait toujours croissant en Italie. La lettre foudroyante que Junot, aide-de-camp de Bonaparte, lut au sénat de Venise, la rudesse avec la-

Digitized by Google

quelle ce soldat remplit sa mission, avaient vivement mécontenté le sénat et tous les ennemis de la démagogie. Il se répandit tout à coup un bruit dans la Lombardie et surtout à Venise, que le général Bonaparte était tellement compromis, qu'il avait été obligé d'appeler à lui les deux corps de Joubert et de Bernadotte, et que le chemin de l'Italie étant libre, les Autrichiens allaient y arriver pour chasser les Français. Joubert avait rejeté Kerpen au-delà des Alpes, mais il avait laissé Laubon dans une partie du Tyrol. Cet officier supérieur, voyant le chemin ouvert, descendit vers l'Adige et poussa devant lui le général Servier, qui n'avait que douze cents hommes pour la garde du Tyrol. Les Croates insurgés contraignirent aussi à la retraite un corps de même force laissé dans la Carniole. Toutes les têtes s'exaltèrent alors; Vérone surtout s'émut profondément; on assurait que l'heure de la délivrance avait enfin sonné; on s'y passait de main en main un prétendu manifeste du podestat, qui ordonnait le massacre de tous les Français; la confiance populaire était encore augmentée par les progrès du général Laubon.

Le 17 avril, seconde fête de Pâques, des bandes de paysans entrent dans la ville en criant : *Mort aux Jacobins!* Le général Balland se retire aussitôt dans les forts et menace de foudroyer la place au premier mouvement insurrectionnel. Des assassins se précipitent aussitôt sur nos soldats, qui étaient placés à la garde des portes, les percent de poignards, attaquent tous ceux qui sont attachés à la cause française et se saisissent des employés de l'administration, de leurs femmes et de leurs enfants. Le canon ayant tiré sur la ville, le feu fut

Digitized by Google

mis à quelques maisons sans que la fureur s'apaisât; on résolut alors de parlementer, les uns afin de donner aux libérateurs le temps de venir les sauver, les autres pour avoir de nouvelles forces et attaquer avec plus de vigueur. C'est dans cette circonstance que Laubon reçut la nouvelle de la signature des préliminaires de paix. Il suspendit aussitôt sa marche, et jeta ainsi les Véronais dans le plus profond désespoir, ou plutôt dans un tel abattement, qu'ils ressemblaient à des morts. Après avoir battu les troupes vénitiennes qui étaient accourues à leur secours, le général Kilmaine entra dans la ville à la tête de troupes profondément irritées, qui se livrèrent pendant quelque temps au pillage. Il lâcha ensuite ses soldats sur les malheureux paysans et les fit sabrer sur les routes. Voilà ce qu'on nomma les *Pâques véronaises.*

Un autre fait vint encore aggraver la situation de la république de Venise à l'égard de la France. Le capitaine de marine français Laugier, poursuivi par les croiseurs anglais, s'étant réfugié sous les batteries du Lido, lieu interdit à tout bâtiment étranger, fut à l'instant foudroyé par le fort et tué sur le pont; des Esclavons abordèrent le lougre et massacrèrent tout ce qu'ils y rencontrèrent, à l'exception de deux ou trois matelots qui furent conduits à Venise. Loin de punir le commandant du Lido, le sénat lui accorda une récompense.

Quand les députés vénitiens, que nous avons vus auprès de Bonaparte pour négocier en faveur de la Constitution après l'affaire du Lido, mais sans la connaître, se présentèrent devant lui, il les apostropha vigoureusement, et comme ils rejetaient tout cela sur les malheurs des temps, il leur dit : « Un gouvernement aussi

Digitized by Google

» bien servi par ses espions que le vôtre devrait connaître » les vrais instigateurs de ces assassinats. J'irai briser » vos plombs, je serai un second Attila pour Venise. Je » ne veux plus ni inquisition, ni livre d'or, ce sont les » institutions des siècles de barbarie. Votre gouverne- » ment est trop vieux, il faut qu'il s'écroule. Je ne veux » plus traiter, je veux faire la loi. Si vous n'avez pas » autre chose à me dire, je vous déclare que vous pouvez » vous retirer. »

Lorsque les envoyés du sénat vénitien furent instruits de ce qui s'était passé au Lido, n'osant plus se présenter devant Bonaparte, ils se contentèrent de lui écrire une lettre respectueuse : « Je ne puis, leur répondit-il, » vous recevoir tout couverts de sang français; je vous » écouterai quand vous m'aurez livré les trois inquisi- » teurs d'Etat, le commandant du Lido et l'officier chargé » de la police de Venise. »

Les Vénitiens essayèrent ensuite de le tenter par l'appât de l'or : « Non, non, répliqua le général irrité, » quand vous couvririez cette plage d'or, tous vos tré- » sors, tous ceux du Pérou ne pourraient payer le sang » d'un seul de mes soldats. »

Bonaparte commanda aussitôt à notre ambassadeur de quitter Venise, et déclara à cette république une guerre qu'il était difficile d'exécuter. Venise, placée au milieu des lagunes, n'est point une cité ordinaire qu'il soit facile d'aborder, comme une place située en terre ferme, dont un général sans vaisseaux, sans chaloupes canonnières, peut s'emparer. Venise, ville extrêmement forte sans doute, renfermait trois classes : la haute aristocratie, la classe moyenne, composée d'avocats, de gens

Digitized by Google

de lettres, de riches négociants, de bons bourgeois, et enfin le peuple, tous divisés de vues et d'intérêts. La haute aristocratie, dépositaire du pouvoir, voulait conserver l'indépendance nationale, telle qu'elle existait depuis des siècles. La classe moyenne, étrangère au gouvernement, prétendait y avoir part, et elle demandait des réformes. Le peuple, dont le sentiment était plus désintéressé, éclairé par les prêtres catholiques, se montrait très disposé à défendre l'indépendance de la patrie.

Dans les graves circonstances où Venise se trouvait, son doge, vieillard sans énergie, réunit un conseil extraordinaire qui, après avoir entendu différentes mesures s'arrêta à la convocation du grand-conseil, à qui on proposerait la révision de la Constitution demandée par la classe moyenne s'appuyant sur Bonaparte. La proposition du doge fut acceptée par le sénat.

Deux membres du sénat envoyés aussitôt vers Bonaparte, pour lui faire connaître les conditions du sénat, le rencontrèrent sur le rivage de Venise : il accepta d'abord cette concession; puis reprenant avec un ton irrité : « Et » les trois inquisiteurs d'Etat, et le commandant du Lido, » sont-ils arrêtés? Il nous faut leurs têtes. »

Les commissaires, déconcertés, demandèrent un délai de quelques jours pour faire accorder par le sénat les satisfactions exigées, et obtinrent un délai de six jours.

Le grand-conseil, convoqué à la hâte, autorisa, sous la pression des menaces de Bonaparte, les commissaires à donner au général français toutes les satisfactions qu'il pourrait exiger, et ordonna que des poursuites seraient aussitôt commencées contre les trois inquisiteurs et contre le commandant du Lido.

Digitized by Google

Voyant Venise dans la plus vive agitation, troublé de ce que les partis se regardaient, se défiaient et semblaient prêts à s'attaquer, le doge consulta le chargé d'affaires français sur les moyens à employer pour sauver la ville de la crise horrible qui la menaçait. Notre agent lui conseilla « l'embarquement et le renvoi des Esclavons, l'institution d'une garde bourgeoise, l'introduction de quatre mille Français dans Venise, et l'occupation par eux de tous les points fortifiés; l'abolition de l'ancien gouvernement, son remplacement par une municipalité de trente-six membres choisis par toutes les classes, et ayant le doge actuel pour maire; l'élargissement de tous les prisonniers pour cause d'opinion. » Il assura qu'à ces conditions le général français serait satisfait, et qu'il ferait même grâce aux trois inquisiteurs et au commandant du Lido.

Le grand-conseil, convoqué solennellement pour le renversement absolu de la constitution et la création d'un nouveau gouvernement, traversait une foule immense de peuple pour arriver au lieu de ses délibérations, quand un coup de feu, parti par hasard, lui causa une telle frayeur, qu'il adopta sans discussion toutes les mesures qu'on voulut bien lui proposer. Le peuple, irrité de la révolution opérée en faveur de la classe moyenne, prit l'image de saint Marc et la promena dans la ville en poussant des cris de désespoir et en attaquant cette bourgeoisie qui se faisait usurpatrice pour trahir la patrie. Cependant tout s'apaisa; la division de quatre mille Français s'installa dans la place, et tout demeura tranquille.

Bonaparte étant parvenu à régler toutes les affaires de

Digitized by Google

Venise, indépendamment de l'Autriche, malgré un article préliminaire de Léoben, se trouvait maître de disposer à son gré du territoire de la république de Venise et pouvait sans difficulté exécuter les articles concernant l'Illyrie et les provinces de la haute Italie. Il y avait, dans le traité accepté, quelques articles secrets que Bonaparte jugeait extrêmement importants : c'étaient ceux qui concernaient la marine de Venise. Ayant remarqué qu'en ménageant la marine hollandaise, nous avions travaillé dans l'intérêt de l'Angleterre, qui s'en était emparée, pour sauver celle de Venise il demanda aussitôt des marins de Toulon, et envoya, de sa propre autorité, deux millions dans cette dernière ville pour appareiller six vaisseaux, afin d'aller s'emparer des îles vénitiennes de la Grèce, Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure et Cérigo, où il fit transporter aussitôt par les vaisseaux vénitiens deux mille hommes de bonnes troupes.

Lorsqu'une idée telle que celle de la liberté et de l'égalité est répandue parmi le peuple, lorsqu'on montre aux classes pauvres les biens des riches comme leur propriété légitime, il se déclare bientôt je ne sais quelle fièvre pour agiter les populations. Le Piémont, le duché de Parme, la Toscane, les Etats du Pape étaient alors livrés à un courant révolutionnaire très violent. A Gênes surtout, l'exaltation devint extrême; les patriotes, qui y étaient en minorité, ayant eu l'audace de prendre les armes, furent battus et souffrirent de cruelles violences de la part du peuple, qui maltraita aussi les Français, soutiens des démagogues. Bonaparte envoya aussitôt son aide-de-camp Lavalette pour réclamer les Français détenus, exiger des réparations et prescrire l'arrestation

Digitized by Google

des trois inquisiteurs d'Etat. Gênes courba la tête comme Venise. Un gouvernement provisoire fut installé pour faire une nouvelle constitution, de concert avec les commissaires du grand capitaine français.

Devenu l'arbitre de l'Europe au milieu de son camp, environné des étrangers qui avaient à traiter avec la République, beaucoup plus maître que les directeurs, Bonaparte ne pouvait plus ambitionner que le surnom d'*Italique*, comme Scipion avait reçu celui d'*Africain*. Les Conseils de la République proposèrent de le lui donner.

Les préliminaires de la paix signés à Léoben changeaient totalement notre situation extérieure. Nous n'avions plus au dehors qu'un seul ennemi, l'Angleterre, qui semblait elle-même ébranlée et inclinait à la paix; car la lutte prodigieuse qu'elle avait soutenue contre nous, les subsides qu'elle avait été obligée de fournir à tous nos ennemis intérieurs et extérieurs, avaient mis le plus grand embarras dans ses finances. Obligée d'avancer sans cesse des fonds à l'Etat, la Banque nationale, quoique ayant réalisé d'immenses bénéfices, était dans la nécessité de suspendre ses paiements en numéraire et de se faire autoriser à payer en papier; les banques particulières, qui correspondaient à la banque générale, avaient elles-mêmes éprouvé le contre-coup de sa situation fâcheuse et demandaient aussi à payer en papier. Le gros commerce de Londres sauva l'Angleterre d'une crise que quelques esprits comparaient à la nôtre, mais qui n'avait rien d'aussi effrayant. L'opinion générale, cependant, inclinait vers la paix, que la cour, par haine pour la démagogie, et Pitt, en vue des véritables inté-

Digitized by Google

rêts de son pays, repoussaient de toutes leurs forces. Cédant à la nécessité, sinon de donner satisfaction à l'opinion publique, du moins de l'amuser, le cabinet anglais demanda à renouer des négociations avec la France et remit de nouvelles lettres de créance à lord Malmesbury, qui désirait finir glorieusement sa longue carrière diplomatique en signant la paix entre la France et l'Angleterre.

§ III. *Etat intérieur (juin 1796 - 4 septembre 1797).*

Telle était notre situation extérieure vers le mois de mai 1797. Tout annonçait que nous allions enfin jouir de la paix tant désirée et que nous pourrions donner tous nos soins à l'amélioration intérieure, au rétablissement des arts, des sciences, des lettres, de la prospérité publique. On croyait peut-être aussi que les factions allaient disparaître, et que le Directoire, après avoir rendu notre nation grande au dehors, la rendrait heureuse au dedans. Si c'était l'espérance générale, la confiance était mal fondée; car tout, dans le gouvernement, les partis, les conseils, indiquait un mouvement, un changement politique, une de ces crises convulsives qui sauvent quelquefois, mais qui le plus souvent donnent la mort.

Le Directoire, aux affaires depuis dix-huit mois, avait eu plusieurs embarras assez considérables dont il avait triomphé : son existence paraissait alors assurée, et il semblait que, malgré la complication des rouages, la machine pourrait fonctionner. Un des grands embarras du Directoire avait été nos finances; il avait trouvé le Trésor entièrement vide.

Digitized by Google

. Les Conseils, pour couper court au mal et régler avec plus de régularité les finances pour l'an V (1797), divisèrent le budget en deux parties, l'une composée des dépenses ordinaires, et l'autre des dépenses extraordinaires. Or la première, qui s'élevait à quatre cent cinquante millions, dut être couverte par la contribution directe, portée à deux cent cinquante millions; par la contribution somptuaire et personnelle, élevée à cinquante millions, et enfin par le timbre, l'enregistrement et les douanes, estimés cent cinquante millions. Le budget extraordinaire était couvert par l'arriéré de l'impôt et par le produit des biens nationaux. L'impôt ne put plus être perçu qu'en numéraire; ce qui restait de mandats ou d'assignats dans la circulation fut annulé sur-le-champ et reçu au cours seulement pour l'arriéré de l'impôt. Par cette mesure politique, on fit entièrement cesser le désordre du papier-monnaie, et l'emprunt forcé fut fermé. Comme il fallait de l'argent immédiatement et que les coffres de l'Etat étaient vides, le gouvernement s'appuya sur les riches capitalistes et sur les fournisseurs, qui consentirent à recevoir pour quatre-vingt millions de bons de l'Etat sur les particuliers qui avaient acheté des biens. C'est ainsi que le crédit privé était obligé de soutenir le crédit public destitué de toute confiance.

Les partis étaient la plus grande difficulté du gouvernement. Le Directoire, qui avait prétendu se poser en véritable juste-milieu entre l'ordre et le désordre, entre la terreur et la justice, avait tour à tour frappé les patriotes et les royalistes. Depuis les journées de vendémiaire, et surtout depuis la triste échauffourée de la

Digitized by Google

conspiration de Grenelle, qui s'était levée aux cris de *vive la République! vive la Constitution de* 93! et dispersée aux premières charges des troupes qu'elle prétendait gagner, le parti de la Terreur semblait abattu; le parti royaliste avait, au contraire, pris de grands développements et espérait arriver bientôt à la réalisation de ses désirs.

Les royalistes avaient vu tomber leurs principaux appuis au dehors : la Prusse, l'Espagne, l'Italie, en qui ils avaient eu le plus de confiance, les avaient abandonnés. L'Autriche, si fidèle à la cause royale, venait de signer les préliminaires de Léoben, et le vaillant prince de Condé, qui ne reculait devant aucun péril, était ainsi obligé de remettre son épée dans le fourreau. Restait donc l'Angleterre; mais l'Angleterre ne possédait pas la confiance des royalistes; Louis XVIII, surtout, regardait son appui comme plus dangereux qu'utile; et c'était une maxime reçue, qu'il fallait recevoir l'or de l'Angleterre sans la seconder et sans réclamer sa coopération. Tous les chefs qui avaient voulu mettre leur principal appui sur l'Angleterre, avaient toujours été vus avec répugnance et avaient rencontré la plus grande opposition dans leurs tentatives, témoin ce Puisaye que nous avons vu déployer tant d'héroïsme en Bretagne.

Bien que le royalisme fût sans appui au dehors en 1797, puisque l'Angleterre seule était pour lui, il regardait cependant son triomphe comme plus assuré que jamais.

Le parti royaliste, pensant qu'il devait surtout agir au dedans, avait essayé de se créer des forces dans les provinces, à Paris, au sein des Conseils et même dans le Directoire. Il déployait une grande activité, il agissait

Digitized by Google

sur l'opinion publique par ses journaux; chaque jour c'étaient des tirades sur la Terreur, des attaques contre les Jacobins; chaque jour on vantait la politique modérée de la paix, du bonheur public. Profitant habilement de la liberté de la presse pour former l'opinion en leur faveur, les royalistes espéraient triompher dans les prochaines élections; dans les provinces ils portaient, au Jura Pichegru, vendu à Condé; à Colmar Chemblé, employé de la correspondance avec Wickam; à Lyon Imbert-Colomès, l'agent royal du Midi; aux Bouches-du-Rhône le général Willot, qui s'était laissé gagner par les modérés, depuis qu'il ne s'était plus entendu avec Hoche; à Versailles Vauvilliers, compromis dans la conspiration de Brottier; à Brest, l'amiral Villaret-Joyeuse. Avec de bonnes élections, ils arrivaient à posséder la majorité dans les Conseils et à imposer l'exécution des lois au Directoire.

Les Conseils, et surtout les Cinq-Cents, comptaient fort peu de royalistes dans leur sein; mais le nouveau tiers qui avait été adjoint aux deux tiers de la Convention, avait formé une opposition très ardente et attaqué avec fermeté les mesures violentes du Directoire. Plus les élections approchaient, plus ils avaient acquis d'autorité, et ils étaient parvenus à arracher des lois qu'ils n'auraient pas obtenues quelques mois auparavant. La plus importante de ces lois était le rapport de celle du 3 brumaire, qui excluait les parents des émigrés des fonctions publiques et leur fermait l'entrée du Corps législatif. Le Conseil des Anciens repoussa cette loi, admise par les Cinq-Cents; mais elle passa ensuite avec quelques modifications.

Digitized by Google

Ces sortes de concessions, accordées à l'opinion publique en vue des élections prochaines, faisaient craindre aux membres de la Convention qui pouvaient être conservés par le sort, de se trouver en présence d'une majorité avec laquelle ils seraient trop en opposition; la minorité du Conseil, quoique éloignée encore du royalisme, s'appuyait cependant sur cette opinion, qui elle-même ne se dévoilait pas entièrement, se contentant de masquer ses vues sous le nom de modérantisme.

Dans le Directoire, composé de républicains bien caractérisés, les hommes connus sous le nom de *modérantistes*, avaient obtenu deux voix dont l'une était extrêmement importante, celle de Carnot, uni intimement à Letourneur. Le lecteur s'étonne sans doute de voir Carnot le terroriste, l'ancien membre du Comité de salut public, être mis au nombre des modérés. Carnot, en prenant place dans le Directoire, y avait porté sa haute intelligence et avait voulu dominer ses collègues, surtout dans ce qu'il regardait comme sa spécialité absolue, la guerre. De là étaient nées des divisions que la jalousie n'avait cessé d'aggraver. Chaque fraction du gouvernement tel que celui qui existait alors, avait besoin d'un appui dans les Conseils, si elle ne voulait être annihilée. Comme Barras, Rewbel et La Réveillère avaient la majorité pour eux, Carnot, contre son opinion personnelle, était devenu l'un des plus fermes appuis des royalistes déguisés sous le nom de modérés. On voit donc que les élections étaient aussi un moment de grande crise pour le Directoire, parce que si elles étaient faites dans le sens du modérantisme, comme tout l'annonçait, la majorité pouvait revenir à ce parti; car si Barras, Rewbel ou La

Digitized by Google

Réveillère-Lepeaux était éliminé par le sort, il entrait un membre qui opérait aussitôt un changement dans le gouvernement. On a assuré que, voyant Letourneur se soucier peu des honneurs du gouvernement, les autres directeurs lui avaient donné chacun dix mille francs afin qu'il sortît de lui-même. C'était un soupçon dans l'Assemblée, qui, pour empêcher toute supercherie sur ce sujet, avait ordonné que le tirage au sort se ferait publiquement. Le Directoire s'y refusa, prétendant que les Conseils n'avaient point le pouvoir de leur ravir un droit qui leur était concédé par la Constitution. Letourneur sortit, fut-ce réellement parce que le sort le voulut ainsi, ou parce qu'il y eut fraude préméditée, c'est un point d'histoire qui ne sera peut-être jamais complétement éclairci.

Les directeurs, cependant, suivaient tous leurs goûts et donnaient, selon leur pensée, une impulsion multiple et souvent contraire aux affaires. La Réveillère-Lepeaux devint surtout célèbre et se couvrit de ridicule par la théophilantropie, sorte de secte illuminée qui, se donnant le nom d'amie de Dieu et des hommes, prétendait établir le culte le plus pur.

Barras laissait volontiers son collégue se livrer à son illuminisme; quant à lui, il préférait le sensualisme le plus grossier. Nous ne mettrons pas sous les yeux du lecteur les orgies de Grosbois, où Barras s'abandonnait à la crapule la plus dégradante. Comme ses dépenses étaient énormes, il vendait tout, la paix, la guerre, les fournitures, les partis; il eût même vendu la France, s'il eût trouvé un acheteur et qu'il eût pu la livrer. Il reçut un jour six cent mille francs de la république de

Digitized by Google

Venise, pour s'opposer aux projets de Bonaparte; mais ce général l'ayant su, fit casser le marché et ordonna de protester les traites. Les autres directeurs s'en émurent et résolurent même de demander des poursuites contre Barras; mais plusieurs étaient trop intéressés à faire garder le secret. Aussi le scandale fut étouffé, et Barras put continuer ses abominables marchés.

Redoutant surtout le parti royaliste, le voyant relever la tête et menacer de dominer dans les Conseils, la majorité du Directoire résolut de l'abattre avant les élections, afin de lui ôter son influence. Une grande association royaliste, ayant des ramifications dans toutes les provinces, s'était constituée sur des bases nouvelles afin d'échapper à l'autorité; ainsi ses principaux chefs directeurs étaient inconnus les uns aux autres et ne laissaient aucune trace de leur existence; ainsi encore une multitude d'associations particulières, composées de trois ou quatre membres, recevaient l'impulsion d'hommes qu'elles ne connaissaient point et qu'elles n'avaient jamais vus; en sorte qu'en saisissant une de ces associations, c'était une petite branche qui tombait, mais l'arbre demeurait tout entier. Trois royalistes se donnaient surtout beaucoup de mouvement à Paris, c'étaient Brottier, Laville-Heurnois et Duverne de Presle; ils s'étaient donné le rôle d'embaucheurs dans l'armée, dont ils auraient voulu pouvoir disposer dans le cas d'une tentative à force ouverte. Deux officiers supérieurs, commandants des Sablons, leur parurent faciles à tenter, à cause de la modération qu'ils manifestaient dans leurs sentiments. Malo, chef d'escadron, qui occupait un appartement à l'Ecole-Militaire, jouissant d'une certaine influence, ils s'adressèrent à lui. Il les

Digitized by Google

reçut bien, exigea des preuves qu'ils étaient réellement des agents de Louis XVIII, et lorsqu'ils les eurent exhibées, il les fit arrêter. On trouva dans leurs papiers un gouvernement tout organisé.

Le Directoire dénonça une prétendue conspiration de Louis XVIII. Ceux qui furent saisis, au lieu d'être déférés aux tribunaux ordinaires, furent traduits devant une cour martiale. Ce moyen, employé pour rallier les Assemblées nationales au Directoire, y jeta de profondes divisions : c'est un des premiers pas du Directoire dans la voie fatale où il devait périr.

Les quatre principaux accusés avaient été condamnés à mort; mais Duverne de Presle ayant fait une longue déclaration, où se trouvaient détaillées toutes les menées des royalistes, le Directoire commua leur peine en celle d'une détention perpétuelle. Les agents royalistes avaient franchement avoué, devant le tribunal, qu'ils agissaient pour le rétablissement de l'autorité royale; mais ils prétendaient en même temps qu'ils ne se servaient que des moyens que leur donnait la Constitution. On ne pouvait, en effet, leur reprocher aucune tentative de soulèvement ni de ce que nous nommons conspiration; ils n'avaient qu'un seul but, éclairer l'opinion et lui montrer que la monarchie était la seule ressource de la France.

On cita peu après, devant la haute cour nationale établie à Vendôme, Babeuf et ses complices, qui avaient prétendu ramener l'humanité à une égalité complète. Ils voulaient commencer par établir en France la *République des égaux*. Un comité secret et douze commissaires centraux d'arrondissement avaient fait un grand nombre d'adeptes qui menaçaient de bouleverser encore

Digitized by Google

un pays tant éprouvé. Babeuf et Darthe furent condamnés à mort, sept autres furent déportés, cinquante autres se virent acquittés.

C'est au milieu de ce mouvement que se préparaient les élections de 1797. Les électeurs de la Seine s'étant réunis pour se concerter, proposaient ces questions aux candidats : *As-tu acquis des biens nationaux? As-tu été journaliste? As-tu écrit, agi et fait quelque chose dans la révolution?* Les journaux qui déclamaient avec le plus de violence contre les terroristes et les anarchistes, étaient acquittés lorsqu'on les poursuivait devant les tribunaux. Le Directoire, voyant que les Conseils allaient lui échapper, proposa, dans ceux qui existaient encore et où il avait la majorité, un projet de loi qui portait que tout électeur, avant de déposer son vote, jurerait haine à la royauté. Cette proposition fut modifiée en celle-ci : Les électeurs feront une déclaration qu'ils sont également opposés à l'anarchie et à la royauté. Mais toutes ces mesures n'empêchèrent point que la majorité des nouveaux membres fût modérée ou inclinant au royalisme.

Le club de Clichy, regardé comme contre-révolutionnaire, reçut dans son sein la plupart des députés nouvellement élus, et discuta les mesures qu'il y aurait à adopter. On s'inquiétait surtout beaucoup du remplaçant du directeur qui venait de sortir par la voie du sort. Deux noms furent mis en avant, Cochon, ministre de la police, et Barthélemy, ambassadeur en Suisse. Le premier fut écarté comme ne donnant pas assez de garanties pour le but qu'on se proposait d'atteindre. Le second était un esprit faible, incertain, incapable de lutter

Digitized by Google

énergiquement et de se mettre à la tête d'un parti. On se fixa cependant sur celui-ci.

Le 1er prairial, les deux cent cinquante nouveaux élus se rendirent au Corps législatif pour y remplacer deux cent cinquante conventionnels. La formation du bureau a toujours une grande signification et dessine une assemblée. Pichegru, que plusieurs membres savaient attachés au royalisme, et que les ennemis du Directoire vantaient avec complaisance, parce qu'il était en complète disgrâce, fut porté au bureau de la présidence par une grande majorité. Les autres membres du bureau furent Siméon, Vaublanc, Henri La Rivière et Parisot. Jourdan, à qui le parti constitutionnel voulait donner place au bureau, ne put pas même y parvenir, acte qu'on a jugé impolitique, parce qu'il tendait à éloigner de la droite le parti constitutionnel.

Un des premiers actes des Cinq-Cents, fut de rédiger la liste des candidats à la place de Letourneur, que le sort ou la corruption avait évincé. Barthélemy, présenté le premier sur la liste, fut choisi.

Le parti modéré, les ennemis de la violence, ceux qui voulaient rétablir l'Etat sur des bases moins aventureuses, étaient nombreux au côté droit, qui comptait peu de royalistes bien décidés. Ceux-ci cependant, à la tête desquels paraissaient Pichegru, Lemérer, Mersan, Imbert-Colomès et peut-être Willot, pour atteindre leur but en usant de la majorité qui se dessinait en leur faveur, devaient tout d'abord se rendre maîtres de la capitale; car avec elle un parti est toujours assuré de triompher, et sans elle il est difficile de régner sur le peuple français : une longue expérience l'a prouvé. D'après la Cons-

Digitized by Google

titution, la police du lieu des séances appartenant au Corps législatif, un grand nombre de députés des Cinq-Cents prétendirent que le mot *lieu* s'étendait à toute la ville où il siégeait, interprétation qui fut repoussée et qui démasqua peut-être trop tôt les plans de ceux qu'on nommait les réactionnaires. Pour ne plus éprouver de semblables échecs, les modérés des Conseils résolurent alors de marcher complétement dans la Constitution, mais en même temps d'user de toute l'autorité qu'elle pouvait leur donner. Ainsi ils exigèrent tout d'abord la recomposition de toutes les commissions, ce qui était parfaitement juste et légitime, puisqu'une nouvelle assemblée ne peut recevoir l'esprit d'une précédente; ou bien il serait absolument inutile de procéder à un renouvellement.

Cinq représentants, Ferraud-Vaillant, Gault, Polissant, Job Aymé (de la Drôme) et Marsan, exclus l'année précédente par une loi, comme entachés de royalisme, furent rappelés, et l'on déclara la loi d'exclusion inconstitutionnelle. Si l'Assemblée admettait les royalistes par impartialité, elle admettait aussi Salicetti, qui avait été compromis dans les événements de prairial. On accusa la majorité de ne pas avoir montré la même impartialité au moment de la vérification des élections; on dit que les élections douteuses étaient cassées si elles concernaient des républicains, et qu'elles étaient validées lorsqu'elles étaient favorables aux royalistes.

Afin de donner une forte impulsion aux affaires, les Cinq-Cents les examinèrent avec le plus grand soin, portèrent une attention toute spéciale sur la conduite des Directeurs et de leurs agents, adoptèrent souvent des rapports extrêmement violents sur la gestion de certains

Digitized by Google

employés, et les qualifièrent de la manière la plus dure. Ainsi les commissaires chargés d'examiner la conduite des agents du Directoire à Saint-Domingue, accusèrent le conventionnel Marec de n'avoir pas résisté *à la tyrannie avec l'énergie de la vertu.* Ces mots firent explosion; les constitutionnels, réunis aux conventionnels, firent rejeter l'accusation.

Une autre question fit bientôt une égale sensation. Camille Jordan, jeune représentant du Lyonnais, doué d'une exquise sensibilité et d'une imagination très vive, dont l'esprit était encore fortement impressionné des scènes sanglantes qu'il avait vues à Lyon, fit un long rapport sur la liberté des cultes. Il établissait que le serment exigé des prêtres était une tyrannie très impolitique, puisqu'elle agissait sur la population d'une manière défavorable; il montrait que c'était une tyrannie de commander de fermer les temples pendant les cérémonies du culte; enfin que c'était sottise d'interdire le son des cloches, qui faisaient aussi partie du culte catholique. Ce rapport, très logique, causa une sensation d'autant plus grande, qu'il était une accusation directe contre la plupart des conventionnels, qui balbutièrent quelques mots sans portée, prétendant qu'on proposait la violation des lois, tandis qu'on se contentait de demander l'abrogation de lois inexécutables et tyranniques; car c'est une observation à faire, que les lois horribles portées contre le clergé ne pouvaient plus être exécutées alors.

Le Directoire, qui souffrait de toutes ces attaques, fut bien plus effrayé lorsque la commission découvrit le gouffre béant de la banqueroute qui menaçait encore l'Etat. Il avait été établi, sous la dernière législature, un

Digitized by Google

budget pour mettre l'équilibre entre les recettes et les dépenses; mais les prévisions ne s'étaient point réalisées : il fallait créer de nouveaux impôts. Le Directoire proposait un impôt sur le sel et sur le tabac, une loterie, un droit de passe sur les routes; la commission repoussait ces diverses espèces d'imposition, soit comme effrayant le peuple, soit comme impossibles, immorales ou soumises à de trop grandes difficultés. Afin de s'assurer que les fonds étaient toujours légitimement employés et de couper court aux expédients qui faisaient vivre le Directoire, elle voulait « qu'il n'eût plus la faculté d'ordonner les négociations de valeurs. » Quand il y aurait des valeurs non circulantes à réaliser, les commissaires de la trésorerie devaient les négocier eux-mêmes, sous leur responsabilité personnelle. Elle imagina ensuite d'enlever au Directoire le droit de régler l'ordre dans lequel devaient être acquittées les ordonnances de paiement. Elle proposa aussi de lui interdire des anticipations sur les fonds qui devaient rentrer dans les caisses des départements. Elle voulait même que toutes les assignations déjà délivrées sur les fonds non rentrés, fussent rapportées à la trésorerie, vérifiées et payées à leur tour, ce qui interrompait et annulait toutes les opérations déjà faites. Elle proposa en outre de rendre obligatoire la distinction établie entre les deux natures de dépenses et de recettes, et d'exiger que la dépense ordinaire fût soldée sur la recette ordinaire, et la dépense extraordinaire sur la recette extraordinaire. A toutes ces propositions, elle en ajouta une dernière, « celle de ne plus permettre que les biens nationaux pussent être payés avec les bons délivrés aux fournisseurs. »

Digitized by Google

La plupart de ces mesures étaient si clairement fondés en raison que, malgré l'opposition du parti constitutionnel, elles furent admises. Ces lois devaient avoir de grandes conséquences et ont été jugées assez sévèrement, parce qu'elles supposaient l'ordre rétabli, et que, dans l'état d'incertitude où se trouvait la République, des mesures régulières n'étaient pas possibles. Mais est-ce que les principes d'ordre et de sage économie ne sont pas de tous les temps? Est-ce que la sagesse interdirait, dans les temps extraordinaires, de prendre des mesures commandées par la nécessité? Les reproches étaient évidemment exagérés; malgré cela, les constitutionnels firent passer quelques modifications qu'ils jugèrent importantes. Ainsi on laissa au Directoire le droit de diriger les négociations de la trésorerie, de fixer l'ordre des paiements et de confondre l'ordinaire et l'extraordinaire.

Afin de montrer que l'Assemblée voulait sortir de la voie de corruption dans laquelle le gouvernement était engagé, on proposa l'interdiction aux députés de recevoir des places un an après leur sortie du Corps législatif, d'ôter au Directoire la faculté qu'il tenait d'une loi, d'examiner les lettres venant de l'étranger, de lui enlever le droit de destituer les officiers, ce qui le privait de l'une de ses plus importantes prérogatives constitutionnelles. Mais, pour faire adopter ces mesures par le Directoire, qui les repoussait souvent comme inconstitutionnelles, il fallait à l'Assemblée une force suffisante. Aubry demanda d'ajouter « aux douze cents grenadiers composant la garde du Corps législatif, une compagnie d'artillerie et un escadron de dragons, et de donner le

Digitized by Google

commandement de toute cette garde aux inspecteurs de la salle du Corps législatif. »

La conduite des généraux, surtout celle de Bonaparte qui se mettait au-dessus de toutes les lois et se croyait maître de disposer de tout à son gré, avait aussi vivement impressionné les Cinq-Cents; les traités faits avec Venise et Gênes n'avaient pas été soumis à l'Assemblée. Il devait paraître étrange qu'un général fît et exécutât des traités de sa propre autorité, qu'il envoyât des millions à notre flotte de Toulon pour la diriger où il lui plairait. Les membres de la réunion de Clichy sentant le danger de s'attaquer à la fois au Directoire et à la plus grande gloire militaire, avaient dissuadé le fougueux Dumolard de porter la question devant les Cinq-Cents. Il persista dans son dessein et demanda des explications au Directoire sur les événements de Venise et de Gênes, et sur les rapports de la France avec la Suisse. La motion de Dumolard était hardie en ce qu'elle attaquait le gouvernement républicain, qui jusqu'alors n'avait pu asseoir l'ordre; mais elle était juste et légitime, puisqu'aucun gouvernement bien organisé ne pouvait accepter le désordre tel qu'il existait.

Persuadés que l'heure de la réparation avait enfin sonné, qu'ils pouvaient sans danger rentrer dans leur patrie, les émigrés, nobles, évêques, prêtres, religieux, revenaient en foule au milieu des populations habituées à les bénir; ils accouraient en grand nombre à Paris, correspondaient avec l'étranger, où ils avaient laissé des parents, des amis, de nouvelles connaissances. Il était difficile que, dans un pareil moment, il n'y eût des imprudents, des exaltés, des ennemis acharnés de la

Digitized by Google

République prêts à renverser le régime établi. Une révélation vint tout à coup assombrir le tableau qui était déjà bien chargé. Au moment où Venise avait été remise entre les mains des Français, il se trouvait dans la place un émigré fameux, le comte d'Entraigues, qui sut toucher Bonaparte, à qui il fit des révélations sur les prétentions des royalistes de France, sur leurs manœuvres et sur la trahison réelle ou prétendue de Pichegru, qui enfin livra son portefeuille où se trouvait une conversation écrite de tous les rapports de Pichegru avec le prince de Condé. Bonaparte, qui n'avait pas vu sans jalousie ce général disgracié arriver à la présidence des Cinq-Cents, fut heureux de rencontrer cette pièce ; il la certifia, la falsifia, assure Montgaillard, la fit contresigner par Clarke et Berthier, et l'envoya au Directoire.

Heureux de tenir cette pièce, dont ils se proposaient de se servir lorsque le temps serait venu, Barras et ses amis la conservèrent avec le plus grand soin. Le Directoire, cependant, se divisait toujours davantage. Carnot, quoique foncièrement ennemi des membres de la réunion de Clichy, se laissait entraîner par eux, pour faire opposition au parti qui soutenait Barras. Celui-ci n'était guère plus uni avec ses deux collègues Rewbell et La Réveillère-Lepeaux, qui cependant, par une espèce d'habitude et par esprit républicain, le suivaient toujours. La Réveillère-Lepeaux, persuadé que la révolution était perdue si on n'apportait un prompt remède au mal, s'adressa à Rewbell pour lui communiquer ses craintes, qu'il n'osait encore confier à Barras, homme corrompu, capable de se vendre à tous les partis, qui, en hurlant contre les royalistes, les accueillait dans son salon et les

Digitized by Google

protégeait. Mais Barras, poussé par ses instincts révolutionnaires, eut à peine connaissance des craintes de ses deux collègues, qu'il se lia à eux, fier de devenir le principal personnage de la République.

Pour réussir dans un acte ultra-révolutionnaire, il fallait un appui, et il y en avait peu alors. Les patriotes exaltés, outre qu'ils étaient dispersés, paraissaient trop dangereux. Les patriotes modérés ne devaient pas se soulever, à moins que ce ne fût dans de grandes circonstances, comme au 13 vendémiaire. Il se forma alors un parti intermédiaire de patriotes moins ardents, d'hommes marquants qui avaient figuré dans la révolution, et qui paraissaient avoir des idées moins avancées; tels étaient Benjamin Constant, écrivain habile; Talleyrand-Périgord, diplomate fameux, qui tous deux fréquentaient les salons de Mme de Staël et se montraient disposés à s'attacher à la politique modérée. Il s'établit, sous leurs auspices, un club qui réunit dans son sein tous les hommes de cette nuance placés en dehors des assemblées. On pensait que les constitutionnels allaient entrer dans ce club; mais ils s'en éloignèrent, non point par antipathie pour ses opinions, mais à cause qu'il était en relation intime avec Barras, La Réveillère-Lepeaux et Rewbell; ils demeurèrent toujours attachés aux Clichiens. Les triumvirs ne pouvant donc arriver à dominer l'Assemblée, résolurent de la vaincre par un coup d'Etat.

Digitized by Google

§ IV. *Coup d'Etat du 18 fructidor.— Paix de Campo-Formio (4 septembre 1797-juin 1798).*

L'année révolutionnaire qui venait de s'écouler avait eu le grand avantage de prouver l'immense inconvénient de la division du pouvoir. Le Directoire, composé de cinq membres se jalousant, s'entravant les uns les autres, montrait à tous que son existence serait de peu de durée. Mais quel serait son héritier? Le peuple était hors de cause, ses défaites du 9 thermidor an II, du 12 germinal an III, du 1er prairial même année, du 21 floréal an V, prouvaient que c'en était fait de la résistance du peuple. Il lui eût fallu un général. Les sans-culottes comptaient un peu sur Hoche, mais ce brillant capitaine allait bientôt périr en poussant ce cri de douleur: « Suis-» je donc revêtu de la robe empoisonnée de Nessus! » On a accusé le Directoire d'avoir causé cette mort pour éloigner un obstacle.

La bourgeoisie, alors maîtresse du terrain, tout occupée de ses affaires commerciales, possédait plus la science de l'argent que celle de la gloire et de la grandeur; elle n'avait point les vues assez larges pour ramener un ordre complet et procurer la puissance et le bonheur à la France. Toutes les fois qu'elle a eu le pouvoir en main, elle ne s'est proposé qu'une seule chose, le développement des intérêts matériels de la nation, qu'elle a laissée sans principe puissant, et elle a fait sombrer le vaisseau de l'Etat.

L'armée, façonnée à l'unité, pratiquait l'obéissance passive sous un chef chargé de penser et d'agir pour elle;

Digitized by Google

la fumée de la gloire l'enivre facilement; l'armée pouvait être un moyen d'unité; mais un général président ou chef de l'Etat devait amener le despotisme et causer l'énervement de la nation; pour ceux qui réfléchissaient, cette solution était peu désirable.

Le parti royaliste présentait l'unité pour principe, avec la liberté pour le développement des institutions; mais ce parti n'avait point de force, il était obligé de cacher son nom; ce n'était que par l'intrigue qu'il parvenait à jeter de la déconsidération sur ce qui l'environnait. Le parti royaliste, quoique rationnellement le plus vrai, le plus conforme aux besoins de la France, avait peu d'espoir de parvenir.

Les trois directeurs unis, Rewbell, La Réveillère-Lepeaux et Barras, désiraient la continuation de la guerre, afin de tenir éloignés du centre les grands généraux qui pouvaient ruiner l'existence du Directoire. Ceux qui souhaitaient la consolidation de la République, voulaient un président à sa tête. Ce moyen n'avait pas été employé en France, et pendant longtemps le parti républicain sincère a regretté de n'en avoir pas fait usage. En concentrant le pouvoir en une seule main, en un mot, en ramenant le gouvernement à l'unité, on se persuadait que les tiraillements, les dissensions qui dévoraient la nation disparaîtraient.

A ces dissensions entre l'Assemblée et le Pouvoir exécutif s'en joignaient de non moins profondes dans le Directoire. Nous l'avons déjà observé, Barras, Rewbell et La Réveillère désiraient la proscription de Carnot et de Barthélemy, qui les gênaient.

Pour réaliser leur projet de dictature et d'exclusion

Digitized by Google

de Carnot, de Barthélemy et d'un certain nombre de membres des Conseils, il fallait nécessairement recourir à la force. Nous avions trois armées, toutes également braves, sans avoir cependant le même caractère.

L'armée d'Italie était pleine d'enthousiasme, bien disciplinée, amie de la République sans doute, mais plus amie encore de son général.

Le caractère de Bonaparte ne permettait guère au ministère de s'appuyer sur lui. Il y avait, en effet, danger et grand danger de se donner un maître en l'appelant à Paris, environné de l'auréole de gloire qu'il s'était acquise; ce que pouvait faire le Directoire, c'était tout au plus d'appeler un de ses généraux.

L'armée du Haut-Rhin avait pris le caractère imposant de son chef; elle était admirable de tenue, de discipline, d'ordre, je dirais presque de moralité : jamais on n'avait vu un corps mieux organisé. Il est certain que de telles troupes à Paris auraient eu une grande influence sur les événements. Moreau était l'homme de Pichegru, qui était fier d'avoir formé un tel élève. Le triumvirat, en l'appelant à Paris avec ses troupes, dont la plupart des officiers étaient profondément attachés à Pichegru, aurait encore par là avancé sa propre ruine.

Hoche, qui se montrait audacieux et républicain, n'ayant encore ni la gloire de Bonaparte, ni l'autorité de Moreau, et d'ailleurs ayant besoin du Pouvoir exécutif pour se maintenir et s'élever encore, devait avoir la confiance du gouvernement. Un autre motif devait encore engager à recourir à lui plutôt qu'à tout autre général. Depuis longtemps il rêvait une expédition contre l'Irlande; il avait déjà fait une tentative sur ce point,

Digitized by Google

et voulait la renouveler; il pouvait, sous ce spécieux prétexte, faire approcher des troupes de Paris et abattre la faction royaliste, comme on disait alors. Dans les contributions que les généraux faisaient lever au sein des pays qu'ils occupaient, ils en retenaient fréquemment une partie, soit pour l'usage de leurs armées, soit pour tout autre but. Hoche, mis par Barras dans le secret des projets qui se méditaient et de la part qu'on lui réservait, paya la solde de la colonne qu'il allait mettre en mouvement, et réserva deux millions pour les offrir au Directoire ou les employer à l'expédition d'Irlande.

La colonne se mettait en marche lorsqu'il survint un changement de ministère de nature à indiquer une nouvelle tendance du pouvoir. Carnot, poussé par les constitutionnels et les clichiens, sentant que, pour les événements qui se préparaient, il était nécessaire d'avoir des ministres sur lesquels il pût compter, résolut d'agir sur le Directoire de manière à éloigner du pouvoir Merlin, ministre de la justice, et Ramel, ministre des finances, comme ennemis du parti modéré; Delacroix, ministre des affaires étrangères, et Truguet, ministre de la marine, comme incapables.

Les triumvirs, de leur côté, voulaient un changement ministériel conçu dans un tout différent esprit; ils désiraient conserver Merlin et Ramel, consentaient à renvoyer Truguet et Delacroix, et prenaient la ferme détermination d'expulser Cochon, Pétiet et Benezech, partisans déclarés des clichiens.

Carnot, étant de la minorité dans le Directoire, devait, avant de faire aucune proposition, s'assurer quelques voix parmi les triumvirs, dont il ignorait encore l'union dé-

Digitized by Google

cidée. Il s'adressa d'abord à La Réveillère, qu'il jugeait de plus facile composition, mais il fut déconcerté de la vigueur avec laquelle celui-ci refusa de se rapprocher du parti constitutionnel. Carnot s'aboucha ensuite avec Barras, qui, malgré son amour pour la révolution, se laissait assez facilement entraîner. Il en obtint une promesse un peu vague, sur laquelle il crut devoir fonder quelque espérance, sans cependant oser proposer le changement ministériel désiré des deux partis.

Afin de faire cesser le déchirement qui fatiguait le pouvoir, et de mettre plus d'uniformité dans les vues du gouvernement, Rewbell proposa enfin le changement ministériel, que Carnot accepta d'autant plus volontiers que, venant d'un autre côté, il espérait s'en servir pour sortir d'une manière avantageuse à son parti de l'état d'anarchie ministérielle où l'on se trouvait. Truguet et Delacroix furent éliminés à l'unanimité; Ramel et Merlin furent conservés à la majorité de trois voix contre deux. Cochon, Pétiet et Benezech furent éliminés à la même majorité. Etourdi d'un coup auquel il ne s'attendait pas, Carnot demanda l'ajournement de la nomination des nouveaux ministres, sous prétexte de fixer son opinion sur des hommes capables de diriger les affaires. Mais on procéda aussitôt à l'élection, et l'on nomma : Talleyrand aux affaires étrangères, Pléville à la marine, François de Neufchâteau à l'intérieur, Lenoir-Laroche à la police, et Hoche à la guerre. Ce dernier n'avait pas l'âge voulu par la Constitution; ceux qui le nommaient le savaient, mais comme ils voulaient un général franchement déclaré en leur faveur, et qu'aucun autre ne leur était suffisamment connu, ils le nommaient provi-

Digitized by Google

soirement. Le personnage le plus important de ce ministère était le célèbre Talleyrand-Périgord, ancien évêque d'Autun, qui, après s'être insinué auprès de Mme Staël, par Benjamin Constant, sut, par La Réveillère, arriver auprès de Barras, dont le sot orgueil fut flatté de voir un si grand personnage, et surtout un homme si habile, soumis à lui; Barras résolut de s'en servir et de l'employer à la politique, qu'il connaissait mieux qu'aucun autre homme de France.

La nomination d'un nouveau ministère, entièrement composé d'hommes hostiles à la majorité des assemblées, produisit une profonde émotion sur les Conseils et leur montra que quelque grand événement se préparait. Il arriva sur le moment un autre sujet d'inquiétude beaucoup plus vive. Selon l'ordre secret qu'il avait reçu de Barras, Hoche fit marcher ses troupes vers Paris et franchit le cercle de douze lieues tracé par la Constitution, pour protéger l'Assemblée contre la force armée; et en effet, aucun corps de troupes ne devait s'approcher plus près de douze lieues de la ville où siégerait l'Assemblée nationale. Les principaux membres de la majorité, réunis pour proposer une résolution ferme afin de sauver la représentation menacée, se divisèrent : les uns voulaient qu'une partie du Directoire fût mise hors la loi, les autres s'attaquaient à Hoche. On ne put s'entendre, ce qui arrive presque toujours en pareille circonstance. Toute tentative manquée dans le cas où se trouvait l'Assemblée, est toujours un redoutable échec. Puisqu'elle voulait agir, elle devait sur-le-champ mettre les triumvirs en accusation et nommer d'autres directeurs; car, ayant violé la Constitution, Barras, La Réveillère et

Digitized by Google

Rewbell méritaient évidemment d'être arrêtés. L'Assemblée craignait d'être trop faible, mais elle avait assez de forces pour triompher de ses adversaires, et, en voulant en préparer de nouvelles, elle succomba.

L'organisation de la garde nationale, qui avait été depuis longtemps proposée par Carnot pour être la sauvegarde de l'Assemblée et de l'Etat, ayant été repoussée par les triumvirs, les Cinq-Cents résolurent enfin de l'organiser. Pichegru, chargé de faire le rapport sur ce sujet, le présenta tel, que la garde nationale une fois organisée était sous la dépendance absolue de l'Assemblée. Tous les citoyens devaient nominalement faire partie de la garde nationale, mais il n'y avait que ceux qui étaient désignés par les électeurs des sections qui fussent armés pour un service actif. Comme les électeurs étaient presque tous hostiles à la majorité du Directoire, on était assuré que la force réelle de la garde nationale serait pour les clichiens.

Après la lecture de ce rapport, plusieurs députés demandèrent à voter la loi sans désemparer.

Thibaudeau fit observer que, quelque diligence qu'on fît, la garde nationale ne pourrait être organisée avant un mois, et proposa de discuter une loi aussi importante avec la maturité convenable; il dit que si les triumvirs voulaient tenter un coup d'Etat, ils n'attendraient pas une époque aussi éloignée. En conséquence, la discussion fut remise au lendemain.

Cependant Hoche était arrivé à Paris et avait été présenté au Directoire, qui était alors présidé par Carnot. Ce directeur lui adressa de très sévères reproches, lui demanda qui lui avait permis de quitter les armées,

Digitized by Google

pourquoi il avait fait avancer des troupes? Comme il répliquait qu'il se rendait sur les côtes de l'Occident et qu'il y conduisait les troupes nécessaires pour opérer un débarquement sur les côtes de l'Irlande, Carnot lui répondit qu'il y avait en Bretagne plus de soldats qu'il ne lui en fallait pour l'expédition d'Irlande. Au lieu de le défendre au sein même du Directoire, Barras, qui lui avait donné l'ordre secret de venir, n'ouvrit pas même la bouche. La Réveillère le rassura, il est vrai, au nom de la majorité du Directoire, mais Hoche n'en témoigna pas moins la plus vive indignation contre celui qui, après l'avoir compromis, le délaissait. Les triumvirs jugeant qu'ils ne pouvaient plus compter sur lui pour un coup de main contre l'Assemblée, résolurent de demander un général à Bonaparte, d'amuser, en attendant les assemblées, et de faire sortir les troupes du rayon de Paris. Bonaparte, qu'on avait épouvanté par les mots de contre-révolution et de royalisme, envoya Augereau, homme extrêmement énergique, fortement attaché à la République et capable de verser des flots de sang pour la soutenir.

Si Barras, qui ne parlait que de monter à cheval, de se mettre à la tête des troupes pour combattre, aimait sincèrement Augereau, Rewbell et La Réveillère le détestaient, parce qu'ils redoutaient de trop grands excès dans le mouvement qu'ils préparaient. La Réveillère le caressa beaucoup, chercha à lui persuader que le moyen le plus noble et le plus sûr de faire triompher la révolution, c'était de montrer une modération pleine de fermeté. Lorsque le général parut avoir adopté cette manière de conduire les affaires, on le nomma commandant

Digitized by Google

de la dix-septième division militaire, qui comprenait Paris; c'était indiquer suffisamment les volontés du Directoire.

Une nouvelle source de dissension vint encore augmenter les haines déjà bien grandes des deux partis qui divisaient le Directoire, c'étaient les négociations pour la paix, dont nous parlerons plus tard.

La divergence d'opinions qui s'était manifestée entre les membres du Directoire, avait encore augmenté dans cette discussion; les termes les plus durs avaient été fréquemment employés, et les événements, loin de détendre une situation dangereuse et pénible, ne servaient qu'à l'aggraver.

Le parti de l'Assemblée qu'on nommait bien à tort royaliste, et qui n'était qu'une opposition républicaine, marchait cependant avec fermeté dans la voie de la réparation. Les finances étaient toujours surveillées avec le plus grand soin; la vente des biens nationaux n'était plus livrée à un gaspillage sans nom; toutes les lois portées contre les prêtres étaient abolies; le serment était changé en une simple déclaration, pour constater la soumission des prêtres aux lois de la République; les successions des émigrés n'étaient plus ouvertes au profit de l'Etat, mais en faveur de leurs parents; la vente des presbytères était défendue. La loi qui produisit le plus d'impression fut la loi de la garde nationale, votée conformément aux conclusions de Pichegru; mais le Directoire, chargé de l'exécution de cette loi, au lieu d'organiser la garde nationale comme elle le prescrivait, ne s'en occupait pas.

Cependant le péril devenait toujours plus menaçant;

Digitized by Google

on voyait accourir de toutes parts des révolutionnaires, des soldats, des généraux qui semblaient invités à venir soutenir la République sur le penchant de sa ruine, tandis que les Conseils nommaient des commissaires pour faire des réformes et ordonnaient une enquête sur la conduite du Directoire, relativement à la présence des troupes dans le rayon constitutionnel.

Au lieu d'agir avec la fermeté convenable, de poursuivre les directeurs qui travaillaient évidemment à les ruiner, les Conseils s'amusaient à ordonner qu'on tracerait tout autour de Paris une enceinte de douze lieues, et que, sur les routes, des colonnes indiqueraient aux troupes le point qu'elles ne devaient pas dépasser.

Le Directoire, qui se sentait fort par la faiblesse de l'Assemblée, répondit avec une telle violence aux questions des Conseils, que Carnot et Barthélemy refusèrent de signer l'acte provocateur. Dans cette adresse, le Directoire justifiait l'armée sur ce que le royalisme, les émigrés, les prétendus modérés, travaillaient à renverser la République.

A ce message audacieux, qui était une véritable déclaration de guerre, les Cinq-Cents répondirent par une commission chargée de le réfuter. Dans une pareille situation, ce n'est point par de vains discours qu'on détruit un ennemi et qu'on le réduit au silence, c'est par des actes. Le parti jeune, actif de l'Assemblée, pressait Pichegru d'agir; il montrait qu'il serait facile d'enlever les triumvirs avec la garde de l'Assemblée et les hommes dévoués de la Jeunesse dorée. Pichegru répondait que ces moyens n'étaient pas suffisants, qu'il fallait attendre l'organisation de la garde nationale; qu'alors

Digitized by Google

il serait possible de demander compte aux directeurs de leur conduite. Mais cette garde nationale, la majorité du Directoire n'en voulait point; il était en demeure de l'organiser, et il ne le faisait point. Il fallait à l'Assemblée l'audace de son devoir, et elle ne l'avait pas.

On espérait encore adoucir les esprits. Une femme, surtout, s'était chargée de concilier le différend. Mme de Staël, qui avait déjà fait parvenir Talleyrand, l'un de ses favoris, et qui espérait bien les faire parvenir tous, chercha à voir les membres des deux commissions chargées de répondre au dernier message du Directoire, et obtint qu'il ne serait employé aucun terme offensant pour les Directeurs; elle vit ensuite les triumvirs, essaya vainement de leur persuader la conciliation. Ils répondirent qu'ils avaient rempli leur devoir, qu'on n'avait rien à leur reprocher, et ils persévérèrent dans leur pensée hostile et dans la détermination prise d'abattre les Conseils.

En réponse au message, les deux commissions proposèrent « d'attribuer seulement au jury criminel de Paris la connaissance des attentats commis contre la sûreté du Corps législatif, et d'exiger la sortie de toutes les troupes du cercle constitutionnel ne faisant partie d'aucune division militaire. »

Les deux premières propositions passèrent, la dernière fut rejetée. Jamais une assemblée ne s'était montrée plus faible. Aussi les clichiens ardents, désespérés de la faiblesse des constitutionnels, montraient l'abîme qu'on creusait sous leurs pas et demandaient de l'action; mais rien ne s'agitait dans ces hommes qui semblaient persuadés que tout se ferait de soi-même.

Carnot, se voyant sans appui au sein du Directoire,

Digitized by Google

et manquant de force pour soutenir son parti, qui possédait la majorité, demanda formellement l'organisation de la garde nationale.

Les triumvirs, malgré leur haine contre Carnot, le prièrent de retirer sa proposition, et comme il résistait à toutes ces sollicitations, ils ne daignèrent pas même discuter la question de l'organisation de la garde nationale. En vain Carnot leur démontrait clairement que les royalistes faisaient chaque jour de grands progrès, qu'ils comptaient un grand nombre d'amis dans les deux Conseils, et qu'en continuant ils finiraient par opérer une contre-révolution ; on lui répondait que la contre-révolution était moins avancée qu'on le disait; ce langage était une machine de guerre dont on avait besoin pour triompher des opposants.

Persuadés enfin qu'ils ne pourraient ramener leurs collègues à leur opinion, les triumvirs arrêtèrent définitivement le plan du coup d'Etat et convinrent de mettre Barthélemy et Carnot au nombre des membres qu'ils se proposaient d'arrêter. Comme on désirait que le coup d'Etat réussît sans qu'il y eût une goutte de sang versé, on voulut gagner la garde chargée de la défense de l'Assemblée; pour cela on distribua de l'argent aux soldats, et on fit de magnifiques promesses aux officiers.

Tous les généraux sur lesquels le Directoire comptait le plus, n'envisageaient pas la tentative à son point de vue. La Valette, envoyé par Bonaparte pour suivre avec la plus scrupuleuse attention la véritable situation des partis, lui répondit que c'était un véritable chaos de petites ambitions, qui se servaient de mensonges pour s'abattre les unes les autres; qu'un homme supérieur

Digitized by Google

devait demeurer étranger à ces misérables coteries. Kléber avait dit au Directoire : « Je tirerai sur vos ennemis » s'ils vous attaquent; mais en leur faisant face, à eux, » je vous tournerai le dos à vous. » Bonaparte cessa alors d'écrire au Directoire et se garda bien d'envoyer l'argent qu'il avait promis.

L'Assemblée avait une garde, mais n'ayant pas de police, ni d'argent pour en organiser une, elle n'avait aucun renseignement positif sur ce qui se passait; elle ignorait absolument les projets des triumvirs et ne regardait les bruits de coup d'Etat que comme des rumeurs vagues, indignes de confiance. Plusieurs membres se cotisèrent enfin pour organiser une faible police qui alla à l'enquête, rapporta fort peu de chose, et fit cependant assez pour que quelques clichiens formassent le projet abominable de tuer La Réveillère-Lepeaux, l'un des Directeurs les plus acharnés contre l'Assemblée : il ne réussit pas.

Le 16 fructidor avait été définitivement choisi pour le coup d'Etat; mais comme il correspondait au 2 septembre, jour de funeste mémoire, on différa jusqu'au 18. Le 17 fructidor (3 septembre) tout s'était passé avec assez de calme, les Directeurs n'avaient témoigné aucune apparence de ressentiment les uns contre les autres; au sortir de la séance Barras prit à part Rewbell et La Réveillère pour leur dire qu'il fallait frapper cette nuit même, si on ne voulait être prévenu. Le soir les triumvirs se rendirent chez Rewbell, y appelèrent les ministres et défendirent de communiquer au dehors avec toute autre personne qu'avec Augereau et ses aides-de-camp.

Le 18 fructidor, à trois heures du matin, Augereau

Digitized by Google

s'acquitta au moins autant en subalterne qu'en brave de la commission qui lui avait été donnée de fermer la salle des Conseils. Il fit investir le Corps législatif, braqua ses canons, disposa tout comme pour un siége, distribua quatre cents hommes dans les différents postes, et rangea huit cents hommes de réserve en bataille dans les Tuileries. Vers quatre heures, au coup de canon d'alarme qui devait servir de signal, le poste du Pont-Tournant, à peine défendu, fut forcé. Des murmures s'élevèrent dans les rangs des gardes du Corps législatif. « Nous ne sommes » pas des Suisses, s'écrièrent quelques voix. J'ai été » blessé au 13 vendémiaire par les royalistes, dit un » officier, je ne veux pas me battre pour eux le 18 fruc- » tidor. »

Le commandant Ramel persistant toujours à demeurer fidèle à son devoir, Augereau arriva à la tête d'un nombreux état-major : « Commandant Ramel, dit-il, me re- » connaissez-vous pour chef de la 17e division militaire? » — Oui, répondit Ramel. — Eh bien! en qualité de » votre supérieur, je vous ordonne de vous rendre aux » arrêts. »

Au bruit du canon, les commissions étaient accourues dans leurs salles respectives. Pichegru fut arrêté un des premiers, désarmé et conduit blessé à la prison du Temple. Willot et Ramel y furent renfermés avec lui. Pendant ce temps des haies de soldats enveloppaient le Luxembourg pour se saisir de Carnot et de Barthélemy. Celui-ci fut saisi, mais le premier parvint à s'échapper.

Vers huit heures les députés accouraient en foule pour se rendre à leur poste, mais ils trouvèrent à l'entrée de leur salle une troupe de soldats qui les repoussèrent.

Digitized by Google

Vers onze heures les représentants se réunirent en grand nombre sous leurs présidents, traversèrent Paris et se présentèrent en masse pour sommer la force armée de se retirer et de les laisser pénétrer dans le lieu de leurs réunions. On les repoussa de nouveau. C'est ainsi que la force prétorienne, qui voulait dominer, essayait déjà sa tyrannie.

La partie des Conseils favorable aux Directeurs triomphants se réunit à l'Odéon et à l'Ecole de médecine, tandis que ce qu'on nommait l'opposition royaliste se rassemblait chez Laffon-Ladébat et se dispersait au premier ordre de la police, ce qui prouve que la fraction royaliste n'était pas aussi redoutable qu'on l'avait dit et qu'un coup d'Etat n'était point nécessaire.

Cependant les assemblées serviles du Directoire s'occupaient de mesures dictatoriales. A peine les députés furent-ils réunis, que Poulain-Grandpré prit la parole : « Rendons grâce au Directoire, dit-il, c'est à lui que » nous devons le salut de la patrie. Mais ce n'est pas » assez que le Directoire veille, il est aussi de nôtre de- » voir de prendre des mesures capables d'assurer le salut » public et la Constitution de l'an III. A cet effet, je de- » mande la formation d'une commission de cinq mem- » bres. »

Une commission composée de cinq membres, Sièyes, Poulain-Grandpré, Villers, Chazot et Boulay de la Meurthe, représentants initiés au secret des triumvirs, proposèrent un décret de déportation à Cayenne contre un grand nombre de députés, moins grand cependant que ne le portait la liste des trois directeurs.

Le décret de déportation frappa deux directeurs, Car-

Digitized by Google

not et Barthélemy, onze membres du conseil des Anciens, quarante-deux membres du conseil des Cinq-Cents, un grand nombre de journalistes et des personnes de différentes conditions. Nous nommerons parmi les plus connus Barbé-Marbois, Pichegru, Noailles, Pastoret, Siméon, Villaret-Joyeuse, La Harpe, Fontanes et Michaud.

Les triumvirs n'osèrent traduire devant aucun tribunal les personnages arrêtés, parce que, ne pouvant leur reprocher aucune contravention à la Constitution, il n'y en aurait pas eu un seul pour les condamner. Les transportés avaient cru que la légalité les sauverait, comme si, en temps de révolution, la légalité était quelque chose! Il n'y a que la force et la ruse qui servent alors de règle. Les partis se renversent mutuellement, et ceux qui ont envoyé les autres en exil vont souvent retrouver sur la terre étrangère ceux qu'ils ont obligés de fuir. Plusieurs des nouveaux exilés rencontrèrent à Sinnamari Billaud-Varennes et Collot-d'Herbois. Ceux qu'on jugea moins royalistes, ou, pour être plus vrai, moins modérés, furent destinés à l'île d'Oléron.

Les Directeurs agirent sur les Conseils pour les déterminer à annuler les élections de cinquante-trois départements, et les nominations des juges, des administrateurs de ces départements. Il fut décrété que les places de ces députés resteraient vacantes. Les lois contre les émigrés furent remises en vigueur; ceux qui étaient rentrés reçurent l'ordre de quitter dans quinze jours le territoire, sous peine de mort. On rendit toute leur force aux lois oppressives de la religion et des prêtres; la liberté de la presse fut suspendue; tous les journaux furent

Digitized by Google

placés sous la censure de la police; quarante-et-un journaux furent frappés dans la personne de leurs rédacteurs; la réorganisation de la garde nationale fut suspendue. En un mot, on frappa tout ce qui n'était pas du juste-milieu bâtard qu'on voulait établir. Les classes supérieures soit par la naissance, soit par l'élévation des idées d'ordre, et les représentants des pensées de Robespierre furent également bannis et immolés.

La révolution du 18 fructidor devait, comme toutes les autres de cette nature, avoir de grandes conséquences à l'intérieur et à l'extérieur, sur les simples citoyens comme sur l'armée, en un mot sur toutes les parties du gouvernement. Nous les verrons se dérouler successivement sous nos yeux, et le Directoire ira s'abîmer lui-même au fond du gouffre où il a précipité ses adversaires.

Deux membres manquaient au Directoire; on se demandait s'ils seraient remplacés ou si le pouvoir exécutif resterait incomplet aussi bien que les Conseils. Le Directoire feignit de la générosité en demandant aux Conseils de procéder immédiatement à l'élection de deux directeurs. Augereau, qui se croyait un grand politique, parce qu'il avait exécuté sans effusion de sang le fameux coup d'Etat du 18 fructidor, demandait à y entrer, ce dont ne se souciaient guère les Directeurs. Merlin de Douai, ministre de la justice, célèbre jurisconsulte, et François de Neufchâteau, ministre de l'intérieur et littérateur distingué, vinrent prendre place à côté de La Réveillère-Lepeaux et de Rewbell, avec lesquels ils avaient beaucoup de rapport d'opinion et de caractère. Barras, le héros de fructidor, le fashionable du Directoire, l'homme

Digitized by Google

important, apprit bientôt qu'il avait beaucoup perdu au 18 fructidor; que s'il s'était attaché sincèrement à Carnot, à Barthélemy et à leur parti plein d'avenir, il aurait bien plus gagné en influence et en autorité réelle.

Les généraux de nos armées, qui étaient des puissances avec lesquelles il fallait compter, n'envisageaient pas tous de la même manière l'événement politique qui venait d'être consommé. Bonaparte gardait un silence inquiétant; il n'approuvait ni ne blâmait : il attendait que le moment fût arrivé pour se déclarer. Moreau, commandant de l'armée du Haut-Rhin, avait depuis quelques mois la correspondance chiffrée de Pichegru avec le prince de Condé; mais la reconnaissance l'avait obligé à garder le silence. Craignant de se compromettre plus longtemps, il envoya au Directoire des papiers qui, il est vrai, ne pouvaient pas pour le moment changer la situation de Pichegru, mais qui prouvaient deux choses : qu'il n'avait pas eu assez de républicanisme pour dénoncer assez tôt une trahison contre la République, ni assez de reconnaissance pour laisser à jamais oubliés les écrits de son plus grand bienfaiteur. Quoique le Directoire eût acquis la conviction que Moreau n'avait pas failli, il le laissa sans emploi et réunit les deux armées sous le commandement du général qui avait toute sa confiance.

Hoche avait célébré avec enthousiasme le triomphe du Directoire, et avait ainsi mérité d'être nommé à la tête de la plus grande armée de la République, honneur dont il devait à peine jouir quelques jours. Après des crachements de sang, il fut consumé tout à coup par un feu intérieur qui lui causait des crises nerveuses et des

Digitized by Google

convulsions insupportables. Après quarante-huit heures de souffrances inouïes il rendit le dernier soupir. La faculté de médecine, chargée d'examiner ses intestins, ne se prononça point sur la certitude de l'empoisonnement, mais le laissa soupçonner. Quelle main prépara le poison? fut-ce le Directoire, comme beaucoup le présumèrent, parce que Hoche, son favori, devenait trop grand pour lui? Fut-ce un général qui redoutait un rival? rien n'est venu lever le voile de ce mystère. Les gens intéressés à détourner le soupçon, assurèrent que Hoche avait été empoisonné plus d'un an auparavant en Bretagne, et que le poison avait sommeillé pendant tout ce temps, pour faire ensuite une subite et formidable explosion. C'est par trop ridicule.

En Allemagne, au milieu de l'armée; à Paris, au Champ-de-Mars, on fit à Hoche des funérailles magnifiques. Ses restes furent renfermés à Pétersberg, près de ceux de Marceau. Telle fut la fin d'un guerrier de vingt-neuf ans, qui, malgré sa jeunesse, devenait redoutable; heureusement pour lui il ne porta pas sa tête sous la hache révolutionnaire.

Augereau, qui faisait sans cesse sentir les services qu'il avait rendus au Directoire au 18 fructidor, fut placé à la tête de l'armée d'Allemagne; c'était un moyen de le récompenser et de se débarrasser de sa turbulence.

L'intérieur occupait vivement le Directoire. Les matières de finances surtout lui donnaient d'assez graves inquiétudes, parce que le gouffre béant demandait toujours, sans pouvoir jamais être comblé. L'agriculture faisait entendre des plaintes amères et voulait être déchargée; pour cela, il fallait créer de nouveaux impôts.

Digitized by Google

On établit la loterie et on mit un impôt sur les chemins et sur les hypothèques; les droits d'enregistrement et ceux sur les tabacs furent augmentés; ce qui permit de réduire la contribution foncière à deux cent vingt-huit millions, et la contribution personnelle à cinquante, et de porter la somme totale des revenus, pour l'an VI, à six cent seize millions.

La charge publique qui attira le plus l'attention, fut la dette. On l'avait payée un quart en argent et les trois autres quarts en bons sur les biens nationaux. Afin de décharger définitivement le budget d'une grande partie de la dette, on résolut d'en payer les deux tiers en bons sur les biens nationaux, et de porter l'autre tiers en rentes consolidées sur le grand livre; c'est ce qui est connu en finance sous le nom de *tiers consolidé*. Comme les bons sur les biens nationaux étaient tombés et n'avaient alors guère plus du dixième de leur valeur, le Directoire proposait la banqueroute.

Les Conseils, malgré leur servilité, furent émus à cette proposition, et quelques voix généreuses se firent entendre pour protester. D'autres voix répondirent que la République avait le même droit qu'un particulier, de se libérer par la cession de ses biens. Mais il n'y avait pas cession totale de biens de la part de l'Etat. Pour un capital de trois milliards, il donnait treize cent millions de biens, qui étaient loin de valoir cette somme à cette époque. C'était donc une banqueroute de la moitié de la dette; et le débiteur, à la fois juge et partie, retenait une large part de ses biens pour livrer ceux qu'il jugeait à propos d'abandonner. Avec un pareil système, il n'y aurait plus de crédit possible. Au lieu de deux cent cin-

Digitized by Google

quante-huit millions de rentes, l'Etat ne fut plus grevé que de quatre-vingt-six millions.

Pour améliorer nos finances, une grande et brutale mesure politique fut proposée au Directoire : c'était non-seulement d'obliger les émigrés rentrés à quitter de nouveau leur pays, mais encore de chasser du sol de la France tous ceux qui avaient été nobles, et d'estimer leurs biens pour leur en donner le prix en marchandises françaises; c'était incontestablement une nouvelle confiscation déguisée. Les républicains avancés soutenaient vivement cette proposition. Barras, qui voyait chaque jour ses salons remplis d'anciens nobles, la combattit; elle fut modifiée en ce sens, que les nobles ne furent point condamnés à l'exil, mais ils perdirent leur qualité de Français, furent considérés comme étrangers et durent remplir toutes les formalités requises pour la naturalisation, s'ils voulaient reprendre leur titre de Français. On excepta cependant de cette formalité ceux qui avaient rendu de grands services à la République, soit dans les armées, soit dans les assemblées; grâce à cette exception, Barras et Bonaparte purent conserver sans formalités leur qualité de citoyen français.

Les relations extérieures, et surtout les graves questions de la paix, préoccupaient vivement le Directoire. Nous avons abandonné les négociations après les préliminaires de Léoben, qui furent ratifiés à Montebello (24 mai). Bien que les difficultés relatives aux intérêts de la France et de l'Autriche parussent levées, cependant quelques points restaient à résoudre pour arriver au traité définitif. L'empereur d'Autriche voulant avoir la préséance, Bonaparte consentit à la lui accorder.

Digitized by Google

Berne, désigné d'abord comme le lieu des conférences, à cause de l'Angleterre qu'on voulait y appeler, fut abandonné, et l'Autriche fit choisir Udine, afin que le capitaine français fût plus éloigné du centre de sa domination. Mais Bonaparte n'y parut point. La troisième difficulté, la plus grande, était l'admission de l'Angleterre dans les conférences; l'Autriche exigeait impérieusement la présence de son alliée ; mais l'Angleterre la tira d'embarras en traitant séparément à Lille.

Les négociations ouvertes à Lille paraissaient franches et loyales de la part de l'Angleterre, qui voulait traiter sur la base des concessions réciproques.

Au lieu de poser des conditions raisonnables, nos négociateurs demandèrent « que le roi d'Angleterre renonçât au titre de roi de France, qu'il continuait de prendre par un de ces ridicules usages conservés en Angleterre; qu'il rendît tous les vaisseaux pris à Toulon; qu'il restituât à la France, à l'Espagne et à la Hollande, toutes les colonies qui leur avaient été enlevées. En échange de tout cela, la France, l'Espagne et la Hollande n'offraient que la paix, car elles n'avaient rien pris à l'Angleterre. »

La France exigeant tout et ne cédant rien, il était impossible de s'entendre, lorsque Maret, qui avait eu des relations particulières avec Ellis, l'un des négociateurs anglais, demanda au ministère français de l'autoriser à conduire une négociation secrète. L'Angleterre ne songeait plus à nous contester nos départements formés de la Belgique, ni même notre nouvelle position à l'égard de la Hollande, sur laquelle elle avait exercé autrefois une si grande autorité; elle consentait à nous rendre

Digitized by Google

toutes nos colonies, même à renoncer à toute prétention sur Saint-Domingue et à nous aider à y établir notre domination, mais elle prétendait s'indemniser aux dépens de la Hollande et de l'Espagne.

De semblables conditions méritaient d'être débattues; mais ce qui donna peut-être plus de confiance encore aux ministres français, c'est que le Portugal, déjà vassal de l'Angleterre, renonça à sa vieille alliance pour s'unir à la France et à l'Espagne. Les plénipotentiaires anglais, qui sentaient combien il leur importait de conserver la haute influence pour leur pays dans les eaux du Tage, firent encore de nouvelles concessions. Ainsi ils consentirent à remettre le cap de Bonne-Espérance à la Hollande, à condition que cet Etat n'en ferait jamais cession à la France; le roi d'Angleterre, sans abdiquer formellement le titre de roi de France, devait cependant cesser de le porter. Quant à Trinquemale, Cochin et la Trinité, l'Angleterre maintenait ses premières demandes.

Le Directoire, à qui ces propositions furent présentées, se divisa. Carnot et Barthélemy les trouvaient très acceptables; mais La Réveillère-Lepeaux, par un sentiment honorable, fit observer que plusieurs de nos alliés devant éprouver des pertes assez considérables par le traité proposé, on ne pouvait l'accepter sans les avoir consultés. Cet avis fut adopté, et la réponse aux propositions de l'Angleterre fut différée.

Après la défaite du parti de la paix au 18 fructidor, le Directoire fit de nouveaux préparatifs pour la guerre, rappela Maret, qui s'était montré à ses yeux trop complaisant à l'égard de l'Angleterre, et nomma pour le rem-

Digitized by Google

placer Bonnier et Treilhard, qui demandèrent tout ce que le Directoire avait d'abord proposé au commencement des négociations, c'est-à-dire que l'Angleterre restituât, non-seulement toutes les colonies qu'elle avait prises à la France, mais encore celles dont elle s'était emparée sur nos alliés. Lord Malmesbury et Ellis quittèrent aussitôt Lille, et les négociations furent rompues. On a blâmé le Directoire d'avoir repoussé un traité avantageux; on doit reconnaître qu'il y avait un fond de générosité à ne pas abandonner des alliés qui s'étaient sacrifiés pour nous. La conduite du Directoire nous paraît irréprochable en ce point.

Carnot, qui avait d'une manière toute spéciale déterminé l'acceptation des préliminaires de Léoben, n'étant plus à la tête des affaires, Clarke, notre négociateur, fut rappelé; Bonaparte fut chargé de suivre les négociations, et il reçut pour instruction de n'accorder à l'Autriche aucune concession de terre en Italie, mais de lui donner comme compensation la sécularisation de tous les grands fiefs ecclésiastiques de l'Allemagne. A ce revirement de politique, Bonaparte éprouva la plus profonde irritation contre le Directoire, et envoya sa démission, bien persuadé que le gouvernement n'oserait l'accepter. Il ne se trompait point; on lui fit tant de compliments, qu'il se chargea volontiers du nouveau fardeau qu'on faisait peser sur lui, toutefois il l'accepta avec la volonté de suivre plus ses idées que les instructions du ministère.

Malgré son peu d'estime pour les instructions du Directoire, il résolut cependant d'en profiter pour faire une nouvelle organisation de la Cisalpine. Plusieurs Etats qui devaient être rattachés à Venise ne voulant pas être

Digitized by Google

sous la dépendance d'une république jusqu'alors trop despotique, Bonaparte forma le dessein de céder Venise à l'Autriche et de ne faire de la haute Italie qu'une république, qui aurait Milan pour capitale et s'étendrait jusqu'à l'Adige, barrière puissante pour protéger cet Etat naissant contre les projets d'envahissement de l'Autriche. Il s'occupa activement de faire une constitution à la république dont il était le père, et demanda Sièyes, regardé comme le plus habile faiseur de constitutions. Le Directoire n'y ayant pas consenti et n'ayant pas voulu que les Etats italiens eussent une autre république que la nôtre, il fut obligé d'établir des directeurs, et nomma des administrateurs et des Conseils qui pussent, par leurs talents, contrebalancer les défauts de notre Constitution; il s'appliqua surtout à faire pénétrer dans les Italiens l'esprit militaire, qui leur était si nécessaire pour se protéger contre leurs voisins.

La république cisalpine, que l'on disait indépendante, ne pouvait se passer de notre appui; c'est pourquoi Bonaparte résolut d'établir entre la France et l'Italie une communication plus facile que celle qui subsistait alors; il fit faire la route du Simplon, qui, partant de Genève et traversant le Valais, coupait la haute montagne qui lui a donné son nom et descendait en Lombardie.

La Valteline, cette vieille alliée de la France, qui a joué un grand rôle dans nos guerres d'Italie sous Charles VIII et ses successeurs, mécontente de la suzeraineté des Grisons, demanda à être annexée à la république cisalpine. Bonaparte accéda à son désir et prononça contre les Grisons.

Gènes, s'étant donné une constitution purement dé-

Digitized by Google

mocratique et ayant ainsi mécontenté deux ordres très considérables, la noblesse et le clergé, appela Bonaparte, qui diminua le nombre des magistrats et des membres des assemblées. Jugeant très utile, dans le gouvernement génois, l'action de la noblesse et du clergé, il releva leur autorité et jeta ainsi un blâme indirect sur le Directoire génois, qui, avec ses idées étroites, devenait un petit persécuteur comme il était un petit gouvernement.

Il n'oubliait cependant pas nos intérêts et travaillait à nous obtenir Corfou, Zante, Sainte-Maure, Cérigo, Céphalonie et Malte, qu'il se proposait de prendre moyennant indemnité à l'Ordre de ce nom. « De ces différents postes, écrivait-il au Directoire, nous dominerons la Méditerranée, nous veillerons sur l'empire Ottoman, qui croule de toutes parts, et nous serons en mesure ou de le soutenir ou d'en prendre notre part. Nous pourrons rendre presque inutile aux Anglais la domination de l'Océan. Ils nous ont contesté à Lille le cap de Bonne-Espérance; nous pouvons nous en passer. Occupons l'Egypte, nous aurons la route de l'Inde, et il nous sera facile d'y établir une des plus belles colonies du globe. »

Pour réaliser ces projets, il lui fallait une marine. Sous prétexte de faire payer aux Vénitiens les trois millions qu'il leur avait imposés, il s'empara d'abord de leur matériel, et se fit remettre leurs vaisseaux pour défendre leurs îles contre les Anglais, qui voulaient s'en mettre en possesion. C'est ainsi qu'il parvint à armer six vaisseaux de guerre, six frégates et plusieurs corvettes, et avec la flottille que l'amiral Brueys avait amenée de Toulon, il forma une flotte respectable. De Corfou, en

Digitized by Google

effet, il dominait toute la Méditerranée, correspondait avec tous les points de l'Italie, imposait à la cour de Naples, et formait de bons marins par un exercice continuel. « Vous n'aurez jamais de marins, disait-il, en » les laissant à Toulon. »

Il suivait en même temps les négociations avec l'Autriche et y mettait cet esprit absolu qui faisait le fond de son caractère. Il fallait terminer promptement, parce que si les négociations échouaient, il voulait recommencer aussitôt la guerre, afin d'arriver à Vienne avant l'hiver, époque où il serait extrêmement difficile de franchir les Alpes pour atteindre la vallée du Danube. Les Autrichiens proposaient des conditions inacceptables, discutaient longuement, montraient les pertes immenses qu'ils avaient faites, calculaient ce qu'*il leur* faudrait en Italie pour recouvrer ce qu'ils avaient perdu.

Après avoir présenté les conditions du Directoire que l'Autriche ne pouvait évidemment accepter, Bonaparte proposa les siennes, qui consistaient à donner la ligne de l'Adige avec Venise à l'Autriche, à constituer une vaste république cisalpine et à obtenir, pour la France, la garantie de la ligne du Rhin avec Mayence, et les îles Ioniennes dans la Méditerranée. Les négociateurs autrichiens avaient beaucoup à répondre à ces propositions. Venise, l'alliée de l'Autriche, devenant sa sujette, pourrait se plaindre. A l'étonnement que la Prusse et beaucoup de princes allemands qui avaient des possessions sur la gauche du Rhin, devaient manifester que l'Autriche disposât de leurs possessions de sa propre autorité, Bonaparte répondait qu'il s'ouvrait à Rastadt un congrès où seraient réglés tous les intérêts des princes

Digitized by Google

d'Allemagne. S'il avait fait de telles conditions à l'Autriche, s'il lui avait accordé des avantages que le Directoire ne consentait pas à donner, c'est qu'il voulait avoir l'honneur de la paix tant désirée en France, et qu'il craignait que Augereau, son lieutenant, mis à la tête de la formidable armée d'Allemagne, n'arrivât plus tôt que lui sous les murs de Vienne.

Il avait ainsi déposé hardiment son ultimatum. Voyant les plénipotentiaires autrichiens discuter encore, il prit un magnifique cabaret de porcelaine, donné par l'impératrice de Russie à Cobentzel et étalé comme un objet de grand prix, et le brisa sur le parquet en prononçant ces paroles : « La guerre est déclarée, mais souvenez-» vous qu'avant trois mois je briserai votre monarchie » comme je brise cette porcelaine. »

Après cet acte audacieux, il salua, sortit, monta en voiture et ordonna à un officier d'aller déclarer à l'archiduc Charles que les hostilités recommenceraient le lendemain.

Les plénipotentiaires autrichiens, épouvantés de cette vivacité, se hâtèrent d'écrire qu'ils acceptaient les conditions proposées par Bonaparte. Le 17 octobre, fut conclu le célèbre traité de Campo-Formio, village du Frioul, situé entre Udine et Passeriano.

Ce traité méritait assurément les plus grands éloges sous certains rapports : il nous assurait nos limites naturelles, le Rhin et les Alpes, limites que tout gouvernement sage essaiera d'acquérir et ne voudra pas dépasser. On a vivement blâmé ce traité, parce qu'il cédait à l'Autriche la Vénétie, dont on disposait comme d'une propriété; on troquait les peuples comme on le ferait

Digitized by Google

d'un vil troupeau. Si Bonaparte se montra bien plus bienveillant pour l'Autriche que pour la Prusse, quoique celle-ci fût depuis deux ans notre alliée, c'est que dans son opinion et dans celle de tous les hommes d'Etat, l'Autriche est le gouvernement le mieux placé pour exercer une grande influence en Allemagne, en Italie et en Turquie.

Inquiet de la manière dont le Directoire recevrait le traité qu'il venait de signer, Bonaparte choisit, pour le porter à Paris, son chef d'état-major, Berthier, qui n'avait pas encore joui des applaudissements des Parisiens, et lui donna pour second le savant Monge, républicain ardent, qui s'était laissé séduire par le génie du grand capitaine. La nouvelle de la paix se répandit dans Paris en même temps qu'y arrivaient les envoyés de Bonaparte, et y causa une telle joie, que le Directoire, dont on avait foulé aux pieds les instructions, fut obligé d'accepter le traité.

Maître alors de tourner toutes nos forces contre l'Angleterre, le Directoire nomma Bonaparte général en chef de l'armée qu'il organisait contre cette puissance. Après avoir pris les dernières dispositions en Italie, avoir remis Venise aux Autrichiens, malgré les malédictions des patriotes italiens; enfin après avoir donné à Berthier le commandement de trente mille hommes pour rétablir l'existence de sa chère république cisalpine, il adressa une proclamation aux Italiens, pour leur faire ses adieux : « Nous vous avons donné la liberté, sachez la conserver; » pour être dignes de votre destinée, ne faites que des » lois sages et modérées; faites-les exécuter avec force et » énergie; favorisez la propagation des lumières et res- » pectez la religion. »

Digitized by Google

Avant de se rendre en France, Bonaparte résolut d'aller à Rastadt, où devaient se donner les signatures de ratification du traité de Campo-Formio. Son passage à travers l'Italie, le Piémont et la Suisse, fut un véritable triomphe. Les populations se pressaient sur ses pas : de jeunes filles accouraient pour lui présenter des couronnes de fleurs. A Rastadt, il fut reçu avec le plus vif empressement par ces négociateurs étrangers qui n'avaient jamais vu une si grande renommée et qui étaient étonnés que dans un si petit corps fût renfermé tant de génie. Il ne voulut pas entrer dans le détail d'une discussion longue et fastidieuse de petits intérêts, et aima mieux accourir à Paris pour y jouir des honneurs qui lui étaient réservés.

Arrivé à Paris *incognito*, il alla se renfermer dans une petite maison qu'il possédait rue Chantereine. Il y avait calcul de sa part à se montrer simple au milieu d'un peuple vain encore d'une liberté dont il ne savait user et qu'il était incapable de conserver. Talleyrand, toujours souple à l'égard de ce qui était grand, le prévint et alla pour lui rendre ses hommages, mais il ne fut point reçu. Le lendemain matin, Bonaparte courut chez le ministre des affaires étrangères et parut silencieux au milieu de la foule des grands personnages. Il fut présenté par Talleyrand au Directoire, qui, malgré des motifs de plaintes légitimes, se montra très satisfait.

Afin de donner une grande solennité à la paix conclue entre la France et l'Autriche, on prépara une belle cérémonie pour les ratifications des traités. Les Directeurs, en costumes romains, placés sur une estrade à côté de l'autel de la patrie, élevé au fond de la cour du Lu-

Digitized by Google

xembourg, voyaient, rangés par ordre de dignité et en amphithéâtre, les ministres, les ambassadeurs, les membres des deux conseils, la magistrature, les chefs des administrations. Des trophées, formés avec les drapeaux pris par l'armée d'Italie, se détachaient admirablement sur les riches tentures dont toute la cour était couverte. Quand on vit paraître le jeune héros accompagné de Talleyrand, on fut saisi du contraste qui existait entre cet homme, dont le génie était si grand, le corps si grêle et la figure si amaigrie; son œil seul indiquait la vivacité du génie. Il déposa le traité de Campo-Formio au milieu des acclamations de la multitude. Talleyrand fit un de ces discours spirituels où tout était si bien arrangé, qu'en faisant remonter la gloire de nos armes à la patrie, tout cependant redescendait sur Bonaparte, qui pouvait jouir sans rougir. Bonaparte prit ensuite la parole, et, après avoir rappelé dans des phrases hachées le but de la guerre, il ajouta :

« J'ai l'honneur de vous remettre le traité signé à » Campo-Formio, et ratifié par Sa Majesté l'empereur.

» La paix assure la liberté, la prospérité et la gloire » de la République.

» Lorsque le bonheur du peuple français sera assis » sur de meilleures lois organiques, l'Europe entière de- » viendra libre. »

Barras prit ensuite la parole et fit un discours extrêmement diffus. Lorsqu'il eut parlé, on vit arriver un magnifique drapeau, porté par Joubert, le héros du Tyrol, et Andréossy, l'un des officiers les plus distingués de l'armée d'Italie. On y lisait en caractères d'or : « L'ar- » mée d'Italie a fait cent cinquante mille prisonniers; elle

Digitized by Google

» a pris cent soixante-dix drapeaux, cinq cent cinquante » pièces d'artillerie de siége, six cents pièces de cam- » pagne, cinq équipages de pont, neuf vaisseaux, douze » frégates, douze corvettes, dix-huit galères. Armistices » avec les rois de Sardaigne, de Naples, le Pape, les ducs » de Parme, de Modène. Préliminaires de Léoben.

» Convention de Montebello avec la république de Gê- » nes. Traités de paix de Tolentino, de Campo-Formio. » Donné la liberté au peuple de Bologne, de Ferrare, de » Massa Carrara, de la Romagne, de la Lombardie, de » Brescia, de Bergame, de Mantoue, de Crémone, d'une » partie du Véronais, de Chiavenna, de Bormio et de la » Valteline; aux peuples de Gênes, aux fiefs impériaux, » aux peuples des départements de Corcyre, de la mer » Egée et d'Ithaque. Envoyé à Paris les chefs-d'œuvre » de Michel-Ange, du Guerchin, du Titien, de Paul Vé- » ronèse, du Corrège, de l'Albane, des Carraches, de » Raphaël, de Léonard de Vinci, etc. Triomphé en dix- » huit batailles rangées, Montenotte, Millesimo, Mon- » dovi, Lodi, Borghetto, Lonato, Castiglione, Roveredo, » Bassano, Saint-Georges, Fontana, Niva, Caldiero, Ar- » cole, Rivoli, La Favorite, le Tagliamento, Tarwis, » Neumarckt. Livré soixante-sept combats. »

Ces fêtes brillantes élevaient un homme plus qu'il ne devrait l'être dans une république, et préparaient ainsi des chaînes pour un peuple qui croyait aimer la liberté et avait besoin d'un maître.

Si le Directoire eût été réellement ami de la grandeur de la France, il eût employé les loisirs que lui laissait le traité de Campo-Formio à affermir la paix sur le continent, afin de réunir les nations maritimes de second

Digitized by Google

ordre contre l'Angleterre. C'était le moyen de se débarrasser de Bonaparte, qui le gênait beaucoup. Ce capitaine habile aurait déployé son activité dévorante à une entreprise qui aurait pu réussir alors, car il était possible de réunir contre l'Angleterre la Russie, la Suède, le Danemarck.

Une autre faute politique énorme du Directoire, fut de ne pas avoir compris le besoin du catholicisme dont le monde, et spécialement la France, sentait l'indispensable nécessité. S'il se fût franchement rallié à la Papauté, qu'il eût montré à l'Italie, à l'Espagne, aux nations étrangères, que la France et son gouvernement étaient religieux et chrétiens, il eût rallié autour de lui toutes les puissances italiennes et la nation espagnole. Mais les directeurs étaient tous sans principes religieux; La Réveillère-Lepeaux ne se distinguait des autres que par un illuminisme digne de pitié.

Cette inintelligence apparaît tellement évidente, lorsqu'on parcourt toutes les grandes affaires auxquelles les Directeurs se mêlèrent au dehors, qu'on est surpris qu'ils n'aient point apporté plus de sagesse dans tous leurs rapports. Au congrès de Rastadt, nous n'avions qu'un rôle très secondaire à remplir, puisque nous étions en possession des terres que nous voulions avoir. L'occupation de Mayence et de la tête de pont de Manheim avait exigé l'emploi de la force contre les troupes allemandes, après la retraite des Autrichiens. Cependant un gouvernement vraiment intelligent n'eût pas manqué d'envoyer au congrès de Rastadt des hommes très habiles, pour être médiateurs entre les princes qui y discutaient leurs intérêts, et nous n'y avions que Bonnier,

Digitized by Google

homme d'esprit, et Treilhard, homme probe, mais rude, qui ne convenaient ni l'un ni l'autre à la grande tâche qu'ils avaient à remplir. L'Autriche, en sacrifiant à ses intérêts la cause des princes de l'Empire, qui avaient été entraînés par elle à la guerre, porta une rude atteinte à la vieille union germanique. Les membres français du congrès se plaisaient encore à semer entre l'empereur d'Allemagne et la grande noblesse allemande une défiance dont ils espéraient profiter.

Les ambassadeurs de France avaient reçu du Directoire la mission spéciale d'obtenir de toutes les puissances intéressées la concession authentique de la ligne du Rhin. Les plénipotentiaires étrangers faisaient valoir des motifs de justice.

Toutes ces contestations étaient inutiles, car les faits parlaient plus haut que la raison, et il fallait nécessairement se soumettre à la force. Il se joignit bientôt un autre sujet de division. Augereau, général en chef de l'armée du Rhin, s'était environné de tous les démagogues les plus exagérés, jetait la contagion du jacobinisme dans l'Empire, y faisait répandre des écrits incendiaires, essayait de soulever l'Allemagne, comme l'armée d'Italie avait tourmenté la Péninsule. Le Directoire, sentant les inconvénients de cette propagande, appela Augereau au commandement de l'armée des Pyrénées, qui devait, assurait-on, se porter en Portugal, pour punir ce royaume de s'être rapproché de l'Angleterre après avoir traité avec la France et l'Espagne.

La propagande que faisait l'armée du Rhin se retrouvait partout où nous avions des soldats ou des diplomates. La Hollande, que nous avions tant d'intérêt à

Digitized by Google

ménager, était divisée en trois partis : l'un qui regrettait le stathouder et voulait un gouvernement analogue à celui qui existait avant l'entrée de nos troupes dans ce pays; le second, ami de la République, non pas une et indivisible, comme celle de France, mais se rapprochant du fédéralisme, qui avait fait un moment le bonheur de la Hollande, comptait un grand nombre de partisans; le troisième, animé de la fureur du jacobinisme, ne voulait que la république *une et indivisible* imaginée en 93.

Le fédéralisme ayant obtenu la prépondérance en Hollande, les Jacobins firent entendre des plaintes assez amères au Directoire, et obtinrent l'envoi du général Joubert pour commander l'armée que nous avions dans ce pays, et Delacroix pour y conduire les affaires politiques. Il faut à l'homme d'Etat une grande décision d'idées, sans doute, mais il lui est aussi nécessaire d'avoir de la souplesse dans les formes : Delacroix manquait non-seulement de souplesse, mais aussi de modération. Dans un festin que les Jacobins lui donnèrent à son arrivée en Hollande, il s'écria le verre à la main : *Pourquoi n'y a-t-il pas un Batave qui ose poignarder le Réglement sur l'autel de la justice?* Après cette farouche apostrophe, les Jacobins se soulèvent et opèrent un 18 fructidor, chassent les représentants qui ne leur conviennent pas, forment un directoire et proclament une constitution semblable à celle de la France. La Prusse, irritée, reconnut dans cet acte la main de la France, qui ne s'arrêtait pas au Rhin, comme le voulaient les traités, mais qui étendait sa domination jusqu'au Texel. On pouvait, de tous les côtés, élever des plaintes semblables.

La république ligurienne ou de Gênes, que Bona-

Digitized by Google

parte avait établie, marchait dans une meilleure voie; quant à la république cisalpine, le Directoire, contre l'avis de Bonaparte, ayant voulu lui appliquer notre Constitution de l'an III, il en résulta une agitation extraordinaire. Les membres des Conseils nommés par Bonaparte ne s'entendaient point, luttaient les uns contre les autres, et présentaient le spectacle de la plus triste anarchie. L'Autriche, fort attristée du séjour des Jacobins en Italie, dut être bien plus mécontente lorsqu'elle vit conclure, entre le Directoire et la république cisalpine, un traité par lequel la France s'engageait à fournir vingt-cinq mille hommes, moyennant l'occupation de lieux pour le casernement, pour les hôpitaux et les magasins, et une somme de dix millions pour l'entretien des troupes. Ce traité n'avait rien d'excessif; il irrita cependant beaucoup de personnages dévoués à la république italienne; il mécontenta surtout l'Autriche et les autres puissances, qui voyaient qu'en feignant de constituer des Etats indépendants, la France étendait réellement sa souveraineté.

Cependant l'agitation se manifestait dans toute l'Italie, non point parce que l'opinion y était républicaine, elle ne l'était nullement, mais parce que nos agents y soutenaient quelques esprits turbulents dans leurs entreprises contre les Etats constitués, comme la grande affaire de Rome le prouva.

Joseph Bonaparte, qui avait été envoyé en ambassade à Rome, ayant vu Pie VI, de sainte mémoire, tomber dangereusement malade, demanda des instructions sur sa conduite, dans le cas de la mort du Pape. Bonaparte, dans une réponse adressée à son frère Joseph, lui prescrivit « de mettre tout en œuvre pour empêcher l'élec-

Digitized by Google

tion d'un nouveau Pape, si Pie VI venait à mourir. » Le Directoire, de son côté, désirait voir arriver la fin du règne des Papes.

Ces paroles, qui montrent la haine du gouvernement français contre la Papauté, se réalisaient en fait. Nous avions des soldats à Ancône : ils soulevèrent quelques esprits exaltés et proclamèrent la république ancônitaine. Ce n'était pas assez d'avoir privé le Pape des Légations, il fallait aussi lui enlever Rome, le chasser de la Ville éternelle. Le général français Duphot, à qui l'on destinait pour épouse une sœur de Bonaparte, se rendit à Rome dans l'intention de révolutionner cette ville, où les artistes français secondaient depuis longtemps quelques patriotes romains, hommes très mal famés, incapables, par leur petit nombre, de soutenir la moindre attaque et de faire la moindre tentative. Le cardinal secrétaire d'Etat avertit notre ambassadeur des trames de certains Français et de quelques têtes folles de Rome, et déclara qu'au moindre mouvement il serait forcé de repousser l'émeute par la force armée. Le 28 décembre, le soulèvement éclata et partit du quartier de l'ambassadeur français, qui, sous prétexte de se présenter en conciliateur, se mit à la tête des factieux et marcha vers le Tibre aux cris de *vive l'égalité! vive la liberté! vive la République française!* Quoique le nombre de ceux qui le suivaient s'éclaircît visiblement, il ne continua pas moins à poursuivre sa route jusqu'à ce qu'il arriva à la porte Septime, dont la garde enjoignit aux émeutiers de s'arrêter; sur leur refus, elle tira, tua Duphot et repoussa les rebelles jusqu'à l'ambassade française. Berthier, envoyé à Rome pour exiger satisfaction, écrivit à

Digitized by Google

Bonaparte qu'il n'avait trouvé dans la capitale du monde chrétien qu'un patriote, qui lui avait proposé de mettre en liberté deux mille galériens pour soulever le peuple.

Trois jours après que l'armée française fut entrée à Rome, la république y fut proclamée, et on alla signifier à Pie VI, qui avait toujours gouverné son peuple avec une bonté paternelle, que toute puissance temporelle avait cessé pour lui. Pie VI répondit avec dignité qu'il ne pouvait se dépouiller d'une propriété dont il n'était que le dépositaire, qu'on pouvait la lui arracher par force, mais que jamais on n'aurait son consentement. Les généraux républicains, qui ne connaissaient d'autre droit que celui de la force, ne s'arrêtèrent pas à cette protestation.

Masséna, qualifié par certains historiens du plus grand voleur de tous les généraux français, appelé à succéder à Berthier, donna l'exemple du plus abominable brigandage. Des hommes revêtus de fonctions publiques, dépouillaient les églises et les maisons des riches sans aucune formalité. Le mal fut poussé si loin que les officiers de l'armée, craignant que de pareilles abominations ne retombassent sur eux, adressèrent une protestation au général Berthier et le conjurèrent de faire cesser *les brigandages commis par des fonctionnaires prévaricateurs et des administrations dévastatrices et corrompues, plongées jour et nuit dans la débauche.*

Epouvanté de semblables désordres, le gouvernement français donna pour successeurs à Masséna, Daunou, Monge, Florent et Faypoult. Les puissances étrangères manifestèrent leur indignation à l'égard de la République, qui venait de chasser le Père commun des fidèles

Digitized by Google

de la Ville éternelle et de l'obliger à se retirer dans un couvent de Florence. L'Autriche fit entendre des plaintes amères; Naples, effrayée de voir la République à ses portes, demandait deux ou trois provinces romaines pour s'apaiser.

La Suisse, cette antique patrie de la liberté, pour échapper aux excès démagogiques français, avait essayé d'en garantir ses provinces; mais il n'y avait pas de montagnes si élevées que le jacobinisme ne prétendît franchir. En Suisse, comme partout ailleurs, il y avait des esprits malades, des têtes folles, des abus dans le gouvernement; ici l'aristocratie voulait garder le monopole du pouvoir; là on se prévalait trop des droits de la féodalité. Au mot magique d'*égalité* les esprits s'étaient émus. La Valteline, réunie à la république cisalpine, avait montré, grâce à nos agents français, tant d'exaltation dans l'amour de la liberté, que l'ordre avait entièrement disparu. La plupart des cantons étaient en révolution. Berne, qui s'était chargé de conserver les traditions de la vieille Suisse, s'appuya sur quelques cantons catholiques et porta des troupes sur l'Aar. A l'approche de l'armée française qui, en s'avançant, mettait tout le pays en révolution, les troupes suisses se replièrent sur Berne pour couvrir cette ville. Si le général Brune, dans la tentative d'enlever la position redoutable de Neueneck, fut repoussé avec des pertes assez considérables, le général Schwaumbourg s'empara d'Erlach et menaça les derrières des Suisses qui, craignant d'être coupés, se replièrent sur Berne, que les Français occupèrent presque aussitôt. On est pénétré de la plus vive douleur quand on voit nos soldats immoler des femmes, des enfants, des vieillards; on est saisi

Digitized by Google

d'indignation quand on assiste au douloureux spectacle d'une cité livrée à la fureur de quelques sauvages montagnards excités par nos Jacobins. Ce qu'il y avait dans Berne d'honnête et digne de respect, fut impitoyablement immolé à la fureur des Jacobins suisses et français. Il y avait, assurent plusieurs auteurs qui méritent confiance, trente millions dans le trésor de Berne, huit millions seulement disent les historiens défenseurs des principes révolutionnaires; mais quelle que soit la somme qu'ait contenue le trésor, elle fut enlevée; on prétend du reste que la guerre n'avait d'autre but que de s'en emparer. Non content de ce riche trésor, on imposa encore une contribution de guerre à l'ancienne aristocratie de Berne, Zurich, Fribourg et Soleure. Voilà la justice directoriale qui organise les armées en assassins. C'est ainsi que se forma la république helvétique, qui prit pour modèle et pour appui la République française. Il y eut alors cinq républiques façonnées à l'image de la nôtre : *la république batave, la république helvétique, la république ligurienne, la république cisalpine et la république romaine.*

Cependant le jacobinisme le plus exagéré revenait à l'ordre du jour et menaçait non-seulement de relever l'échafaud en France, mais encore dans une partie de l'Europe, qu'il prétendait soumettre. Cet esprit se manifesta surtout dans les élections qui se firent alors. Trois partis divisaient la France : l'un ami de l'ordre, d'un gouvernement fort et régulier; l'autre rappelant les doctrines du terrorisme le plus exagéré; le dernier enfin, qui nageait entre les deux, se personnifiait dans ce triste Directoire qui croyait être juste et parfait parce

Digitized by Google

qu'il se contentait d'exiler au lieu d'égorger, de gouverner par la ruse au lieu de commander par la guillotine, de faire des banqueroutes déguisées au lieu de se jeter largement dans le sentier des assignats.

Le premier parti, le plus nombreux, celui qui avait dominé aux élections précédentes, était composé des hommes convaincus de la nécessité de constituer fortement l'unité dans le gouvernement; mais ils étaient d'autant plus timides qu'ils avaient plus à perdre. Vaincu au 18 fructidor, ce parti savait que le pouvoir exécutif lui était hostile et qu'au besoin il saurait employer cette armée triomphante qui semait partout la démagogie. Il résolut donc de s'abstenir et de laisser maîtres de la position ses adversaires, qui, dans la conduite des affaires, montraient une telle ineptie, que le gouvernement directorial ne pouvait marcher longtemps sans sombrer et se perdre.

Le second parti, celui de la terreur, des Jacobins, nombreux encore dans toute la France, étant composé d'hommes d'une activité dévorante, devait demeurer le maître, puisque le parti royaliste et les républicains amis d'un gouvernement fort s'abstenaient. Le Directoire, qui redoutait son avénement, employa tous les moyens dont il put disposer pour l'empêcher d'arriver à l'Assemblée; circulaires menaçantes, recherches continuelles des patriotes exaltés, agents de tous les grades et de toutes conditions, guerriers, juges, municipaux; bref, rien ne fut négligé pour effrayer les Jacobins et les détourner de se porter aux élections.

Malgré les moyens de corruption dont le gouvernement disposait, malgré la terreur qu'il semait sur ses

Digitized by Google

pas, son parti était tellement faible, qu'il se trouva presque partout en minorité. Alors, par une manœuvre digne du Directoire, qui ne voulait d'autre loi que sa volonté, ses partisans se réunirent à part, sous prétexte, souvent réel et quelquefois supposé, de la violence causée par les démagogues. Il en résulta presque partout des élections doubles, faites d'un côté par les Jacobins et de l'autre par les directoriaux. Ce qui peut donner une idée de la force des deux partis qui étaient en présence, c'est qu'à Paris les patriotes réunis à l'Oratoire se trouvèrent au nombre de plus de six cents électeurs; tandis que les républicains du Directoire, qui se trouvaient à l'Institut, comptèrent à peine deux cent vingt-huit voix.

Dans l'extrême embarras où l'avaient jeté les élections, le gouvernement songea à briser la constitution de l'an III pour en faire une nouvelle. Pour cela il n'y avait que deux moyens, faire un nouveau 18 fructidor contre les patriotes, ou bien annuler les élections de la majorité et accepter celles de la minorité. C'est à ce dernier parti que le gouvernement s'arrêta. Le Directoire eut l'audace inouïe de présenter comme l'expression de la volonté nationale des élections qui avaient été faites par une infime minorité. Deux cent vingt-huit voix donnèrent des représentants à Paris. Avec ce système, il n'y a pas un lecteur qui ne se dise : le Directoire est maître de la situation, les Conseils ne seront que ses serviles agents. Mais le Directoire était descendu tellement bas dans l'opinion, que dans le nouveau tiers il se trouva quelques hommes qui rendirent un peu d'énergie aux Conseils. Avant de raconter la lutte qui s'engagea, il est nécessaire de reprendre la suite des opérations militaires.

Digitized by Google

§ V. *Campagne d'Egypte. — Pyramides. — Aboukir (mai-octobre 1798).*

Depuis la paix de Campo-Formio le Directoire avait tourné ses regards vers l'Angleterre. C'était sur le sol britannique, au sein même de Londres, qu'il prétendait frapper le gouvernement anglais. Bonaparte, nommé général en chef de l'armée d'Angleterre, comme on disait alors, parcourut toutes les côtes de l'Océan pour activer les préparatifs. Cependant ce général en chef voyait la bonne saison s'avancer et avec elle l'espoir d'une descente se perdait; car il fallait un coup de vent pour disperser la flotte d'observation des Anglais, et donner ainsi aux navires de nos différents ports et de ceux de nos alliés la facilité de se réunir en nombre suffisant pour transporter cinquante ou soixante mille hommes; et pendant l'été on ne pouvait guère espérer une pareille dispersion; il fallait donc attendre jusqu'à l'hiver. Huit mois de repos paraissaient un siècle à l'activité dévorante de Bonaparte. Il avait, lui, un autre projet; il pensait que le plus sûr moyen d'affaiblir l'Angleterre, c'était d'aller aux Indes. Le chemin le plus court des Indes, moins fréquenté alors qu'aujourd'hui, est l'Egypte. L'occupation de l'Egypte avait donc pour effet de couper l'une des routes de l'Inde. Une colonie puissamment établie en Egypte pouvait facilement dominer la mer Rouge et arriver à l'Inde pour la révolutionner ou la soumettre. Cette occupation avait déjà été indiquée par des hommes supérieurs. Le fameux Albuquerque, comprenant toute la valeur de la route par la mer Rouge et le Nil, avait

Digitized by Google

eu l'audace de proposer aux Portugais l'occupation de l'Egypte, afin de détourner le cours du Nil et de le jeter dans le golfe Arabique, et de ne laisser ainsi aux Anglais que la route du cap de Bonne-Espérance. Lorsque Leibnitz avait vu Louis XIV faire des armements formidables contre la Hollande, il avait publié un mémoire pour lui démontrer qu'il devait porter ses armes en Egypte.

Bonaparte, qui de Venise avait déjà jeté un œil jaloux sur l'Egypte, et dans ses courses sur les côtes de l'Océan portait plus fréquemment son esprit sur les bords du Nil que sur ceux de la Tamise, proposa enfin au Directoire la conquête de l'Egypte, qui, selon lui, devait former la plus riche colonie du monde et devenir pour nous une véritable Amérique donnant tous les produits tropicaux. Il était facile d'en faire l'entrepôt non-seulement de la Syrie, de l'Arabie, d'une grande partie de l'Afrique, mais encore de l'Inde; car, en établissant une bonne marine dans la mer Rouge, en facilitant les moyens de transport par cette voie, il était possible d'engager les commerçants à abandonner la voie trop longue du cap de Bonne-Espérance. C'était aussi un moyen de porter un grand coup à notre redoutable rivale, l'Angleterre.

De tous les directeurs, La Réveillère-Lepeaux se montra le plus opposé à l'expédition projetée. Et comme Bonaparte, dont la réputation était déjà colossale, menaçait de donner sa démission, La Réveillère lui répondit avec fermeté : « Je suis loin de vouloir qu'on vous la donne; » mais, si vous l'offrez, je suis d'avis qu'on l'accepte. » L'expédition d'Egypte triompha enfin de toutes les difficultés.

Digitized by Google

Bientôt on vit une activité extraordinaire dans nos ports du Midi; des vaisseaux se disposaient à prendre la mer à Toulon, à Gênes, à Ajaccio, à Civita-Vecchia; des troupes se rendaient vers ces points; des savants tels que Monge, Berthollet, Fourier, Dolomieu, Desgenettes, Larrey, Dubois, étaient invités à s'embarquer pour suivre le général Bonaparte, sans savoir dans quelle contrée il devait se rendre. Le secret avait été si bien gardé, que lorsque Bonaparte alla inviter Kléber à se joindre à lui pour la grande expédition : « Mais les avocats, dit-il, le » voudront-ils? » C'est ainsi qu'il nommait les Directeurs. Bonaparte se chargea de lever tous les obstacles. « Hé bien! lui dit Kléber, qui croyait qu'on allait en » Angleterre, si vous jetez un brûlot dans la Tamise, » mettez-y Kléber, et vous verrez ce qu'il sait faire. » A ce général Bonaparte ajouta Reynier, Dugua, Vaubois, Bon, Menou, Baraguay-d'Hilliers, Lannes, Murat, Belliard, Dammartin, qui l'avaient si bien secondé en Italie.

Brueys, chargé du commandement de la flotte, avait pour contre-amiraux Villeneuve, Blanquet-Duchayla et Decrès. Tout ce que la France avait de plus illustre dans les arts, dans les sciences, dans la guerre, dans la marine, attachait sa fortune à celle de Bonaparte, sans savoir sur quelle terre il devait débarquer.

Ces immenses préparatifs de guerre, ce mouvement des savants qui se pressaient avec leurs instruments vers nos ports du Midi, inquiétaient la France et l'Europe. Chacun se demandait quelle terre ils allaient visiter. Les uns assuraient qu'ils voulaient soumettre la Crimée à la Porte; les autres songeaient à l'Inde, beaucoup à l'Egypte, mais le plus grand nombre se persuadait que

Digitized by Google

l'Angleterre était le lieu marqué pour le débarquement. On pensait que la flotte française allait déboucher par le détroit de Gibraltar, qu'elle attaquerait les croiseurs anglais placés devant Cadix, qu'elle rallierait les vaisseaux espagnols renfermés dans le port de cette ville et qu'elle se porterait en masse sur l'Angleterre.

L'agitation était grande à Londres. Il n'y avait plus qu'une seule opinion; l'opposition, ouvrant elle-même les yeux sur les vues ambitieuses de la République française, soutenait Pitt dans ses projets de défense. De nouveaux vaisseaux furent mis en mer pour renforcer l'escadre d'observation, et Nelson reçut l'ordre de courir la Méditerranée avec trois vaisseaux, pour observer la marche des Français.

Tout était prêt pour le départ, lorsqu'il arriva un événement qui faillit tout déranger. Envoyé par le Directoire à la cour d'Autriche pour donner quelques explications sur la formation des nouvelles républiques et sur les vues réelles de la France, le général Bernadotte, esprit inquiet et susceptible, avait vu la cour de Vienne faire des préparatifs pour célébrer le dévoûment des jeunes volontaires qui s'étaient armés pour la défense de leur pays; il en témoigna le plus vif mécontentement et voulut y répondre par une fête républicaine. Il arbora les drapeaux tricolores devant son hôtel, fit écrire les devises de la République, *liberté*, *égalité*, et ordonna de chanter des airs patriotiques. La populace de Vienne, émue de l'insulte faite à la nation, se rua sur l'hôtel de l'ambassadeur français, où elle eut commis les plus grands excès, si le ministère autrichien ne se fût hâté de réprimer l'émeute et de rétablir l'ordre.

Digitized by Google

A la nouvelle de l'insulte faite à notre drapeau, le Directoire avait ordonné de suspendre le départ de la flotte; mais Bonaparte le rassura, lui dit quel était le caractère réel du mouvement de Vienne et lui promit que l'empereur ferait lui-même toutes les démarches pour donner pleine satisfaction à la France. Il ne se trompait point. Thugut, ministre dirigeant de l'Autriche, fut mis à l'écart, et de Cobentzel vint en France pour fournir toutes les explications désirées. Rien donc ne s'opposait plus au départ de Bonaparte.

L'armée rassemblée dans les ports de Toulon, Ajaccio, Gênes et Civita-Vecchia, attendait Bonaparte avec impatience. Lorsqu'il arriva à Toulon, il publia un ordre du jour dont nous citerons quelques mots :

« Soldats, l'Europe a les yeux sur vous ; vous avez de » grandes destinées à remplir, des batailles à livrer, des » dangers, des fatigues à vaincre; vous ferez plus que » vous avez fait pour la prospérité de la patrie, le bon- » heur des hommes et votre propre gloire.

» Le génie de la liberté qui a rendu, dès sa naissance, » la République l'arbitre de l'Europe, veut qu'elle le » soit des mers et des nations les plus lointaines. »

Ce discours, qui annonçait de grandes choses, laissait toujours dans l'ombre le lieu vers lequel devait se diriger la grande expédition. Enfin, le 19 mai 1798, Napoléon monta, avec l'amiral Brueys, le vaisseau l'*Orient*, de cent vingt canons, qui devait être suivi de douze vaisseaux de ligne et de nombreuses frégates, corvettes, cutters, avisos, chaloupes canonnières, petits navires de toute espèce, dont le nombre s'élevait à cinq cents.

En quittant Toulon, la première division fut assaillie

Digitized by Google

par une tempête qui, heureusement, dispersa la flotte de Nelson et avaria ses navires aussi bien que les nôtres. L'amiral Brueys vogua sur Gênes, rallia le convoi placé sous le commandement de Baraguay-d'Hilliers, cingla vers Ajaccio pour réunir le convoi mis sous les ordres de Vaubois, et enfin se dirigea sur Civita-Vecchia, pour prendre le corps soumis aux ordres de Desaix, qui cependant ne le rejoignit qu'à Malte.

Bonaparte avait formé le projet de s'emparer de l'île de Malte, qui domine la Méditerranée et qui était alors au pouvoir de l'Ordre de chevalerie de ce nom. L'Ordre de Malte n'était plus ce qu'il avait été; comme toutes les choses humaines, il s'était affaibli et ne rendait plus à la religion des services aussi éclatants. Depuis que l'islamisme abâtardi avait cessé d'être dangereux, les principaux chefs de l'Ordre passaient leur vie dans leurs commanderies de l'Europe et y vivaient dans le luxe et la mollesse.

A peine arrivé avec ses cinq cents voiles en face de Malte (9 juin), Bonaparte, après quelques pourparlers inutiles, fit débarquer une partie de ses troupes, s'empara en quelques heures des principaux forts placés sur la côte, enveloppa complétement La Valette, l'une des plus fortes places de l'Europe, et en quelques heures tua un grand nombre de chevaliers. Le conseil de l'Ordre, réuni pour délibérer, reconnut l'impossibilité d'une défense continuée plus longtemps, et entra en négociation pour la cession de l'île. Le grand-maître en abandonna la propriété à la République française, à condition qu'on lui obtiendrait une principauté équivalente en Allemagne, qu'on lui accorderait une pension de trois cent

Digitized by Google

mille francs, et l'avance de deux ans de cette pension, comme dédommagement de son mobilier. Les chevaliers français pouvaient rentrer en France, où ils auraient une pension de sept cents francs, et de mille francs quand ils seraient sexagénaires.

En parcourant avec Bonaparte les fortifications de La Valette, Caffarelli du Falga lui dit : « Nous sommes bien » heureux qu'il y ait eu quelqu'un dans la place pour » nous en ouvrir les portes. »

Après dix jours de relâche, Bonaparte, laissant trois mille hommes à Malte sous les ordres de Vaubois, remit à la voile pour cingler vers les côtes de l'Egypte. L'essentiel était alors d'échapper à Nelson, qui, après avoir radoubé ses navires aux îles Saint-Pierre, avait reçu un renfort de dix vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates, et était revenu le 1er juin devant Toulon. Informé que notre flotte avait quitté ces parages depuis douze jours, il se dirigea à la hâte vers Naples, où il apprit qu'elle s'était portée du côté de Malte. Il n'y avait que vingt-quatre heures que Bonaparte avait quitté cette île lorsque Nelson y arriva. Présumant que notre escadre allait en Egypte, celui-ci se hâta de remettre à la voile et se dirigea d'une course rapide vers Alexandrie, où notre flotte, retardée par un détour qu'elle avait fait, n'avait pas paru quand Nelson y arriva. Informé qu'on n'avait rien vu de la flotte française, Nelson, persuadé que Brueys avait fait voile vers les Dardanelles, s'y rendit. Arrivé deux jours après le départ de Nelson en vue d'Alexandrie (1er juillet), où l'éveil avait été donné par la flotte anglaise, Bonaparte ne pouvant tenter un coup de main contre la place, commença le débarque-

Digitized by Google

ment le soir même, malgré un temps abominable, et le lendemain il attaqua la ville sur trois points avec six mille hommes. Alexandrie se défendit assez valeureusement pendant quelques moments; puis, épouvantée de la justesse de notre tir, elle ouvrit ses portes sur la promesse qu'on lui fit de respecter le culte, la religion, les propriétés, de ne point ravager le pays et de ne pas l'enlever au Grand Seigneur.

Trois sortes de races vivaient sur le sol de l'Egypte au moment de la conquête, les Cophtes, les Arabes et les Turcs. Les premiers diminuaient chaque jour de nombre; les seconds formaient le fond de la population; les troisièmes étaient à peine au nombre de deux cent mille. Placée nominalement sous la domination de l'empereur de Constantinople, qui y envoyait un pacha pour exercer en son nom la vice-royauté, l'Egypte était, en réalité, sous la puissance des Mameluks, milice formée dans l'origine pour protéger l'autorité du vice-roi, et commandée par vingt-quatre beys, qui avaient chacun cinq ou six cents hommes dont ils étaient réellement propriétaires. Ces Mameluks, élevés dès leur jeunesse dans le maniement des armes, devenaient des cavaliers extrêmement braves. Les beys, égaux en apparence, reconnaissaient presque toujours la supériorité de l'un d'eux. Quand Bonaparte arriva en Egypte, il y avait deux beys qui exerçaient une sorte de suprématie, Mourad pour l'art des combats, et Ibrahim pour le gouvernement. Afin de se faire accepter en Egypte, Bonaparte affecta un grand respect pour l'autorité de la Porte, dont il se constituait en quelque sorte le défenseur; il témoigna la plus profonde vénération pour l'islamisme; il

Digitized by Google

traita avec beaucoup d'égards la race arabe, flatta son orgueil, et défendit de porter la moindre atteinte à la fortune des particuliers et à l'honneur des femmes.

Afin de faire pénétrer ses principes jusqu'aux dernières chaumières, il rédigea des proclamations en style oriental; il les fit traduire en arabe et eut soin de les répandre dans tout le pays.

« Peuples d'Egypte, on vous dira que je viens pour » détruire votre religion. Ne le croyez pas; répondez que » je viens vous restituer vos droits, punir les usurpa- » teurs, et que je respecte plus que les Mameluks Dieu, » son prophète et le Koran. » Parlant de la tyrannie des Mameluks, il disait : « Y a-t-il une belle terre? elle ap- » partient aux Mameluks. Y a-t-il une belle esclave, un » beau cheval, une belle maison? elle appartient aux » Mameluks. Si l'Egypte est leur ferme, qu'ils montrent » le bail que Dieu leur en a fait. Mais Dieu est juste » et miséricordieux pour le peuple, et il a ordonné que » l'empire des Mameluks finît. » Parlant des sentiments des Français, il ajoutait : « Nous aussi, nous sommes » de vrais musulmans. N'est-ce pas nous qui avons dé- » truit le Pape, qui disait qu'il fallait faire la guerre aux » musulmans? N'est-ce pas nous qui avons détruit les » chevaliers de Malte, parce que ces insensés croyaient » que Dieu voulait qu'ils fissent la guerre aux musul- » mans? Trois fois heureux ceux qui seront avec nous! » ils prospéreront dans leur fortune et leur rang. Heu- » reux ceux qui seront neutres! ils auront le temps de » nous connaître, et ils se rangeront avec nous. Mais » malheur, trois fois malheur à ceux qui s'armeront » pour les Mameluks et combattront contre nous ! Il

Digitized by Google

» n'y aura pas d'espérance pour eux; ils périront. »

Afin d'être arrivé au Caire avant que le Nil inondât les campagnes, Bonaparte mit la plus grande promptitude à assurer le maintien des exercices religieux musulmans, à prescrire que la justice continuerait à être rendue par les cadis, et à former un divan ou municipalité, composé de scheiks et de notables d'Alexandrie; ensuite il quitta cette ville, y laissant trois mille hommes sous le commandement de Kléber, qu'une blessure condamnait à l'inaction. Une flottille considérable chargée de vivres, d'artillerie, de munitions, de bagages, reçut l'ordre d'entrer dans le Nil par l'embouchure de Rosette, et de remonter le fleuve jusqu'à Ramanieh, où l'armée devait la rejoindre. Deux routes conduisaient d'Alexandrie à Ramanieh, l'une longeait la mer et le Nil, l'autre traversait d'immenses plaines sablonneuses. Celle-ci étant la plus courte, Bonaparte la prit malgré ses difficultés. Pendant quatre jours, une armée de trente mille hommes eut à traverser une mer de sable sous un soleil brûlant, n'ayant pour reposer ses yeux fatigués que quelques têtes de palmiers, et, pour se rafraîchir, que quelques gouttes d'eau jaunâtre recueillie dans le creux des torrents desséchés. Des murmures s'élevèrent dans cette vaillante armée, surtout contre les savants, qui s'arrêtaient devant toutes les grandes ruines pour les examiner. Caffarelli, brave comme un grenadier et curieux comme un érudit, s'amusait autant que les membres de l'Institut, ce qui fit dire ce mot spirituel: *Il se moque de ça, lui, il a un pied en France.* Il l'avait laissé dans un combat sur les bords du Rhin. Lorsque l'armée aperçut le Nil et ses bords verdoyants, qu'elle

Digitized by Google

vit nos navires et notre pavillon, toutes les peines furent oubliées.

Bonaparte ordonna à notre flottille de s'avancer jusqu'à Chébréis, où il espérait être aussitôt qu'elle; mais elle y arriva avant lui, et elle était vivement attaquée sur les flots par les vaisseaux légers égyptiens, et du rivage par les Mameluks, quand notre armée de terre se présenta pour la dégager. Bonaparte, qui avait à peine trois cents cavaliers montés, parce qu'il voulait fournir sa cavalerie avec les chevaux des ennemis, rangea son infanterie en carrés et plaça son artillerie aux angles, rendit ainsi vains les efforts de douze cents cavaliers arabes qui se précipitèrent, rapides comme l'éclair, pour forcer nos carrés, ce qui apprit à notre grand capitaine comment il fallait combattre ces hommes inconnus à nos troupes.

Bonaparte s'avança rapidement vers le Caire, objet de tant de désirs, et où le soldat croyait trouver tout ce que l'imagination féerique des romanciers arabes a inventé.

Afin d'arrêter l'armée française avant qu'elle pût atteindre le Caire, Mourad-Bey choisit sur la rive gauche du Nil, presque en face, pour point de défense Embabeh, gros village formant une espèce de boyau dans lequel étaient renfermés vingt-quatre mille fellahs et janissaires, soutenus par des canons de campagne sans affût; il plaça à gauche, entre ces fameuses pyramides de Giseh, les plus hautes de l'Egypte, et le camp retranché, dix mille cavaliers mameluks, que soutenaient plusieurs milliers d'Arabes, utiles surtout dans une déroute pour dépouiller les fuyards et les massacrer.

Bien instruit des dispositions de ses ennemis, Bona-

Digitized by Google

parte partit avant le jour, le 21 juillet. Lorsque le soleil éclaira la grande pyramide de Giseh, il fit arrêter ses troupes pour saluer ces étonnants monuments; ému lui-même, il adressa une proclamation qui finissait par ces mots : « Soldats, songez que du haut de ces pyramides » quarante siècles vous contemplent. »

L'armée, saisie d'enthousiasme par ces paroles, était encore plus animée à la vue des minarets du Caire, tout brillants d'or aux rayons du soleil. Bonaparte rangea toutes ses divisions en carrés sur six rangs, qu'il disposa en forme de courbe, jeta son artillerie aux angles et mit les généraux et les bagages au centre. La précipitation pouvant être ici dangereuse, il recommanda de ne pas se hâter de tirer, d'attendre froidement l'ennemi et de ne faire feu qu'à bout portant.

Dans une reconnaissance qu'il fit du camp d'Embabeh, ayant vu, à l'aide d'une lunette, que les pièces des musulmans n'étaient point sur affût de campagne, Bonaparte tira sur sa droite, afin de se porter sur les Mameluks, de les séparer du camp retranché, de les envelopper, de les pousser dans le Nil et d'attaquer le camp.

A la vue de ce mouvement, dont il appréciait les conséquences, Mourad-Bey laissa deux mille Mameluks pour appuyer Embabeh, puis se précipita avec le reste sur la droite, commandée par Desaix. Nos soldats suspendent leur marche, se forment en carrés, attendent impassibles cette cavalerie, qui tourbillonne dans la plaine, flotte le long des rangs et recule foudroyée devant cette flamme incessante qui menace de les dévorer. Quelques-uns, cependant, plus audacieux que les autres, se précipitent sur les baïonnettes, retournent leurs chevaux, les ren-

Digitized by Google

versent sur nos hommes. Quarante cavaliers pénètrent dans le carré et viennent expirer au pied du général Desaix. La cavalerie des Mameluks se disperse presque aussitôt.

Lors que les fellahs d'Embabeh, épouvantés de se voir découverts par la fuite de la cavalerie, se disposent à quitter leur camp, Bonaparte ordonne aux deux carrés les plus rapprochés de se former en colonnes et de marcher à l'assaut. Quand ils approchent du camp, l'artillerie des fellahs essaie de les foudroyer, en même temps que les deux mille cavaliers réservés pour protéger l'infanterie égyptienne se précipitent sur nos colonnes et essaient de les rompre. Elles se forment de nouveau en un instant en carrés, et les cavaliers ennemis se brisent encore devant cette muraille de fer et de feu. Les fellahs, épouvantés, prennent la fuite et se précipitent dans le Nil. Comme ils étaient tous d'excellents nageurs, ils firent peu de pertes au passage.

La journée avait été très meurtrière. L'ennemi avait perdu trois mille Mameluks, presque tous tués sur le champ de bataille; plus de six mille Arabes ou fellahs, quarante pièces de canon et quatre cents chameaux chargés de vivres, tel fut le succès de la bataille des Pyramides, qui nous coûta à peine quelques centaines d'hommes. Le soldat recueillit des richesses immenses. Lorsqu'en dépouillant quelques Mameluks, nos militaires s'aperçurent que tous portaient des bourses pleines d'or (quelques-uns en avaient jusqu'à trois cents pièces), ils dépouillèrent tous ceux qui étaient sur le champ de bataille et repêchèrent ceux qui s'étaient noyés dans le Nil. Des chevaux magnifiques tombèrent entre nos

Digitized by Google

mains, et le fantassin prit des ânes pour se promener.

Le Caire, ville de trois cent mille âmes, voyant Mourad-Bey retiré dans la Haute-Egypte, avec les débris de ses Mameluks et les autres chefs du côté de la Syrie, fut livré à une agitation extrême. La populace menaça de piller les hôtels des riches et de dévaster la ville, ce qui détermina les scheiks à appeler l'armée française pour la sauver d'une ruine certaine.

Le premier soin de Bonaparte fut de donner au Caire une organisation semblable à celle d'Alexandrie; puis il obtint une déclaration solennelle dans la première mosquée, qu'il était l'envoyé de Dieu pour délivrer le peuple fidèle de la tyrannie et de la domination des Mameluks. Lorsque ce manifeste fut répandu partout, qu'on sut que Bonaparte était un défenseur du Prophète, que les cadis continueraient à rendre la justice, que les scheiks seraient partout formés en divan, la guerre cessa sur tous les points; c'est à peine s'il y eut encore quelques centaines d'Arabes qui se présentèrent dans le lointain pour combattre les Français.

Toute la basse et la moyenne Egypte étaient soumises sans nouveau combat. Bonaparte plaça Desaix à l'entrée de la Haute-Egypte, pour y entrer en automne, après l'inondation du Nil.

Se persuadant qu'il était d'une bonne politique de protéger l'islamisme, Bonaparte se déclara le protecteur de la religion et le défenseur des caravanes qui se rendaient annuellement à la Mecque. Les enfants du Prophète, étonnés et reconnaissants de la puissance et de la magnanimité du chef français, composèrent et chantèrent dans les mosquées des litanies en l'honneur du favori de la victoire.

Digitized by Google

Nos savants et nos artistes se mirent à parcourir l'Egypte, les uns pour en lever la carte, les autres pour examiner tous les vieux monuments et en retracer l'image sur le papier; plusieurs s'attachaient aux questions économiques, pour procurer à l'Egypte les produits qui lui manquaient.

Notre colonie naissante s'occupait de travaux utiles, lorsqu'il lui arriva le plus grand malheur qui puisse frapper une armée sur une plage lointaine. Bonaparte, en remontant le Nil, avait ordonné à notre flotte de quitter la baie d'Aboukir pour se retirer dans le port d'Alexandrie, s'il était possible, ou de se rendre promptement à Corfou, où elle serait en sûreté. Lorsqu'on eut sondé le passage qui conduit au port d'Alexandrie, il fut reconnu que les vaisseaux de quatre-vingts et celui de cent vingt canons ne pourraient y entrer qu'en les allégeant tellement qu'ils ne prissent que trois pieds d'eau. Dans le cas de blocus, nos gros vaisseaux seraient donc retenus dans le port et ne pourraient en sortir pour combattre qu'avec un tel désavantage, qu'un marin instruit ne pouvait s'y exposer. Il ne restait qu'à se retirer à Corfou. L'amiral Brueys, se croyant invincible et presque inattaquable dans la position qu'il avait prise, ne voulut point partir avant d'avoir reçu des nouvelles de l'expédition de Bonaparte au Caire. Voici la disposition qu'il avait donnée à notre flotte : il avait disposé nos treize vaisseaux en ligne semi-circulaire devant la baie d'Aboukir; son aile gauche, appuyée contre un îlot, lui paraissait inattaquable du côté de la terre, parce qu'il croyait impossible de passer derrière ses vaisseaux; il mit toute son artillerie du côté de la

Digitized by Google

mer. La droite pouvait être tournée; il y plaça ses vaisseaux les mieux armés.

Nelson, que nous avons vu courir aux Dardanelles, n'ayant rien trouvé de ce côté, s'était dirigé vers l'Adriatique, où il apprit la descente de notre armée en Egypte. Il revint sur ses pas et envoya une frégate pour rechercher la flotte française et examiner avec soin sa position. Brueys, qui n'avait pas auprès de lui un seul vaisseau léger, fut obligé de permettre à la frégate de s'approcher et d'examiner avec tout le soin et toute la facilité désirables, la disposition de nos vaisseaux et la manière dont ils étaient armés. Voyant qu'il était possible de passer entre notre gauche et la terre, Nelson résolut de tourner notre flotte, de la prendre entre deux feux et de l'écraser. « Demain, dit-il à ses officiers, j'au» rai mérité la pairie ou Westminster. » Quelqu'un ayant douté du succès : « Si nous réussirons ! bien certaine» ment le succès est à nous, répliqua Nelson; mais le» quel de nous restera pour raconter la chose, c'est une » autre question. »

Les deux armées étaient composées chacune de treize vaisseaux. L'amiral français comptait si peu être attaqué, qu'une partie de ses équipages était à terre; il regardait comme tellement impossible qu'on pût se glisser entre ses vaisseaux et le rivage, qu'il n'avait pas démasqué ses batteries du côté de la terre.

Nelson n'étant arrivé que vers le soir, Brueys se persuada qu'il ne livrerait pas bataille ce jour-là et ne prit aucune des dispositions prescrites dans une si grande occasion. Mais l'amiral anglais, ne voulant pas différer d'un instant, poussa vers notre gauche, où il avait un

Digitized by Google

vent favorable, et se dirigea entre l'îlot et nos vaisseaux. Le *Culloden*, en voulant passer, s'enfonça dans la vase; mais le *Goliath*, plus heureux, dépassa notre premier vaisseau et ne put s'arrêter qu'à la hauteur du troisième. Les vaisseaux anglais le *Zélé*, l'*Audacieux*, le *Thésée* et l'*Orion* suivirent le mouvement et s'avancèrent jusqu'au *Tonnant*, le huitième de nos vaisseaux. Qu'on se figure la surprise et le désordre de notre escadre, qui se trouvait prise du côté où elle se croyait inattaquable. Un feu horrible commença des deux lignes anglaises contre nos vaisseaux enveloppés. Quoique l'amiral Brueys n'eût qu'une partie de ses hommes, il répondit avec une extrême vivacité à l'attaque de l'ennemi. Si nos deux premiers vaisseaux, attaqués à l'improviste, avaient été, l'un désemparé, l'autre démâté, l'ennemi n'éprouvait pas de pertes moins considérables. Le *Bellérophon*, l'un des plus grands vaisseaux anglais, fut démâté; deux autres vaisseaux s'étaient éloignés, ne pouvant supporter le feu de nos batteries; le *Culloden* avait échoué. L'amiral Brueys aurait pu fixer la victoire à son pavillon, s'il eût été secondé par le contre-amiral de Villeneuve, commandant de l'aile droite, qui, en arrivant au secours de son chef, eût pris les Anglais à leur tour entre deux feux, et leur eut fait courir un véritable danger. De Villeneuve demeura immobile, attendant des ordres qu'on dit lui avoir été donnés et qu'il n'aperçut point. L'imprévoyant Brueys se défendit avec un courage héroïque, et ne voulut pas quitter son vaisseau, devenu incapable de manœuvrer; il fut emporté par un boulet un instant avant que son vaisseau sautât en l'air. De mille hommes que portait le bâtiment, il s'en sauva à peine soixante-dix.

Digitized by Google

Dupetit-Thouars, qui avait conseillé de lever l'ancre à l'arrivée des Anglais, et qui avait répondu au refus de son amiral : « Une fois l'action engagée, mon pavil- » lon sera cloué au grand mât, » tint parole et lutta avec un courage héroïque. Quoiqu'il eût deux membres emportés, il voulut rester sur son banc de quart; enfin un boulet le renversa. Le combat dura ainsi pendant la nuit. Quand le jour parut, la mer était couverte des débris de notre flotte; neuf vaisseaux de ligne étaient tombés au pouvoir des Anglais; le reste était détruit, à l'exception de deux vaisseaux et de deux frégates que le contre-amiral de Villeneuve sauva à Malte. Ils n'avaient point donné dans la bataille.

La journée d'Aboukir était extrêmement funeste; elle laissait l'Angleterre maîtresse de la mer, faisait perdre à l'expédition d'Egypte son principal appui, et anéantissait les grandes espérances que l'on avait fondées sur notre puissance en Orient.

§ VI. *Revers de la France en Italie et en Allemagne. — Souwarow (10 octobre 1798 - 18 juin 1799).*

Les résultats de la bataille navale d'Aboukir furent immenses; de ce jour date la suprématie de l'Angleterre sur mer. La Porte, jusqu'alors notre alliée, jalouse de nous voir établis dans une contrée sur laquelle elle n'exerçait pas même une autorité nominale, abandonna notre alliance pour se jeter entre les bras de l'Angleterre et de la Russie. Les peuples de l'Italie, qui avaient plié par crainte devant nos armes, apprirent la nouvelle de notre défaite avec de grandes démonstrations de joie.

Digitized by Google

La cour de Naples, liée par un traité spécial avec la France, mit ses ports à la disposition de l'amiral Nelson, pour radouber sa flotte, et reçut les Anglais avec la plus vive allégresse. Persuadée que le moment était arrivé de recouvrer son indépendance, l'Italie envoya des agents en Allemagne, en Prusse, en Russie, pour engager ces contrées à prendre les armes contre la France.

Paul Ier, le successeur de Catherine II, qui s'était fait le champion de la noblesse de l'Europe contre la démagogie française, avait donné un asile à Louis XVIII; il prit les émigrés à sa solde après le traité de Campo-Formio, et se fit le protecteur de l'Ordre de Malte, lorsque Bonaparte se fut emparé de l'île, principal siége des établissements de l'Ordre. On était assuré qu'en faisant appel à sa générosité, il répondrait et prêterait un appui considérable aux souverains dépossédés ou menacés de l'être. La Prusse n'avait pas le même élan : elle se contentait d'établir sur ses frontières des cordons sanitaires, comme on en met pour se préserver de la peste. L'Autriche avait moins d'ardeur encore que la Prusse : une longue et redoutable guerre contre la France, en l'épuisant, lui avait appris combien était à craindre le lion déchaîné. Elle continuait à négocier à Rastadt, et demandait de nouvelles garanties contre les républiques qui venaient de se former. En traitant avec Bonaparte, l'Autriche n'avait nullement compté que la république cisalpine se trouverait fortifiée par les républiques romaine et helvétique; sa situation étant changée, elle prétendit qu'elle avait besoin de se fortifier du côté de l'Italie, et demanda la ligne de l'Adda et du Pô. Comme on lui objectait que ce serait trop affaiblir la Cisalpine, elle

Digitized by Google

répondait qu'on pourrait la fortifier par la réunion de la république romaine à la république de Milan, ou en prenant une partie des Etats du roi de Piémont, à qui on donnerait les Etats romains pour indemnité. On voit, dans toutes ces négociations, l'esprit étroit qui domine les puissances. Elles poussent des rugissements contre les atteintes portées aux propriétés particulières, et prétendent disposer en maîtresses des Etats, sans consulter les chefs chargés de les diriger. Les rois qui ont de pareilles règles de conduite méritent d'être éprouvés; ils ont posé les principes, il est juste qu'ils en subissent les conséquences. Les négociations entamées sur ces bases entre François de Neufchâteau et Cobentzel, ne purent avoir de solution; elles furent rompues plutôt que suspendues, et chacun s'attendit bientôt à la guerre.

Sièyes, cette *taupe* qui disparaissait sous terre au moment du danger et qui revenait ensuite lorsque le péril était passé, attaquant alors la Constitution de l'an III, qui n'avait pas son agrément, et en faisant trop ressortir les vices évidents, fut envoyé en ambassade en Prusse; on voulait par là délivrer la République de ce censeur. Un tel homme fut reçu en Allemagne avec froideur et curiosité; on le séquestra en quelque sorte de toute la société, et on défendit d'avoir des relations avec lui, en sorte que, réduit à un complet isolement, Sièyes fut un ambassadeur inutile.

On se débattait toujours à Rastadt; les notes se succédaient sans interruption. Nous avions, il est vrai, obtenu toute la rive gauche du Rhin; tout n'était cependant pas fini pour cela : restaient les questions militaires, politiques et commerciales. Le Rhin avait plusieurs îles im-

Digitized by Google

portantes; sur les deux rives se trouvaient des têtes de pont. Notre députation voulait « que le pont commercial entre les deux Brisach fût rétabli; que cinquante arpents de terrain nous fussent accordés en face de l'ancien pont de Huningue, et que l'importante forteresse d'Ehrenbreitstein fût démolie; elle demandait ensuite que la navigation du Rhin, et de tous les fleuves d'Allemagne appartenant au Rhin, fût libre; que tous les endroits du péage fussent abolis; que les marchandises fussent, sur les deux rives, soumises à un même droit de douane; que les chemins fussent conservés et entretenus par les riverains. »

Ces demandes, assez considérables, causaient de grandes difficultés, qui étaient encore augmentées par les prétentions des princes allemands entre eux. Si la France avait toujours été aussi puissante, si la journée d'Aboukir n'avait anéanti sa flotte et tenu séparés d'elle ses meilleurs généraux et ses plus vaillants soldats, ces difficultés se seraient facilement résolues; mais tout semblait engager nos ennemis à ne pas précipiter les négociations.

La plupart des républiques que nous avions fondées au dehors, et sur lesquelles nous établissions le plus ferme appui, étaient dans des convulsions qui nous nuisaient beaucoup. La forme du Directoire et le jacobinisme le plus ardent, inculqués par Delacroix à la république hollandaise ou batave, y avaient causé un si grand trouble, que les troupes françaises, réunies aux troupes bataves, furent obligées de disperser les Conseils et le Directoire de la Hollande; ce qui donna à nos ennemis du dehors un magnifique sujet de déclamation

Digitized by Google

contre l'impossibilité gouvernementale de notre Constitution. La république helvétique avait vu les mêmes divisions; les petits cantons de Schwitz, Zug et Glaris, ayant refusé de reconnaître la constitution helvétique, il fallut marcher contre eux, et ce ne fut que par la force qu'on put conserver la vie à cette autre république. La France irrita toute la Suisse en voulant s'emparer de toutes les caisses publiques. Il en résulta une telle agitation, qu'il fallut chasser les Suisses les plus distingués, qu'on qualifia de royalistes et d'aristocrates. Les directeurs, qui n'étaient pas agréables à la République française, furent forcés de donner leur démission et furent remplacés par les hommes les plus exagérés. La France proposa ou plutôt imposa à la Suisse un traité d'alliance, par lequel « celle des deux puissances qui se trouverait en guerre, aurait droit de requérir l'intervention de l'autre et de lui demander un secours dont la force devait être déterminée suivant les circonstances. La puissance requérante devait payer les troupes fournies par l'autre; la libre navigation de tous les fleuves de la Suisse et de la France était réciproquement stipulée; deux routes suivaient la rive orientale du lac de Constance. »

Les difficultés se multipliaient de toutes parts. Après avoir réuni Genève à la France, le Directoire se vit encore obligé d'intervenir dans le pays des Grisons, dont une partie, après avoir appartenu à la Cisalpine, voulait revenir à la république helvétique. Il se donna un combat très acharné à Stanz, d'où l'on chassa les malheureux paysans, après avoir brûlé leurs maisons.

Le Piémont, qui avait cru se sauver en donnant aux

Digitized by Google

Français tout ce qu'ils pouvaient demander, était alors tourmenté par la république ligurienne, désireuse de lui enlever une partie de ses provinces. Il n'était pas facile de satisfaire tant d'intérêts opposés. Le Directoire, qui s'établissait partout juge et médiateur, donnait de préférence raison aux républiques.

Il serait difficile de peindre l'état de désordre et d'anarchie de la Cisalpine. Les patriotes exaltés renouvelaient les excès de la Terreur en France. Nos généraux volaient les municipalités et les particuliers sans scrupules; les brigands se multipliaient sous toutes les formes; il n'y avait aucune police dans les villes, moins encore dans les bourgades; les classes nommées aristocratiques avaient à supporter tous les impôts; en un mot, qu'on se représente une société sans loi, n'ayant pour règle que la volonté de forcenés ou de voleurs, et on se fera une idée de la Cisalpine. Le Directoire, instruit de ces désordres, voulant faire dominer partout le système de gouvernement institué en France, c'est-à-dire un milieu entre l'ordre et le désordre, renversa la constitution de la république cisalpine, et lui en donna une nouvelle d'après laquelle le nombre des membres des Conseils était réduit à cent vingt, qui étaient nommés par le gouvernement français. Le système des impositions, soit directes, soit indirectes, établi en France, fut aussi mis en vigueur au-delà des monts.

Fouché, nommé ministre de France auprès de la république cisalpine, ou plutôt gouverneur absolu, changea, de concert avec Brune, commandant général des troupes, tout le système établi par le Directoire, cassa les membres du Directoire italien et des Conseils qui ne lui con-

Digitized by Google

venaient pas. Joubert, envoyé à la tête de nos troupes, n'ayant pu faire cesser cette anarchie, le Directoire rappela Fouché et prétendit remettre tout dans l'état où il l'avait établi. Ces contradictions perpétuelles causaient en Italie un désordre inexprimable, qui retombait évidemment sur le Directoire. L'anarchie qui se manifestait dans tous ces pays sous la dépendance de la France, se montrait aussi au-dedans.

Les Conseils, qui n'avaient été jusqu'alors que les très humbles serviteurs du Directoire, se persuadant qu'ils n'avaient pas été nommés pour être seulement les serviles agents des Directeurs, commencèrent à examiner sous le point de vue constitutionnel les lois rendues le lendemain du 18 fructidor. Le droit de fermer les clubs et d'interdire la publication de certains journaux était évidemment contraire au droit absolu de réunion et de la presse constaté par la Constitution. Ce droit fut rétabli.

Les finances causaient aussi un grand embarras. Les prévisions du budget n'étaient point remplies, le tiers consolidé promis aux rentiers ne leur avait pas été payé : on leur avait délivré des bons à valoir sur leurs impôts, et ceux qui n'avaient pas d'impôts devaient attendre que la République eût de l'argent. On cherchait les moyens d'augmenter les ressources, de mettre les recettes au niveau des dépenses sans pouvoir y parvenir.

Si jamais les peuples étrangers, jaloux de notre nationalité, avaient pu concevoir l'espérance de nous abattre, c'était bien alors. Ils voyaient non-seulement l'anarchie chez nous et dans les nations qui avaient consenti à reconnaître la domination de la France ; ils aperce-

Digitized by Google

vaient encore l'affaiblissement dans nos armées; car les maladies, la désertion, avaient considérablement diminué le nombre de nos guerriers. Après deux levées en masse il n'était plus guère possible de recourir à cette grande mesure. Afin d'assurer un service ordinaire toujours suffisant, il fut établi une loi qui déclarait tous les Français soldats pendant une époque de leur vie. De vingt à vingt-cinq ans les jeunes gens furent divisés en cinq classes, année par année. Le gouvernement les appelait suivant les besoins par la première classe, celle de vingt ans, et par les plus jeunes de chaque classe. Le terme du service finissant à vingt-cinq ans, il s'en suivait que ceux qui n'étaient appelés qu'à vingt-quatre ans ne devaient qu'un an de service. Cette loi était peu en rapport avec les véritables conditions de l'état militaire, qui exige plusieurs années pour former un bon soldat.

Quand on envisage la situation de la France avec l'œil de la froide philosophie, doit-on regarder comme habile la conduite des puissances qui voulaient la guerre? ne doit-on pas considérer comme beaucoup plus habiles ceux qui voulaient laisser à l'anarchie le temps de dévorer la France? En attaquant, il y avait danger de réveiller le lion à peine endormi. Mais en laissant la France en repos, il y avait à craindre de laisser son esprit de propagande s'étendre toujours de plus en plus chez les nations voisines. C'est ce dernier danger qui paraissait le plus à redouter.

L'Angleterre, toujours à la tête des peuples armés contre nous, avait alors une double offense à punir. Le général français Humbert était passé en Irlande et y

Digitized by Google

avait causé une grande agitation. Il avait été pris avec ses soldats, il est vrai, mais il n'avait pas moins donné de grandes inquiétudes aux Iles Britanniques. Les Anglais avaient tenté une descente à Ostende et y avaient essuyé des pertes assez considérables. Pitt, irrité par ces actes, avait travaillé à soulever l'Italie contre nos troupes. Il agissait sur le roi de Naples pour le déterminer à attaquer l'armée placée à Rome, sur le Piémont pour qu'il se portât sur la Cisalpine à l'occident, et sur l'Autriche afin qu'elle l'attaquât à l'orient; moyen infaillible d'en finir bientôt avec cette prétendue république italienne, sans vigueur, incapable de se soutenir par elle-même.

Le Directoire, redoutant une grande explosion de ces manœuvres, se prépara à la guerre, obtint cent vingt-cinq millions en vente de biens nationaux pour équiper des soldats, et demanda l'occupation de la citadelle de Turin, ce que le roi de Piémont eut la faiblesse d'accorder. Le roi de Naples, assuré d'entraîner à sa suite les nations qui défendaient la même cause que lui, réunit ses troupes et se dirigea vers les Etats romains, où les succès paraissaient d'autant plus faciles, que les Français étaient disséminés sur toute la surface d'un pays toujours prêt à renverser la république romaine, pour rétablir le gouvernement pontifical.

Mais, au lieu de marcher avec ses soixante mille hommes vers le centre de l'Italie, au milieu de nos troupes dispersées, le général napolitain, imbu du vieux système de guerre, prétendit envelopper tous nos détachements et les écraser tous à la fois en formant six ou sept corps d'armée. Championnet, commandant général de

Digitized by Google

nos troupes dans l'Italie centrale, concentra ses différents corps et abandonna Rome, où le roi de Naples fut reçu en triomphe. Ce qui montre la haine du peuple romain pour la république, c'est qu'il se rua en masse sur le tombeau du général Duphot et en arracha les dépouilles mortelles, qu'il traîna ignominieusement à la voirie. Championnet s'établit sur le Tibre supérieur avec toutes ses troupes et se retrancha à Civita-Castellana, position très forte, extrêmement difficile à emporter.

Deux routes se présentaient à Mack, chef des Napolitains, l'une qui conduisait de front à Civita-Castellana, et l'autre qui, passant par Terni, se portait sur les derrières des Français, coupait leur retraite et facilitait la jonction du général napolitain avec le corps de troupes qu'il avait fait débarquer en Toscane. Cette dernière route devait être préférée, parce qu'elle était occupée par un petit nombre de soldats et qu'elle était bien plus facile que la première. Le général Mack aima mieux aller attaquer de front un ennemi presque inabordable et vint se faire broyer contre nos retranchements. Après avoir perdu plusieurs milliers d'hommes et avoir jeté ainsi le découragement dans ses propres rangs, il comprit sa faute et résolut de se porter sur Terni. Il eût fallu pour cela une grande rapidité. Mais Mack marcha très lentement et tint ses corps séparés, en sorte qu'à son arrivée à Terni, il trouva devant lui les mêmes soldats qu'il avait rencontrés à Civita-Castellana, renforcés de la division Lemoine. Le général napolitain, après avoir essuyé des pertes énormes, se replia sur Rome, où ses soldats, pour se venger lâchement de leur défaite, se livrèrent aux plus grands excès. L'armée napolitaine

Digitized by Google

quitta enfin Rome, où rentrèrent abhorrés les Français à peine sortis depuis dix-sept jours. Championnet, non content d'avoir obligé les Napolitains à quitter le territoire de Rome, résolut de les poursuivre et de pénétrer sur les terres de Naples.

Mack, dont les colonnes isolées avaient été la plupart détruites, s'était retiré derrière le Volturne, rivière profonde dont le passage était défendu par Capoue, ville très forte. Championnet, qui avait ordonné à ses différentes colonnes de se mettre en marche et de le rejoindre devant cette ville, fut quelque temps dans une grande incertitude; ses courriers, tués par les paysans, ne lui arrivaient point, et ses corps détachés étaient en retard. Mack profita de ce moment d'anxiété pour proposer un armistice qui permettrait de traiter de la paix, proposition que Championnet repoussa tandis qu'il se trouvait trop faible, et qu'il entendit lorsqu'il se crut capable d'imposer les conditions qu'il voudrait. Il exigeait l'abandon de la ligne du Volturne, la cession de la ville de Capoue aux Français et d'une grande partie du royaume de Naples; la retraite des troupes napolitaines derrière la ligne des Regi-Lagni, du côté de la Méditerranée, et derrière l'Ofanto, du côté de l'Adriatique. Outre ces concessions de territoire, on stipula une contribution de huit millions en argent. L'armistice fut signé le 22 nivôse (11 janvier).

Douloureusement impressionné de la défaite de ses armées et affligé de la retraite de son roi en Sicile, avec tous les meubles les plus précieux de la couronne, le peuple de Naples, en apprenant un traité aussi déshonorant que celui-ci, se livra à la plus grande fureur, prit l'image de saint Janvier, la promena dans la ville et appela la popu-

Digitized by Google

lace aux armes, pour défendre un royaume que l'armée et la noblesse avaient la lâcheté d'abandonner. Les troupes napolitaines, excitées par ce mouvement, accusèrent leur général, se soulevèrent contre lui et le contraignirent à chercher un asile dans le camp de ce même Championnet à qui il avait adressé de sottes bravades. Le général français marcha aussitôt sur Naples, où il rencontra plus de difficultés qu'il ne s'y était attendu : le peuple déploya le plus grand courage pour la défense de la ville; malheureusement il se livra en même temps aux plus grands excès; en sorte que tout ce qui possédait quelque chose désirait l'entrée des Français, afin de faire cesser l'anarchie qui dévorait la cité. Sans se laisser déconcerter par la trahison des riches et des nobles, qui, moins amis de leur patrie que de leur fortune, livrèrent les forts et les portes de la ville aux Français, les lazzaroni barricadèrent les rues, crénelèrent les maisons; mais un de leurs chefs vint à tomber entre les mains de nos soldats; convaincu que le seul moyen de sauver la ville de Naples d'une ruine complète était de se rendre, il demanda à être renvoyé à Naples, et persuada aux habitants de déposer les armes, leur promettant que le peuple napolitain et la religion seraient entièrement respectés. Tout se soumit alors, et on fonda une nouvelle république, connue sous le nom antique de Parthénopéenne. Vingt mille Français avaient suffi pour révolutionner ainsi en quelques semaines tout le royaume de Naples. L'armée de Championnet fut alors indépendante de celle de Joubert, placée à Rome.

Une révolution s'opérait en même temps en Piémont. Honteux de voir soumis à un roi ce pays, l'allié le plus

Digitized by Google

bienveillant de la République française, nos Jacobins, voyant la guerre sur le point d'éclater de nouveau, résolurent de détruire la royauté piémontaise. Les Jacobins piémontais causèrent tant de désordres, que le Directoire somma, dans l'intérêt de la paix, l'infortuné roi de Piémont de quitter la terre ferme pour se retirer dans l'île de Sardaigne, que l'on consentit à lui laisser. Deux royautés étaient donc tombées en quelques semaines et avaient été obligées de chercher un refuge dans les îles de leur dépendance. La Toscane, seule en Italie, n'était pas république; mais elle devait bientôt suivre le sort commun des autres souverainetés.

Les trônes qui s'écroulaient, les républiques nouvelles qui s'établissaient, étaient un grand enseignement pour les rois, dont les couronnes étaient menacées sans cesse par une nation en délire. Cependant ces conquêtes n'étaient point pour nous, comme on aurait pu se le persuader, une force réelle; elles étaient au contraire un embarras pour une nation obligée de les contenir, de les surveiller et de les diriger. Si la forme républicaine, telle que nous l'avions établie en Hollande, en Suisse, en Piémont, à Gênes, à Milan, à Rome et à Naples, pouvait se maintenir, c'est parce que nos soldats se trouvaient là pour la défendre. Nos généraux, véritables souverains des peuples qu'ils prétendaient soutenir, en étaient les oppresseurs. Jamais peut-être pillage plus abominable n'avait existé au monde. Depuis le soldat jusqu'aux officiers généraux, tous se jetaient sur les fortunes publiques et particulières comme sur une proie abandonnée à leur voracité. Afin d'atténuer le mal, le Directoire ôta aux généraux le droit et l'habitude d'imposer des char-

Digitized by Google

ges aux Etats où ils se trouvaient, et de les employer à leur gré ; il sépara les finances du commandement des armées et en confia le soin à des administrateurs civils. Les généraux pouvant se formaliser d'une mesure qui mettait en suspicion leur probité, on remit entre leurs mains l'argent nécessaire à l'entretien de leurs troupes, dont ils ne devaient de compte qu'au gouvernement. Les agents civils envoyés à Naples, non-seulement furent mal reçus de Championnet, mais ce général prit un arrêté pour les dépouiller de leur charge et les obliger à quitter la ville dans les vingt-quatre heures, et les Etats napolitains en quelques jours. Le Directoire, dont l'autorité était méconnue, tint ferme et remplaça le général Championnet. Joubert, qui commandait en Piémont, donna sa démission lorsqu'on lui parla de gouverneurs civils, et Bernadotte, à qui on avait offert le commandement de son armée, refusa de l'accepter, apportant pour motif que les mesures du Directoire étaient déshonorantes pour les généraux.

C'était au moment où le Directoire avait le plus besoin de ses généraux qu'il les mécontentait. L'Autriche et la Russie faisaient leurs dispositions et menaçaient d'entrer bientôt en campagne. Le Directoire, toujours audacieux, avait résolu d'attaquer lui-même et de porter la guerre jusqu'au sein de l'Allemagne. Il créait de nouveaux impôts pour équiper les jeunes soldats, appelait sous les drapeaux les conscrits, afin d'élever à quatre ou cinq cent mille hommes notre armée, qui en comptait à peine deux cent mille capables de tenir tête à l'Europe. La France avait à défendre une immense ligne, qui s'étendait des extrémités de la Hollande par le Texel, le

Digitized by Google

Rhin et les Alpes jusqu'au golfe Adriatique. Il fallait, de plus, avoir des troupes à Naples, à Rome et le long de nos côtes de l'Océan, pour maintenir les peuples prêts à secouer le joug de la République et pour se défendre contre les Anglais, qui pouvaient faire quelque tentative sur notre territoire et sur celui des républiques étrangères formées par la nôtre.

La France se croyait très forte, parce que, étant maîtresse de la Suisse, elle commandait de là les vallées du Rhin et du Danube, qui s'échappent des Alpes, et qu'elle pouvait facilement descendre sur l'Autriche et se porter directement sur Vienne. L'occupation des Alpes était sans doute d'une bonne stratégie; mais ce n'était pas tout, car si l'ennemi attaquait à cent lieues des Alpes, comme il pouvait le faire, les Alpes devenaient un point extrêmement secondaire. Voici la situation de nos armées au commencement de la campagne : il devait y avoir en Hollande une armée d'observation forte de vingt mille hommes; une seconde armée d'observation de quarante mille hommes du côté de Mayence; une troisième armée active de quatre-vingt mille, destinée à déboucher en Allemagne et à opérer dans la vallée du Danube, dut être réunie à Strasbourg; une quatrième, de quarante mille, fut envoyée dans les Alpes pour prêter main-forte à celles qui agiraient sur le Danube et en Italie; une cinquième, de quatre-vingt mille hommes, était destinée à opérer sur la ligne de l'Adige et devait repousser les Autrichiens de toute l'Italie; enfin une sixième, de quarante mille hommes, avait la surveillance de Naples et de la basse Italie. C'étaient donc trois cent mille hommes, indépendamment des garni-

Digitized by Google

sons, qu'il fallait mettre sur pied. Mais le Directoire était loin d'avoir cette masse de troupes; chacune de ces armées n'avait guère que moitié du nombre auquel elle devait être portée. Les armées d'observation étaient éparpillées sur une vaste étendue de pays, et celles qui devaient entrer en campagne étaient dans un trop grand éloignement l'une de l'autre pour se secourir mutuellement. Le vice de cette conception tenait un peu à la situation des républiques fondées par la France; il fallait les secourir, les défendre, si on ne voulait les laisser périr.

Le choix des généraux chargés de commander ces nombreuses armées présentait lui-même diverses difficultés assez graves. Nos plus grands capitaines, Bonaparte, Desaix, Kléber, étaient en Egypte; Moreau, bien digne de commander des masses de troupes, était en disgrâce depuis le 18 fructidor. Plusieurs membres du Directoire proposèrent de le placer de nouveau à la tête d'un grand commandement; Barras s'y opposa formellement, et il crut faire beaucoup en lui permettant de rentrer dans l'armée, sous le commandement de Schérer qui, sur le refus de Joubert et de Bernadotte, fut chargé du commandement de l'armée d'Italie, parce qu'il s'était fait une réputation par ses succès en Belgique et par la bataille de Loano. Après avoir longtemps refusé, à cause de ses années et de la faiblesse de sa santé, il fut obligé d'accepter. Jourdan reçut la conduite de la grande armée destinée à agir sur le Danube. Championnet, qui venait d'être traduit devant un conseil de guerre pour avoir résisté au Directoire, fut remplacé à Naples par Macdonald. Masséna reçut le commandement de l'armée de l'Helvétie.

Digitized by Google

L'Autriche avait, de son côté, fait de grands préparatifs. Outre ses deux cent mille hommes prêts à entrer en ligne, elle allait recevoir de la Russie un corps de soixante mille hommes, dont la bravoure était vantée dans toute l'Europe, et qui avaient pour général un capitaine déjà fameux, le célèbre Souwarow. Deux autres contingents russes devaient encore agir, de concert avec l'Angleterre, l'un en Hollande et l'autre sur Naples.

Le plan de campagne adopté par les deux nations a été vivement blâmé par les hommes compétents. Les deux peuples voulaient prendre pour base de leurs opérations les Alpes, rochers souvent inaccessibles, contre lesquels devaient se briser des troupes nombreuses, sans aucun succès effectif. Vainement l'archiduc Charles représenta qu'il valait mieux faire la guerre en plaine, où, avec une nombreuse cavalerie, on obtiendrait des succès plus marquants ; le conseil aulique, qui dirigeait la guerre du fond du cabinet, repoussa ses vues. L'archiduc Charles prit position en Bavière, avec cinquante-quatre mille fantassins et vingt-quatre mille chevaux; le général Hotze occupa le Vorarlberg tout le long du Rhin, jusqu'à son embouchure dans le lac de Constance, avec vingt-quatre mille fantassins et deux mille chevaux; Bellegarde était dans le Tyrol, avec quarante-six mille hommes, dont deux mille cavaliers; Kray avait sur l'Adige soixante-quatre mille fantassins et onze mille chevaux, ce qui faisait soixante-quinze mille hommes en tout.

La guerre n'était pas encore déclarée, le Directoire souhaitait la voir commencer, sans oser demander aux Conseils l'autorisation prescrite par la Constitution pour

Digitized by Google

ouvrir la campagne. Il résolut de presser si vivement les Autrichiens, qu'ils seraient obligés de tirer le premier coup de canon, ce qui lui donnerait à lui-même un motif suffisant pour demander aux Conseils le pouvoir de répondre et d'entreprendre la conquête de l'Allemagne.

Le pays des Grisons, divisé en deux factions, dont l'une inclinait pour la vieille constitution et s'appuyait sur l'Autriche, et dont l'autre se déclarait pour la république helvétique et la France, fut occupé par les Autrichiens. Masséna reçut l'ordre de leur enjoindre d'abandonner le territoire des Grisons et de les attaquer s'ils n'obtempéraient à cette sommation. Le Directoire fit en même temps remettre à la cour de Vienne une note dans laquelle il exigeait la suspension de la marche des troupes russes. Le conseil aulique n'ayant même pas daigné répondre à cette note, Jourdan, après huit jours d'attente, franchit le Rhin, et l'archiduc Charles traversa la Lech. En même temps Masséna, par une habile manœuvre, se rendait maître de tout le cours du Rhin, depuis sa source jusqu'à son embouchure dans le lac de Constance. Cette occupation, que l'ennemi voulut empêcher, lui coûta quinze pièces de canon et cinq mille prisonniers. Le général Lecourbe franchissait le Rhin supérieur, traversait les plus hautes montagnes de l'Europe et s'avançait dans la vallée de l'Inn. Il devait être soutenu par le général Dessoles, qui avait reçu l'ordre de se porter de la Valteline sur le haut Adige. Dessoles n'ayant pu réaliser assez vite son mouvement, Lecourbe eut les flancs à découvert et se vit attaqué par le général autrichien Landon. Il se retourna, l'accabla, lui fit des prisonniers et continua sa marche vers l'Inn.

Digitized by Google

Le Directoire ayant enfin obtenu des Conseils la déclaration de guerre, l'adressa à Jourdan avec ordre d'attaquer aussitôt. Afin d'avoir ses deux ailes fortement défendues, et en même temps pour lier ses opérations à celles de Masséna, Jourdan appuya sa gauche au Danube et sa droite au lac de Constance. Mais, à mesure qu'il avançait, il étendait sa ligne aux dépens de son centre.

Le 22 mars au matin, l'archiduc Charles attaqua avec force le centre de Jourdan, qui se vit obligé d'opérer sa retraite.

Cet échec, de fort mauvais augure au début d'une campagne, ne rebuta cependant pas notre général en chef. Sachant que Masséna s'avançait au-delà du Rhin, et comptant sur sa coopération, il se porta en masse du côté du lac de Constance, pour reprendre sur l'archiduc le point important de Stockah, où se croisent les routes de Souabe et de Suisse. On se battit pendant toute la journée avec un égal courage des deux côtés, et avec une grande habileté de la part de l'archiduc, qui parvint à faire reculer Saint-Cyr et le général Soult. Comme l'affaire avait été très meurtrière de part et d'autre (nous avions eu cinq mille hommes hors de combat), notre armée ne fut pas inquiétée le lendemain.

Quoique la bataille n'eût pas été précisément perdue, que Jourdan eût couché sur le champ de bataille et qu'il eût rallié ses corps les plus compromis, il était cependant nécessaire d'opérer la retraite, soit du côté du Rhin, sur lequel on pouvait s'appuyer, soit sur les Alpes, en se joignant à Masséna. La prudence commandait ce dernier parti; mais Jourdan préféra aller s'établir dans les

Digitized by Google

gorges de la forêt Noire, où il laissa son armée sous les ordres de son chef d'état-major Ernould, et retourna à Paris faire des plaintes au Directoire sur l'infériorité numérique où on le laissait : démarche au moins inutile, car ses échecs étaient le langage le plus énergique qu'il pût faire entendre. Si le conseil aulique avait permis à l'archiduc Charles d'exécuter son plan, de marcher vers le Rhin, d'y pousser l'armée française découragée, cette tentative aurait pu avoir le plus grand succès, car n'ayant aucun corps sur le Rhin pour la renforcer, notre armée aurait pu être détruite. Remontant ensuite vers la Suisse, l'archiduc aurait compromis et peut-être écrasé les corps de Masséna. Mais le conseil aulique, toujours persuadé qu'il fallait opérer dans les montagnes, défendit à l'archiduc de se diriger vers le Rhin avant d'avoir fait évacuer la Suisse.

Masséna obtenait alors des succès balancés par des revers. Tandis que Lecourbe à Taufers, et Dessoles à Nauders livraient de brillants combats et faisaient trois ou quatre mille prisonniers, Masséna perdait plus de deux mille hommes dans l'attaque de la position de Feldkirch, sans pouvoir l'emporter.

L'armée d'Italie était forte de cent vingt mille hommes, dont trente mille jeunes soldats furent jetés dans les places fortes; trente mille sous Macdonald gardèrent Rome et Naples; cinq mille sous les ordres du général Gauthier occupèrent la Toscane, et cinq mille sous le général Dessoles agirent dans la Valteline. Il restait donc environ cinquante mille hommes pour attaquer la ligne de l'Adige.

Les Autrichiens, qui avaient environ soixante mille

Digitized by Google

hommes sur ce point, devaient bientôt être renforcés par Mélas et Souwarow, appelés au commandement général de l'armée destinée à agir en Italie. Le baron Kray, qui commandait les Autrichiens, en attendant Mélas et Souwarow, avait fait des travaux de défense très considérables à Rivoli, où il avait établi un camp fortement retranché. C'est par là que Schérer voulut commencer l'attaque. Persuadé que s'il enlevait ce camp retranché, il pourrait facilement traverser l'Adige et couper la retraite aux Autrichiens cantonnés sur la partie basse du fleuve, il ordonna aux divisions Sérurier, Delmas et Grenier d'effectuer cette attaque ; Moreau, devenu simple général de division, dut, avec les généraux Hatry et Victor, inquiéter Vérone. Les divisions chargées d'opérer sur Rivoli enlevèrent le camp retranché avec une valeur digne de la vieille armée d'Italie, firent quinze cents prisonniers, prirent plusieurs pièces de canon et forcèrent les ennemis à repasser l'Adige.

Moreau attaqua du côté de Vérone avec une grande vigueur les Autrichiens, qui, de leur côté, déployèrent beaucoup de valeur. Le pont de San-Massimo fut pris et repris sept fois et demeura enfin en notre pouvoir. Montrichard, chargé de faire une démonstration sur Legnago, se trouvant trop faible, éprouva des pertes assez considérables et parvint heureusement à opérer sa retraite vers Moreau.

Maître de deux ponts sur l'Adige, Schérer, qui aurait dû agir avec vivacité et se jeter en masse sur Vérone, perdit trois jours à délibérer ; il ordonna enfin à Sérurier de passer le fleuve à Salo et d'en descendre la rive gauche pour se porter sur Vérone, où il devait arriver lui-même

Digitized by Google

par le bas Adige. Sérurier, arrêté par des forces supérieures, fut obligé de retourner sur ses pas pour repasser le fleuve à Salo, perdit beaucoup de monde dans une retraite précipitée, et laissa quinze cents prisonniers entre les mains de ses ennemis.

Voyant Schérer sur le bas Adige, où il avait réuni les débris de la division Sérurier, Kray déboucha en masse devant Vérone pour tenter de couper la colonne en différents tronçons, puis les accabler les uns après les autres. Moreau ayant pressenti ce mouvement, en prévint Schérer et lui conseilla de réunir ses divisions pour faire front du côté de Vérone, tandis que lui-même attaquerait l'aile gauche autrichienne.

L'armée se concentrait lorsqu'elle fut attaquée par Kray, près de Magnano. Au premier choc, les deux ailes droites furent victorieuses : Kray enlevait Villafranca; mais son aile gauche ayant été mise en déroute par Victor, Grenier et Moreau, qui atteignirent les glacis de Vérone, il fut obligé de renoncer à son plan pour contenir notre aile droite, qu'il arrêta et força de reculer. La lutte recommença avec un nouvel acharnement sur toute la ligne; la nuit arrêta le combat. Quoique les pertes eussent été à peu près égales de part et d'autre, le désavantage de la journée fut pour nous et nous obligea de repasser le Mincio.

Placé entre Mantoue et Peschiera, Schérer aurait pu appeler Macdonald du fond de l'Italie et reprendre l'offensive; mais, effrayé de la présence d'un ennemi vainqueur, il se replia derrière l'Oglio et enfin au-delà de l'Adda. Cette retraite mettait dans une position très dangereuse Masséna, qui se trouvait ainsi débordé sur ses

Digitized by Google

deux ailes. L'armée de Jourdan, épouvantée de la présence d'un faible corps du prince Charles, s'étant repliée sur le Rhin, et celle de Schérer ayant repassé l'Adda, Masséna dut aussi opérer sa retraite pour ne pas être pris en flanc de deux côtés et être écrasé.

A ces sujets d'inquiétude vint bientôt se joindre un événement extrêmement odieux, qui couvre d'ignominie ceux à qui on peut l'attribuer. Le congrès chargé de traiter à Rastadt des conditions de la paix, semblait devoir réussir tandis que nos armées étaient victorieuses; mais une fois que Jourdan, Schérer et Masséna se virent obligés d'opérer leur retraite, les négociateurs autrichiens se montrèrent plus exigeants, et le congrès finit par être dissous. La cour d'Autriche sachant que les petits princes allemands avaient intrigué auprès des plénipotentiaires français, désirait connaître jusqu'à quel point ils s'étaient engagés envers notre nation; pour cela, on ordonna d'aposter des hussards pour s'emparer du fourgon dans lequel étaient renfermés les papiers des ministres plénipotentiaires. Bonnier, Roberjot et Jean Debry, nos ministres au congrès, venaient de sortir de Rastadt quand leurs voitures furent attaquées par des soldats ivres qui frappèrent les envoyés et laissèrent sur la place Bonnier et Roberjot; Jean Debry, blessé à la tête, put se sauver et trouva un asile chez le ministre de Prusse.

Les événements malheureux qui se succédaient presque sans interruption, avaient fait une profonde sensation sur l'esprit des Conseils, qui attribuaient tous nos désastres au Directoire, contre lequel ils accumulaient les accusations. Si nos armées avaient été entièrement abandonnées, si leurs rangs s'étaient éclaircis par la dé-

Digitized by Google

sertion, si les cadres n'avaient pas été remplis, on en rejetait la responsabilité sur ce gouvernement dont l'impéritie avait retenu à l'intérieur un grand nombre de vieux bataillons afin de gêner la liberté des élections. Non content d'affaiblir ainsi nos armées, il les avait encore privées de magasins, de vivres, d'effets d'équipement, de moyens de transport et de chevaux de remonte; conséquences funestes de ces administrations voraces qui avaient consumé inutilement plus de six cent millions. Envisageant ensuite la question sous le point de vue du commandement, ils montraient qu'au lieu d'employer nos plus habiles généraux, ils avaient mis dans les fers Championnet, le vainqueur de Naples, parce qu'il s'était opposé à la rapacité des administrateurs; ils avaient réduit Moreau à un rôle secondaire; ils avaient laissé sans commandement Joubert, le vainqueur du Tyrol, et Augereau, l'un des héros d'Italie, et pourquoi? pour placer à la tête de nos armées un Schérer, dont l'administration avait préparé nos défaites. On accusait le Directoire d'avoir prescrit l'expédition d'Egypte, afin d'éloigner les grandes capacités qui auraient pu lui porter ombrage. Remontant à la cause de la guerre si ruineuse pour la nation et pour le peuple, on la signalait dans le gouvernement qui cherchait à se soutenir par les moyens les plus machiavéliques. Ces reproches, dont quelques-uns étaient exagérés, étaient répétés par la tribune, les journaux et dans les cercles.

Tous les partis, fatigués d'un gouvernement sans nom où le puritanisme prétendait s'allier à la corruption, se préparaient à le renverser par les élections qui allaient se faire. Barras, avec son excessive dépravation, son ter-

Digitized by Google

rorisme qui se mariait à une sorte de royalisme, était encore le moins détesté des Directeurs. Rewbell, qui se faisait une réputation de puritain, supportait avec patience Rapinat, son beau-frère, surnommé à juste titre le Verrès de la Suisse, et dont la société de Barras faisait des plaisanteries qui auraient pu exciter le rire, si elles n'avaient pas eu un objet si sérieux. La Réveillère devenait toujours plus ridicule par sa prétendue théophilanthropie. Merlin et Treilhard, quoique plus nouveaux au Directoire et surtout moins en vue que les anciens, étaient enveloppés dans la réprobation générale.

C'est sous cette impression que furent faites les élections de l'an VII. Beaucoup de patriotes et de personnages mécontents furent envoyés aux Conseils, et cette fois il ne fut pas possible, comme l'année précédente, de les exclure. Jourdan, qui faisait retomber ses revers sur le Directoire, Augereau, fort mécontent de se voir laissé sans emploi, furent nommés représentants.

Le renouvellement annuel d'un membre du Directoire coïncidait avec les élections pour les Conseils. Rewbell, regardé comme le plus capable des Directeurs, sortit par le sort et ternit alors la réputation d'intégrité qu'il s'était faite. Les Directeurs conservés avaient auparavant fait un arrangement entre eux; ils devaient donner chacun dix mille francs à celui des membres qui sortirait. Ce sacrifice ayant paru trop lourd, Rewbell prit sur les fonds secrets cent mille francs, qu'il emporta avec le mobilier qui lui avait été accordé en entrant au Directoire. Voilà la probité du plus pur des Directeurs!

Les Conseils voulant rendre un peu de considération au Directoire jetèrent les yeux, pour remplacer Rewbell,

Digitized by Google

sur la plus grande capacité politique de l'époque, sur Sièyes, qui venait d'ajouter encore à sa réputation par son ambassade en Prusse. Si la neutralité avait continué à être gardée par cette puissance, on l'attribuait généralement à l'habileté de Sièyes. Cette élection avait cependant encore une autre signification; elle indiquait de la part des Conseils la volonté bien décidée d'apporter de grands changements dans la marche des affaires; et bientôt de nouveaux malheurs arrivés à nos armées devaient rendre encore plus vive l'opposition et fournir aux ennemis du Directoire des armes pour le frapper.

Nos armées présentaient un singulier aspect au nord et au midi. Ce n'était plus cette valeur indomptable que rien n'arrête, cette ardente vivacité qui va au devant des obstacles loin de les fuir, ce n'était plus cette confiance qui double les forces, c'était un découragement général qu'aucun grand exploit ne venait relever. Mis à la tête de l'armée de la Suisse et de celle du Danube, Masséna, après avoir fait refluer dans les Alpes la plus grande partie des troupes qu'avait commandées Jourdan, se plaça devant la Limmat (ou Linth) qui sort du lac de Zurich et va finir dans l'Aar, non loin de l'embouchure de cette rivière. Il aurait dû profiter de la division de l'armée de l'archiduc Charles, qui traversa le Rhin en dessus et au-dessous du lac de Constance, pour attaquer séparément les deux corps et les culbuter l'un après l'autre; mais il ne songea à faire ce mouvement que lorsque les deux ailes des ennemis furent assez rapprochées pour se secourir mutuellement. Il remporta quelques avantages sur chacun des deux corps grâce à son activité; toutefois, il ne put empêcher leur jonction. Il se hâta alors de

Digitized by Google

se replier sur la ligne de la Limmat et de Zurich où il se prépara à recevoir l'ennemi.

Malgré la force de la ligne occupée par Masséna, l'archiduc, déterminé à l'attaquer, aborda avec la plus grande fermeté les hauteurs retranchées par les Français, renouvela pendant deux jours ses attaques sur le front de nos retranchements et nous fit subir des pertes très fortes. Craignant d'être enfoncé, notre général se hâta de quitter ses positions, opéra sa retraite avec ordre, abandonna Zurich aux Autrichiens et alla occuper les monts de l'Albis, qui présentent un escarpement continu et presque inattaquable. L'archiduc trouva la position tellement formidable, qu'il ne voulut pas se risquer à l'attaquer.

En Italie nous éprouvions des revers accablants. Le fameux Souwarow, qui avait acquis le surnom d'Invincible dans les guerres contre les Turcs et en Pologne, était arrivé en Italie précédé d'une réputation colossale. Qu'on ne s'attende pas à de grandes manœuvres, à des traits de génie militaire; Souwarow n'avait qu'une seule combinaison, faire marcher ses soldats la baïonnette en avant, sans se laisser détourner ni par les balles, ni par la mitraille, ni par les charges de cavalerie. Avec cette valeur qui tient plus du sauvage que de l'homme civilisé, il croyait pouvoir tout vaincre. Ce n'était pas sans un souverain mépris que, prenant en main le commandement général de l'armée autrichienne, il en chassait *les femmes*, *les petits maîtres*, *les paresseux*, et il traitait de ce nom tout ce qui ne savait pas manier la baïonnette.

Schérer, qui se trouvait en tête d'un pareil adversaire,

Digitized by Google

n'ayant que trente mille hommes à opposer aux quatre-vingt-dix mille Russes-Autrichiens, commit l'énorme faute de les étendre le long de l'Adda, à une telle distance, que la division Sérurier était à Lecco à la sortie de l'Adda du lac Lecco, et que Montrichard se trouvait sur les limites du Modénais et sur les montagnes de Gênes pour maintenir les communications avec Macdonald, qui devait déboucher par la Toscane. C'était une ligne de vingt-huit lieues, beaucoup trop longue pour pouvoir résister à une attaque sérieuse.

Lorsque Schérer vit l'Adda forcé, il perdit la tête et remit le commandement à Moreau, qui aurait pu le refuser dans un moment désespéré; mais un vrai militaire ne doit point se laisser dominer par ces petites susceptibilités. Il y a aussi de l'héroïsme à accepter la responsabilité d'une défaite certaine pour sauver les débris d'une armée.

En arrivant sur l'Adda, Souwarow divisa son armée en trois colonnes, pour attaquer les principales positions des Français. Celle de droite se porta sur la pointe du lac de Côme et sur le Lecco; celle de gauche se posta vis-à-vis la tête du pont de Casano; le centre bivaqua sur l'Adda. Pendant la nuit deux ponts furent jetés par les ennemis, et malgré la difficulté de la situation, les Russes passèrent la rivière, tombèrent sur nos corps détachés et les replièrent jusqu'à Pozzo. La division Grenier, après avoir fait de grands efforts pour arrêter l'ennemi, se vit obligée de se retirer du côté de Milan. Sérurier, ayant abandonné le lac de Côme, fut pris en tête et en queue par les Russes, et après une belle défense fut contraint de mettre bas les armes. Moreau fut lui-même forcé d'aban-

Digitized by Google

donner sa position de Casano. Cette journée ne nous laissant plus d'espoir de conserver le Milanais, l'armée française, qui avait perdu plus de six mille hommes, se décida à l'évacuer.

Moreau, à qui il ne restait guère plus de vingt mille hommes, ne se laissa pas effrayer; aussi calme que pendant sa belle retraite en Allemagne, il mérita, au jugement des hommes de guerre, plus d'éloges encore. Après avoir couvert Milan pour faire évacuer nos parcs et laisser aux membres du gouvernement cisalpin et à tous les Milanais compromis le temps de se mettre en sûreté, il s'avança vers le Pô, couvrant le matériel et les hommes qui quittaient leur patrie pour sauver leurs jours. Souwarow, au lieu de fondre avec ses masses victorieuses sur un ennemi en retraite, marchait à pas lents et permit à Moreau de diriger l'une de ses colonnes vers Turin, et l'autre sur Alexandrie pour occuper les routes et les Rivières de Gênes, point vers lequel Macdonald devait venir le rejoindre. Après avoir heureusement dirigé tous les bagages de Turin sur la France, et avoir mis en état de défense la capitale du Piémont, il alla reprendre le commandement de la colonne qu'il avait dirigée sur Alexandrie. Il prit une position extrêmement avantageuse sur le Tanaro et occupa Casale, Valence et Alexandrie, chaîne de postes très importants.

En obtenant la jonction de l'armée du Tyrol à la sienne, Souwarow s'était engagé à assiéger à la fois Peschiera, Mantoue et Pizzighettone, ce qui l'obligea à diriger plusieurs corps sur ces points et retarda sa marche. Il vint à la tête de quarante mille hommes longer le Pô et se porta sur le Tanaro, dans une position ex-

Digitized by Google

cellente, parce qu'elle coupait le point de jonction entre Macdonald et Moreau. Il tenta cependant le passage à la faveur d'une île boisée qui se trouvait au milieu du fleuve. Deux mille Russes, qui avaient franchi le Tanaro avec beaucoup de courage, furent en un instant culbutés dans l'eau malgré leur froide valeur. Reconnaissant alors que le passage serait trop dangereux en face d'un habile capitaine, Souwarow laissa dans son camp le nombre d'hommes nécessaires pour le défendre et courut avec le reste faire le siége de Turin, qu'il emporta en effet et où il trouva des magasins immenses.

Moreau, surpris de l'immobilité des troupes qu'il avait en face et craignant que son adversaire n'eût fait un détour sur ses derrières pour lui couper la retraite, résolut à son tour de passer le Tanaro vers Alexandrie, de tâter les Russes et de les écraser s'ils étaient en petit nombre. Une faible attaque d'avant-garde ayant été repoussée avec une grande vigueur par des masses considérables, Moreau dut redouter de se commettre avec toute l'armée russe; il se retira et résolut d'opérer sa retraite vers la Rivière de Gênes. Plusieurs motifs l'engageaient à cette détermination; la tentative qu'il venait de faire lui avait fait abandonner ses positions; la population piémontaise, qui gémissait depuis longtemps du joug des Français, commençait à se soulever; Céva, qui coupait la seule route praticable pour l'artillerie, venait de tomber entre les mains de nos ennemis. Moreau se retira sur Asti, achemina par le col de Fénestrelle la plus grande partie de ses parcs et ouvrit un passage par l'Apennin en faisant construire une route par ses propres soldats. C'est ainsi que, sans avoir pris le long détour par le col de Tende, il se trouva sur la Rivière de Gênes.

Digitized by Google

Moreau espérait attirer à lui, par les bords de la Méditerranée, le général Macdonald, et avoir ainsi une armée de cinquante mille hommes, forces bien supérieures à celles de ses ennemis, avec lesquelles il espérait reprendre l'offensive, descendre dans les plaines du Pô et couper les routes par lesquelles son adversaire pouvait recevoir des renforts. Mais Macdonald, obligé de rallier les débris des légions Grenier, Gauthier et Montrichard, avait perdu un temps considérable dans la Toscane, ce qui retarda sa marche de quelques jours et causa sa perte. Souwarow, par une des plus fameuses manœuvres des fastes militaires, afin de détruire l'armée de Macdonald avant qu'elle eût fait sa jonction avec celle de Moreau, plaça Bellegarde à Novi pour observer celui-ci, prescrivit à Kray de lui faire passer le plus rapidement possible tous les hommes qui n'étaient point nécessaires à Mantoue, et ordonna au général Ott de s'avancer sur la Trebbia aux environs de Plaisance.

Après avoir évité les divisions Victor et Poype, dirigées par Moreau pour tomber sur ses flancs, s'il marchait à la rencontre de Macdonald, Souwarow s'avança contre celui-ci sans avoir été aperçu. Le corps placé sous le commandement de Hohenzollern ayant été battu du côté de Modène, Macdonald crut pouvoir prendre vivement l'initiative, avec l'espoir de vaincre le général Ott, qu'il supposait s'être avancé témérairement sur la Trebbia. Entraîné par la retraite d'Ott, qu'il prenait pour une fuite, il fut bientôt en face de l'armée russe, eut son centre enfoncé par Souwarow et fut obligé de replier toutes nos troupes sur la Trebbia.

Le lendemain de cette journée, qui n'avait été qu'un

Digitized by Google

essai et où le tiers de nos troupes à peine avait été engagé, Macdonald rallia toutes ses divisions. Souwarow déjoua ce calcul, et dès le lendemain, 18 juin, il se présenta en ligne à l'aube du jour, attaqua Macdonald, qui tenta de s'avancer par la route de Rivoli, le seul point par où il pût échapper. Il fut vigoureusement repoussé et obligé de se replier derrière un ravin, et dès-lors on se contenta de se canonner. Le 19, comptant sur le concours de Moreau, Macdonald renouvela l'attaque avec une vigueur inouïe; mais Moreau alla culbuter Bellegarde et laissa écraser Macdonald, qui fit des pertes énormes.

Le quatrième jour Macdonald opéra sa retraite avec ordre, malgré les efforts de Souwarow, qui avait été instruit de la situation désastreuse du capitaine français par un billet que celui-ci adressait à Moreau. La division Victor, enveloppée par les Russes, fut rompue et laissa entre leurs mains un très grand nombre de prisonniers. Macdonald, qui avait perdu en peu de jours quatorze ou quinze mille hommes en tués, blessés ou prisonniers, échappa grâce au canon de Moreau, dont le retentissement sur ses derrières troubla vivement Souwarow. Un capitaine plus entreprenant que lui ne se serait pas laissé ainsi distraire; il aurait mieux aimé anéantir une armée en fuite que de sauver quelques hommes qui, d'ailleurs, ne pouvaient être plus maltraités, car Bellegarde se retirait après avoir essuyé une perte de trois mille hommes. Macdonald étant parvenu à opérer heureusement sa jonction avec Moreau, n'avait plus rien à craindre.

Les conséquences de la journée de la Trebbia, si désastreuse pour nos armées et pour le reste de la campagne,

Digitized by Google

ouverte à peine depuis trois mois, ont fait peser une grande responsabilité sur les deux généraux français qui étaient alors rapprochés l'un de l'autre. Macdonald accusa Moreau de n'être point accouru à son secours; et celui-ci attribua à son tour les désastres de son collègue à la lenteur qu'il avait apportée dans sa marche. Il nous semble que tous deux eurent quelque chose à se reprocher. Si Moreau avait apporté toute la vigilance nécessaire, il eût incontestablement été informé d'un engagement qui dura trois jours.

§ VII. *Journée du 30 prairial. — Etat de nos armées. — Egypte. — Saint-Jean-d'Acre. — 18 brumaire (18 juin - 11 novembre 1799).*

Le mouvement imprimé à l'opinion publique, la nouvelle de nos revers et de l'assassinat de nos plénipotentiaires à Rastadt, réagissaient sur les Conseils, qui modifièrent le gouvernement et remplacèrent Rewbell par Sièyes; mais il ne suffisait pas d'un faiseur de constitutions pour ramener l'ordre dans la nation.

Comme on sentait que le premier besoin des armées est l'argent, on chercha à s'en procurer en doublant l'impôt des portes et fenêtres, en assujettissant au droit de timbre tous les imprimés, en ordonnant une subvention extraordinaire de guerre sur les droits d'enregistrement, de timbre, d'hypothèque, en établissant une nouvelle taxe sur les tabacs.

Les mots de conspiration retentissaient partout; on ne parlait que de bandes qui répandaient la désolation dans toute la France; on disait que le royalisme prépa-

Digitized by Google

rait une réaction épouvantable. Les uns travaillaient pour Bonaparte, d'autres songeaient au duc d'Orléans, beaucoup avaient les yeux tournés vers Louis XVIII.

Le Corps législatif vint encore augmenter l'inquiétude par un message au peuple français, dans lequel il sommait le Directoire de rendre compte de la situation de l'Etat. Comme le Directoire ne répondait pas au Corps législatif, celui-ci se déclara en permanence. Enfin le Directoire répondit et fit retomber les revers de nos armées et les troubles intérieurs sur le Corps législatif, trop parcimonieux dans le vote des fonds. Cette réponse était la preuve d'une dissidence profonde entre le pouvoir exécutif et la puissance législative. On élimina Treilhard du Directoire, avec l'intention de renvoyer aussi Merlin et La Réveillère.

La Réveillère-Lepeaux était un homme trop énergique pour se déterminer à se retirer sans l'emploi de moyens extraordinaires. On fit concourir d'abord l'intervention de quelques amis qui, dans la soirée du 29 prairial, allèrent le conjurer, lui et Merlin, de donner leur démission. Sièyes, en présence des membres du Directoire, fit à son tour des efforts aussi vains. Le 30, dans la séance où Gohier devait être installé, Barras parut l'épée au côté et attaqua Merlin avec une grande violence, fit de lui la peinture la plus ridicule, le représenta comme une espèce de fier-à-bras, méditant avec une réunion de coupe-jarrets un coup d'Etat contre ses collègues et les Conseils. La Réveillère étant intervenu en faveur de son ami, et ayant fait l'histoire du Directoire de manière à faire trembler Barras, celui-ci se leva en bondissant et l'attaqua avec une violence extrême.

Digitized by Google

La Réveillère resta inébranlable au milieu de cette scène, qui fut en un moment rapportée aux Cinq-Cents. Ceux-ci commencèrent aussitôt l'attaque la plus violente contre les actes du Directoire, dont on fit supporter toute la responsabilité à Merlin et à son ami. On s'en était tenu à des paroles générales, lorsque Boulay (de la Meurthe) prit la parole et attaqua personnellement les deux directeurs, représenta Merlin comme un jurisconsulte farouche, « digne d'être le garde des sceaux d'un Louis XI. » L'exaspération était au comble. Il était évident qu'on allait recourir à des mesures extraordinaires, si les directeurs ne donnaient leur démission. Des amis communs accoururent de nouveau auprès d'eux et les déterminèrent à se départir d'une obstination qui pouvait attirer de grands malheurs sur la patrie. La Réveillère et Merlin, vaincus alors, donnèrent leur démission.

La Réveillère, l'un des hommes les plus énergiques du Directoire, se retira dans une petite maison à Andilly, sans vouloir rien recevoir sur les fonds secrets, ni même rien accepter du mobilier que l'Etat avait mis à sa disposition.

Malgré la caducité de la Constitution et les prévisions de sa fin prochaine, aucun des partis n'osant cependant encore l'attaquer de front, on compléta le Directoire en nommant Roger-Ducos et Moulin, l'un dévoué à Sièyes, et le second patriote ardent, mais tous deux personnages de peu de capacité. Le Directoire, tel qu'il venait d'être recomposé, présentait bien plus de nullité et moins d'harmonie que le précédent. Il n'y avait réellement qu'un homme supérieur dans son sein, c'était Sièyes, qui, n'ayant d'appui solide que dans Roger-Ducos, ne pouvait faire passer facilement ses avis.

Digitized by Google

Le premier soin du nouveau gouvernement fut de changer les agents qui ne répondaient pas à ses idées. Championnet, ce héros de Naples si vanté, vit tomber ses chaînes et fut revêtu du commandement d'une armée qu'on se proposait d'établir le long des grandes Alpes. Joubert, chaud patriote qui avait été appelé au commandement de la 17e division pour imposer à ceux qui auraient été tentés d'essayer un coup de main sur les Conseils, fut nommé au commandement de l'armée d'Italie, qui venait d'être sauvée par Moreau; celui-ci fut nommé commandant général de l'armée du Rhin, dont les cadres n'étaient pas encore formés. Ramel, ministre des finances, céda son portefeuille à Robert Lindet, ancien membre du Comité de salut public, qui, après avoir été abreuvé d'outrages par les modérés, se vit à regret obligé de prendre encore en main le soin de nos finances. Talleyrand, trop peu agréable aux patriotes, sut se retirer à propos et confia son portefeuille des affaires étrangères à Reinhard, son élève, qui le conservait pour le lui remettre lorsque les idées seraient un peu moins exaltées. Cambacérès prit la main de justice; Fouché, adroit jacobin, fut envoyé à La Haye, et Bernadotte chargé du ministère de la guerre, pour réorganiser l'armée et réprimer sévèrement l'odieuse exaction des fournisseurs.

Les Conseils, satisfaits de ces changements, mirent à la disposition du Directoire toutes les ressources qu'il pouvait demander : ils accordèrent la levée complète de cinq classes de conscrits, et, pour avoir les fonds nécessaires à leur équipement, on décréta un emprunt forcé et progressif de cent millions. Comme on voulait baser la progression sur la fortune réelle et non sur les impositions, il fallut nommer un jury d'examen des fortunes.

Digitized by Google

Quoique la paix fût rétablie dans les provinces de l'Ouest, cependant il y avait encore des agitations qui compromettaient la tranquillité publique. On vota alors la loi célèbre des otages. « Toutes les fois qu'une commune était reconnue en état notoire de désordre, les parents ou alliés d'émigrés, les ci-devant nobles, les ascendants des individus connus pour faire partie des rassemblements, étaient considérés comme otages et comme civilement et personnellement responsables des brigandages commis. Les administrations centrales devaient désigner les individus choisis pour otages et les faire enfermer dans des maisons choisies pour cet objet. Ils devaient y vivre à leurs frais et à leur gré, et demeurer enfermés pendant toute la durée du désordre. Quand les désordres iraient jusqu'à l'assassinat, il devait y avoir quatre déportés pour un assassinat. On conçoit tout ce qui pouvait se dire pour ou contre cette loi. — C'était, disaient ses partisans, le seul moyen d'atteindre les auteurs des désordres, et ce moyen était doux et humain. »

Les élections ayant beaucoup souffert de l'influence du Directoire, on fit une loi pour empêcher en ce point les abus et les influences du gouvernement.

Pour couronner toutes ces mesures protectrices de la liberté des citoyens, on proposa de faire une loi sur le difficile sujet de la liberté de la presse. N'ayant pu s'entendre, l'Assemblée laissa la presse indéfiniment libre.

La partie la plus difficile du gouvernement était toujours la guerre. Le ministre des finances ne pouvant réaliser l'emprunt en un moment, avait obtenu des bons des plus fameux financiers français et avait pu ainsi fournir aux premières dépenses de la guerre. Berna-

Digitized by Google

dotte, non content d'envoyer aux armées toutes les vieilles bandes qui se trouvaient encore en France et de faire exercer les conscrits, rédigeait aussi un plan de campagne. Regardant l'occupation de la Suisse comme un point très important pour empêcher l'armée austro-russe d'Italie de communiquer avec l'archiduc Charles, il prescrivit à Masséna d'occuper toutes les montagnes jusqu'au Saint-Gothard, consentant bien à lui envoyer de nouvelles troupes, mais il exigeait que Masséna détachât vingt mille de ses meilleurs soldats pour servir de noyau à une nouvelle armée du Danube. Masséna offrit sa démission, qui ne fut pas acceptée. Le ministre modifia ses idées et se contenta d'exiger que Masséna occupât les Alpes jusqu'au Saint-Gothard, afin d'empêcher la jonction des armées ennemies. Pour réaliser cet ordre plein de prudence, Masséna porta le général Lecourbe jusqu'au sommet des grandes Alpes, qui rentrèrent ainsi sous la domination de la France. On reproche à ce capitaine de n'avoir point exécuté un mouvement très important contre l'armée de l'archiduc Charles, qu'il aurait pu battre tandis que Joubert se mesurait avec Souwarow en Italie.

Souwarow ne pouvait conduire son armée à son gré, car il était obligé de se soumettre aux volontés du conseil aulique qui, regardant comme un point essentiel la prise des villes d'Italie restées au pouvoir des Français, avait voulu qu'on fît à la fois le siége de Peschiera, de Mantoue, de Pizzighettone, d'Alexandrie et des citadelles de Turin et de Milan. Moreau, dont les troupes s'élevaient, grâce à de considérables renforts, au même nombre que celles de Souwarow, aurait pu reprendre l'offensive avec

Digitized by Google

avantage; mais le Directoire lui avait défendu de tenter le sort des armes avant l'arrivée de Joubert, qui venait de recevoir le commandement général de l'armée d'Italie. Cependant Mantoue et Alexandrie tombèrent, ce qui donnait de nouveaux guerriers à Souwarow. Au lieu de courir au combat, Joubert passa plus d'un mois occupé des fêtes de ses noces. En s'arrachant aux bras de sa jeune épouse, il lui dit : « Tu me reverras mort ou vic-» torieux. » Quoique Moreau eût grand sujet d'être mécontent de ce qu'on lui ôtait le commandement d'une armée qu'il avait sauvée d'une destruction totale, il consentit cependant à rester encore auprès du jeune général et à l'aider de ses conseils.

Joubert se porta, à la tête de quarante mille hommes, contre Souwarow, dont l'armée, quelques jours auparavant, n'était pas plus forte que la sienne; mais il venait de recevoir dix mille hommes que Kray lui avait amenés après la chute de Mantoue. Joubert, instruit de cet accroissement de forces, sur l'avis de son conseil, se disposait à rentrer dans les Apennins, lorsqu'il fut attaqué dans les champs célèbres de Novi. L'armée française, formée en demi-cercle sur les pentes du Monte-Rotondo, dominant toute la plaine de Novi, eut à soutenir plusieurs attaques successives qu'elle repoussa avec vigueur. Mais Mélas arriva avec un corps considérable de Russes, prit place sur le champ de bataille, et bientôt écrasa la division Watrin. Moreau, qui avait pris le commandement général à la place de Joubert, tué dès le commencement de la bataille, ordonna la retraite. L'ennemi était trop fatigué pour nous poursuivre. La perte dans les deux armées était environ de dix mille hommes. Si nous avions

Digitized by Google

eu moins d'hommes tués, nous avions laissé plus de prisonniers entre les mains des Russes. Nous avions perdu outre cela le général en chef, quatre généraux de division, trente-sept bouches à feu et quatre drapeaux. Nos troupes avaient déployé un courage héroïque et montré un sang-froid et une ténacité peu communes. La responsabilité de la perte de la bataille de Novi ne peut être attribuée à Moreau, qui ne prit le commandement qu'au milieu de la mêlée. C'est Joubert qui, par sa lenteur, avait causé ce désastre.

Sur d'autres points, nous éprouvions des malheurs moins considérables, mais non moins sensibles. La Hollande, qui avait été pendant si longtemps la vassale de l'Angleterre, excitait vivement la jalousie de cette dernière puissance. Pitt, désirant la soumettre de nouveau à sa patrie, obtint de la Russie un corps de dix-sept mille hommes qui, joints à trente mille Anglais, devaient former une armée capable d'écraser les sept mille Français et les dix mille Bataves, uniques défenseurs de la Hollande. Ces coalisés débarquèrent au nord de la Hollande et s'établirent dans un camp fortifié, que le général Brune tenta vainement d'emporter. Sa retraite fut suivie d'un événement bien plus fâcheux. La flotte hollandaise retirée dans le Texel, voyant les Français éloignés, se souleva et se soumit au stathouder ou à l'Angleterre, car alors le stathouder était entièrement au gouvernement anglais, qui voulait le relever.

Les nouvelles de ces désastres, arrivées coup sur coup à Paris, y avaient causé la plus vive impression sur les partis, qui se rejetaient la cause de nos malheurs. Les patriotes, persuadés qu'il n'y avait de salut pour la patrie

Digitized by Google

que dans les mesures violentes, commencèrent à s'agiter. Ils reconstituèrent la Société des Jacobins, qui se réunit au Manége, dans l'ancienne salle de la Constituante, et fondèrent des journaux très exaltés. Les patriotes avaient pour appui non-seulement les débris du vieux jacobinisme, les restes des terroristes, mais encore des hommes considérables dans toutes les administrations. L'ardent Augereau et le prudent Jourdan aux Cinq-Cents, Bernadotte au ministère de la guerre, Marbot, commandant de la place de Paris, Gohier et Moulin dans les Conseils, soutenaient ce parti. Les *politiques*, qui dominaient aux Anciens et reconnaissaient Sièyes pour chef, s'unirent aux modérés, nommés alors royalistes, pour combattre les patriotes. Sièyes ayant eu le talent de s'attacher Barras, et disposant en maître de Royer-Ducos, devint ainsi maître de la position; il s'appuya fortement sur Fouché qui, après avoir appartenu au parti de la Terreur, était redevenu modéré depuis qu'il avait amassé ou plutôt volé une fortune immense dans ses différentes missions.

Pour essayer leurs forces et celles de leurs adversaires, Sièyes et ses amis fermèrent la salle du Manége avec tant de facilité, que les disciples des fameux Jacobins de 93 n'osèrent faire violence à une simple sentinelle. Sièyes fut traité cruellement dans les journaux : « Ce prêtre perfide, disaient les journaux patriotes, a vendu la République à la Prusse; il est convenu avec cette puissance de rétablir en France la monarchie et de donner la couronne à Brunswick. » Les Jacobins se réunirent de nouveau rue du Bac et furent dispersés avec une égale facilité.

Digitized by Google

Cependant les journaux patriotes poussaient des rugissements affreux contre les nouveaux triumvirs qui, ne se sentant pas assez appuyés par la législation ordinaire, faussèrent ou forcèrent un article de la Constitution qui accordait au Directoire le droit de lancer des mandats d'arrêt contre les auteurs ou complices de complots contre la Constitution. Appliquant ces mesures aux rédacteurs de onze journaux, Fouché les fit arrêter.

Cette razzia fit une grande sensation sur le public. On répandit les bruits les plus alarmants sur les projets des triumvirs, qu'on représentait comme des hommes disposés à renverser la Constitution.

Jourdan et ses amis déposèrent dans l'Assemblée la proposition de déclarer la patrie en danger, ce qui faisait disparaître les lois ordinaires pour faire place aux lois révolutionnaires. Cette proposition donna d'autant plus d'inquiétude aux triumvirs, que Bernadotte, ministre de la guerre, mécontent de ne pas avoir eu un grand commandement, se montrait très hostile. On disait même qu'il avait formé le dessein de monter à cheval, de se mettre à la tête des patriotes et de renverser les Conseils. Sieyès sut, par adresse, faire dire à Bernadotte qu'il donnerait sa démission pour un grand commandement. Les triumvirs se trouvant un jour seuls au Directoire, acceptèrent cette prétendue démission et nommèrent Dubois-Crancé pour le remplacer. Marbot, quelques jours auparavant, avait été remplacé par Lefebvre au commandement général de la place de Paris.

Les Cinq-Cents allaient voter sur la proposition de déclarer la patrie en danger, lorsque la nouvelle de la destitution déguisée de Bernadotte y arriva. Il serait

Digitized by Google

difficile de se faire une idée de l'agitation qu'elle y causa.

Ce tumulte avait montré aux politiques et aux modérés la nécessité de serrer leurs rangs. Aussi la proposition de Jourdan fut repoussée par une majorité de deux cent quarante-cinq voix contre cent soixante-onze.

L'anarchie était alors à son comble. La République croulait au dedans et au dehors. « Il ne faut plus de ba-» vards, répétait-on avec Sièyes, il nous faut une tête » et une épée. » Et on ne voyait d'autre tête et d'autre épée capable de sauver la patrie, que celle qui combattait en Orient et y avait renouvelé les prodiges de la fameuse campagne d'Italie.

Bonaparte, que nous avons laissé établissant un gouvernement presque français au Caire, avait continué ses opérations pour soumettre la fertile Egypte. Il avait placé Desaix à l'entrée de la Haute-Egypte pour en faire la conquête, lorsque la cessation de l'inondation aurait permis de se hasarder dans le pays. Mourad-Bey, vaincu aux Pyramides, y avait rallié quatre mille mameluks et huit mille fellahs; il fit des préparatifs de défense à peu près semblables à ceux que nous avons vus devant le Caire; un village fortifié, armé d'artillerie, servait de retraite à l'infanterie; quatre mille cavaliers, placés à côté, devaient fondre sur les troupes du général français. Desaix, qui n'avait guère que deux mille hommes, forma ses troupes en deux grands carrés, devant lesquels se trouvaient deux petits carrés pour amortir le choc des mameluks. Prompts comme la foudre, les quatre mille musulmans s'élancèrent sur nos carrés, enfoncèrent le petit, dont les hommes eurent la prudence

Digitized by Google

de se coucher, afin de permettre aux soldats du grand carré de tirer sur les ennemis. En vain les musulmans essaient de rompre nos rangs, en vain ils se précipitent en tumulte sur nos baïonnettes, ils viennent expirer sous la mitraille de notre artillerie ou percés par la pointe de nos glaives. Lorsque les fellahs virent les mameluks dispersés, ils se hâtèrent de prendre la fuite. Telle fut l'issue de la bataille de Sédiman. Nous fûmes alors maîtres de toute la Haute-Egypte; Desaix la traversa dans toute sa longueur et parvint jusqu'aux fameuses cataractes.

Cependant Bonaparte, dans des rêves presque semblables à ceux des Arabes, se formait un empire fantastique. La Syrie se présentait à son esprit, puis les vastes plaines de l'Euphrate; même la conquête de Constantinople ne lui paraissait pas impossible, parce qu'il espérait réunir les nombreux ennemis de l'Empire et en faire une armée. Il avait, dans le Liban, des intelligences qui exagéraient les secours qu'il pouvait tirer de la Syrie. Au commencement de février, Bonaparte se mit en marche avec les divisions Kléber, Régnier, Lannes, Bon et Murat, fortes de treize mille hommes environ. Ce qu'il y avait de plus remarquable dans cette armée, c'était le régiment des dromadaires, ainsi nommé parce que deux soldats, placés dos à dos, étaient portés par un dromadaire, espèce d'animal qui court très vite et qui peut faire jusqu'à trente lieues sans prendre de repos. Le fort d'El-Arisch, livré après une faible résistance, mit entre les mains des Français d'immenses provisions. Gazah, en Syrie, ne fit guère plus de résistance et nous fournit beaucoup de matériel et d'approvisionnements. Jaffa,

Digitized by Google

qui avait une garnison de quatre mille hommes, fut emportée d'assaut et livrée à trente heures de pillage, pour avoir coupé la tête à un parlementaire français. On y trouva une quantité très considérable de vivres et de munitions.

Bonaparte, se voyant obligé de traîner à sa suite une multitude de prisonniers qu'il ne pouvait expédier sur l'Egypte, prit, de concert avec ses officiers généraux, une de ces résolutions qui font frissonner la nature et la révoltent d'indignation : il donna l'ordre barbare de les massacrer, et ses soldats obéirent!

Il n'y avait plus qu'une seule ville pour arrêter la marche triomphante de Bonaparte, c'était celle de Saint-Jean-d'Acre, déjà si fameuse du temps des Croisades, et contre laquelle il devait échouer. Saint-Jean-d'Acre, quoique munie d'une nombreuse garnison, eût promptement succombé sans l'amiral anglais Sidney-Smith, qui transporta dans la forteresse une forte artillerie de siége enlevée d'Alexandrie, et jeta dans la place des soldats et surtout des canonniers anglais.

Bonaparte avait espéré enlever la place par un coup de main, croyant qu'elle n'était enveloppée que d'une simple muraille; mais elle était défendue par escarpe et contre-escarpe qu'il fallait miner. Un premier assaut ayant été repoussé, il fallut se décider à un siége en règle avec une armée de treize mille hommes, obligés de se livrer aux travaux et de se défendre contre les ennemis qui s'avançaient pour sauver la ville.

Une armée, que les habitants du pays comparaient par le nombre aux *étoiles du ciel et au sable de la mer*, traversait le Jourdain pour venir au secours de la place.

Digitized by Google

Junot, envoyé avec cinq cents hommes pour la reconnaître, se vit attaqué, brava l'ennemi, couvrit le champ de bataille de morts, prit cinq drapeaux, se replia sur Kléber, se forma en carré au pied du Mont-Thabor avec trois mille hommes, et attendit la cavalerie musulmane qui, semblable aux sauterelles du désert, s'élançait en tourbillons sur les angles et les côtés de son carré. Déjà nos soldats étaient couverts d'un rempart de cadavres d'hommes et de chevaux, lorsque Bonaparte déboucha du Mont-Thabor avec la division de Bon, forma deux carrés, les unit à celui de Kléber et les disposa de manière à renfermer les troupes ennemies. Bientôt, accablés par une charge terrible, les Musulmans prennent la fuite et abandonnent leur camp plein de richesses prodigieuses. Bonaparte, pour punir les villages des Naplousins, qui avaient secondé les Turcs, les livra aux flammes.

Cependant on continuait devant Saint-Jean-d'Acre les travaux des mines; un pan de muraille s'était écroulé; Bonaparte tenta de nouveau l'assaut, au moment où douze mille défenseurs débarquaient dans la place. Nos premiers guerriers étaient déjà sur la muraille, lorsqu'ils furent culbutés; quelques-uns se réfugièrent dans une mosquée et montrèrent tant d'audace, que l'amiral anglais consentit à les recevoir à composition. Après avoir employé inutilement deux mois devant Saint-Jean-d'Acre pour emporter cette place, Bonaparte sentit la nécessité de lever un siége qui ruinait sa petite armée. Des maladies contagieuses l'avaient gagnée; l'Egypte était menacée d'une attaque prochaine des Turcs qui allaient y débarquer; il avait perdu par les maladies, le

Digitized by Google

fer et le feu, près d'un tiers de ses troupes : il dut donc rentrer en Egypte.

Pendant les premiers mois de la conquête, les Egyptiens, frappés de terreur, avaient accepté en silence la domination française; mais bientôt revenus de leur étonnement, excités par des prédicateurs qui s'étaient mis à parcourir le pays pour le soulever, en montrant nos bataillons décimés et se fondant comme la neige devant le soleil, ils espérèrent quand on leur annonça la prompte arrivée des guerriers invincibles du fils du Prophète. Et en effet, le 11 juillet, Sidney-Smith vint mouiller à Aboukir, dans cette rade funeste où notre armée navale avait été détruite. Marmont, gouverneur d'Alexandrie, content de faire à Aboukir quelques faibles travaux de défense, ne voulut pas ou n'osa sortir d'Alexandrie avec ses douze cents hommes, à l'aide desquels il eût culbuté les Turcs au moment du débarquement.

Bonaparte, instruit du débarquement des Turcs, quitta le Caire, amenant avec lui les divisions Lannes, Bon et Murat; il ordonna en même temps à Desaix d'évacuer la Haute-Egypte, à Kléber et à Régnier de se rapprocher d'Aboukir. Les Turcs, au nombre de dix-huit mille hommes, s'étaient retranchés dans une presqu'île où il était facile de les renfermer; mais Bonaparte préféra les détruire. Par ses sages mesures, il anéantit deux corps portés en avant sur des éminences, en les faisant attaquer de front tandis que la cavalerie leur ôtait la retraite vers la ville. Après avoir détruit cinq mille hommes ou dans les eaux ou par le fer, Bonaparte attaqua avec la plus grande violence le corps de bataille fortement retranché en avant d'Aboukir. Ayant perdu beau-

Digitized by Google

coup de monde, il feignit une retraite, attira les Turcs trompés, qui se dispersèrent pour couper les têtes des soldats français. Dans cet instant, Bonaparte lança de nouvelles colonnes, emporta la position des Turcs et les jeta dans la mer. Douze mille cadavres nageaient sur les flots; trois mille avaient péri par le fer et le feu; le reste fut fait prisonnier, en sorte que pas un soldat n'échappa. Kléber, saisi d'admiration à la vue d'un pareil trophée, s'écria : « Général, vous êtes grand comme » le monde ! »

L'Egypte était alors en sûreté des deux côtés par où elle pouvait être attaquée, du côté de la Syrie et du côté de la mer. Nous avions encore vingt-cinq mille hommes commandés par les meilleurs généraux; tout faisait espérer des jours prospères pour la colonie. L'âme de Bonaparte était cependant agitée par de vagues pressentiments; il lui semblait que sa patrie, accablée par quelque grand désastre, réclamait sa présence. Afin d'avoir quelques nouvelles de la situation de l'Europe, il envoya sur un navire anglais un parlementaire, qui lui rapporta une masse de journaux où nos désastres étaient encore exagérés. Après avoir passé une nuit à dévorer ces journaux, Bonaparte forma le dessein de retourner en Europe, rédigea une longue instruction pour Kléber, qu'il nommait général en chef, et le 22 août, emmenant avec lui Berthier, Lannes, Murat, Andréossy, Marmont, Berthollet et Monge, il se rendit sur une plage écartée et s'embarqua sur les deux frégates le *Muiron* et la *Carrère*. Il avait espéré traverser rapidement les croisières ennemies à la faveur des ténèbres de la nuit. Un vent contraire s'étant élevé, les marins proposèrent de rentrer

Digitized by Google

dans le port d'Alexandrie; il s'y opposa : « Soyez tran-» quilles, dit-il, nous passerons. » Il traversa en effet les escadres anglaises, et quitta une plage où il avait remporté de brillantes victoires; il l'abandonna non pas en fuyard, comme quelques historiens malveillants l'ont dit, mais pour aller chercher sur une autre terre de plus grandes destinées.

Tandis que Bonaparte traversait la Méditerranée pour sauver cette France désespérée au milieu de l'anarchie du dedans et des défaites du dehors, Masséna ramenait la victoire sous nos drapeaux et éloignait le danger. Si Souwarow, après sa brillante victoire de Novi, se fût avancé vers la France et y eût porté le drapeau de la royauté légitime, il eût fait renaître des espérances et produit une grande agitation, qui eût obligé à rappeler nos troupes dans l'intérieur. Mais Souwarow s'amusa, en Piémont, à rétablir le roi détrôné, acte politique qui déplut à l'Autriche et amena le désastre des Russes. Le conseil aulique, qui avait jeté un œil d'envie sur le Piémont et voulait l'annexer à ses possessions d'Italie, le blâma et résolut de le transporter dans les montagnes de la Suisse, champ de bataille qui ne convenait nullement aux Russes, habitués à charger à la baïonnette dans les plaines et fort peu exercés au tir des montagnes.

Voulant transporter l'archiduc Charles sur le Rhin, le conseil aulique lui ordonna de quitter la Suisse, où il devait être remplacé par le général russe Gortschakoff. Les opérations ne devaient commencer que quand Souwarow serait rentré en Suisse par le Saint-Gothard, jonction qu'il fallait empêcher. Masséna, ayant soixante-quinze mille hommes de bonnes troupes et étant bien

Digitized by Google

supérieur à chacun de ses adversaires, résolut d'abord d'écraser Gortschakoff, qui était à la tête de vingt-six mille hommes. Dans une première journée, Masséna parvint à le refouler dans Zurich.

Le lendemain cette ville fut attaquée par l'armée française, qui pénétra dans les rues, écrasa les Russes, leur fit cinq mille prisonniers, leur enleva cent pièces de canon et tous les bagages avec le trésor. Gortschakoff put à peine s'échapper avec treize cents hommes, pour se retirer vers le Rhin. Huit mille morts jonchaient le champ de bataille.

Soult, chargé de surveiller le général Hotze, eut de grands succès contre les corps détachés de ce général, qui se hâta de se retirer du côté du Rhin. Souwarow, à la tête de dix-huit mille hommes, en sortant d'Italie, allait être harcelé par six mille Français, à la tête desquels Lecourbe occupait les défilés pour contraindre son adversaire à prendre les vallées les plus difficiles. Il l'arrêta assez longtemps au Pont-au-Diable que l'on avait détruit et lui tua beaucoup de monde pendant les travaux nécessaires pour le rétablir. Souwarow, informé de la défaite et de la retraite de Gortschakoff et de Hotze, prit aussi sa route vers le Rhin, se battant avec une extrême bravoure contre Lecourbe, Masséna et Molitor. Il gagna enfin Coire et le Rhin. Les marches difficiles et les différents combats lui avaient fait perdre le tiers de son armée.

Ainsi, en quinze jours, près de cent mille Austro-Russes avaient été rejetés en Allemagne avec une perte de vingt-cinq mille hommes. C'était un admirable succès et une campagne bien glorieuse pour Masséna.

Digitized by Google

Brune remportait alors d'autres succès en Hollande. Les Anglo-Russes ayant négligé de le poursuivre suffisamment au moment de leur descente en Hollande, il avait réuni les bataillons dispersés et s'était trouvé en état de reprendre l'offensive. Il renferma ses adversaires au Zyp et les réduisit à capituler. La restitution de ce qui avait été pris au Helder et l'élargissement sans échange de huit mille prisonniers furent des conditions très avantageuses, qu'on blâma cependant, parce qu'on n'avait pas obtenu la restitution de la flotte hollandaise.

Telle fut la fin de la campagne de 1799, l'une des plus mémorables de nos annales. Nous avions éprouvé de grands revers, mais tout était presque réparé lorsque Bonaparte arriva en France pour opérer une révolution intérieure.

Jamais personne ne fut reçu avec plus d'enthousiasme que Bonaparte à son retour de l'Egypte. Les habitants de la Provence, qui n'étaient pas encore délivrés de la crainte d'une invasion, allèrent le chercher sur son vaisseau et ne permirent point qu'on lui laissât faire une quarantaine. « Plutôt la peste que les Impériaux chez » nous, » criaient les Provençaux. Bonaparte trouva le même enthousiasme sur toute la route et principalement à Paris, où le gouvernement était dans le plus complet désordre.

Tant qu'il ne s'était agi que de détruire, la République avait été puissante; elle avait remporté des victoires parce que, dans les combats, il y a aussi un principe de destruction; mais quand il avait fallu établir des institutions, fonder quelque chose de durable, les systèmes s'étaient succédé sans qu'aucun fût viable. Plus on avan-

Digitized by Google

çait plus le mal grandissait. Encore quelque temps et il était sans remède.

L'arrivée de Bonaparte à Paris (16 octobre) avait fait une profonde sensation; tous les hommes de distinction s'étaient fait inscrire chez lui, parce que chacun le regardait comme le principe d'un nouveau gouvernement. Directeurs, ministres, conseils, généraux, hommes de toutes les opinions couraient à la rue Chantereine pour lui jurer fidélité. Emu, mais ne laissant rien apercevoir de son émotion, Bonaparte se montra froid, indifférent à tout; il restait presque continuellement dans sa petite maison, et, s'il en sortait, c'était en habit d'académicien, pour se rendre à l'Institut et prendre part aux travaux de la savante compagnie. Il avait soin de ne pas revêtir l'habit de général, pour ne pas donner d'ombrage et pour laisser tomber la crainte que sa présence avait fait naître.

Quand il se fut bien pénétré de l'opinion publique, qu'il eut étudié tous les partis, il se prépara à agir. Il lui fallait des hommes. Il savait que le parti royaliste ne serait pas de facile composition; aussi ne pensa-t-il pas à s'adresser à lui. Les modérés étaient à tous ceux qui voulaient les acheter; mais leur mollesse lui déplaisait.

Malgré son peu de goût pour les patriotes, Bonaparte dirigea vers eux ses premières pensées pour entrer au Directoire et le dominer par sa présence. Il pressentit les dispositions de Gohier et de Moulin, qui étaient regardés comme les chefs des patriotes, afin de savoir s'ils voudraient l'accepter à la place de Sièyes. Si Sièyes paraissait redoutable aux deux directeurs, Bonaparte leur semblait bien plus à craindre avec son esprit absolu, sa

Digitized by Google

lourde épée et la foule des guerriers qu'il traînait à sa suite. Ils répondirent que la Constitution s'opposant à l'élection d'un directeur de moins de quarante ans, son admission était impossible. Ajourner à dix ans une ambition qui ne peut plus attendre, c'est lui dire : va d'un autre côté, tu trouveras des hommes plus prêts à te servir. N'ayant, en effet, plus rien à espérer de la Constitution, il se détermina à la briser, tout en feignant de respecter ceux qui la soutenaient. Mme Bonaparte, qui jouait aussi son rôle, s'était liée avec Mme Gohier, afin de faire taire par son amitié tous les bruits de coup-d'Etat.

Repoussé par Gohier, trouvant Barras trop taré, Bonaparte dut se rapprocher de ce Sièyes pour lequel il avait le plus souverain mépris. Talleyrand, qui joignait l'astuce à l'ambition, servit de point de ralliement entre deux hommes incompatibles. Le 15 brumaire Bonaparte se rendit chez Sièyes, et tout le plan du coup-d'Etat fut arrêté. On devait suspendre les Conseils pour trois mois, substituer aux cinq Directeurs trois consuls provisoires, qui pendant ces trois mois auraient une espèce de dictature et seraient chargés de faire une constitution. Pour opérer un tel changement, il fallait se défaire et du Directoire et des Conseils. Le Directoire était ce qui embarrassait le moins. Des cinq membres qui le composaient, Sièyes et Roger-Ducos devant former un triumvirat avec Bonaparte, suivaient ses volontés et devaient donner leur démission. Barras s'était déclaré son partisan, après avoir vainement essayé de travailler pour lui-même; Gohier et Moulin avaient si peu d'expérience, qu'il était facile de les tromper. En effet, Bonaparte

Digitized by Google

s'invita même à dîner chez Gohier pour le 18 brumaire.

S'il semblait bien moins facile de se défaire des Conseils, la difficulté ne parut cependant pas insurmontable; car en s'appuyant sur l'article 102 de la Constitution, il était facile à Sièyes, qui avait la majorité aux Anciens, de déterminer ce Conseil à déclarer la patrie en péril et à ordonner le transport des deux Assemblées à Saint-Cloud, puis enfin de nommer Bonaparte commandant des forces de Paris, de la garde du Corps législatif et de la garde nationale.

Le 18 brumaire, marqué pour l'exécution du coup-d'État, on vit dans tout Paris une agitation dont on ne se rendait pas compte. Le conseil des Anciens avait été convoqué avant le jour pour des mesures extraordinaires. Après avoir entendu des discours virulents sur les conspirations permanentes des coryphées du Manége pour rétablir la Terreur, le conseil des Anciens nomma le général Bonaparte commandant de toutes les troupes, pour sauver la République. Afin que ce décret passât plus facilement et sans bruit, on n'avait point invité ceux qui auraient pu être hostiles à la mesure. Quant aux douteux, on leur avait assigné une heure où tout devait être terminé.

Bonaparte avait convoqué chez lui la plupart des officiers de Paris, qui s'y trouvaient en si grand nombre quand on lui apporta le message, qu'il dut sortir pour recevoir les envoyés du conseil des Anciens. Aussitôt qu'il fut revêtu de ce suprême commandement, il enjoignit aux troupes et aux gardes nationales de ne plus recevoir d'autres ordres que les siens.

Un décret des Anciens transféra en même temps le

Digitized by Google

Corps législatif à Saint-Cloud. Comme la loi donnait aux Anciens le droit de transférer le pouvoir législatif où ils voulaient, les Cinq-Cents durent obéir.

Dès le milieu du jour, Bonaparte était maître absolu de la situation. Sièyes et Roger-Ducos avaient donné leur démission. Barras, qui s'était d'abord réuni à Gohier et à Moulin, tomba entre les mains de Talleyrand, qui lui persuada de donner sa démission à l'exemple de ses deux collègues. Gohier et Moulin, se voyant privés de l'appui de Barras, se déterminèrent à se rapprocher de leurs deux collègues dont ils ignoraient la démission, et d'essayer de reconstituer une majorité directoriale. Ils se rendirent aux Tuileries où ils rencontrèrent Bonaparte qui leur demanda leur démission. Une très vive altercation s'engagea entre le général et Gohier, qui répondit avec force et refusa.

Après cette lutte inutile, Moulin et Gohier rentrèrent au Luxembourg, où ils furent renfermés de manière à ne pouvoir communiquer au dehors.

La grande lutte devait avoir lieu le lendemain à Saint-Cloud, où l'on se proposait d'emporter de vive force un décret par lequel les deux Conseils se seraient ajournés à trois mois et auraient nommé Bonaparte, Sièyes et Roger-Ducos consuls avec pouvoir dictatorial. Les salles des deux Assemblées n'ayant été prêtes que vers deux heures, les députés des Cinq-Cents et des Anciens se mêlèrent, s'entretinrent avec chaleur et se montrèrent disposés à résister à la tyrannie.

Les deux Conseils entrèrent en séance à deux heures, agités par de profondes préoccupations. Les Cinq-Cents, présidés par Lucien, témoignèrent la plus vive opposi-

Digitized by Google

tion à tous les actes de Bonaparte; ils renouvelèrent le serment de demeurer fidèles à la Constitution de l'an III. Bonaparte devait nécessairement agir, s'il ne voulait être vaincu; s'apercevant que l'enthousiasme marqué dans les Conseils pour la légalité agissait sur les troupes, il se présenta devant les Anciens au moment où Lagarde, secrétaire-général du gouvernement, annonçait par une lettre que quatre des membres du Directoire avaient donné leur démission et que le cinquième était en surveillance. Bonaparte parut alors et parla sur la situation. Longuet lui dit d'une voix forte : « Général, jurez obéis» sance à la Constitution de l'an III. » Bonaparte échappa au piége et répondit : « La Constitution de l'an III a été » brisée au 18 fructidor, au 30 prairial an VII, au 22 flo» réal; il faut un nouveau pacte, de nouvelles garan» ties. »

Ce discours énergique rendit le courage aux nombreux partisans que Bonaparte avait dans les Anciens, qui, eux-mêmes, étaient dans une vive anxiété sur ce que faisaient les Cinq-Cents.

Cette Assemblée était profondément agitée; on parlait de la proscription d'une partie de ses membres par le nouveau proconsul; on émettait le vœu de le mettre hors la loi. Quand il parut, suivi de quelques grenadiers qu'il plaça à la porte, l'agitation devint extrême. Les cris : *Vive la République! à bas le Cromwell! à bas le tyran! hors la loi le dictateur!* redoublèrent alors. « Que » faites-vous? lui dit Bigonnet. — Retirez-vous, lui dit » un autre, vous violez le sanctuaire des lois. — Est-ce » pour cela, général, que tu as vaincu? » s'écrie Destrem.

Digitized by Google

Repoussé avec violence, Bonaparte tomba entre les bras de ses soldats, menacé dit-on par des poignards. Lucien fit entendre que le moyen d'arriver à une solution honorable, c'était de rappeler Bonaparte, et comme on voulait enlever le commandement de la garde du Corps législatif à ce général, Lucien dit : « Je ne m'op- » pose point à la proposition, je demande qu'avant de » prendre une mesure, vous appeliez le général. » *Hors la loi!* cri poussé avec une sorte de frénésie, fut toute la réponse. Sommé de déposer la présidence, Lucien se contentant de la remettre à un vice-président, sortit de l'Assemblée accompagné de grenadiers, et, en sa qualité de président, commanda à la garde de marcher contre une Assemblée qu'elle devait protéger. Bonaparte hésitait aussi bien que ses soldats, mais Lucien le pressa vivement, lui mit même son épée sur la poitrine pour l'obliger à soutenir l'espérance de la République ; alors le tambour battit la charge, et une colonne de grenadiers sous les ordres de Murat, pénétrant dans la salle des Cinq-Cents, expulsa de vive force ceux qui osaient braver la mort.

Pendant que le conseil des Anciens, le seul existant en fait, acceptait la démission des quatre membres du Directoire, Lucien apparut, annonçant que le conseil des Cinq-Cents venait de se reconstituer. Il était composé de trente à quarante membres qui, voyant le triomphe de la force, n'étaient pas fâchés d'en profiter. Ces deux prétendues Assemblées nationales nommèrent une commission consulaire de trois membres, savoir Bonaparte, Sièyes et Roger-Ducos. Deux commissions de vingt-cinq membres furent chargées de siéger pendant la vacance

Digitized by Google

du Corps législatif. Un décret de déportation fut lancé contre cinquante-neuf membres du conseil des Cinq-Cents ; trente-sept devaient être transportés à la Guyane et vingt-deux à l'île d'Oléron. Ce décret ne fut point exécuté.

Voici comment Napoléon a jugé ce coup-d'État dans son *Mémorial de Sainte-Hélène.* « On a discuté méta-» physiquement et on discutera longtemps *si nous ne vio-» lâmes pas la loi*, si nous ne fûmes pas criminels ; ces » abstractions doivent disparaître devant l'impérieuse » nécessité ; autant vaudrait accuser de dégât le marin » qui coupe ses mâts pour ne pas sombrer. Le fait est » que la patrie était perdue sans nous et que nous la sau-» vâmes. »

FIN DU DOUZIÈME VOLUME.

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

DU DOUZIÈME VOLUME.

Vᵉ ÉPOQUE, IIIᵉ PÉRIODE, LIVRE II, CHAPITRE Iᵉʳ (Suite).

Pages

§ V. — Mouvement intérieur dans toute la France. — Première période de la guerre de la Vendée. — Guerre avec l'étranger. — Siége de Mayence, de Valenciennes, de Condé. — Triste situation de nos armées en Piémont et dans les Pyrénées (2 juin-août 1793)..... 1

§ VI. — Charlotte Corday. — Finances. — Maximum. — La levée en masse. — La Terreur. — La guerre extérieure. — La Vendée (août-décembre 1793)..... 55

§ VII. — Régime de la Terreur. — Mort de Robespierre (janvier-28 juillet 1794)..... 140

§ VIII. — Guerres. — Marine. — Colonies (1794)..... 240

§ IX. — Règne de la Plaine (29 juillet 1794-20 mai 1795).... 271

§ X. — Etat des armées depuis le commencement de l'année 1795 jusqu'à l'établissement du Directoire. — Affaires intérieures (21 mai-28 octobre 1795)..... 338

Digitized by Google

Pages

CHAP. II. — Directoire (28 octobre 1795-11 novembre 1799).... 398

§ I. — Physionomie du gouvernement et de la société. — Banqueroute. — Babeuf (28 octobre 1795-juin 1796)..... 398

§ II. — Campagnes d'Italie et d'Allemagne. — Bonaparte. — Moreau (1796-1797)..... 416

§ III. — Etat intérieur (juin 1796-4 septembre 1797)..... 505

§ IV. — Coup d'Etat du 18 fructidor. — Paix de Campo-Formio (4 septembre 1797-juin 1798)..... 522

§ V. — Campagne d'Egypte. — Bataille des Pyramides. — Aboukir (mai-octobre 1798)..... 564

§ VI. — Revers de la France en Italie et en Allemagne. — Souwarow (10 octobre 1798-18 juin 1799)..... 581

§ VII. — Journée du 30 prairial. — Etat de nos armées. — Egypte. — Saint-Jean-d'Acre. — 18 brumaire (18 juin-11 novembre 1799)..... 612

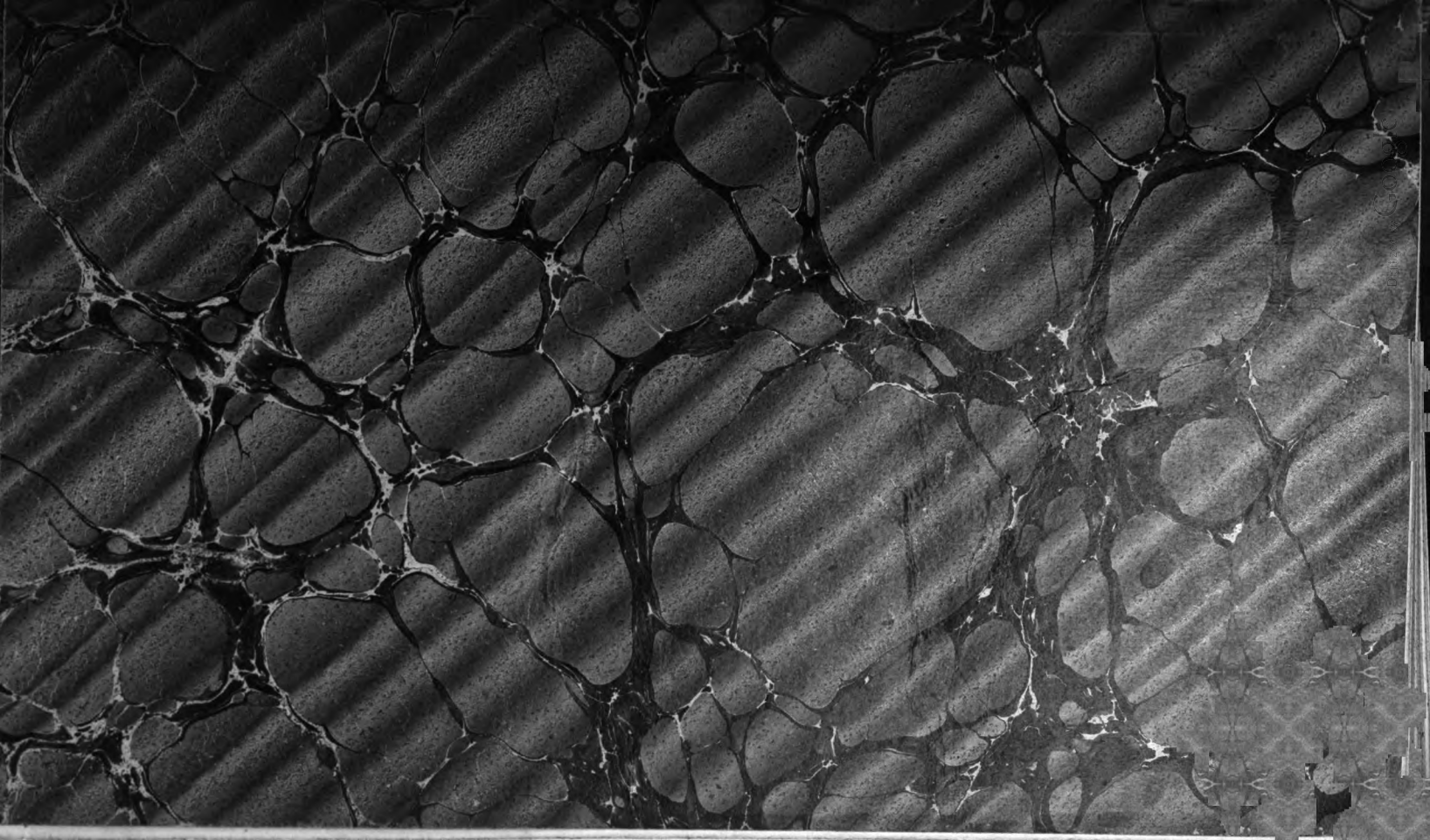
FIN DE LA TABLE DU DOUZIÈME VOLUME.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google



BIBLIOTECA DE MONTSERRAT
13020100028251

BIBLIOTECA
DE
MONTSERRAT

D
Armario VIII
Estante 8°
Número 3

Digitized by Google

